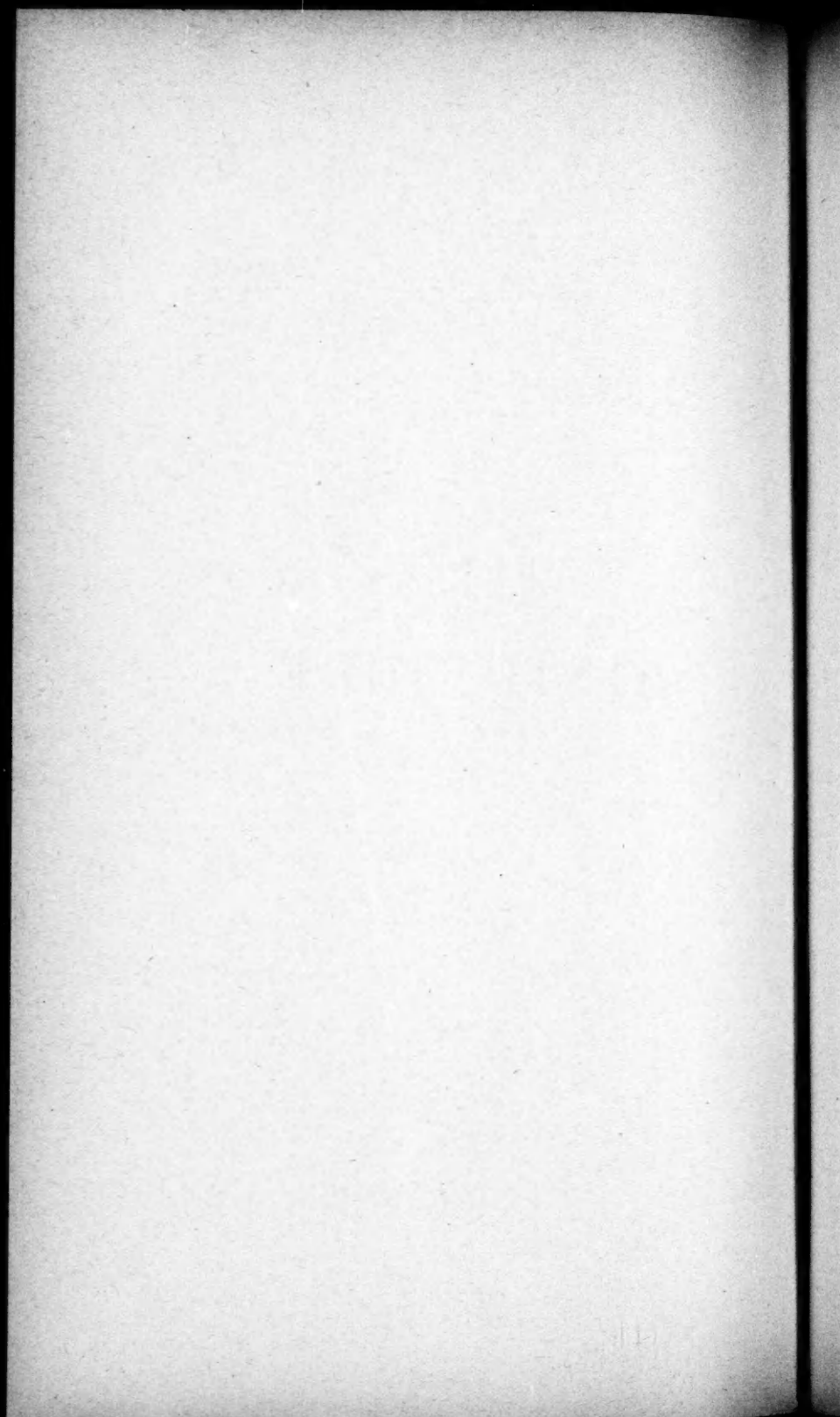


REVUE  
HISTORIQUE





# REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD

DIRECTEURS :

CHARLES BÉMONT ET LOUIS EISENMANN

*Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.*

*Cicéron, de Orat., II, 15.*

**CINQUANTE-NEUVIÈME ANNÉE**

---

**TOME CENT SOIXANTE-TREIZIÈME**

**Janvier-Juin 1934**

---

PARIS

**LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN**

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1934

THE  
FIFTH

# LE SALAIRE

## ET LES FLUCTUATIONS ÉCONOMIQUES

### A LONGUE PÉRIODE

---

En plusieurs ouvrages, presque coup sur coup, M. Simiand vient de nous donner le fruit de longues années de travail et de méditations. Autour d'une étude, qui fait centre, sur le *Salaire, l'évolution sociale et la monnaie*<sup>1</sup>, se groupent un *Cours d'économie politique*<sup>2</sup>, un essai, d'esprit plus pragmatique, sur les *Fluctuations économiques à longue période et la crise mondiale*<sup>3</sup>, enfin, sur les travaux relatifs à l'histoire des prix, un examen critique, mêlé de vues très personnelles<sup>4</sup>. Patiemment mûrie, soutenue dans son élaboration par un enseignement qu'un bonheur assez rare a permis d'accorder à la recherche, nourrie des expériences mêmes de l'action, l'œuvre n'est point achevée ; diverses perspectives, ouvertes çà et là, laissent entrevoir ses directions futures. Mais elle se présente dès maintenant avec des lignes assez nettes pour qu'il soit possible d'en mesurer l'ampleur et l'originalité. Je m'attacherai ici, spécialement, à l'enquête sur le salaire. Les pièces de l'édifice sont unies, cependant, par des liens trop étroits pour qu'aucune d'elles puisse, sans arbitraire, être complètement isolée de ses voi-

1. Paris, Félix Alcan, 1932, 3 vol. in-8°, xxxii-586, 620 et 152 p. (*Nouvelle Bibliothèque économique*). Le tome III renferme, avec les « annexes », consacrées à l'examen critique des sources, les tableaux et diagrammes. Dès 1907, M. Simiand avait étudié *Le salaire des ouvriers des mines de charbon en France* (Paris, Cornély).

2. Paris, éditions Domat-Montchrestien, s. d., 3 vol. polycopiés, 850-26, 654 et 765 p. Cf. les comptes-rendus de M. L. Febvre, dans les *Annales d'histoire économique et sociale*, t. II, 1930, p. 581, et t. V, 1933, p. 161, et, sur le t. II (le premier dans l'ordre de parution), ma note, dans la *Revue de synthèse*, t. I, 1931, p. 253. Le cours a été professé, en trois années, au Conservatoire des arts et métiers.

3. Paris, Félix Alcan, 1932, in-12, 142 p. (*Les questions du temps présent*). Le volume reproduit, avec quelques compléments, des conférences données à l'Institut des Hautes Études de Belgique.

4. *Recherches anciennes et nouvelles sur le mouvement général des prix du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle*. Paris, éditions Domat-Montchrestien, 1 vol. polycopié, 676 p., 14 diagrammes.

sines. Aussi bien — quitte à ce qu'il y soit revenu, sous d'autres formes, dans cette *Revue* — semble-t-il nécessaire, sans plus tarder, de signaler aux historiens, comme des parts dorénavant fondamentales de leur patrimoine, le *Cours d'économie politique*, entre tous les précis de même ordre le mieux adapté à leurs besoins, parce qu'il est le plus proche des réalités humaines, et ces *Recherches anciennes et nouvelles sur le mouvement général des prix*, que la valeur à la fois de leur exposé de faits et de leurs considérations de méthode appelle à prendre rang parmi nos outils familiers.

Il serait vain, par ailleurs, de le dissimuler : dans ses trois volumes sur le salaire — beaucoup plus, à vrai dire, que dans les ouvrages parallèles — M. Simiand demande à ses lecteurs un travail assez rude. A tous, j'imagine. Mais, plus spécialement, aux historiens. Car la loi de nos recherches étant de chercher à découvrir, derrière la pâle expression des textes, la chair même de la vie, ce perpétuel effort vers le concret et le particulier tend à atrophier chez nous la faculté d'abstraction. Statisticien et, par suite, rompu aux habitudes du langage mathématique, M. Simiand se plaît à user de simples lettres ou de chiffres, pourvus ou non d'indices, pour noter et rappeler soit les divers ensembles, chronologiques ou statiques, qu'il distingue au sein de la complexe réalité, soit les principes de méthode qu'il s'applique à dégager. Avouons-le sans fausse honte : parmi ces préceptes J 1 ou H, ces documents de la catégorie 2 1, ces phases A 1 ou A'', nous avons quelque peine à frayer notre chemin. Par notre faute, sans nul doute ; mais la charité, en même temps que le souci d'assurer à l'œuvre tout son rayonnement, ne conseillait-elle pas de prendre davantage notre faiblesse en pitié ?

Il y a plus. S'il est une erreur qu'au cours de sa carrière de théoricien et de critique M. Simiand n'a cessé de dénoncer — j'en appelle au souvenir de tous ceux qui, dans l'*Année sociologique* d'antan, ont trouvé un des meilleurs éléments intellectuels de leurs années d'apprentissage, — c'est l'abus qui est fait couramment, dans les sciences humaines, des raisonnements de simple bon sens. Rien de mieux justifié, en soi, rien de plus sain, que cette vigoureuse campagne. Les prétendues vérités d'évidence — d'évidence psychologique, notamment — sur lesquelles prennent appui, dans tant d'ouvrages historiques, les tentatives d'explication causale, ne sont, trop souvent, que de pures illusions, ou, au mieux, de grossières approximations, nécessaires peut-être à l'empirisme hâtif de la pratique, mais dont aucune science, digne de ce nom, ne saurait se contenter : aussi bien, le propre de toute re-

cherche scientifique n'est-il pas de substituer la connaissance à la devinette? A refuser d'accepter, pour l'inflexible déroulement de son enquête, tout point de départ dont la légitimité n'aurait pas été, au préalable, soigneusement démontrée, à ne rejeter aucune explication possible, même la moins vraisemblable, sans en avoir établi, en forme, l'inanité, à ne jamais risquer, si je puis dire, un pas en avant sans que la solidité du sol n'ait été consciencieusement éprouvée, M. Simiand nous donne, certes, un admirable exemple de méthode. Il n'est pas, en particulier, de leçon capable d'inspirer de plus salutaires réflexions aux historiens, que la nature même de leur tâche expose sans cesse à la tentation de reporter, dans un passé dont tant d'éléments nous échappent, des vues a priori pillées dans d'imparfaites descriptions du présent. Et si, de ce soin même, il résulte, par moments, quelque fatigue pour le lecteur, nous dirons volontiers, d'accord, je suppose, avec M. Simiand : tant pis ! La science n'est pas faite pour ceux qui répugnent à l'acheter de leurs veilles. Il est permis cependant de se demander s'il n'y aurait pas eu moyen de nous épargner, au moins dans l'expression, certains détours et retours. La gageure est belle, mais peut-être irréalisable, de vouloir éliminer du langage, voire du raisonnement, le moindre sous-entendu, et l'infirmité de notre ceil fait qu'un mouvement trop décomposé cesse d'être aisément perçu. Ajoutez qu'une règle de méthode, sur laquelle nous reviendrons, ayant exclu toute utilisation de documents de caractère psychologique, l'homme qui, à y regarder de près, est partout présent dans l'ouvrage, n'y paraît pourtant jamais au grand jour. C'en est assez pour donner à comprendre que la coque est dure. Mais, comme j'espère le montrer, quiconque prendra la peine de la rompre sera largement récompensé de son effort<sup>1</sup>.

1. Ajoutez que l'ouvrage est gros : ce qui était l'inévitable rançon de sa richesse. Or, comme M. Simiand l'observe tout le premier, pour beaucoup d'entre nous, accaparés par les tâches quotidiennes, « les loisirs de lecture sont limités ». C'est en pensant à cette cruelle insuffisance des heures vouées à la culture intellectuelle qu'il a eu soin d'indiquer lui-même (p. x, à la note) les parties fondamentales de son exposé, celles dont le lecteur, s'il n'a pas le temps de tout voir et de tout scruter, devra du moins prendre connaissance. Afin de rendre service aux personnes qui craindraient d'aborder de plain-pied ces trois volumes très drus, je leur signalerai, à mon tour, deux études qui leur feront un chemin aisé. L'une est de M. Simiand lui-même : ces conférences sur *Les fluctuations économiques* que j'ai déjà signalées plus haut (cf. ci-dessus, p. 1). Bien que leur objet soit très loin de se confondre avec celui du principal ouvrage, les mêmes idées se retrouvent souvent des deux parts et, ici, sous une forme à la fois plus brève et plus proche de la vulgarisation au meilleur sens du mot. Par ailleurs, dans la *Revue philosophique* (1933), sous le titre : « Une théorie expérimentale du salaire », M. Maurice Halbwachs a donné, de la méthode et des conclusions de M. Si-

\* \* \*

A la base même de la méthode de M. Simiand se place la notion d'expérience, empruntée aux sciences de la nature, mais pliée aux conditions propres des sciences de l'homme. Entre les deux ordres de connaissance, ce qui attire d'abord les yeux, c'est leur contraste, frappant à souhait. Le physicien, le biologiste même, dans leur laboratoire, reproduisent, à leur gré, les phénomènes et en font jouer les facteurs. Le sociologue, l'historien — je suis de ceux qui, entre ces deux noms, ne voient nul abîme — sont, par contre, presque toujours sans action sur l'objet de leur étude. Reçoivent-ils cependant, d'aventure, le pouvoir de modeler un peu de matière humaine : tel M. Simiand lui-même qui, naguère, à l'Armement, fut appelé à exercer une part d'influence sur une de ces grandes fluctuations de salaires, dont il s'apprêtait déjà à écrire l'histoire ? Mille raisons n'en continuent pas moins de leur interdire la liberté de mouvement du chimiste, en face du chlore, ou du physiologiste, qui inocule des cobayes. En un mot, l'expérimentation leur est fermée. Non, au sens exact du mot, l'expérience<sup>1</sup>. Cette « opération sur les faits, d'où l'esprit de l'opérateur tire une relation entre ces faits ou certains d'entre eux », naît ici de la réalité elle-même et de ses variations, convenablement observées et interprétées : pareillement, le médecin considère volontiers la maladie, qu'il n'a point provoquée, comme une expérience « naturelle ». Seulement, l'impossibilité où est le sociologue de disjoindre matériellement et de déclancher à part les divers facteurs qui semblent capables de conditionner le phénomène central l'oblige, beaucoup plus que le savant de laboratoire, à un emploi extrêmement poussé de la discussion analytique : ce qu'il ne peut isoler par le geste, il faut bien qu'il l'isole par l'esprit. D'où ces listes complètes des « circonstances de l'observation », ces « revues systématiques de tous les éléments », auxquelles les caractères spécifiques de sa science lui font un devoir de s'astreindre, avant d'accepter, fût-elle de « sens commun », aucune liaison causale. Pour l'ensemble des règles que M. Simiand, avec une rare fermeté de pensée,

miand, un exposé remarquablement lucide et pénétrant ; sur certains points — je me devais de l'indiquer — elle apporte des précisions plus grandes que je ne pourrai en fournir dans l'analyse que je vais tenter.

1. Je dois avertir que M. Simiand n'est pas responsable de cette distinction ; il ne sépare pas, dans son vocabulaire, « expérimentation » et « expérience ». Je la hasarde, cependant parce qu'elle me paraît exprimer, assez commodément, un contraste sur lequel tout le monde s'accorde.



a fixées à sa recherche, il faut renvoyer le lecteur à l'introduction de l'ouvrage, véritable discours de la méthode « positive ». Je devrai me borner à retenir quelques traits fondamentaux.

De tous les préceptes ainsi formulés, il en est un, avant tout, où les travailleurs habitués à réfléchir sur le passé reconnaîtront une direction d'esprit qui, plus ou moins consciente, leur est familière : celui qui reçoit le nom de précepte du « phénomène se produisant ». Un exemple, que j'emprunte à M. Simiand, en fera aisément saisir la signification. Supposons qu'en une année donnée le salaire soit plus élevé en Angleterre qu'en France, et plus élevée aussi, là-bas qu'ici, la richesse globale de la nation. Serons-nous en droit, par cela seul, de formuler, entre les deux faits, une liaison causale, de dire, j'imagine : le salaire dépend de la richesse ? Non, certes. Afin de simplifier les termes du problème, tenons, si l'on veut, pour éliminées d'avance plusieurs possibilités qui, en bonne méthode, ne pourraient l'être qu'après un sérieux examen : existence d'autres relations de même sens, entre le salaire et divers ordres de phénomènes étrangers au couple d'abord envisagé ; action d'un troisième facteur, qui déterminerait à la fois richesse et salaire. Reste l'hypothèse que, de pays à pays, la divergence entre les salaires soit ou beaucoup plus ancienne que celle des richesses, ou beaucoup plus récente ; ou encore que, la double inégalité remontant à un passé lointain, on ait vu néanmoins, pendant la période antérieure, des deux côtés, la richesse constamment diminuer et le salaire constamment hausser. N'importe laquelle de ces éventualités suffirait à ruiner notre première conclusion ; comment les écarter, toutefois, sinon en étendant l'observation à toute une tranche du temps ? En science sociale, les seules expériences valables sont donc celles qui, prenant pour objet des variations dans leur succession chronologique, maintiennent au phénomène sa qualité de devenir. Ces variations, en outre, il est indispensable de les observer d'une façon à peu près continue, ou du moins à intervalles suffisamment rapprochés et surtout qu'on évitera de disposer arbitrairement. Précédemment déjà, dans un petit livre plein de suc, qui s'intitule *Statistique et expérience*<sup>1</sup>, M. Simiand, insistant sur ce principe de « phénoménoscopie suivie », en avait exprimé la nécessité à l'aide d'une ingénieuse parabole : « un observateur... qui, ne sachant rien par ailleurs de la végétation, aurait seulement des constatations conjointes sur la hauteur des arbres et sur la température, d'une part en avril, d'autre part

1. Paris, Rivière, 1922.

en décembre, pourrait... en tirer que la croissance des arbres est liée à la diminution de la température ». De même, l'économiste qui, sur ses graphiques piquant des statistiques des salaires établies de vingt en vingt ans, noterait qu'en 1920 ils étaient beaucoup plus élevés qu'en 1900, serait aisément conduit à attribuer cette montée tout entière aux événements les plus frappants de la période — la guerre et ses suites, — alors qu'un examen plus serré de la courbe prouve que le mouvement avait commencé, dès les premières années du siècle, dans une France en paix, où l'étalon d'or n'avait encore subi aucune atteinte. Il m'est arrivé naguère de définir l'histoire : « la science d'un changement ». Je pensais alors, surtout, à l'utilisation trop souvent erronée que, oubliant l'écoulement du fleuve, font du passé diverses pratiques, d'ordre militaire ou politique. Mais la formule serait sans doute susceptible d'une application plus générale. M. Simiand, avec une rigueur et une lucidité admirables, fonde en logique dans la sociologie, qui l'avait parfois quelque peu négligée, l'importance prépondérante du temps.

On n'aura vraisemblablement pas manqué de le remarquer : l'exemple que je citais plus haut suggère déjà que M. Simiand ne met qu'une confiance assez faible dans un outil dont la sociologie a fait jusqu'ici grand état : la méthode comparative. Dans le cas choisi, à la vérité, il se trouvait n'envisager qu'une comparaison purement statique, entre deux sociétés saisies arbitrairement à un moment quelconque du temps ; c'était s'attaquer à une assez méchante application du procédé. Mais plus loin, à l'occasion de la règle qu'il a baptisée « précepte de l'identité de base », il revient sur sa critique, en lui donnant une portée plus large. Dans les sciences humaines, nous dit-il, les expériences que l'observation des faits, dans leur déroulement spontané, est seule à fournir, sont en nombre très limité. De cette poignée de cas, fortement individualisés, comment dégager des liaisons de valeur générale ? Surtout, alors que chacun d'eux nous apparaît enveloppé de tout un groupe de conditions qui lui sont particulières, comment, dans cette suite de réseaux singulièrement intriqués, discerner les circonstances adventices, puis les causes ? On a souvent recommandé de confronter des sociétés différentes. C'est que, précisément, on les suppose diverses en tout, à l'exception de quelques éléments seulement, semblables de part et d'autre ou, du moins, semblablement liés et, par là, comme naturellement isolés de la masse. En France, j'imagine, et en Angleterre, l'évolution du salaire soutiendrait avec celle des moyens monétaires une relation dont le sens serait, des deux côtés, pareil ; au contraire la structure sociale, l'atmosphère reli-



gieuse ou intellectuelle présenteraient, de nation à nation, des contrastes trop vifs pour pouvoir être considérées comme causes d'une variation en son principe homologue. Mais, rétorque M. Simiand, comment être assuré que ces contrastes même n'exercent pas une action sur les divergences des salaires? A-t-on le droit, après tout — ajoutez-il plaisamment — d'écarter, à priori, l'hypothèse qui dans la consommation du thé, plus forte en Angleterre, dans celle du vin, plus forte en France, verrait l'origine de cette inégalité entre les rémunérations ouvrières? Mieux vaut se borner à une société unique, étudiée, bien entendu, en succession chronologique. Il y a chance alors que, parmi les facteurs les plus difficiles à atteindre, un grand nombre demeurent constants, durant toute la période envisagée, et, par suite, ne puissent être soupçonnés d'aucune influence sur la variation fondamentale. D'autres, au contraire, paraîtront subir eux-mêmes quelques transformations; nous en serons quittes pour examiner celles-ci. C'est pourquoi les salaires français, et eux seuls, ont formé la matière de l'enquête.

Nul ne sera tenté de méconnaître la force de cette critique : elle porte, et de façon décisive, contre beaucoup d'utilisations abusives, ou légères, de la méthode comparative. Contre cette méthode en elle-même, partout et toujours? M. Simiand serait sans doute le dernier à le soutenir : n'a-t-il pas lui-même, dans ses *Recherches sur les prix*, accordé à la comparaison, de pays à pays, une grande place? Sans prétendre entamer ici un plaidoyer selon toute apparence bien inutile et qui, d'ailleurs, exigerait un développement longuement nuancé, je me bornerai à deux observations.

« Identité de base? » en d'autres termes nécessité de prendre pour matière de l'étude un ensemble humain véritablement un et durable, une chose de vie, non un mot? Règle d'or assurément, entre toutes sacrée. C'est, au fond, le précepte même que, naguère, dans *Statistique et expérience*, à propos du calcul des moyennes, M. Simiand exposait avec tant de fermeté : la moyenne des tailles des adultes, dans une espèce animale, dans une nation, dans une classe, exprime une réalité; celle des tailles des divers animaux, réunis, par hasard, dans une ménagerie, n'est qu'un chiffre vain. Mais, précisément, surtout lorsqu'on remonte un peu haut dans le passé, un premier travail de comparaison est indispensable à la reconnaissance de pareils ensembles : bornage délicat, dont la nécessité échappe encore, trop souvent, aux sciences historiques. On admettra volontiers que, pour une étude des salaires, à l'époque contemporaine, un cadre national très simple n'of-

frait guère que des avantages. Supposons, un instant — contrairement hélas ! à la vérité — que l'état de la documentation permette d'entreprendre, sur le XIII<sup>e</sup> siècle, une enquête de même ordre : je doute fort qu'elle pût utilement choisir pour limites les frontières du royaume de France d'alors, ou de la France actuelle. Et je suis bien sûr qu'en ce qui touche le développement urbain médiéval ou l'évolution des institutions vassaliques, la Picardie française forme avec le Hainaut impérial et peut-être même avec la Rhénanie, un groupe beaucoup plus homogène que, par exemple, avec la Narbonnaise. Or, cela, comment le saurai-je, sinon après avoir procédé à quelques rapprochements ?

Mais il y a plus. M. Simiand me paraît rabaisser un peu trop la valeur de la comparaison, comme réactif capable d'écarter les conditions accessoires. On voudra bien me permettre, pour plus de brièveté, de choisir un exemple que j'ai déjà développé ailleurs. Soit un régime agraire, celui des champs ouverts et allongés. Si je ne l'étudie qu'en Allemagne — le cas s'est présenté — je serai aisément tenté d'en voir la cause dans des particularités propres aux sociétés germaniques. Or, ici, pour éprouver mon hypothèse, les variations dans le temps ne me prêteront évidemment aucun secours. Suis-je, au contraire, amené à constater qu'il est ou a été largement répandu, hors d'Allemagne, dans des pays dont la population, étrangère au groupe germanique, s'avère, par ailleurs, comme n'ayant jamais subi bien profondément, dans ses coutumes agraires, l'influence de ce groupe ? Ma première construction, visiblement, s'écroule. Mais qu'ai-je fait, en termes d'expériences, sinon éliminer un facteur, en l'espèce le facteur ethnique, ou une de ses formes ?

\* \* \*

Le salaire, tel que M. Simiand s'est proposé de l'étudier, est, au propre, le salaire ouvrier, c'est-à-dire la somme de monnaie en échange de laquelle est loué « un travail essentiellement manuel », ou essentiellement lié « à un effet matériel ». Seront donc exclues les rémunérations accordées, dans l'entreprise, au personnel directeur ; de même, celles des employés, voués à une activité tantôt d'ordre intellectuel, tantôt, lorsqu'il s'agit de vente, « surtout psychologique » ; retenus par contre, quoique forcément considérés à part, les salaires agricoles et, du moins à titre de contre-épreuve, ceux des « domestiques à la personne ». Ainsi circonscrit, l'objet de la recherche correspond bien à une réalité

objective et toute concrète : dans la pratique des affaires, élément considérable des calculs de coût de revient ; du point de vue de la répartition et, ajouterons-nous, de la structure sociale, revenu type de tout un groupe d'hommes, on oserait presque dire d'une classe.

Sur beaucoup d'autres réalités sociales, le salaire a, par ailleurs, l'avantage d'être une donnée numérique, susceptible d'être comptée et qui, en fait, l'a souvent été. C'est en statisticien que M. Simiand en aborde l'étude. Disons mieux : en maître de la critique statistique. Toute une partie du premier volume est consacrée à l'inventaire et à l'appréciation des témoignages ; il n'est pas, dans le livre entier, de leçon de méthode plus digne d'être suivie de près par les lecteurs dont la curiosité sait aller, autant qu'à la science toute faite, à la science qui se fait. Le problème, en son essence, ne diffère pas de celui avec lequel tous les historiens, sans exception, sont habitués à lutter, lors même qu'ils doivent renoncer à disposer de sources chiffrées. Les questions étant dictées, en dehors de toute contingence, par le désir de savoir et de comprendre, comment arracher une réponse à des documents presque invariablement imprécis, lacunaires ou suspects, et dont les meilleurs souffriront toujours de ne pas avoir été faits pour les besoins de la pure connaissance ? Pour y réussir, point d'autre voie que de dresser d'abord un questionnaire, quitte, bien entendu, à le perfectionner incessamment au cours de la recherche : à qui ne sait ce qu'il veut demander, les témoins ne diront jamais rien qui vaille. M. Simiand a donc commencé par déterminer ce que seraient, touchant le salaire et ses « circonstances », en premier lieu les notions idéalement « désirables », puis celles qu'après une rapide reconnaissance il faut bien se résigner à tenir, d'avance, pour seules pratiquement accessibles. Après quoi, il a passé, pour les salaires — les « circonstances » étant provisoirement laissées de côté — au recensement critique des sources. Vient enfin l'élaboration proprement dite. Au terme de ce long effort, d'une remarquable rigueur intellectuelle, se placent deux graphiques, à la fois point culminant de la première partie de l'étude et point de départ des essais d'interprétation qui devront suivre. Ce sont, de 1790, ou peu avant, à 1930, les diagrammes, à ordonnées logarithmiques, des salaires dans la France, moins Paris, d'une part, à Paris (ou, en quelques cas, dans le département de la Seine), de l'autre.

Le jour où fonctionneront, dans nos Universités, à l'usage des apprentis historiens, ces exercices pratiques de statistique que nul plus que nous n'appelle de ses vœux, on imagine fort bien les deux diagrammes

fondamentaux de M. Simiand proposés comme textes d'explication : textes difficiles parfois, pour des yeux encore inexperts, mais profondément instructifs. Pour l'instant, force m'est de laisser à de mieux armés que moi le soin d'en présenter, avec tout le détail qu'il mérite, le commentaire technique. Quelques remarques, très élémentaires, devront suffire à faire saisir l'esprit de la méthode.

M. Simiand n'a point cherché à dresser une courbe unique pour toute la France, ni même, dans aucun des deux graphiques, pour les salaires des hommes ou des femmes, envisagés ensemble ou séparément. Chaque groupe de données, distinct par ses conditions d'établissement, en même temps, le plus souvent, que par les catégories professionnelles auxquelles il s'applique, a donné lieu à un tracé particulier. Prenons, par exemple, dans le premier diagramme — France, moins Paris — la partie réservée aux salaires masculins. Nous y verrons, entre autres, figurés côte à côte, d'une part, les renseignements empruntés aux enquêtes sur l'industrie qui se sont succédé de 1840 à 1845, de 1861 à 1865, de 1891 à 1895, de l'autre ceux qui, en 1853, en 1857, puis de 1871 à 1887 et, enfin, en 1892, furent recueillis auprès des maires des chefs-lieux de départements. Encore faut-il ajouter qu'afin de permettre une confrontation plus serrée, ont été calculées et représentées à part, dans la première catégorie, la moyenne générale, la moyenne arithmétique simple des moyennes par département, la moyenne arithmétique simple des moyennes par groupes d'industries ; dans la seconde, avec la moyenne des nombreuses professions qui, sauf en 1892, avaient été, en principe, recensées, celle des neuf professions — toutes de petit métier — sur lesquelles l'Office du travail estima, en 1892, les maires plus spécialement capables d'informations exactes. De multiples courbes, qu'il serait beaucoup trop long d'énumérer ici, se développent ainsi tout le long du tableau. Or, de l'une à l'autre — compte tenu, bien entendu, d'inévitables divergences de détail, dont l'interprétation relève d'un autre stade de la recherche — l'identité d'allure est frappante. Beaucoup mieux que n'eût pu le faire une ligne unique, dont la trompeuse simplicité eût exigé la superposition arbitraire de données très différentes par leur valeur et leur portée, ce lacs de lignes approximativement parallèles fournit, du mouvement global des salaires, une image véritablement expressive. Rassurante, aussi. Car, conformément à un principe que les *Recherches sur les prix* ont mis en pleine lumière, la comparaison qui s'établit ainsi, par l'intermédiaire de leurs représentations graphiques, entre les diverses classes de témoignages, leur constitue la plus sûre épreuve

de véracité : l'hypothèse d'une série d'erreurs, uniformément dirigées dans le même sens, répugnant aux lois de la probabilité — fondement, à y bien regarder, de toute critique historique — comment, dans ce parallélisme si net, se refuser à reconnaître une exacte traduction de la réalité?

D'une réalité, entendons-nous bien, qui est essentiellement un mouvement, et un mouvement relatif. Exprimés en francs et en centimes, c'est-à-dire tels que les fournissent les sources, les salaires moyens ne sont que la matière brute de la recherche, puisque tout le dessein de celle-ci est de saisir une variation. A l'aide de ces données premières, déterminer, pour chaque série homogène, les valeurs relatives des salaires aux diverses dates ; puis, grâce au système de représentation logarithmique, en figurer les taux d'accroissement ; enfin, confronter entre eux les tracés dynamiques ainsi obtenus : tel devait être l'objet de l'effort d'élaboration. Afin de disposer de relations qui, de série à série, fussent comparables entre elles, il a naturellement été nécessaire, selon un procédé dès longtemps classique, de les ramener toutes à une année de base commune, uniformément affectée, dans le calcul des nombres indices, du chiffre 100 : en l'espèce, pour des raisons sur lesquelles il suffira de renvoyer à l'ouvrage, l'année 1892. Ce travail une fois fait, les valeurs absolues, qui n'ont plus rien à nous dire, sont délibérément jetées par-dessus bord ; elles n'apparaissent jamais dans les tableaux ou diagrammes. Peu nous chaut, en d'autres termes, le nombre moyen de pièces de monnaie effectivement touché, pour chaque journée de travail, en 1853, je suppose, par l'ouvrier du textile ou le mineur ; l'utile est de savoir et de représenter qu'entre les sommes reçues des deux côtés, en 1858, d'une part, durant l'année repère, de l'autre, les rapports s'établissent comme de 59 ou 60 à 100<sup>1</sup>.

Toujours délicat, ce calcul des valeurs relatives a provoqué, de la part des statisticiens, l'invention de procédés diversement ingénieux et efficaces dont on trouvera l'exposé critique dans les ouvrages de M. Simiand, notamment, sous une forme accessible aux moins mathématiciens des lecteurs, dans ses *Recherches sur les prix* et au tome II de son *Cours*. L'étude des salaires présentait une difficulté particulière-

1. Resterait, d'ailleurs, à rechercher, profession par profession ou nature de travail par nature de travail, les rapports, entre eux, des divers salaires et les variations de ces rapports. Il serait du plus haut intérêt, par exemple, de connaître les écarts entre la rémunération du mineur et celle du docker, ou, dans la mine même, entre celles du piqueur et du herscheur, et de déterminer si les courbes, dans le temps, se rapprochent ou s'éloignent. Mais cette étude, capitale pour l'histoire de la structure sociale, était en dehors du dessein de l'ouvrage. Nul ne serait mieux placé que M. Simiand pour nous la donner un jour.



ment grave. La documentation n'y est, en effet, que médiocrement propre à satisfaire le précepte de « phénoménoscopie suivie ». On ne voit guère de suite qui n'offre, dans la succession, de sérieuses lacunes. Celles-ci, par malencontre, atteignent-elles l'année de base ? Un ajustement s'impose, dont le principe est d'ailleurs très clair. Soit, côte à côte, deux séries ; la première englobe l'année fatidique, qui manque dans la seconde. Supposons qu'elles aient en commun une ou plusieurs autres années. Empruntant à la chaîne la mieux pourvue l'indice dont un de ces points de coïncidence y a été affecté, en fonction, bien entendu, du repère normal, nous le transporterons, date pour date, sur la chaîne au maillon perdu, où il jouera le rôle de base. A son tour, d'ailleurs, cette nouvelle échelle pourra être utilisée pour procurer à une autre classe de témoignages, plus déficiente encore, l'origine de sa graduation. Ainsi, de proche en proche, les divers groupes prennent appui l'un sur l'autre. Les informations en provenance des conseils des prud'hommes, par exemple, ne commencent pas avant 1896. Faisant choix, précisément, de cette année-là comme « base secondaire », nous lui attribuerons dans la série « prud'hommes » l'indice 102, qu'elle porte déjà dans une catégorie de données à la fois plus complète et de caractère sensiblement analogue : celles qu'ont recueillies de 1890 à 1903 les enquêteurs du Bureau of Labor américain. Rien ne sera plus simple, ensuite, que de calculer, par rapport à ce chiffre, l'ensemble des valeurs relatives. Plus tard, nous tournant vers les *Statistiques des préfets*, nous y notons, aux dates de 1789 et de l'an X, les salaires des journaliers d'industrie ; à la recherche d'une autre série qui fournisse le même ordre de renseignement, nous ne rencontrons que les conseils des prud'hommes. Ceux-ci, à dire vrai, embrassent un bien plus grand nombre de départements, et le journalier y figure à côté de beaucoup d'autres professions. Mais les indications sont assez précises pour nous permettre d'en extraire, à l'année 1896, le salaire moyen du journalier dans les départements qui seuls ont été décrits par les préfets du Consulat. La valeur absolue ainsi dégagée pourra donc légitimement prendre place, dans une même succession, avec les chiffres de 1789 et de l'an IX. Comme indice relatif, nous lui fixerons, tout naturellement, 102, qui est, nous le savons, pour l'année en cause, celui de la totalité des salaires recensés par les prud'hommes ; après quoi, les opérations sur 1789 et l'an IX ne seront qu'un jeu.

L'esquisse qu'on vient de lire ne donne, cela va de soi, qu'une grossière image de la méthode. Je n'ai pas seulement pris des exemples particulièrement simples ; j'ai dû, par surcroît, les simplifier. Laissons

même de côté toutes les difficultés de détail qui peuvent surgir : notamment lorsque la coïncidence des séries demeure tout approximative et qu'il faut bien se résoudre, faute de mieux, à affecter à l'année 1854 de la série Fm 7 l'indice, pour 1853, de la série Fm 6 a. Mettons les choses au mieux. Il restera toujours que le procédé suppose, à son origine, des déterminations fort délicates : choix de la classe de témoignages qui, à sa voisine, moins favorisée, fournira l'indispensable base auxiliaire ; parfois, en outre, lorsque les rencontres sont multiples, choix, parmi les années communes aux deux séries, du point de départ retenu. Décisions grosses de conséquences, en vérité : car, faisons-y bien attention, fixer ainsi aux deux chaînes un maillon de liaison, c'est les traiter, délibérément, comme deux grandeurs comparables. Une discussion soigneuse, l'appel à diverses contre-épreuves s'imposent chaque fois. On le voit : bien qu'il s'agisse de chiffres et de décomptes, l'opération n'a rien de mécanique ; elle fait appel constamment à la réflexion, disons plus, à l'imagination scientifique — à cet esprit de résolution, aussi, à cette acceptation raisonnée des risques qui sont, au savant, aussi nécessaires qu'à l'homme de pratique. Si rigoureuse, en d'autres termes, que soit la méthode statistique, telle que l'applique M. Simiand, elle se présente — nous aurons à y revenir — moins comme une photographie que déjà, pour une part du moins, comme une interprétation du réel.

Les lacunes dont sont entachées tant de séries documentaires ont naturellement d'autres inconvénients encore que de gêner le calcul. J'ai parlé plus haut du parallélisme des courbes. Il faut bien comprendre qu'il est fort loin de se manifester de bout en bout : souvent les tracés se relayent, plutôt qu'ils ne courent côte à côte. Afin de parer aux doutes qu'eût pu soulever la présence de ces brisures, M. Simiand a eu recours à un artifice de présentation extrêmement ingénieux. Quatre séries, relatives à quatre grandes industries — mines, sucre, textiles et métaux — offrent, par exception, une continuité remarquable : au point de fournir pendant de longues périodes — pour les mines, depuis 1847 — des données annuelles. Au lieu de porter leurs courbes sur le diagramme général (France, moins Paris), il les a réunies, à part, en un transparent, dont l'application, sur le graphique réservé aux autres séries, à la fois restitue le tableau d'ensemble et permet, des témoignages les meilleurs aux témoignages plus imparfaits, une comparaison aisée. L'identité foncière des divers mouvements particuliers, « quant au sens, à la grandeur, aux tournants et aux dates », est par là rendue sensible, et c'est en toute tranquillité d'âme que nous pourrions désor-

mais chercher à dégager de leur examen, conformément à l'objet propre de l'étude, le mouvement global des salaires français.

\* \* \*

Ce mouvement, dont l'observation a coûté tant d'heureux efforts, s'offre à nous, en fin de compte, sous l'aspect d'un grand rythme alterné. Tout le long de la courbe, deux types de phases, que M. Simiand désigne par les lettres A et B, vont se succédant. Les phases A sont les plus aisées à définir : elles se caractérisent par une hausse accentuée. Rien, par contre, ne serait plus inexact que de qualifier, brutalement, les phases B de phases de baisse. Sans doute on y voit, fréquemment, les salaires décroître, sans d'ailleurs que cet affaiblissement atteigne jamais, en amplitude, la montée de la phase précédente. Mais il arrive aussi qu'ils soient simplement stationnaires, voire même qu'à certains moments ou dans certaines industries ils marquent une hausse légère. Un palier, en somme, autant et plus qu'une chute. C'en est assez, cependant, pour que, par leur orientation caractéristique, les deux temps de l'évolution présentent un très vif contraste, qui suggère des liaisons causales différentes.

C'est par une hausse que s'ouvre le *xix<sup>e</sup>* siècle ; le point de départ doit en être cherché dans le siècle antérieur et, probablement, dès avant 1789. Suit un tournant dont, en raison de l'insuffisance des sources, la date ne saurait être précisée avec beaucoup d'exactitude ; il doit, en gros, se placer entre 1810 et 1820. Une période de type B commence alors : stabilité, ou hausse atténuée dans la petite production ; stabilité, ou baisse des salaires agricoles ; baisse notable dans les industries les plus importantes ou les plus évoluées. Puis, à partir de 1851 ou environ — avec ça et là quelques avances ou retardements — nous assistons à une hausse très forte et très générale, qui se poursuit jusqu'aux alentours de 1880. Ici, nouveau changement de sens. Il a parfois passé inaperçu parce qu'il se traduit moins par une baisse franche que par un état stationnaire, avec diverses oscillations et de faibles hausses de détail ; à y regarder de près, cependant, c'est bien, en contraste marqué avec la phase A précédente, une phase B qui débute ainsi. Elle va durer jusqu'aux toutes dernières années du siècle. Vers 1900, une nouvelle hausse se dessine, en traits vigoureux ; elle traverse les années de guerre pour aboutir, semble-t-il, en 1926 ou peu après, à un nouveau retournement. Le recul, sans doute, est encore trop insuffisant pour nous permettre une conclusion scientifique fer-



mement fondée ; tout indique, néanmoins, que nous vivons actuellement sous le signe B, et c'est bien ainsi qu'en fait, dans ses *Fluctuations à longue période*, M. Simiand interprète la crise présente, pour en exorciser les fantômes.

Ce retour cyclique avait été entrevu par quelques économistes ; pour les prix, à vrai dire, beaucoup plutôt que pour les salaires. Aucun n'en avait jamais défini ni prouvé l'alternance. Qu'à elle seule la découverte du mouvement soit grosse de vues nouvelles sur les courants profonds de notre histoire, le rôle joué, dans la structure de nos civilisations, par le groupe de revenus dénommé salaires, est trop éclatant pour qu'il soit besoin d'y insister. En elle, cependant, M. Simiand a vu moins un résultat qu'une base de recherches. Les variations du phénomène central une fois décrites, reste à en établir les liaisons avec les phénomènes connexes. A cette grande tâche, M. Simiand a consacré son deuxième volume presque tout entier.

\* \* \*

Les règles même que M. Simiand s'était fixées lui faisaient, on le sait, une obligation de ne rejeter, de parti pris, aucune liaison concevable. C'est donc à une revue complète de toutes les catégories de phénomènes sociaux et, plus particulièrement, des phénomènes économiques, durant l'ère envisagée, qu'il se trouve nous convier. Dans cette histoire économique du XIX<sup>e</sup> siècle, qui, à tant d'égards, demeure plus devinée, ou imaginée, que connue, il n'est guère de problème important sur lequel il n'ait été, par là, amené à apporter des lumières nouvelles : en sorte que la richesse de l'ouvrage et ses possibilités d'utilisation, par les historiens, dépassent de beaucoup ce qu'à première vue, suggérerait son titre. Elles dépassent également, de très loin, les bornes d'un compte-rendu, même développé. Du moins, laissant de côté le classement même des faits, bien digne pourtant d'être médité, mais que l'*Année sociologique* nous a déjà rendu familier<sup>1</sup>, convient-il d'indiquer brièvement la méthode qui a présidé à leur examen.

C'est une variation numérique qu'avait atteinte l'étude sur le salaire. A une courbe chiffrée, que comparer, sinon d'autres courbes ? Vis-à-vis de ce qu'on a coutume d'appeler les grandes transformations économiques des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, la préoccupation fondamentale de M. Simiand a été de substituer à une suite d'impressions la rigoureuse

1. Cf. aussi, dans le volume intitulé *La méthode positive en science économique* (Paris, Félix Alcan, 1912), le chapitre intitulé *Le problème de la classification* (p. 153 et suiv.).

précision d'un système d'appareils enregistreurs. La tâche exigeait, non seulement une parfaite maîtrise du langage statistique — j'ai déjà donné une idée de cette technique et ne veux pas y revenir —, mais encore une grande ingéniosité. Prenons quelques exemples. « Progrès de l'économie d'échanges » : la formule est courante. Elle est vague aussi ; au mieux, elle constate le phénomène accompli, sans mesurer, dans sa marche et, s'il y a lieu, ses oscillations, le phénomène « se produisant ». Choissant un certain nombre de matières, de large emploi, M. Simiand a établi, d'année en année, le rapport des quantités consommées aux quantités transportées par chemin de fer ou par voies navigables. Comme on ne saurait douter que la plus grande partie, de beaucoup, des marchandises ainsi véhiculées n'aient été l'objet d'échanges et, le plus souvent, d'échanges indirects, la représentation qui se dégage de ce calcul offre une image, imparfaite assurément, mais du moins, dans ses variations, toujours comparable à elle-même<sup>1</sup>, de la proportion entre les biens échangés et les biens consommés : par suite, du mouvement des échanges. Voyez encore la méthode, d'une remarquable adresse, qui a été appliquée au calcul des revenus « mixtes » — travail et propriété réunis —, autrement dit, pour l'essentiel, du profit patronal. Ici déjà, par l'étude d'une catégorie de ressources qui correspond visiblement à une ligne de clivage social, nous touchons, pour en préciser les contours, à une notion de classe : concept constamment manié par les historiens — et par d'autres —, singulièrement malaisé pourtant à enserrer dans une définition exacte, de tout notre vocabulaire historique à la fois le plus indispensable et le plus irritant des termes. A plusieurs reprises, M. Simiand nous offre les moyens de le hausser à une valeur concrète. Dans son exposé, appuyé de diagrammes, sur « l'extension » de la classe ouvrière. Puis, sous une forme plus originale encore, dans le paragraphe consacré à la « durabilité » de la condition ouvrière. Car une classe ne se définit pas seulement par une tonalité de vie, un revenu, un certain degré de prestige social ; elle se caractérise également par les possibilités qu'elle offre, ou n'offre point, de sortir du groupe. Vue nouvelle, et qui va loin.

Parmi les ordres de phénomènes ainsi mis en regard des fluctuations du salaire, il en est que cette comparaison révèle comme dépourvus, avec elles, de tout lien. Nous les passerons sous silence. D'autres constatations sont moins décevantes. Des correspondances s'avèrent, très

1. Au moins jusqu'à l'avènement des grands transports automobiles sur routes. Mais il est postérieur à l'époque envisagée.

nettes. Mais l'examen des courbes, qui attestent un retard sur le mouvement propre des salaires, s'unit à la discussion analytique pour interdire d'attribuer à ces liaisons la valeur d'une cause. Tantôt — et sans qu'il soit possible, dans tous les cas, de choisir sûrement entre les deux hypothèses — c'est la variation étudiée qui apparaît commandée par celle du salaire, tantôt on doit supposer une dépendance commune vis-à-vis d'un troisième facteur. Cette partie de l'enquête ne nous ouvre donc pas un jour direct sur la genèse des vicissitudes éprouvées par les rémunérations ouvrières. Elle n'a pas été inutile cependant, bien loin de là. Car elle nous permet d'élargir l'image que nous avons été conduits à nous former des phases A et B.

Celles-ci cessent désormais de nous paraître bornées aux revenus du travail « pur ». Elles s'élèvent à la dignité de périodes de la vie économique, dans sa totalité. A dire vrai, l'observation ne vaut ici que pour un fragment relativement court, encore que singulièrement important, de l'évolution française. Mais, ainsi que M. Simiand lui-même l'a montré dans ses *Recherches sur les prix*, elle est susceptible de prolongements vers un passé plus reculé, qui sera envisagé cette fois dans l'ensemble du milieu dit « occidental ». A une phase B, de début encore indéterminé, succède, vers le début du xvi<sup>e</sup> siècle, une phase A. Celle-ci, aux environs de 1650, cède la place à une nouvelle phase B, laquelle, prenant fin à son tour à peu près au moment où commence le dernier quart du xviii<sup>e</sup> siècle, se trouve ainsi immédiatement antérieure à la première des phases A qu'avait dégagées l'étude sur les salaires. Laissons toutefois, pour l'instant, ces époques relativement lointaines et, nous limitant au cadre adopté par l'auteur dans son principal ouvrage, cherchons à caractériser la nature de la fluctuation, conçue dorénavant sous son aspect le plus général.

Un ample mouvement à deux temps, comme une houle, scande tout le cours de la vie économique. Gardons-nous d'en confondre les ondes vigoureuses avec les rides, plus légères, de la « conjoncture ». Que le rythme de la production soit fait d'une succession, presque régulière, d'expansions et de resserrements, que ces à-coups, à leur tour, retentissent sur les revenus et, notamment, sur les salaires, les recherches sur les crises ont aujourd'hui rendu familière à tous les esprits la notion de ce va-et-vient. Mais il est à brefs retours ; la double oscillation s'y inscrit dans une durée qui ne dépasse guère la dizaine d'années. Le cycle que M. Simiand a mis au jour est d'une tout autre amplitude, puisque les plus courtes phases, on l'a vu, couvrent, à elles seules, plus d'un quart de siècle et que les plus étendues vont au delà de cent ans.

Beaucoup plus prolongées, ses répercussions, par suite, commandent, beaucoup plus profondément, la vie sociale tout entière. Chaque fois, durant l'une des deux périodes — dont nous taïrons, pour l'instant, l'étiquette — on voit se précipiter les transformations qui conduisent à ce qu'on est convenu d'appeler une économie plus évoluée. Le rapport des marchandises échangées aux marchandises consommées va s'élevant. De même, la proportion des travailleurs d'industrie à ceux de l'agriculture. Les régimes de production « à patronat non différencié du travail d'exécution » (artisanat, petit commerce, petite exploitation paysanne) perdent du terrain devant des types d'entreprise où s'affirme une division de plus en plus poussée entre l'œuvre des mains, la fonction directrice, la prestation des capitaux. Le volume moyen des entreprises augmente. Le machinisme marque de notables progrès. La classe ouvrière s'élargit et, tendant de plus en plus à retenir les hommes tout le long de leur vie, durcit ses contours. Puis vient le creux de la vague. Non que, pendant ce second temps, on assiste à un recul ni même à un arrêt brutal de l'évolution. La marche se ralentit seulement, mais au point que l'allure du mouvement en est profondément altérée. Ou bien, s'il est encore des modifications rapides, leur nature change du tout au tout : par exemple, le nombre total des entreprises continue bien à croître ; mais l'accroissement porte désormais, indifféremment, sur tous les types, les moins avancés comme les autres. Alternance naturelle d'accélération et de demi-repos, sera-t-on peut-être tenté de dire, rythme syncopé qui, loi de presque toute progression, ne pouvait guère manquer de régir, entre autres, le développement économique. Mais, outre que rien ne permettait d'assurer, à priori, qu'il existât, entre les divers aspects du flux comme du reflux, une si exacte concordance, rien non plus que la respiration de l'économie fût à longues périodes, plutôt que de se borner au simple halètement de la conjoncture, l'étonnant et l'important sont les rapports que soutiennent, avec l'ensemble du phénomène, les fluctuations propres du salaire. Car les phases A, au cours desquelles les salaires marquent une hausse accentuée, sont celles qui se caractérisent par des transformations économiques relativement lentes et mal différenciées ; les phases B, de salaires approximativement étales ou en baisse, correspondent, par contre, aux périodes de vigoureuse mutation. Certainement, aucune réflexion n'eût permis de prévoir le sens de ces concomitances. Une fois de plus, il se vérifie que l'expérience la plus convaincante est celle dont les résultats surprennent davantage.

\* \* \*

Nous avons, jusqu'ici, provisoirement laissé dans l'ombre une variation : celle des prix. Son examen aboutit à une constatation d'une valeur capitale. En gros, on peut dire que, lorsque les prix haussent, et un peu après, les salaires augmentent ; que lorsque les prix baissent, et un peu après, les salaires décroissent. Par là, nous n'ajoutons pas seulement un trait nouveau, et fondamental, à la définition des phases A et B, qui nous apparaissent désormais marquées, respectivement, par une crue et une décrue des prix aussi bien que des rémunérations ouvrières. Visiblement, nous atteignons, en ce qui regarde ces dernières, le facteur déterminant qui nous avait longtemps échappé. Il est déjà de la plus haute importance d'avoir ainsi déterminé, par la considération de l'antécédence notamment, que la liaison causale joue bien dans le sens indiqué. D'autant que l'opinion commune s'y est parfois trompée. Quoi qu'on en ait dit — et, bien entendu, toutes réserves faites des menues oscillations ; il ne s'agit ici que des lames de fond — les formidables montées de prix dont l'histoire contemporaine garde le souvenir tout frais, bien loin d'avoir leur origine dans le mouvement des salaires, ont entraîné, et non sans retard, ceux-ci à leur suite. Mais peut-être un intérêt plus vif encore s'attache-t-il à l'analyse du processus par lequel les prix agissent sur les salaires et, avec eux, sur toutes les formes de revenus.

La correspondance n'a rien d'instantané — on l'a vu — ni d'automatique. Derrière les chiffres, il convient de déceler les hommes. Au début de toute hausse des salaires et alors que, depuis quelque temps déjà, le mouvement ascendant des prix s'était fait nettement sentir, une poussée ouvrière s'observe régulièrement, assez forte pour avoir pu, après 1850, ne pas céder devant de redoutables obstacles politiques. Effort couronné de succès, en somme, puisque toujours il est suivi d'une élévation du gain, mais d'un succès seulement partiel : car l'augmentation obtenue n'est jamais proportionnelle à la variation qui l'a déclanchée. D'où une marge, que viennent remplir les revenus des capitaux et surtout les profits qui, dans l'entreprise, répondent à la fonction de mise en œuvre : à la différence des salaires, ces deux sources de richesse et, plus spécialement, la seconde, par leur hausse relative, ne manquent pas de dépasser celle des prix. Passons aux phases B. Leur cours est tout entier dominé par la vigoureuse résistance qu'opposent, à la baisse, les deux grands revenus issus de la production.



Sans doute, pendant que les prix déclinent ou dégringolent, voit-on salaires et profits arrêter leur hausse ; mais c'est, à l'ordinaire, des deux parts, pour demeurer pratiquement stationnaires, ou, au pis, ne baisser que modérément, dans une proportion notablement inférieure à la chute des prix — inférieure aussi, si je comprends bien, à la chute des revenus du capital investi, en dehors de toute fourniture de travail. Ici encore, cela va de soi, le phénomène n'a rien de mécanique. C'est l'« agent humain » qui se défend : les ouvriers notamment, dont, au début des phases B, comme naguère des phases A, on constate invariablement, plus ou moins brutales, les interventions collectives. Le curieux est qu'il puisse se défendre. Une observation significative nous met sur la voie de l'explication. Il est d'expérience que, durant les phases B, la quantité produite par unité de travail marque un accroissement, sensible déjà dans l'agriculture et, dans l'industrie, considérable. En d'autres termes, le rendement augmente : dans une certaine mesure, parce que l'homme travaille mieux ; dans une mesure certainement beaucoup plus forte, par suite de progrès techniques. Ce que confirme, on le sait, l'étude directe du machinisme.

Nous saisissons maintenant les raisons profondes du contraste qui oppose les deux phases. Êtres de facilité, les phases A le sont aussi d'innovations plus lentes et plus rares. Des phases B, la dureté des temps, la sélection qui s'opère entre les entreprises, la volonté de l'homme surtout font des périodes de transformations accélérées. Dans l'un et l'autre cas, tout se ramène à « un jeu de tendances », entre groupes à la fois liés et antagonistes ; la composante détermine la direction du mouvement. D'abord — et c'est le premier temps de l'alternance — tendance à la fois du groupe ouvrier et du groupe patronal à accroître leur revenu monétaire respectif, sans augmenter l'effort, voire en l'atténuant. Puis, après le retournement des prix, tendance, des deux côtés, à maintenir le niveau monétaire atteint. Mais, cette fois, le désir se fait si impérieux que, tout en amenant naturellement chacune des deux classes à solliciter de sa rivale un surcroît d'effort, il la décide elle-même à accepter, pour son propre compte, une part au moins de ce nouveau fardeau. Disons-nous, par ailleurs, que la phase B — de perfectionnements techniques et de bas prix, mais aussi de salaires et profits inhibés — engendre, à elle seule, le progrès ? Cette antithèse de l'ombre et de la lumière ne donnerait de la réalité qu'une expression déformée. Certes, c'est bien au terme de cette phase que le progrès économique apparaît comme accompli ; mais, si on lui conserve sa formule classique, « plus de biens produits, des prix généralement moindres,

et un ensemble de revenus plus élevé », nul doute qu'il ne résulte, au total, du rythme couplé :  $A + B$ . Aussi bien, laissons ces jugements de valeur. En science pure, la conclusion de notre recherche sera que la vie économique se résume en une « succession de déséquilibres ». Comme toute vie peut-être...

\* \* \*

Arrêterons-nous là l'enquête? Mais qui ne voit que ce serait s'arrêter en route. Car il faut bien expliquer, à leur tour, les variations des prix. Derrière leur courbe se dissimule le « premier moteur » du salaire, en même temps que de toutes les grandes ondes, à longue période, de l'évolution économique. Ce démiurge, c'est la monnaie.

Faut-il donc comprendre que M. Simiand se rallie, purement et simplement, à un dogme célèbre, dit, classiquement, théorie quantitative? Le croire serait déformer singulièrement sa pensée. De deux choses l'une, en effet. Ou bien par cette thèse — selon l'emploi qu'en fait, couramment, l'opinion commune et telle que s'y réfèrent, pour l'appliquer au passé, bien des explications historiques un peu sommaires — on se contente d'exprimer, entre la monnaie et les prix, une liaison aussi vaguement conçue qu'aisée à pressentir; sous cet aspect elle a pu fournir à M. Simiand, tout au plus, un de ces points de départ, pris à l'empirisme ambiant, dont la science ne fait état que pour leur substituer les résultats précis et gradués d'expériences logiquement conduites. Ou bien nous lui donnerons la formule rigoureuse dont divers économistes, Irving Fisher notamment, se sont constitués les champions. Ainsi comprise, elle affirme, de la quantité de monnaie et de la vitesse de sa circulation au mouvement des prix — le salaire n'étant qu'un prix, entre autres: celui de la marchandise travail — une liaison en quelque sorte mécanique et surtout strictement proportionnelle. Or, c'est ce que dément l'observation.

Nous n'avons, par malheur, aucun moyen de saisir, directement, les variations du total des moyens monétaires mis, durant l'époque étudiée, à la disposition des Français. De ce mouvement global, cependant, diverses courbes de détail, comparées entre elles, nous permettent de nous faire une image suffisamment expressive: montant cumulé des frappes d'or et d'argent (les pertes du stock peuvent être provisoirement laissées de côté, soit comme constantes, soit comme repérables par d'autres analyses); excédent cumulé des importations sur les exportations de numéraire, d'une part, de métal non monnayé, de

l'autre ; rapport des billets en circulation à l'encaisse de la Banque ; virements sur la Banque de France et compensations à la Chambre des compensations de Paris ; solde créditeur moyen des comptes courants à la Banque de France. Confrontons ces tracés avec la courbe des prix, ramenée à la même échelle. Quatre constatations apparaissent : 1<sup>o</sup> les mouvements correspondent, en gros, période par période ; 2<sup>o</sup> les fluctuations des moyens monétaires partent, chaque fois, avant celles des prix : d'où l'on doit conclure qu'elles les commandent ; 3<sup>o</sup> mais, en période B, alors que les prix baissent fortement, les moyens monétaires, s'ils accusent une hausse beaucoup plus atténuée qu'auparavant, n'en continuent pas moins à hausser ; 4<sup>o</sup> l'amplitude des vagues monétaires étant incomparablement plus grande que celle des variations connexes des prix, lorsqu'il y a hausse commune, celle-ci est bien loin d'être proportionnelle.

On le voit : sur ce dernier point notamment, entre la thèse quantitative et l'expérience, la contradiction est flagrante. La raison principale de l'erreur commise par les théoriciens ressort très clairement des statistiques elles-mêmes. En phase A, lorsque haussent les moyens monétaires, les prix ne sont pas seuls à suivre le mouvement ; la quantité des marchandises produites augmente aussi. Elle s'accroît d'ailleurs encore en phase B, après un premier temps de contraction et, cette fois, sur un rythme accéléré. Autrement dit, si nous reprenons les quatre termes de « l'équation » d'Irving Fisher — quantité et vitesse de circulation de la monnaie, prix et quantité des marchandises échangées — si, en outre, comme Fisher lui-même, nous éliminons pratiquement la vitesse, supposée constante, nous devons constater que les trois termes restant sont tous trois des variables ; pis encore, que le troisième (quantité de marchandises) varie tantôt dans le même sens que le premier (les prix) et tantôt dans un sens opposé. Par où la formule est évidemment rendue inopérante. Mais laissons ces vaines expressions mathématiques. Renonçons même à noter, si ce n'est très brièvement, que, par une nouvelle différence avec la théorie citée, les graphiques de M. Simiand aboutissent à mettre en rapport non des quantités absolues, mais des taux d'accroissement : en un mot, selon l'esprit même de cette sociologie tout entière fondée sur le temps, un mouvement avec un mouvement. L'intérêt de l'historien, attentif à la vie, s'attachera, avant tout, à l'analyse des procédés par lesquels les fluctuations des moyens monétaires agissent sur celles des prix. C'est là, dans la pensée de M. Simiand, un thème véritablement central. Il y est revenu, à plusieurs reprises, dans ses divers ouvrages, faisant



appel, tour à tour, à de multiples expériences historiques ; il y reviendra sans doute encore. Une fois de plus, je dois m'excuser, auprès de lui comme auprès du lecteur, de ne présenter ici qu'un schéma très sec, où ne pourra être retenue aucune des nuances que, dans le temps ou selon les différentes catégories économiques, ses études ont très finement mises en lumière.

Examinant, dans la pratique, le rôle de la monnaie, M. Simiand a été amené à reconnaître que les définitions qu'en offrent, sous des formes légèrement divergentes, les doctrines classiques s'avèrent incomplètes. Mesure, représentation, conservation des valeurs ? Sans doute. Mais aussi « anticipation » et même « réalisation partielle » des valeurs futures. Supposons, à un moment donné et dans un pays donné, un notable accroissement des instruments monétaires. L'expérience prouve que ces moyens nouveaux iront, dès le principe, pour leur plus grande part, aux mains des groupes directeurs de l'économie, qui les utiliseront, principalement, sous forme d'avances à la production : avances du chef d'entreprise lui-même ou de ses bailleurs de fonds. D'où, pour la production elle-même, un prodigieux coup de fouet. Le phénomène, comme il est naturel, s'observera, d'abord et surtout, dans les branches « à processus le plus long », qui par suite, engageant perpétuellement un avenir relativement lointain, vivent davantage « en porte à faux ». De fait, nous voyons que le double mouvement de crue sur la quantité des marchandises et leurs prix ne manque jamais d'atteindre, avant tout autre ordre de biens, ceux qui sont à la fois « de grand marché et de grande production », « les matières premières et demi-produits ». Puis, de proche en proche, l'élan se répercute. Les commandes se précipitent, favorisées beaucoup plus que contrariées par la montée des prix ; car la crainte, s'il attend, de payer plus cher encore, incline l'acheteur à se hâter, surtout lorsqu'il a lui-même la perspective « de récupérations égales ou supérieures ». « La hausse entraîne la hausse. » Mais, parallèlement, les capitaux prêtés et la main-d'œuvre exigent leur part de la manne. Le coût de revient grandit à son tour, sans toutefois empêcher que la marge des profits ne demeure plus considérable qu'au début de la phase.

Vient ensuite, non, en règle générale, une diminution absolue des moyens monétaires (cette régression ne s'observe qu'au cas où des émissions démesurées d'instruments non convertibles auraient abouti à retirer à ceux-ci leur valeur d'échange), du moins une atténuation marquée de leur accroissement. Privés d'avances, les producteurs sont

contraints à des réalisations hâtives. La concurrence, qui ne tarde pas à s'établir entre ces vendeurs trop pressés, aboutit à une baisse des prix, qu'accentue encore la réserve des acheteurs, figés dans l'attente d'une descente plus forte ou prompts à redouter de ne pouvoir couvrir des achats faits trop haut. « La baisse entraîne la baisse. » Les producteurs s'efforcent alors à une diminution des prix de revient. La résistance de la main-d'œuvre, ainsi que leur propre répugnance à consentir à une diminution de leurs gains, les obligent à chercher cette compression, avant tout, dans une meilleure organisation technique. Ils s'appliquent, en outre, à compenser la médiocrité des prix par des ventes plus actives, vers de nouveaux débouchés notamment : ce qui explique que finalement, après un accès de faiblesse, les quantités produites reprennent leur hausse.

On aura sans doute été frappé de voir que, dans l'analyse qui précède, à peu près toute allusion a été évitée à un contraste que la théorie classique et avec elle, aujourd'hui, l'opinion commune, nourrie, à vrai dire, de bribes de doctrine, s'attachent à marquer d'un trait vigoureux : l'antithèse qui paraît opposer, sans confusion possible, les monnaies métalliques et instruments convertibles, d'une part, les moyens inconvertibles, de l'autre — ou, pour user d'un langage trop familier aux hommes de ce temps, l'inflation-or et l'inflation gagée face à l'inflation-papier. En procédant ainsi, je n'ai certainement pas rendu tout à fait justice à l'exposé de M. Simiand : affecter, dans l'histoire de l'économie, l'or du Transvaal exactement du même signe que l'émission des assignats ou, de nos jours, le fonctionnement de la planche à billets, l'erreur serait en vérité trop grossière ; il y aurait quelque ridicule à se défendre de l'avoir commise. Mais je ne crois pas avoir été trop infidèle au fond de sa pensée : car celle-ci tend, sciemment, à minimiser l'antinomie traditionnelle.

Qu'on veuille bien conserver en mémoire la définition qu'il nous avait proposée du salaire : « une somme de monnaie ». Délibérément, à l'expression monétaire de la rémunération du travail, il s'est refusé à substituer jamais la considération d'un salaire dit « réel », apprécié en or ou en pouvoir d'achat. De même, pour les prix. C'est qu'il estime, après expérience, qu'au regard de l'ouvrier, ou de l'*homo oeconomicus* en général, cette expression, à l'exclusion de toute autre image, est l'objet auquel le groupe s'attache, pour en défendre l'intégrité ou en rechercher l'accroissement. La sociologie ou l'histoire étant des sciences d'observation, il ne saurait y avoir, à leurs yeux non plus, d'autre réalité que celle-là, seule génératrice des actions humaines. Évitions d'ail-

leurs de croire que l'ouvrier — pour nous en tenir à lui — se repaîsse d'un vain mot. A fixer ainsi son attention et ses désirs sur un nombre de monnaies, il y trouve d'abord l'attrait d'un « standing » chiffré, qui précise son rang social et, si possible, le hausse : les hommes se classent d'après ce qu'ils gagnent et que la société ne peut guère mesurer, sinon en usant de ce langage monétaire qui est comme la *zoov* de l'économie. En outre et surtout, s'il ne traduit pas d'emblée en marchandises la somme qui périodiquement est mise à sa disposition, c'est qu'il voit en elle moins une quantité de biens immédiatement acquis que les possibilités d'avenir, encore indéterminées, qu'elle recèle : sa valeur d'anticipation, en un mot.

Sans doute M. Simiand se garde-t-il bien de traiter comme équivalentes toutes les augmentations de moyens monétaires. Mais la distinction fondamentale qu'il établit entre leurs divers types ne porte pas sur la convertibilité en soi. Aussi bien, oserai-je ajouter, jusque dans les mieux assis parmi les régimes à circulation non métallique, cette fameuse convertibilité est-elle jamais autre chose que toute relative et sans cesse exposée à se détruire elle-même, puisqu'une demande de conversion massive ne pourrait manquer d'entraîner, automatiquement, l'établissement du cours forcé? La véritable ligne de démarcation, c'est entre l'accroissement raisonnable des instruments monétaires inconvertibles et leur accroissement « démesuré » qu'il nous invite à la tirer. Le premier produit exactement les mêmes effets qu'une hausse du stock métallique. Effets « factices », dit-on souvent. Quel sens, cependant, donner à cette épithète, si les résultats existent réellement? L'accélération « démesurée », au contraire, peut bien, à la vérité, entraîner encore, surtout au début, quelques conséquences analogues, notamment quant au mouvement de la production. Elle ne tarde guère, en fin de compte, à provoquer une « constriction économique » de plus en plus marquée. Sa tare la plus grave est d'être de rythme « imprévisible ». Par là, tout emploi ou remploi sont rendus aléatoires et le système, en lui-même fécond, du « porte à faux » se trouve radicalement vicié.

\* \* \*

Je me suis attaché avant tout, dans ce qui précède, à analyser, de mon mieux, la méthode de M. Simiand et sa pensée. Devant une œuvre aussi puissante et que beaucoup d'historiens, toutefois, n'auront pas le loisir de scruter comme elle le mérite, il m'a paru que le ser-

vice qu'on attendait de moi était de donner la parole à l'auteur du livre plutôt qu'à celui du compte-rendu. Au reste, des critiques, de fond ou de détail, eussent exigé la reprise, jusque dans ses soubassements, d'un travail entre tous délicat et longuement médité. Pour bien des raisons, c'est une tâche qui, ici, ne pouvait être envisagée. L'esprit, cependant, aiguillonné par cette lecture, comment s'interdire toute question?

Qu'un rythme d'alternance, à longues ondes, ait dominé l'évolution économique française, voire européenne, depuis la fin du *xv<sup>e</sup>* siècle, on ne sera, je crois, plus guère tenté de le mettre en doute. Ainsi présentée, la découverte est déjà assez belle et quiconque, désormais, portera son attention sur un fragment, quel qu'il soit, de cette histoire — on me permettra de songer, en particulier, aux vicissitudes de la société rurale<sup>1</sup> — devra tenir fortement en main le fil conducteur que M. Simiand nous a remis. Prononcerons-nous, cependant, le grand mot de loi? M. Simiand, si je ne me trompe, l'a soigneusement évité. Non sans raison. Si le retour des phases a les apparences de la fatalité, leur périodicité, en revanche, semble à temps extrêmement variable; avant d'aller plus loin, il conviendrait d'en expliquer l'allure cahotante. A moins qu'elle ne trouve son explication, toute naturelle, dans l'absence de causalité régulière. Au point de départ de toute phase A se place, en effet, comme l'on sait, une augmentation

1. La classe des possesseurs de seigneuries, qui, au *xvi<sup>e</sup>* siècle, avait été si largement renouvelée dans ses éléments humains, paraît s'être, en quelque mesure, stabilisée, au cours du siècle suivant : moins de familles nouvelles, semble-t-il, y accèdent, moins de familles anciennes en sortent. On peut se demander si la baisse des prix, durant la « phase B » qui débute vers 1650, ne fut pas, en partie du moins, responsable de cette cristallisation; rendant plus lucratives les redevances, elle fortifiait les situations acquises. J'avais eu le sentiment d'une liaison de cette sorte, au moment où, dans un livre récent, j'essayais de retracer l'évolution seigneuriale; faute d'études solides sur les prix, je n'avais pas osé aborder le problème. Il vaudrait la peine aujourd'hui de le reprendre, sans, bien entendu, préjuger de sa solution. Car l'hypothèse que je viens d'indiquer ne saurait avoir que la valeur d'une idée directrice, et peut-être l'examen des concordances en révélerait-il l'inanité. L'histoire même de la classe seigneuriale, en tant que classe, de sa constitution et de sa « durabilité » est encore tout entière à écrire. Est-il besoin d'ajouter qu'il y aurait un grave danger, pour l'historien, à se laisser hypnotiser par les fluctuations à longue période au point de négliger l'influence des oscillations plus courtes, des oscillations « interdécennales », pour parler comme M. Simiand? Leur étude n'entrerait pas dans le dessein de l'ouvrage, mais en affaiblir à l'excès l'importance et les répercussions irait certainement contre le dessein de l'auteur. Enfin, il va de soi que le rythme d'évolution, si bien mis en lumière par M. Simiand, ne vaut tel quel, avec ses retentissements de toute sorte, que pour un système économique largement fondé sur les échanges. On peut et doit en tirer des suggestions précieuses pour l'examen d'autres types de structure propres à un passé plus lointain; il serait tout à fait vain de vouloir leur en faire une application mécanique.

des moyens monétaires, qui déclanche tout le mouvement. Or, ce ressort moteur même, que trouvons-nous à son origine? Récapitulons quelques données universellement connues : au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, afflux de l'or et de l'argent américains ; en 1849, découverte des gisements de la Californie, suivie, en 1851, de celle de l'or australien ; en 1886, le Transvaal ; en 1897, le Yukon et, peu après, le Klondike. Chaque fois, en somme, ou peu s'en faut, un fait « événementiel », pour parler comme M. Simiand — disons tout net : un fait fortuit, en ce sens qu'il paraît sans liens avec l'évolution interne de l'économie. Scruter, en sociologue, les causes de quelques-unes des plus vastes transformations sociales qui se puissent imaginer, et, de couche en couche, aboutir à découvrir, au plus profond de la fouille, un accident aussi contingent, à première vue, que la naissance de Napoléon ou le « grain de sable » de Cromwell, l'aventure, avouons-le, a de quoi faire rêver. L'imprévu du résultat n'a naturellement pas échappé à M. Simiand, qui semble à la fois en avoir souri et s'en être inquiété. On n'en admirera que davantage la probité du savant, qui, conduit par ses expériences à une conclusion visiblement menaçante pour quelques points essentiels de sa doctrine, n'a pas hésité à la mettre en pleine lumière. Peut-être, néanmoins, sera-t-on tenté de répliquer que la contingence n'est, en l'espèce, qu'apparente. De même que les découvertes techniques sont souvent nées de nécessités économiques, ne se peut-il que les recherches de gisements nouveaux aient été provoquées par les besoins profonds d'une société qui souffrait périodiquement de faim monétaire? En fait — M. Simiand, sauf erreur, a négligé cet argument — l'ouverture des mines de l'Europe centrale, qui furent, au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, la première source où s'alimentait l'accroissement du numéraire, n'eut pas d'autre cause : la pénurie des moyens de paiement avait été, pour les deux derniers siècles du Moyen Age, une gêne sans cesse croissante ; le désir d'y remédier était général, d'autant que les médecins étaient assurés de tirer grand profit du remède. Avec ce même souci, les expéditions vers l'Amérique, à leur tour, n'ont pas été sans quelques liens. On oserait donc presque dire qu'ici ce fut bien la phase B qui, arrivée à son point extrême, engendra, spontanément, la phase A. Encore faudrait-il observer que la rencontre d'un prospecteur avec un filon ou un placer n'est pas en soi une chose nécessaire ; il aurait fort bien pu, si la géologie en avait ainsi décidé, ne pas exister d'or en Amérique. La collision de deux chaînes de phénomènes, chacune régie par son déterminisme propre, n'est-ce pas, à tout prendre, ce que nous appelons « hasard »? Quant aux trouvailles qui jalonnent l'histoire des métaux



précieux au *xix<sup>e</sup>* siècle, je ne sais si elles ont été, en quelque mesure, l'effet d'une pression économique. Au premier coup d'œil, on ne le voit pas clairement. L'enquête, pourtant, ne serait sans doute pas inutile. Seulement, il y faudrait le maniement de documents capables de nous renseigner sur les préoccupations de l'« agent humain ». Or, de ces documents, M. Simiand — nous aurons à y revenir — s'est délibérément privé.

Aussi bien le raisonnement auquel il fait appel pour écarter, en une certaine mesure, le soupçon de ce « conditionnement des phases » par un « hasard physique », est d'une nature sensiblement différente. Si je comprends bien — car, arrivée à ce point, l'étude tourne un peu court, sans doute parce qu'elle attend encore ses prolongements — l'argumentation peut se formuler à peu près ainsi. L'expérience prouve que l'augmentation des moyens non convertibles a pratiquement les mêmes effets qu'un afflux de métal. Du moins, l'augmentation « modérée ». Et ici, comment ne pas se demander, en passant, s'il n'eût pas été souhaitable de chercher à définir, avec plus de précision, entre cette juste « modération » et l'excès, la ligne frontière de la vertu économique? Selon la méthode dont le livre nous donne de si beaux exemples, n'eût-il pas fallu, une fois de plus, à une impression s'efforcer de substituer une mesure? Le problème ne concerne pas seulement la pratique et l'avenir; l'interprétation même de l'évolution historique y est intéressée. Mais laissons cette question délicate et, acceptant la proposition, sous sa formule un peu vague, comme répondant à la réalité des faits — ce qui, je crois, est indiscutable — tirons-en les conséquences. Supposons, nous dit M. Simiand, les gisements épuisés : les gênes d'une phase B n'en suffiraient pas moins à provoquer une réaction volontaire, capable, par l'introduction d'instruments non convertibles, d'amener le déclanchement d'une nouvelle phase A. Aujourd'hui peut-être. Mais dans le passé? Admettons-nous que si, par exemple, à la fin du *xv<sup>e</sup>* siècle, on avait dû renoncer, définitivement, à administrer à l'économie amaigrie une dose supplémentaire d'or et d'argent, on aurait eu recours, en grand, aux procédés d'inflation, sans accroissement du stock métallique, qu'offrait — nous le verrons — la technique de l'époque? Ne cédon pas à la tentation de refaire l'histoire. Mais il ne serait certainement pas hors de propos de rechercher quels projets purent être chaque fois conçus, quels efforts tentés, avant les découvertes qui devaient apporter le salut. Là encore, la consultation de ce qu'on me permettra d'appeler les documents d'intention semble s'imposer.

La quantité de métal étant supposée invariable, lancer néanmoins dans l'économie un surcroît de moyens de paiement, le problème n'est pas nouveau. Les solutions non plus. Au regard d'un historien habitué à juger les faits avec quelque recul, l'étonnant est que le *xix<sup>e</sup>* siècle ait connu de si longues périodes où l'augmentation du stock métallique put suffire à celle de la circulation. En dépit de l'Amérique, les trois siècles précédents n'avaient pas, tant s'en faut, ignoré les classiques « affaiblissements », qui, chaque fois, à une expression fixe en monnaie de compte faisaient correspondre une somme de métal moindre que par le passé. Chacun voit bien que le *xx<sup>e</sup>* siècle ne les ignore pas non plus, et lorsque, désormais, nous expliquerons à nos étudiants ce genre de « mutation », la référence sera aisée à la loi américaine, qui a remis au président Roosevelt le pouvoir d'abaisser jusqu'à 50 % le titre du dollar. Éclairés par l'exposé de M. Simiand, les historiens auront à rechercher si ces opérations eurent dans le passé des effets semblables à ceux qu'il nous montre liés aux ondes montantes de la courbe monétaire, durant le *xix<sup>e</sup>* siècle et le début du *xx<sup>e</sup>*. On le sait cependant : encore que des considérations proprement économiques ne leur aient sans doute pas été toujours aussi étrangères qu'on veut bien le dire, ces affaiblissements d'antan, pas plus que l'inflation-papier d'aujourd'hui, ne se proposaient point pour objet essentiel un tonique à la production. Gains de l'État : le motif est de tous les temps. Bénéfice pour les débiteurs aussi, comme motif souvent et, invariablement, comme résultat. Il n'entrerait pas dans le dessein de M. Simiand d'étudier, en détail, les répercussions des crues monétaires sur la structure sociale. Peut-être, néanmoins, eût-il pu insister davantage sur ce gros problème des dettes. Il a défini le progrès économique comme une succession de déséquilibres. Y aurait-il trop d'humour à vouloir le définir, à notre tour, comme une succession de banqueroutes ? La première en date, ou peu s'en faut, fut celle des tenanciers des seigneuries, astreints à des paiements dont l'expression monétaire demeurait stable, alors que leur valeur intrinsèque décroissait presque sans trêve. Quant aux dernières, elles n'ont guère besoin d'être évoquées autrement que d'un mot...

Mais voici que je me suis laissé aller à parler de valeur intrinsèque. M. Simiand, nous le savons, n'y consent point. Ce nominalisme monétaire appellera certainement la controverse. Une discussion en règle serait d'ailleurs prématurée : la recherche et la démonstration, sur cette partie de la thèse, ne semblent encore qu'amorcées. D'ores et déjà, cependant, l'accent doit être mis sur un problème de documentation,

que, plusieurs fois déjà, j'ai eu l'occasion d'effleurer. Reprenons la justification que M. Simiand nous donne de son hostilité à toute réduction du salaire en pouvoir d'achat. « Si », écrit-il, « lorsqu'il est débattu d'une modification de salaires de cinquante centimes ou d'un franc, par exemple, il n'est pas effectivement constaté, dans l'esprit de ceux qui la débattent, une représentation explicite d'une quotité précise de pain, viande, vêtement, logement, etc., exactement correspondante à ces cinquante centimes ou à ce franc, c'est dire que l'expression du salaire en biens de consommation, dite salaire réel, n'est pas à proprement parler un fait. » Si... Qui ne voit que ce « si » là est précisément ce qu'il conviendrait, avant tout, d'élucider? Mais, en pareille matière, les chiffres sont, de toute évidence, impuissants. Ce sont des empreintes d'autre sorte qu'ont laissées les désirs, les craintes, les préjugés des hommes, toutes ces idées ou tous ces sentiments où nous reconnaissons, unanimement, les moteurs profonds de l'histoire. Image brouillée et trop souvent suspecte? D'accord. Il faudrait être un bien piètre historien pour ne pas l'avoir cent fois éprouvé. Prenons-y garde, cependant : estimer que l'imperfection d'un document en commande l'abandon n'équivaudrait à rien de moins qu'à renier la critique du témoignage, fidèle outil des sciences humaines et, par opposition aux sciences de la nature, l'instrument original de nos expériences. Les nombres eux-mêmes, après tout, ne nous donnent pas de la réalité une représentation toujours exacte, ni surtout qu'il suffise de reproduire mécaniquement. Après avoir lu M. Simiand — nous le notions plus haut — comment douter que leur interprétation n'exige, avec une rare faculté de discernement, les légitimes hardiesses d'une imagination constructive? Tout comme l'interprétation des textes.

En vérité, ne tenir pour « objectif » que le numérique ne contraindrait pas seulement à excommunier, d'un bloc, bien des aspects de la sociologie, ou de l'histoire : la sociologie religieuse notamment. Ce serait, tout autant, vouer à un arrêt fatal la sociologie économique elle-même. Nous saisissons, au début du x<sup>v</sup><sup>e</sup> siècle, le moment où, pour la première fois, semble-t-il, les seigneurs réalisèrent que, sous la même expression monétaire qu'autrefois, leurs sujets ne leur versaient plus que des sommes pourvues d'un pouvoir d'achat beaucoup moindre. Nous avons tous vu, durant la grande inflation de l'après-guerre, notre entourage prendre peu à peu conscience de l'affaiblissement des instruments d'échange et en tirer les conséquences ; nous avons pu suivre alors, à travers les différents milieux sociaux, plus ou moins lents à réagir, les progrès d'un sentiment d'insécurité, où se mêlait, semble-t-il, à côté de la perception de l'« imprévisibilité », l'obscur angoisse de ne



plus étreindre qu'un nom. Ces faits psychologiques, sont-ce là des faits indifférents? Or, il en reste des traces : dans des écrits, publics ou privés, des déclarations collectives, des lettres, des essais de comptabilité — documents qui ne peuvent se compter, mais peuvent et doivent se peser. Revenons au salaire. L'ouvrier le calcule-t-il ou non en marchandises? Nous le saurons peut-être un jour, ou, au pis, nous saurons que nous ne pouvons pas le savoir, ou encore, plus probablement, nous nous apercevrons que la réponse doit varier selon les moments — j'ai connu, aux temps aigus de l'inflation, une domestique qui, assurément, envisageait dans son « mois » tout autre chose qu'une valeur « d'anticipation », puisqu'elle le remployait, sans désemparer, en achats de linges ou de meubles. — Mais cette connaissance, positive ou négative, nous ne l'obtiendrons qu'en nous adressant aux textes capables de nous révéler l'opinion de la classe ouvrière.

L'observation, on le sent, devrait être élargie. Les phénomènes de répercussion économique, par exemple, dont M. Simiand a si bien démonté le mécanisme — retentissement des prix sur les salaires, la production, la technique — comment croire que leur analyse ne pourrait être encore précisée et rendue plus convaincante par un appel raisonné aux documents dont j'esquissais plus haut la nature et que, sans les critiquer de front, il a bien lui-même, en quelque façon, présents à l'esprit, lorsqu'il dépeint le jeu des « tendances » humaines : ces témoignages, fuyants et précieux, dans lesquels les hommes ont inscrit les raisons de leurs actions? Telles qu'ils les voyaient, sans doute, ou qu'ils voulaient qu'elles fussent vues. N'importe : illusions et tromperies ne sont-elles pas souvent aussi instructives que des vérités? Les livres de M. Simiand sous les yeux, aucun historien n'a plus le droit d'ignorer comment il faut manier l'instrument statistique, de méconnaître non plus l'admirable moisson qu'il promet, lorsqu'il est tenu par un maître. Mais — l'auteur, je pense, ne me démentirait point — le flot de suggestions originales, de vues probantes ou fécondes que nous apporte son œuvre et par où elle est une perpétuelle incitation au travail, l'expérience statistique ne saurait suffire à les épuiser. En collaboration étroite avec elle, d'autres méthodes de recherche, d'autres types d'expérience devront aider à mesurer la valeur des résultats et à les prolonger.

Marc BLOCH.

# LE PAYSAN DANS L'HISTOIRE DE RUSSIE

A PROPOS D'UN OUVRAGE RÉCENT

---

Karamzine a écrit, sous Alexandre I<sup>er</sup>, l'*Histoire de l'État russe* : son unification sous les grands princes de Kiev, sa désagrégation sous le régime des apanages et son rassemblement par les souverains autocrates de Moscou. Soloviev, en 1851, commence une *Histoire de Russie depuis les temps les plus anciens* dont l'idée générale se dissimule sous l'abondance des faits et des citations, mais n'en est pas moins présente : c'est l'eupéanisation progressive du pays, à mesure que le prince, aîné de *gens* dans le Sud, se change en propriétaire héréditaire à Souzdal, pour devenir chef d'État avec Pierre le Grand. Dans son *Cours d'histoire russe*, publié au début de ce siècle, Klioutchevski a choisi comme idée directrice la colonisation, l'expansion interrompue de la race slave sur le territoire finalement occupé par l'Empire. Enfin, pour Pokrovski, tout, relations extérieures, événements intérieurs, civilisation, s'explique par le prix du blé. Ainsi, tous les auteurs qui ont traité jusqu'ici l'histoire de la Russie dans sa généralité et de façon originale l'ont fait d'un point de vue supérieur, unitaire. Cet esprit de système nous gêne un peu aujourd'hui : plus il est accusé, plus il nous semble nuire à l'objectivité. L'*Histoire de France* de Lavisse n'essaye pas de ramener à l'unité toutes les péripéties, toutes les époques qui se sont succédé au cours de tant de siècles. Elle n'est cependant pas dénuée d'une certaine philosophie générale. C'est de ce modèle que se rapproche l'*Histoire de Russie* qui vient de paraître en trois volumes, à Paris<sup>1</sup>. Elle aussi est le résultat d'une collaboration ; elle aussi ne prétend nullement ordonner autour d'un principe directeur la vie d'un peuple dans l'espace et le temps ; elle aussi a sa nuance philosophique,

1. *Histoire de Russie*, par P. Milioukov, Ch. Seignobos et L. Eisenmann. T. I : *Des origines à la mort de Pierre le Grand*. T. II : *Les successeurs de Pierre le Grand*. T. III : *Réformes, réaction, révolutions (1855-1932)*. Paris, Leroux, 1932, xix-1,414 p.

E  
intellectuelle, libérale, progressiste, « occidentaliste », en un mot, qui se rattache aux tendances politiques de la plupart de ses auteurs. Si les huit siècles écoulés avant Pierre le Grand sont expédiés en un demi-volume, c'est sans doute à ces tendances que nous devons un tel manque de proportions, plutôt qu'aux conditions de publication. Car, écrit en français et édité à Paris pour des raisons trop compréhensibles, l'ouvrage, par son caractère et sa valeur, s'apparente moins aux Histoires de Russie résumées ou compilées pour le public étranger qu'aux œuvres originales et de grande envergure énumérées plus haut. On y trouve à la fois, quoiqu'en doses variables, la formation de l'État russe, les étapes de la colonisation, l'évolution de l'économie et de la société, les principales orientations de la pensée russe. La rançon de cette universalité, de cette absence de point de vue unifiant, une conséquence aussi de la disproportion déjà signalée et du travail en collaboration, c'est que le lecteur ne sent pas suffisamment la présence d'un être collectif, d'un peuple qui vit, peine, subit les pires catastrophes et recommence inlassablement son labeur, sans avoir jamais réussi jusqu'ici à réaliser aucun équilibre. La narration se poursuit, impassible, les événements s'enchaînent, sans solutions de continuité, et le personnage, que nous voyions si bien, si proche, chez Klioutchevski par exemple, l'homme russe, demeure lointain, insaisissable. C'est là un défaut littéraire, esthétique, et non d'ordre scientifique. C'est le défaut d'une Histoire comme celle de Lavis. Peut-être est-il difficilement évitable. Et pourtant on voudrait y remédier, se rapprocher des hommes, suivre leur vie matérielle et explorer leur pensée, connaître les répercussions qu'ont eues chez eux les grands faits du passé et savoir comment ils y ont réagi, assister en un mot, sans y introduire une unité factice ou une finalité arbitraire, mais sans en éliminer l'élément humain, à cette tragédie aux multiples péripéties et sans dénouement qu'est l'histoire d'un peuple, et surtout peut-être du peuple russe.

\* \* \*

Dans l'histoire de Russie, le personnage essentiel, c'est le paysan. Cultivateurs, chasseurs et pêcheurs, au recensement de 1897, forment encore les trois quarts de la population. La proportion était bien plus forte aux époques anciennes : 90 % encore au XVIII<sup>e</sup> siècle, contre 7 % de nobles et 3 % d'habitants des villes. Le paysan, sans doute, n'est pas un élément actif ; jamais on ne le voit conduire les affaires, ni même influencer sur elles, soit directement, comme la noblesse au XVIII<sup>e</sup> siècle,

soit indirectement, comme les intellectuels au XIX<sup>e</sup>. Il semble n'être qu'un objet passif de l'histoire, et il est le seul support réel de l'édifice toujours plus écrasant de l'État russe, le perpétuel souffre-douleur de tous les régimes. Mais, à y regarder de plus près, il n'est pas que cela : à cause de sa masse, son bien-être relatif ou sa misère ne tardent pas à faire la grandeur ou la faiblesse du pays ; il n'est guère de mesures politiques importantes qui ne soient inspirées par la considération de son état ; il n'est pas de grand tournant dans la vie nationale qui ne trouve en lui son explication. Rarement il agit par lui-même : ce sont alors d'immenses mouvements violents et de brève durée, de buts indistincts et d'orientation nette. Mais toujours il se rappelle d'une façon ou de l'autre au souvenir des gouvernants oublieux, simplement par la force des choses.

\* \* \*

On dit que la période kiévienne est caractérisée par une civilisation urbaine et commerciale. Les quarante églises et les huit marchés de Kiev, la cour du grand prince, les raids de guerriers-marchands, les relations avec l'Occident, avec Byzance, avec l'Orient sont en effet ce qui frappe d'abord, et ce que nous connaissons le moins mal. Mais il n'empêche que, sous cet extérieur bruyant et brillant, d'origine en partie étrangère, et longtemps avant lui, il y a les tribus slaves qui, depuis leur venue dans la région, avaient leur régime de vie propre et, elles aussi, une certaine civilisation. L'histoire de la période résulte des actions et réactions de ces deux éléments ; le second n'est pas plus négligeable que le premier.

Les Slaves orientaux sont installés, dès le VIII<sup>e</sup> siècle, suppose-t-on, autour du lac Ilmen, dans la région de la Haute-Volga et de la Haute-Dvina, dans le large bassin du Dniepr supérieur et moyen, sur les bords de l'Oka et le long du Dniestr. C'est un pays plat, où les communications sont facilitées par un réseau fluvial très ramifié. Son sol est formé de dépôts glaciaires sur lesquels a crû une épaisse forêt. Ses habitants sont donc avant tout des pêcheurs et des forestiers ; leur première industrie consiste à fabriquer, en creusant des troncs d'arbres, des pirogues pour exploiter les cours d'eau. La forêt vierge fournit aussi son gibier, ses bêtes à fourrure, le miel et la cire de ses abeilles sauvages. Mais par endroits le sol plus profond, plus gras, se prête à une autre utilisation : on s'en aperçoit d'abord dans les clairières naturelles, dans les parties basses inondées au printemps. Celles-ci sont propices à

l'élevage ; celles-là à la culture du seigle, de l'orge, du lin. On étend ensuite ces labours en rognant sur la forêt par le moyen le plus simple, le feu : la terre, engraisnée par la cendre, donne de riches récoltes plusieurs années de suite.

Ainsi se constitue un territoire agricole, ainsi se nouent entre l'homme russe et la forêt les relations originales et dramatiques qu'on observe encore aujourd'hui : la forêt est traîtresse, on s'y perd, elle est hantée de fauves, des marais mortels s'y dissimulent, des nuées de moustiques et de moucheron vous y assaillent. Par contre, elle vous nourrit de ses baies, de ses champignons, elle vous habille du poil de ses bêtes ; elle vous abrite de ses fûts écorcés, simplement allongés l'un sur l'autre et assemblés en rectangle pour constituer une izba ; elle vous chauffe de son bois ; elle vous fournit d'ustensiles de ménage et d'instruments de culture : fourches, herses, houes naturelles, patins de traîneaux et araires à peine façonnés, récipients, toitures, chaussures en écorce de bouleau. Elle est un sûr refuge contre les persécuteurs de toutes sortes : nomades de la steppe et envoyés des villes, collecteurs d'impôts, recruteurs, convertisseurs. Mais en face d'elle il faut une vigilance de tous les instants : le terrain si durement conquis par l'incendie, le défoncement du sol, l'extraction des souches ; elle vous l'aura promptement repris si vous n'y prenez garde. Ce tableau est vrai de tout le pays pour la période kiévienne ; il l'est jusqu'aujourd'hui de sa partie septentrionale. Le paysan grand-russien, au nord de Moscou, n'est pour ainsi dire pas sorti de l'âge du bois. Au sud, déjà à l'époque où nous sommes, des terres plus riches, moins boisées, devaient permettre une plus grande extension des cultures.

En face de la forêt, un homme seul est perdu : il ne peut subsister qu'avec sa famille ; il est d'autant plus fort que sa famille est plus nombreuse et plus unie : c'est le régime de la grande famille et de l'agglomération en villages ; les branches qui, à la longue, se séparent fondent leur foyer tout à côté. Encore aujourd'hui, malgré tant de causes de dispersion, il est de gros villages qui ne comptent pas plus de trois ou quatre noms. Le chef de famille a tout pouvoir ; après la mort du père, ce peut être sa veuve, si les enfants mâles sont en bas âge. Les chefs de famille assemblés gèrent les affaires du village : distribution des prairies, travaux en commun, élection des officiers municipaux, répartition des prestations en nature, en labeur ou en hommes exigées par les princes.

Car ces communes rurales font partie de cantons et de tribus qui ont à leur tête un noyau dirigeant, un certain nombre de guerriers et de



marchands vivant dans des centres de caractère militaire et commercial. Les tribus ont des rapports entre elles, elles en ont avec les anciens habitants du pays, plus ou moins refoulés sur la périphérie, Finnois au nord et à l'est, Lituaniens à l'ouest, Khozars au sud, formant déjà un État redoutable, et grands commerçants. En outre, le pays slave est traversé par la route fluviale qui mène de Scandinavie en Grèce. Les hardis Normands ou Varègues ont intérêt à s'assurer le long de cette route de nombreux points d'appui : peu à peu, par la ruse, l'intimidation ou les promesses, ils entrent en rapport avec les dirigeants des tribus slaves et sous leur influence se crée, au-dessus des ruraux, une organisation urbaine mixte, où les nouveaux arrivants prédominent d'abord. Les chroniques ont enregistré le fait pour Novgorod et Kiev. L'unité est établie ainsi sans grande difficulté entre des tribus que rien au fond ne sépare. Et, comme Kiev est situé aussi sur l'antique voie conduisant des pays d'Occident à la Caspienne et de là en Perse et en Extrême-Orient, c'est naturellement à son profit qu'elle s'établit. Au x<sup>e</sup> siècle, nous nous trouvons en présence du premier État russe. Le noyau urbain dirigeant s'est accru, consolidé, hiérarchisé, a pris figure de gouvernement. Mais si cet État est national, si l'on n'y sent pas la mainmise d'envahisseurs imposant leur domination, c'est parce que les Varègues vagabonds ont été absorbés par la grande masse slave fermement établie sur le sol.

Cependant que les citadins guerroient et commercent, la population rurale n'a pas changé sa manière de vivre et de s'administrer. Mais elle est entraînée dans des rapports plus suivis et plus complexes avec le monde extérieur. Qui donc, sinon elle, ferait les frais des expéditions contre Byzance, contre les Khozars et les Bulgares de la Volga, contre les Petchénieghe? Les tributs, par feu ou par tête, les dons prétendus volontaires remis au prince pendant ses tournées s'alourdissent, se régularisent : il faut des hommes pour garder les places, des chevaux pour les charrois, des vivres pour les guerriers ; il faut des marchandises pour le commerce extérieur, des rameurs pour les embarcations du prince, des manœuvres pour ses chantiers de construction, des travailleurs pour ses domaines, car les prisonniers de guerre réduits en esclavage ne suffisent pas. De plus en plus, le sentiment s'établit dans les villes que les ruraux existent non pour eux, mais pour les catégories supérieures des citadins, à titre de matière taillable et corvéable.

C'est naturellement dans le sud, à proximité de Kiev, que cette sujétion se fait le plus fortement sentir. Le droit nouveau inspiré par les Normands et codifié au xi<sup>e</sup> siècle maintient le paysan, le « smerd », dans

un rang inférieur : sa vie est estimée à moitié de celle d'un homme du prince ; on lui conteste la jouissance de sa terre ; et surtout, dans divers cas, il peut perdre sa liberté. S'il ne peut s'acquitter d'une dette, il est asservi à son débiteur, jusqu'à ce qu'il se soit libéré par son travail : son maître temporaire l'utilise sur une parcelle déterminée et lui fournit outillage et semences. Il conserve d'ailleurs son bien à lui. Le cas est fréquent, puisqu'il existe une catégorie spéciale de ces « zakoups ». Mais si le zakoup se sauve avant libération, une fois repris il devient esclave à perpétuité, « kholop ». Tout homme libre peut devenir esclave d'emblée, par contrat, ou encore en épousant une esclave. Certains crimes sont punis d'esclavage. L'esclave est considéré comme une chose : il est la propriété perpétuelle de son maître, qui peut le vendre, l'échanger, le détruire à son gré : la loi ne lui reconnaît aucun droit. Cependant, les enfants nés de l'union du maître et d'une esclave sont, ainsi que leur mère, affranchis après la mort du père.

Ces dispositions juridiques marquent un état de crise. Les campagnards n'ont pas gagné au nouvel état de choses. Beaucoup sont ruinés, bien que les terres libres et les forêts ne manquent pas, par le régime fiscal et judiciaire ou par les guerres et tombent sous la dépendance d'usuriers ou des « hommes du prince », qui, dès le <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle, jugent plus avantageux de s'établir sur la terre et de s'attribuer des domaines, travaillés par des esclaves et des zakoups, que de continuer leurs fonctions de chevaliers errants. Les princes, qui devaient défendre le pays par les armes et augmenter son bien-être par le commerce et qui pour cela prélevaient sur son labeur une part arbitraire, s'épuisent en luttes intestines — quatre-vingt-trois guerres civiles entre la mort de Iaroslav et l'apparition des Tatars, de 1054 à 1224 — et sont de plus en plus incapables de s'opposer efficacement aux incursions des nomades, Polovtsiens après Petchenièghs — une cinquantaine dans la même période, sans compter d'innombrables razzias. « Au printemps », dit en 1103 le grand-prince Vladimir Monomaque, « le paysan russe va labourer son champ ; un Polovtsien survient, qui le tue avec sa flèche, s'empare de son cheval, pénètre dans le village, brûle sa grange, emporte son bien et emmène sa femme et ses enfants. » C'est la région sud, la plus active et la plus peuplée, qui est la plus touchée. « Rarement alors », gémit à la fin du <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle l'auteur de la *Chanson d'Igor*, « retentissait à travers la terre russe le cri du laboureur, mais souvent les corbeaux croassaient, se partageant les cadavres. »

Le paysan réagit parfois : quand le prince Igor vient deux fois en un an rançonner les Drevlianes, ils l'écartèlent au moyen de deux jeunes

arbres courbés jusqu'à terre, puis rendus à leur direction naturelle. Il raille dans ses chansons les vices des princes et de leurs gens. Surtout il garde le sentiment intact de sa force propre et primordiale, de sa dignité supérieure. Dans une byline célèbre, Volga, le fort guerrier, chevauche avec sa droujina, en quête du tribut. Soudain, ils entendent le bruit d'une charrue : ils marchent toute une journée sans l'apercevoir, une seconde journée encore, et au matin de la troisième ils rencontrent Mikoula le laboureur, qui trace des sillons puissants, extirpe les souches, arrache les rocs. Après les salutations, Mikoula raconte qu'un jour les gens de la ville ont osé lui réclamer un péage, et qu'il les a payés avec son bâton. Volga lui propose alors d'entrer dans sa droujina, et il y consent, pourvu qu'on arrache le soc du sillon. Un guerrier robuste n'arrive pas même à le soulever ; cinq autres, puis dix, puis toute la droujina et Volga lui-même n'en viennent pas à bout. Mikoula, d'une seule main, enlève la charrue et la lance jusque dans les nuages. Dans l'épopée russe, le laboureur prime le guerrier. Quand la vie est devenue impossible, le paysan a un dernier recours : il émigre, et avec lui disparaît toute la splendeur des cités.

Dès le XII<sup>e</sup> siècle, les populations du cours moyen du Dniepr fuient vers l'Occident, du côté de Galitch<sup>1</sup> ; vers le Nord et l'Est, du côté de Novgorod et de Souzdal. C'est la faillite d'un État, sinon d'une civilisation ; pour le paysan, qui abandonne les résultats d'un labeur séculaire et qui aura tout à recommencer sur un sol nouveau, c'est une catastrophe.

\* \* \*

A cette époque, le paysan avait déjà marqué de son empreinte le grand dépôt spirituel, le seul trésor en somme qui allait passer de Kiev à Souzdal. Si les princes, leurs gens et leurs missionnaires grecs avaient introduit et propagé le christianisme dans les campagnes, celles-ci l'avaient adapté à leur usage. Elles en avaient fait une religion slave et une religion rurale.

Le christianisme ne semble pas s'être heurté à de grosses difficultés chez les paysans russes. On ne voit pas chez eux d'apôtres martyrisés, comme saint Léonce le fut par les Finnois de Rostov, par exemple. Ils sont évidemment séduits par l'explication du monde qu'apporte la doctrine nouvelle, par les maximes de l'Évangile, par la figure du

1. Nous laisserons désormais en dehors de ce tableau le paysan du Sud-Ouest et du Sud, dont l'histoire est particulière.

Christ et des saints, par la splendeur des cérémonies. Tout cela, ils l'acceptent. Seulement ils ne voient pas la nécessité de renoncer à leurs vieilles croyances sur les génies des bois et des eaux, à leurs réjouissances naïves au retour du printemps et de l'été, à leur culte matérialiste des morts. Les saints chrétiens sont chargés en contrebande de certaines fonctions indispensables des anciennes divinités païennes, comme la protection des animaux ou des récoltes. Le christianisme byzantin se simplifie et s'humanise étrangement : de sa théologie subtile il ne subsiste que quelques affirmations grossières, sa discipline rigoureuse demeure lettre morte. Dans le mariage, par exemple, la bénédiction du prêtre paraît au peuple russe plutôt moins importante que ses rites traditionnels. Le prêtre, d'ailleurs, dans les vastes étendues qu'il occupe ou va occuper, est un hôte rare. L'église est souvent très loin, par delà les marais, les rivières débordées. Aussi la religion populaire est-elle très peu ecclésiastique, mal définie, mêlée de survivances païennes. La morale non plus n'est pas reçue comme un système de règles impérieuses et précises.

Mais ce qui se répand avec le christianisme, c'est un idéal de charité, le respect du malheur, l'admiration de la douceur et de la modestie, une certaine tendresse de cœur, le sentiment du remords. Les prédicateurs et les évêques, grecs d'abord, puis russes, combattront de siècle en siècle l'ivrognerie, les baladins, les danses, les chansons, les réjouissances entachées de paganisme : le paysan russe fera toujours la sourde oreille. Quand il fondera lui-même des monastères, ce seront en même temps des espèces d'entreprises agricoles, de discipline assez lâche. Il ne creusera pas d'abîme entre l'Église et le siècle, le clergé et les fidèles. Et pourtant il vénérera toujours ceux qui « ne sont pas de ce monde », les ascètes, les « fous pour l'amour du Christ ». Le chant des Béatitudes à chaque messe, en langue slavonne, intelligible à tout le monde, lui façonnera une âme chrétienne. Très tôt, les noms de « paysan » et de « chrétien » se confondront. Le peuple russe se lancera dans de longs et durs pèlerinages pour chercher sur la terre un reflet du royaume des cieux.

\* \* \*

Déjà le triangle formé par la Haute-Volga au nord et l'Oka au sud-est avait été atteint par les Slaves et des villes prospères y avaient été fondées principalement par les gens de Novgorod<sup>1</sup>. Peut-être les boïars

1. Pour toute la période qui va du xiii<sup>e</sup> au xvi<sup>e</sup> siècle, nous ferons de multiples emprunts au livre substantiel que vient de publier M. Alexandre Eck, *Le Moyen Age russe*.

de cette cité au sol ingrat y avaient-ils aménagé aussi des domaines agricoles. Mais ce n'était qu'un peuplement très clairsemé : les tribus finnoises restaient maîtresses du terrain. Au XII<sup>e</sup> siècle seulement, la grande masse des paysans chassés par la misère du Sud-Ouest vient faire la prospérité de la principauté jusque-là méprisée de Souzdal et d'une vingtaine de villes et de principautés qui se créent alors. Elle se dirige d'abord vers les forêts giboyeuses de Kostroma, Vladimir, Galitch et vers les terres à blé de Iouriev, Rostov, Pereslavl. Mais là aussi, à peine installée, le malheur la poursuit : la grande invasion des Tatars, en 1237-1238, dévaste ces régions. Il faut émigrer encore, cette fois-ci vers l'Ouest, dans les principautés encore obscures de Tver et de Moscou, relativement épargnées, et c'est là qu'affluent aussi les nouveaux arrivants du Sud.

En même temps, un autre courant se dirigeait de Novgorod vers l'Extrême-Nord, la Dvina, les côtes de la mer Blanche et de l'Océan Glacial. Depuis longtemps, la cité marchande, pour s'approvisionner de denrées à échanger en Occident contre les tissus et autres articles manufacturés demandés par Souzdal, son fournisseur de blé, avait dans ces contrées ses pêcheurs, ses sauniers, ses chasseurs. Ce n'étaient au début que les esclaves ou les serviteurs des capitalistes. Mais bientôt les cultivateurs, pour échapper à la sujétion des riches et à leur condition humiliée et dans l'espoir de trouver un sol meilleur, vinrent à leur tour s'installer, par petits groupes, le long des rivières. A partir du XIII<sup>e</sup> siècle, soutenues aussi par leurs princes, arrivent des compagnies de chasseurs et d'oiseleurs de Souzdal et de Rostov ; les monastères de ces principautés fondent dans le Nord des ermitages qui grossissent, essaient, donnent naissance à des villages, à des hameaux. Si les sources de ces deux colonisations novgorodienne et souzdaliennne sont rivales, leurs ouvriers n'en sont guère gênés : il y a place pour tous, la terre ne se mesure pas ; elle est concédée dans les actes, jusqu'au XV<sup>e</sup> et parfois même au XVI<sup>e</sup> siècle, « jusqu'où iront la charrue, la hache, la faux ».

Dans ces régions nouvelles, le moujik de Novgorod, du Dniepr ou de Souzdal se heurte aux anciens habitants finnois, dispersés, sans organisation politique, mal armés, mais peut-être plus combattifs qu'on ne les représente d'ordinaire (puisque nous voyons par exemple, encore au XVII<sup>e</sup> siècle, les Mordvines se défendre avec acharnement dans la région de Mourom). Cependant, on ne trouve pas trace de grandes luttes : le paysan russe ne conquiert pas, il assimile. Et il assimile parce que lui-même est accueillant aux autres, s'adapte aisément même à une civilisation inférieure. Il convertit, absorbe les Finnois en se donnant, en se



mélant à eux, et ainsi se forme dans le Nord une race nouvelle, grand-russienne, qui emprunte aux Finnois certains traits que n'avaient pas les purs Slaves d'autrefois : taille plus haute, teint plus clair, caractère plus méditatif, plus fataliste.

Le moujik se heurte à une forêt vierge plus redoutable que celle qu'il connaissait. Il s'y attaque aussi avec habileté, lui arrache, au prix de dangers et de souffrances sans nombre, toutes les ressources qu'elle recèle, s'enfonce toujours plus avant dans cet immense territoire inculte, au climat de plus en plus rude, qui s'étend par delà la Volga jusqu'à l'océan Glacial. Combien de victimes a coûté cette conquête pacifique, l'histoire ne doit pas l'oublier. Grâce à ce labeur inlassable, l'agriculture triomphe de toutes les difficultés, le seigle et l'orge poussent même autour d'Oustioug et de Chenkoursk. On abat les arbres ou on les brûle, on exploite la terre quelques années, et on pousse plus loin. Quand la population augmente, on se fixe : une vaste clairière bordée par la forêt ; le hameau tassé dans un coin, non loin d'une petite rivière. Alors apparaît, au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, la jachère annuelle avec engrais. Le blé est écrasé à la maison entre deux meules à main. Souvent les gelées, les incendies, les animaux nuisibles détruisent la récolte. Les chroniques ont enregistré en deux siècles, de 1251 à 1456, vingt-huit années de famine générale frappant toute la Russie souzdalomoscovite. La pêche, la chasse, l'apiculture subsistent d'ailleurs, mais ne fournissent pas toujours des ressources suffisantes. Alors c'est le fléau meurtrier qui chasse les habitants.

Les pires calamités viennent des hommes : attaques de voisins sans scrupule, guerres entre princes, incursions des Tatars. Voilà dans quelles conditions le paysan grand-russien crée les fondements de l'État moscovite.

Les colons libres se groupent en communes autonomes, comme autrefois, élisant leurs magistrats, centeniers et dizainiers, distribuant les terres labourables devenues disponibles, gérant les « communaux », administrant l'église du bourg, rendant la justice non criminelle, et surtout répartissant les impôts. Car la commune se trouve malgré tout sur le territoire d'une principauté déjà constituée : elle doit le tribut, le tribut que le prince verse aux Tatars et dont il tire lui-même ses revenus. Ce tribut est une imposition foncière et non personnelle, proportionnelle à la superficie cultivée. La commune a aussi à s'acquitter des corvées du prince : prestations de vivres et de gîte aux courriers, relais, entretien des routes, fortification des villes, construction de prisons, etc... Elle fournit des hommes, équipés et armés, pour la milice territo-

riale, pour la garde des frontières. Toutes ces charges, elle les répartit elle-même entre ses membres, sans aucune intervention des agents princiers, proportionnellement à la surface exploitée par chaque feu. Ce système entraîne la caution solidaire de tous ; si une famille abandonne la commune, sa part de charges retombe sur les autres. Aussi les communes cherchent-elles à remplacer les manquants en débauchant les fermiers des domaines voisins.

Les seigneurs à leur tour cherchent à attirer les colons sur leurs biens, comme fermiers. Le paysan ruiné par quelque calamité se met volontiers sous la protection d'un maître riche et puissant, monastère, détenteur de domaine héréditaire ou de bénéfice personnel. Tout en continuant à s'acquitter des charges communales au profit du fisc, il s'engage, en échange du lopin qui lui est cédé, à labourer chez le propriétaire, ensemer, moissonner, faucher, battre, clore les champs, entretenir les bâtiments, brasser la bière, et à verser des redevances en nature, blé, viande de bœuf et de mouton, œufs, beurre, lin. La durée du bail est de un à dix ans, ou indéterminée. Une fois libre de tout engagement, le fermier peut s'en aller, à condition de verser un droit égal au quart de la valeur du logement qui lui a été fourni, s'il est resté un an, à la moitié s'il est resté deux ans, etc... En outre, un gros dédit est prévu en cas de départ prématuré.

Dans les régions centrales de la Russie souzdalo-moscovite, le nombre des cultivateurs indépendants diminue, celui des fermiers augmente. C'est que les princes ont de plus en plus besoin d'hommes d'armes pour soutenir leurs prétentions à l'hégémonie ; ils payent leurs services en terres, prises aux communes avec leurs habitants. Au xv<sup>e</sup> siècle déjà, les tenanciers à ferme constituent le gros de la population rurale : dans le Nord seulement, le paysan reste indépendant et ne connaîtra jamais de seigneur.

Vers la même époque, la situation du fermier empire : il est touché, lui aussi, par l'aggravation continuelle des impôts princiers et, en outre, il est obligé de réaliser sa production sur le marché pour acquitter les redevances que le seigneur exige maintenant en argent. A cette opération le marchand profite, le cultivateur perd. La première mauvaise récolte le surprend sans réserves : il est obligé de recourir au seigneur et de s'endetter. Incapable ensuite de rembourser le principal et les intérêts, qui sont souvent de 20-25 %, il doit s'engager à les payer de son travail. Il perd sa liberté et devient un asservi conditionnel, analogue au « zakoup » d'autrefois. Il est considéré comme appartenant au domaine, qui est aliéné, le cas échéant, avec ses fermiers débiteurs. Il peut

changer de maître, si un autre seigneur désintéresse le premier, mais lui-même n'en est pas libéré. Si c'est un de ces deux maîtres qui prend l'initiative de l'opération, il y a pratiquement vente et achat du débiteur. Le procédé est couramment employé par les seigneurs riches et entreprenants désireux de peupler leurs domaines. Le paysan qui ne veut pas être l'enjeu passif de cette compétition a, comme autrefois, une dernière issue : la fuite.

Vers la fin du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, après la dislocation de la Horde d'or, il y avait, sur les frontières méridionales de l'État moscovite, au sud de l'Oka, une vaste plaine qui s'étendait à perte de vue et où l'on ne rencontrait encore ni seigneurs, ni représentants du fisc, ni agents de recrutement. Les paysans russes y affluèrent par dizaines de milliers, ne cherchant que la liberté et un peu d'aisance. Ils avançaient de proche en proche, le long des cours d'eau, puis reprenaient la hache et la charrue. Les plus hardis ou les plus désespérés se risquèrent plus loin encore, dans la steppe hantée chaque printemps par les Tatars de Crimée. Là, l'agriculture était impossible, mais on pouvait vivre de la chasse et de la pêche et, en se groupant avec les vagabonds mongols, rançonner les caravanes. Ainsi naîtront les cosaques. A ce moment, le paysan russe conquiert une zone naturelle nouvelle pour lui, la plaine découverte : derrière cet inlassable pionnier viendra l'État moscovite.

Cependant, dans l'intérieur du pays, la liberté du paysan devenait encore plus précaire. L'autorité grandissante des princes de Moscou faisait sentir ses effets : pour avoir des revenus fixes, ils avaient besoin d'une population stable. Le Code de 1497 interdit même aux fermiers dégagés de toute obligation de quitter leur maître avant la Saint-Georges d'automne. Ce n'était encore qu'une mesure justifiée par l'intérêt des travaux des champs. Mais d'autres décisions semblent attacher des paysans à un domaine, uniquement parce qu'ils y sont installés depuis longtemps.

Ces mesures redoublèrent le désir de fuite, et, quand, au milieu du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, la conquête des khanats de Kazan et d'Astrakhan eut ouvert l'accès de la Moyenne et de la Basse-Volga, ce fut une poussée générale vers l'Est. Les excès de l'« opritchnina », les guerres ruineuses d'Ivan le Terrible rendaient la vie impossible. Le gouvernement lui-même encourageait la colonisation en distribuant largement des terres aux gens du tsar, aux monastères, à une famille de grands commerçants et entrepreneurs, les Strogonov, qui tous appelaient la main-d'œuvre en lui proposant des conditions plus favorables. Ainsi attirées, et aussi de leur propre initiative et librement, les populations se por-

tèrent donc sur la Volga jusqu'à la mer Caspienne, remontèrent la Kama et ses affluents, s'installèrent dans ces régions d'une fertilité insoupçonnée, sur les terres des Tatars, des Tchouvaches et des Mordvines. En 1580, tout le pays jusqu'à l'Oural était solidement conquis pour l'État russe.

Déjà, d'ailleurs, arrivaient les recenseurs pour dresser les terriers, base de l'impôt. Ils arrivaient aussi, maintenant, dans la steppe méridionale. Ivan le Terrible chercha à fixer, autour des villes nouvelles et des postes fortifiés, les colons jusqu'alors libres. Aux gens de guerre, il distribua des domaines : bientôt, dans certains districts, ces bénéficiers occupaient des deux tiers à la quasi-totalité des terres recensées ; dans d'autres, les communes paysannes indépendantes étaient réduites à 12 ou 13 %. Elles étaient astreintes à fournir des garnisons, à labourer pour les greniers du tsar une certaine étendue de terre.

Mais déjà un monde nouveau s'ouvrait aux plus hardis pionniers : la Sibérie occidentale. Avec une incroyable rapidité, le paysan russe se répandit à travers ces immenses étendues. Mais il ne faudrait pas croire que ç'ait été sans des efforts héroïques, sans une lutte de tous les instants contre la nature et les indigènes (qui, au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle encore, dans l'Oural et en Sibérie, ne manqueront pas une occasion de se révolter).

Ainsi l'inlassable moujik allait toujours plus loin chercher une vie exempte de servitude ; et toujours le pouvoir moscovite agrandi, avec ses seigneurs, ses bureaucrates, ses collecteurs, venait prélever les meilleurs fruits de son travail, le ruiner et l'asservir.

Cependant, les régions de peuplement ancien offraient un tableau de désolation inouïe. « Terrain vague qui était un village », « localité déserte, non labourée, non fauchée, demeures vides et bâtiments en ruine », « champs repris par la forêt », telles sont les expressions constantes des terriers de la fin du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle. Ces registres ressemblent à de vastes cimetières où errent encore quelques vivants. Dans la région de Novgorod, 82 % des villages sont abandonnés, et le scribe en indique les causes : « Parce que la terre est maigre et les impôts sont chers », « à cause de la peste et de la famine et des impôts du tsar », « par suite du brigandage du seigneur les paysans se sont enfuis on ne sait où ». Ou bien encore : « Mort, les Suédois ont brûlé son courtil, ses petits-enfants vont mendier sous les fenêtres » ; « en fuite, sa famille morte de faim » ; « mort sous les tortures, la maison pillée par les opritchniki ». Les vingt districts de la région centrale ont perdu la moitié de leur population. Le voyageur anglais Fletcher, entre Vologda et Iaroslavl, compte une cinquantaine de villages, longs parfois d'un demi-mille ou d'un

mille, qui n'ont plus un seul habitant : tous se sont dispersés, dit-il, à cause des violences et des mauvais traitements.

Les seigneurs riches et puissants pouvaient encore retenir leur main-d'œuvre, remplacer les fermiers fugitifs par des esclaves ou débaucher les paysans des autres. Mais cela même ne durait qu'un temps, les esclaves aussi fuyaient et les patrimoines ne tardaient pas à périr. Quant aux gens du tsar, simples détenteurs d'un bénéfice, ils voyaient partir leurs derniers tenanciers et se trouvaient incapables de remplir leurs obligations fiscales ou militaires. Les domaines ecclésiastiques, et ceux du palais, les plus favorisés de tous, après avoir profité de la crise générale, en subirent à leur tour les effets. Partout les procédés de culture rétrogradaient : l'assolement triennal en usage depuis peu était abandonné. Les propriétaires de diverses catégories se faisaient la guerre, par voies de fait, par procès ou par ruse, pour la possession de la main-d'œuvre : boiars contre couvents et petits bénéficiers contre tous les autres. Ces derniers surtout faisaient appel au pouvoir : qu'on empêche de fuir, qu'on nous ramène nos paysans, sinon nous serons incapables de répondre aux appels. L'État tout entier, économiquement et politiquement, était ébranlé par la désertion des paysans.

\* \* \*

La crise fut remarquée par le gouvernement vers 1570. La cause lui en apparaissait dans l'instabilité juridique de la population rurale, dans la liberté laissée au paysan de se dégager ou de passer d'un domaine dans un autre, d'une commune dans une autre. Le remède était donc de l'attacher là où il se trouverait. Vers 1580-1581, Ivan IV interdit jusqu'à nouvel ordre aux paysans de quitter leurs communes ou leurs maîtres et à ceux-ci de débaucher les paysans ou les fermiers les uns des autres. Tout taillable ayant abandonné sans congé régulier sa commune ou son maître pendant les « années d'interdiction » peut être recherché et ramené. Pour fixer à l'avenir les rapports entre paysans et propriétaires, un recensement général fut fait en 1590-1593. Ces mesures n'arrêtèrent pas les migrations : elles multiplièrent seulement les plaintes et les procès.

On fut obligé d'établir une prescription : en 1597, Boris Godounov fit décider que seuls ceux qui avaient fui durant les cinq années précédentes seraient ramenés. En 1601-1602, il rendit aux paysans la liberté de se déplacer, mais seulement pour se rendre chez les bénéficiers, et



pour un an chaque fois. Mais les circonstances furent plus impérieuses que l'oukaz. La famine, de 1601 à 1603, fut terrible. Elle alla jusqu'à l'anthropophagie. Les paysans en grand nombre « fuyaient avec leurs hardes des districts moscovites dans les contrées lointaines, et de ces contrées dans les districts moscovites ». Ils « quittaient leurs anciens maîtres en emportant tout ce qu'ils avaient, et, ayant tout perdu, arrivaient pauvres chez d'autres ». Plus tard, lorsque les premiers les réclamèrent, les boïars décidèrent : « Tu n'as pas su nourrir ton paysan aux jours de la famine, ne le tourmente pas maintenant ! » Boris avait ordonné des distributions gratuites de grains.

Il avait aussi mis obstacle à l'asservissement des paysans pour dettes. Mais il voulait surtout soutenir les petits propriétaires contre les grands, et c'est pourquoi les « années d'interdiction » rentrèrent en vigueur, mais on était déjà en plein Temps des Troubles.

La population du Sud, exaspérée par les souffrances de la faim et par la spéculation à laquelle se livraient sur le blé les autorités de toutes sortes et les riches propriétaires, se trouvait encore grossie et excitée par les esclaves licenciés par des maîtres incapables de les nourrir. Lorsqu'en 1604 parut le « faux » Dmitri, ce fut le signal d'une révolte générale : on marcha avec le prétendant contre Moscou. Elle ne fit que s'accentuer ensuite contre le tsar des boïars, Chouiski. Bolotnikov groupa autour de lui des milliers de malheureux désireux de reconquérir leur liberté ; il n'eut pas beaucoup à faire pour les inciter à exterminer les boïars et les nobles. Il menaça un moment Moscou, s'empara de Kalouga, mais fut vaincu à Toula à la fin de 1607. Tous les esclaves devaient être rendus à leurs maîtres en vertu d'actes écrits ; les paysans des terres seigneuriales étaient désormais attachés à jamais là où ils étaient inscrits dans les terriers ; quiconque débaucherait l'un d'eux payerait les dommages-intérêts à son maître et une forte amende au tsar ; l'administration devait engager d'elle-même les poursuites. Ainsi le servage devenait une institution d'État.

Mais aussitôt surgit le second faux Dmitri : de nouveau les opprimés, les survivants de l'armée de Bolotnikov se joignirent à lui. Il exécuta une marche triomphale vers Moscou. Tout le Sud était en pleine anarchie. Les autorités surent alors tourner contre ces gens sans feu ni lieu, alliés de l'étranger, les communes paysannes et urbaines du Nord, demeurées libres et relativement florissantes, et amies de l'ordre. Le danger fut conjuré, et quand Moscou fut tombé au pouvoir des Polonais, une milice nationale délivra le pays, puis donna le pouvoir à Michel Romanov.

Le Temps des Troubles laissait les boiars fortement affaiblis, les petits propriétaires et les bourgeois des villes renforcés, le pouvoir central affermi. Les paysans n'avaient pas seulement été pour une bonne part l'enjeu de la lutte ; les uns avaient puissamment contribué à la restauration de l'unité nationale et à l'instauration de la nouvelle dynastie (il y eut des députés paysans au *Zemski sobor* de 1613) ; les autres, asservis à divers degrés, avaient vainement tenté de secouer leur joug.

\* \* \*

La Russie sortait de cette longue période de guerres et de brigandages dévastée et ruinée à un point inimaginable, et à peu près dans toutes ses régions. Il s'agissait, pour Michel Romanov et son père Philarete, de reconstituer les finances publiques et l'armée, donc de contenter les gens du tsar et de fixer la population taillable. On commença par distribuer, à titre de récompense, une grande quantité de terres et villages du palais aux hommes de guerre russes et même étrangers. Puis les terres « noires » y passèrent. Nombre de communes paysannes tombèrent ainsi sous la dépendance de propriétaires privés. A la fin du premier quart du siècle, il ne restait plus de terres « noires » dans le Centre et sur la Volga.

Déjà à cette date, en dehors du Nord, du *Pomorié*, le paysan type est celui qui dépend d'un petit propriétaire bénéficiaire, lui-même pauvre, astreint à des appels annuels dans la capitale et sur les fronts. L'État accroissait sans cesse les impôts, surtout le tribut militaire en argent et en hommes pour faire face à l'augmentation de l'armée ; le propriétaire élevait ses exigences ; la bureaucratie se faisait plus coûteuse : tout cela, en dernière analyse, retombait sur le paysan. Au cabaret, affermé par le Trésor, il laissait sa dernière chemise. La campagne contre la Pologne, en 1632, fit déborder la coupe. Il y eut quelques révoltes, et surtout une nouvelle vague d'émigration. On fuyait à l'étranger, on fuyait vers la Sibérie, on fuyait sur le Don, chez les cosaques, on fuyait dans l'intérieur, pour se joindre aux innombrables bandes de brigands. Pendant la guerre, un groupe de cosaques, de paysans et d'esclaves mobilisés se détacha des troupes régulières et, faisant boule de neige dans les villages et les petites villes, courut les districts du Sud en incendiant et saccageant les domaines. Il fallut plusieurs armées pour mater cette révolte.

Les propriétaires ne voyaient toujours de salut que dans une fixation plus stricte des paysans. En 1637, le droit de recherche des fugitifs fut

étendu de cinq à dix ans, dans la région moscovite et le Sud. Mais les propriétaires ne cessaient, à chaque levée, d'adresser au tsar d'incessantes suppliques, exposant qu'il leur était impossible de continuer à servir sans se ruiner, si on ne leur donnait des moyens efficaces de garder leurs paysans. En 1642, il leur fut permis de rechercher ceux qui leur avaient été enlevés de force au cours des quinze années précédentes ; le délai de dix ans demeurait pour ceux qui étaient partis d'eux-mêmes. Mais ils n'étaient pas encore satisfaits : en 1645, ils profitèrent de l'avènement du jeune Alexis pour demander l'abrogation de toute prescription. Dès 1646, le gouvernement entreprit un recensement général et déclara qu'après son achèvement les paysans demeureraient attachés aux propriétaires chez qui ils auraient été inscrits. C'était une liquidation générale des plaintes accumulées, une solution radicale de la question de la main-d'œuvre : pour les paysans, c'était l'attachement définitif au domaine et au maître. Les troubles graves, suscités par l'impôt sur le sel, qui éclatèrent en 1648 à Moscou et dans plusieurs villes de province, et qui manifestèrent surtout le mécontentement des bourgeois, de la milice des *streltsy* et de la domesticité urbaine des boïars, ne firent que confirmer le tsar dans sa résolution de contenter les citadins et les gens de service aux dépens des paysans.

D'après le Code de 1649 (chap. xi), tous les paysans anciennement enregistrés dans les bourgs du palais et des cantons « noirs » et trouvés fugitifs sur les domaines de toutes sortes doivent être ramenés, avec leur famille et tous leurs biens, sans aucune prescription, dans leurs bourgs et cantons. Même règle pour les paysans des domaines seigneuriaux, trouvés dans les bourgs du palais et les cantons noirs. Le transfert doit être enregistré par acte public. Il est interdit désormais à quiconque « de recevoir et garder les paysans d'autrui », sous peine d'une indemnité de 10 roubles par an et par individu au profit du demandeur ; l'ignorance ne peut servir d'excuse ; celui qui, pour se justifier, prétendrait avoir consenti à ces paysans un prêt important, en sera quitte pour perdre son argent. Si un propriétaire transporte des paysans de son bénéfice sur son patrimoine, ils doivent être restitués au bénéfice quand celui-ci change de détenteur. Les paysans d'un domaine peuvent se louer pour travailler chez un autre propriétaire, mais celui-ci ne doit les retenir ensuite sous aucun prétexte.

Ainsi empêcher la fuite de la main-d'œuvre reste toujours la grande préoccupation. On songe beaucoup moins à régler les rapports entre propriétaires et paysans : ceux-ci sont représentés en justice par leurs propriétaires, sauf en matière criminelle ; ils n'ont le droit de dénon-

ciation que dans les affaires de lèse-majesté ; la propriété de leur bétail, de leurs vêtements, de leurs ustensiles ne leur est pas garantie ; eux-mêmes, dans certains cas, peuvent être transportés d'une terre sur une autre ; ils peuvent être l'objet de transactions entre seigneurs. Tout le Code donne l'impression qu'ils sont la chose du propriétaire. Et, cependant, ils conservent certains droits civils : ils peuvent réclamer l'indemnité traditionnelle pour outrage ; ils peuvent passer des contrats avec le seigneur ou avec le fisc, ils peuvent même posséder des esclaves. Il est impossible de dire si le paysan est attaché à la terre ou à la personne du seigneur. En tout cas, il a perdu légalement et pour plus de deux siècles la liberté de se déplacer, de choisir le bénéficiaire de son travail ; il a perdu la majeure partie de sa personnalité civile, et cette condition se transmet à ses enfants.

Le Code règle aussi la condition des esclaves. Tandis qu'au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle tout homme non taillable et non assujetti au service du prince pouvait se vendre à son gré en esclavage absolu ou contractuel, il ne peut plus être qu'esclave contractuel. Ainsi l'esclavage absolu n'est plus alimenté que par la naissance. L'esclavage contractuel peut seul se répandre : il se communique du père aux enfants, du mari à la femme et inversement, mais il prend fin obligatoirement à la mort du maître. Par contre, les esclaves perdent le droit de posséder terres, maisons ou locaux de commerce ; leurs biens peuvent servir à payer les dettes du maître. Ainsi l'esclavage est à la fois limité et aggravé.

La condition de fait de la population rurale au milieu du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle apparaît complexe. Les paysans « noirs », dans le Nord et dans les régions tout nouvellement colonisées, attachés à leur commune pour que celle-ci puisse s'acquitter de ses charges fiscales envers l'État, sont relativement favorisés ; ils conservent leur administration autonome et leurs magistrats propres, quoique sous l'autorité supérieure des gouverneurs ou voïévodes, auxquels il faut verser de fréquents pots-de-vin. Chez eux, les questions familiales, les partages, les successions, etc..., se décident selon l'ancien droit coutumier. Parmi ces paysans, il en est de relativement aisés, qui accaparent les terres et emploient eux-mêmes des ouvriers agricoles sous diverses dénominations. Il en est qui se livrent au commerce et s'enrichissent. D'autres sont pauvres, sous la dépendance des premiers. Tous subissent de plus en plus le poids de la bureaucratie : arbitraire, levées, impôts extraordinaires et contributions volontaires, que ne payent pas les autres. Enfin, comme les terres « noires » sont réputées sous le domaine éminent du tsar, ils ne sont jamais sûrs de ne pas être donnés, du jour au lendemain, à quelque sei-

gneur, à quelque monastère. Les paysans du palais, placés dans des conditions analogues, s'acquittent en outre de certaines fournitures en nature. Ces deux catégories ont tendance à diminuer.

Les esclaves, dont la plupart sont des assujettis pour dettes, servent d'ordinaire de domestiques, mais aussi d'ouvriers agricoles. Ils ne payent pas d'impôts, sont dénués de tout droit, propriété pure et simple du maître.

La grosse masse est formée des paysans des domaines privés de toutes catégories. Ceux-ci sont en somme des fermiers qui sont censés avoir reçu du seigneur la terre qu'ils travaillent ; en échange, ils lui cèdent une partie des fruits : le tiers, le quart ou le cinquième du blé, mais aussi viande, huile, laine, poisson, bois, tissus, etc..., et souvent une somme en argent ou obrok. En outre, ils versent à l'État l'impôt. Autrefois, au xvi<sup>e</sup> siècle, ils exploitaient à leur gré, à seule condition de verser ces diverses redevances. Maintenant, surtout sur les grands domaines, ils sont placés sous l'administration directe d'un ou de plusieurs intendants qui dirigent le travail, imposent une discipline, exercent les fonctions de police et de justice jadis exercées par les magistrats de la commune. D'autre part, le seigneur étend de plus en plus le faire-valoir direct, qui apparaît plus avantageux : il défriche pour produire du blé pour le marché, il élève les chevaux dont il aura besoin pour ses campagnes, il monte des exploitations lucratives (salines, mines de potasse, etc...) pour se procurer de l'argent ; quand ses esclaves n'y suffisent pas, il fait appel à la main-d'œuvre de ses fermiers. Alors, aux autres charges du fermier s'ajoutent les corvées, sous l'autorité de gens du seigneur. Les petits bénéficiaires imitent à cet égard les détenteurs de grands patrimoines. Et ainsi, partout, le paysan, que les dispositions légales ont seulement attaché à son travail, se trouve transformé par les conditions d'existence quotidienne en serf.

Dans la seconde moitié du xvii<sup>e</sup> siècle, la situation devient de plus en plus difficile pour tout le monde : nouvelle guerre contre la Pologne et la Suède, nouvelles levées, impôts extraordinaires, peste meurtrière, dépréciation de la monnaie. Si les pauvres gens de la capitale se soulèvent en 1662, sans succès, ceux des campagnes, eux aussi, manifestent leur mécontentement. En 1658, dans la région de Moscou, ils pillent et incendient les domaines, massacrent les seigneurs et leurs familles. D'autres fuient. Le gouvernement ordonne, pour la première fois, de bâtonner les déserteurs. Le Haut-Don est à ce moment le refuge de tous les révoltés : en 1666, Vaska Ous entraîne 500 d'entre eux vers Toula et Voronèj, soulève partout les paysans asservis et les



esclaves et massacre les propriétaires. Enfin, le cosaque Stenka Razine, parti lui aussi du Don, recueille sur son passage les paysans vagabonds.

Dès ses premiers succès, en 1670, il est accueilli ou espéré comme un libérateur. Entre la Volga, l'Oka et le Don, c'est partout une immense insurrection paysanne, pour la suppression des boiars, des propriétaires et des fonctionnaires, pour la liberté. Dans les manoirs conquis, on se hâte de brûler les actes d'asservissement et les titres de propriété, tout comme, dans les villes, on détruit le Code de 1649. Et les paysans n'attendent pas les cosaques : ils se soulèvent d'eux-mêmes, avant leur arrivée. Dans le groupe d'Osipov, opérant au sud de Nijni-Novgorod, on compte pour une centaine de cosaques 15.000 paysans. Sur l'Oka, opère un autre détachement de 5.000 paysans pour 20 cosaques. Le mouvement se propage même au nord de la Volga, jusque vers Souzdal, et dans la direction de Viatka. Parfois, des villages marchent tout entiers, avec leur pope ; parfois, ils délèguent un homme par feu. Ces manants avaient certaines notions d'art militaire : ils plaçaient des petits postes, envoyaient des reconnaissances, élevaient des barricades. Avec les paysans russes se soulevaient leurs adversaires de la veille, les paysans indigènes, mordvines, tchouvaches, tchérimisses, tatars. Le mouvement éveilla des échos d'un bout à l'autre de la Russie. Ce fut une sorte de révolution nationale des campagnes contre le servage qui venait de s'abattre sur elles. Le nombre des rebelles fut estimé à 200.000. Pour en venir à bout, il fallut une mobilisation de tous les « gens de service », il fallut faire appel aux mercenaires étrangers, aux officiers allemands. La répression fut sanglante ; elle dura plus de deux ans. A voir les faubourgs d'Arzamas, dit un témoin étranger, on aurait cru « que c'était une image de l'enfer. Tout autour étaient des potences, chacune desquelles était chargée de quarante ou cinquante hommes. En un autre endroit, on voyait des têtes fraîchement coupées, et encore toutes dépourvues de sang. Il y avait d'espace en espace des gens empalés, dont plusieurs vécurent jusques au troisième jour, et on les entendait même parler ». Enfin, « tous ces pays inquiets et rebelles furent remis sous leur première obéissance, en pendant, brûlant, massacrant, coupant des têtes, faisant des esclaves et tuant sur-le-champ cent mille hommes, outre onze mille qui ont été exécutés par les mains des bourreaux ». Dans le seul district de Nijni, le nombre des feux en fut réduit de 10.000.

Cette protestation contre le servage une fois écrasée, il apparut nécessaire de consolider le nouveau régime.

En 1677-1678, un recensement fut opéré : au nombre des feux tail-

lables, il comprit aussi ceux des « *zadvorný* », esclaves pourvus par leur maître d'un enclos et d'un lot de terre comme les paysans et astreints comme eux aux redevances et aux corvées. Dorénavant, ils payeront l'impôt comme les paysans. En 1679, les impôts directs furent simplifiés et leur taux à la fois abaissé et mis en rapport approximatif avec les capacités des régions : de 80 kopeks à 2 roubles par feu pour les paysans indépendants du Nord et du Nord-Est, 10 kop. pour les paysans de l'Église, 5 kop. pour ceux des propriétaires laïcs. Pour ces derniers, l'allègement était colossal : ils payeraient la seizième partie du taux précédent. Au fond, c'était une concession du fisc aux seigneurs, qui élèveraient d'autant leurs exigences ; les paysans, dans la sujétion où ils étaient déjà, n'y pouvaient rien gagner. En 1682, un oukaz permit de vendre les paysans sans la terre, et l'acte de vente devait être enregistré dans les mêmes formes que pour les esclaves. L'interdiction d'employer des paysans à un service personnel tomba aussi en désuétude et l'on voit, vers la fin du siècle, des individus se recommander à un seigneur pour être, à son gré, « paysan ou ouvrier agricole sans terre ou serf domestique ».

On voit déjà des propriétaires s'arroger sur leurs paysans une juridiction criminelle non prévue par le Code et leur infliger des sévices et des tortures témoignant d'un arbitraire illimité. Pour avoir volé deux seaux d'alcool, pour avoir demandé au nom de ses camarades le changement d'un intendant, pour avoir répondu au seigneur qu'il n'est pas attaché à sa personne, un paysan peut s'entendre condamner à « recevoir le fouet jusqu'au dernier souffle de vie ». Le servage sous sa forme moderne est déjà si bien établi que le ministre et favori de Sophie, V. Galitzyne, grand auteur de hardis projets, songeait déjà, selon le voyageur français Neuville, à affranchir les paysans en leur cédant des lots de terre.

\* \* \*

La grande idée politique de Pierre le Grand semble avoir été de faire de la Russie un État à l'européenne. Pour cela, il ne compte que sur une certaine élite, existante ou à former, qui fournira les cadres de l'armée et de l'administration. Le reste, c'est-à-dire avant tout la population rurale, n'a qu'une raison d'être : entretenir cette élite et servir de matériel humain à tous usages.

De là d'abord une division tranchée entre ces deux mondes. Dès le début, Pierre impose à son élite l'extérieur européen : costume, ma-

nières, langage, calendrier, sciences et littérature, etc... Les paysans sont laissés en dehors : ils continuent à porter la barbe et les cheveux longs, à fêter le nouvel an à la Saint-Siméon du 1<sup>er</sup> septembre, à compter les années depuis la création du monde, à copier en semi-onciale les manuscrits antiques, à chanter leurs vieilles chansons et à en composer de nouvelles d'après les anciens modèles. Ils restent fidèles pour la plupart à la foi d'avant Nicone, aujourd'hui persécutée, tandis que l'élite a adopté un christianisme souple et mondain, qui va bientôt s'éventer au contact des lumières d'Occident. La religion même s'est divisée. Les gens du peuple ont conscience qu'il n'y a plus rien de commun entre eux et les gens de la classe supérieure : ceux-ci, de leur côté, n'ont pour eux que mépris. Ce sont deux sentiments qui n'existaient pas lorsque les mœurs des moujiks et des boiars étaient à peu près identiques, lorsqu'il y avait une civilisation nationale. Maintenant, seule la haute société se juge cultivée ; la vie du « peuple » est absolument ignorée ; il se passera un siècle et demi avant qu'un voyageur étranger comme le baron Haxthausen et les ethnographes la redécouvrent peu à peu, trait par trait, avant que des œuvres remarquables lues et copiées par des générations de paysans lettrés obtiennent les honneurs de l'impression. De ce fait, la civilisation des civilisés restera très longtemps un vernis étranger, superficiel, et la civilisation des paysans, au lieu de progresser, demeurera figée, improductive.

Son élite, Pierre le Grand la cristallise. Il crée ce que la Russie n'avait jamais connu, une noblesse. S'il la recrute d'abord en tenant moins compte de la naissance que des services, s'il la laisse ouverte à tous les officiers ou fonctionnaires d'un certain grade, il ne l'en érige pas moins en classe privilégiée : en lui interdisant le partage de ses biens, sans distinction de patrimoines et de bénéfices, il lui reconnaît tacitement la propriété héréditaire de ces derniers ; il choisit parmi elle sa garde. D'ailleurs, comme il lui donne le jour, il lui impose aussi le devoir onéreux de servir l'État, surtout dans l'armée, et il la traite durement.

Au bas peuple, on demande de fournir des soldats pour les guerres continuelles : de 1700 à 1709, il a été ainsi levé 200.000 recrues, dont 100.000 seulement sont rentrées dans leurs foyers (en 1715 encore, les paysans seront invités à envoyer, dûment équipé et armé, un homme par soixante-quinze feux). On lui demande des ouvriers pour creuser des canaux, pour construire une capitale sur les marais de la Néva : des dizaines de milliers de paysans y périront. On lui demande de fournir la main-d'œuvre de l'industrie que Pierre veut créer : en 1703 et les

années suivantes, Demidov reçoit douze villages avec leur population, à charge de procurer du fer à l'État. On lui demande de garnir sans relâche le Trésor toujours vide. Les monopoles s'étendent à des produits de première nécessité : sel, goudron, graisse ; peu importe que la population meure du scorbut et que des stocks de poisson pourrissent faute de sel, si l'on peut ainsi alimenter le commerce extérieur d'État. Outre l'ancien impôt direct par feux, on en compte une trentaine d'autres qui frappent les objets les plus divers, y compris les barbes roturières à l'entrée et à la sortie des villes, y compris la foi des vieux croyants. Toutes ces mesures sont prises aussitôt que conçues, sans prévision des conséquences, au fur et à mesure des besoins. Mais, quand en 1710 le tsar, espérant découvrir dans l'augmentation de la population une nouvelle source de revenus, ordonne un recensement, il se trouve que, des 800.000 feux environ de 1678, il n'en reste que 637.000 ! Dans la région moscovite, le déchet est de 25 %. C'est la conséquence de dix ans de guerres et de drainage financier. Le plus souvent, les contribuables ont fui, ils sont morts ou bien ils sont partis comme soldats ou comme ouvriers. Le gouvernement, cependant, décida de calculer l'impôt sur 812.000 feux, comme si l'augmentation normale avait eu lieu : d'où nouvelle surcharge de la population subsistante. Puis, la paix rétablie, on imagina de faire vivre les régiments sur le pays, en les répartissant selon la population ; celle-ci devait d'abord construire les locaux nécessaires, puis verser chaque année les frais d'entretien. Les locaux furent construits d'urgence, en pleins travaux des champs. Mais, quand un recensement fait en 1716-1717 eut signalé une diminution encore plus accentuée du nombre des feux, on décida d'enregistrer et de prendre à l'avenir pour unité fiscale, au lieu des feux, les « âmes », c'est-à-dire tous les habitants mâles. Ce fut la capitation.

Cet impôt, remplaçant les autres impôts directs, fut fixé, en divisant les dépenses à couvrir par le nombre des contribuables, à 80, puis 75 kopeks par tête. Il fut extrêmement impopulaire pour sa criante injustice : le paysan devait payer pour des vieillards ou des enfants incapables de travailler ; ceux des domaines privés, depuis 1679 moins frappés, l'étaient de nouveau à l'égal des catégories plus fortunées. Pour comble de malheur, en 1728, la perception de la capitation fut confiée aux colonels des régiments : trois fois par an, durant deux mois chaque fois, la population vivait dans une véritable panique, sous la coupe des collecteurs militaires qu'il fallait entretenir et qui, pour faire apprécier leur zèle en haut lieu, se livraient à de véritables brigandages. Tous ceux qui le pouvaient cherchaient le salut, comme tou-

jours, dans la fuite, et dans la province de Kazan, peu après la mort de Pierre, un régiment constata la disparition de la moitié des contribuables affectés à son entretien !

Mais la capitation revêtit aussi une signification juridique et morale : Pierre l'étendit successivement à toutes les catégories, sans distinction de paysans privés et de serfs, en obligeant même toute la population flottante, enfants de clercs sans place, esclaves libérés par la mort de leur maître, etc..., à s'assujettir à quelque maître afin de payer l'impôt. Il ne resta plus que deux grandes divisions dans la masse rurale : paysans de l'État, les anciens paysans « noirs », et serfs de diverses dénominations. Les esclaves avaient disparu, mais l'esclavage, par rapport au seigneur, était la condition de près de la moitié des paysans, indiscutablement asservis maintenant non à la terre, mais à un seigneur. Ce n'était à vrai dire que l'aboutissement d'une évolution commencée depuis longtemps, depuis le Code de 1649. Pas plus que le tsar Alexis en 1649, Pierre n'a voulu formellement le servage avec toutes ses horreurs — il a même un jour invité le Sénat à « mettre fin à la vente au détail des individus, qui n'existe en aucun pays » : qu'on ne vende les serfs que par familles entières ! — mais il n'a voulu connaître que l'omnipotence de l'État et, comme son instrument, la noblesse : logiquement, tout le reste, le peuple, n'était que méprisable matière à exploitation pour l'État et la noblesse. Ce règne parut aux paysans un tel cauchemar, par sa rupture violente avec les traditions nationales et religieuses, par ses brutalités inutiles, ses inventions absurdes et son chaos, par le redoublement de souffrances qui leur était imposé, que beaucoup prirent sérieusement le Réformateur pour l'Antéchrist et, pour lui échapper, dans les forêts du Nord, se brûlèrent vifs par milliers.

\* \* \*

Au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>, le servage s'étend encore et s'aggrave, sans que le principe soit modifié. En 1730, sur plus de 5 millions de paysans mâles, 3.073.000 appartient aux nobles et près de 800.000 aux monastères, il n'en reste plus que 668.000 d'indépendants (y compris les indigènes de Sibérie), sous le nom de paysans d'État : ainsi les deux tiers sont des serfs. Dans les régions proches de la capitale, la propor-

1. Pour cette période, les excellents chapitres donnés par M. Kizevetter à l'*Histoire de Russie* fournissent tous les matériaux désirables.



tion est plus forte encore : 83 % par exemple, dans la province de Kalouga.

L'écrasante majorité des serfs appartiennent à des domaines moyens de 100 à 500 feux. Ces domaines sont souvent exploités par leur propriétaire : comme il ne cherche pas encore à produire pour le marché, il ne se réserve qu'une partie des terres et distribue le reste à ses serfs. Ceux-ci travaillent trois jours par semaine en corvée sur la partie du seigneur et trois jours sur leur propre lot. Parfois la corvée est remplacée par des redevances en nature ou même en argent : les paysans se procurent cet argent en allant exercer quelque métier hors du village.

Ce régime normal n'est pas toujours observé : Posochkov, ce paysan qui fut le conseiller de Pierre le Grand et le premier économiste russe, observe déjà que certains seigneurs occupent leurs serfs tout le long de la semaine et ne leur laissent que le dimanche. Même sans cela, l'impôt, les redevances et surtout l'arbitraire seigneurial pèsent lourdement sur les campagnes. Contre l'oppression et la misère, le paysan a recours à son arme de toujours, qui ruine l'État et les propriétaires : il fuit. De 1719 à 1727, on compte officiellement près de 200.000 fugitifs. Ils sont sur le Don, dans l'Oural, au fond de la Sibérie, chez les Bachkirs, dans les bois avec les raskolniks, en Pologne et en Moldavie. On les ramène de force, on leur donne le fouet, on diminue même la capitation, on passe l'éponge sur les arriérés, mais ils s'échappent encore, avec de nouveaux compagnons. On renonce à faire lever l'impôt par les militaires : en 1731, c'est le seigneur qui en est chargé sous sa responsabilité ; en 1734, après une terrible famine qui multiplie les désertions, on lui rappelle aussi son devoir de nourrir ses paysans en cas de disette et de leur avancer des semences pour que la terre ne reste pas inoccupée. En 1736, par contre, il est laissé libre de punir les fuyards à sa fantaisie. Le serf perd successivement les droits civils qui lui restaient : depuis 1726, il doit obtenir l'autorisation du seigneur pour aller travailler temporairement au dehors ; depuis 1731, il ne peut plus signer de contrats ; en 1741, il est exempté du serment de fidélité au souverain ; en 1747, il peut être cédé par son maître à un autre, comme recrue (ce qui donne lieu entre propriétaires à un commerce lucratif) ; en 1761, tout engagement financier lui est interdit.

Ainsi le serf est de plus en plus soumis au bon plaisir de son maître, mais alors il réagit par la révolte. Sous le règne d'Élisabeth, de véritables batailles s'engagent entre les paysans mutinés et la troupe : en 1752, dans le district de Kalouga, 3.000 serfs armés mettent en déroute un régiment de dragons. Les serfs apparaissent aux autorités comme

des animaux utiles, mais toujours prêts à faire un mauvais coup : les propriétaires sont leurs gardiens en même temps que leurs exploitants. En 1754, cette mission est réservée aux nobles, qui seuls désormais peuvent posséder des domaines peuplés. En 1758, ils sont chargés de veiller sur la conduite des serfs. En 1760, ils obtiennent le droit de faire déporter les délinquants en Sibérie, pourvu qu'ils aient moins de quarante-cinq ans et soient aptes au travail ; chaque déporté leur est compté pour une recrue. Le propriétaire est de plus en plus un représentant de l'État : en son nom, il perçoit la capitation, il exerce pratiquement sans contrôle les pouvoirs d'administration et de police. Ce pouvoir exorbitant tourne les têtes qui ne sont pas très bien équilibrées.

La propriétaire Saltykova, sur ses 600 serfs, en fait périr en sept ans 79 sous les coups et les supplices (tenailles, ébouillement, etc...). Avant d'être dénoncée en 1762 à l'impératrice, elle avait été l'objet de vingt et une plaintes, toutes étouffées par les autorités locales complices. C'est à cette époque surtout que se développent les pires horreurs du servage. Le paysan n'a aucun moyen de défense : il n'est connu de l'État que par l'intermédiaire de son maître.

Et son sort n'est plus conditionné par le service public de son maître : on le lui fait bien voir en 1762, quand Pierre III abolit le service obligatoire de la noblesse. Les serfs se figurent que, les propriétaires cessant d'être assujettis à l'État, ils doivent eux-mêmes cesser d'être assujettis aux propriétaires : si la suppression du servage n'est pas proclamée, c'est que les nobles ont caché le manifeste libérateur ! D'immenses soulèvements éclatent d'un bout à l'autre de la Russie. Ils sont réprimés par la troupe, et le tsar augmente encore le pouvoir seigneurial : un propriétaire peut interdire à son serf de s'inscrire dans le corps des marchands, il peut le transporter de sa seule autorité d'un district dans un autre.

Les paysans des églises et des couvents sont moins surchargés de corvées agricoles et de redevances que ceux des seigneurs laïcs, mais ils ont de nombreuses obligations accessoires : coupes de bois, pêche, fabrication de kvas, pâturage des troupeaux, et sont soumis à l'arbitraire des intendants. Sous Élisabeth, leur mécontentement se traduit par des émeutes sanglantes. Celle du monastère Saint-Dalmate, qui commence en 1762, dure deux ans et se répand dans tout le Moyen-Oural. En 1763, environ 60.000 paysans des domaines ecclésiastiques sont soulevés.

Des paysans de l'État avaient été affectés par Pierre et ses successeurs aux usines, privées ou d'État, pour y travailler temporairement,

tout en restant inscrits dans leur village ; d'autres sont cédés complètement à titre de « possession » permanente à un établissement industriel et ne peuvent pas être vendus seuls, mais à part cela sont traités en simples serfs. Le nombre des uns et des autres va croissant : en 1734, quiconque désire fonder une usine métallurgique reçoit pour chaque haut-fourneau 100 à 150 feux et, pour chaque marteau-pilon, 30 feux de paysans d'État ; chaque millier de pouds (16 tonnes) de cuivre obtenu donne droit à 50 feux. Les paysans « affectés » doivent gagner l'argent de leur capitation (1 r. 20) par leur travail, estimé 5 kop. la journée en été et 4 kop. en hiver ; ils doivent aussi payer pour les infirmes, les enfants et les fugitifs. Souvent l'usine est à 100-200 verstes et davantage de leur village : ils se trouvent dans l'impossibilité de cultiver convenablement leurs champs et sont fatalement acculés à la ruine. Le patron peut, en outre, exiger d'eux des journées supplémentaires ; il s'arroge le droit de les punir. A partir de 1756 et jusqu'à la fin du règne d'Élisabeth, la vente des usines d'État de l'Oural à des particuliers, puis le relèvement de la capitation à 1 r. 73 en 1761, susciterent de nombreuses révoltes de paysans « affectés » et en « possession ». En 1762, 50.000 d'entre eux étaient en pleine rébellion.

Les paysans du palais sont, comme les autres, soumis à des corvées sur les terres domaniales et à des redevances, mais moins lourdes.

Seuls les paysans d'État conservent leur liberté individuelle, disposent même de leurs terres (bien qu'Élisabeth leur ait interdit de les vendre à des personnes non soumises à la capitation). Outre cet impôt, ils doivent à l'État l'entretien des routes et des relais, charge considérable, vu le terrain et les distances. En Sibérie, ils doivent cultiver pour l'État une certaine étendue de terre (1 hectare sur 10 en principe) ; ailleurs, cette dime est remplacée par une nouvelle redevance, dont le taux est relevé sous Élisabeth, sous prétexte que les propriétaires ont augmenté les redevances de leurs serfs. Mais on ne se borne pas à assimiler ainsi les paysans libres aux serfs. Cette liberté est de plus en plus aléatoire : au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, chaque fois qu'un souverain donne à un favori une partie des terres d'État, ce sont des dizaines de milliers de paysans qui tombent du même coup dans l'état de servage. Le vainqueur de Poltava, Chérémétiev, laisse à son fils 60.000 paysans ; Menchikov, au moment de sa chute, en avait reçu 100.000 ; Pierre II en octroie 44.000 au père de sa fiancée ; Razoumovski s'en fait donner 50.000 par Élisabeth. Catherine II étendra encore cette pratique.

\* \* \*

Après 1762, les serfs ne s'aperçurent nullement que le trône était occupé par une admiratrice des philosophes occidentaux. Quelles qu'aient pu être les intentions et les paroles de Catherine II, un de ses premiers actes consiste à rappeler aux serfs leur devoir d'obéissance. A partir de 1765, ils peuvent être envoyés aux travaux forcés au gré du propriétaire. En 1767, défense leur est faite d'adresser aucune supplique contre leurs maîtres, sous peine du knout et des travaux forcés à perpétuité : ils n'ont même plus le droit de se plaindre.

Quant aux paysans des monastères, maintenant près d'un million, ils deviennent, par la sécularisation des biens ecclésiastiques, paysans du « Collège de l'Économie ». Ils gardent les terres qu'ils occupaient précédemment et payent, outre la capitation, une redevance de 1 r. 50 par tête, qui remplace leurs redevances et corvées. Mais cette amélioration de leur sort n'est généralement pas de longue durée, car les biens sécularisés sont aussitôt généreusement distribués à la noblesse.

Lorsque Catherine convoque une commission pour rédiger un projet de Code, les paysans de l'État, ceux du Collège de l'économie et des usines sont appelés à désigner des délégués. Mais, tandis que les députés des nobles et des citadins sont élus librement au suffrage direct, les leurs le sont à trois degrés et sous la surveillance des autorités, à raison d'un par province. Des désordres se produisent parmi les serfs, privés de représentation. Il y eut 79 députés et 1.066 cahiers paysans. Tous réclament la réduction des charges fiscales ; les paysans de l'État désirent la simplification de la procédure judiciaire, l'augmentation des parcelles, l'autorisation d'affermier à l'État les terrains vagues, le droit de faire le commerce dans les foires et marchés, contre quoi protestent les nobles et les marchands.

Cependant, la question des serfs est posée, à la fois par leur refus de se résigner à leur sort et par les idées du temps. Un député attribue les évasions à la cruauté et aux exigences excessives des seigneurs : il demande qu'on limite leurs pouvoirs. Par contre, la plupart des nobles accusent les vices des paysans : ivrognerie, paresse, vagabondage. Rares sont ceux qui reconnaissent les abus des propriétaires, et ceux-là même se refusent à envisager l'abolition du servage, fondement de la monarchie : le seul mot de liberté serait capable d'exciter une révolte générale !

En effet, l'attitude des serfs inspire de plus en plus d'inquiétudes : les

meurtres de nobles par leurs paysans sont monnaie courante. Pendant la guerre contre la Turquie, en 1770, les généraux russes ne peuvent exploiter leurs succès parce qu'on craint de laisser l'intérieur sans garnisons. En 1771, l'impératrice estime même nécessaire d'accorder une satisfaction aux mécontents : elle interdit d'aliéner les paysans sans la terre. Mais, faute de sanction, l'interdiction est destinée à demeurer lettre morte.

Enfin, en 1773, le cosaque Pougatchev allume le vaste incendie en préparation. Il se fait passer pour Pierre III sauvé de la mort, revenu libérer son peuple — comme il avait déjà libéré les vieux croyants —, entraîne avec lui les cosaques du Iaïk, ceux du Don déjà révoltés et durement matés l'année d'avant, les indigènes kirghiz et bachkirs et les paysans des usines de l'Oural, et se dirige vers la Volga. A peine a-t-il pris Kazan que les serfs des environs, jusqu'à Nijni-Novgorod, se révoltent. Les temps de Stenka Razine sont revenus, les haines se donnent libre cours. Les manifestes du nouveau tsar promettent la terre et la liberté. On incendie les manoirs, on égorge et on pend les propriétaires, on se partage les richesses : bétail, vêtements, provisions accumulées. Les popes souvent marchent avec les paysans. L'insurrection embrasse toute la région, Penza, Saratov, Simbirsk, ébranle tout l'Empire. A Moscou, le peuple attend Pougatchev. Mais il trompe les espérances et se retire précipitamment sur le Don. Le mouvement est brisé par les armées de Catherine. Mais longtemps encore serfs et seigneurs se souviendront de Pougatchev, les uns avec effroi, les autres avec espoir.

Naturellement, cette insurrection avortée n'apporta aucun soulagement aux serfs. Comme les travaux des champs avaient été délaissés toute une année et les provisions saccagées, il y eut une cherté extraordinaire dans les provinces de Kazan, d'Orenbourg, de Voronèj, de Nijni-Novgorod. La misère était telle qu'on ne put même pas lever l'impôt et que Catherine invita les seigneurs à « modérer leurs rigueurs ». Mais elle n'en confirma pas moins tous les privilèges de la noblesse, tandis que la Charte du paysan restait à l'état de projet. Elle-même continuait à distribuer des « âmes » à ses favoris. Sous son règne, 800.000 paysans sont ainsi tombés de la liberté dans le servage.

Dans ce dernier tiers du siècle, le sort des paysans empire encore, dans les régions du Centre, du fait de l'augmentation de la population : « Beaucoup de villages deviennent tellement peuplés », écrit le prince Chtcherbatov, « qu'ils manquent de champs pour subvenir à leur nourriture. » Il y a plus de laboureurs que de terres labourables. La question agraire, qui ne se posait pas, est en train de naître. D'autre part, les



seigneurs, libérés du service obligatoire, veulent tirer de leurs biens non seulement des denrées de consommation, mais aussi de l'argent. Beaucoup songent à produire pour le marché. Il en est qui pour cela améliorent leurs procédés de culture, vendent des plantes textiles, construisent des distilleries ; mais la plupart se bornent à pressurer davantage leurs serfs. Au lieu de trois jours par semaine, le paysan en passe quatre ou cinq sur les champs de son maître. Il ne lui en reste plus qu'un ou deux pour lui, et le dimanche. Parfois même, il est complètement enlevé à sa terre et reçoit en échange des rations mensuelles de blé, comme les serfs domestiques. Quant aux redevances, il faut les payer de plus en plus en numéraire, et non en nature : leur taux ne cesse d'augmenter, passant de 2 r. vers 1760 à 5 à la fin du siècle. Certains seigneurs en exigent de si lourdes que les paysans doivent vendre leur cheptel pour les acquitter. C'est dans les régions fertiles du Midi, où le seigneur a intérêt à récolter le plus de blé possible pour la vente, que le serf est surtout accablé de corvées et réduit à un lot infime. Là où le sol est plus ingrat, le seigneur envoie ses serfs louer leurs bras au dehors et prélève une part de leurs gains. Ils recouvrent ainsi une espèce de liberté passagère, à condition d'abandonner pour de longs mois leurs familles et leurs champs.

Le fait nouveau, dans cette période, est que le sort fait aux paysans commence à apparaître à beaucoup d'hommes qui pensent comme une monstruosité. Novikov, franc-maçon, éditeur, historien, satiriste, dénonce les abus de l'arbitraire seigneurial et, sans condamner franchement le servage, en trace un tel tableau qu'on est obligé d'y voir un fléau qui empoisonne toute la vie publique. Radichtchev, plus hardi, dans son pathétique *Voyage de Pétersbourg à Moscou* imprimé en 1790, fixe l'attention sur les monstruosités quotidiennes du servage. C'est lui qui dépeint ainsi une izba : « Quatre murs couverts jusqu'à mi-hauteur, ainsi que tout le plafond, de suie ; un plancher caché sous deux bons doigts de boue ; un four sans cheminée, seule défense ou à peu près contre le froid, et dont la fumée tous les matins emplit la pièce, été comme hiver ; des croisées dans lesquelles une vessie tendue ne laisse passer en plein midi qu'une lueur crépusculaire ; deux ou trois pots de terre (heureuse l'izba où chaque jour il en est un garni de soupe maigre !) ; une tasse de bois et des ronds de bois en guise d'assiettes ; une table taillée à la hache, qu'on gratte au raclor le dimanche ; une auge à nourrir les cochons ou les veaux, s'il y en a (on dort avec eux, en respirant un air où une chandelle allumée semble enveloppée de brouillard ou voilée d'un rideau) ; par bonheur, un tonneau de kvass sem-

blable à du vinaigre et, dans la cour, un bain de vapeur où couchent les bêtes si l'on ne s'y baigne pas ; une chemise de chanvre, les chaussures données par la nature et, pour sortir, des bandes de toile avec des pantoufles d'écorce de tilleul. Voilà où gît véritablement la source de la richesse et de la puissance de l'État. » Devant l'opinion, la question du servage est posée.

Les serfs accueillirent l'avènement de Paul I<sup>er</sup>, fils de Pierre III, mal vu de Catherine, avec de grands espoirs. En effet, le cinquième jour de son règne, il abolit une levée d'un homme par cent âmes ordonnée par sa mère. Un mois plus tard, il remplaça la redevance en nature des paysans de l'État, qu'aggravaient les frais de transport, par un impôt en argent. Il invita les serfs, comme les personnes libres, à prêter le serment de fidélité. Il interdit aux propriétaires d'exiger des corvées les dimanches et jours fériés et leur conseilla, dans leur propre intérêt, de laisser aux paysans trois jours par semaine pour cultiver leurs propres parcelles. C'est la première fois que le pouvoir central intervient pour régler les rapports de travail entre seigneurs et serfs. Et tous ceux qui soupirent après l'affranchissement le croient proche : ils en fixent la date, le 1<sup>er</sup> janvier 1797. Impatients, ils se soulèvent en quelques endroits. Dans l'Oural, on envoie contre eux l'artillerie : ils se défendent avec des arcs et des flèches. Un manifeste dément formellement les bruits d'émancipation. Comme sa mère, et à plus vive allure encore, Paul crée de nouveaux serfs en distribuant à ses amis les domaines de l'État : il est vrai que, d'après lui, les serfs sont plus heureux que les paysans libres.

\* \* \*

Alexandre I<sup>er</sup>, élève de La Harpe, ne pouvait pas faire largesse d'êtres humains : avec lui cessent les donations de terres peuplées. Les paysans de l'État ne risquent plus de perdre leur liberté. Le servage ne peut plus s'étendre. Il va bientôt reculer.

Le jeune tsar et ses conseillers libéraux se dépensent en projets : on parle beaucoup des serfs dans les hautes sphères. Si les grands projets avortent, quelques mesures réelles sont prises. Il est créé en 1803 une nouvelle classe d'« agriculteurs libres », formée des serfs que les propriétaires voudront bien affranchir et auxquels ils devront en même temps donner de la terre. Pendant ce règne, 40.000 paysans seulement profiteront de cette loi, mais le grand principe de l'affranchissement est posé : la terre avec la liberté. En 1807, les paysans de l'État affectés aux usines, et dont le nombre dépasse maintenant 217.000, sont libérés

de cette dure et ruineuse obligation : ils ne laissent à l'usine qu'un petit nombre d'« ouvriers perpétuels ». Les événements de 1812 font courir sur l'Empire une espèce de frisson : les serfs montrent des velléités révolutionnaires, les maîtres craignent un moment que Napoléon ne proclame leur libération. C'est seulement quand les envahisseurs s'attaquent aux biens et à la vie des populations et occupent Moscou que les paysans adhèrent à la guerre « patriotique », se souviennent des milices libératrices de 1612 et engagent eux-mêmes la guerre de partisans. Le danger passé, ils n'en sont nullement récompensés. Quand plus tard, en 1816-1819, des serfs sont affranchis, ce sont ceux des provinces baltiques, et sans la terre.

Les colonies militaires d'Arakchéiev sont présentées comme un bienfait pour les paysans : ils reçoivent de nouvelles terres, ils sont assimilés aux paysans de l'État, on répare leurs maisons, on dote leurs filles. Mais les charges dépassent de beaucoup les avantages : ils sont soumis à l'administration et à la juridiction militaire, poursuivis jusque dans leurs foyers par une surveillance pire que celle des seigneurs et de leurs intendants, et leurs enfants voués à la vie militaire. Cette nouvelle fantaisie de l'autocratie est une vraie calamité. Heureusement elle ne frappe, en Russie proprement dite, que la province de Novgorod. Les paysans adressent au tsar d'humbles suppliques : ils consentent à de nouveaux impôts pour être délivrés de ce bagne. Ensuite, ils se révoltent : Arakchéiev fait tirer sur ces manants ingrats et ignorants.

Lorsque, après l'échauffourée de décembre 1825, Nicolas I<sup>er</sup> réunit un Comité chargé de remédier au malaise général de l'Empire, il n'est toujours question que d'interdire la vente des serfs sans la terre, et cette réforme même paraît si dangereuse qu'elle n'est pas réalisée. La législation tend cependant à limiter les droits des maîtres : en 1827, une loi ordonne que les domaines qui, pour quelque raison, deviendront incapables de fournir à chacun de leurs serfs mâles un minimum de 4 hectares  $\frac{1}{2}$  seront placés sous la tutelle de l'État : c'est une façon indirecte de définir le lot dû au paysan, mais cette mesure n'est naturellement pas observée. La même année, il est défendu d'envoyer les paysans dans les mines ; en 1833, de les vendre isolément sans leur famille et de les vendre aux enchères sans la terre pour acquitter des dettes privées ; en 1841, les nobles ne peuvent plus acquérir de serfs sans la terre que s'ils ont déjà des propriétés peuplées ; en 1847, les paysans d'un domaine vendu pour dettes obtiennent le droit de racheter leur personne et leur parcelle : comme on ne leur offrait pour cela aucun crédit, il n'y eut que 964 « âmes » à en profiter. La grande réforme date de 1842 : les

seigneurs peuvent céder à leurs serfs, par libre contrat, des parcelles dont ceux-ci auront la jouissance à vie, moyennant certaines redevances. Mais ces « paysans obligés » de Nicolas ne furent pas plus nombreux que les « libres agriculteurs » d'Alexandre : moins de 25.000 « âmes ».

La grande masse des serfs ne bénéficia d'aucune amélioration réelle : pratiquement, malgré les quelques lois existantes, l'arbitraire seigneurial demeurait entier. Pratiquement, comme au XVIII<sup>e</sup> siècle, le paysan pouvait avoir toute sa semaine prise par les corvées du maître ; il pouvait même être privé de terre et obligé d'accepter une ration de vivres qui faisait de lui un véritable esclave ; il pouvait être changé en serf domestique ou bien recevoir la demi-liberté de l'« obrok » ; il pouvait être transporté de son village natal dans un autre domaine au bout de l'Empire, où tout était à construire, à défricher, sous un climat meurtrier ; il pouvait être vendu à un nouveau maître comme serf, ou comme recrue, ou engagé au Mont-de-Piété ; il pouvait être envoyé en Sibérie, ou fouetté ou même torturé sur place ; il n'avait pas le droit de se déplacer sans permission ; il n'avait pas le droit d'acquérir à son nom aucun bien meuble ou immeuble et, s'il en acquérait au nom du seigneur, celui-ci pouvait toujours l'en dépouiller ; il n'avait pas la possibilité de se plaindre de son maître.

Par contre, les serfs avaient leur sort si bien lié à celui du propriétaire que celui-ci était intéressé à leur procurer une vie supportable : si le serf était vigoureux et son bétail bien nourri, les champs du maître avaient chance d'être mieux labourés et mieux fumés ; les pâturages, les bois et les pêcheries du maître étaient à la disposition à peu près incontrôlée du village ; en cas d'incendie ou de disette, le maître devait son aide à ses paysans et était intéressé à la leur accorder ; les grands domaines avaient quelquefois des asiles de vieillards et des hôpitaux.

Malgré tout, les conditions d'exploitation, à mesure que l'économie monétaire s'étendait et que les propriétaires voulaient tirer de leurs biens de plus gros revenus, se faisaient plus dures : dans les grands domaines, les intendants étaient plus impitoyables que le maître ; dans les petits, le seigneur était rendu plus exigeant par sa propre misère ; les uns et les autres, pour obtenir du travail servile un rendement plus élevé, recouraient à une réglementation méticuleuse, en établissant des normes sévères, ou à une surveillance de tous les instants (avec des idées baroques : mettre la cangue au cou du laboureur, pour qu'il ne puisse pas se coucher), ou à des châtiments ou, plus rarement, à un système de primes. Les plus avisés cédaient toutes leurs terres aux paysans pour un certain nombre d'années contre une somme fixe : ils

devena  
économi  
D'au  
forte au  
(bien q  
soumis  
patron  
d'ouvr  
bien a  
voyage  
kilomè  
cendre  
pentie  
pain q  
ou dev  
de leu  
obrok  
ment  
Ain  
sentai  
en da  
à ren  
pitaux  
gouv  
serfs  
pable  
tiplie  
à 184  
lois  
raiso  
avai  
pom  
avai  
Don  
rait  
Min  
occu  
san  
tion  
He

devenaient ainsi des fermiers, moins la liberté. C'était avouer la faillite économique du servage.

D'autre part, l'obrok avait subi depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle une très forte augmentation : au lieu de 5 r. en moyenne, il atteignait 20-25 r. (bien que la dépréciation du rouble ne fût que de moitié). Les paysans soumis à l'obrok, serfs par rapport à leur maître, étaient, en face des patrons auxquels ils se louaient, des travailleurs libres. Ils servaient d'ouvriers agricoles dans les grands domaines, mal peuplés, du Midi, ou bien allaient exercer quelque métier à la ville. C'étaient de durs voyages : on faisait à pied, quelques roubles en poche, des centaines de kilomètres, ou bien on s'embarquait à 50-80 sur des radeaux pour descendre les fleuves, moissonneurs, haleurs, bûcherons, mineurs, charpentiers, peintres en bâtiment, toute la Russie errante, en quête du pain quotidien. Certains plus fortunés fondaient de petites fabriques ou devenaient de gros commerçants, sans cesser d'ailleurs de dépendre de leur seigneur, qui pouvait toujours les rappeler ou leur imposer un obrok ruineux, leur refuser ou leur vendre très cher un affranchissement définitif.

Ainsi le servage craquait de toutes parts. Tous les esprits réfléchis sentaient qu'il faisait obstacle au progrès économique et qu'il mettait en danger l'édifice politique. Mais chez les propriétaires on avait peine à renoncer à une main-d'œuvre gratuite, on manquait d'ailleurs de capitaux pour organiser l'exploitation sur d'autres bases ; du côté des gouvernants, on tremblait à l'idée de lâcher la bride à 25 millions de serfs en état de fermentation perpétuelle, avides de liberté et incapables, croyait-on, de se conduire eux-mêmes. Déjà les révoltes se multipliaient : 4 en 1831, 59 de 1835 à 1839, 101 de 1840 à 1844, 172 de 1845 à 1849 et 556 de 1826 à 1855, dans toutes les régions, embrassant parfois des provinces entières, 18 provinces en 1846, 27 en 1848, pour des raisons parfois inattendues : par exemple, en 1841, quand les autorités avaient prétendu obliger chaque canton à planter un champ de pommes de terre. Même les paysans de l'État s'étaient agités quand on avait confié en 1838 leur administration à un nouveau ministère des Domaines : ils craignaient d'être privés de leur liberté et le bruit courait parmi eux qu'ils avaient été vendus à un certain seigneur, nommé Ministérof. Tous les milieux intellectuels, malgré la censure, étaient occupés du sort des populations rurales. C'était sur la question paysanne que se séparaient slavophiles et occidentalistes ; c'était la question paysanne qui suggérait les premières idées révolutionnaires, chez Herzen par exemple. L'administration elle-même, tout en se refusant



à attenter aux droits de la noblesse et en se réclamant officiellement d'un Code à peine modifié depuis 1649, prescrivait confidentiellement à ses agents de donner des satisfactions aux paysans, de faire des représentations aux propriétaires. Elle achetait des serfs (55.000 âmes, de 1838 à 1855); elle se refusait à poursuivre les fugitifs établis dans le Sud, en Nouvelle-Russie, quitte à dédommager leurs maîtres; elle confisquait des domaines, comme par exemple dans les provinces de l'Ouest après l'insurrection polonaise de 1831. Tous les serfs ainsi libérés devenaient paysans de l'État, si bien que, malgré l'augmentation de la population, le nombre des serfs, au lieu de croître, diminuait légèrement d'une « révision » à l'autre. L'abolition du servage semblait au tsar tout à la fois une nécessité et une impossibilité.

L'échec de la guerre de Crimée, avec la soif de réformes qui en résulta dans toute la société, fut décisif. Le nouveau tsar Alexandre II imposa finalement sa volonté aux nobles et aux fonctionnaires récalcitrants, hésitants ou en désaccord les uns avec les autres; le Manifeste et le Statut du 19 février/3 mars 1861 furent solennellement promulgués.

Les serfs domestiques sont affranchis sans indemnité, deux ans après le Manifeste. Les autres recouvrent obligatoirement leur liberté personnelle et la propriété de leur enclos, cette dernière contre rachat. Ils peuvent recevoir en outre un lot de terre à condition de le racheter. L'étendue de ce lot et les conditions de son rachat sont fixées à l'amiable entre paysans et propriétaires ou, en cas de désaccord, sur la base de Règlements locaux. Les sommes nécessaires sont avancées par l'État, à charge de remboursement par les paysans en quarante-neuf annuités. Dans cette opération, les paysans, en dehors de l'Ukraine et des provinces de l'Ouest, agissent non pas en tant qu'individus, mais en tant que collectivité : la terre est attribuée et les paiements imputés à la « commune », formée des paysans ayant appartenu au même propriétaire et au même village. Cette commune répartit le tout entre ses membres d'après le nombre de bouches et de bras de chaque famille. La commune hérite des pouvoirs de police du seigneur; c'est elle aussi qui est solidairement redevable des impôts envers l'État. Elle a par suite le droit de refuser à ses membres l'autorisation de s'absenter. Elle est administrée par ses magistrats élus. Plusieurs communes forment un canton : l'assemblée cantonale élit chaque année un tribunal paysan, compétent au civil jusqu'à 100 r. et au criminel jusqu'à une semaine de prison, et qui juge selon le droit coutumier.

Ainsi la classe paysanne de Russie entrait dans une phase nouvelle de son histoire. Elle était libre. Elle avait en principe la disposition

de la terre qu'elle cultivait autrefois pour les propriétaires. Elle était unifiée et constituée en ordre de l'État. Elle recouvrait son autonomie communale.

\* \* \*

Cependant, les paysans sortaient des églises où l'on venait de lire le Manifeste la tête basse, sans un geste, sans une parole de joie. L'obligation de racheter une terre qu'ils avaient toujours considérée comme leur enlevait à leurs yeux beaucoup de sa valeur à la réforme. La volonté du tsar avait dû être faussée par les seigneurs, ou bien l'affranchissement véritable allait venir dans deux ans. Aussitôt les troubles recommencèrent ; on en enregistra 1.100 jusqu'en 1863. Ils furent réprimés avec une telle ardeur qu'on soupçonna partout l'existence d'un article secret ordonnant de donner le fouet aux paysans après promulgation du statut. Cette désillusion du début et celles qui suivirent dans l'application d'une réforme dont les bénéficiaires n'avaient pas été consultés faisaient prévoir que la question n'était pas encore entièrement résolue.

Les Règlements locaux fixaient pour chaque région le minimum et le maximum du lotissement paysan : 3 à 4 hectares  $\frac{1}{2}$  par « âme » dans la zone des terres noires, 3 à 8 dans la zone non agricole, 6  $\frac{1}{2}$  à 12 dans les steppes. Parfois, le maximum de la région se trouvait inférieur aux étendues dont jouissaient les paysans de tel ou tel propriétaire. D'autre part, il était stipulé que ceux qui se contenteraient du quart du lot normal ne seraient tenus à aucun rachat : beaucoup profitèrent de cette faculté, surtout dans le Sud, où la terre était estimée à plus haut prix. Il fallait aussi que le propriétaire conservât au moins un tiers de sa surface agricole.

Pour toutes ces raisons, les paysans se trouvèrent frustrés en moyenne de 14 % des terres jadis en leur jouissance. Les trois quarts des anciens serfs avaient moins de 10 hectares par feu. La disette de terre arable allait devenir de plus en plus sensible avec l'augmentation de la population. En outre, le paysan libéré n'avait plus la jouissance des bois et des pâturages. Il était obligé malgré lui ou bien de solliciter son ancien seigneur de lui louer les terrains manquants, ou bien d'aller demander à quelque labueur non agricole un complément de revenus. Souvent, les propriétaires tâchaient de se dédommager par des fermages excessifs des pertes causées par la réforme. Souvent, ce fermage, payable en journées de travail, rappelait de près la corvée d'autrefois. Souvent, l'enchevêtrement des parcelles paysannes et nobles engendrait

des servitudes onéreuses, des tiraillements, des procès continuels et irritants. Seuls les anciens paysans de l'État et ceux des apanages, qui avaient reçu la totalité des terres cultivées par eux, se trouvaient convenablement pourvus : environ 12 hectares par feu. En outre, les premiers avaient 1 à 6 hectares de bois par feu.

D'autre part, on avait fixé pour prix du rachat du lot l'« obrok » moyen de la région, capitalisé à 6 %. En fait, la somme à verser chaque année variait entre 8 et 12 r. Sur cette somme, le premier hectare, comprenant l'enclos, le potager, la chènevière, comptait pour la moitié : le paysan pauvre, qui n'avait pris qu'une partie du lot normal, payait ainsi l'hectare à un taux plus élevé. D'une façon générale, le prix fixé était supérieur au prix normal de la terre à l'époque. Même les ex-paysans de l'État, qui devaient lui verser une somme égale à leur ancienne redevance capitalisée, n'arrivaient pas à s'acquitter.

La pénurie de terre et les charges fiscales allaient être le nouveau fléau des campagnes et l'atout des ennemis du régime. Dès 1863, ils espéraient déjà soulever une vaste insurrection, en liaison avec l'insurrection polonaise, dans la région de la Volga, le pays des Razine et des Pougatchev. Plus tard, c'est aux paysans que Bakounine adresse ses jeunes et bouillants disciples. Ce sont les paysans que chante toute la littérature populiste, réaliste ou idéaliste, des Levitov et des Ouspenski, et le sombre poète Nekrassov. La première grande organisation révolutionnaire s'appelle « Terre et Liberté » et, quand elle se scinde sur la question du terrorisme, un des deux groupes nouveaux se trouve un nom toujours dans le vocabulaire paysan : « Tcherny Perediel », le partage égal et universel.

Cependant, la Russie rurale était en voie de transformation pacifique. En 1864, l'administration locale est confiée aux zemstvos : les communes paysannes, en la personne des chefs de familles, se réunissent en assemblées cantonales qui élisent un collège d'électeurs qui élisent à leur tour les députés paysans au zemstvo de district. C'est un suffrage à trois degrés, tandis que les grands propriétaires et les citadins nomment leurs délégués directement. Pour les trente-trois provinces dotées de zemstvos, sur 13.024 délégués, 5.170 sont envoyés par les paysans. Les serfs d'hier participent ainsi à la gestion des affaires aux côtés de leurs anciens maîtres. Les zemstvos créent des écoles primaires gratuites (22.770 en 1880, au lieu de 8.000 en 1856), envoient dans les villages des agronomes et des médecins. Les lycées et collèges reçoivent des élèves de toutes classes. Les juges de paix sont élus par les zemstvos. Le service militaire, au lieu de vingt-cinq ans, n'en dure plus que seize, puis six ; les peines corporelles les plus cruelles y sont

abolies ; surtout, il est imposé à toutes les classes également (des réductions de service sont accordées seulement aux divers degrés d'instruction). Il ne reste plus qu'une marque légale qui distingue les classes inférieures : c'est la capitation. Elle fut diminuée, puis supprimée en 1887, sous Alexandre III.

A la mort d'Alexandre III, vingt ans après l'affranchissement, il restait encore pas mal de paysans qui, épouvantés par les charges du rachat, avaient préféré ne rien demander à leurs anciens maîtres et continuaient à leur verser les redevances d'autrefois. Un oukaz décréta le rachat obligatoire dans toutes les provinces de l'intérieur. En même temps, les versements annuels étaient diminués de 1 r. par lot. Quelques mesures furent prises pour réduire les impôts, pour faciliter le paiement des arriérés. Contre l'autre mal, la pénurie de terre, fut fondée une Banque foncière paysanne : elle devait prêter aux paysans de quoi acheter les terres qui leur manquaient. Ce n'était là qu'un palliatif, car les conditions de crédit étaient trop dures pour la plupart des paysans. Néanmoins, jusqu'en 1889, on pouvait croire que la réforme continuait et que les difficultés qui se présentaient recevraient peu à peu leur solution.

En 1889, tout change : le paysan, autonome depuis 1861, retombe en tutelle. Le comte Tolstoï, nouveau ministre de l'Intérieur, a décidé de le conduire à la prospérité par des méthodes toutes différentes. Le moujik laissé à lui-même ne sera jamais bon à rien : il faut le placer sous une autorité forte. A la tête de chaque district, il y aura désormais un « chef rural », nommé par le ministère de l'Intérieur parmi les nobles de la région et sur leur recommandation, muni de pouvoirs larges et vagues. Il contrôle le tribunal paysan de canton, et peut lui-même infliger des peines disciplinaires ; il fait surtout sentir aux paysans la présence du pouvoir central. En 1890, la part des paysans dans les zemstvos est réduite : ils n'ont plus que 30 % des délégués au lieu de 39 %, et ces délégués ne sont plus élus, mais choisis par les gouverneurs entre des candidats pratiquement désignés par les « chefs ruraux ». La terrible famine de 1891, qui frappe 30 millions d'habitants dans les vingt provinces les plus agricoles, ne fait que confirmer Alexandre III dans son idée autoritaire : créer une population homogène de paysans aisés, par le renforcement de la famille et de la commune. Déjà en 1886 les partages de biens dans les familles avaient été soumis à autorisation. Le Statut de 1861 permettait aux communes, moyennant une majorité des deux tiers des voix, de distribuer leurs terres entre les familles à titre de propriété privée : beaucoup de ces nouveaux propriétaires avaient vendu leur lot, si bien que des villages entiers étaient déjà dénués de terre. La loi de 1893 interdit d'hypothéquer aucune terre paysanne ou

de la vendre en dehors de la commune ; elle supprime aussi le droit qu'avait tout paysan de devenir propriétaire de son lot en le rachetant entièrement. La même année, une autre loi, pour apporter un remède aux inconvénients agronomiques des trop fréquentes redistributions de terres opérées à l'intérieur des communes, ne les autorise que tous les douze ans.

C'était la consolidation artificielle du régime patriarcal : à la base, la grande famille indivise, obéissant à son chef ; au-dessus, la commune, retenant fermement ses membres afin de payer son dû à l'État ; au-dessus encore, le « chef rural », ambassadeur du tsar auprès de Leurs Majestés les paysans, comme disait Alexandre III.

Mais la population paysanne, retenue ainsi sur place, ressentait plus cruellement encore la disette de terre. On avait pu jusque-là remédier au mal par la mise en culture de terrains nouveaux : de 1860 à 1887, environ 30 millions d'hectares avaient été ainsi gagnés sur la steppe, sur les bois, sur les landes. Mais cette extensification avait atteint sa limite : dans le Centre et sur la Volga, il y avait déjà reculé. En rognant sur les pacages, dans le système de l'assolement triple, on diminuait le bétail et par suite le fumier. Aussi les rendements demeuraient-ils stationnaires. Aux propriétaires, on avait déjà loué dans les 25 millions d'hectares, en plus des 133 millions obtenus en 1861 contre rachat et, dans beaucoup de régions on ne trouvait plus de terres à affermer. En acheter, moyennant 100-150 r. l'hectare et 7 ½ à 8 ½ % d'intérêt, à la Banque, était à la portée d'une petite minorité seulement. Restait l'émigration en Sibérie, avec la permission des autorités. Quelques hommes sûrs partaient d'abord, à frais communs, reconnaître les lieux ; à leur retour, les colons se mettaient en route, à travers mille difficultés : des familles entières, les enfants surtout, périssaient avant d'arriver ; sur place, l'aide gouvernementale était mince ; c'était le dur labeur de défrichement et de conquête du sol, le labeur séculaire du paysan russe. Le grand courant de colonisation recommençait : de 1880 à 1890, chaque année 50.000 colons passèrent l'Oural ; de 1890 à 1900, 100.000 à 150.000. Dans les premières années du xx<sup>e</sup> siècle, ils seront 200.000 à 300.000. Beaucoup, déçus, revenaient, et c'était la ruine définitive.

Ainsi la misère allait croissant, paralysant l'amélioration des procédés de culture, qui s'annonçait déjà, décuplant la masse des impôts impayés. Les causes de cet appauvrissement sont d'ailleurs en grande partie extérieures à l'agriculture : le paysan est pressuré sans pitié par un gouvernement désireux d'encourager et d'accélérer le développe-



ment industriel. Jamais les constructions de chemins de fer n'ont été aussi rapides, jamais l'État n'a offert à la métallurgie autant de commandes, jamais les capitaux étrangers n'ont autant afflué en Russie que dans cette dernière décade du siècle. Mais tout le poids de cet « essor » est supporté par le moujik. Pour lui extorquer son argent sans douleur, Witte revient à un vieux procédé moscovite, le monopole de l'eau-de-vie : l'État bâtit son budget sur l'ivresse des campagnes. Entre 1893 et 1902, les impôts augmentent de près de moitié. Les arriérés sont tels qu'en 1896 il faut échelonner sur vingt-huit à cinquante-six ans de plus les versements de rachat.

La crise est, enfin, publiquement avouée. En 1899, il est constitué une commission d'enquête sur la cause de l'appauvrissement du centre de la Russie. La situation qu'elle découvre est la suivante. La population rurale, qui était de 50 millions en 1860, atteint en 1900 86 millions. L'étendue moyenne du lot, qui était de 4,6 hectares par paysan mâle, est tombée à 2,6. Elle est moindre encore dans les régions les plus agricoles. Le revenu par feu a baissé dans des proportions analogues. En 1902, ce sont encore d'autres commissions, centrale et locales, au total 12.000 personnes (dont 2 % de paysans !) penchées sur les besoins du paysan.

Mais juste à ce moment, après une mauvaise récolte, le moujik perd patience : dans les provinces de Poltava et Kharkov éclatent des troubles graves ; une cinquantaine de domaines sont saccagés, des cris sont poussés contre les autorités, même contre le tsar, fait nouveau. Le gouverneur Obolenski répond par de brutales exécutions, rase des villages, fouette et frappe de contributions innocents et coupables, indigné l'opinion, tombe lui-même victime d'un attentat et provoque indirectement le meurtre du ministre de l'Intérieur Plehve. Ainsi c'est encore la question paysanne qui nourrit l'agitation subversive, prépare et annonce l'explosion de 1905. Les paysans commencent à remarquer les « socialistes-révolutionnaires » qui prennent leur défense et font miroiter à leurs yeux le partage des domaines, sans rachat cette fois. En 1905, dès le mois de février, une vague d'émeutes paysannes, partie de Koursk, déferle sur tout l'Empire : on s'empare du blé et du bétail des grands propriétaires, on incendie les manoirs (environ 2,000), on s'approprie et on se partage les domaines, on refuse les impôts. Les répressions augmentent la colère et, quand se fonde une Union paysanne, elle réunit bientôt des délégués de vingt provinces. Les paysans n'ont qu'un désir : compléter la « liberté » de 1861 par l'occupation de toutes les terres, et sans rachat ; ils ne s'intéressent pas à la politique propre-

ment dite. Mais leur mouvement, accompagnant en octobre celui des villes, paraît un moment si redoutable que beaucoup de nobles perdent la tête et qu'un conservateur comme Trepov s'estimerait heureux de donner la moitié de ses biens pour conserver l'autre moitié. En fait, la grande crise passée, ils n'obtiennent, en tant qu'ordre, que cinquante-quatre députés à la première Douma, élus à trois degrés (bien que près de la moitié de tous les députés soient paysans par leur origine). C'est une allusion à l'« aliénation forcée » des domaines, dans l'Appel au peuple voté par la Douma, qui cause sa dissolution.

Le gouvernement de Stolypine, à ce moment, projette une autre solution de la crise agraire. D'abord, en août 1906, la Banque foncière reçoit plus de trois millions d'hectares de terres de la Couronne qui doivent être vendues aux paysans les plus mal lotis à des prix inférieurs de 20 % au taux normal. Le 6 octobre, les paysans se voient ouvrir l'accès des administrations et des écoles de toutes sortes dans les mêmes conditions que les autres catégories de la population ; ils sont libérés de la responsabilité collective pour le paiement de l'impôt ; ils ont le droit de s'établir où ils veulent. Le 9 novembre, un oukaz stipule que tout chef de famille peut en tout temps exiger que sa part des terres communales soit érigée en propriété privée ; tout groupe comptant un cinquième des membres de la commune peut exiger que ses parcelles soient regroupées en un seul tenant ; le droit de propriété est attribué non plus à la famille, mais à son chef, à titre personnel, et il peut disposer de son lot en toute liberté. Comme corollaire, un oukaz du 15 novembre permet d'hypothéquer la terre paysanne. C'était une nouvelle révolution : l'accès à la propriété privée, l'assimilation des paysans au reste de la population. On espérait arriver ainsi à l'amélioration des méthodes de culture et remédier à la disette ; le surplus de population quitterait librement les campagnes pour les villes ; les paysans restants deviendraient des petits propriétaires qui enrichiraient l'État en s'enrichissant eux-mêmes et seraient un sûr appui du régime. En 1907, le rachat fut considéré comme terminé et tous les versements arrêtés. La tendance de l'oukaz du 9 novembre fut encore accentuée quand la troisième Douma le transforma en loi, le 14 juin 1910 : dans les communes où il n'avait pas été fait de redistribution générale du sol depuis vingt-quatre ans, toute la terre devenait obligatoirement propriété privée des chefs de famille. Enfin, en 1911, une loi favorisa le remembrement de toutes les terres.

L'exécution de ces nouvelles mesures commence dès 1907. Les autorités, chef rural en tête, par tous les moyens, obligent les paysans à sor-

tir de la commune ; des arpenteurs inondent le pays pour délimiter les nouvelles fermes individuelles, les « khoutors » ; les récalcitrants sont exilés par voie administrative ; les plaintes sont ignorées. Le gouvernement a ses favoris : les paysans détachés de la commune, et ses deshérités, tous les autres. La Russie rurale est partagée en deux camps. Les membres des communes détestent les « khoutors », auxquels on a donné les meilleurs terrains et les plus rapprochés ; on met le feu à leurs constructions, on brise leurs clôtures, on mutile leur bétail. D'une façon générale, l'institution de la propriété privée divise rapidement les villages : d'un côté, ceux qui peuvent conserver leur lot et même l'arrondir par achat ou location ; de l'autre, ceux qui, une fois sortis de la commune, vendent ou hypothèquent leur lopin. Les premiers deviennent des « koulaks », petits propriétaires, entrepreneurs, capitalistes qui emploient des ouvriers, achètent des machines, alimentent le marché ; les seconds grossissent le prolétariat agricole ou industriel ; ce sont eux aussi qui fournissent le principal contingent des émigrants en Sibérie ou en Asie centrale : environ 750.000 en 1908 et presque autant en 1909, environ 300.000 les années suivantes. Entre les deux groupes reste le gros des paysans, qui garde sa terre, mais tombe plus ou moins dans la dépendance du premier.

Cependant, tout le monde profite de l'amélioration générale. La coopération agricole, qui fait de gigantesques progrès aux dépens des anciens usuriers (286 sociétés en 1900 — plus de 10.000 en 1915), le personnel agronomique multiplié (740 en 1906 — 4.630 en 1915), les crédits de bonification poussent à une culture plus intensive. L'usage du fumier, même des engrais artificiels, se répand ; la charrue et la herse de fer commencent à évincer les outils de bois ; les assolements multiples réduisent l'étendue des jachères. La surface ensemencée passe de 85 millions d'hectares en 1905 à 89 en 1910 et 93 en 1911-1915. Les rendements augmentent : l'hectare de seigle, qui en 1891-1905 ne donnait que 7 quintaux  $\frac{1}{2}$ , en donne 8  $\frac{1}{2}$  en 1911-1915, malgré la très mauvaise récolte de 1911. La valeur des récoltes est accrue par la hausse des prix de tous les produits agricoles : le revenu moyen d'un hectare s'élève de 25 r. en 1891-1900 à 52 r. en 1910-1915. Le salaire des journaliers passe de 65 kopeks en 1905 à 1 r. 12 en 1913. Le prix des fermages tombe en moyenne d'un tiers après 1906, par suite de la grande panique des propriétaires (7 à 19 r. selon les régions, pour les terres à blé). Si l'on songe que le paysan avait été déchargé en 1907 des versements de rachat et d'une partie des arriérés — environ 50 r. par lot —, on doit conclure que, dans l'essor général que connut l'Empire entre 1907 et 1914, sa condi-

tion allait s'améliorant d'année en année. La grande propriété noble était réduite à la moitié de ce qu'elle était encore en 1861 ; en sept ans, de 1906 à 1913, les paysans avaient acheté 6.737.000 hectares, seulement par l'intermédiaire de la Banque foncière. Ils disposaient, au début de 1913, de 139 millions d'hectares de terres proprement paysannes, plus 31 millions  $\frac{1}{2}$  d'hectares de terres achetées, soit 170 millions  $\frac{1}{2}$  d'hectares, contre 72 appartenant à toutes les autres catégories, nobles, marchands, bourgeois, etc..., les terres de la Couronne et des apanages, composées surtout de forêts, étant mises à part. Ils occupaient, en outre, à titre de locataires, environ 27 millions d'hectares. Au total, ils détenaient, selon la statistique de 1916, les neuf dixièmes des terres labourables et 95 % de tout le bétail.

Ainsi les campagnes semblaient enfin engagées dans la route du progrès et du bien-être : la statistique même des « mouvements agraires » en fait foi, puisque de 2.000 par an en 1907-1909, 6.000 en 1910 et 4.500 en 1911 (famine, délimitation des « khoutors »), ils tombent à 647 en 1913. La question agraire semblait devoir se résoudre, comme dans les autres pays, par l'augmentation des rendements.

\* \* \*

Alors arrive la guerre. Elle frappe les campagnes surtout par les mobilisations. Sur 27 millions de paysans en âge de travail dans la Russie d'Europe, au début de mai 1915, 5 millions  $\frac{1}{2}$  ont déjà été pris, et d'autres appels sont faits en 1916. Vu la proportion considérable de bras insuffisamment occupés en temps ordinaire, cette perte n'est pas très sensible. En deux ans, environ 6 % des chevaux (1.500.000) furent réquisitionnés, et une proportion plus forte du bétail à cornes. On ne trouva plus à acheter de machines ni d'engrais. Les surfaces ensemencées diminuèrent légèrement. Par contre, la fermeture des débits de vodka fut un immense bienfait : des paysans, que l'ivresse avait détournés de toute activité, se mirent à labourer en temps voulu et avec soin, à réparer leurs locaux, à remplacer le bétail autrefois vendu, à s'habiller convenablement. Jamais on n'avait vu dans les villages autant d'argent : 600 millions économisés chaque année sur la boisson, 450 millions payés pour les réquisitions, des milliards d'allocations de l'État, des villes, des zemstvos. Les paysans de la zone non agricole accrurent leur consommation et n'eurent plus besoin d'aller travailler au dehors ; ceux des provinces agricoles réduisirent leurs ventes et se nourrirent mieux, d'où une rapide hausse des prix et un nouvel afflux d'argent. Même les

paysans pauvres et ceux des provinces industrielles, obligés d'acheter du blé, n'éprouvèrent pas grande gêne, grâce à la hausse des salaires. Les campagnes achetèrent sans compter des denrées autrefois de luxe : sucre, thé, farine de froment, tissus manufacturés. On vit en pleine guerre augmenter les dépôts dans les caisses d'épargne.

Mais la situation économique n'est pas tout : les paysans mobilisés constataient chaque jour les vices d'un régime qui était incapable de mettre à profit leur dévouement : insuffisance des officiers, mauvaise organisation du service de santé, vols dans l'intendance et surtout défaut d'armement. Cette guerre qu'ils n'avaient jamais voulue, dont ils ne comprenaient pas l'utilité, on la leur faisait faire sans munitions, parfois sans fusils. Alors se réveillèrent chez eux le vieux sentiment chrétien : « Paix à tout l'univers ! » et aussi la vieille haine contre tous les dirigeants, tous les responsables, pas seulement le régime tsariste, pas seulement les nobles, mais tous les membres de cette société supérieure dont ils vivaient séparés, humiliés, surtout depuis deux siècles. Cette protestation commença par des redditions volontaires à l'ennemi, continua en 1916 par des refus d'attaquer et se termina par la fraternisation avec les manifestants de Pétrograd en février-mars 1917. Cette fraternisation seule changea en révolution un mouvement citadin médiocre à l'origine.

Dans les campagnes, où toutes les autorités avaient disparu, les paysans ne se hâtèrent pas. Ils se contentèrent d'abord d'imposer aux propriétaires de justes prix de location, de faucher les prés qu'ils estimaient leurs, de couper le bois dont ils avaient besoin. Quant aux gens des « khoutors », on les faisait rentrer dans les communes. Puis, les choses étant commencées, on se dit que le moment était bon pour mettre la main sur le reste des grands domaines : alors vinrent les saisies de biens, les démolitions de manoirs. En septembre-octobre 1917, le mouvement agraire prit une ampleur et une violence inouïes. Mais alors on vit intervenir en faveur des propriétaires les troupes du gouvernement provisoire, on entendit les ministres socialistes-révolutionnaires conseiller la patience : attendre l'Assemblée constituante ! Au même moment, les mobilisés, qui voulaient la paix, commençaient à trouver qu'on les bernait avec de belles paroles. Ils désertaient en masse, regagnaient leurs villages. Tous les paysans, vieux et jeunes, accueillirent avec confiance les bolcheviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche, qui enfin acceptaient sans réserve leurs revendications : terre et paix !

La terre, ils l'avaient déjà ; mais le décret de Lénine, premier acte du nouveau régime, leur en confirmait la possession. Ils crurent à ce



nouveau pouvoir, qui était le leur, constitué par le soviet de chaque commune, formé uniquement de paysans, à l'exclusion de tous les « messieurs », à ce pouvoir qui s'annonçait sans contrainte, sans classes supérieures, qui parlait de suppression de la propriété foncière sans rachat, de répartition égalitaire du sol conformément aux coutumes locales et de redistributions périodiques. En février 1918, ces mêmes principes furent confirmés. De la confiance des ruraux, les bolcheviks s'affermisssaient, évinçant, supprimant successivement toutes les forces divergentes, et très vite ils se sentirent les maîtres. Alors ils parlèrent un autre langage : les paysans furent considérés de nouveau, ainsi que tout le long de leur histoire, comme d'éternels mineurs. La Constitution soviétique ne leur accorda une représentation aux organes supérieurs qu'à travers quatre filtres, et dans des proportions réduites : un député au Congrès panrusse pour 125.000 ruraux, au lieu d'un pour 25.000 ouvriers. Comme la révolution avait mis à nu tous les ressorts sociaux, leur rôle leur fut signifié brutalement : fournir de la chair à canon pour l'armée rouge, fournir des vivres pour l'armée et les villes.

Les jeunes paysans, qui avaient vu dans le changement de régime la paix plus encore que la terre, se sauvèrent tant qu'ils purent dans les bois, derrière les marais ; le gouvernement fit la chasse aux déserteurs : fusillades, villages rasés, contributions... Mais la plupart se laissèrent enrôler, parce qu'il fallait obéir, et combattirent ensuite loyalement, parce que la chute des Soviets eût été le retour des seigneurs, avec représailles. Les pères de famille, à qui l'on offrait un papier-monnaie dont la valeur d'achat tendait chaque jour davantage vers zéro à mesure que l'industrie et les transports se paralysaient, refusèrent leur blé ; ils reçurent, au printemps de 1918, la visite de détachements armés d'ouvriers, flanqués d'agitateurs. Il y avait dans chaque village des familles plus pauvres, jeunes couples récemment établis, soldats revenus du front, malchanceux, ivrognes ou paresseux. Lénine imagina, en juin 1918, de les grouper en « comités de paysans pauvres » et de les charger de réquisitionner les provisions des autres familles : il y aurait une bonne part pour eux. Alors ce serait la guerre civile au village, sous ses formes les plus violentes et les plus basses. De vastes territoires, pour y échapper, se donnèrent aux forces contre-révolutionnaires. Ce n'était pas une solution : là aussi sévissaient les réquisitions, les saisies policières, les exécutions violentes. Les paysans insurgés, formés en détachements de partisans, firent presque autant pour la chute de Koltchak et de Denikine que les armées rouges. D'autre part, les comités de pauvres avaient rapidement accompli leur

œuvre de nivellement et de ruine, sans procurer à l'État autre chose que 800.000 tonnes de blé, quand il en eût fallu sept fois plus. Ils furent abolis, et Lénine proclama qu'il fallait rendre la vie possible aux « paysans moyens ».

En réalité, il n'avait rien à leur offrir en échange de leurs produits. Les campagnes, comme au XVII<sup>e</sup> siècle, devaient faire leurs tissus à la maison, bâtir sans clous, s'éclairer avec des bâtons de sapin. Les réquisitions continuèrent donc, s'étendirent des céréales aux pommes de terre, à la viande et à tous les autres produits. Chaque été recommandaient les mêmes scènes de violence, et chaque automne les surfaces ensemencées diminuaient. Cependant, l'État, plus puissant, remportait un butin plus considérable d'année en année : en 1920-1921, grâce à des mesures draconiennes, il put stocker 5.600.000 tonnes. Mais il avait confisqué jusqu'aux réserves les plus indispensables. Quand, au printemps de 1921, la sécheresse frappa les provinces de l'Est et de la Volga, les populations dépouillées se trouvèrent acculées à la famine : tandis que les capitales depuis 1917 n'avaient jamais été aussi bien approvisionnées, plus de 5 millions de laboureurs moururent de faim.

Une vague de révoltes signala la gravité de la situation : Lénine, brusquement, abolit les réquisitions illimitées, rendit aux paysans la liberté de vendre leurs excédents, sauf à verser à l'État un impôt, d'abord en nature, puis en argent. Ils purent légalement affermer des terres, employer des ouvriers, fonder des entreprises. Ce fut la « nouvelle politique économique », la N. E. P. Les campagnes respirèrent. D'année en année, les emblavements augmentèrent, le cheptel commença à se reconstituer, les petites industries rurales se ranimèrent, tandis que les villes, plus normalement approvisionnées, retrouvaient quelques articles manufacturés à offrir. Les échanges étaient seulement entravés par l'écart énorme maintenu entre les prix des produits industriels et ceux des produits agricoles : par ce biais, le paysan était encore volé. Le progrès des cultures était retardé par les modifications annuelles de l'impôt, toujours plus lourd. En 1927, la surface ensemencée demeurait de plus d'un dixième inférieure à celle de 1914, et la récolte en déficit de près d'un quart pour une population accrue de près d'un dixième. Malgré tout, les campagnes relevaient la tête et prenaient conscience de leur rôle primordial dans le pays. Le paysan demeurait la seule catégorie de la population indépendante de l'État, économiquement et moralement.

Cette situation ne pouvait pas durer. Dès 1925, à grand renfort de statistiques, les doctrinaires partisans d'un changement de politique

avaient prétendu que le « paysan moyen » était une fiction, qu'en réalité il y avait une majorité de paysans pauvres, mal fournis de terre, sans cheval, obligés d'acheter du blé, une minorité de « koulaks » et de paysans aisés détenant à eux seuls le tiers de la récolte. On déclara donc la guerre au « koulak » : c'était lui qui refusait de vendre son blé aux coopératives d'État, faisait tomber le *tchervonets* et réduisait les exportations ! Sous ce prétexte, le gouvernement invita les paysans à vendre d'avance leurs récoltes à l'État : à ceux qui acceptaient le contrat, on promettait machines, semences, tissus ; les autres seraient des « spéculateurs » et des ennemis du prolétariat. L'État ne tint naturellement pas ses engagements, et le paysan reçut de son blé un prix dérisoire, en comparaison des prix du marché libre, qui, sans être formellement interdit, devenait peu à peu illégal. Les transports de marchandises privées étaient pratiquement rendus impossibles, les marchés souvent fermés ; d'autre part, les coopératives de villages n'étaient guère approvisionnées que de vodka, car il s'agissait de retirer des campagnes le plus d'argent possible, pour maintenir les cours. Par ces artifices divers, on en revenait aux réquisitions, seul moyen, en effet, d'obtenir des denrées sans donner de contre-partie réelle.

Ces denrées étaient plus indispensables que jamais, depuis que l'adoption d'un plan d'industrialisation à outrance obligeait à activer les exportations pour pouvoir acheter des machines à l'étranger. Il fallait que l'État ne fût plus obligé de supplier ou de contraindre les producteurs ruraux, mais qu'il les tint constamment dans sa main, comme les ouvriers industriels. De là l'idée de « collectiviser » l'agriculture. Les « communes » traditionnelles étaient des associations autonomes : elles furent remplacées par des « kolkhoz ». Les « kolkhoz » détiennent tous les moyens de production de leurs membres : terre, bétail de labour, instruments, semences, force de travail. Ils sont placés sous la direction d'hommes sûrs et le contrôle de tout un appareil bureaucratique. Ils sont obligés de livrer à l'État la majeure partie de leur production : le reste est distribué à leurs membres, non pas également, mais au prorata des journées de travail totalisées par eux, estimées à des taux différents selon les fonctions exercées. Les paysans furent amenés, par tous les moyens, à se former ainsi en « kolkhoz ». Aux récalcitrants, qualifiés « koulaks » ou « sous-koulaks », on appliqua les mesures qu'énumère M. Milioukov dans le dernier chapitre de l'*Histoire de Russie* : « Des détachements spéciaux, comprenant au total 25.000 communistes éprouvés », en armes, la nuit, « par un froid glacial, chassent hommes, femmes et enfants de leurs maisons, confisquent tous leurs biens et in-

terdisent aux autres paysans de leur prêter assistance. Beaucoup de koulaks meurent de froid et de faim ; d'autres... [exilés] succombent en cours de route ; d'autres meurent épuisés par de durs travaux... dans les exploitations forestières du Nord. C'est par centaines de mille et par millions qu'il faut compter les koulaks expropriés ». La minorité passive demeurée en dehors des « kolkhoz » fut placée pratiquement hors la loi : terres les plus ingrates, impôts aggravés, réquisitions multipliées, insécurité permanente.

Depuis l'hiver, mémorable pour les paysans, de 1929-1930, les campagnes russes sont soumises à ce régime de la « collectivisation ». Aux atténuations passagères, imposées au début par les révoltes, et depuis par les déboires économiques, succèdent des redoublements de rigueur. D'année en année, les récoltes baissent, le troupeau diminue. Le gouvernement a dû renoncer aux réquisitions arbitraires : il se contente de prélever à divers titres, impôt, restitution de semences, paiement des services des « stations de tracteurs », droit de mouture, 40 à 50 % des céréales produites. Des prélèvements à peine moins élevés sont opérés sur les pommes de terre, le tournesol (principale plante oléagineuse du pays), la viande et le lait. Pour que rien n'échappe à l'État, une loi a été promulguée qui punit de mort la moindre atteinte à la « propriété collective », y compris le simple glanage. Pour que les paysans, ainsi privés de stimulant au travail, travaillent quand même, les « kolkhoz » ont été placés sous le contrôle de « sections politiques », c'est-à-dire de communistes sûrs envoyés de Moscou et munis de larges pouvoirs.

Les résultats de ce système sont également constatés par M. Milioukov : « Les paysans des régions du Sud et de la Volga... réduits à la famine » ; le gouvernement se demandant « s'il y a assez de blé pour les ensemencements eux-mêmes », et obligé de rétablir « le système du passeport intérieur, dont avait tant abusé la police de l'ancien régime », « pour désencombrer les villes, si difficiles à approvisionner » ; l'industrialisation compromise ; le pays « retombé dans une situation qui rappelle l'année 1921 ».

Le paysan russe, qui avait vu dans la révolution de 1917 le moyen de se libérer du joug de l'État, dont il supportait le poids depuis des siècles, fait aujourd'hui les frais d'un système totalitaire sans exemple dans l'histoire.

Pierre PASCAL.

---

## MÉLANGES

### ALEXANDRE LE GRAND

D'APRÈS ULRICH WILCKEN<sup>1</sup>

L'original allemand de ce livre, aux mérites duquel je me suis plu à rendre hommage<sup>2</sup>, s'ouvre par un avant-propos daté de janvier 1931. La traduction française a été distribuée, comme service de presse, en juin 1933. Dans cet intervalle, l'histoire du héros macédonien, mine inépuisable où chaque année la critique dégage de nouveaux filons, s'est enrichie de travaux dont on pouvait espérer trouver quelque trace dans le volume de la collection Payot. Mais il n'en va pas de la sorte : l'édition de Paris ne nous procure aucun gain sur celle de Leipzig. Appuyé au solide rempart de ses recherches propres, dont il dresse la liste (p. 13) — sans mentionner avec le même soin celles de ses confrères — l'auteur s'est délibérément enclos dans son exposé primitif. Il a dédaigné les remaniements et les simples retouches.

Par exemple, sur la nature des rapports entre Philippe et les Athéniens, il prétendait que le roi de Macédoine, « avec une infatigable patience, en dépit de toutes les provocations », s'était efforcé d'éviter le conflit. Aussi Pierre Roussel, en connaisseur averti, observait-il : « La patience de Philippe et les provocations d'Athènes prêtent à sourire<sup>3</sup>. » Malgré cette juste ironie, « la période balancée » qui la motive n'a subi aucun changement dans la version française (p. 50). Ne laissons pas néanmoins de nous remémorer la façon dont Montesquieu, il y aura bientôt deux siècles, appréciait l'attitude d'Athènes : « On peut voir dans Démosthène quelle peine il fallut pour la réveiller ; on y craignait Philippe, non pas comme l'ennemi de la liberté, mais des plaisirs<sup>4</sup>. »

Il ne s'agit là que d'un point de détail. Plus grave est cette abstention voulue quand elle se rapporte à des problèmes difficiles dont l'éclaircisse-

1. U. Wilcken, *Alexandre le Grand*, préface de Victor Martin, traduction de Robert Bouvier. Paris, Payot, 1933, 1 vol. in-8°, 335 p., avec huit gravures hors texte et une carte.

2. *Revue des Études anciennes*, t. XXXIII, 1931, p. 141-145.

3. *Journal des Savants*, février 1932, p. 50, n. 1.

4. *Esprit des lois*, livre III, chap. III.



ment dépend d'un examen comparé des solutions contraires. Je choisis pour type le pèlerinage au sanctuaire d'Ammon. C'est une des questions que le savant professeur de Berlin a personnellement étudiées de plus près, mais où ses opinions sont loin d'avoir rallié la majorité des suffrages. Les articles de Lamer et de Lehmann-Haupt, déclare-t-il (p. 119, n. 1), « ne me donnent pas lieu de modifier le présent texte ». Ceux de Pasquali non plus ne l'ont pas fait dévier de sa ligne. Un mémoire de René Vallois<sup>1</sup>, où le champ du débat est retourné glèbe à glèbe et fouillé jusqu'au tréfonds, ne lui a rien fourni. L'interprétation, donnée par Laqueur<sup>2</sup>, d'un mot capital dans la relation de Callisthène, n'est pas utilisée davantage.

Voyons pourtant s'il n'eût pas convenu de laisser filtrer dans ces oubliettes quelque lumière du dehors<sup>3</sup>. Alexandre, après l'émouvante traversée du désert, atteint l'oasis de Siouah : « On peut se représenter l'agitation qui se produisit parmi les prêtres, comme dans une fourmilière qu'on bouleverse, lorsque du haut de la colline Aghourmi ils virent de loin approcher la grande caravane aux armes étincelantes, et quand se répandit la nouvelle que le nouveau roi d'Égypte arrivait en personne... En toute hâte, on dut faire les préparatifs pour la réception solennelle » (p. 131). Un si joli tableau prouve le talent du peintre ; mais ce coin reculé de Libye n'était nullement un de ces postes stratégiques où les règles de l'art militaire conseillent de se précipiter à l'improviste. Aucune de nos sources n'allègue qu'Alexandre chercha un tel effet de surprise. Tout au contraire, d'après l'abréviateur de Trogue-Pompée<sup>4</sup>, il aurait fait partir à l'avance des émissaires chargés de préparer sa visite. Bien que Wilcken regarde cette démarche préliminaire comme une invention postérieure (p. 136), les rapports traditionnels que le clergé de l'Oasis entretenait avec le monde grec la rendent au plus haut point naturelle et nécessaire<sup>5</sup>.

Passons à la consultation de l'oracle. Celui-ci n'usait pas, comme à Delphes, du langage humain. L'idole du dieu, portée en procession dans une barque sacrée, s'exprimait par des inclinaisons et des signes, que le prophète, assumant le rôle de Zeus, interprétait. Jadis, dans *Ein Epilog*<sup>6</sup>, réplique aux objections de Berve et de Pasquali, la marche de la scène était retracée d'une manière bizarre, que Vallois a résumée et critiquée en ces termes : « Le prophète salue Alexandre dans la cour du temple, où la barque se trouve déjà ; ensuite, il le conduit dans le saint des saints, pour y recevoir

1. *L'oracle libyen et Alexandre*, dans la *Revue des Études grecques*, t. XLIV, 1931, p. 121-152.

2. *Hermes*, t. LXVI, 1931, p. 467-469.

3. L'argumentation qui suit est réduite à l'indispensable. Pour une démonstration plus complète, qu'on veuille bien se reporter à mon article sur la consultation de l'oracle d'Ammon dans les *Mélanges Bidez*, p. 769-782.

4. Justin, XI, 11, 6.

5. Cf. mes *Notes critiques sur l'histoire d'Alexandre*, p. 72.

6. *Sitzungsber. der preuss. Akad. Wissensch., philos.-histor. Kl.*, 1930, p. 163-166.

les questions posées par le roi ; puis, il revient dans la cour, où il observe les évolutions de la barque et, finalement, il retourne au saint des saints où il délivre la réponse. Pourquoi se livre-t-il à cet invraisemblable manège ? On ne sait<sup>1</sup>. » Le manège incohérent reparait dans le livre ; mais, plus sommairement décrit, il s'enveloppe d'une obscurité flottante<sup>2</sup>.

Autre embrouillement. Selon Callisthène, la déclaration du prophète, après que l'idole, par le moyen des inclinaisons et des signes, eut indiqué la volonté du dieu, fut qu'Alexandre était fils de Zeus. Il ne faut pas confondre cet oracle, χρησμός, par quoi se clôt le cérémonial, avec la salutation, πρόσφρσις, qui en marque le début.

Du jour où il est reconnu roi d'Égypte, à Memphis, par les prêtres (p. 120), Alexandre jouit de toutes les prérogatives d'un pharaon légitime. En conséquence, le rituel veut qu'au seuil du sanctuaire libyen le chef du sacerdoce lui décerne le titre divin protocolaire « fils de Râ », qualification banale, usuelle, obligatoire, qui, suivant la coutume, dut être énoncée, non en grec, mais dans l'idiome du pays. Ce ne fut certes pas pour entendre une pareille antienne, avec laquelle il était déjà familiarisé<sup>3</sup>, que le royal pèlerin entreprit son long et pénible voyage. Il poursuivait un autre but.

Ammon, comme le Janus bifrons, était un dieu à physionomie double. Africain de provenance et d'essence, il rayonnait, depuis des siècles, sur le monde grec, qui l'assimilait à Zeus. C'est Zeus, et non Râ, qui attirait Alexandre. Mais sur quoi Alexandre pouvait-il aller interroger l'oracle, sinon sur le mystère qui faisait du fils humain de Philippe le fils divin d'Ammon ? Ce besoin d'élucider le secret de sa naissance est un sentiment que les sources tenues pour suspectes ne sont pas seules à lui attribuer : Arrien, dont les informations remontent à des garants sûrs, à des témoins oculaires, se montre tout aussi affirmatif, ce qui nous autorise à penser que le mobile essentiel du roi, en se rendant à l'Oasis, était d'obtenir la confirmation de son origine divine.

Plus je relis textes et commentaires, plus je vois nettement ceci : un épi-

1. *Op. cit.*, p. 139, n. 2.

2. La traduction française n'est pas, d'ailleurs, sans trahir un peu le modèle. A quatre reprises (p. 132), nous voyons « das Allerheiligste » rendu par « sanctuaire », mot beaucoup trop vague : « saint des saints », littéralement plus exact, s'impose au point de vue historique, comme répondant au grec « sécos ». Pour le substantif Nicken, « inclinaison », il faut garder le sens général et ne pas préciser « signe de tête » (p. 131), parce que, autrement, on tranche la question de savoir si l'idole était anthropomorphique (opinion contestable de Maspero), ou aniconique (thèse mieux fondée de Vallois et d'autres). Enfin, p. 132, « sur son arche » est moins net que « in seiner Barke » ; certes, dans la *Bible*, l'arche, celle de Noé, était un bateau ; mais le terme, au cours des âges, a revêtu des significations si diverses que son emploi ici prête à la confusion. On ne saurait s'étonner qu'un docteur en philosophie, soucieux de bonne tenue littéraire, n'aboutisse pas toujours à la précision d'un historien de métier. Mais l'historien qu'il traduit, homme de science s'il en fut, n'aurait-il pas dû procéder au contrôle des passages délicats ?

3. Voir, sur ce point, Wilcken lui-même, p. 121, 122, 133.

sode initial, d'une piètre importance, la salutation, formule conventionnelle, débitée en égyptien ; un épisode final, d'un intérêt majeur, la réponse de l'oracle, traduite non par signes, comme d'ordinaire, mais exceptionnellement, ainsi que le relate Callisthène, de vive voix et, selon toute apparence, en grec<sup>1</sup>. Chez Wilcken, les valeurs sont inversées ; avec lui, la *πρόσφησις* passe au premier plan ; c'est d'elle que s'enfièvre Alexandre :

« L'appellation de fils du dieu, qui le prit par surprise, lui causa une émotion profonde. Pour lui c'était Zeus, le dieu grec, le grand dispensateur d'oracles, dont le prophète, dans sa bienvenue, l'avait appelé fils, en langue grecque, d'une façon clairement compréhensible pour lui et son escorte. *Il avait été salué fils de Zeus!* Comme un éclair, ce mot dut traverser son âme et l'ébranler dans ses profondeurs. Sans doute, d'un point de vue formel, ce n'était pas là l'oracle demandé, puisqu'il ne posa la question elle-même qu'après ; mais le prophète l'avait salué ainsi dans un lieu consacré et *au nom du dieu*. Alexandre y vit une *révélation* de ce dieu ; il la reçut avec foi, comme une confirmation de la protection particulière sous laquelle il se sentait placé depuis longtemps et comme une reconnaissance solennelle de la force divine, agissante en lui, qui l'avait conduit à ses succès sans exemple » (p. 133-134).

Surprise, émotion, ébranlement sont, je le crains, purement imaginaires. Il n'y eut pas plus de révélation, à cette minute de la solennité, que n'en amène, dans une messe catholique, le « Dominus vobiscum » adressé par l'officiant aux fidèles. La révélation se loge ailleurs, dans le saint des saints, quand le prophète annonce au roi, venu pour s'éclairer sur ce dogme, qu'Ammon le reconnaît pour son fils. Mais, dit Wilcken, « c'est Clitarque qui a introduit dans la littérature historique cette falsification et qui a fait d'un *événement accidentel et imprévu* le but principal de l'expédition au désert » (p. 135-136).

Les falsifications de Clitarque sont, comme on sait, le « tarte à la crème » de la critique allemande. Pourtant, qu'offre d'incompatible avec les idées régnantes ce dessein attribué au roi d'être venu dans l'Oasis, afin d'y vérifier sa filiation divine ? Un fait contemporain empêche de le tenir pour une « effronterie » d'âge postérieur, décelant « toute une arborescence de légendes, de mythes et d'inventions fantastiques » (p. 136) : lors de la grossesse d'Olympias, Philippe, à la suite d'un songe, avait envoyé consulter l'oracle de Delphes, et la Pythie lui avait recommandé d'honorer particulièrement Ammon. Plutarque, en relatant cette démarche<sup>2</sup>, cite le nom du mandataire, ce qui est une présomption d'authenticité.

Je n'arrive donc pas à me convaincre que la « mystérieuse randonnée » entreprise par Alexandre lui ait été dictée surtout par le désir d'entendre

1. Cf. Plutarque, *Alex.*, XXVII, 4.

2. *Alex.*, III, 1.

le Zeus libyen « se prononcer sur son avenir » (p. 127-128). Les calculs politiques, les rêves de conquête, les ambitions mondiales ont joué alors, sans aucun doute, un rôle considérable, mais en liaison étroite avec le problème religieux. S'il est permis d'illustrer cette très vieille histoire par un exemple analogue emprunté aux annales des temps modernes, évoquons le sacre de Charles VII à Reims. Pour le fils d'Isabeau de Bavière, comme pour le fils d'Olympias, il y avait un secret de la naissance au sujet duquel Jeanne d'Arc fournit un signe convaincant<sup>1</sup>, ainsi que l'avait fait le prophète d'Ammon à l'égard du héros macédonien. Dans la cité rémoise, c'était la sainte ampoule qu'amenaient en procession les chanoines de Saint-Remi — comme l'omphalos du Zeus libyen circulait en procession sous la garde des prêtres de l'Oasis — après quoi le roi de France recevait l'onction divine. Ce fut bien aussi l'onction divine que reçut le roi de Macédoine. Dans son cas, comme dans l'autre, il s'agissait d'une investiture religieuse, d'une manière de sacre.

Comprenons bien d'ailleurs le caractère exclusivement théologique d'une pareille consécration. Cette fois, Wilcken écrit, avec une entière justesse :

« Toute sa vie, Alexandre a gardé cette conviction mystique d'être le fils d'Ammon-Zeus. Quant à son père selon la nature, Philippe, il ne l'a nullement renié, pas plus qu'un pharaon ne reniait son père parce qu'il était en même temps fils de Râ et d'autres dieux. La mystique et la réalité marchent ici de compagnie » (p. 134).

Je ne puis songer à reprendre en détail, comme je viens de le faire pour le pèlerinage à Siouah, les autres problèmes controversés de l'histoire d'Alexandre, tels que le procès de Philotas, l'affaire de Callisthène, la question des honneurs divins. M'étant déjà expliqué sur ces différents points<sup>2</sup>, je préfère examiner la conception générale du livre et voir comment y sont appréciées la personne et l'œuvre du conquérant.

Première assise fondamentale à noter chez cet homme de guerre, admirateur passionné de l'*Iliade* : « la complexité de sa nature, qui enveloppait en elle des éléments contraires, d'apparence incompatibles. On ne saurait résoudre, par le seul raisonnement, l'énigme de sa vie ; car, à côté de son intelligence froide et claire, il y avait en lui beaucoup d'irrationnel ». Donc, « ne voir en Alexandre que le politique, l'habile calculateur », c'est méconnaître ses aspirations « romantiques et mystiques » (p. 12).

Le « pothos », cette « envie irrésistible » qui déterminera tant de ses actes, depuis le passage du Danube jusqu'au passage de l'Indus, « ce désir instinctif de l'inconnu, de l'inexploré, du mystérieux », cette « attraction nostalgique », qui, malgré la fatigue et la résistance de ses troupes, l'entraînera sans trêve à vouloir atteindre les confins du monde, voilà un second trait qui, dès la

1. Cf. Petit-Dutaillis, dans l'*Histoire de France* d'Ernest Lavisse, t. IV, 2, p. 51-52, n. 3.

2. *Revue des Études anciennes*, t. XXXIII, 1931, p. 142-145.

campagne contre les Gètes, caractérise sa « jeune âme » (p. 76 ; cf. p. 128 et 242). Rien de plus juste ; mais doit-on croire que celle-ci, à cette date, est « encore étrangère à toute idée de domination universelle » ?

Avec un prodige de sensibilité ardente, comme était le fils d'Olympias, les imaginations fabuleuses et les ambitions démesurées n'ont point une éclosion tardive. Elles naissent avant que l'expérience des années s'en vienne amortir la flamme du rêve. C'est dans le bouillonnement des sèves de l'adolescence qu'elles s'abandonnent, avec le plus de transport « irrationnel », aux illusions sans limites. Quand Alexandre, à la cour de son père, interrogeait les ambassadeurs du Grand-Roi et s'informait des routes menant dans la Haute-Asie<sup>1</sup>, il n'ignorait certes pas que l'idéal politique des Achéménides tendait à la possession de la terre entière<sup>2</sup>. On ne peut, sans démentir la force du « pothos » chez ce descendant d'Hercule et d'Achille, se figurer que de telles conceptions, si ce n'est l'une après l'autre, étape par étape, « ont surgi en lui, ont germé et mûri » (p. 13).

Quand il tranche le nœud gordien, quand il consulte l'oracle d'Ammon, tout, dans sa conduite, nous le montre aux antipodes de l'horizon circonscrit, glacé d'ironie sèche, où s'enfermait l'empirisme utilitaire d'Agésilas. C'est avec la ferveur d'un croyant qu'Alexandre s'assimile les prophéties divines. Celles-ci ne déterminent pas une orientation nouvelle : elles s'harmonisent avec une foi qui préexiste ; elles la consacrent, mais ne la créent pas.

Si le propre d'Alexandre fut d'être une nature essentiellement religieuse, où l'exaltation dionysiaque, héritée de sa mère, enflammait, en l'égarant parfois, ce génie de raison apollinienne qu'il tenait de Philippe<sup>3</sup>, je me demande dans quelle mesure il convient de magnifier, comme le fait Wilcken avec une insistance dogmatique, le rôle intellectuel qu'il lui attribue : celui d'avoir été le propagateur conscient, systématique, exclusif de l'hellénisme.

En 340, quand prend fin « l'idylle de Miéza », studieuse retraite immédiatement suivie d'une initiation administrative, le jeune héritier du trône, étranger, nous assure-t-on, au concept de l'Empire du monde, ressent en revanche « le désir de transférer à l'Orient cette civilisation grecque qu'Aristote lui avait appris à comprendre » (p. 66). — En 336, au renouvellement du pacte de Corinthe, qui fait du « stratège-autocrate » des confédérés le champion de la « guerre de représailles », c'est l'idée panhellénique, plus que celle de l'impérialisme macédonien, qui enthousiasme celui « à qui Aristote avait

1. Plutarque, *Alex.*, V, 1.

2. Se reporter aux textes réunis par Vallois, *op. cit.*, p. 145-146.

3. Ce thème est celui qui inspire mon livre, *Alexandre le Grand*, publié en 1931 ; au lieu d'être, comme l'*Alexandre* de Wilcken, un exposé continu des faits politiques et militaires, l'ouvrage consiste avant tout en une synthèse psychologique. Bien qu'ayant cherché de mon mieux à éclaircir l'énigme d'une personnalité extraordinaire, je n'en souscris pas moins à cette glose modeste du savant berlinois : « Nul ne sera assez présomptueux pour se croire en possession de la véritable image du héros » (p. 12).



inoculé l'amour de la civilisation grecque », parce qu'elle lui offre « l'occasion de porter en Asie cette même civilisation » (p. 73-74). Car « Alexandre, en tant qu'élève d'Aristote, entendait que sa campagne d'Asie ne fût pas seulement une expédition militaire, mais aussi un grand acte civilisateur » (p. 87). Pour qui veut définir sa *politique culturelle*, « Alexandre avait été élevé dans le respect enthousiaste de la culture grecque et dans l'idée qu'il fallait lui ouvrir l'Orient... L'élève d'Aristote s'est tenu fermement, jusqu'à la fin, à son dessein d'utiliser son expédition conquérante comme un voyage de découverte et de la mettre au service de la science grecque, en faisant explorer les pays inconnus par l'état-major de savants qui l'accompagnaient » (p. 259-260). Bref, « diffuser en Orient cette culture grecque qui avait déjà commencé avant lui à déborder les limites du monde hellénique » fut « la grande idée directrice d'Alexandre » (p. 299).

A la thèse de Wilcken s'oppose celle de Salomon Reinach : « Je prie d'observer que rien d'authentique, dans la carrière d'Alexandre, ne trahit, de près ou de loin, l'influence d'Aristote, et que rien d'authentique, dans les écrits d'Aristote, ne témoigne qu'il ait été le maître d'Alexandre. Si vraiment il fut employé comme pédagogue à la cour de Pella, comme l'affirment tant de textes antiques, il a dû, dans des circonstances que nous ignorons, sortir de ce palais de demi-barbares en claquant la porte<sup>1</sup>. » Et, à propos de l'ouvrage d'Édouard Herriot, *Sous l'olivier* : « Alexandre est si peu le disciple aimé d'Aristote que son ancien précepteur ne parle jamais de lui et fait seulement des allusions désagréables aux conquérants<sup>2</sup>. »

Alexandre hellénisé jusqu'aux moelles, Alexandre en rupture de péripatétisme avec Aristote, la vérité me paraît être entre ces deux extrêmes. L'auditeur du nymphéum de Miéza était doué d'un esprit trop ouvert pour ne pas subir l'empreinte intellectuelle du maître. Il parcourut sous sa conduite le cercle entier des connaissances humaines. Il s'imprégna de toutes les formes de la culture grecque. Mais, si la pensée grecque anime et auréole son génie, elle ne réussit ni à l'asservir ni à l'enserrer. Il la déborde, quand il ne la trahit pas. Bien loin d'avoir voulu aristotéliser le monde, il a bâti son système politique en prenant le contre-pied du célèbre conseil d'Aristote : « se conduire avec les Hellènes en hégémon et avec les Barbares en despote » (p. 218). L'hellénisme fut pour lui un moyen et non un but.

Sa tendance, plus impérieuse d'année en année, à détruire les barrières traditionnelles entre l'Asie et l'Europe nous impose l'examen d'un dernier problème : Alexandre s'est-il orientalisé ? Pour Wilcken, son « orientalisation » a été indûment exagérée par la tradition qui lui est hostile (p. 250). Elle se limite à une fusion ethnique partielle, ayant pour objet d'associer au pouvoir que les dieux lui ont dévolu les deux grandes races nobles de l'an-

1. *Revue critique* du 15 février 1926, p. 76.

2. *Rev. archéol.*, t. XXXII, 1930, p. 189. Cf. encore les *Lettres à Zoé* ; I : *Les philosophes païennes*, p. 103.

cien Empire achéménide : « Alexandre n'entendait nullement *faire fraterniser entre elles toutes les nations du monde*; il voulait simplement mélanger ses Macédoniens avec les Perses, qui avaient été le peuple-maître, avec les Mèdes et les autres Iraniens qui leur ressemblaient, mais point du tout avec les Sémites, Anatoliens, Égyptiens et autres. A Suse, il concrétisa nettement cette idée, par un acte de portée symbolique, accompli devant le monde entier. Il célébra son propre mariage et celui de quatre-vingts Macédoniens de son entourage avec des princesses et des filles de magnats perses et iraniens » (p. 211-212).

La réconciliation d'Opis a le même sens limité que les noces de Suse : « On a voulu dernièrement voir dans cette *prière d'Opis* une proclamation de la *fraternité humaine* et on l'a rapprochée de la doctrine stoïcienne et du christianisme. C'est attribuer à Alexandre des pensées qui lui sont tout à fait étrangères. Cette prière d'Opis nous montre précisément que son idéal était seulement de faire fraterniser les Macédoniens et les Perses. *Mais la fraternité entre tous les hommes est une idée dont on ne trouve pas chez lui la moindre trace* » (p. 224).

W. W. Tarn, dont l'opinion est contestée là<sup>1</sup>, n'a point baissé pavillon. Dans une conférence des plus nourries (*The Raleigh Lecture*, 10 mai 1933), tout récemment imprimée<sup>2</sup>, où cinq textes, le premier d'Arrien, le second d'Ératosthène, les trois autres de Plutarque, sont l'objet d'une critique exhaustive, il aboutit à cette conclusion qu'Alexandre ne se borna pas à fédérer, par un esprit de concorde et un partage du gouvernement, les races nobles de son Empire, mais qu'il rêva une « *homonoia* » plus large, embrassant les peuples de la terre entière. Précurseur de Zénon, dont la théorie s'inspira de sa pratique, il fut le premier qui envisagea le règne de la fraternité universelle et l'unification du genre humain.

Que l'élève d'Aristote ait été « cosmopolite », non pas dans le sens péjoratif de « sans patrie », comme Diogène avait entendu le mot en le forgeant<sup>3</sup>, mais avec la signification généreuse d'un souverain du monde harmonisant les États nationaux, c'est bien ce que nous apprend sa légende quand elle le proclame le roi « cosmocrate<sup>4</sup> ». Tout en notant cet « idéal de la *domination mondiale* qui le posséda toujours plus dans les dernières années » (p. 251), Wilcken croit devoir le restreindre à une conception dualiste « *macédo-perses* » (p. 252)<sup>5</sup>, dont l'emploi d'un double sceau, sceau macédonien, sceau

1. Elle se trouvait succinctement indiquée dans *Cambridge Ancient History*, t. VI, p. 437.

2. *Alexander the Great and the Unity of Mankind*. Londres, British Academy, 1933.

3. W. W. Tarn, *op. cit.*, p. 5 ; cf. J. Bidez, *La Cité du Monde et la Cité du Soleil chez les Stoïciens*, p. 10.

4. Pseudo-Callisthène, I, 7 (Théodore Hopfner, *Fontes historiae religionis aegyptiacae*, p. 403).

5. Le « *makedonish-persisches* » de l'édition allemande serait mieux traduit, semble-t-il, par « *macédo-perses* ».

de Darius (p. 249), lui semble le symbole : « S'il est dit, dans les notes relatives aux derniers projets d'Alexandre, qu'il voulait transporter des populations d'Asie en Europe et inversement, afin d'établir par des mariages mixtes la concorde entre les deux continents, ce bref extrait laisse malheureusement trop de questions ouvertes pour qu'on puisse y reconnaître avec certitude les dernières pensées du conquérant. En tout cas, ce témoignage n'oblige ni n'autorise à penser à un projet de mélange avec d'autres peuples que les Iraniens » (p. 251-252).

Pourtant, les *Hypomnēmata*, dont Wilcken soutient à bon droit l'authenticité (p. 229)<sup>1</sup>, nous révèlent « l'intention d'Alexandre, devenu maître de l'Asie, de s'emparer effectivement de l'Oikouménè tout entière. Il est sans doute le seul homme de toute l'histoire qui ait fait ce plan gigantesque : devenir *maître du monde*, dans le sens vrai du mot. Comme son royaume, vers l'Ouest, s'étendait déjà jusqu'à la mer Adriatique au nord et jusqu'à la Cyrénaïque, amie et alliée, au sud, il s'agissait, dans ces derniers projets, de conquérir les côtes de la Méditerranée occidentale » (p. 227).

Concluons : très peu d'années avant que l'enseignement philosophique de Zénon débutât par un projet de République universelle, il y eut, prototype politique du manifeste doctrinal, un plan d'Empire universel conçu par Alexandre. Mais Alexandre, « cosmocrate », échappe aux normes d'Aristote. Il n'est pas Hellène : il reste Macédonien, comme Pierre le Grand reste Russe, alors qu'il s'assimile avec le plus d'ardeur la civilisation occidentale. Dans ces puissantes individualités aux énergies primitives, le vernis de culture ne pénètre que l'épiderme, sans atteindre et modifier l'originalité foncière du tempérament ethnique.

A ces réflexions d'ordre général, joignons quelques observations particulières.

Le don de sympathie et d'admiration, chez un historien, ne l'empêche nullement d'être impartial. Ces qualités ennoblissent l'œuvre de Wilcken. L'auteur rend volontiers hommage au génie. Quand il s'agit de Philippe (p. 41), ou d'Alexandre (p. 84 et 94), ou même, si l'on veut, de Memnon (p. 103), l'épithète de « génial » se justifie. Appliquée à Droysen, dont la trilogie Alexandre, Diadoques, Épigones obtient libéralement le brevet de « livre génial » (p. 11, 265, 328), de même que le *Droit public romain* de Mommsen (p. 281), cette ritournelle perd de sa force. Convenons-en : le disciple de Hegel réussissait mieux à sublimer les textes qu'à les serrer de près. Aussi l'un des princes de la critique rigoureuse, à qui, dans cette distribution de prix aux lauréats de l'esprit génial, on ne saurait décemment refuser un accessit, Maurice Holleaux, n'était-il pas très enclin à saluer l'aurore du génie dans les manifestations du « Bombast » droyssénien<sup>2</sup>.

Pour l'époque, si débattue, où écrivit Quinte-Curce, Wilcken la place

1. Contre W. W. Tarn (*Journ. Hellen. Stud.*, t. XLI, 1921, p. 1-17).

2. Rome, la Grèce et les monarchies hellénistiques, p. 81, n. 1.

sous Vespasien (p. 12), d'accord avec J. Stroux<sup>1</sup>. A mon avis, la réfutation des arguments de Stroux par Léon Herrmann est probante et l'ouvrage du rhéteur latin dut paraître au lendemain de l'avènement de Claude, en l'an 41 de notre ère, peu de temps après la naissance de Britannicus<sup>2</sup>.

A propos du plan d'Alexandrie, il nous est dit que le tracé de la fondation suivit « le schéma qu'Hippodamos de Milet avait introduit au <sup>ve</sup> siècle » (p. 126). Mais le mérite de ce métaphysicien-géomètre ne consista guère qu'à réinventer, pour les contemporains de Périclès, une ordonnance plus ancienne. C'est au goût *linéaire* des Doriens que remonte, comme semble l'avoir démontré Charles Picard<sup>3</sup>, la distribution des rues en échiquier.

Dans la traversée du désert libyen, d'après un de nos récits, il y eut un moment où l'eau des outres, portée à dos de chameau, s'épuisa<sup>4</sup>. Or, selon Breccia<sup>5</sup>, le chameau n'aurait fait son apparition dans la vallée du Nil que sous Ptolémée Philadelphie. Mais Wilcken a eu raison d'utiliser le texte de Quinte-Curce (p. 130) : Pierre Montet, rapprochant un passage de la *Genèse* de diverses trouvailles archéologiques, estime que le chameau a été connu en Égypte dès la I<sup>re</sup> dynastie<sup>6</sup>.

En ce qui concerne « les perfectionnements techniques de la construction navale qui permettaient aux navires de se risquer à travers la pleine mer » (p. 295-296), on voit trop que les recherches si neuves du commandant Lefebvre des Noëttes sur l'invention du gouvernail sont ignorées en Allemagne ; de même que l'expression « lance de choc » (p. 94), impliquant une pratique de la charge à la moderne<sup>7</sup>, prouve que les livres consacrés par ce maître de la science hippique à l'attelage et au cheval de selle n'ont pas modifié davantage, outre-Rhin, les vieux errements périmés<sup>8</sup>.

A l'appui de sa rédaction allemande, l'auteur, en fin de volume, avait trié sept pages de remarques. Cette annexe, déjà trop succincte et fort incomplète, a disparu de l'édition française. Quelques notes seulement ont surnagé, réparties çà et là dans le bas des pages. Elles piquent la curiosité sans la satisfaire. Cette *Bibliothèque historique*, où a émigré l'*Alexandre le Grand* berlinois, s'adresse à des gens cultivés, désireux de s'instruire. Quand elle hospitalise des travaux de fantaisie, négation de toute méthode, ce n'est pas le lieu, pour le lecteur, d'aspirer à un appareil d'érudition. Mais cette fois il n'en va plus de même.

Comme l'en loue justement le rédacteur de la préface (p. 9), Wilcken est

1. *Philologus*, t. LXXXIV, 1928, p. 233-251.

2. *Rev. Ét. anc.*, t. XXXI, 1929, p. 217-224.

3. *Les origines du polythéisme hellénique : l'ère homérique*, 1932, p. 91-92.

4. « Aqua defecerat, quam utribus cameli vexerant » (Quinte-Curce, IV, 7, 12).

5. *Bull. Soc. archéol. d'Alexandrie*, n° 27, 1932, p. 12 de l'extrait.

6. *Cl. Rev. Ét. anc.*, t. XXXV, 1933, p. 121-122.

7. Voir P. Couissin, *ibid.*, t. XXXIV, 1932, p. 78.

8. Sur la double série de travaux du commandant Lefebvre des Noëttes, lire G. Moulinier, *Bull. Assoc. G. Budé*, n° 39, avril 1933, p. 33-52.

un historien dont le savoir n'a cessé de suivre une courbe ascendante. Il a écrit un livre riche de faits, qui embrasse des aspects étonnamment divers et dont le noyau central s'encadre entre un large préambule sur les antécédents de la conquête et des aperçus non moins vastes sur ses répercussions. Plus la synthèse est de haute valeur didactique, plus on aime à recueillir les informations d'une expérience consommée, plus on regrette de subir les abattements auxquels nous condamnent des habitudes de librairie trop parcimonieuses.

Une autre imperfection, qu'il eût été facile d'éviter, est l'hétéroclite transcription du grec en caractères latins. Telle citation : « *Hermou tou trimegistou pros huion Tat en orei logos apokryphos* » (p. 132, n. 1), prend un air de rébus médiocrement à sa place dans une publication sérieuse.

Enfin, je goûte peu l'image, présentée de profil, qui décore la couverture de l'édition française. Que le buste Azara, « copie en marbre d'un original en bronze de Lysippe » (reproduction de face en regard de la page 64), soit vraiment le portrait d'Alexandre, j'ai déjà, ici même<sup>1</sup>, confessé mes doutes sur cette assimilation. Mais le guide le plus sûr en matière d'iconographie, Frederik Poulsen, au jugement duquel j'ai eu recours, se montre moins négatif que moi. « La tête du Louvre », m'écrivait-il de Copenhague, le 18 août 1933, « est usée et brutalement nettoyée ; mais je crois deviner un fond antique, un portrait dont l'original aurait pu être exécuté à Babylone peu de temps avant la mort du grand roi. Je n'oserais pas prononcer le nom de Lysippe ; car nous ne savons pas du tout s'il a accompagné Alexandre ou non. » D'ailleurs, ajoute le sagace archéologue, en rappelant toutes les blessures et mutilations que Philippe, au témoignage de Démosthène<sup>2</sup>, avait endurées « pour vivre avec honneur et réputation », le fils n'est pas arrivé au comble de la puissance « sans souffrir beaucoup physiquement, et j'en crois voir les traces dans l'hermès Azara ».

Ny Carlsberg a répondu comme l'oracle d'Ammon : « *ἔτι εἰς Διὸς πόδες* ». Je m'incline, comme si c'était devant Callisthène. Malgré tout, pour évoquer la radieuse carrière du héros, je préférerais (planche en face de la p. 224) l'effigie d'Alexandre idéalisé qui figure sur une monnaie d'or de Lysimaque<sup>3</sup>.

Georges RADET.

1. *Revue historique*, t. CLXX, 1932, p. 108.

2. *Pour la couronne*, 67 (cf. l'édition Piero Treves, p. 75, avec les références).

3. En dehors des simples coquilles (p. 256, involution ; p. 329, Artarxexès), voici de menues rectifications : corriger, p. 80, « Phocéens » en « Phocidiens » ; p. 205, « Stasanos » en « Stasenor » ; p. 230, « Lybiens » en « Libyens » ; p. 313 et 330, « Eratosthène » en « Eratosthène ».



## L'ORIGINE CAROLINGIENNE DES DUCS FÉODaux D'AQUITAINE ET DES ROIS CAPÉTIENS

L'objet de cette étude est de montrer comment les successeurs d'Hugues Capet sur le trône de France se rattachent par les liens du sang aux empereurs carolingiens, comment, par corollaire, la troisième dynastie royale de France n'est que le prolongement de la seconde.

Le rattachement des Capétiens à la maison carolingienne résulte de deux alliances. L'une, bien établie, hors de débat, est celle qu'Hugues Capet contracta vers 970 avec Adélaïde, fille du duc d'Aquitaine Guillaume III Tête d'Étoupe<sup>1</sup>. L'autre, jusqu'à présent insoupçonnée, est l'alliance qu'un ascendant direct de Guillaume III, le comte d'Auvergne Gérard<sup>2</sup>, contracta vers 818 avec une petite-fille de Charlemagne. Telle est du moins la solution que nous proposons d'un problème délicat qui tient en haleine les érudits modernes, solution dont nous allons tenter ici la justification.

Et, d'abord, que les ducs d'Aquitaine du x<sup>e</sup> siècle aient été d'origine carolingienne, la chose est positivement attestée par nos sources. Guillaume de Malmesbury signale parmi les gendres d'Édouard l'Ancien, roi de Wessex de 901 à 925, un « prince des Aquitains » en lequel certains historiens ont cru reconnaître Ebles Manzer, et qui était « de genere Caroli Magni »<sup>3</sup>. Dans un

1. Cf. F. Lot, *Les derniers Carolingiens* (Bibl. Éc. Hautes-Études, Sc. hist. et philolog., fasc. 87), p. 358-361. — R. Merlet, *Les origines du monastère de Saint-Magloire de Paris* (Bibl. Éc. chartes, 1895), p. 254, note 4.

2. Gérard est l'ancêtre des comtes de Poitou du ix<sup>e</sup> siècle et de ceux qui, au siècle suivant, devinrent ducs d'Aquitaine, suivant la filiation : Gérard Rannoux I<sup>er</sup> — Rannoux II — Ebles Manzer — Guillaume Tête d'Étoupe et, après celui-ci, la série des ducs Guillaume.

3. G. de Malmesbury, *Gesta Regum Anglorum*, II, 135, éd. Stubbs, t. I, p. 149 : « Tertium... sortitus est Ludovicus, Aquitanorum princeps, de genere Caroli Magni superstes. » De qui s'agit-il là? Au x<sup>e</sup> siècle, aucun prince aquitain ne porte le nom de Louis. Dans ces conditions, ou bien il s'agit d'un Louis qui n'était pas prince des Aquitains, ou bien il s'agit d'un prince des Aquitains qui ne s'appelait pas Louis. Beaucoup d'anciens historiens, adoptant la première hypothèse, ont identifié ce Louis avec le roi de Provence, Louis l'Aveugle. Dom Vaissette (*Hist. de Lang.*, t. II, Notes, p. 261), Gingins la Sarra (*Les Bosonides*, p. 183) et surtout Poupartin (*Le roy de Provence*, p. 314-319) ont combattu avec succès cette opinion. Richard (*Hist. des comtes de Poitou*, t. II, p. 475) suppose sans raison probante qu'il s'agit du roi de France Louis d'Outremer. Besly (*Hist. des comtes de Poitou*, p. 40, 225 et suiv.) et dom Vaissette (*op. cit.*, p. 261), adoptant la seconde hypothèse, avaient pensé à Ebles Manzer, mais leur conjecture est insuffisamment établie.

de ses diplômes, le roi Lothaire qualifie Ebles Manzer de « consobrinus<sup>1</sup> ». Il est vrai que l'authenticité et la teneur de ce diplôme sont l'objet de contestations, et tout autant l'interprétation du renseignement de Malmesbury. Renonçons donc à en faire état. Reste la déclaration très nette de l'auteur de la *Translation de saint Magloire*, d'après lequel l'épouse d'Hugues Capet était « de progenie Caroli Magni imperatoris<sup>2</sup> ». Cette indication pose le problème sans le résoudre. Quel est donc le point d'attache entre Charlemagne et les ducs d'Aquitaine?

Ce point d'attache, nos sources, pour si indigentes qu'elles soient à cette époque, ne nous le laissent pas ignorer. Deux textes, à cet égard, se complètent heureusement : le premier se trouve dans la biographie de Louis le Pieux, due à l'auteur anonyme que l'on a surnommé l'Astronome, le second est dans la chronique d'Adémar de Chabannes.

L'Astronome, relatant les événements de l'année 839, mentionne parmi les grands d'Aquitaine les plus dociles aux volontés de Louis le Pieux deux comtes qui, l'un et l'autre, touchaient de près par alliance au feu roi Pépin, Gérard et Rathier<sup>3</sup>. Adémar de Chabannes — ou un de ses interpolateurs — contant les événements de la même année 839, déclare que Louis le Pieux destitua le comte de Poitou, Émenon, qui s'était insurgé contre ses décisions et le remplaça à la tête du comté de Poitou par Rannoux, fils de Gérard, comte d'Auvergne<sup>4</sup>.

Voilà des données fort précises. En les conjuguant, la déduction est aisée : si Rannoux était fils de Gérard, et si celui-ci était le gendre de Pépin I<sup>er</sup>, Rannoux était lui-même petit-fils de Pépin. Or, ce Rannoux est l'ancêtre de l'épouse d'Hugues Capet. Le point d'attache entre Carolingiens et Capétiens, c'est donc une fille de Pépin I<sup>er</sup>.

1. L. Halphen et F. Lot, *Recueil des actes de Lothaire et de Louis V, rois de France* (coll. des Chartres et diplômes relatifs à l'histoire de France), n° XLVIII, p. 108-110. Richard (*op. cit.*, p. 460-480) a contesté longuement l'authenticité de ce diplôme. M. Halphen (*op. cit.*, p. 110, note 1) le tient pour authentique et propose, pour sortir de difficulté, de corriger *Eblo* en *Hugo* : le duc, cousin de Lothaire, ne serait autre qu'Hugues Capet. Pour si séduisante que soit la correction, on ne saurait oublier que toutes les copies du diplôme portent « Eblonius ».

2. *Auctarium Maglorianum*, § V : « ... [Hugo dux] cum sua venerabili conjuge, Adelaide nomine, filia Pictavorum comitis, de progenie Karoli Magni imperatoris... » (dans *Bibl. Ec. chartes*, 1895, p. 247).

3. *Vita Hlud.*, c. LXI : « ... Gerardus itidem comes et gener quondam Pippini, necnon Ratharius, similiter comes, Pippini gener... » — Il est inutile ici de tenir compte d'un passage tronqué de l'interpolateur d'Adémar (*Bibl. nat.*, ms. lat. 5296, fol. 118 r°) : « ... Raterio et Girardo, quicumque erat genere... », que Labbe a ainsi restitué : « ... Raterio et Girardo, qui [uter]que erat gener [Pipini]... » (*Bibl. Nova Mss.*, t. II, p. 161. — *Hist. de France*, t. VII, p. 25), car cette restitution n'est pas sûre (Poupardin, *Le roy. de Provence*, p. 292-293) et d'ailleurs ne fait que répéter le renseignement de l'Astronome.

4. Adémar de Chabannes, *Chronique*, III, 16, ms. C : « ... imperator, motus ira, Pictavis venit et inde Emenonem expulit et fratrem ejus Bernardum. Et Ramnulfum, filium Girardi, comitis Arvernensis, nepotem Willelmi fratris Girardi, comitem Pictavis praefecit... » (éd. Chavanon, p. 132 ; éd. Lair, p. 108).

Telle est la conclusion qui semble jaillir en toute clarté de nos sources. Elle est d'une rigueur impeccable, si l'on fait abstraction de la chronologie. Mais, pour peu qu'on la fasse intervenir, le système se heurte à d'insurmontables difficultés qui le font crouler sans remède.

Si Rannoux, en effet, était en âge d'être comte en 839, comme le déclare Adémar, on ne peut raisonnablement placer sa naissance après 820. Or, en 820, son grand-père présumé, Pépin I<sup>er</sup>, âgé d'une vingtaine d'années à peine, n'était même pas marié<sup>1</sup>.

Pour sortir de cette impasse, deux moyens. Ou bien, dans un effort louable et vain pour concilier les sources, on suppose Rannoux issu d'un premier mariage de Gérard<sup>2</sup>. Ou bien l'on récuse le témoignage de l'une des sources et, comme l'Astronome n'est pas suspect, c'est Adémar qui fait, comme à l'habitude, les frais de l'embarras des érudits<sup>3</sup>. Dans le premier cas, on nie *ipso facto* l'ascendance carolingienne des comtes de Poitou et l'on se condamne, par ricochet, à faire fi du renseignement fourni par l'auteur de la *Translation de saint Magloire*. Dans le second, on ne réussit à rattacher Rannoux à Pépin I<sup>er</sup> qu'au prix d'invéraisemblances choquantes et ruineuses.

De ces deux solutions, on ne sait quelle est la pire. Si la première a le mérite d'accommoder les témoignages de l'Astronome et d'Adémar, a-t-on réfléchi à ce que l'hypothèse d'un second mariage de Gérard contient d'invéraisemblance? La fille de Pépin I<sup>er</sup>, lequel prit femme en 822, ne pouvait en 839 avoir plus de seize ans. Certes, c'est un âge nubile, surtout au Moyen Âge. Mais considérons son époux : il a d'un premier mariage un fils en âge d'être comte ; ce premier mariage remonte donc à plus de vingt ans ; Gérard se trouve avoir dépassé — et sans doute de beaucoup — la quarantaine, quand il aspire à renouveler son foyer : le démon de midi ! De surcroît, l'épouse que réussit à se faire accorder cet homme déjà rassis et diablement chanceux, c'est une jeune fille d'une quinzaine d'années, la fille du roi d'Aquitaine, la petite-fille de l'Empereur... Le comte de Poitou est né avant sa belle-mère, et une princesse royale sortant à peine de l'enfance se dandine au bras d'un veuf de trente ans plus âgé qu'elle<sup>4</sup>...

Cela ferait sourire si l'on en avait la preuve. Mais c'est cette preuve qui manque. A son défaut, l'hypothèse gratuite du remariage de Gérard, résultat

1. La date de naissance de Pépin I<sup>er</sup> est inconnue, mais elle doit se placer entre celle de son frère aîné Lothaire et celle de son frère cadet Louis, c'est-à-dire vers 800 (E. Duemmler, *Geschichte des Ostfränkischen Reiches*, t. I, p. 19). — Pépin se maria en 822 (*Ann. royales*, ad ann. 822. — *Vita Hlud.*, c. xxxv).

2. Dom Vaissète, *Hist. de Lang.*, t. II, Notes, p. 260. — E. Mabille, *Le royaume d'Aquitaine et ses marches sous les Carolingiens*, p. 17. — A. Richard, *Histoire des comtes de Poitou*, t. I, p. 15.

3. F. Lot, *Études sur le règne d'Hugues Capet*, p. 199, note 6.

4. Cf. récemment L. Saltet, dans *Bulletin de littérature ecclésiastique publié par l'Institut catholique de Toulouse*, 1925, p. 161-186 et 279-302, — 1926, p. 117-139 et 145-160, — 1931, p. 149-165.

d'un effort désespéré pour concilier les sources, croule sous le poids de ses anomalies accumulées.

La seconde solution se recommande par sa facilité. Il est toujours comode de récuser un témoignage gênant. Quand, d'aventure, le témoin est à divers titres suspect, cela devient un jeu. Mais Adémar de Chabannes mérite-t-il cet excès de défiance? On a insisté à souhait sur ses bévues, ses confusions, ses supercheries même<sup>1</sup>. Comme on ne prête qu'aux riches, il a même été incriminé de quelques erreurs qu'il n'a pas commises<sup>2</sup>. Sur les multiples points où ses renseignements sont par ailleurs validés, on a été beaucoup plus discret. Dans le passage où s'insère l'indication de l'ascendance de Rannoux, rien ne permet de le suspecter; tout, au contraire, confirme son témoignage. Pas le moindre indice d'un développement légendaire, pas la moindre trace de phraséologie littéraire, pas la moindre insinuation apologétique ou réprobative. Il y a là une cascade de faits précis, à peine coordonnés, qui, par leur sobriété et, si l'on peut dire, par leur nudité, ont tout l'air d'avoir été puisés par l'auteur dans les notes annalistiques de son monastère.

Cette apparence devient certitude pour peu que l'on confronte les renseignements d'Adémar avec ceux des sources autorisées. Il en est qui reçoivent de la science contemporaine une confirmation éclatante : Adémar déclare que la dernière année de l'empire de Louis le Pieux et la veille de l'Ascension il se produisit une éclipse de soleil<sup>3</sup>; renseignements pris, le phénomène eut lieu, en effet, le 5 mai 840, veille de l'Ascension. D'autres informations du chroniqueur trouvent leur vérification dans les recoupements les plus probants : il n'est pas un des personnages cités qui ne soit connu par ailleurs, et en des termes qui concordent ou s'harmonisent avec ceux d'Adémar<sup>4</sup>. Dans

1. Par exemple, au sujet de la date de la mort de Rannoux II (Mabille, *Le roy. d'Aquitaine*, p. 18 et 43-44) et de la localisation du comté détenu par Étienne (*Ibid.*, p. 45).

2. Si l'on identifiait notre Rannoux avec le personnage du même nom signalé comme comte du palais en 818 (*Hist. de Lang.*, t. II, Pr., col. 122), ou encore avec celui qui, aux termes d'un capitulaire de Louis le Pieux dont la date se place entre 822 et 824 (Boretius-Krauze, *Capit.*, t. I, n° 149, p. 302), fut désigné comme « missus » éventuel de l'Empereur au monastère de Sainte-Croix de Poitiers pour régler les litiges graves, on ne ferait qu'aggraver l'in vraisemblance : Gérard se trouverait en ce cas chargé d'une vingtaine d'années de plus et aurait la soixantaine en 839. Mais cette identification est sans fondement, non pas seulement pour les raisons alléguées par Richard (*Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, 1905, p. 311), ni même à cause de l'in vraisemblance d'un homme de soixante ans combattant à Fontenoy (Adémar de Chabannes, *Chronique*, III, 17, ms. C.; éd. Lair, p. 111), mais parce que nous sommes assurés de l'existence au ix<sup>e</sup> siècle d'autres Rannoux, l'un parent on ne sait à quel titre de notre comte (Bealy, *Hist. des comtes de Poitou*, p. 202 et 210. — *Hist. de Lang.*, t. II, *Notes*, p. 254), l'autre avoué de l'abbaye de Saint-Junien de Nouaillé (Mabille, *Le roy. d'Aquitaine*, p. 40), un troisième vicomte de Marcillac au temps de Vulgrin (Adémar de Chabannes, *Chronique*, III, 20; éd. Lair, p. 125; éd. Chavanon, p. 138).

3. *Chronique*, III, 16, ms. C (éd. Chavanon, p. 132; éd. Lair, p. 108).

4. Pour Émenon, comte de Poitou insurgé, cf. *Vita Hlud.*, c. LXI. — Pour le séjour de l'Empereur à Poitiers, cf. *Ibid.*, c. LXII, et *Ann. Bert.*, ad ann. 840. — Pour Turpion, comte d'Angoulême, cf. lettre de Loup de Ferrières à l'abbé Markward (*Correspondance*, éd. Levillain, t. I,

sa longue énumération, un seul détail paraît controuvé : celui qui concerne la conduite en France de Pépin II par l'Empereur<sup>1</sup>. Mais l'erreur est explicable, elle tient à une interprétation imprudente qu'Adémar a faite de ses sources : il a confondu l'intention et l'action, l'effort et le résultat. Louis le Pieux, sans doute, ne réussit pas à emmener en France le jeune Pépin, mais nous savons que c'était là son dessein et qu'il s'employa à le réaliser<sup>2</sup>. Cette légère inexactitude ne saurait suffire à entacher l'ensemble du récit d'Adémar et à faire suspecter le renseignement qui concerne l'ascendance de Rannoux. Le chroniqueur se serait-il ingénié à nous dérouter en introduisant, au beau milieu d'une série d'informations exactes, un élément de son invention ? Méprise, dira-t-on ! Qu'est-ce qui vous incite à le supposer, sinon votre embarras ? Au vrai, rien ne nous permet de croire qu'Adémar ait infligé à Rannoux une parenté imaginaire et, pour discerner l'ivraie du bon grain, on ne saurait s'en remettre au soupçon du moissonneur.

Aussi bien le doute a frappé moins les attaches familiales de Rannoux que la date de sa nomination comme comte de Poitou<sup>3</sup>. On pourrait supposer dans le passage d'Adémar un de ces anachronismes qui pullulent dans le reste de son œuvre. Au prix de cette supposition, d'ailleurs gratuite, on réussirait à atténuer l'in vraisemblance du remariage de Gérard, car on pourrait reculer jusqu'en 852 la nomination de son fils en Poitou. Pas plus loin cependant, car des textes irréfragables nous signalent le comte Rannoux livrant aux Normands, le 4 novembre de cette année-là, le combat de Brilhat<sup>4</sup>. A supposer que Rannoux vienne à ce moment d'être nommé comte et qu'il l'ait été à vingt ans, sa naissance se placerait en 832 ; en ce cas, son père aurait pu naître vers 810, devenir veuf de très bonne heure et être encore jeune en 839 lorsqu'il obtint en secondes noces la fille de Pépin I<sup>er</sup>.

Mais n'est-ce pas rendre fort précaire le rétablissement de la vraisemblance

p. 154) et *Ann. Engolism.*, ad ann. 863 (*Mon. Germ. Hist., Script.*, t. XVI, p. 486). — Pour Landri, comte de Saintes, cf. *Chron. Aquitanicon*, ad ann. 866 (*Ibid.*, t. II, p. 253). — Pour Seguin, comte de Bordeaux, cf. lettre de Loup de Ferrières à l'archevêque Ganelon (éd. Levillain, t. I, p. 186) ; *Ann. Engolism.*, ad ann. 845 ; *Chron. Aquitanicon*, ad ann. 845. — Pour Rathier, cf. *Vita Hlud.*, c. LXI. — Pour Renaud, comte d'Herbauge, cf. lettre de Loup de Ferrières à l'évêque Jonas (éd. Levillain, t. I, p. 98) et maints autres textes cités par M. Lot (*F. Lot et L. Halphen, Le règne de Charles le Chauve*, 1<sup>re</sup> partie, p. 76, note 7, et p. 77, note 2).

1. Adémar de Chabannes, *Chronique*, III, 16, ms. C : « Imperator... Pipinum parvulum secum adduxit Franciam ad nutriendum. » M. Levillain a donné de bonnes raisons de suspecter cette affirmation (*Recueil des actes de Pépin I<sup>er</sup> et Pépin II*, dans coll. des *Chartes et diplômes relatifs à l'histoire de France*, p. 192-194).

2. *Vita Hlud.*, c. LXI : « Volebat piissimus Imperator pie et rationabiliter educari puerum... » — Sur les détails de l'expédition qui avait pour but la capture de Pépin II, cf. *Ann. Bert.*, ad ann. 839.

3. F. Lot, *Études sur le règne de Hugues Capet*, p. 199, note 6.

4. *Annales Engolism. et Chron. Aquitanicon*, ad ann. 852. — De même Adémar de Chabannes, *Chronique*, III, 18, ms. A.



que de l'adosser à deux hypothèses, l'une et l'autre boiteuses, dont l'une, dédaigneuse d'un témoignage positif, a pour fâcheuse conséquence de laisser pendant treize ans sans titulaire connu le comté de Poitou<sup>1</sup>, dont l'autre consiste à grever artificieusement l'histoire d'un remariage stérile?

Quant à prendre appui sur la condamnation de la chronologie d'Adémar pour remettre en selle l'ascendance carolingienne de Rannoux, il faut y renoncer. Pour arriver à la faire jaillir des conjectures, on en serait réduit à supposer avec M. Lot que la fille de Pépin I<sup>er</sup>, laquelle est née au plus tôt en 823, s'est mariée avec Gérard à treize ans, en 836, et que le fils de cette union, Rannoux, a été nommé avant 852, c'est-à-dire avant sa seizième année<sup>2</sup>, à la tête d'un comté particulièrement difficile à défendre contre les incursions des Normands et contre les menées des factieux<sup>3</sup>. C'est combiner deux anomalies, dont la seconde n'est pas la moins choquante. Ici encore l'hypothèse recèle en elle-même sa propre condamnation.

En définitive, d'aucune façon, même en récusant la chronologie d'Adémar, on ne réussit, sauf invraisemblances ruineuses pour les hypothèses qu'elles étayent, à établir pour Rannoux cette ascendance carolingienne qu'un hagiographe affirme sans ambages et qu'impliquent, à la réflexion, tant d'événements postérieurs.

\* \* \*

Les discussions, sévères et stériles, des érudits<sup>4</sup>, en présence de ce problème irrésolu, laissent perplexe. Manifestement il y a, dans les textes relatifs aux origines des comtes de Poitou tels qu'on les entend, quelque chose d'étrange, de déconcertant, d'incompatible. De cette incompatibilité on a, sans se lasser, rejeté la responsabilité sur les écrivains anciens. Ne convient-il pas de se demander si elle ne serait pas imputable à quelque interprétation vicieuse que les historiens modernes auraient par mégarde infligée à leurs textes?

Cherchons dans cette voie. Et d'abord ce Pépin, dont le comte Gérard est le « gener », est-il sûr que ce soit le roi d'Aquitaine mort en 838? Ne pourrait-il pas s'agir, par exemple, de Pépin, fils de Charlemagne et roi d'Italie?

1. La vacance du comté de Poitou en 839 par suite de la destitution d'Émenon n'est pas douteuse. Lui affecter Renaud, comte d'Herbauge, comme on pourrait à la rigueur l'inférer d'un passage de la *Chronique de Nantes* d'ailleurs fort suspect (cf. F. Lot et L. Halphen, *Le règne de Charles le Chauve*, p. 77, note), ne serait qu'un palliatif insuffisant, car Renaud mourut dès 843 (*Ibid.*). — Lui affecter Bernard, frère d'Émenon, comme l'indique un passage suspect d'Adémar de Chabannes (*Chronique*, III, 17, ms. A), laisserait subsister huit ans la vacance, car Bernard mourut en 844 (F. Lot et L. Halphen, *op. cit.*, p. 117).

2. F. Lot, *Études sur le règne de Hugues Capet*, p. 199, note 6. — *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, 1905, p. 288.

3. Sur les dissensions intestines à Poitiers en 854, cf. L. Levillain, *L'archichapelain Ebroin (Le Moyen Âge)*, 1923, p. 177-222), p. 210-212.

4. Éginhard, *Vita Karoli*, 19 (éd. Halphen, p. 24).

La chronologie n'y répugnerait pas : Pépin d'Italie naquit en 777 et mourut en 810 ; parmi ses cinq filles<sup>1</sup>, l'une aurait bien pu naître vers 800, épouser Gérard vers 818, en avoir pour fils Rannoux, comte en 839. Mais qu'on relise le texte de l'Astronome au point crucial et névralgique : à quelques mots d'intervalle, Pépin est deux fois cité et la seconde fois la mention de son fils du même nom ne laisse aucun doute sur son identité : c'est bien du roi d'Aquitaine mort en 838 qu'il est question<sup>2</sup>. Dès lors, comment croire que, à la phrase précédente, c'est un autre Pépin, l'ancien roi d'Italie, que le biographe a mentionné dans les mêmes termes, sans prendre soin d'éviter l'ambiguïté. S'il n'a pas précisé, n'est-il pas vrai qu'il avait en vue dans les deux cas le même personnage, ce Pépin d'Aquitaine qui venait de mourir ?

\* \* \*

Mais, alors, nous voilà encore refoulés dans le même cercle et qui, de plus en plus, semble sans issue. Laissons donc l'Histoire, en l'occurrence si décevante, et appelons à l'aide les lexiques. C'est avec ce secours inattendu que nous allons, je crois, réussir à trouver la solution du problème.

\* \* \*

En ouvrant le *Glossaire* de du Cange au mot *gener*, nous ne serons pas peu surpris de lire que, dès l'antiquité et couramment au Moyen Age, le mot s'emploie au sens de *beau-frère*. Dès lors, l'usage de l'époque nous convie, et même nous oblige, à admettre entre Gérard et Pépin I<sup>er</sup> une tout autre parenté que celle qu'on s'est obstiné depuis des siècles à leur attribuer<sup>3</sup>. De toute évidence, les difficultés où se débattent les historiens modernes sont accrochées à un contresens qui s'est autrefois glissé dans leur traduction et s'y est, à la longue, enraciné.

Il suffit, en effet, de cette modification dans le degré de parenté pour que l'alliance qui paraît choquante se replace dans la norme, pour que les événements se plient aux exigences de la chronologie, pour que les hommes retrouvent dans leurs attributions un âge normal, pour que l'histoire, en bref, recouvre sa vraie physionomie. Du coup, tous les textes se concilient harmonieusement, se prêtant un mutuel appui, et l'on obtient sans frais la confirma-

1. *Vita Hlud.*, c. LXI : « ... Gerardus itidem comes et gener quondam Pippini, necnon Ratharius similiter comes, Pippini gener, sed et alii quamplures horum sequentes voluntatem, nullo poterant pacto se jungi. At vero altera pars populi, quorum vel maximus fuit Emenus quidam, assumentes filium quondam Pippini regis, Pippinum itidem nomine, quaquaversum vagabantur... »

2. Cf. notamment le débat entre M. Lot et Richard, dans *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, année 1904, p. 191-193, — année 1905, p. 288-289 et 311.

3. Il n'y a pas, à notre connaissance, un seul érudit, ancien ou moderne, qui n'ait admis que Gérard était le *gendre* de Pépin I<sup>er</sup>.

tion d'une hypothèse séduisante et féconde à laquelle un érudit, dont la perspicacité est rarement en défaut, n'a qu'avec regret renoncé<sup>1</sup>. Dans ces conditions, la simple démonstration d'une non-impossibilité n'équivaut-elle pas à l'acquisition d'une quasi-certitude?

\* \* \*

On peut être beaux-frères de deux façons. Ou bien Pépin avait épousé une sœur de Gérard, ou bien Gérard avait épousé une sœur de Pépin. Le premier membre de l'alternative n'est pas à retenir. Nous connaissons le nom de l'épouse de Pépin, c'est Ingeltrude, la fille du comte neustrien Théodebert<sup>2</sup>. Aucun indice ne peut faire supposer que Gérard était le frère d'Ingeltrude et le fils de Théodebert<sup>3</sup>. C'est l'autre possibilité qui doit prévaloir, si l'on veut bien se rappeler le témoignage de l'hagiographe selon lequel une descendante de Gérard était de la race de Charlemagne<sup>4</sup>. Concluons donc que l'épouse de Gérard était une sœur de Pépin I<sup>er</sup>, une fille de Louis le Pieux et de cette Ermengarde qui fut son épouse pendant plus de vingt ans.

Passons maintenant cette solution au crible de la chronologie. Les trois fils de Louis le Pieux naquirent, comme il advient généralement et comme nos sources nous en assurent, pendant les premières années de son mariage, avant 805<sup>5</sup>. C'est vers la même époque qu'il est permis de placer la naissance de la fille de Louis, qui épousa Gérard : en la supposant née vers 800, nous ne dépasserons pas les bornes de la vraisemblance. Dès lors, son mariage a bien pu se célébrer vers 815-820, et il n'y a rien que de naturel si de cette union est né un fils, Rannoux, que l'affection de son grand-père hissa dès 839 à la dignité comtale. De la sorte, toutes les difficultés s'évanouissent, Adémar tend la main à l'Astronome, et seuls les artifices des érudits modernes paient les frais de cette réconciliation. La conclusion toute simple qui s'impose, c'est celle même à laquelle acheminait l'auteur de la *Translation de saint Magloire* : Rannoux était bel et bien par sa mère l'arrière-petit-fils authentique de l'empereur Charlemagne.

A la lumière de cette ascendance carolingienne, que de faits postérieurs retrouvent leur sens ! Nous n'en mentionnerons ici que quelques-uns extraits

1. F. Lot, *Une année du règne de Charles le Chauve, 866 (Le Moyen Age, 1902)*, p. 432, note 3. — *Fidèles ou vassaux*, p. 50, note 2. — C'est l'identification — très douteuse (cf. p. 5, note 3) — du comte de Poitou et du « missus » de 822-824 qui a porté M. Lot à renoncer à son hypothèse (*Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, 1905, p. 288-289). — Elle a été reprise sans justification par J. Flach, *Les origines de l'ancienne France*, t. IV, p. 502.

2. *Annales royales*, ad ann. 822. — *Ann. Bert.*, ad ann. 822. — *Vita Hlud.*, c. xxxv.

3. La seule mention qu'on ait de Gérard avant 839 est un texte de Thégan (*Vita Hlud. imperatoris*, c. 54), qui le signale en 834 dans l'entourage de Louis le Pieux et chargé d'une mission délicate auprès de Lothaire. Cf. R. Poupardin, *Le royaume de Provence*, p. 291.

4. Cf. p. 2, note 3.

5. E. Duemmler, *Geschichte des Ostfränkischen Reiches*, t. I, p. 19.

de la carrière politique de Rannoux II, fils de Rannoux I<sup>er</sup>, et qui ont jusqu'ici pâti d'explication, faute de l'idée directrice qui la fournit.

En 868, Rannoux II et ses frères furent, au témoignage d'Hincmar, dépouillés des honneurs de leur père<sup>1</sup>, lequel, blessé à mort à Brissarthe, avait succombé en 866. Pourquoi cette spoliation? On a supposé qu'ils étaient trop jeunes<sup>2</sup>. Mais, si cette raison est attestée par Reginon pour les fils de Robert le Fort dont l'un subit à la même époque que les fils de Rannoux une spoliation analogue<sup>3</sup>, pour ces derniers elle n'est qu'une conjecture insoutenable. L'âge de leur père, comte en 839, nous invite au contraire à conférer à l'aîné, Rannoux II, au moins une vingtaine d'années en 868. Et l'âge du fils de Rannoux II, Ebles Manzer, qu'un acte montre en possession de ses droits civils et même fiancé en 890<sup>4</sup>, aboutit au même résultat. Il est étrange, dans ces conditions, que Rannoux II, bien qu'il fût apte à succéder à son père et que même il ait obtenu pendant quelques mois ses honneurs, ait été en 868 radicalement évincé. Sa qualité, et aussi son attitude en 888<sup>5</sup>, nous permettent d'en conjecturer le motif. Carolingien de race, Rannoux II fut peut-être dès 867-868 un centre d'intrigues, il dut nourrir dès cette époque des prétentions plus ou moins avouées à la couronne d'Aquitaine. C'est du moins ce qu'autorisent à croire les circonstances de sa spoliation : Pépin II, qui pendant vingt-cinq ans avait été le champion du séparatisme aquitain, venait d'être interné, de mourir même<sup>6</sup>. Charles l'Enfant, en qui s'étaient cristallisées un moment les aspirations des Aquitains à l'indépendance, avait, lui aussi, cessé de vivre<sup>7</sup>. Sur le trône d'Aquitaine, Charles le Chauve avait placé en 867 le fils qui était appelé à lui succéder dans l'ensemble de ses États<sup>8</sup> : c'était, à plus ou moins longue échéance, la suppression du royaume particulier d'Aquitaine<sup>9</sup>. Dans ces conjonctures, les séparatistes irréductibles, ceux qui, à défaut de Pépin II, n'avaient pas hésité jadis à faire appel aux princes germaniques<sup>10</sup>, durent chercher un autre prétendant. N'est-il pas na-

1. *Ann. Bert.*, ad ann. 868 : « Ablatis denique a Rotberti filio his quae post mortem patris de honoribus ipsius ei concesserat et per alios divisit, sed a filiis Ramnulfii tultis paternis honoribus... » La spoliation des fils de Rannoux est contestée bien à tort par Mabille (*Le roy. d'Aquitaine*, p. 42-43) : le texte d'Hincmar n'est ni obscur, ni suspect.

2. F. Lot, *Études sur le règne de Hugues Capet*, p. 199, note 6. — Alf. Richard, *Histoire des comtes de Poitou*, t. I, p. 28.

3. Reginon, *Chronique*, ad ann. 867 : « Odo et Ruotbertus, filii Ruotberti, adhuc parvuli erant quando pater extinctus est, et idcirco non est illis ducatus commissus. »

4. Mabille, *La pancarte noire de Saint-Martin de Tours*, n° XVII, p. 68.

5. Cf. p. 14.

6. Pépin II fut interné en juin 864 au monastère de Senlis (*Ann. Bert.*, ad ann. 864) et mourut peu de temps après.

7. Charles l'Enfant mourut le 29 septembre 866 (*Ann. Bert.*, ad ann. 866).

8. Louis le Bègue, roi d'Aquitaine en mars 867 (*Ann. Bert.*, ad ann. 867), était le dernier fils de Charles le Chauve apte à lui succéder, Carloman étant voué à la vie monastique.

9. C'est ce qui se produisit en fait en 877.

10. *Ann. Bert.*, ad ann. 853. — *Ann. Fuld.*, ad ann. 853.

tuel qu'ils aient pressenti un Carolingien d'origine, le petit-neveu de ce Pépin I<sup>er</sup> qui avait si bien su gagner leur sympathie? Rannoux II fut sans doute le pivot d'intrigues auxquelles il se prêta peut-être complaisamment, et Charles le Chauve coupa court à ces prétentions naissantes ou virtuelles en privant des *honneurs* paternels les descendants de Rannoux I<sup>er</sup> et en les faisant mettre en surveillance au palais même de son fils<sup>1</sup>.

Pendant une vingtaine d'années, Rannoux II vécut dans une impénétrable obscurité : c'est à peine si son existence est attestée par deux chartes<sup>2</sup>. Tout d'un coup, en 888, il surgit de l'ombre, et c'est pour briller un instant d'un éclat prestigieux : avec une audace stupéfiante il s'arroge le titre de roi<sup>3</sup>. Comme par enchantement, se trouve à ses côtés le fils posthume de Louis le Bègue, le jeune Charles le Simple, dont Rannoux est tout à la fois le protecteur et le geôlier<sup>4</sup>. Fait étrange ! Eudes, qui vient lui aussi de ceindre la couronne, est plein de ménagements pour ce compétiteur : il se garde bien de l'attaquer en face, il va à sa rencontre avec une simple escorte et se prête à des tracasseries qui sauvegardent la dignité de Rannoux<sup>5</sup>. Chose non moins étrange, le puissant marquis qui régit toute la France centrale et méridionale, Berry et Limousin, Auvergne et Velay, Mâconnais et Lyonnais, et jusqu'à la Gothie, ce Guillaume le Pieux, qui semble tout qualifié dans le désarroi général pour se hausser lui aussi au rang suprême, s'efface devant l'initiative hardie de son voisin de Poitou. A tous ces faits, il n'y a pas d'explication plus satisfaisante que l'ascendance carolingienne de Rannoux II.

Sous les princes carolingiens issus de Charles le Chauve, il est resté plongé dans l'obscurité. C'est qu'il était pour eux un personnage dangereux par son ascendance même, un rival éventuel que la prudence commandait de tenir à l'écart des fonctions importantes, qu'il importait de surveiller de près. La présence à ses côtés du fils posthume de Louis le Bègue ? Mais elle tient à ce

1. Nous les trouvons le 25 août 868 aux côtés de Geillon comme comtes du palais (Tardif, *Monuments historiques*, nos 202 et 203, p. 130 et 131. — Maître, *Cunauld, son prieuré et ses archives* (Bibl. Éc. chartes, 1898), p. 260). Cf. Levillain, *Recueil des actes de Pépin I<sup>er</sup> et Pépin II*, p. III. — Richard, *Hist. des comtes de Poitou*, t. I, p. 29-30.

2. Rannoux II est mentionné dans l'acte cité note 6 et dans un autre d'avril 878 (Redet, *Documents pour Saint-Hilaire*, t. I, p. 11. — Mabille, *Le roy. d'Aquitaine*, p. 43).

3. Ce fait a été nié (Mabille, *op. cit.*, p. 18. — Favre, *Eudes*, p. 122, note 1). Il est cependant attesté par deux textes (*Ann. Fuld.*, *Contin. Ratisb.*, ad ann. 888. — Hermann *Contract.*, *Chron.*, ad ann. 888).

4. Favre, *Eudes*, p. 121.

5. *Ann. Vedast.*, ad ann. 889 : « Post nativitatem Domini, cum paucis Francis Aquitaniam perrexit Odo ut eos sibi sociaret. Quo audito, Ramnulfus, dux maximae partis Aquitaniae, cum sibi faventibus venit ad eum, adducens secum Karolum puerum, filium Hludowici Balbi regis, et juravit illi quae digna fuerunt, simul et de ipso puerulo ne quid mali de eo suspicaretur. » Il semble bien qu'Eudes se soit contenté d'un serment fort vague, d'une assurance de sécurité (Favre, *Eudes*, p. 123. — Eckel, *Charles le Simple*, p. 10. — Flach, *Origines de l'ancienne France*, t. IV, p. 503).



que la veuve de celui-ci a confié le jeune prince à son cousin de Poitou<sup>1</sup>. On est même tenté de faire un pas de plus dans la conjecture. N'est-il pas remarquable, en effet, que l'épouse de Rannoux II porte sous forme hypocoristique le même nom que la deuxième femme de Louis le Bègue : Adda, Adela, Adelaïs, Adelaïdis<sup>2</sup>? Serait-ce la même personne? On n'ose s'arrêter à cette identification, et cependant elle achèverait d'expliquer la présence de Charles le Simple aux côtés de Rannoux.

Le coup d'éclat du comte de Poitou en 888 n'a plus rien d'étrange, si l'on remarque qu'il se produit au moment où la dynastie carolingienne n'est plus représentée que par un bâtard en Germanie et, en France, par un enfant de huit ans<sup>3</sup> inapte à prendre en mains les rênes du pouvoir à une heure éminemment critique. Qui, à cette époque de désarroi, où l'empire se désagrège, où une nuée d'usurpateurs se rue à l'assaut des trônes, aurait pu se croire plus qualifié que Rannoux pour se faire le champion de la légitimité? Comment, en face de cet intrus sans attaches avec la dynastie qui avait nom Eudes, ce Carolingien authentique ne se serait-il pas posé en héritier de ses ancêtres? L'initiative de Rannoux trouve dans sa qualité et dans les circonstances sa justification. L'attitude effacée, déferente, de Guillaume le Pieux devant le prétendant issu de sang carolingien s'explique non moins bien que l'attitude cauteleuse et conciliante d'Eudes devant un rival dangereux. De la politique d'entente et de ménagement, que le roi ne cessa par la suite d'observer à l'égard du comte de Poitou, Adémar de Chabannes nous donne d'ailleurs une raison : si Eudes attirait Rannoux à sa cour et en faisait son familier<sup>4</sup>, ce n'est pas qu'il l'aimât, c'est qu'il le redoutait<sup>5</sup>. Parole suggestive, à laquelle l'origine du comte de Poitou donne tout son sens!

1. On comprend que la veuve de Louis le Bègue ait redouté pour son fils les rigueurs de Louis III et de Carloman, qui voyaient la légitimité de leur naissance et de leur accession au trône contestée : pour eux, Charles le Simple était moins un frère qu'un rival éventuel. Leur successeur, Charles le Gros, ne dut pas nourrir à l'égard du fils de Louis le Bègue de plus tendres sentiments.

2. L'épouse de Rannoux II s'appelait Adda (*Obituaire de Saint-Germain-des-Prés* : « Kal. julii [depositio] domnae Addae Ramnulfi comitissae. » — Plaque tumulaire du cimetière de Saint-Hilaire de Poitiers : « Adda, conjunx Ramnulfi », dans Belisaire Ledain, *Musée de la Société des Antiquaires de l'Ouest, Catalogue de la galerie lapidaire*, n° 482, p. 41). D'après Adémar de Chabannes, elle avait nom Adelina, était fille de Rollon et n'avait pas donné de fils à Rannoux (*Chronique*, III, 20, ms. H ; éd. Chavanon, p. 198 ; éd. Lair, p. 128). Richard n'a pas de peine à montrer (*Comtes de Poitou*, t. I, p. 43, note 6) que les relations de Rannoux avec Rollon sont imaginaires, mais il reste qu'Adémar a eu vent du nom de l'épouse de Rannoux et de la stérilité de ce mariage.

3. Arnulf était un fils illégitime de Carloman, un petit-fils de Louis le Germanique. — Charles le Simple, fils de Louis le Bègue, était né en 879.

4. Adémar de Chabannes, *Chronique*, III, 21 : « Et dum regalem aulam assiduaretur, veneno necatus... » (éd. Chavanon, p. 140 ; éd. Lair, p. 129).

5. *Ibid.*, III, 21, ms. C : ... « a rege Odone potius timore quam amore honorabatur » (éd. Chavanon, p. 139 ; éd. Lair, p. 129).

Peut-être même la fin mystérieuse et, selon Adémar, tragique, de Ranoux II, n'est-elle pas sans liaison avec son ascendance carolingienne.

Celle-ci est le fil d'Ariane à la faveur duquel on pourrait suivre jusqu'en plein x<sup>e</sup> siècle les vicissitudes de la maison de Poitou, dernier flot de résistance carolingienne en face des usurpateurs robertiens. Si, au xi<sup>e</sup> siècle, les Capétiens ne furent point inquiétés dans l'exercice du pouvoir royal par les ducs carolingiens d'Aquitaine, c'est qu'Hugues Capet avait eu la sagesse d'épouser une des leurs et de rattacher ainsi sa dynastie à la race de Charlemagne.

Léonce AUZIAS.

---

## LE MONUMENT DE TIN HINAN

---

L'Afrique occidentale, sur le pourtour du golfe de Guinée, ne devient intelligible que lorsqu'on a déterminé ce qu'on pourrait appeler les points d'impact des influences méditerranéennes, depuis des millénaires, à travers le Sahara.

C'est particulièrement frappant lorsqu'on considère les causes profondes qui ont façonné la Nigeria anglaise. Tout le monde sait qu'il s'y trouve, sur son territoire relativement restreint, une vingtaine de millions de nègres, deux fois plus que sur l'immense territoire quatre ou cinq fois plus étendu de l'Afrique occidentale française : des villes comme Ibadan, Ilorin, etc..., qui comptent jusqu'à 200, 300,000 habitants. Notre Tombouctou en a une dizaine de mille. De cette prospérité extraordinaire, on n'a jamais supposé que le gouvernement anglais fût l'auteur. Il en est simplement le bénéficiaire intelligent. Il s'agit d'un phénomène primordial, extrêmement ancien, antérieur à toute influence européenne actuelle.

Le contraste est particulièrement frappant, lorsqu'on compare la Nigeria aux pays voisins de grande forêt équatoriale, le Congo d'un côté, notre Côte d'Ivoire de l'autre. La rare humanité de la grande forêt n'a pas encore éliminé le Pygmée : c'est à peu près comme si chez nous l'homme de Néanderthal survivait encore. Cette humanité vit perdue dans la forêt en tous petits villages, elle n'a pas encore organisé sa vie de tribu, elle n'a pas encore tout à fait quitté la cueillette pour l'agriculture. L'homme est dans la forêt un peu au même titre que le grand singe, l'éléphant ou l'hippopotame nain. Nous distinguons difficilement les détails du bloc total nègre. Il faudrait pourtant prendre conscience de la différence énorme d'évolution entre

l'homme de la forêt et l'homme de Nigeria, qui sont pourtant le même nègre (Pygmées à part).

A quoi tient cette différence ? A aucune raison de géographie physique que nous connaissions. De part et d'autre, sur toutes les côtes du golfe de Guinée, désormais bien connues, on trouve partout approximativement le même sol, surtout de granit et roches associées, le même climat surabondamment humide de grandes pluies équatoriales, la même chaleur, la même exubérance de végétation.

La Nigeria aussi a une vocation bien nette de grande forêt équatoriale, qu'elle ne peut pas manquer d'avoir été. Mais ici la forêt a été conquise par l'homme, appropriée, transformée en fermes agricoles. Le phénomène est purement humain, historique.

Quel est donc ce mystère ? On le dissipe facilement, lorsqu'on groupe en un ensemble de grands faits bien connus isolément.

Tout le monde connaît les bronzes du Bénin, orgueil des musées européens. Des statuettes de bronze à la cire perdue ! La première surprise a été si forte qu'on a voulu faire de cette industrie une importation portugaise. Les fouilles de Frobenius à Ife ont fait toucher du doigt qu'elle était, au contraire, d'une antiquité reculée. D'ailleurs, pourquoi les Portugais auraient-ils introduit cette industrie ici et non ailleurs ? Car elle ne se retrouve nulle part ailleurs en Afrique. Ici elle est en relation évidente avec les mines d'étain du Baoutchi, que les Anglais n'ont pas inventées. Est-il absurde de rappeler avec quelle avidité la civilisation méditerranéenne a recherché l'étain ?

On sait que les noirs de Nigeria ont une industrie du verre. Ils savent encore le faire et le travailler. Assurément, la matière première actuellement préférée des souffleurs de verre c'est le cul de bouteille de whisky. Rien de plus naturel : il n'importe pas que, ici comme dans tant d'autres domaines, la concurrence de l'industrie européenne ait amené une régression des industries locales. Dans quelle autre partie de l'Afrique trouverait-on des noirs qui sachent ataviquement travailler le verre ? D'après Frobenius, à Ilorin des ouvriers savent tourner et polir des grains de collier de jaspe, d'agate, etc..., avec des matériaux qu'un commerce régulier leur apporte de gisements africains. On sait que des grains de collier de ce genre, connus sur la côte de Guinée sous le nom de « pierres d'Eygriss », y sont extrêmement recherchés. Ils sont supposés provenir des vieux tombeaux, éventrés par le temps et le vent du désert. Des échantillons abondants se trouvent au musée de Carthage et, j'imagine, du Caire. C'était une monnaie courante du commerce méditerranéen.

On sait depuis Barth que le sultan de Kano, sur le Tchad, a des cavaliers couverts, eux et leurs chevaux, d'une cotte matelassée, qui, dans certains cas, est une véritable cotte de mailles. Ce sont exactement les cataphractes de Byzance et du Bas-Empire romain. Les derniers cataphractes se retrouveraient donc aujourd'hui au Tchad et aussi au Cameroun, et ce sont des noirs.

Quand on groupe ces faits parfaitement établis, est-il possible de nier que la Nigeria prend la figure d'une vieille colonie méditerranéenne? Ce qui explique son évolution avancée.

On voit bien pourquoi, parmi les pays soudanais et équatoriaux, la Nigeria était prédestinée par la nature à attirer le commerce méditerranéen. C'est la Bénoué qui en est cause, la grande voie de pénétration, épine dorsale de la Nigeria, dont on ne souligne pas assez le caractère unique.

Tous les fleuves africains sont verrouillés par des chutes à peu de distance de l'océan; le Congo, par exemple, à 150 kilomètres de son embouchure; le Niger, juste au-dessus de son confluent avec la Bénoué, qui est entre le Sénégal et le cap de Bonne-Espérance l'exception unique. 1,200 kilomètres de voie navigable sans obstacle jusqu'à Yola, terminus actuel de la navigation par vapeurs fluviaux. Au delà, par des portages faciles, communication ouverte aux petites embarcations avec le Chari et le Tchad.

Ce n'est pas le lieu de dire, autrement que sous forme d'indication sommaire, que le fossé de la Bénoué est une grande cassure de l'écorce terrestre jalonnée par un chapelet de volcans éteints, ou même en activité.

Ce qui importe, c'est qu'on chercherait vainement ailleurs, au sud du Sénégal, une autre grande voie naturelle de pénétration jusqu'au cœur du continent. Ce cœur du continent, c'est le Tchad, en communication ancienne avec l'Égypte, avec le Fezzan et la Méditerranée punique, et n'oublions pas que, sur le couloir de la Bénoué, nous avons une mine d'étain.

Sur le commerce méditerranéen, c'est-à-dire punique, par mer, le long des côtes africaines, il est inévitable de revenir au fameux Périple d'Hannon. Il a été obscurci par des nuées de commentateurs érudits, qui travaillaient en chambre, à une époque où nos notions sur les côtes africaines étaient rudimentaires.

Vers la fin du périple, Hannon décrit longuement le Char des Dieux, *Θεῶν ὄργανον*, qui est, sans conteste, un grand volcan actif.

Empêtrés dans le calcul impossible des journées de navigation, les commentateurs ont cherché ce volcan au voisinage de Conakry, le cône du Kakoulima, l'anneau cratériforme des îles de Loos. Mais là-dessus nous sommes aujourd'hui très renseignés.

Le Kakoulima et les îles de Loos sont bien de roche éruptive. Mais dans le langage des géologues les mots éruptif et volcanique ne sont pas du tout synonymes, à quelques millions d'années près. Le gabbro du Kakoulima, la Syénète des îles de Loos sont approximativement Siluriens, et, si vieux que soit Hannon, il n'est tout de même pas Silurien.

Hannon nous décrit avec clarté un grand volcan en éruption. Sur toute la côte entre Tanger et Le Cap, il n'y a assurément qu'un seul volcan, c'est celui du Cameroun. Il faudrait prendre la décision de s'incliner devant l'évidence.

Mais, si le commerce carthaginois a connu le volcan du Cameroun, *a fortiori* a-t-il connu le delta du Niger, embouchure de la Bénoué.

Nous mesurons ici ce que l'humanité a perdu, le jour où Scipion l'Africain a détruit Carthage. Exactement 1,500 ans : il a fallu attendre Vasco de Gama.

Le commerce maritime a été paralysé, mais les caravanes à destination des ports puniques n'ont pas oublié les voies de terre : tout particulièrement à partir du jour où le chameau est intervenu.

Pour mémoire, il est peut-être bon de noter brièvement qu'il existe en Afrique occidentale une autre province qui a été un foyer d'attraction d'influences méditerranéennes. C'est l'autre grande voie de pénétration, celle du Sénégal prolongée par la boucle du Niger. Là se trouve l'or du Bambouk, dont l'insignifiance actuelle n'empêche pas l'importance passée. Avec le périples d'Hannon et quelques textes grecs et arabes, il serait facile de montrer que le commerce carthaginois remontait le Sénégal jusqu'à Kayes, à la recherche de l'or de Bambouk. Et les routes de terre à travers les siècles ont été sillonnées par les caravanes sahariennes. Ici nous ne sommes plus dans la plantureuse forêt équatoriale. Mais dans la steppe, pays de guerriers. Sur le Sénégal, les empires militaires se sont succédé depuis deux millénaires, Ghana, Tekrour, Cayor, Mellé, etc...

Nous avons été, sans le savoir, leurs héritiers. Nos tirailleurs sénégalais n'étaient pas des nègres quelconques : c'étaient des Toucouleurs (Tekrour), des Ouolofs (Cayor), des Bambaras (Mellé), héritiers d'un vieil atavisme militaire.

Mais ce n'est pas le Sénégal qui nous intéresse en ce moment. C'est la Nigéria de la Bénoué. Les routes sahariennes qui s'y rattachent étaient une hypothèse, qui vient de se préciser par le résultat des fouilles Reygasse au monument de Tin Hinan.

Il se trouve à Abalessa, en plein Hoggar, c'est-à-dire au cœur du Sahara.

Une première fouille déjà ancienne conduite par la mission américaine de Prorok avait mis à jour dans un coin du monument un squelette royal qui serait celui de Tin Hinan, ancêtre supposé des Touaregs. Cet hiver seulement on s'est décidé à fouiller l'ensemble du monument. Ces fouilles, exécutées par M. Reygasse, ont donné des résultats curieux.

Le monument est daté par deux articles de son mobilier, une empreinte de monnaie de Constantin (Prorok) et une lampe romaine du III<sup>e</sup> siècle (Reygasse). Il est donc approximativement du IV<sup>e</sup> siècle après J.-C.

Sans entrer dans des détails archéologiques, qui ne seraient pas à leur place ici, disons en quoi a consisté la surprise.

Le mobilier est méditerranéen, romain, ce qui est inattendu au Hoggar.

Ce n'est pas simplement un tombeau tas de pierres (redjem), comme il y en a tant au Sahara. L'aspect tas résulte de l'écroulement partiel des murs en pierres sèches. C'est un édifice, la Kasbah de Tin Hinan, comme l'appellent parfois les Touaregs. Une kasbah fortifiée, qui était sous la garde d'un cadavre vénéré, mais aussi d'archers, dont les pointes de flèches en fer ont été retrouvées. Le monument était couvert (débris de bois et ferrures).



Une dizaine de chambres peuvent avoir servi d'habitations, de corps de garde, de greniers.

Rien n'autorise à croire que les archers aient été des soldats romains. Mais la Kasbah, située et construite comme elle l'est, peut être un gîte d'étapes sur la route de l'Afrique noire, de la Nigeria. Les roitelets successeurs de Tin Hinan, quels qu'ils aient été, avaient nécessairement la prétention de contrôler, et par conséquent de protéger moyennant péage, les caravanes méditerranéennes. Cette supposition vague est la seule qu'on puisse se permettre actuellement.

C'est la première fois qu'un monument de ce genre est signalé au Sahara. Mais si c'est un gîte d'étapes, il doit y en avoir d'autres.

Nous sommes ici sur la lisière montagneuse du Fezzan et du Tchad; Tassili des Ajjers, Hoggar, Air. Cette lisière montagneuse est encore aujourd'hui la voie de prédilection de caravanes, plutôt que les bas-fonds encombrés de dunes.

Il s'ouvre là, semble-t-il, un champ nouveau aux recherches archéologiques et historiques. La mission de l'hiver dernier doit être renouvelée. Il faut espérer qu'on trouvera les subventions nécessaires.

E.-F. GAUTIER.

---

## BULLETIN HISTORIQUE

---

### HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

(1931-1932)

---

I. INSTRUMENTS DE TRAVAIL. — PUBLICATION DE DOCUMENTS. — MÉTHODOLOGIE. — A M. P. L. PRENDEVILLE, on doit une bibliographie sommaire et choisie de l'histoire économique de l'Irlande<sup>1</sup>, qui, naturellement, intéresse aussi l'histoire économique de la Grande-Bretagne.

Sur l'histoire économique de l'Italie au Moyen Age, on trouvera de précieuses indications bibliographiques dans un intéressant article de M. Gino LUZZATTO<sup>2</sup>, qui marque aussi les tendances essentielles de l'historiographie italienne contemporaine. C'est surtout depuis 1895 que, principalement sous l'influence de la doctrine marxiste, on voit se développer l'histoire économique : on étudie de préférence les luttes sociales dans les villes italiennes et particulièrement en Toscane. Après 1910, le nombre des travaux de cette nature diminue, sous l'influence de l'école idéaliste de Benedetto Croce et aussi parce qu'on s'intéresse davantage au *Risorgimento* ; cependant, on ne les abandonne pas. Dans la période tout à fait contemporaine, on s'adonne surtout à l'histoire du droit commercial, du crédit et des banques ; moins nombreux sont les travaux consacrés à l'industrie et à l'agriculture. Parmi les historiens-économistes les plus réputés, on peut citer les noms de Luigi Einaudi et Giuseppe Prato (de Turin), d'Armando Sapori (de Florence), de Luigi Luzzatti, Fabio Besta, Gino Luzzatto (de Venise).

M. Henri HAUSER attire l'attention des historiens sur le fonds des faillites, conservé aux archives de la Seine (4 B<sup>6</sup>)<sup>3</sup>, et qui contient beaucoup de renseignements d'ordre économique, notamment sur le commerce et la banque ; il en donne un certain nombre d'exemples frappants. A ce point de vue,

1. P. L. PRENDEVILLE, *A select bibliography of Irish economic history* (*The Economic history review*, octobre 1931, avril et octobre 1932).

2. Gino LUZZATTO, *The study of medieval economic history in Italy ; recent literature and tendencies* (*Journal of Economic and business history*, août 1932).

3. Henri HAUSER, *Une source de l'histoire du commerce et des banques* (*Annales d'histoire économique et sociale*, octobre 1931).

comme le montre M. DUPIEUX<sup>1</sup>, le fonds de la juridiction consulaire de Paris (dans le même dépôt) ne présente pas moins d'intérêt, surtout pour le XVIII<sup>e</sup> siècle; on ne pourra faire l'histoire des banques parisiennes sans le consulter.

M. H. J. SMIT a entrepris une très importante publication de documents sur les relations commerciales des Pays-Bas du Nord avec la Grande-Bretagne et l'Irlande<sup>2</sup>. Les deux volumes publiés comprennent la période du Moyen Age et sont surtout fournis pour le XV<sup>e</sup> siècle. L'éditeur s'est livré à un dépouillement très complet des archives des Pays-Bas et de Grande-Bretagne. Les documents qui figurent dans le recueil consistent essentiellement en lettres, traités, comptes, et particulièrement comptes de douane. On voit que, dans les Pays-Bas du Nord, ce sont Middelburg et Dordrecht qui apparaissent comme les ports les plus importants; avant 1450, il n'est guère question d'Amsterdam. L'introduction, très brève, contient une bonne bibliographie.

M. Georges ESPINAS accroît encore ses titres à notre reconnaissance en publiant des documents sur la draperie de Valenciennes au Moyen Age, documents qui proviennent des archives et de la bibliothèque de cette ville et qui, pour la plupart, datent du XIV<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>. On y trouve des renseignements précieux sur l'organisation du travail, la vente des marchandises, la condition des maîtres et des compagnons, les règlements corporatifs de la fabrication<sup>4</sup>.

On sait que la « Baker Library », de Boston, a recueilli déjà un grand nombre de documents, imprimés et manuscrits, sur l'histoire économique et notamment sur la *business history*; beaucoup de papiers de firmes industrielles et commerciales y sont déjà concentrés. Le Bulletin de la *Business historical Society* donne souvent des aperçus sur ces intéressants documents. Tel le numéro de mai 1932, où l'on peut signaler notamment les papiers de négociants français, Alfred et André Lefebvre, qui, depuis 1863, ont fait, à Mexico, le commerce en gros et au détail et avaient aussi des affaires étendues en Europe; ils avaient également une manufacture de parapluies et de parasols; ils tenaient le rôle de banquiers, en ce pays où la banque et le crédit étaient si mal organisés.

Quelle est la valeur des statistiques en histoire économique? Telle est l'in-

1. DUPIEUX, *Les attributions de la juridiction consulaire de Paris* (Bulletin de la Société d'histoire moderne, février 1932).

2. H. J. SMIT, *Bronnen tot de geschiedenis van den handel met Engeland, Schotland en Ierland*. La Haye, M. Nijhoff, 1931, in-4°, 2 vol., 1,453 p. (Rijks geschiedkundige publicatie.)

3. Georges ESPINAS, *Documents relatifs à la draperie de Valenciennes au Moyen Age*. Paris, éditions Domat-Monchrestien, et Lille, E. Raoust, 1931, in-8°, viii-370 p.

4. Du même auteur, on lira avec profit un article documentaire, *La fondation d'une ville neuve dans la Flandre wallonne au XV<sup>e</sup> siècle, Lannoy-du-Nord, 1458-1462* (Revue du Nord, 1931). Ce cas d'une ville neuve, fondée surtout dans un but de défense, est un exemple unique dans le Nord.

intéressante question de méthode qu'aborde M. Henri HAUSER, et qu'il traite avec son bon sens habituel<sup>1</sup>. Il montre, tout au moins pour l'Ancien Régime, toutes les difficultés que présente l'évaluation des prix, à cause des variations de la livre et de l'infinie complexité des mesures. On pourrait se rendre compte plus aisément des salaires, si dans ceux-ci n'étaient souvent compris les frais de nourriture. Évaluer la valeur sociale des services et des marchandises est également malaisé. Avant le XIX<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire avant l'ère des recensements, la démographie apparaît très incertaine. En un mot, les données statistiques, si importantes qu'elles soient, ne peuvent donner que des résultats approximatifs.

D'autre part, à propos de l'ouvrage de Clapham sur l'histoire économique de la Grande-Bretagne contemporaine, M. Abbott Payson USHER marque les avantages de la méthode « quantitative », qu'affectionne cet historien<sup>2</sup>. M. Clapham utilise beaucoup les statistiques et se garde des généralisations. M. A. P. Usher remarque aussi qu'il laisse, en grande partie, de côté le point de vue social et « institutionnel », et encore que la continuité le frappe beaucoup plus que le changement.

En ce qui concerne la conception matérialiste de l'histoire, nous avons antérieurement (*Revue historique*, t. CLXX, p. 140) rendu compte du petit volume de Julien BORCHARDT<sup>3</sup>.

La revue anglaise *The Economic History Review* (numéros d'octobre 1931 et d'avril 1932) a publié d'instructives notes sur l'enseignement de l'histoire économique : en France (par M. Henri Hauser)<sup>4</sup>, en Allemagne (par M. Carl Brinkmann), en Belgique (par M. Henri Pirenne), en Suède (par M. Heckscher), en Italie (par M. Porri), en Russie (par M. Kosminsky). En aucun de ces pays, le nombre de chaires spéciales, consacrées à l'histoire économique, n'est bien considérable, et en France moins que n'importe où ; M. Hauser ne s'en montre pas très chagrin, en considérant l'intérêt qu'a l'historien économiste à cultiver l'histoire générale. Cependant, il serait très utile d'augmenter le nombre des chaires. En Autriche, nous dit M. Alfons Dopsch, l'enseignement de l'histoire économique est organisé, depuis nombre d'années, dans les Universités de Vienne, Graz, Innsbruck. En Hollande, d'après M. Posthumus, il n'a de chaire qu'à l'Université d'Amsterdam<sup>5</sup>. A Oxford et à Cambridge, déclare Miss J. de L. MANN, il est de date récente, mais il est de

1. Henri HAUSER, *Observations critiques sur l'utilisation des statistiques d'histoire économique par les historiens* (*Bulletin de la Société d'histoire moderne*, novembre 1931).

2. Abbott Payson USHER, *The application of the quantitative method to economic history* (*The Journal of political economy*, t. XL, avril 1932). — Sur la conception de M. F. Simiand, voy. plus haut.

3. Julien BORCHARDT, *Le matérialisme historique ; introduction à la conception matérialiste de l'histoire*, trad. fr. Bruxelles, L'Eglantine, 1931, in-16, 70 p.

4. Reproduite dans la *Revue historique*, novembre-décembre 1931.

5. Toutefois, à l'École supérieure de commerce de Rotterdam, M. Z. W. Sneller enseigne avec grand succès cette discipline.

fondation à Londres, Manchester, Birmingham, etc. ; il existe aussi à Glasgow, Édimbourg, Aberdeen. D'après M. H. HEATON, toutes les Universités importantes des États-Unis comportent cet enseignement. Il faudra lire aussi les indications fournies par l'Australie, par le même auteur, et sur le Japon, par M. Y. HOYNDEN. En ce qui concerne la Pologne, M. Jan Rutkowski<sup>1</sup> montre que les spécialistes d'histoire économique n'apparaissent guère qu'au début du xx<sup>e</sup> siècle. Le premier centre fut créé à Cracovie par le professeur Bujak, en 1905 ; aujourd'hui, il y a des chaires d'histoire économique dans la plupart des Universités.

II. HISTOIRE ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE. — En une assez courte étude, M. Ettore Ciccotti nous donne un bon aperçu synthétique des principaux problèmes économiques qui se posent à propos du monde ancien<sup>2</sup>, qu'il s'agisse de l'Orient, de la Grèce ou de Rome. L'auteur insiste d'abord sur l'agriculture, dont il met en relief le rôle prépondérant. Cependant, le commerce et l'économie monétaire intensifient la consommation et la production. L'industrie est étudiée d'une façon pénétrante ; M. Ciccotti montre très fortement que, ni *qualitativement*, ni *quantitativement*, le grande industrie, dans l'antiquité, ne saurait se comparer à la grande industrie moderne, et pour quelles raisons. Un trait distinctif de l'économie antique, c'est l'esclavage : on nous en montre les effets économiques et sociaux. M. Ciccotti consacre des pages très intéressantes à la question agraire dans le monde romain et à ses conséquences, ainsi qu'à l'économie monétaire et à la spéculation. Il n'a pas jugé possible d'accompagner son attrayant exposé d'indications bibliographiques ; bien que nous comprenions ses raisons, nous le regrettons quelque peu.

Il semble que, dans l'Italie du haut Moyen Age, il n'y ait pas eu une rupture totale avec l'antiquité. C'est du moins une des idées qui semblent se dégager du savant volume de M. Arrigo Solmi<sup>3</sup> sur l'administration financière du royaume d'Italie : on voit y persister une administration centrale. Les documents d'archives et les *Honorarie civitatis Papiæ* ont fourni à l'auteur des renseignements précieux sur l'histoire économique, notamment sur le commerce ; le marché de Pavie, très actif, attire les marchands de Venise et de l'Italie méridionale. M. Solmi a recueilli des données intéressantes sur les métiers de Pavie, qu'il s'agisse de marchands ou d'artisans. En 1024, à la mort de l'impopulaire empereur Henri II, les habitants de Pavie détruisent le château royal : événement de grande portée. La commune ne tarde pas à se

1. Jan RUTKOWSKI, *Les centres d'études d'histoire économique en Pologne* (*Annales d'histoire économique et sociale*, janvier 1932).

2. Ettore CICCOTTI, *Il problema economico nel mondo antico*, in-8°, 90 p. (extr. de la *Nuova rivista storica*, 1932).

3. Arrigo SOLMI, *L'amministrazione finanziaria del regno italico nell'alto medio evo*. Pavia, tipografia cooperativa, in-8°, 288 p. ; prix : 20 lire (Bibl. della Società pavese di storia patria).



dessiner, bien que les documents du XI<sup>e</sup> siècle soient encore rares. Au début du XI<sup>e</sup> siècle, l'évolution est achevée ; partout, d'ailleurs, l'établissement de la féodalité et des communes a détruit l'unité du royaume d'Italie.

Le récent volume de M. Louis HALPHEN sur l'Europe du XI<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup> contient de bons chapitres d'histoire économique et sociale. Origines, constitution du régime féodal et de l'organisation seigneuriale ; progrès économiques du XII<sup>e</sup> siècle, marqués par d'importants défrichements, par le développement du commerce, de l'industrie, de la vie urbaine ; rôle commercial des républiques maritimes de l'Italie ; origines et conséquences économiques des croisades ; rôle du patriciat urbain au XIII<sup>e</sup> siècle ; origines de la grande industrie drapière ; progrès du grand commerce terrestre : toutes ces questions sont traitées d'une façon très juste, et l'on n'a qu'un regret, c'est que plus de pages encore ne leur aient pas été consacrées. Ajoutons que les bibliographies des divers chapitres sont très au courant, même des ouvrages les plus récents.

C'est d'une question d'un intérêt très général que traite M. H. SPANGENBERG en une étude très bien informée et menée : nous voulons dire la critique de la théorie des périodes économiques, telle que l'ont formulée Bücher et Schmoller<sup>2</sup>. En Allemagne, à la suite de la chute des Hohenstaufen, le morcellement est devenu un phénomène permanent ; on ne pourra donc avoir de *Volkswirtschaft* avant le XIX<sup>e</sup> siècle. Cependant, au XIII<sup>e</sup>, il s'est créé un pouvoir princier, qui a exercé une influence économique considérable et a précédé la *Stadtwirtschaft* indépendante du XIV<sup>e</sup> siècle. Puis, aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, se reconstitue le pouvoir princier, qui a plus d'ampleur que celui du XIII<sup>e</sup> siècle ; l'auteur en étudie avec précision les diverses manifestations. Cependant, il ne faut pas se faire d'illusions : l'économie urbaine subsiste pour une notable part, notamment en ce qui concerne les corporations. L'économie princière a eu surtout un caractère réglementaire et a été défavorable au capitalisme ; d'ailleurs, la grande industrie n'existe pas encore réellement. L'une des idées essentielles de M. Spangenberg, c'est qu'il n'y a pas de coupure très nette entre le Moyen Âge et les temps modernes ; c'est au XVIII<sup>e</sup> siècle que commence la grande transformation. Montrer, comme il le fait, qu'il y a chevauchement des économies, c'est, en fait, porter un coup droit au concept de la *Periodisierung*.

Dans le tome VII, qui clôt son admirable *Histoire de Belgique*, et qui comprend la période de 1830 à 1914, M. Henri PIRENNE<sup>3</sup> a fait, comme dans les tomes précédents, une large place à l'histoire économique et sociale, tout en

1. Louis HALPHEN, *L'essor de l'Europe (XI<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècles)*. Paris, Félix Alcan, 1932, in-8°, 609 p. ; prix : 60 fr. (collection « Peuples et civilisations »).

2. H. SPANGENBERG, *Territorial-Wirtschaft und Stadtwirtschaft. Ein Beitrag zur Kritik der Wirtschaftsstufentheorie*. Munich et Berlin, Oldenbourg, 1932, in-8°, 155 p. ; prix : 8 mk. 50 (Beihft 24 der Historischen Zeitschrift).

3. Henri PIRENNE, *Histoire de Belgique*, t. VII. Bruxelles, Lamertin, 1932, in-8°, XII-416 p.

la fondant dans l'histoire générale, car nul n'a plus que lui le sens de la vie. Il montre notamment que la Constitution du royaume de Belgique, en établissant le régime censitaire, a assuré la domination de la classe bourgeoise jusqu'en 1893, moment où a triomphé le régime du suffrage universel « plural ». Aussi, pendant soixante ans, l'histoire de Belgique est-elle marquée surtout par la lutte entre le parti libéral et le parti catholique. Non que les questions économiques n'aient pas de gravité ; la crise de 1845-1848, à cet égard, est particulièrement significative. Mais, malgré les souffrances des classes laborieuses, pendant longtemps il n'y a pas eu de mouvement ouvrier et la Belgique a été fort en retard pour tout ce qui concerne la législation sociale : c'est seulement en 1866 que les grèves furent autorisées.

D'autre part, ce pays surpeuplé, aux ressources variées, a connu un remarquable développement économique, surtout en matière industrielle : la main-d'œuvre était à bon marché et les débouchés étaient faciles. Rien d'étonnant que, d'abord, personne ne se soit intéressé aux entreprises coloniales de Léopold II, cet étonnant *businessman*. Vers 1880, la Belgique était un pays prospère, ce qui n'empêchait pas d'ailleurs la condition souvent lamentable de sa classe ouvrière. Mais voici qu'en 1885 est créé le « parti ouvrier belge », dont l'agitation, dès le début, a eu un caractère très pratique, et il a eu de puissants moyens d'action, surtout grâce aux coopératives ouvrières, comme le *Vooruit* de Gand ; ainsi s'explique aussi la virulente campagne pour le suffrage universel, obtenu seulement après plusieurs étapes. M. Pirenne nous montre encore que le *xx<sup>e</sup>* siècle a été marqué par une recrudescence de l'expansion économique, qui se distingue par une nouvelle orientation : concentration progressive, opérée surtout par les sociétés par actions ; progrès des entreprises belges à l'étranger. Le rôle international de la Belgique s'affirmait de plus en plus lorsque éclata la terrible guerre mondiale.

Sur l'histoire économique de l'Angleterre, pour la période si intéressante de 1760 à 1860, M. Arthur REDFORD<sup>1</sup> vient d'écrire un bon petit volume de vulgarisation, bien informé, prudent dans ses conclusions et contenant une sérieuse bibliographie sommaire. Dans une première partie, il décrit surtout les transformations industrielles et agricoles qui se sont produites de 1760 à 1815, et un chapitre suggestif expose les conséquences économiques — plutôt désastreuses — des longues guerres avec la France. La deuxième partie est consacrée à « l'ère des réformes » (1815-1860), qui se distingue par une mémorable expansion économique ; l'Angleterre jouit alors d'une véritable prépondérance, et son état social s'est notablement amélioré.

Sous un titre un peu différent, M. Gilbert SLATER a refondu son *Making of modern England*, publié il y a vingt ans, et qui avait obtenu un grand suc-

1. Arthur REDFORD, *The economic history of England, 1760-1860*. Londres, Longmans, 1931, in-16, 221 p. ; prix : 3 s. 6 d. — Ce volume fait partie d'une nouvelle collection d'histoire économique, sous la direction de J. F. Rees.

cés<sup>1</sup>. Il a conservé la même idée centrale, c'est-à-dire l'action réciproque des mouvements économiques et politiques, action qui se manifeste notamment dans le *labour movement*. Mais ce programme a été élargi par l'adjonction de développements sur la pensée religieuse, étique, politique, ainsi que sur les doctrines économiques. A l'arrière-plan se profilent les événements politiques, dont on s'efforce de marquer les répercussions économiques ; telles la paix et la guerre. De là, un exposé très concret, très vivant, sérieusement informé aussi. On désirerait seulement des bibliographies de chapitres plus fournies. M. Slater nous a donné en somme une histoire générale de l'Angleterre depuis le début du XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours, marquant les progrès de la culture intellectuelle et de la civilisation. Puis viennent les conséquences économiques et sociales des guerres de la Révolution et de l'Empire. La période de Waterloo à la guerre de Crimée comprend la crise de 1815-1820, les grandes transformations économiques de l'ère des chemins de fer, l'établissement du *free trade*, l'accentuation du *labour movement*. En ce qui concerne la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et le début du XX<sup>e</sup>, à côté des phénomènes économiques et sociaux, M. Slater étudie les réformes parlementaires et administratives, les progrès de l'enseignement, les luttes et le triomphe du féminisme.

M. J. H. CLAPHAM nous donne la suite de sa grande histoire économique de la Grande-Bretagne contemporaine, pour la période de 1850 à 1886 ; la *Revue historique* lui a consacré (t. CLXXI, p. 410) un compte-rendu critique<sup>2</sup>.

D'Angleterre, nous parvient aussi une nouvelle monographie d'histoire économique régionale, celle de M. J. D. CHAMBERS, sur le Nottinghamshire au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>, c'est-à-dire à l'époque où le comté et les paroisses étaient administrés par la « gentry ». L'auteur décrit la répartition de la population et de l'industrie. Il insiste particulièrement sur l'industrie de la bonneterie au métier (*framework, knitting industry*). Les métiers coûtaient très cher ; aussi la plupart des *knitters*, n'ayant pas les moyens d'en posséder, les louaient aux bonnetiers ; au XVIII<sup>e</sup> siècle, leur situation alla en s'aggravant, ce qui provoqua des troubles comme la grève de 1779. Très tardivement, au XIX<sup>e</sup> siècle, l'industrie domestique fit place au *factory system*.

En ce qui concerne la vie rurale, on trouvera dans le volume une étude très poussée des *enclosures*, pratiquées depuis longtemps, mais qui se précipitent au XVIII<sup>e</sup> siècle ; avant cette époque, il s'était surtout agi de la clôture des terres incultes, ce qui avait accru la superficie du sol cultivé ; au XVIII<sup>e</sup> siècle, au contraire, ce sont surtout les terres cultivées que l'on soumet à l'*enclosure*,

1. Gilbert SLATER, *The growth of modern England*. Londres, Constable, 1932, in-8°, xii-642 p. ; prix : 15 s.

2. J. H. CLAPHAM, *An economic history of modern Britain ; free trade and steel, 1850-1886*. Cambridge, University Press, 1932, in-8°, xii-554 p. ; prix : 25 s. Cf. *Rev. hist.*, t. CLXXI, p. 410.

3. J. D. CHAMBERS, *Nottinghamshire in the XVIIIth century, a study of life and labor under the squirearchy*. Londres, King, 1932, in-8°, xii-377 p. ; prix : 15 s.

d'où l'abolition de l'*openfield*. M. Chambers croit pouvoir établir que les tenanciers libres (*freeholders*) avaient en grande partie disparu avant les enclosures, ce qui les a facilitées. La perte des droits d'usage (*common rights*) a aggravé la situation de la population agricole, qui va en diminuant. Des pages intéressantes sont consacrées au fonctionnement de la *poor law*; en appliquant le *settlement system*, on poursuivait les vagabonds. L'auteur établit que la situation des salariés agricoles et industriels s'est aggravée au XVIII<sup>e</sup> siècle — les prix ayant haussé, mais non les salaires<sup>1</sup>.

Le petit volume de M. George Pratt INSH sur l'Écosse a été écrit spécialement pour les écoles<sup>2</sup>; on lira cependant avec intérêt les pages qui décrivent l'évolution économique et sociale de ce pays dans les temps modernes, les progrès de l'agriculture et de l'industrie au XVIII<sup>e</sup> siècle, ainsi que les grandes transformations du XIX<sup>e</sup>, en ce qui concerne l'industrie textile, la métallurgie, les voies de communication. Depuis deux cents ans, l'évolution de l'Écosse a été plus rapide encore que celle de l'Angleterre.

Nous signalions, l'an dernier, le premier volume de l'histoire économique de l'Italie contemporaine par M. Epicarmo CORBINO. Le tome second, qui comprend la décade 1871-1880, est aussi soigné, aussi documenté que le précédent<sup>3</sup>. On voit que, dans le royaume maintenant complètement unifié, l'agriculture se développe moins rapidement que l'industrie : il faut tenir compte de la nature et des grandes différences locales; le crédit agricole est encore dans l'enfance. L'industrie, au contraire, se développe assez rapidement, surtout dans le Nord; au premier rang figurent les fabrications textiles (soie et drap); le nombre des sociétés par actions augmente. On constate aussi le progrès des relations commerciales, notamment avec la France et l'Allemagne. On s'achemine cependant vers l'abandon du libre-échange, bien que le traité de 1878 avec la France renouvelle en grande partie celui de 1863. M. Corbino consacre aux voies de communication et notamment aux chemins de fer (dont plus de 2,000 kilomètres ont été construits) un important chapitre, qui aurait été mieux en sa place avant le chapitre relatif au commerce. Il étudie aussi en détail la politique financière, le budget, les impôts, la monnaie, le crédit, l'organisation bancaire et les sociétés anonymes; il insiste sur la crise financière de 1873.

Sur l'histoire économique de la Roumanie contemporaine, deux importants ouvrages ont paru : ceux de N. RAZMIRITZA<sup>4</sup> et de Florin Em. MANOLIOU<sup>5</sup>.

1. En appendice, on trouvera un vocabulaire des termes techniques de la bonneterie au métier, ainsi qu'une liste des enclosures.

2. George Pratt INSH, *Scotland and the modern world*. Édimbourg et Londres, Johnston, 1932, in-16, 253 p.; prix : 2 s. 9 d.

3. Epicarmo CORBINO, *Anuali dell'economia italiana*, t. II, 1871-1880. Città di Castello, Soc. « Leonardo da Vinci », 1931, in-8°, 393 p.; prix : 46 lire.

4. N. RAZMIRITZA, *Essai d'économie roumaine moderne, 1831-1931*. Paris, Librairie générale de droit, 1932, in-8°, 411 p.

5. Florin Em. MANOLIOU, *La reconstruction économique et financière de la Roumanie et les partis politiques*. Paris, Gamber, 1932, in-8°, 303 p.

Le premier suit l'ordre des matières et non de la chronologie. Il montre d'abord le rôle prépondérant joué par l'agriculture et les questions agraires. Au cours du dernier siècle, il y a eu un grand accroissement de la population agricole et de la culture des céréales (celles-ci sont devenues la production essentielle). Mais pendant longtemps les paysans ont été traités véritablement en serfs, bien que le servage n'existât pas au point de vue juridique. La réforme agraire de 1864 était insuffisante, car elle laissait subsister la grande propriété et les grands affermagés. Au contraire, celle de 1918 mit fin au régime des *latifundia*; mais elle n'a pas encore produit tout ce qu'on en attendait, par suite de l'inexpérience des paysans et de l'insuffisance de leurs ressources. Quant à l'industrie, elle n'a joué longtemps qu'un rôle tout à fait secondaire, surtout jusqu'en 1875. Depuis un demi-siècle, elle a accompli des progrès marqués, et c'est le cas notamment de l'industrie pétrolière, mais elle est soutenue surtout par le capital étranger. La réunion de la Transylvanie, à la suite de la guerre mondiale, a augmenté encore le champ d'action de l'industrie, surtout en ce qui concerne la sidérurgie; on essaie aussi de secouer un peu le joug du capital international. C'est également après la guerre que la législation du travail s'est le plus développée. L'auteur a écrit encore des chapitres nourris sur le système monétaire, l'organisation du crédit et le régime bancaire, la coopération, les finances publiques. Dans l'ouvrage, on trouvera aussi une étude approfondie sur l'évolution du commerce et des échanges internationaux, dont les blés forment l'article le plus important. M. Razmiritza conclut qu'en Roumanie le rôle économique de l'État est encore plus important que dans des pays d'une économie plus évoluée.

M. Manoliou, de son côté, étudie essentiellement l'économie roumaine depuis la Grande Guerre. Dans un premier chapitre très fourni, il donne une intéressante esquisse de l'évolution économique de la Roumanie de 1878 à 1914; puis il montre les terribles effets de la guerre sur le pays, qui a été occupé, dans sa plus grande partie, par les armées ennemies et soumis, de la part des Empires centraux, à de dures réquisitions. Ainsi s'expliquent les difficultés de la reconstruction, malgré le grand accroissement de population et de territoire. L'exposé de M. Manoliou est fort instructif, mais parfois assez difficile à suivre, parce que, étudiant successivement l'œuvre des divers partis politiques sans suivre l'ordre chronologique, il est obligé de revenir, à plusieurs reprises, sur les mêmes questions. Il montre que les mesures les plus démocratiques ont été accomplies par le *parti du peuple* et le *parti national-paysan* (ce dernier résulte de la fusion du parti paysan et du parti national de Transylvanie).

Comme M. Razmiritza, il considère que la réforme agraire a une importance de premier ordre, car elle achève de créer la petite propriété paysanne; mais, comme lui, il constate que le peu de ressources des paysans a produit une baisse de la production; de là les efforts tentés pour perfectionner le crédit agricole. Les partis démocratiques ont été favorables également aux mouvements syndical et coopératif. L'auteur constate aussi que l'industrie ne joue



encore qu'un rôle secondaire, et il pense que l'on s'est même trop préoccupé de l'industrialisation d'un pays que la nature a destiné à être avant tout agricole. Il insiste, enfin, sur les graves difficultés financières et budgétaires, qui dérivent surtout de la guerre mondiale.

C'est toute l'histoire économique des États-Unis que s'est proposé d'écrire M. Edward C. KIRKLAND<sup>1</sup>, dans un gros volume, qui représente un sérieux travail de synthèse, plein de faits ; on appréciera les bonnes bibliographies par chapitres qui se trouvent à la fin de l'ouvrage. L'auteur donne une idée assez vivante de l'évolution, des divers aspects de l'histoire économique, d'abord pour la période coloniale, puis pour la République américaine. Il insiste avec raison sur la poussée vers l'Ouest, sur la colonisation progressive et aussi sur la variété de cet immense pays. Peut-être n'a-t-on pas assez fortement indiqué à quel point, pendant longtemps, même après le triomphe de l'Indépendance, les États-Unis se rattachent à l'économie européenne. Mais de bonnes données nous sont fournies sur l'évolution de la production industrielle, ainsi que sur le rôle du capital et du capitalisme. Enfin, M. Kirkland a le mérite de ne pas négliger l'aspect social des questions économiques : la condition des salariés et le mouvement ouvrier ont été étudiés avec soin.

Étudiant la pensée économique américaine au XVII<sup>e</sup> siècle, M. E. A. J. JOHNSON<sup>2</sup> apporte une sérieuse contribution à l'évolution économique des colonies anglaises de l'Amérique, car ces colonies ne comptent guère de purs théoriciens ; l'influence des faits sur les idées est prépondérante. Il est vrai que d'abord la pensée puritaine a exercé une grande emprise sur les colons, surtout jusqu'en 1640. Mais ensuite les réalités économiques l'emportent de plus en plus ; on assiste au progrès des idées mercantilistes, non pas dans le sens purement anglais, car on commence à contester le monopole de la métropole. Puis il y avait nécessité pour les colons d'avoir, à côté de l'agriculture, une industrie capable de subvenir à certains de leurs besoins. Ils ont besoin aussi de monnaie et de crédit. Le prêt à intérêt (*usury*) n'est plus contesté, même par les théologiens. Pour tout ce qui concerne le travail et la propriété, ce sont des conceptions de pionniers qui l'emportent. Dans les colonies, on sentait la nécessité de mesures plus libérales que celles que pratiquait la mère patrie, et ne voyait-on pas s'y esquisser déjà comme une philosophie des droits naturels, chère au XVIII<sup>e</sup> siècle ?

Un petit volume de M. H. W. C. BORDEWYK, professeur à l'Université de Groningue, sur les finances des Pays-Bas de 1918 à 1922, donne plus encore que ne promettait le titre<sup>3</sup>. Il nous montre, en effet, que la Hollande, bien qu'elle fût restée neutre pendant la guerre mondiale, a vu sa prospérité économique

1. Edward C. KIRKLAND, *A history of American economic life*. New-York, F. S. Crofts, 1932, in-8°, 767 p. ; prix : 5 doll.

2. E. A. JOHNSON, *American economic thought in the XVIIth century*. Londres, King, 1932, in-8°, 272 p. ; prix : 12 s.

3. H. W. C. BORDEWYK, *Les finances aux Pays-Bas à la fin de la guerre, 1918-1922* ; préface de Gaston Jèze. Paris, éditions du Monde nouveau, 1931, in-8°, 150 p.

fléchir par le fait même de cette guerre. Les bénéfices de guerre eux-mêmes, que l'on peut évaluer à 2 milliards et demi de florins, se sont évanouis par suite de la dépression de 1921. D'ailleurs, la mobilisation et la paix armée ont été ruineuses et ont entraîné un énorme accroissement d'impôts. La détresse économique de l'Allemagne a eu aussi une répercussion désastreuse. Les prix se sont élevés plus que les salaires ; enfin, le chômage a contribué aux souffrances des classes laborieuses. Il s'en est ainsi suivi une diminution de la capacité d'achat et, d'autre part, l'accroissement trop rapide de la population a encore aggravé la gêne générale. Ainsi, loin que la guerre ait enrichi la Hollande, celle-ci doit maintenant faire face à la reconstruction économique, tout comme les belligérants.

On lira avec profit l'étude documentée et parfaitement objective de M. G. MÉQUET sur le plan quinquennal de la Russie soviétique<sup>1</sup>. L'auteur, se plaçant à un point de vue strictement économique, voit dans ce plan un effort très intéressant pour industrialiser ce grand pays, jusqu'ici trop exclusivement agricole.

Signalons un court exposé, mais documenté, précis et net, de M. Shepard B. CLOUGH sur l'économie du fascisme italien<sup>2</sup> ; l'auteur insiste particulièrement sur la stabilisation de la *lira*, ainsi que sur l'organisation des corporations d'État.

En une étude nourrie de faits, M. A. DEMANGEON étudie les conditions dans lesquelles s'est produite la crise actuelle<sup>3</sup>. Il estime qu'elle a surtout pour cause la surproduction, attribuable, pour l'agriculture, à la concurrence des pays d'outre-mer et, pour l'industrie, à la rationalisation, provoquée en partie par la guerre. Les échanges ont été rendus plus difficiles par suite des progrès du protectionnisme. L'auteur insiste sur la baisse des prix en agriculture ; il étudie, à ce point de vue, la production des céréales, des textiles, des denrées tropicales, et montre la situation des divers pays agricoles. Il examine aussi la surproduction dans quelques-uns des grands pays du monde. On pourrait lui reprocher de ne regarder la faiblesse de la consommation que comme un fait secondaire ; à notre avis, la consommation et la répartition jouent un rôle de premier plan dans la crise.

Quelles sont les relations entre la politique économique et la politique extérieure ? Tel est l'intéressant problème qu'examine M. Rudolf IBEKKEN, à propos de certains actes de la politique allemande de 1880 à 1914<sup>4</sup>. Il s'agit

1. G. MÉQUET, *Autour du plan quinquennal* (Annales d'histoire économique et sociale, mai 1932, p. 257-295).

2. Shepard B. CLOUGH, *The evolution of fascist economic practice and theory, 1926-1930* (Harvard Business Review, avril 1932).

3. A. DEMANGEON, *Aspects nouveaux de l'économie internationale* (Annales de géographie, janvier et mars 1932).

4. Rudolf IBEKKEN, *Das aussenpolitische Problem. Staat und Wirtschaft in der deutschen Reichspolitik, 1880-1914. Untersuchungen über Kolonialpolitik, internationale Finanzpolitik Handelsverträge und die Bagdadbahn*. Schleswig, J. Ibbeken, 1928, in-8°, 285 p.

d'abord de la politique coloniale, à l'époque de Bismarck, de 1880 à 1890. Bismarck considérait les affaires coloniales comme dépendant surtout de l'initiative privée ; il fut obligé cependant de leur fournir l'appui de l'État. En 1887, la presse allemande entama une campagne financière contre les valeurs mobilières russes ; le résultat fut que l'on interdit la négociation de ces valeurs en Allemagne. La conséquence finale, c'est que les Russes s'adressèrent au marché de Paris ; l'auteur y voit un des antécédents de l'alliance franco-russe. Dans les traités de commerce conclus avec l'Autriche en 1891, 1892 et avec la Russie en 1894, le chancelier Caprivi obéit surtout à des préoccupations économiques et ne chercha pas d'intérêt politique. Au contraire, le chemin de fer de Bagdad, de 1888 à 1914, eut une importance politique de premier ordre. L'Allemagne se trouva en conflit avec l'Angleterre, la France, la Russie ; la rivalité commerciale et politique, suscitée par cette question, joua un grand rôle dans la *Vorgeschichte*. L'auteur conclut son intéressante étude en disant que la politique extérieure de l'Allemagne fut entraînée vers la politique mondiale par l'impulsion des nécessités économiques et des visées capitalistes.

Les historiens-économistes deviennent de plus en plus attentifs aux travaux des géographes, qui eux-mêmes font si souvent appel à l'histoire. Aussi se sont-ils réjouis de voir apparaître le second volume de M. Emmanuel DE MARTONNE sur l'Europe centrale<sup>1</sup>, où il étudie la Suisse, l'Autriche, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Roumanie, avec une rare compétence et un grand talent. Chacune des sections contient, sur la vie économique, un chapitre extrêmement instructif. On y trouvera des données précieuses sur les conditions déterminantes de la vie économique, ainsi que sur les conséquences de la guerre. Les faits, qui sont exposés en toute objectivité, montrent que les traités de 1919-1920 ont appliqué parfois avec trop peu de prudence le principe des nationalités et rompu d'une façon trop brutale l'ancienne unité économique de l'État austro-hongrois<sup>2</sup>.

Utilisant des documents d'archives et ayant souvent recours à l'histoire, M. Élie REYNIER marque l'importance industrielle et commerciale de la ville ardéchoise d'Aubenas, où s'est développée la fabrication de la soie<sup>3</sup>. Il insiste sur les progrès des voies de communication. — Dans un travail très documenté, M<sup>lle</sup> Myriem FONCIN décrit l'évolution économique de la Cité de Paris<sup>4</sup>. Au Moyen Âge et jusqu'au xvii<sup>e</sup> siècle, celle-ci fut le centre à la

1. Emmanuel DE MARTONNE, *L'Europe centrale* ; II<sup>e</sup> partie : Suisse, Autriche-Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie. Paris, Armand Colin, 1931, gr. in-8°, p. 341-845 ; prix : 120 fr. (« Géographie universelle », t. IV).

2. On a déjà rendu compte de l'importante thèse de M. Albert GIBERT : *La porte de Bourgogne et d'Alsace, la trouée de Belfort*. Cf. *Rev. histor.*, t. CLXX, p. 146.

3. Élie REYNIER, *Aubenas ; esquisse de géographie humaine* (extr. des *Mélanges Raoul Blanchard*, 1932).

4. Myriem FONCIN, *La Cité* (*Annales de géographie*, 15 septembre 1931, p. 479-503, avec des plans).

lois commercial et industriel de la capitale. Mais, au xviii<sup>e</sup> siècle, la construction de nouveaux ponts contribue à la transformation de la vie économique. Enfin, au xix<sup>e</sup>, surtout après les travaux de Haussmann, la Cité se vide presque tout à fait.

III. RÉGIME AGRAIRE ET AGRICULTURE. — Il a paru, cette année, sur l'histoire agraire, un livre de premier ordre de M. Marc BLOCH<sup>1</sup>, que nous ne faisons que mentionner ici, car on en trouvera dans la *Revue* même un compte-rendu critique<sup>2</sup>. Disons simplement qu'en étudiant, comme il l'a fait, le système des assolements et surtout ce qu'il appelle les « régimes agraires », il a ouvert des voies nouvelles et qui seront fécondes<sup>3</sup>.

M. Gaston ROUPNEL a toujours étudié avec prédilection la vie rurale et il est un observateur attentif des choses de la campagne. On ne s'étonnera donc pas que son *Histoire de la campagne française*<sup>4</sup> contienne bon nombre de chapitres intéressants, vivants et suggestifs, par exemple, sur ce que peuvent nous apprendre les lisières de forêts, les chemins, les villages. On notera de bonnes remarques sur le système des champs ouverts, sur les modes de groupement de la population, la culture de la vigne, etc. Ce qu'il nous dit de la conquête agricole du Midi nous semble moins convaincant ; mais il a bien compris le régime agraire de l'Ouest et du Massif central. D'autre part, la théorie générale qu'il formule sur le régime social de la France du Moyen Âge nous semble bien hypothétique. Ce qui est fondamental selon lui, c'est l'« ancienne communauté », à laquelle se serait surajouté le régime domanial, régime d'arbitraire, mais qui n'aurait pu vraiment annuler cette communauté primitive des cultivateurs du sol. Ainsi, les droits personnels qui pèsent sur les paysans seraient plus tardifs que les autres et résulteraient de ce même arbitraire seigneurial. Il faudrait même remonter plus haut que le régime romain, car on se trouve en présence d'une « tradition vieille comme les ans ». M. Roupnel s'en est convaincu par son étude des origines ; mais la préhistoire peut-elle vraiment nous renseigner sur l'histoire ancienne de la propriété et de la société ? Le volume contient beaucoup de jolies pages, mais « l'âme paysanne » y revient trop souvent. Je veux bien que la campagne soit « le fondement de la patrie française » ; d'autre part, n'est-ce pas dans les villes que se sont accomplies toutes les grandes transformations ?

A la vie pastorale et agricole dans une partie des Pyrénées, M. Henri CA-

1. Marc BLOCH, *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*. Paris, « Les Belles-Lettres », 1931, in-8°, xvii-261 p. ; prix : 45 fr.

2. Voir l'intéressante critique de l'ouvrage, faite par un géographe, M. A. DEMANGEON (*Annales de géographie*, mai 1932, p. 233-241).

3. Signalons aussi quelques pages intéressantes de mise au point sur la vaine pâture par M. André DÉLÉAGE, *La vaine pâture en France* (*Revue d'histoire moderne*, septembre-octobre 1931).

4. Gaston ROUPNEL, *Histoire de la campagne française*. Paris, Bernard Grasset, 1932, in-8°, p. 143.

VAILLÈS a consacré une thèse importante<sup>1</sup>, qui intéresse l'histoire économique.

Sur l'exploitation forestière en Franche-Comté à la fin de l'Ancien Régime, M. Louis MAZOYER a écrit une bonne étude, qui repose principalement sur des mémoires adressés à l'Académie de Besançon en 1771. Il montre la grande consommation de bois que font les salines et les usines (surtout les forges). Les maîtres de forges persuadent souvent aux paysans de leur céder leurs bois, les communaux. Mais ceux-ci qui, en général, tiennent à conserver leurs usages se heurtent aux autorités, comme aux usiniers. De là, des révoltes fréquentes, comme celle des *Demoiselles*, en 1765. On trouve un écho de leurs plaintes dans les *Cahiers du bailliage d'Amont*. Il y a là des conflits économiques et sociaux, pour ainsi dire, insolubles<sup>2</sup>.

M. Georges LEFEBVRE a publié des documents de grand intérêt sur les questions agraires à l'époque de la Terreur (ils consistent surtout en pétitions envoyées à la Convention) et il les a fait précéder d'une longue introduction fort instructive<sup>3</sup>. Il examine d'abord la question des décrets de ventôse, qui prescrivirent de distribuer aux sans-propriété les biens des suspects. Il pense que les robespierristes, et notamment Saint-Just, ont dû être sincères, mais ils se heurtèrent à l'hostilité de la grande majorité de la Convention ; d'ailleurs, on peut se demander si les décrets auraient pu avoir une réelle efficacité. — A l'époque de la Révolution, la question des grandes fermes et des réunions de fermes se posait fortement dans le nord de la France, surtout dans les régions les plus fertiles ; beaucoup de moyens fermiers avaient perdu la situation qui les faisait vivre. En fait, les assemblées révolutionnaires ne firent rien pour eux. — En certaines régions, surtout dans le Centre (Bourbonnais, Nivernais, Autunois, Berry, etc.), en bordure des pays de ferme, s'était développée la pratique des « fermiers généraux », ce qui s'explique par la difficulté qu'éprouvaient les propriétaires à régler les affaires compliquées du métayage. Les abus des fermiers généraux étaient grands. Cependant, la Révolution, pas même à l'époque de la Convention, ne fit rien pour réprimer ces abus, ni pour améliorer les conditions des baux. — Lorsque la Constituante établit la liberté de la culture, cette mesure provoqua une vive opposition dans les campagnes, où l'on ne renonçait pas aisément à la coutume, les pauvres et les cultivateurs moyens moins que quiconque. M. Lefebvre remarque très justement que les sans-culottes ne constituaient pas un parti de classe : on comptait parmi eux beaucoup de propriétaires

1. Henri CAVAILLÈS, *La vie pastorale et agricole dans les Pyrénées occidentales des Gaves, de l'Adour et des Nestes*. Paris, Armand Colin, 1931, in-8°, 413 p. (thèse de doctorat ès lettres).

2. Louis MAZOYER, *Exploitation forestière et conflits sociaux en Franche-Comté, à la fin de l'Ancien Régime* (*Annales d'histoire économique et sociale*, juillet 1932).

3. Georges LEFEBVRE, *Questions agraires au temps de la Terreur : documents publiés et annotés*. Strasbourg, 1932, in-8°, 259 p. (Publ. de la Commission des Documents économiques de la Révolution.)



fonciers et de fermiers aisés, qui n'avaient pas les mêmes intérêts que les journaliers. C'est la raison essentielle pour laquelle les robespierristes n'ont pu avoir une politique agraire vraiment efficace. Mais n'y a-t-il pas quelque exagération à dire, comme le fait l'auteur, que les classes populaires n'ont rien gagné à l'abolition du régime seigneurial et de la dime, non plus qu'à la vente des biens nationaux? Sur ce point, il paraît être en contradiction avec M. Laurent, dont il va être question.

En une curieuse étude, très fouillée, M. le Dr Paul DELAUNAY décrit les transformations d'une partie de la banlieue du Mans, surnommée « le Maroc<sup>1</sup> ». Cette région, comprenant autrefois beaucoup de landes, s'est à la longue couverte de maisons; à la suite des expropriations ordonnées par la Révolution, nombre de petites propriétés s'y sont créées; en 1913, on y a établi la « gare de triage » du Mans, puis diverses industries s'y sont établies. Finalement, ce territoire a été incorporé dans la ville du Mans.

Nous avons encore beaucoup à apprendre sur l'agriculture de la France moderne et contemporaine. Aussi accueillera-t-on avec faveur les deux bonnes études de M. R. LAURENT<sup>2</sup> et de M. Ch. VÉZIN<sup>3</sup>. — Le travail de M. Laurent, élaboré pour un diplôme d'études de l'Université de Dijon, témoigne de très sérieuses aptitudes pour l'érudition : documents d'archives, imprimés, rien n'a été négligé et l'auteur est bien au courant également des questions générales. Enfin, l'exposition est sobre et très claire. Envisageant d'abord la question de la propriété foncière, M. Laurent montre que la Révolution a eu des conséquences favorables, surtout au point de vue social; d'autre part, la vente des biens nationaux n'a guère servi au prolétariat rural, mais nombreux sont les journaliers qui possèdent une maison avec un peu de terre. Malgré la législation, on voit persister les droits collectifs, auxquels les paysans tiennent essentiellement, parce qu'ils pourraient difficilement s'en passer pour la nourriture de leur bétail et leur chauffage; on s'explique alors que la vaine pâture soit si tenace. La technique reste encore primitive et on voit subsister le système des « trois champs », avec l'assolement triennal; cependant, la jachère diminue. Ce qui nuit au commerce des denrées agricoles, c'est l'insuffisance des voies de communication, qui ne commencent vraiment à s'améliorer que grâce à l'action de la loi de 1836. Faut-il s'étonner de l'instabilité des prix d'une année à l'autre et de localité à localité? A cet égard, les disettes de 1816-1817 et de 1847-1848 sont des phénomènes caractéristiques. M. Laurent montre encore que, de 1800 à 1850,

1. HENRY MONGUILLON, DEAN-LAPORTE, Paul DELAUNAY, *Le Maroc manceau. Le Mans*, Cl. Monnoyer, in-8°, 1931, 213 p. (extr. du *Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe*, t. LIII). — La partie historique a été composée par le Dr P. Delaunay.

2. R. LAURENT, *L'agriculture en Côte-d'Or pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle*. Dijon, Rebourseau, 1931, in-8°, 216 p. (« La Révolution en Côte-d'Or », fasc. 7).

3. Ch. VÉZIN, *L'évolution de l'agriculture de la Manche en un siècle, 1830-1930*. Saint-Lô, impr. Lemasson, 1931, in-8°, 133 p.

la culture ne fait que de lents progrès, quoique le froment s'étende aux dépens du seigle. L'élevage s'améliore davantage : la quantité du bétail s'accroît — si l'on en excepte les moutons — et l'on voit le perfectionnement des races chevaline et bovine. Félicitons encore l'auteur de ses vingt-cinq cartes agricoles du département de la Côte-d'Or, dressées avec grand soin.

M. Ch. Vezin a été directeur des services agricoles de la Manche; aussi traite-t-il surtout en technicien l'évolution agricole de ce département depuis un siècle; il invoque principalement les statistiques, ce qui ne l'empêche pas, d'ailleurs, d'avoir le sens de l'histoire. Il montre comment la région du Cotentin s'est transformée en pays bocager, ce qui convenait à la nature de son sol et de son climat. Il y a un siècle, les céréales couvraient 250,000 hectares; aujourd'hui, seulement 80,000; par contre, en 1839, on comptait 89,000 hectares de prairies; en 1929, 370,000. Les anciennes cultures — le colza, la navette, le chanvre — ont disparu. Le nombre des moutons a diminué; mais l'espèce bovine, qui ne comprenait que 213,000 unités en 1839, en compte aujourd'hui 525,000. Si le climat a été le facteur essentiel de cette spécialisation agricole, les progrès des voies de communication en ont été la condition déterminante. La valeur des terres et la valeur locative n'ont cessé de s'accroître; elles sont aujourd'hui environ le triple de ce qu'elles étaient en 1830. M. Vezin note encore la diminution de la main-d'œuvre et de la population rurale : celle-ci n'est plus, en 1901, que de 55 %, au lieu de 73 % en 1836.

Dans une thèse de sciences, M<sup>lle</sup> A. DUSSEAU<sup>1</sup> montre qu'en Auvergne, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, et surtout dans sa seconde moitié, la culture du seigle a peu à peu cédé devant celle du froment, au point d'être maintenant complètement éliminée. Quant à la culture de l'orge, elle s'est maintenue plus longtemps, à cause de la brasserie.

Un article de M. Cyril ZAITSEFF<sup>2</sup> donne une idée d'ensemble de la question agraire en Russie avant et depuis la révolution bolchéviste; il considère que celle-ci a brusquement interrompu l'évolution qui tendait à transformer le paysan russe en propriétaire indépendant. Il examine ensuite la tentative d'exploitation collective entreprise par le gouvernement soviétique, qui a organisé les *kolkhoz* aux dépens des prétendus *koulaks*. Il y a là une révolution agraire d'une ampleur sans précédents.

IV. COMMERCE. — Le commerce, on le sait, est, en grande partie, déterminé par les voies de communication. Une histoire générale des routes rendrait donc grand service à nos études. L'essai de M. J. W. GREGORY<sup>3</sup> ne

1. M<sup>lle</sup> A. DUSSEAU, *Contribution à l'étude écologique du blé. Les blés d'Auvergne*. Clermont-Ferrand, 1931, in-8°, 320 p.

2. Cyril ZAITSEFF, *The agrarian question in Russia* (*Journal of economic and business history*, août 1931). Voir plus haut l'article de M. Pascal.

3. J. W. GREGORY, *The story of the road from the beginning down to A. D. 1931*. Londres, Alex. Maclehose, 1931, in-8°, 311 p.; prix : 12 s. 6 d.

comble pas encore cette lacune. L'auteur, ancien professeur de géologie à l'Université de Glasgow, s'intéresse aux matériaux et à la construction des routes, plus encore qu'à leurs effets économiques. Il ne s'est pas livré à des recherches de première main, mais il a des connaissances étendues et une curiosité de grand voyageur. Dans son volume, il est un peu question de toutes les époques — même des temps préhistoriques — et de tous les pays (ancienne Égypte, Carthage, Chine, Pérou, etc.). Mais ce sont les routes anglaises qui ont le plus fortement attiré son attention. Il montre leur grande insuffisance au Moyen Âge. Dans les temps modernes, l'État s'en préoccupe de plus en plus, mais ne se charge pas lui-même de leur entretien ; de là les *trusts* et les *turnpikes* (péages), qui ont rendu en leur temps de sérieux services et ne sont abandonnés tout à fait que tard dans le XIX<sup>e</sup> siècle. Vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, les routes auraient été en piteux état, puis se seraient notablement améliorées après 1780 ; l'auteur invoque, entre autres sources, le témoignage d'Arthur Young ; mais, il y a quelques années déjà, le professeur Gay s'est appliqué à prouver que ce témoignage, plus ou moins bien interprété, n'est pas aussi concluant qu'on le croit. M. Gregory montre justement que des raisons politiques ont contribué à l'amélioration des routes dans certaines régions, par exemple en Écosse, dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle ; il s'agit des routes militaires du maréchal Wade. Dans les Highlands également, un réseau a été construit par Telford après 1803 ; enfin, c'est un autre Écossais, Macadam, qui a opéré en Angleterre une véritable révolution routière. L'auteur examine enfin la question de la circulation automobile. Des comparaisons avec l'évolution d'autres pays, notamment de la France, eussent été instructives. L'ouvrage contient d'intéressantes illustrations.

Le petit ouvrage de vulgarisation de M. A. ALBITRECCIA<sup>1</sup> concerne surtout l'état actuel des transports, mais cependant il marque rapidement l'évolution antérieure. Il se place au point de vue mondial, tout en insistant particulièrement sur la France. Il examine successivement les routes, les chemins de fer, la navigation fluviale et maritime, les transports urbains ; en tous ces domaines, l'évolution a été rapide, surtout depuis trente ans. Il indique que la France, pour la navigation maritime, ne tient plus que le sixième rang — après la Norvège ; pour la poste, notre rang n'est plus très élevé ; mais, pour le téléphone, il est très honorable.

Le volume de M. Yves LE TROCQUER<sup>2</sup> a surtout un intérêt technique. Cependant, il donne un bref historique des routes françaises. Depuis la construction des chemins de fer, la circulation sur ces routes avait été sans cesse en diminuant ; puis l'énorme développement de l'automobile depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, et surtout depuis 1920, est venu bouleverser toute la situa-

1. A. ALBITRECCIA, *Ce qu'il faut connaître des moyens de transport*. Paris, Boivin [1931], in-16, 156 p. ; prix : 8 fr.

2. Yves LE TROCQUER, *La route et sa technique*. Paris, Félix Alcan, 1931, in-16, 118 p. ; prix : 12 fr.

tion ; ainsi s'est imposée la nécessité de transformer complètement la technique des routes.

M. A. DESAUNAIS montre les progrès notables de la navigation du Rhône et surtout de la Saône<sup>1</sup>, notamment pour le trafic des produits industriels. La navigation de la Saône, conclut-il, s'accroîtra encore « le jour où les conditions de navigation du Rhône permettront des relations faciles avec Port-Saint-Louis et Marseille ». M. L. FRANÇOIS<sup>2</sup> montre que Port-Saint-Louis, créé en 1881, et depuis de plus en plus actif, a eu pour effet de ranimer le trafic du Rhône.

On sait qu'en ces dernières années de bons travaux ont paru sur l'histoire du commerce du Moyen Age et quelques-uns des meilleurs sont l'œuvre de M. André-E. SAYOUS<sup>3</sup>. Il nous rend un nouveau service en nous donnant une critique très pénétrante du célèbre ouvrage de L. Goldschmidt, l'*Universal Geschichte des Handelsrechts*, publié en 1891. Il montre les qualités et aussi les défauts et les lacunes de cette œuvre, puis tout ce que les travaux des dernières quarante années ont apporté de lumière sur les origines du capitalisme commercial et financier. Il reproche à Goldschmidt d'être trop exclusivement juriste, trop peu économiste et de ne pas voir assez la réalité concrète. Son erreur fondamentale, pense M. Sayous, a été de croire à l'influence « décisive » des villes maritimes, alors que beaucoup d'institutions nouvelles sont nées, en réalité, du commerce terrestre. Le rôle des Juifs aussi a été peu considérable, contrairement à l'opinion de Sombart. Les méthodes du Moyen Age se sont prolongées dans les relations de l'Espagne avec l'Amérique et en Amérique même, au xvi<sup>e</sup> siècle. Ce n'est pas de la *commande* que dérive directement la commandite moderne ; la « société commerciale », de caractère général, a joué un rôle plus important. Dès le xiii<sup>e</sup> siècle, la banque de dépôt commence à apparaître, avec le caractère qu'on lui connaîtra depuis. L'assurance maritime, à la moderne, se dégage, au xiv<sup>e</sup> siècle, du prêt maritime. La lettre de change a pour origine le change manuel, usité dans les foires, et devient un instrument de crédit. En un mot, l'ouvrage de Goldschmidt, des plus remarquables pour l'époque où il a paru, mérite encore d'être lu, à condition que l'on y apporte les rectifications nécessaires.

M. SAYOUS trouve une confirmation de ses idées dans l'étude qu'il a entreprise sur les méthodes commerciales de Barcelone au xiii<sup>e</sup> siècle<sup>4</sup>, en s'appuyant sur les documents de la cathédrale, malheureusement trop fragmentaires. Il constate la rareté, sinon l'absence, du prêt maritime à Barcelone.

1. A. DESAUNAIS, *Le progrès de la navigation du Rhône et de la Saône entre 1927 et 1930* (*Études rhodaniennes*, 1931, n° 4).

2. L. FRANÇOIS, *Port-Saint-Louis du Rhône* (*Études rhodaniennes*, septembre 1931).

3. André-E. SAYOUS, *L'histoire universelle du droit commercial de Léon Goldschmidt, et les méthodes commerciales des pays chrétiens de la Méditerranée aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles*. Paris, A. Rousseau, 1931, 34 p. (extr. des *Annales du droit commercial*).

4. André-E. SAYOUS, *Les méthodes commerciales de Barcelone au XIII<sup>e</sup> siècle, d'après des documents inédits des archives de sa cathédrale* (*Estudis universitaris catalans*, année 1932).

D'abord, pour effectuer les paiements, on envoie des espèces ; plus tard, les prêts sont remboursables hors de l'endroit où ils ont été contractés, mais on ne s'achemine que lentement vers la lettre de change. L'auteur donne des détails intéressants sur la *comande*, grâce à laquelle on peut obtenir une rétribution considérable du capital ; mais l'évolution est moins avancée qu'à Marseille. Les Juifs n'inaugurent pas de pratiques commerciales nouvelles ; ils sont surtout prêteurs. En un mot, Barcelone est fort en retard sur les autres villes maritimes ; on n'y trouve qu'un capitalisme primitif, mais qui est cependant du capitalisme.

M. Armando SAPORI<sup>1</sup> nous montre une fois de plus tout le parti que l'on peut tirer des papiers des firmes commerciales, conservés en grand nombre dans les archives italiennes, même pour la période du Moyen Âge. Les livres de comptes d'une compagnie marchande de Florence, celle de Francesco del Bene (1318-1322), lui ont permis de nous donner une monographie très précise et très attrayante, qui éclaire singulièrement l'histoire du commerce florentin et de l'*Arte di Calimala* dans la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle.

La Compagnie, composée de trois associés, et qui a le caractère d'une entreprise de moyenne importance, achète des draps en France et aux Pays-Bas (c'est ce qu'on appelle les *panni franceschi*). Sur ces achats, sur leur transport à Florence et les difficultés de ces voyages, sur les droits de toutes sortes qu'ils doivent acquitter, M. Saponi nous donne les indications les plus précises. D'après les statuts de l'*Arte di Calimala*, le coût des draps mis en vente, déterminé par le prix d'achat et les frais du finissage, doit être indiqué sur une étiquette ; c'est ce qu'on appelle le *toccamento*, et l'auteur nous montre dans quelle mesure cette coutume correspond à la conception médiévale du « juste prix ». Non moins intéressants, les chapitres consacrés aux divers modes de vente et au profit que le marchand peut en retirer. Au détail, la vente se fait au comptant ; en gros, à terme (deux mois et demi ou trois mois et demi) ; l'acheteur qui s'acquitte en avançant le terme a droit à un escompte de 2 deniers par livre par mois, ce qui équivaut à un intérêt annuel de 10 % : preuve que l'intérêt commercial est considéré comme légitime et qu'il y a là un compromis avec l'interdiction ecclésiastique de l'intérêt.

La Compagnie del Bene ne se borne pas d'ailleurs au commerce des draps ; c'est ainsi que son agent à Naples achète pour elle une cargaison de vin d'un cru réputé (*di Torre del Greco*), qui est transporté et vendu à Florence. C'est le cas de la plupart des autres firmes commerciales, qui ne sont pas étroitement spécialisées. Sur l'administration de la Compagnie et sur sa comptabilité, M. Saponi nous fournit les renseignements les plus précis et les plus instructifs.

Ce qui contribue à donner une réelle portée à ce volume si soigné, c'est que l'auteur est remarquablement au courant de l'histoire économique générale

1. Armando SAPORI, *Una compagnia di Calimala ai primi del trecento*. Florence, Olschki, 1932, in-8°, 420 p. ; prix : 60 lire (Bibliotheca storica toscana).



de l'époque qu'il étudie ; de là, des rapprochements suggestifs. Il importe aussi de retenir sa conclusion ; c'est que Florence connaît toutes les manifestations du capitalisme — commercial et financier, tout au moins. D'abondants extraits de comptes sont donnés en appendice.

C'est aussi un fonds des archives de Florence qu'a exploré M. Armand GRUNZWEIG et dont il nous donne une analyse détaillée, celui du Consulat de la mer<sup>1</sup>, très riche en renseignements sur le port de Bruges, sur les voyages qu'y faisaient les galères florentines et même sur la colonie florentine de Bruges. On voit qu'au xv<sup>e</sup> siècle Florence faisait un commerce très important avec Bruges, où elle exportait des épices et d'où elle importait des draps.

Le même érudit publie la correspondance de la filiale de Bruges des Médicis, avec une importante introduction<sup>2</sup>. On y trouve des renseignements précieux sur l'activité des Médicis aux Pays-Bas, à Londres, et sur l'extension de leurs affaires. M. Grunzweig marque le rôle de la famille Portinari, qui fut à la tête de cette filiale de Bruges. Perrens a dit à tort que la filiale, en 1480 (date où elle passe entre les mains de Tommaso Portinari), avait un déficit de 100,000 florins ; au contraire, son bénéfice était de plus de 60,000 florins. L'éditeur met encore en relief le rôle des commis (*giovani*). La correspondance est d'autant plus précieuse que les copies de lettres de la filiale sont perdues.

A la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, Florence subit une grave crise économique ; les faillites devinrent nombreuses. Comme remède, le gouvernement songea à soumettre à l'enregistrement les livres commerciaux, ce qui ne s'était pas fait jusqu'alors. M. Armando SAPORI, qui expose cette tentative<sup>3</sup>, montre que le projet se heurta à l'hostilité des négociants, qui obligea le grand-duc à y renoncer.

Sur le caractère du marché en Léon et en Castille au Moyen Age, M. Luis G. VALDEAVELLANO publie une étude importante et d'autant plus intéressante que sa connaissance de travaux étrangers lui a permis de suggestives comparaisons<sup>4</sup>. Le sujet est difficile à traiter, d'ailleurs, car les documents n'abondent pas. L'auteur montre que l'évolution du droit de marché en Léon et Castille a bien des points communs avec celle des autres pays. Cependant, certains traits la différencient, et qui s'expliquent par l'histoire particulière de ces deux contrées, notamment par la *reconquista* sur les envahisseurs arabes. Le Léon et la Castille avaient été dévastés ; on donna donc des terres aux *pobladores* ; de là, constitution de beaucoup de propriétés moyennes ou petites, ce qui tend à développer les marchés. En outre, ceux-ci ne sont pas

1. Armand GRUNZWEIG, *Le fonds du Consulat de la mer aux Archives d'État à Florence*. Rome, 1930, in-8°, 121 p. (extr. du *Bulletin de l'Institut historique belge de Rome*, fasc. X).

2. Armand GRUNZWEIG, *Correspondance de la filiale de Bruges des Medici*, 1<sup>re</sup> partie. Bruxelles, Lamertin, in-8°, LI-158 p. (Commission royale de Belgique.)

3. Armando SAPORI, *La registrazione dei libri di commercio in Toscana nell'anno 1605 (Rivista del diritto commerciale, 1931)*. — Il publie le projet, ainsi que le mémoire des négociants.

4. Luis G. de VALDEAVELLANO, *El mercado ; apuntes para su estudio en Leon y Castilla durante la edad media* (*Anuario de historia del derecho español*, t. VIII, 1931, p. 201-405).

tombés entre les mains d'une classe féodale ; leur concession est bien un monopole royal. Comme partout ailleurs, on distingue les foires annuelles, les marchés hebdomadaires et les marchés journaliers. Assez tôt, d'ailleurs, se constitue un commerce permanent. L'organisation juridique est très analogue également à celle que l'on trouve dans les autres contrées de l'Europe, qu'il s'agisse des droits de marchés ou des impôts. Ce sont les municipalités qui réglementent les marchés et les ventes ; la revente, d'abord interdite, finit par s'implanter. En Léon et en Castille, le marché a-t-il joué un rôle prépondérant dans la formation des villes ? L'auteur estime que rien ne permet de l'affirmer ; les villes, tout d'abord, ont surtout été des forteresses militaires ; mais, naturellement, le marché a contribué à leur donner leur aspect particulier.

M. J. DENUÉ, archiviste municipal d'Anvers, a classé et inventorié le riche fonds des faillites de son dépôt<sup>1</sup>, qui contient les papiers d'une centaine de firmes commerciales (voy. l'*Antwerpsch Archievenblad*, 1926-1932). On voit que, même après la ruine d'Anvers, il y a, au XVII<sup>e</sup> siècle, un mouvement commercial assez actif, qui se développe encore au XVIII<sup>e</sup> ; témoin l'existence de banques, comme celles de Dormer, De Pret, Proli. Bien des données sur le commerce avec l'Espagne — surtout avec Cadix — nous sont révélées.

L'insécurité a constitué longtemps un des traits caractéristiques du commerce international. M. Albert GIRARD nous en montre un curieux exemple : la saisie des biens français en Espagne, à titre de représailles pour la saisie de bateaux chargés d'argent<sup>2</sup>. Les biens des Français dans les ports représentaient des sommes considérables ; à Cadix, notamment, étaient établis beaucoup de nos négociants. La question ne fut réglée qu'au traité de Monçon, en 1629. — Même les droits des neutres n'ont été reconnus que plus tard, bien que le principe ait été formulé dès 1495. Pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg, l'Angleterre et la Hollande prétendent empêcher tout commerce des neutres avec la France, sans y parvenir entièrement, d'ailleurs, surtout pour les pays du Nord. Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, aucun progrès sensible n'est fait en ce qui concerne le droit des neutres ; telle est la conclusion à laquelle aboutit une intéressante étude de Ph. C. JESSUP et Francis DEAK<sup>3</sup>.

On sait combien, dans l'ancienne France, l'infinie complexité des mesures entravait les relations commerciales. De cette complexité, M. Robert LATOUCHE nous donne un exemple frappant, en étudiant ce qui se passa dans le Dauphiné<sup>4</sup>. Il établit l'équivalence de ces mesures pour diverses

1. J. DENUÉ, *Le fonds des faillites à Anvers (Annales d'histoire économique, juillet 1932)*.

2. Albert GIRARD, *La saisie des biens français en Espagne en 1625 (Revue d'histoire économique, année 1931, n° 3, p. 297-315)*.

3. Philip C. JESSUP and Francis DEAK, *The early development of the law of neutral rights* (extr. du *Political science Quarterly*, t. XLVI, décembre 1931).

4. Robert LATOUCHE, *Les mesures de capacité du Dauphiné du XVI<sup>e</sup> siècle à la Révolution*

régions de cette province, d'après des documents des archives départementales de l'Isère, dont quelques-uns remontent au xv<sup>e</sup> et même au xiv<sup>e</sup> siècle; il s'est servi aussi d'une enquête faite par l'intendant, en 1754-1756, sur l'ordre du contrôleur général. On y voit à quel point les mesures variaient suivant les localités

On n'a guère de documents explicites sur la préparation de l'ordonnance de commerce de 1673. Aussi M. Henri LÉVY-BRUHL<sup>1</sup> a-t-il accru nos connaissances en publiant, d'après un manuscrit de la Bibliothèque nationale, le procès-verbal d'une séance du 4 février 1671. Il s'agit de la question des usures. On se demande si l'on peut reconnaître également le prêt à intérêt, qui existe dans la pratique, s'il est légitime; on consulte des théologiens, la Sorbonne; finalement, on se décide à n'en pas parler<sup>2</sup>.

Poursuivant ses études sur Nantes, M. Gaston MARTIN publie, sur les relations commerciales entre cette ville et les colonies américaines durant la guerre de l'Indépendance, un intéressant article, fondé sur les archives de la Chambre de commerce et de l'amirauté de Nantes<sup>3</sup>. Au début du conflit anglo-américain, le grand port s'apprêtait à en tirer parti en ravitaillant les *insurgents*. Franklin se met en rapport avec Gruel, négociant depuis longtemps intéressé dans le commerce avec l'Amérique du Nord; en 1777, se crée à Nantes un « bureau commercial américain »; le traité de commerce, conclu en février 1778 avec les États, ouvre Nantes au commerce américain; en dépit du blocus anglais, le port fournit aux insurgents des armes et des denrées.

Cependant, l'indépendance des États-Unis n'a pas eu pour le commerce français les grands avantages que l'on pouvait espérer, et qui d'ailleurs n'entrèrent guère en jeu quand le gouvernement de Louis XVI résolut d'intervenir. M. Edmond BURON publie, d'après un manuscrit de nos Archives nationales, un important document intitulé « État de la valeur annuelle du commerce entre la France et les États-Unis »<sup>4</sup>; il montre que si, dans les premières années, la balance a été favorable à la France (de 32 millions), la balance finale en faveur des États-Unis s'est élevée à plus de 63 millions.

française. Grenoble, 1931, 65 p. (extr. du *Bulletin de la Société scientifique du Dauphiné*, t. LI, 1931).

1. Henri LÉVY-BRUHL, *Un document inédit sur l'ordonnance de 1673* (*Revue historique du droit*, octobre-décembre 1931, p. 648-681).

2. Signalons un ouvrage intéressant pour le commerce français du xvii<sup>e</sup> siècle — mais qui ne nous est pas parvenu — d'A. KUHN, *Die französische Handelssprache im 17. Jahrhundert*, 1931, in-8°, 234 p. (*Romanische Studien*, de Leipzig).

3. Gaston MARTIN, *Commercial relations between Nantes and the American colonies during the war of independence* (*Journal of economic and business history*, août 1931).

4. Edmond BURON, *Statistics on franco-american trade, 1778-1806* (*Journal of economic and business history*, mai 1932). — Lafayette, qui s'est activement occupé de ces relations commerciales, a publié, en 1786, des *Observations sur le commerce entre la France et les États-Unis*; c'est ce que nous apprend Louis R. GOTTSCHALK, *Lafayette as commercial expert* (*American historical review*, avril 1932).

M. LÉON CAHEN, dépouillant les archives du péage de Mantes et les papiers de la Commission des péages (Archives nationales, H<sup>4</sup>), a recueilli des renseignements de grand intérêt sur la navigation de la Seine entre Paris et Rouen, sur les marchandises qui étaient transportées sur le fleuve et sur leur quantité<sup>1</sup>. Il conclut que cette navigation, surtout à la descente de Paris, était beaucoup moins importante qu'on ne pourrait le croire. Mais dire que Paris était, au XVIII<sup>e</sup> siècle, « une ville pauvre », « le plus grand des villages français », semble quelque peu exagéré ; évidemment, Paris n'est pas une ville de grande industrie ; c'est une capitale où se concentrent les gens les plus riches du royaume et où se constitue un marché des plus importants<sup>2</sup>.

Le trafic des marins malouins dans la « mer du Sud », à la fin du XVII<sup>e</sup> et au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, est bien connu. Cependant, on lira avec intérêt le journal d'un capitaine malouin, du Coudray-Perrée, qui, en 1704, a fait un voyage très lucratif sur les côtes du Pacifique, à Pisco, Callao, etc.<sup>3</sup>. Du Coudray-Perrée s'enrichit encore comme armateur ; son fils aîné, à Nantes, mena une vie fastueuse.

M. George Pratt INSH, auteur d'un volume sur les *Scottish colonial schemes*, que nous avons signalé en son temps, nous en donne aujourd'hui la suite, en étudiant la *Company of Scotland*, pour le commerce de l'Afrique et des Indes<sup>4</sup>, qui, dans les dernières années du XVII<sup>e</sup> siècle, fut créée par des marchands de Londres et d'Écosse ; son travail est fondé sur de précieux documents d'archives. La Compagnie, société par actions au capital de 600,000 l. st., trouva de nombreux souscripteurs (environ 400), malgré l'animosité du gouvernement de Guillaume III. Les directeurs formèrent le projet de fonder un établissement au golfe de Darien ; les deux expéditions successives qui se firent à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, dans de mauvaises conditions, échouèrent toutes deux et la plupart de ceux qui y prirent part périrent, beaucoup moins sous le coup des Espagnols que par l'effet des maladies. D'autres expéditions commerciales, marquées par plus d'un drame, furent tentées par la Compagnie sur la côte occidentale d'Afrique, à Madagascar, dans les Indes orientales. Finalement, la Compagnie fut dissoute en 1707. Le récit de M. Pratt Insh est vivant et coloré. Peut-être aurait-il pu faire appel davantage à

1. LÉON CAHEN, *Ce qu'enseigne un péage du XVIII<sup>e</sup> siècle : la Seine entre Rouen et Paris et le caractère de l'économie parisienne* (Annales d'histoire économique et sociale, octobre 1931).

2. Signalons encore un important article de F. ÉVRARD, *Le commerce des étoffes à Versailles avant la Révolution*, 45 p. (extr. de la *Revue d'histoire de Versailles et de Seine-et-Oise*, 1930) ; renseignements intéressants, notamment sur le commerce des foires de Caen et de Guibray. — Malgré son titre, l'article de M. Et. POLLIO, *Le commerce maritime pendant la Révolution (La Révolution française, octobre-décembre 1931, p. 289-321)*, ne concerne guère que le XVIII<sup>e</sup> siècle ; il contient d'ailleurs quelques vues intéressantes.

3. GÉNÉRAL DE LA VILLESTREUX, *Journal d'un navigateur malouin sous Louis XIV*, 60 p. (extr. des *Mémoires de la Société d'histoire de Bretagne*, année 1931).

4. George Pratt INSH, *The Company of Scotland, trading to Africa and the Indies*. Londres et New-York, Ch. Scribner, 1932, in-8°, 347 p. ; prix : 12 s. 6 d.

l'histoire comparée, mais il a eu le grand mérite de marquer le lien de son sujet avec l'histoire économique et sociale, voire politique, de l'Écosse.

M. T. P. VAN DER KOOTY a écrit une thèse de portée générale sur le commerce d'entrepôt de la Hollande<sup>1</sup>. Il ne s'est pas contenté d'étudier les nombreux ouvrages touchant à son sujet; il a aussi exploré les archives, notamment celles de Rotterdam. La situation géographique a beaucoup contribué au succès de ce commerce, qui a d'ailleurs également des causes d'ordre économique et social. L'auteur décrit les pratiques de ce commerce, les diverses catégories de commerçants; il marque le rôle des courtiers, des commissionnaires, des banquiers. On trouvera encore des données intéressantes sur l'organisation des transports, sur les diverses sortes d'armements. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, surtout dans la deuxième moitié, le commerce d'entrepôt s'affaiblit progressivement. On en perçoit les principales causes: la concurrence de Londres et de Hambourg, ainsi que les progrès du capitalisme industriel, pour lequel la Hollande n'était pas équipée. Tant que le commerce d'entrepôt a été prospère, la Hollande s'est prononcée pour la liberté commerciale; à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, on constate les progrès de la conception mercantiliste. Au commencement du XIX<sup>e</sup> siècle, surtout après les guerres napoléoniennes, il semble que c'en soit fait du commerce d'entrepôt. Mais, après 1830, on voit les progrès du commerce rhénan; Rotterdam redevient un entrepôt important. Le tarif de 1845 marque déjà un pas décisif vers l'orientation libérale et, en 1850, sont abolis les droits de transit et de péages fluviaux. Enfin, le commerce et l'industrie de la Hollande redeviennent prospères dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>.

Un des maîtres de M. van der Kooty, M. Z. W. SNELLER, a étudié l'entrepôt des toiles de Westphalie à Rotterdam dans les années qui ont précédé la guerre de Hollande<sup>3</sup>; il montre que Rotterdam est mieux placé qu'Amsterdam pour le commerce avec l'Angleterre; puis survient la catastrophe de 1672, et, pour des raisons économiques générales, Amsterdam prendra le dessus sur Rotterdam.

Un petit chapitre de l'histoire du commerce américain a été écrit par Mrs. Elizabeth DONNAN<sup>4</sup>; elle montre que, tout d'abord, le commerce des colonies anglaises de l'Amérique a été fait par des compagnies de commerce. Mais, déjà au XVIII<sup>e</sup> siècle, on voit des commerçants comme les Perry, qui

1. T. P. VAN DER KOOTY, *Hollands Stapelmarkt en haar verval*. Amsterdam, H. J. Paris, 1931, in-8°, 134 p. (thèse de l'École supérieure de commerce de Rotterdam).

2. M. Paul HARSIN (*Les projets de jonction de l'Escaut, de la Meuse et du Rhin du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle*, dans les *Annales de la Société scientifique de Bruxelles*, 1931) montre que ces projets ont échoué principalement à cause de l'opposition qu'y firent les Provinces-Unies, surtout au XVIII<sup>e</sup> siècle.

3. Z. W. SNELLER, *De stapel der westfalsche linnens te Rotterdam, 1669-1672* (extr. des *Bijdragen voor vaderlandsche geschiedenis en oudheidkunde*, 1931).

4. Elizabeth DONNAN, *Eighteenth english merchants; Micajah Perry* (*Journal of economic and business history*, novembre 1931).



vendent individuellement en Europe le tabac des colonies et en Amérique les produits européens ; ce sont eux qui tiennent à maintenir les liens entre la métropole et les colonies. — M. Robert G. ALBION explique pourquoi le port de New-York, de 1815 à 1860, l'a emporté sur Boston, Philadelphie et Baltimore<sup>1</sup>, bien que Boston fût plus rapproché de l'Europe et, les deux autres ports, de l'Ouest ; mais, encore vers 1840, Boston pouvait menacer la prépondérance de New-York.

Étudiant les comptes d'un marchand de Londres, W<sup>m</sup> Brandt (1741-1774), Miss L. Stuart SUTHERLAND nous le montre faisant un actif commerce de laine, puis de métaux précieux qu'il importe de Lisbonne, tout en étant armateur et assureur. Il cède ses métaux à des orfèvres et à la Banque d'Angleterre<sup>2</sup>.

A M. Leland James GORDON on doit un ouvrage très documenté et instructif sur les relations commerciales entre les États-Unis et la Turquie<sup>3</sup>, en ce dernier siècle ; une exposition très nette en rend aussi la lecture agréable. Bien que les premières relations datent de 1785, il faut attendre le traité de commerce de 1830 pour voir se développer le commerce entre les deux pays. Les progrès en sont marqués surtout après 1850 ; il y a une importante importation d'Amérique en Turquie, puis une chute brusque après 1886 ; en 1889, l'importation n'est plus que de 522,000 dollars, contre 5,644,000 d'exportation en Amérique. Après 1900, le gouvernement tente de sérieux efforts pour améliorer la situation (création d'une ambassade auprès de la Sublime-Porte, en 1906, et d'une Chambre de commerce pour le Levant, en 1911). Les exportations en Turquie s'élevèrent à quatre millions de dollars, puis, après la Grande Guerre, à vingt-cinq, en 1919, et même à quarante-deux, en 1920 — chiffres exceptionnels, dus à des circonstances spéciales. En 1929, les exportations en Turquie se chiffrent par 5,741,000 dollars et les importations en Amérique par 12,165,000 dollars, tandis que l'on compte 367,000 émigrés ottomans aux États-Unis. M. Gordon fait l'étude détaillée des marchandises achetées en Turquie (fruits et surtout tabac) et des marchandises vendues en ce pays (objets manufacturés, principalement machines agricoles et automobiles). L'infériorité du commerce américain provenait surtout de l'absence d'établissement bancaire (l'*American Express Co* ne fut fondée qu'en 1921) et aussi de la question des tarifs. L'auteur montre encore l'importance des missions américaines en Turquie, au point de vue économique comme au point de vue culturel. Depuis la création de la nouvelle République turque, le rôle de l'Amérique n'a fait que croître.

1. Robert G. ALBION, *New York port and its disappointed rivals, 1815-1860* (*Ibid.*, août 1931).

2. Miss L. Stuart SUTHERLAND, *The accounts of an 18th century merchant* (*Economic historical Review*, avril 1932).

3. Leland James GORDON, *American relations with Turkey, 1830-1930*. Philadelphie, University Press, et Londres, Milford, 1932, in-8°, xiv-402 p.

La question des prix se rattache très directement à la question commerciale. — Il faut féliciter grandement M. Henri HAUSER de nous avoir donné une excellente édition de la fameuse *Response* de Jean Bodin aux *Paradoxes* de M. de Malestroït<sup>1</sup>. Le texte est suivi de nombreuses notes, parmi lesquelles figurent d'importantes citations de la *République*, qui complètent la pensée de Bodin. Dans une remarquable introduction, M. Hauser explique avec une grande clarté le problème de la révolution des prix au xvi<sup>e</sup> siècle, de leur hausse, plus ou moins rapide suivant les pays, et il insiste particulièrement sur ce qui s'est passé en France. Les *Paradoxes* de Malestroït n'étaient d'ailleurs pas dénués de mérite : ils déclaraient qu'il n'y avait pas d'enchérissement, mais uniquement diminution progressive de la monnaie de compte. Jean Bodin est le premier qui ait aperçu la cause essentielle de l'enchérissement, c'est-à-dire l'afflux des métaux précieux du Nouveau Monde, sans négliger d'ailleurs les causes secondaires. M. Hauser ensuite expose l'évolution de la crise des prix après 1568 et, enfin, l'influence des idées de Bodin après 1576.

M. Abbott Payson USHER, étudiant le mouvement général des prix en Angleterre<sup>2</sup>, estime avec raison qu'il se fait dans le même sens qu'en France, notamment depuis le xv<sup>e</sup> siècle. Mais il ne pense pas que l'afflux d'or du xvi<sup>e</sup> soit la cause du revirement des prix, car il se manifestait déjà antérieurement à la découverte du Nouveau Monde ; l'afflux n'aurait fait qu'intensifier un mouvement déjà commencé. Même s'il en est ainsi, ajouterons-nous, il l'a intensifié de telle sorte qu'on peut considérer son influence comme prépondérante.

En ce qui concerne l'histoire des prix, M. René JOUANNE<sup>3</sup> montre la valeur de toute une série de monographies normandes et le parti que l'on peut en tirer. On trouvera aussi dans cette étude des remarques intéressantes sur les monnaies, les poids et les mesures, étonnamment complexes. Étudiant le prix du blé à Caen, au xvi<sup>e</sup> siècle, il relève les erreurs de M. G. d'Avenel<sup>4</sup>.

M. Henri HAUSER montre que, pour la fin du xv<sup>e</sup> siècle et le début du xvi<sup>e</sup>, les « Coutumes » indiquent souvent des prix<sup>5</sup> ; témoin les *Coutumes*

1. *La vie chère au XVI<sup>e</sup> siècle. La response de Jean Bodin à M. de Malestroït, 1568*, nouvelle édition par Henri HAUSER. Paris, Armand Colin, 1932, in-8°, LXXX-134 p. ; prix : 25 fr.

2. Abbott Payson USHER, *Prices of wheat and commodity price indexes for England, 1259-1930* (*The review of Economic statistics*, août 1931).

3. René JOUANNE, *Les monographies normandes et l'histoire des prix* (*Normannia*, septembre 1931).

4. On trouvera aussi des données sur les monnaies et sur les prix, notamment des céréales et du bétail, dans un autre article de M. René JOUANNE, *La Basse-Normandie au temps de Jeanne d'Arc et d'Ambroise de Loré* (*Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne*, juillet et octobre 1931).

5. Henri HAUSER, *Les « Coutumes » considérées comme source de l'histoire des prix* (*Revue d'histoire économique*, 1931, n° 2).

d'Anjou, auxquelles se réfère Jean Bodin dans sa *Réponse aux Paradoxes*. En une autre étude, le même historien<sup>1</sup> indique que la Bourgogne, province frontière, voisine de la Franche-Comté espagnole, subit l'invasion des monnaies d'Espagne, ce qui explique une dépréciation plus rapide de la monnaie et partant une hausse plus rapide aussi des prix. Les officiers des monnaies s'en préoccupèrent et voulurent restreindre cette circulation.

Les recherches de M. Fr. SIMIAND sur le mouvement général des prix du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup> témoignent d'un grand effort d'investigations et de pensée. L'auteur pense qu'au lieu de commencer par des monographies, il faut étudier d'abord le mouvement global des prix : conception de sociologue plutôt que d'historien. Pour cette étude globale, il reconnaît, d'ailleurs, qu'il ne dispose encore que de ressources insuffisantes, des données recueillies par Wiebe, Thorold Rogers, M. G. d'Avenel, etc. Il ne se dissimule pas non plus les défauts de méthode de ces chercheurs, notamment du dernier. Il estime cependant que, grâce à la trituration statistique, on peut en tirer des résultats approximatifs d'une réelle valeur : opération un peu magique aux yeux des historiens réalistes. Quoi qu'il en soit, M. Simiand arrive aux conclusions suivantes : 1<sup>o</sup> hausse des prix du début du XVI<sup>e</sup> siècle au milieu du XVII<sup>e</sup> ; 2<sup>o</sup> de cette époque au troisième ou quatrième quart du XVIII<sup>e</sup> siècle, faible accroissement des prix, sorte de palier ; 3<sup>o</sup> de 1750 ou 1775 à 1817, nouvelle hausse. L'auteur nous avertit qu'il néglige les mouvements secondaires et tout ce qui peut être accidentel. Des graphiques, des diagrammes illustrent les résultats qu'il a mis en lumière.

Une des parties les plus intéressantes du volume est celle où M. Simiand interprète la « recherche des concomitances », en examinant avec soin les diverses branches et manifestations de l'activité économique. Pour la première phase — la plus heureusement traitée, à notre avis — il conclut, après une longue étude, à l'influence prédominante des phénomènes monétaires ; il tire notamment parti des excellentes études de M. Earl J. Hamilton. Mais la première phase se prolonge-t-elle réellement jusqu'en 1650 ? Pour la deuxième, les conclusions de l'auteur nous semblent moins solidement fondées. Notons aussi un certain nombre d'erreurs historiques de fait, comme l'assertion qu'il y a eu décadence économique de la Hollande dans la deuxième moitié du XVII<sup>e</sup> siècle. Il tient aussi un compte médiocre des faits non économiques qui, cependant, ont pu exercer une action. En ce qui concerne la troisième phase, en France et en Angleterre, avouons que M. Simiand s'en tire un peu par un tour de passe-passe, car il examine seulement la période 1790-1817, pendant laquelle la hausse s'explique par des moyens

1. HENRI HAUSER, *La question des prix et des monnaies en Bourgogne dans la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle* (*Annales de Bourgogne*, 1932). — M. Hauser indique l'étude à entreprendre dans les archives du duché et du comté de Bourgogne.

2. FR. SIMIAND, *Recherches anciennes et nouvelles sur le mouvement général des prix du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle*. Paris, éd. Domat-Montchrestien, 1932, 677 p. (dactyl.) ; prix : 70 fr.

monétaires acrus (assignats en France, cours forcé en Angleterre). Mais la hausse a commencé beaucoup plus tôt, au moins depuis 1750, et même avant cette date, comme on le voit d'après l'ouvrage de M. Labrousse, dont il sera question plus bas.

C'est que, pensons-nous, les fluctuations des prix ne peuvent pas s'expliquer *uniquement* par les faits monétaires, bien que ceux-ci aient une grande importance, parfois prépondérante. En sa qualité d'économiste-sociologue, M. Simiand ne répugne pas, comme les historiens, à la *cause unique*, bien au contraire : toutes les conditions secondaires et notamment les « accidents » ne comptent pas pour lui. Ses recherches n'en sont pas moins des plus intéressantes et suggestives ; il a, en outre, le mérite d'indiquer, çà et là, de nombreux sujets de travaux, dont pourront s'inspirer les historiens.

C'est en historien, non moins qu'en économiste, que M. C.-E. LABROUSSE a écrit un travail, et de la plus haute qualité, sur le mouvement des prix et des revenus en France au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. Par avance, dans la *Revue d'histoire économique* de 1931, il en avait publié la première partie. Il montre que la *Table des prix* de Creuzé-Latouche (rapport à la Convention du 8 décembre 1792) et les *Archives statistiques du ministère des Travaux publics* (1837) ont pour source un manuscrit des Archives nationales, intitulé *Prix du froment dans les trente-deux généralités et à Paris à partir de 1756*. Ce document dérive lui-même des archives de la statistique agricole de l'Ancien Régime. Le Bureau des subsistances au Contrôle général centralisait les prix envoyés tous les quinze, puis tous les huit jours par 400 subdélégations ; il recevait aussi, toutes les quinzaines et tous les mois, les tableaux régionaux établis en province par les intendances (*états de généralités*). A l'aide de cette documentation, le Bureau des subsistances composait, toutes les semaines, les *tableaux généraux du royaume*, adressés au contrôleur général. Ils sont malheureusement perdus, mais nous avons conservé les *états de subdélégations* et les *états de généralités*. M. Labrousse, en une excellente étude critique, montre la valeur des uns et des autres ; les erreurs de détail, qui peuvent provenir des conversions de « mesures », sont compensées par la loi des grands nombres. L'auteur conclut que « la table du Bureau des subsistances, document statistique de premier ordre, exprime correctement le mouvement des prix du blé de première qualité ». Les documents locaux, conservés dans les fonds des intendances, fournissent aussi la preuve que la *Table* est une source très sûre pour le mouvement des prix du blé dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle.

M. Labrousse a tiré un excellent parti de ces documents, ainsi que de nombreux fonds de nos archives départementales. Son interprétation critique, sage, prudente, souvent originale, est bien d'un historien. D'un historien

1. C.-E. LABROUSSE, *Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au XVIII<sup>e</sup> siècle* ; préfaces de MM. Henri SÉE et Roger PICARD. Paris, Dalloz, 1933, in-8°, 695 p. (Collection scientifique d'économie politique.)

aussi, le caractère essentiellement descriptif de son travail. Toutefois, chez lui, l'historien doit beaucoup à l'économiste, qui, dans tout son exposé, ne cesse de distinguer le mouvement de *longue durée*, le mouvement *cyclique*, le mouvement *saisonnier* : véritable fil conducteur de ces recherches si poussées. Jamais on n'avait mis aussi fortement en lumière la hausse de longue durée des prix, qui, née vers 1733, se prolonge jusqu'à 1817, sorte de réplique à la fameuse hausse du xvi<sup>e</sup> siècle.

L'étude des prix aboutit à des constatations d'un intérêt de premier ordre pour l'histoire sociale aussi bien qu'économique. Témoin cette conclusion : « L'inégalité des prix, dénoncée par les économistes comme également préjudiciable à la petite production paysanne et à la consommation du travailleur, s'aggrave à mesure qu'on descend l'échelle des cultures et des régimes alimentaires. » Considérant l'ensemble des produits alimentaires, M. Labrousse établit que les variantes cycliques et saisonnières sont d'autant plus fortes que le régime alimentaire est le plus pauvre. Plus modéré, par contre, apparaît le mouvement cyclique des matières premières à destination industrielle (laine, lin, chanvre, etc.) ; bien plus encore les étoffes fabriquées, qui « incorporent une forte part de main-d'œuvre ». On voit alors les conséquences sociales du mouvement des prix au xviii<sup>e</sup> siècle : pour le consommateur aisé, la nourriture ne constitue qu'un chapitre relativement médiocre de son budget ; il en est tout autrement pour le consommateur pauvre.

C'est dire que, pour M. Labrousse, l'étude du mouvement des prix n'est, en quelque sorte, que l'introduction à l'étude des revenus, d'une portée sociale encore plus directe — c'est-à-dire de la rente et du salaire. Avec plus de précision et aussi sur un champ plus vaste qu'on ne l'avait fait jusqu'ici, l'auteur marque la forte supériorité de la hausse de la rente sur celle des prix. Pour le bénéficiaire des droits seigneuriaux et de la dîme, l'année « mauvaise », celle où les prix sont les plus élevés, c'est aussi l'année la plus lucrative. Ainsi s'explique le conflit économique qui met aux prises une « minorité féodale » et la masse des travailleurs. L'histoire ne tirera pas un moindre profit de l'étude si approfondie du salaire qui nous est donnée ici. Par un grand luxe de données précises, M. Labrousse établit que le salaire réel a baissé d'environ 25 %, sans compter les méfaits du chômage agricole et industriel, dont nous est donnée une étude des plus neuves et attrayantes. L'histoire générale retiendra aussi le remarquable chapitre dans lequel l'auteur marque l'influence du mouvement des prix et des revenus, à la fois sur les doctrines économiques, sur les institutions et sur les événements ; il montre que la protestation des populations rurales contre le régime seigneurial s'explique non seulement par l'aggravation de ce régime, mais aussi par le mouvement même des prix et des revenus. L'explosion révolutionnaire, conclut-il, coïncide avec l'année ou même avec la période de l'année où le prix du blé atteint son maximum depuis 1734. Quoi que l'on puisse penser de cette vue suggestive, elle ne saurait être négligée par les historiens que



passionne la question des origines de la Révolution. — En un mot, ce beau volume, dont nous n'avons pu montrer toute la richesse, mérite un grand succès, tant par l'étendue et la profondeur des recherches, la solidité de la méthode, que par le sens historique qu'il révèle et le talent qui a fait rendre attrayantes des études en apparence aussi austères.

V. INDUSTRIE. — Les corporations de l'Ancien Régime ont suscité des organisations et des mesures collectives pour la fabrication et pour la vente des produits. C'est ce que M. Erich WEGE montre fortement, en une étude bien documentée, claire et assez attrayante, pour l'Allemagne, la Suisse et les Pays-Bas<sup>1</sup>. Les mesures collectives répondent à la nature des corporations et aux buts qu'elles se proposaient : d'assurer à tous les maîtres une aide mutuelle et les moyens de gagner leur vie, avec le plus d'égalité possible. Tout d'abord, il y a entente pour des achats en commun des matières premières, entente nécessaire, surtout quand il s'agit de matières provenant de marchés lointains, et qui a suscité toute une organisation de commissionnaires, magasins, etc. En second lieu, il s'agit d'installations communes pour l'exercice du métier, indispensables lorsque les maîtres isolés ne peuvent se procurer l'outillage nécessaire (par exemple, pour les moulins). Ces installations demandent l'apport de capitaux, qui sont fournis, non sans peine, par les contributions des maîtres, des autorités municipales, etc. Ce sont ces organisations qui ont subsisté le plus longtemps. En troisième lieu, la corporation se charge d'organiser les ventes, qu'il s'agisse des foires, de locaux de vente en commun ou de ventes effectuées, soit par des employés de la corporation, soit par des commissionnaires. Dans beaucoup de régions de l'Allemagne, les corporations concluent des contrats collectifs avec des marchands ou des entrepreneurs (*Verleger*) ; c'est souvent une nécessité, car il est difficile pour les artisans de se livrer à de considérables opérations commerciales. L'auteur montre encore que ces diverses mesures n'ont pas empêché le triomphe du capitalisme, mais que du moins elles ont prolongé la vie des corporations et adouci les effets de la révolution économique.

La confrérie de Sainte-Barbe des Flamands, créée à Florence en 1448, et dont M. Mario BATTISTINI publie d'intéressants documents<sup>2</sup>, montre que les artisans d'origine allemande et surtout flamande étaient nombreux à Florence ; parmi eux figuraient des tisserands, des tapissiers (quelques-uns célèbres, comme Jean Bologne), des peintres et des musiciens. D'ailleurs, des non-Flamands — surtout Italiens et Français — s'introduisirent dans

1. ERICH WEGE, *Die Zünfte als Träger wirtschaftlicher Kollektivmassnahmen*. Stuttgart, W. Kohlhammer, 1930, in-8°, 125 p. (Beiheft 20 zur Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte).

2. MARIO BATTISTINI, *La confrérie de Sainte-Barbe des Flamands à Florence. Documents relatifs aux tisserands et aux tapissiers*. Bruxelles, Lamertin, 1931, in-8°, 213 p. (Commission royale d'histoire.)

la confrérie, qui subsista jusqu'à la suppression des corporations religieuses, en 1785.

Sur l'organisation du travail à Valence (Espagne) au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, M. Juan Beneyto PEREZ publie un important travail, fondé surtout sur les documents des archives municipales<sup>1</sup>. Il montre que la municipalité de Valence réglemente étroitement le travail et les transactions commerciales. Le caractère général des corporations de métiers, les règles de l'apprentissage, les conditions pour accéder à la maîtrise constituent des phénomènes très analogues à ceux que l'on trouve dans d'autres pays, à la même époque. Ici aussi se manifeste fortement la préoccupation de maintenir autant que possible l'égalité entre les maîtres. Sur les salaires des ouvriers et les gages des domestiques, M. Perez nous fournit aussi des indications précises, recueillies dans les documents d'archives.

M. V. DAUPHIN étudie la corporation des apothicaires d'Angers<sup>2</sup>. Dès la fin du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, les apothicaires avaient le monopole de la vente des médicaments et jouissaient d'une situation importante ; leur communauté n'obtint cependant de statut définitif qu'en 1619 ; d'ailleurs, on ne connaît leur vie corporative que par les procès qu'ils engagèrent. Il n'y avait pas d'enseignement organisé pour la pharmacie, mais un long apprentissage. Les rôles de la capitation montrent qu'au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle les apothicaires connaissaient une assez bonne condition économique. Pour une population de 30,000 âmes, Angers n'avait que huit ou neuf apothicaires ; dans les autres villes de l'Anjou, ils sont très peu nombreux et il n'y en a point dans les campagnes, où les remèdes sont vendus par les médecins.

M. Paul-M. BONDOIS continue à étudier l'industrie sucrière française au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>. Il donne d'intéressants détails sur la fabrication, le raffinage. Le nombre des raffineries françaises s'accroît sensiblement. L'auteur énumère les diverses espèces de sucre et décrit les rivalités entre les divers centres sucriers, les querelles de Rouen avec Dieppe, Nantes, Orléans, qui produisait un sucre de qualité supérieure, de Bordeaux avec La Rochelle. Ces rivalités nuisirent au développement de cette industrie, qui, à la veille de la Révolution, se trouvait gravement atteinte.

M. E. LE PARQUIER s'est livré à de consciencieuses recherches sur les corporations de Rouen au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle<sup>4</sup>. Il n'a d'ailleurs trouvé sur elles que peu

1. Juan Beneyto PEREZ, *Regulacion del trabajo en la Valencia del 500* (*Anuario de historia del derecho español*, t. VII, année 1930, p. 183-310).

2. V. DAUPHIN, *La corporation des apothicaires d'Angers, des origines à sa suppression en 1791*. Angers, Société des éditions de l'Ouest, 1932, in-8°, 46 p.

3. Paul-M. BONDOIS, *L'industrie sucrière française au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle. La fabrication et les rivalités entre les raffineries* (*Revue d'histoire économique*, 1931, n° 3, p. 316-346).

4. E. LE PARQUIER, *Les communautés d'arts et métiers de Rouen au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle* (*Bulletin de la Société d'émulation du commerce et de l'industrie de la Seine-Inférieure*, exercice 1930. Rouen, 1931, p. 113-136). — *La corporation des fabricants de bas et de bonneterie au métier de*

de renseignements avant le dernier tiers du siècle ; au nombre de quatre-vingts, elles sont réduites à trente-sept en 1778, en vertu de la fusion ordonnée à cette date. La corporation des fabricants de bas et métiers, qui datait de 1672, reçut en 1692-1694 des statuts, qu'analyse M. Le Parquier. Les gardes prétendaient aussi exercer le droit de visite sur les fabricants de la campagne, mais l'autorité le leur interdit en 1755. La corporation, ni nombreuse (soixante-cinq maîtres), ni riche, défendit avec ténacité ses privilèges contre les marchands bonnetiers, avec lesquels les conflits furent fréquents ; elle fut maintenue en 1778, tandis que celle des marchands fut réunie aux merciers. Les marchands bonnetiers avaient reçu leurs statuts en 1731. Ils ne pouvaient avoir qu'un apprenti ; l'apprentissage durait quatre ans et, pour devenir maître, il fallait encore servir pendant deux ans. Les maîtres vendaient en gros et au détail les articles de bonneterie, tandis que les merciers ne pouvaient les vendre qu'en gros ; d'autre part, les fabricants pouvaient vendre directement leurs produits. Les marchands bonnetiers (environ cinquante) n'étaient pas, en général, très fortunés, bien que leur commerce s'étendit jusqu'aux Antilles.

M. P. BOISSONNADE a consacré trente-six ans de recherches à l'activité industrielle de Colbert<sup>1</sup> ; on ne s'étonnera donc pas qu'il en ait une connaissance si approfondie. Son ouvrage constituera un instrument de travail indispensable, et d'autant plus qu'il l'a terminé par un choix de documents publiés ou analysés, ainsi que par une bonne bibliographie. Il a une très haute idée de son héros : « Le premier », dit-il, « Colbert a donné aux plans de restauration industrielle une coordination, une rigueur logique, une ampleur jusque-là inconnues. » Il vante avec raison son extraordinaire activité, sa force de travail. C'est avant tout un organisateur ; il veut que l'État organise le travail, même par la contrainte, « fasse du bien aux peuples, même malgré eux ». Mais ne songe-t-il pas surtout aux intérêts de l'État ? Avec une grande précision, M. Boissonnade décrit les rouages administratifs que créa Colbert (Conseil du commerce, juges des manufactures, inspecteurs, etc.), l'encouragement donné aux inventions techniques, l'embauchage d'entrepreneurs et d'ouvriers habiles, les privilèges et subventions accordés aux manufactures, le monopole des transports publics, etc. Dans le volume, on trouvera beaucoup de détails sur la réglementation industrielle. L'extension des jurandes et la tutelle administrative sur celles-ci ; tel est encore l'un des principaux objectifs du grand ministre. L'auteur a écrit des pages instructives sur les ouvriers ; il reconnaît qu'aux classes populaires Colbert assigne « le rôle d'instruments dociles, muets et passifs, de la production écono-

Rouen au XVIII<sup>e</sup> siècle (*Ibid.*, p. 137-165). — La corporation des marchands bonnetiers de Rouen au XVIII<sup>e</sup> siècle (*Ibid.*, p. 167-204).

1. P. BOISSONNADE, *Colbert ; le triomphe de l'étatisme ; la fondation de la suprématie industrielle de la France ; la dictature du travail, 1661-1683*. Paris, Rivière, 1932, in-8°, 391 p. ; prix : 40 fr.

mique ». C'est que Colbert songe avant tout à cette production. « La France lui doit d'être devenue un grand État industriel, d'avoir, pendant près d'un siècle, avant la poussée britannique, détenu une véritable royauté économique. » Telle est la conclusion enthousiaste de M. Boissonnade, qui nous semble, malgré tout, avoir quelque peu surestimé le rôle de Colbert, en négligeant trop ce que ce dernier devait à ses prédécesseurs.

L'inspection des manufactures, créée par Colbert, n'a guère été étudiée dans le détail, pour la période du XVII<sup>e</sup> siècle. On lira donc avec intérêt un travail de M. Paul JUBERT sur cette inspection à Rouen de 1670 à 1699<sup>1</sup>, d'après des registres conservés aux archives municipales de cette ville. La juridiction des manufactures fut donnée à six échevins. Les registres de cette juridiction fournissent des renseignements sur diverses corporations (drapiers, tapissiers, merciers, etc.). L'auteur décrit la façon dont elle s'exerçait. Le titre d'inspecteur des manufactures ne fut pas donné immédiatement ; c'était d'abord un « commis pour l'inspection, appointé par le gouvernement, au taux de 2,000 livres, sur le produit des visites et marques. Il surveille l'application des règlements et donne son avis sur les cas douteux ».

Le pouvoir royal, aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, s'intéressait fort aux verreries, qui avaient besoin de sa protection. M. Paul-M. BONDOIS a publié un article sur les verreries nivernaise et orléanaise au XVII<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>, en s'appuyant surtout sur des documents conservés dans les *Mélanges Colbert*, de la Bibliothèque nationale. C'est en 1647 que Jean Castellan, originaire du Montferrat, fonda à Nevers une verrerie, qui dans la suite fut encouragée par Colbert ; sa fabrication ne cessa de garder un caractère italien très accusé. Son neveu Perrot créa à Orléans, en 1662, une importante verrerie ; inventeur de premier ordre, on lui doit la teinture du verre en rouge, transparent intérieurement, et aussi une nouvelle méthode sur le coulage des glaces ; en ce qui concerne les glaces, il se heurta à l'opposition de la manufacture des glaces, qui l'obligea à renoncer à la fabrication moyennant une pension. — M. Bondois a étudié encore, d'après des documents des archives communales de Reims, la verrerie de Fère-en-Tardenois au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>. Bien qu'un établissement existât déjà dans cette localité, un brasseur d'affaires, noble, Pierre-Joseph de Fouilleuse, voulut y créer une nouvelle verrerie et en obtint l'autorisation du duc d'Orléans, en 1756 ; ils s'associa donc avec un homme de métier et des capitalistes parisiens. Malgré l'opposition des habitants de Fère, de Fismes et de Reims, qui invoquaient la disette de bois du pays, le

1. Paul JUBERT, *La juridiction et l'inspection des manufactures à Rouen de 1670 à 1699* (Société d'émulation du commerce et de l'industrie de la Seine-Inférieure, exercice 1930, année 1931, p. 227-282).

2. Paul-M. BONDOIS, *Les verreries nivernaise et orléanaise au XVII<sup>e</sup> siècle. Jean Castellan et Bernard Perrot, 1647-1709* (Revue d'histoire économique, 1932, n° 1).

3. Paul-M. BONDOIS, *La verrerie à Fère-en-Tardenois au XVIII<sup>e</sup> siècle* (Nouvelle Revue de Champagne et de Brie, janvier 1932).

Conseil d'État confirma le privilège, mais la Société ne tarda pas à déposer son bilan, et la verrerie ne fit que végéter jusqu'à la Révolution.

M. H. DEPORS nous a donné une très bonne étude, fortement documentée et bien menée, sur l'industrie du cuir en France au XVIII<sup>e</sup> siècle et au début du XIX<sup>e</sup><sup>1</sup>. Il montre que sa technique est encore tout empirique, et le restera jusqu'aux grandes découvertes de la chimie organique. C'est aussi une fabrication très dispersée, avec un grand nombre de petits établissements, surtout ruraux et se trouvant entre les mains de cultivateurs. Cependant, il existe quelques importantes manufactures subventionnées par le pouvoir royal. L'industrie du cuir souffre beaucoup de la fiscalité gouvernementale, surtout depuis l'édit de 1759, relativement libéral en apparence, mais qui fut appliqué de la façon la plus vexatoire (l'auteur le montre de façon très précise). Au moment même où éclate la Révolution, la fabrication du cuir était en partie ruinée. Mais la Constituante abolit les droits sur les cuirs et les guerres de la Révolution et de l'Empire ranimèrent, dans une assez large mesure, une industrie dont on avait un besoin de plus en plus urgent; les enquêtes de l'an II et de 1812 le montrent clairement. Les conditions commerciales laissent également fort à désirer. M. Depors croit pouvoir affirmer cependant que la fabrication rurale du cuir était soutenue par des « négociants », de sorte que le capitalisme commercial commençait à étendre « son emprise dans la tannerie comme dans les autres industries ». Des tableaux statistiques et des cartes par départements viennent compléter cet excellent travail.

L'étude de M. Eli-F. HECKSCHER sur l'industrie du fer en Suède<sup>2</sup> présente un intérêt général, car, pendant une certaine période assez longue, ce pays « a été un agent prépondérant de l'approvisionnement général en fer ». On s'en rendra compte, si l'on considère que la Suède, en fait de fer malléable, produisait 30 % de la production totale de l'Europe. Avec Gustave Vasa, ce fut un procédé d'affinage nouveau, « l'affinage allemand », qui prédomina. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, à l'époque de Gustave-Adolphe, ce fut un nouveau progrès technique, grâce à Louis de Geer, marchand d'Amsterdam, originaire de Liège : il introduisit l'affinage « wallon », qui donna une qualité de fer bien supérieure. C'est ce qui explique, avec la pureté du minerai, la renommée du fer suédois, sur laquelle, d'ailleurs, le gouvernement veilla avec le plus grand soin. Le monopole, une réglementation étroite de la production régnèrent aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Mais, comme on établit comme règle qu'il ne devait plus y avoir de forges dans la région productrice du minerai, la production tendit à se limiter. Encore pendant une partie du XIX<sup>e</sup> siècle, on

1. H. DEPORS, *Recherches sur l'état de l'industrie des cuirs en France pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle et le début du XIX<sup>e</sup>*. Paris, E. Leroux, 1932, in-8°, 180 p. (Mémoires et documents publiés par la Commission des documents économiques de la Révolution, III.)

2. Eli-F. HECKSCHER, *Un grand chapitre de l'histoire du fer : le monopole suédois* (*Annales d'histoire économique et sociale*, mars et mai 1932).



n'employa que le bois ; c'est seulement durant la seconde moitié, grâce aux procédés Bessemer et Siemens-Martin, que l'on commença d'employer la houille pour l'affinage. Aujourd'hui, l'industrie suédoise du fer, relativement insignifiante dans l'ensemble de la production mondiale, s'est maintenue cependant à cause de la perfection de ses produits.

Sur l'industrie anglaise, il n'a paru aucun ouvrage de grande importance, si ce n'est celui d'Alfred P. WADSWORTH et Julia DE LACY MANN sur l'industrie cotonnière du Lancashire<sup>1</sup>, dont la *Revue* a donné un compte-rendu critique (t. LXIX, p. 395). Signalons cependant l'étude de M. Ralph M. HOOVER sur l'industrie des fameux potiers, les Wedgwoods<sup>2</sup>. En l'espace de trois siècles, on assiste au passage d'une industrie rurale à une grande industrie spécialisée, d'un marché purement local à un marché national et enfin mondial. Des progrès décisifs furent accomplis dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle ; au XIX<sup>e</sup>, les affaires restèrent généralement prospères. Puis, en 1865, se constitua une société par actions ; l'une des raisons, c'est que, par le jeu des héritages, le nombre des propriétaires de la firme s'était fort accru, ce qui rendait la gestion très difficile.

L'idée a été heureuse de donner la traduction française d'un ouvrage écrit en 1862 (l'auteur est mort en 1895), mais qui conserve de la valeur : récit attrayant, d'allure anecdotique, il fournit cependant des renseignements intéressants sur l'exploitation du diamant brésilien au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>. Le diamant a été découvert, au plus tard en 1729, dans la région de Tijuco (Minas Geraes), pays aurifère. Le pouvoir royal, voulant en retirer un profit substantiel, en gêra par le fait l'exploitation. Ce fut d'abord le système de l'affermage (baux de quatre ans), puis, à partir de 1772, l'exploitation par la Couronne elle-même. Il se produisit beaucoup d'abus de toutes sortes, mais tempérés par la contrebande des chercheurs (*garimpeiros*) et des vendeurs (*capangueiros*), donnant lieu assez souvent à des épisodes dramatiques. A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle éclata un soulèvement contre l'administration des mines. Sans doute les archives du Brésil et du Portugal seraient-elles à même de fournir des données encore plus précises sur ce curieux sujet.

Sur l'histoire de la grande industrie en Italie au XIX<sup>e</sup> siècle, M. Ridolfo MORANDI<sup>4</sup> a écrit une bonne étude, bien documentée et que rendrait encore plus utile une bibliographie générale. De l'exposition claire, attrayante, ressortent bien les idées générales ; on peut regretter seulement que l'auteur

1. Alfred P. WADSWORTH et Julia de LACY MANN, *The cotton trade and industrial Lancashire, 1660-1780*. Manchester, University Press, 1931, in-8°, xii-539 p. ; prix : 25 s.

2. Ralph M. HOOVER, *The Wedgwoods ; ten generations of potters* (*Journal of economic and business history*, février et août 1932).

3. Joachim Felício dos SANTOS, *Le diamant au Brésil* (extr. des *Mémoires du district des diamants*), préface de Alfonso CELSO, traduction de Manoel GABISTO. Paris, « Les Belles-Lettres », 1931, in-16, 291 p. ; prix : 20 fr. (Coll. ibérico-américaine.)

4. Ridolfo MORANDI, *Storia della grande industria in Italia*. Bari, G. Laterza, 1931, in-8°, 300 p. ; prix : 22 lire.

n'ait pas insisté davantage sur les conditions naturelles. Comme Eug. Tarlé, qu'il suit d'assez près, il nous montre, sous Napoléon I<sup>er</sup>, l'économie italienne asservie aux intérêts français ; cependant, le bilan présente quelques éléments favorables, par le fait que le royaume d'Italie forme une importante unité. Jusqu'à l'unification politique, les circonstances ont été très défavorables, à cause du morcellement politique et du système prohibitif. Cependant, en Lombardie, après 1830, on voyait naître la grande industrie, aux dépens de l'industrie rurale et domestique, qui subsistait encore. La fabrication du coton subit, la première, la transformation, du moins dans la filature. A la veille de l'unité, des progrès se sont réalisés en Piémont et en Ligurie. A partir de 1880, les progrès s'accroissent, malgré l'état arriéré de l'industrie drapière et linière, et ils deviennent remarquables, surtout dans l'industrie cotonnière, de 1900 à 1914 ; l'industrie mécanique se développe aussi et la fabrication des automobiles donne même lieu à des spéculations folles. On assiste aux débuts de l'industrie hydroélectrique, qui prendra une énorme extension après la guerre mondiale. Celle-ci déterminera un véritable coup de fouet, malgré les difficultés de l'après-guerre : les progrès ont porté, à la fois, sur les industries textile, sidérurgique et mécanique ; il se constitue aussi un puissant *trust* de l'industrie chimique. — On trouvera encore dans l'ouvrage une étude très poussée des conditions du travail de 1870 à 1900 ; les salaires étaient alors extrêmement bas, surtout dans l'industrie textile, particulièrement pour les femmes et les enfants. Les heures de travail, d'autre part, étaient excessives ; le travail de nuit des femmes et des enfants n'était pas prohibé : en l'absence de toute sérieuse législation du travail, la liberté des entrepreneurs était illimitée.

En un intéressant article, MM. F. W. TAUSSIG et H. D. WHITE étudient le développement de la fabrication de la soie artificielle<sup>1</sup>, introduite aux États-Unis depuis trente ans, et qui est aujourd'hui la plus forte qui existe dans le monde. Pendant longtemps, on a dû recourir à un personnel et à un outillage étrangers ; d'où nécessité d'un tarif protecteur, qui maintenant paraît moins urgent. Des renseignements sont donnés sur la technique industrielle, de plus en plus perfectionnée ; la soie artificielle fait, de plus en plus, concurrence à la soie naturelle.

VI. CAPITALISME. CRÉDIT PUBLIC ET PRIVÉ. — En ces dernières années, la plupart des travaux de M. André-E. SAYOUS tendent à nous faire mieux comprendre les origines du capitalisme au Moyen Âge. A ce point de vue, voici encore une question qu'il examine : les Juifs ont-ils été les fondateurs du capitalisme, comme le prétend Sombart<sup>2</sup> ? En une excellente discussion,

1. F. W. TAUSSIG, H. D. WHITE, *Rayon and the tariff : the nurture of an industrial prodigy* (*The Quarterly Journal of economics*, août 1931).

2. André-E. SAYOUS, *Les Juifs ont-ils été les « fondateurs du capitalisme moderne » ?* (*Revue économique internationale*, mars 1932).

il montre les exagérations de l'éminent économiste, dont il reconnaît d'ailleurs les mérites. Les origines du capitalisme moderne doivent être reportées au Moyen Age, surtout italien ; c'est dire que les Juifs n'y sont pour rien. Ils ne sont pour rien non plus dans la création des sociétés par actions, de l'agiotage, de la banque. Toutefois, ils ont pu perfectionner certaines pratiques financières ou spéculatives, notamment par la liaison de la banque et de la bourse ; puis, après leur émancipation, au *xix<sup>e</sup>* siècle, il en est qui ont joué un rôle financier assez considérable, comme les Rothschild et les Péreire.

Le même auteur montre que Gênes a été, dès le *xiii<sup>e</sup>* siècle, un marché de valeurs mobilières ; c'est ce que prouvent les parts d'emprunt de l'État génois, garanties par le monopole du sel<sup>1</sup>.

On lira aussi avec grand intérêt son étude sur les banques italiennes au *xiii<sup>e</sup>* siècle<sup>2</sup>. Il montre comment les banques de dépôt trouvent et perfectionnent leurs pratiques dans l'Italie du Moyen Age ; elles y joignent des opérations de change. Sa conclusion, c'est que « les banquiers italiens du *xiii<sup>e</sup>* siècle ont été mieux que des initiateurs : ils ont été les fondateurs de la banque moderne ».

M. Amintore FANFANI, en un volume bien documenté, étudie les origines de l'esprit capitaliste en Italie<sup>3</sup>, en se plaçant au point de vue catholique. Il examine d'abord les solutions thomistes du problème de la richesse, la conception du « juste prix », l'hostilité de l'Église contre le lucre et le prêt à intérêt ; pour l'Église, le travail doit avoir essentiellement pour objectif de satisfaire aux besoins de l'existence. Au *xiii<sup>e</sup>* siècle, la société se conforme à cette morale, en dépit de certaines dérogations — que l'auteur sous-estime, à notre avis ; les lois et les coutumes, affirme-t-il, s'opposent plus ou moins à ces dérogations. Mais, à partir du *xiv<sup>e</sup>* siècle, se produit une évolution de la pratique économique, grâce aux progrès du commerce et des compagnies commerciales, du prêt à intérêt, du capitalisme, en un mot. On voit alors se dessiner des « éclaircissements » des principes thomistes ; on n'y renonce pas, mais, dans une certaine mesure, il y a des concessions faites aux pratiques nouvelles de la vie économique, même chez un Savonarole. M. Fanfani insiste surtout sur les doctrines du dominicain saint Antonin, évêque de Florence, et d'un franciscain de Sienne, San Bernardino. En opposition à ces conceptions, l'auteur expose les idées des doctrinaires laïques, imbus du nouvel esprit capitaliste, et dont le plus typique est Leon Battista Alberti. L'auteur estime que l'esprit capitaliste se distingue par les caractères sui-

1. André-E. SAYOUS, *Un marché de valeurs au XIII<sup>e</sup> siècle : la « Compere salis » de Gênes* (*Annales d'histoire économique*, janvier 1932).

2. André-E. SAYOUS, *Les opérations des banquiers italiens pendant le XIII<sup>e</sup> siècle* (*Revue historique*, juillet-août 1932).

3. Amintore FANFANI, *Le origini del spirito capitalistico in Italia*. Milan, Soc. editrice « Vita e pensiero », 1932, in-8°, 180 p. (Publ. della Università cattolica del Sacro Cuore, t. XII).

vants : 1<sup>o</sup> il se propose, non des fins surnaturelles, mais des fins purement humaines ; 2<sup>o</sup> pour l'acquisition des biens, le choix des moyens est déterminé par le critère d'utilité et non par celui de moralité ; 3<sup>o</sup> la conception de la richesse et de la vie économique, au lieu d'être sociale, est individuelle<sup>1</sup>.

M. Abbott Payson USHER a entrepris d'écrire un nouveau chapitre de l'histoire du capitalisme, en étudiant la banque de dépôt de Barcelone. Il ne nous donne encore qu'un aperçu des recherches si importantes qu'il a faites surtout aux archives municipales de Barcelone, en attendant la publication de son volume<sup>2</sup>. La banque de Barcelone date de 1401, puis une autre fut créée à Valence en 1407, en attendant la grande extension des banques en Aragon au xvi<sup>e</sup> siècle. La banque était essentiellement une banque de dépôt, fondée sur des lettres de change négociables ; prêtant surtout à la municipalité, elle avait bien le caractère d'une banque publique : elle était administrée par deux régents, nommés pour deux ans par le Conseil municipal. Dans la suite, elle se chargea de toutes les transactions relatives à l'émission et au *clearing* des lettres de change ; mais elle n'accordait pas de crédit aux particuliers et ne faisait pas concurrence aux banques privées. Elle n'était nullement une banque d'émission ; on voit donc combien est fausse l'opinion de Bagehot, qui veut que l'émission des billets ait toujours précédé les dépôts. M. Usher nous donne d'intéressants renseignements sur la pratique des lettres de change, depuis le xiv<sup>e</sup> siècle, ainsi que sur les chèques, qui ne sont pas encore légaux au xvi<sup>e</sup>. A Barcelone, en 1609, fut fondée une autre banque (*Bank of City*), qui acceptait la monnaie courante.

L'histoire du capitalisme au xvi<sup>e</sup> siècle n'a pas, récemment, fait l'objet de nombreux travaux. Mentionnons cependant une pénétrante étude de M. Earl J. HAMILTON sur la monnaie en Castille de 1500 à 1650<sup>3</sup>, qui complète ses publications antérieures sur la révolution économique du xvi<sup>e</sup> siècle. Principalement d'après des sources manuscrites, il montre comment les monnaies castillanes furent affectées, les premières, par l'afflux des métaux précieux d'Amérique. Il donne encore des renseignements intéressants sur la politique monétaire de Charles-Quint.

Un document inédit, analysé par M. VERCAUTEREN<sup>4</sup>, montre le lien entre

1. Signalons, du même auteur, une intéressante brochure, *Scisma è spirito capitalistico in Inghilterra*, Milan, Rovida et Gadda, 1932, in-16, 31 p. Il montre très bien qu'en Angleterre la mentalité capitaliste est antérieure au schisme religieux, bien que celui-ci ait pu la favoriser indirectement et inconsciemment ; un phénomène aussi considérable ne peut provenir d'une seule cause. M. Fanfani a écrit aussi un article de vulgarisation sur les conséquences économiques de la politique d'Henri VIII d'Angleterre : *Alcune conseguenze economiche dei provvedimenti eversivi di Enrico VIII Tudor* (*Rivista internazionale di scienze sociali*, de Milan, juillet 1932).

2. Abbott Payson USHER, *Deposit banking in Barcelona, 1300-1700* (*Journal of economic and business history*, novembre 1931).

3. Earl J. HAMILTON, *En période de révolution économique : la monnaie en Castille, 1501-1650* (*Annales d'histoire économique et sociale*, 1932).

4. VERCAUTEREN, *La politique financière de Charles-Quint, d'après un document inédit* (*Bulletin de la Société d'histoire moderne*, décembre 1931).

la politique et la finance au xvi<sup>e</sup> siècle, ainsi que l'ampleur des difficultés financières de Charles-Quint. Il s'agit d'un diplôme inédit de ce prince, du 7 mai 1523, ordonnant à son maître d'hôtel, Ant. de La Barre, de toucher, aux foires d'Anvers et de Berg op Zoom, le montant de neuf lettres de change (48,000 ducats) tirées sur des marchands allemands et italiens (Jakob Fugger, Augustin Centurioni, etc.). Le souverain avait besoin d'argent pour solder une armée aux Pays-Bas, sans laquelle Henri VIII ne lui donnerait pas de secours.

M. Mildred L. HARTSOUGH analyse le traité de comptabilité de Mathäus Schwarz, de 1518, publié récemment par Alfred Weitnauer (1931)<sup>1</sup>. Schwarz avait pris pour modèles les comptes réels du comptoir des Fugger, à Venise (1516); on y trouve en fait beaucoup de renseignements sur la firme des Fugger.

D'après des recherches très poussées, notamment aux archives d'Amsterdam, M. J.-G. VAN DILLEN<sup>2</sup> a pu dresser les cours, à la Banque de la ville, d'un certain nombre de valeurs, de 1723 à 1724; il arrive même qu'on ait les cotes pour chaque mois et parfois plusieurs par mois. Parmi les détenteurs, on trouve les Compagnies des Indes orientales et des Indes occidentales; la Compagnie anglaise des Indes orientales; la Compagnie anglaise du Sud; l'*agio* de l'argent à l'« Amsterdamsche Wesselbank ». Ces cotes démontrent l'influence exercée par les périodes de crise et de prospérité sur les valeurs traitées à la Bourse d'Amsterdam.

M. H. M. ROBERTSON décrit un type curieux d'entrepreneur capitaliste, Bevis Bulmer, qui a vécu au temps d'Élisabeth et de Jacques I<sup>er</sup><sup>3</sup>, et qui s'occupait surtout d'exploiter les mines d'argent, de plomb, d'or et d'étain, en Grande-Bretagne et en Irlande; ce fut un de ces hommes qui préparèrent la voie aux grandes entreprises capitalistes modernes. — M. N. S. B. GRAS montre, dans une vue d'ensemble intéressante<sup>4</sup>, que les grandes affaires croissent à partir du xv<sup>e</sup> et du xvi<sup>e</sup> siècle; mais le pas décisif est fait lors de la Révolution industrielle. En France, à la fin du xix<sup>e</sup> siècle, c'est la tentative du syndicat Secrétan, pour monopoliser la fourniture du cuivre dans le monde. M. ABRAMS expose avec précision ce curieux épisode<sup>5</sup>. Dans les six premiers mois de 1888, le prix du cuivre monta à plus de 80 l. st. la tonne, et la « Société des métaux » donna un dividende de 12 %. Mais un revirement se produisit à la fin de 1888, qui s'accrut encore dans les premiers mois de l'année suivante. Ce fut bientôt la déconfiture; les actions de la Société des métaux tombèrent à rien

1. Mildred L. HARTSOUGH, *A new treatise on bookkeeping under the Fuggers (Journal of economic and business history, mai 1932).*

2. J.-G. VAN DILLEN, *Effectenkoersen aan de Amsterdamsche Beurs, 1723-1794*, 46 p. (extrait de l'*Economisch-historisch Jaarboek*, 1931).

3. H. M. ROBERTSON, *Sir Bevis Bulmer, a large-scale speculator of Elizabethan and Jacobean times (Ibid., novembre 1931).*

4. N. S. B. GRAS, *The rise of big business (Ibid., mai 1932).*

5. M. A. ABRAMS, *The French copper syndicate, 1887-1889 (Ibid., mai 1932).*



et elle perdit 2 millions de livres ; les quatre principaux meneurs de l'affaire furent arrêtés<sup>1</sup>.

Pour écrire une histoire générale de la Banque d'Angleterre, M. W. Marston ACRES<sup>2</sup>, fonctionnaire de cet établissement, en a utilisé le dépôt d'archives et, par ailleurs, sa documentation est étendue. Il décrit l'histoire de la Banque dans ses relations avec l'histoire générale et il insiste aussi sur le personnel, les transformations techniques, les bâtiments et les installations intérieures aux diverses époques. Il y a là beaucoup de faits, beaucoup de détails, mais qui ne sont pas très liés entre eux. L'exposé de M. Acres montre que la Banque a puissamment servi les finances de l'État anglais et a résisté victorieusement aux diverses crises politiques, financières et économiques des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. L'histoire de la Banque, par exemple, présente un intérêt particulier pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire et lors du cours forcé (1797-1821). Un grand événement, ce fut la loi de 1844, qui donna à la Banque d'Angleterre le monopole de l'émission des billets. M. Acres insiste encore sur la crise de 1847, aggravée par le mouvement chartiste, et sur celles de 1857 et de 1867. On regrettera qu'il n'ait pas tenté de comparaison avec les institutions analogues et avec les autres formes d'établissements bancaires.

Les colonies anglaises auraient eu besoin d'une monnaie assez abondante. Mais l'Angleterre, les considérant comme de simples dépendances devant servir aux intérêts économiques de la métropole, les empêchait d'avoir des monnaies particulières. Elles se servaient donc de monnaies étrangères, notamment espagnoles. Ce singulier état de choses entraînait un véritable antagonisme entre les colonies et la métropole ; c'est ce que montre un intéressant article de M. Curtis NETTELS<sup>3</sup>.

M. Abbott Payson USHER a bien voulu donner à l'une de nos revues françaises un aperçu synthétique de l'histoire des banques aux États-Unis<sup>4</sup>, lumineux exposé qui montre à quel point cette question intéresse l'histoire générale de la grande République. Fait significatif : à deux reprises, durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, on a tenté d'établir une banque fédérale, et chaque fois ce fut un échec. On vit, au contraire, se développer les banques des divers États, dont le nombre ne cessa de s'accroître. Ce fut le *free banking system* qui triompha. A la suite de la panique de 1907, on se préoccupa

1. Sur les méthodes du marché financier de Wall Street depuis 1893, sur leur transformation, on lira avec intérêt l'article de A. D. NOYES, *Methods and leadership in Wall Street since 1893* (*Ibid.*, novembre 1931). — M. Maurice HALBWACHS, dans une étude sur le capitalisme américain actuel (*Annales d'histoire économique et sociale*, janvier 1932), montre, par des exemples typiques, que ce capitalisme n'est encore qu'en partie rationalisé.

2. W. Marston ACRES, *The Bank of England from within, 1694-1900*. Londres, Oxford University Press, 1931, 2 vol. in-8°, 666 p. ; prix : 30 s.

3. Curtis NETTELS, *British policy and colonial money supply* (*Economic history Review*, octobre 1931).

4. Abbott Payson USHER, *L'histoire des banques aux États-Unis* (*Revue d'histoire moderne*, septembre-octobre et novembre-décembre 1931).

d'organiser le *Federal reserve board*; « les banques de réserve fédérale font fonction d'agents financiers du gouvernement ». L'auteur conclut qu'on ne peut adopter, aux États-Unis, en matière bancaire, les pratiques usitées en Europe.

C'est à l'évolution contemporaine des banques alsaciennes que M. Paul KLEIN consacre tout un volume très nourri<sup>1</sup>. Dans les premières décades du XIX<sup>e</sup> siècle, en Alsace, l'organisation bancaire se montrait insuffisante, ne répondant plus aux progrès industriels. Un pas décisif, ce fut la création de succursales de la Banque de France à Mulhouse (1844) et à Strasbourg (1846), qui s'appliquèrent à soutenir les banques locales privées. En 1848, on fonda des comptoirs d'escompte et, sous le Second Empire, des succursales de nouveaux établissements de crédit, comme la Société générale. L'annexion de l'Alsace à l'Allemagne, en 1871, rompit les cadres de l'organisation bancaire. La « Banque de Prusse » fut créée; les Alsaciens, pour s'en passer, s'appliquèrent à créer de puissantes banques privées par la fusion d'anciennes petites banques locales, comme, en 1871, la « Banque d'Alsace et de Lorraine », la « Banque de Mulhouse », chacune au capital de 12 millions, en 1874 la « Banque de Strasbourg », etc., toutes sous forme de sociétés anonymes. Malgré la création de banques privées allemandes, les banques alsaciennes ont puissamment contribué à la cohésion économique et même politique de l'Alsace. Vers 1900 se perçoit une nouvelle orientation, qui s'explique par la grande expansion économique de l'Allemagne; de là, les progrès en Alsace de banques allemandes, comme la *Darmstädter Bank*, qui y répandent de nouvelles pratiques de crédit, notamment le crédit d'« acceptation ». Ainsi s'expliquent la réorganisation et les réformes des banques alsaciennes de 1900 à 1914, leur accroissement de capital, l'extension de leur champ d'action en Allemagne, en Suisse, en Belgique, en France. Le résultat, ce fut la disparition ou le déclin d'un grand nombre de petites banques locales, tandis que, d'autre part, se répandent les banques populaires et les caisses de crédit agricole. La réannexion, en 1918, marque une nouvelle période: les banques allemandes doivent partir et l'on voit le retour de la Banque de France. Malgré la pénétration des banques françaises, les banques alsaciennes consolident leur position, en même temps que se produit l'extension presque totale des anciennes banques privées. Après 1926, c'est la disparition des banques régionales et, au début de 1931, s'affirme la prépondérance des banques parisiennes, et l'économie alsacienne tend à se fondre dans l'économie française. L'idée générale qui se dégage de ce consciencieux ouvrage, c'est que le régime bancaire alsacien a subi profondément l'influence des crises et des événements politiques, comme on le voit en 1848, en 1871, en 1918.

Du grand et remarquable ouvrage de M. Armand REBILLON sur les États

1. Paul KLEIN, *L'évolution contemporaine des banques alsaciennes; histoire d'un essai de régionalisme bancaire*, préface de M. H. LAUFENBURGER. Paris, Librairie générale de droit, 1931, in-8°, 414 p.

de Bretagne<sup>1</sup>, la *Revue* a donné un compte-rendu critique ; cependant, il convient d'indiquer en cette place que toute une partie de la thèse est consacrée à l'organisation financière de l'ancienne Bretagne et que cette étude, d'une précision extrême, a une portée générale pour nos études<sup>2</sup>.

VII. CLASSES SOCIALES. — On connaît les recherches si originales du commandant LEFEBVRE DES NOËTTES sur l'attelage du cheval<sup>3</sup> : dans l'antiquité et jusqu'au XI<sup>e</sup> siècle, l'attelage se faisait par bandeau simple passé à l'encolure du cheval comme un lacet ; c'est relativement tard qu'apparaît le collier d'épaules, aujourd'hui en usage, et qui permet d'utiliser le maximum de la force animale. L'ancien attelage ne permettait de trainer par cheval que des charges légères et, pour les lourds fardeaux, on était obligé de recourir au « moteur humain ». Bien ; mais ce qui nous paraît très contestable, c'est que la transformation de l'attelage ait déterminé l'abolition de l'esclavage. L'esclavage, produit par des causes multiples, n'a pu être aboli par une seule cause. En fait, en nos pays, dès l'époque carolingienne, on voit l'esclavage se transformer en servage sous l'influence de causes multiples et, d'autre part, l'esclavage persiste dans les pays musulmans, même à des époques où le nouvel attelage est usité.

On a bien fait de traduire de l'italien la brillante esquisse d'Adriano TILGHER sur l'histoire de l'idée du travail depuis l'antiquité<sup>4</sup>. Il montre très justement que, chez les anciens, le travail manuel était considéré comme avilissant, que, pour les Hébreux, l'homme était condamné au travail par le péché originel. Le christianisme, il est vrai, ennoblit le travail, mais le considère comme un instrument de purification, d'expiation ou de charité. Avec la Réforme et surtout avec le calvinisme paraît une conception nouvelle : le travail est une « vocation », une façon d'instaurer le règne de Dieu. M. Tilgher adopte, sans la discuter, la thèse de Max Weber sur les origines religieuses de l'esprit capitaliste. Puis l'influence de la technique moderne oblige à travailler pour le gain et de plus en plus. L'idée de la bienfaisance du travail s'est dégagée aussi pendant la Renaissance et, au XVIII<sup>e</sup> siècle, elle s'apparente à l'idée du progrès indéfini. Pour Karl Marx, le travail, dégagé du gain capitaliste, doit être souverain ; cette conception se retrouve dans le bolché-

1. Armand REBILLON, *Les États de Bretagne de 1661 à 1789 ; leur organisation, l'évolution de leurs pouvoirs, leur administration financière*. Paris, Aug. Picard ; Rennes, Plihon, 1932, in-8°, 825 p. ; prix : 60 fr. (thèse de doctorat ès lettres). Cf. *Rev. hist.*, CLXX, 304.

2. M. Marcel MARION a publié le tome VI et dernier de son *Histoire financière de la France depuis 1715 (1876-1914)*. Paris, Rousseau, 1931, x-435 p. Il se rapporte aux années 1876-1914 ; mais il ne nous est pas encore parvenu.

3. Commandant LEFEBVRE DES NOËTTES, *L'attelage, le cheval de selle à travers les âges ; contribution à l'histoire de l'esclavage* ; préface de Jérôme CARCOPINO. Paris, Aug. Picard, 1931, in-8°, vii-312 p. et 1 vol. de 500 illustrations.

4. Adriano TILGHER, *Le travail dans les mœurs et dans les doctrines. Histoire de l'idée de travail dans la civilisation occidentale*, trad. par Elena BOUNÉE et René MAUBLANC. Paris, Félix Alcan, 1931, in-16, xv-172 p. ; prix : 15 fr.

visme et aussi, prétend l'auteur, dans le fascisme ; quant aux idées de Ruskin et de Tolstoï, elles sont étrangères aux conditions de la vie moderne. Le volume se termine par des considérations philosophiques intéressantes, mais qui dépassent notre domaine.

Dans les études pénétrantes que M. G. PAGÈS consacre à la vénalité des offices<sup>1</sup>, il ne manque pas d'en marquer les conséquences sociales. « Elle a puissamment contribué », déclare-t-il, « à l'ascension des classes inférieures, au recrutement des classes dirigeantes : bourgeoisie et noblesse. » Notons cependant ce qu'a d'équivoque l'expression « classes inférieures ». D'autre part, il est juste de dire que la multitude d'offices de finance de prix modique a permis à des gens de petite naissance de parvenir à la fortune ; sans doute, mais à la condition d'avoir déjà un certain capital. La bourgeoisie, ajoute l'auteur, participe ainsi à l'autorité monarchique ; mais, au XVIII<sup>e</sup> siècle, grâce aux progrès des intendants, cette classe « est dépossédée de sa part de puissance publique » et se désintéresse peu à peu du régime.

M. Ch. PRIEURÉ retrace la curieuse histoire de la communauté agricole des Jault, en Nivernais<sup>2</sup>. Chaque ménage avait sa demeure particulière et ses biens propres, mais tous les *parsonniers* prenaient leurs repas ensemble dans le manoir commun et cultivaient les biens communs sous la direction du « maître de la communauté ». Ce fut un Jault, cocher à Paris, qui, en 1847, demanda la dissolution de la communauté.

L'infatigable érudit angevin, M. V. DAUPHIN, donne une idée des diverses classes de la population d'Angers, il y a deux siècles, d'après le registre de la capitation<sup>3</sup>, montrant une fois de plus la valeur de cette source. Il constate que, dans la population laborieuse, les marchands sont la catégorie la plus aisée. Il y a beaucoup de gens de métiers, mais la plupart de condition très médiocre ; à cette date, il n'y a pas encore à Angers de grande industrie et la vie y est plutôt somnolente. Un nombre important de familles (710 cotes) n'exercent aucune profession et vivent dans une certaine aisance, ayant une ou deux servantes.

Le très regretté Albert MATHIEZ a décrit les efforts faits, après le 10 août 1792, par la Révolution et surtout par les Montagnards, pour permettre aux prolétaires d'accéder à la propriété de la terre<sup>4</sup>, par le partage des communaux et par des portions données sur les biens des émigrés. La loi du 13 sep-

1. Georges PAGÈS, *A propos de la vénalité des offices dans l'ancienne France* (Bulletin de la Société d'histoire moderne, novembre 1931) ; *La vénalité des offices* (Revue historique, mai-juin 1932). Voy. aussi son étude publiée dans la *Revue d'histoire moderne*, 1932.

2. Ch. PRIEURÉ, *Une association agricole en Nivernais : histoire de la grosse communauté des Jault, 1580-1847*, 56 p. (extr. du Bulletin de la Société nivernaise des lettres, sciences et arts. Nevers, 1930).

3. V. DAUPHIN, *Angers il y a deux cents ans (1730) ; étude économique et sociale d'après le registre de la capitation* (dans *La Province d'Anjou*, septembre-octobre 1931).

4. Albert MATHIEZ, *La Révolution française et les prolétaires* (Annales historiques de la Révolution, novembre-décembre 1931). Voy. aussi des articles d'Edmond SORÉAU, *La Révolution et le prolétariat rural* (Ibid., 1932).

tembre 1793 établit que des acquisitions pourront être faites par des bons de 500 livres en faveur des non-propriétaires (elle devait être ensuite abrogée par les Thermidoriens). Il n'est pas vrai de dire, ajoute Mathiez, qu'elle n'a reçu aucune application, et il en cite des exemples dans quelques départements.

L'histoire économique et sociale pourra tirer bon parti des recherches si approfondies de M. François SIMIAND sur le salaire qu'étudie d'autre part M. Marc Bloch dans la présente livraison<sup>1</sup>. Ici, nous ne pouvons insister sur les règles de la méthode qu'il préconise et qu'il emploie, méthode qu'il déclare emprunter aux sciences positives de la nature. Au point de vue où il se place, la méthode historique lui semble toujours comporter certaines faiblesses par la part qu'elle fait à l'individuel et aux contingents ce qui, pour nous, est sa principale vertu. Dans sa conclusion, il montre encore en quoi son étude se distingue d'autres pratiques et notamment de l'histoire économique ; c'est essentiellement une étude de *sociologie économique*.

M. Simiand considère que le salaire est essentiellement la rémunération du travail de l'ouvrier en argent, d'un travail d'une durée relativement courte ou portant sur un objet relativement limité, quand il s'agit d'un salaire à la pièce ou à la tâche. Il ne croit pas qu'on puisse faire porter une étude réellement scientifique sur le salaire *réel*, c'est-à-dire compte tenu du prix de la vie ; cependant, au point de vue des conditions sociales, ne faut-il pas toujours envisager ce salaire réel, puisque c'est lui qui importe surtout pour satisfaire aux besoins de la vie ? M. Simiand considère seulement les ouvriers manuels, non les employés ; par contre, il englobe dans ses recherches les domestiques agricoles, qui se rapprochent beaucoup des ouvriers ruraux.

Par le tome III, qui contient des tableaux, diagrammes et annexes ainsi qu'une ample bibliographie, on peut juger du travail formidable qu'il a fourni. — En une première phase, qui se place entre le début de la Révolution et 1810 environ, il constate une hausse très notable du salaire, qui s'était déjà dessinée à la fin de l'Ancien Régime. A partir de la deuxième décennie du XIX<sup>e</sup> siècle, il y a baisse manifeste, bien que, dans les métiers courants et la petite production locale, les salaires se maintiennent tant bien que mal. En une troisième phase, de 1850 à 1880, il y a hausse notable et soutenue. De 1880 à 1900, on constate stagnation et même baisse. Enfin, après 1900, de nouveau, hausse, qui va en s'accéléralant dans la deuxième décennie du XX<sup>e</sup> siècle.

M. Simiand entreprend ensuite l'étude des « concomitances », afin de se rendre compte des phénomènes qui peuvent agir le plus directement sur la marche du salaire. Il examine successivement les faits non économiques, les faits économiques (notamment les régimes et les formes de la production), les « faits de répartition » (classes sociales) et les institutions de la répartition

1. François SIMIAND, *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie ; essai de théorie expérimentale du salaire*. Paris, Félix Alcan, 1932, 3 vol. in-8°, xxx-586, 620, 152 p. ; prix : 80 et 120 fr.



(coalitions, syndicats, législation du travail, etc.), le mouvement général des prix, avec ses fluctuations cycliques et ses « grandes phases alternatives à plus longue période ». On constate une concordance frappante entre le mouvement des prix et celui des salaires, mais ce n'est pas celui-ci qui commande le premier (observation de première importance). L'auteur étudie ensuite l'emploi des revenus (budgets ouvriers, coût de la vie). Mais ce sont les faits de fonctionnement monétaire qui lui paraissent encore les plus importants, car ils exercent une influence très caractérisée sur le mouvement des salaires. Il pense que l'indétermination de leur emploi effectif donne à la monnaie une valeur singulière et qu'elle satisfait un besoin fondamental de l'économie moderne d'échange. Est-il arrivé, comme il le croit, à une explication rationnelle des faits de salaire? Il ne nous appartient pas d'en décider; mais il est certain que les historiens trouveront grand profit à consulter ces volumes, au premier abord un peu rébarbatifs, où l'auteur applique avec une remarquable rigueur la méthode expérimentale en laquelle il a une si grande foi.

C'est aussi une méthode essentiellement statistique qu'emploie M. Lazare TEPER en étudiant la question des heures de travail<sup>1</sup>. Examinant d'abord les statistiques de Baltimore, de la Caroline du Nord et du Maryland, il reconnaît qu'il n'y a pas de relation bien nette entre la dimension des établissements et les heures de travail. D'autre part, le taux horaire des salaires grandit dans la mesure de la décroissance des heures de travail, ce qui semble un peu une « vérité de La Palice », et aussi sans doute cette constatation que le temps moyen des hommes et des femmes se rapproche de plus en plus, à mesure que diminuent les heures de travail. Pour l'ensemble des États-Unis, la statistique de onze industries prouve, pour la période 1890-1928, la décroissance progressive des heures de travail, en moyenne de 17,5 %, mais non pas également dans toutes les industries; en trente-huit ans, le mouvement n'a été renversé que cinq fois. Les causes de ce phénomène sont ou actives (action des *trade unions*, progrès de la législation du travail, etc.) ou passives (progrès du machinisme). La diminution des heures du travail féminin a eu une action sur celle du travail masculin. Dans les périodes de prospérité, l'action ouvrière peut s'exercer plus fortement pour la réduction de la durée du travail; d'autre part, les employeurs résistent plus énergiquement à cette réduction, comme c'est leur intérêt.

Évidemment, ce n'est pas à la lumière des statistiques que M. et Mrs. HAMMOND songent à étudier des phénomènes comme le mécontentement des classes ouvrières, en Angleterre, à l'époque du chartisme<sup>2</sup>. Ils se sont convaincus que les causes de ce mécontentement ne sont pas uniquement

1. Lazare TEPER, *Hours of labor*. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1932, in-8°, 92 p. (J. Hopkins University studies in historical and political science).

2. J. L. HAMMOND et Barbara HAMMOND, *The age of the Chartist, 1832-1854; a study of discontent*. Londres, Longmans, 386 p.; prix : 12 s. 6 d.

d'ordre économique. Il faut tenir grand compte des conditions de la vie, non seulement privée, mais publique. Un grand fait, c'est l'immigration dans les villes de populations rurales, mal adaptées à ce nouveau genre de vie. Les auteurs montrent la condition déplorable de l'habitation, de la voirie, de l'hygiène en général. Puis la vie est triste et morne : plus de terrains de jeux, plus de vie en plein air, plus de distractions ; on s'explique alors les grands progrès de l'ivrognerie et de l'alcoolisme. En même temps, l'état de l'enseignement populaire est déplorable. La religion et, en particulier, l'Église établie, n'apportent que d'insuffisantes consolations. Ainsi s'expliquent la révolte contre l'injustice dans les classes pauvres, et le fait que les penseurs incitent l'agitation politique, en invoquant l'injustice sociale. De là, la profondeur du mouvement chartiste, qui a laissé des traces nombreuses, malgré son échec apparent.

Un remède partiel a résulté de la lutte entre les *landlords* et les manufacturiers. En même temps ont lieu deux grandes campagnes, pour l'abolition des *cornlaws* et pour la législation sociale ; presque au même moment (1846-1847), ont été promulguées l'abolition des lois sur les blés et la loi des Dix heures. Puis c'est l'action pour la santé publique, pour le développement de la culture populaire et de l'enseignement. On crée des bibliothèques, on établit des *parks* pour la population pauvre. Ainsi, à partir de 1855, peut-on constater une notable amélioration de la vie urbaine et ouvrière, en même temps qu'une profonde révolution s'accomplit dans les idées.

Le rôle des étrangers dans l'histoire économique de la Belgique : voilà un sujet fort intéressant que M. B.-S. CHLEPNER a traité d'une façon attrayante<sup>1</sup>. Le rôle des émigrants paraît considérable, surtout dans le commerce et la finance ; il est soit passif, soit actif. Au Moyen Age, ce sont les financiers italiens (*lombards*) qui jouent un grand rôle en Belgique ; d'autre part, des ouvriers flamands s'établissent en Angleterre. A Anvers, au xvi<sup>e</sup> siècle, affluent les étrangers : Italiens, Espagnols, Portugais et *marranes* (Juifs, plus ou moins convertis). Après la prise d'Anvers par les Espagnols, il y a une grande émigration d'artisans des Pays-Bas du Sud, qui sont recherchés un peu partout. Dans la première partie du xix<sup>e</sup> siècle, la finance anglaise joue encore un grand rôle en Belgique ; dans la seconde moitié, on assiste, au contraire, à l'émigration des capitaux et des hommes d'affaires belges.

Dans le même ordre d'idées, signalons une intéressante étude de M. Ernest GINSBURGER sur les Juifs en Belgique au xviii<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. Un petit nombre seulement y résident ; leur situation est précaire, car ils ont du mal à se voir reconnaître le droit à la résidence. Quant aux Juifs étrangers — surtout hollandais — ils sont plus nombreux et viennent vendre leurs marchandises dans les foires. Comme en France, on perçoit l'hostilité contre les Juifs

1. B.-S. CHLEPNER, *L'étranger dans l'histoire économique de la Belgique* (extr. de la *Revue de l'Institut de sociologie de Soloay*, 1931, n° 4).

2. Ernest GINSBURGER, *Les Juifs en Belgique au XVIII<sup>e</sup> siècle* (*Revue des Études juives*, 1931).

des marchands, des merciers, qui, redoutant la concurrence, se plaignent de voir les Juifs vendre au détail. Ces sentiments se font jour dans les rapports demandés sur la question par le gouvernement. La situation des Juifs en Belgique n'est pas encore définie lorsque l'occupation de la Belgique par la France révolutionnaire ouvre une nouvelle période.

M. Antoine PERRIER a écrit un article de caractère général, mais documenté, sur la main-d'œuvre féminine et enfantine dans la grande industrie<sup>1</sup>. Il rappelle que ce fut la cause de bien des souffrances et de maux, surtout quand il n'y avait encore aucune loi de protection ouvrière. Il montre que la guerre mondiale a beaucoup accru l'emploi des femmes dans l'industrie. L'impulsion était si bien donnée que, dans l'après-guerre, on a vu se développer la main-d'œuvre féminine, même dans les industries métallurgiques et chimiques, si pénibles qu'elles fussent. Mais les inconvénients de ce travail diminuent un peu, grâce à la réduction de la journée de travail. Le mouvement syndical a fait aussi de notables progrès parmi les ouvrières.

VIII. MOUVEMENT SOCIAL. SOCIALISME. — M. B. d'EGERT a voulu donner un aperçu des révolutions sociales dans l'Antiquité et le Moyen Âge<sup>2</sup>. Mais, en proie à des idées préconçues, il veut démontrer que le socialisme a existé de tout temps, que toujours il a été mû par « la jalousie du pauvre contre le riche » et que toute révolution sociale a été un épouvantable bouleversement. C'est à ce point de vue qu'il examine — d'ailleurs sans donner aucune référence — les révolutions sociales de Sparte (III<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ), en Perse (490-497 de notre ère), en Chine (à la fin du XI<sup>e</sup> siècle), celles des Stylariens en Asie Mineure (1418-1420), des anabaptistes à Munster. Les historiens peuvent négliger ce petit volume.

De la Grande Peur de 1789, M. Georges LEFEBVRE a donné un exposé précis et attrayant dont il a été déjà rendu compte dans la *Revue historique*<sup>3</sup>.

M. Robert BIGO a consacré un article documenté aux origines du Mont-de-Piété de Paris<sup>4</sup>, créé en 1777 d'après les plans de Framboisier de Beaunay ; destiné à combattre l'usure au moyen du prêt sur gages, il devint rapidement prospère. Œuvre de bienfaisance, il joua aussi un rôle important dans le domaine économique ; il fut, en effet, un auxiliaire utile pour les emprunteurs de toutes conditions et aussi pour le petit commerce ; aux artisans, il a servi, dans une certaine mesure, d'instrument de crédit.

D'après de nombreux documents conservés dans les archives de Berne, Zurich, Neuchâtel, M. Otto BRUGGER étudie les organisations ouvrières alle-

1. Antoine PERRIER, *La femme et l'enfant dans l'armée des travailleurs* (*Grande Revue*, avril 1932).

2. Baron B. d'EGERT, *Les révolutions sociales dans l'antiquité et dans le Moyen Âge ; aperçu historique*. Alexandrie, A. Molco, 1931, in-16, 74 p.

3. Georges LEFEBVRE, *La Grande Peur de 1789*. Paris, Armand Colin, 1932, in-8°, 272 p. ; prix : 30 fr. Cf. *Rev. histor.*, t. CLXX, p. 307.

4. Robert BIGO, *Aux origines du Mont-de-Piété parisien : bienfaisance et crédit, 1777-1789* (*Annales d'histoire économique et sociale*, mars 1932).

mandes en Suisse de 1836 à 1843<sup>1</sup>. Les ouvriers allemands, résidant en ce pays, subirent d'abord l'influence de la *Jeune Allemagne*, qui avait surtout un caractère démocratique. D'autre part, à Paris, depuis 1830, les artisans et émigrés allemands furent séduits par l'influence des sociétés secrètes françaises; ils créèrent le *Bund der Geächteten*, puis le *Bund der Gerechten*. M. Brugger marque, à cet égard, le rôle prépondérant du tailleur Weitling (né en 1808), apôtre très énergique, doué d'une intelligence vigoureuse; il donne une analyse intéressante de son système communiste. Résidant depuis 1841 en Suisse — à Genève, puis à Lausanne — Weitling a exercé une action très grande sur les organisations ouvrières et gagné au communisme une partie de ces travailleurs; infatigablement, il agit par la parole, par le journal, par le livre (par exemple, son volume *Die junge Generation*) et recrute des disciples et partisans fervents. En mars 1843, il quitte Lausanne pour Zurich et fait paraître un nouveau livre, *Das Evangelium eines armen Sünders*, de caractère révolutionnaire et religieux qui le fit condamner à dix mois de prison, puis expulser de Suisse. Le mouvement qu'il avait créé perdit alors beaucoup de son activité.

Sur le rôle de l'Église d'Angleterre dans le mouvement de réforme sociale depuis 1854, M. Donald O. WAGNER nous donne une étude fortement documentée, mais dont la composition ne laisse pas d'être assez confuse<sup>2</sup>. Dans l'introduction, il montre que, dans son ensemble, l'Église d'Angleterre ne peut se décider carrément pour les réformes sociales; on le voit par les assemblées de l'Église dans les années 1854-1877, où, sauf quelques rares individus, on ne s'occupe guère que de questions de tempérance et d'éducation. D'autre part, des ecclésiastiques s'intéressent à la vie ouvrière, fréquentent les *slums* de l'Est londonien, prennent parti dans les questions du logement et de la législation du travail. M. Wagner expose le rôle des socialistes chrétiens, en ce qui concerne l'enseignement des adultes (en 1854, création du « Working Man's College »), les sociétés de secours mutuels (*friendly societies*), le mouvement coopératif, le *trade unionism*. Enfin, l'on voit des ecclésiastiques s'occuper activement des travailleurs agricoles et il en est même qui soutiennent les grèves des années 70. De 1877 à 1895, on assiste aux progrès du mouvement social chrétien, dont les conceptions deviennent de plus en plus hardies. C'est alors qu'a lieu la fondation de la *Christian social Union*; des ecclésiastiques soutiennent la grève des dockers de 1889. Enfin, la *Church socialist league*, créée en 1906, affiliée au *Labour party*, élabore un programme vraiment socialiste. Après la guerre mondiale, on observe la continuation du mouvement. Chose curieuse, dans le haut clergé, le mouve-

1. OTTO BRUGGER, *Geschichte der deutschen Handwerkervereine in der Schweiz, 1836-1843. Die Wirksamkeit Weitlings, 1841-1843*. Berne et Leipzig, Paul Haupt, 1932, in-8°, 209 p.; prix : 6 fr. 80 suisses (Berner Untersuchungen zur allgemeinen Geschichte).

2. DONALD O. WAGNER, *The Church of England and social reform since 1854*. New-York, Columbia University Press, 1930, in-8°, 344 p.; prix : 5 doll. 25.

ment social est plus actif que dans le bas clergé ; on l'a vu, lors de la crise minière et de la grève générale de 1926.

Le regretté Charles GIDE a donné une nouvelle édition d'un recueil de *Pages choisies* de FOURIER, qui avait paru il y a trente ans<sup>1</sup>. Il ne pouvait publier les chapitres les plus importants d'une œuvre maîtresse, à cause des continuelles répétitions de ce proluxe auteur ; il a donc découpé les passages vraiment importants et les a classés par ordre des matières. Dans une très intéressante introduction, Ch. Gide montre les bizarreries, mais aussi la profonde originalité de Fourier. Il condamne peut-être trop sommairement sa philosophie et sa psychologie, mais fait bien comprendre ses conceptions en matière économique et sociale. Fourier est, à certains égards, conservateur, car il veut le maintien de la propriété privée, mais il l'entend en un sens original. Sa critique de l'industrie, telle qu'elle était organisée, et surtout du commerce, ne laisse pas d'être souvent savoureuse<sup>2</sup>.

M. Paul LOMBARD, fils de Jean Lombard, organisateur du premier congrès socialiste, qui se tint à Marseille, en octobre 1879, donne des indications vivantes sur son père<sup>3</sup>. C'est, en effet, une curieuse figure que celle de cet ouvrier bijoutier de Marseille, poète, romancier, s'adonnant avec ardeur à la politique comme à la littérature. M. Paul Lombard trace un tableau vivant du milieu révolutionnaire de Marseille, à cette époque, et il publie quelques lettres curieuses adressées par Benoît Malon à Jean Lombard.

Du parti communiste français, qui s'est constitué après la scission socialiste du Congrès de Tours (1920), M. A. FERRAT donne une histoire, qui ne peut prétendre à aucune impartialité ou objectivité<sup>4</sup> ; c'est visiblement un ouvrage de propagande bolchéviste. On s'en rend compte, dès le premier chapitre, où il signale les « vices » du parti socialiste d'avant-guerre : « Réformisme, crétinisme parlementaire, pacifisme, démocratisation, anarcho-syndicalisme, hervéisme, ignorance du marxisme, etc. » De grâce... n'en jetez plus ! Avec la guerre se manifeste l'impérialisme du socialisme français ; puis des protestations éclatent-elles contre la guerre, ce n'est qu'un « humanitarisme et pacifisme petit-bourgeois ». A la suite du Congrès de Tours, le parti communiste est fondé, mais il contient des éléments « indésirables » pour les bolchéviks de la stricte observance ; on va donc procéder par des éliminations. Après 1923, commence une sérieuse « bolchévisation » du parti communiste, et de plus en plus on s'efforce de suivre la « ligne » tracée par Moscou. En réalité, tous les efforts du parti semblent dirigés contre

1. Ch. FOURIER, *Pages choisies*. Introduction par Ch. GIDE. Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1932, in-16, LXV-230 p. ; prix : 24 fr.

2. Mentionnons ici le petit volume de C. BOUGLÉ, *Socialismes français* (Paris, Armand Colin, 1932), dont la *Revue* a rendu compte antérieurement.

3. Paul LOMBARD, *Au berceau du socialisme*. Paris, éditions des Portiques, 1932, in-16, 253 p.

4. A. FERRAT, *Histoire du parti communiste français*. Paris, Bureau d'éditions, 1931, in-8°, 359 p. ; prix : 12 fr.



le parti socialiste, notamment lors des élections. Le mérite de M. Ferrat consiste à nous fournir des renseignements et documents pour l'histoire du bolchévisme en France jusqu'en 1930.

La question sociale pourra-t-elle être résolue sans que le régime capitaliste ait le moins du monde à en souffrir? C'est ce que prétendent ceux qui préconisent cette nouvelle panacée, trouvée aux États-Unis et qu'on appelle *employee stock ownership*; en plaçant des actions entre les mains des ouvriers et employés, on fera accéder les travailleurs au capitalisme. Ainsi, on encouragera l'épargne, on améliorera les relations entre employeurs et employés, on fera participer ces derniers aux bénéfices des entreprises. Qu'y a-t-il de fondé dans ces assertions? C'est à cette question que s'est efforcé de répondre M. Just HARISTOY, après une enquête menée sur place<sup>1</sup>. Pour lui, les actions ordinaires constituent un placement moins sûr que les obligations, et il est dangereux de confier toutes ses épargnes à la même affaire. Puis la possession d'actions incite les travailleurs à spéculer sur le marché des valeurs, comme on l'a vu avant le krach de la fin de 1929. Dans une deuxième partie, l'auteur se demande si, dans ce système, il y a des éléments de néo-capitalisme et de démocratie industrielle. Évidemment, depuis la guerre mondiale, il y a eu un essor considérable des dépôts d'épargne; mais la participation des employés-actionnaires est minime par rapport à celle des actionnaires dirigeants; les premiers n'ont guère que 1,5 % des actions. Rien ne prouve non plus qu'il y ait, aux États-Unis, une moindre inégalité des fortunes et des revenus. Quant à ce qui est de la démocratisation industrielle, les travailleurs participent très rarement au contrôle et à l'administration des sociétés; ce qui apparaît, au contraire, c'est la prédominance de plus en plus grande de la finance dans les entreprises industrielles. M. Haristoy conclut qu'il faut nettement distinguer entre l'épargne populaire et le capitalisme, et il estime que les méthodes d'épargne européennes sont très supérieures à l'actionnariat ouvrier. Sans prendre parti dans le débat, on doit reconnaître que le volume abonde en renseignements précis et que toute la discussion est fort bien menée<sup>2</sup>.

Henri SÉE.

1. Just HARISTOY, *L'épargne des travailleurs; la spéculation et le néo-capitalisme aux États-Unis*. Paris, M. Giard, 1932, in-8°, 427 p.; prix : 60 fr.

2. Signalons encore une intéressante étude de M. S. ELZINGA, *Naissance et essence de l'école sociale* (dans la *Revue internationale de l'enseignement commercial*, mai 1932). Il montre la relation qui existe entre l'évolution économique du XIX<sup>e</sup> siècle et le développement de l'enseignement commercial, en insistant surtout sur la Hollande.

## COMPTES-RENDUS CRITIQUES

---

Gabriel HANOTAUX. *Histoire de la nation égyptienne*. T. III : *L'Égypte ptolémaïque, 323-330 avant Jésus-Christ*, par Pierre JOUGUET. *L'Égypte romaine*, par Victor CHAPOT. *L'Égypte chrétienne et byzantine*, par Ch. DIEHL. Paris, Société de l'histoire nationale, librairie Plon, 1933. In-4°, 573 pages., illustr., 12 pl. hors texte en couleurs. Prix : 150 fr.

Le volume III de l'*Histoire de la nation égyptienne* comprend la période qui s'étend de la mort d'Alexandre le Grand à la conquête de l'Égypte par les Arabes, depuis le moment où l'Égypte devient sous la domination des Ptolémées une puissance égéenne jusqu'à l'époque où le triomphe de l'Islam en fait de nouveau un royaume oriental. Au point de vue des sources, c'est la période pour laquelle on dispose de la documentation tout exceptionnelle que nous offrent les papyrus.

L'histoire de l'Égypte ptolémaïque est l'œuvre de M. Pierre Jouguet. Dans le chapitre I, l'auteur rappelle les événements complexes à la suite desquels Ptolémée Soter fonda en Égypte à la mort d'Alexandre la puissance de sa dynastie ; puis il expose, dans le chapitre II, la politique de fusion pratiquée en Égypte par le premier Lagide, lequel est obligé de ménager ses sujets indigènes en introduisant l'hellénisme dans le pays. Le chapitre III est consacré aux luttes extérieures, en particulier aux guerres syriennes. Le chapitre IV résume l'ensemble des connaissances, auxquelles on est actuellement parvenu sur les institutions de l'Égypte au II<sup>e</sup> siècle, sur l'organisation sociale religieuse et économique du pays, sur la civilisation alexandrine. M. Jouguet s'est attaché à montrer comment se poursuit alors l'hellénisation intense de l'Égypte par le moyen des cités grecques, des fonctionnaires grecs répandus dans la *chôra* et des cléroutiques militaires, grâce aussi au pouvoir absolu sur les personnes et sur les choses exercé par le roi souverain de droit divin suivant la théorie pharaonique. Le fossé n'en est pas moins demeuré profond entre les Grecs immigrés et les Égyptiens ; l'indifférence hostile qui les sépare en réalité amènera la crise du III<sup>e</sup> siècle. Celle-ci est retracée dans le chapitre V où sont exposées les révoltes des indigènes sous Philopator, les émeutes d'Alexandrie alors que se poursuivent à l'extérieur les événements qui amènent la ruine de l'Empire égyptien et l'intervention de Rome dans les affaires du pays. Les querelles dynastiques après la mort d'Épiphané et les guerres syriennes font l'objet du chapitre VI. Dans le chapitre VII, M. Jouguet évoque les transformations survenues depuis le III<sup>e</sup> siècle en Égypte ; par suite des relations plus étroites qui se sont établies entre la civilisation égyptienne et la civilisation hellénique, ces relations ont agi sur la religion et les mœurs des Grecs. Dans les institutions, l'influence égyptienne se fait sentir par les progrès du despotisme des Ptolémées devenus de véritables pharaons. On ne saurait dire cependant que la fusion soit vraiment profonde entre les Égyptiens et les Grecs, à côté desquels vit la puissante colonie des Juifs

hellénisés. D'ailleurs, les Ptolémées sont restés les patrons de l'hellénisme. Les chapitres VIII et IX rappellent quel fut le sort de l'Égypte tombée entre les mains de Rome sous Ptolémée Aulète et Cléopâtre, jusqu'au moment où le royaume tombe définitivement au pouvoir des Romains, leur apportant, malgré tout, d'immenses ressources en hommes et en blé, avec le prestige de ses antiques croyances et toutes ses possibilités commerciales.

C'est à M. Chapot qu'incombe la tâche de montrer quelles furent les destinées de l'Égypte conquise par Rome jusqu'à la période d'anarchie du III<sup>e</sup> siècle; et d'abord comment Auguste, traitant sa conquête en butin personnel, se pose en successeur des Ptolémées, en souverain absolu, dans cette province au régime unique d'où l'ordre sénatorial est exclu. Le chapitre I est ainsi consacré à un aperçu historique d'ensemble. Le chapitre II traite des divers organes du gouvernement romain et de la vie locale qui se rattachent au passé pour l'essentiel, tandis que l'organisation militaire (chapitre III) révèle au contraire un état de choses différent de celui de l'époque lagide avec le recrutement régional et le service héréditaire. L'étude des ressources économiques du commerce de l'Égypte et de la politique fiscale romaine fait l'objet du chapitre IV. Il ressort de cette étude que le but suprême de cette politique c'est l'exploitation méthodique du pays en vue d'un rendement maximum. Le chapitre V est consacré à la vie religieuse, à la politique religieuse de Rome en Égypte; aux divers cultes égyptiens, égypto-grecs et purement grecs, romains et orientaux, et à l'apparition du christianisme. La vie intellectuelle, qui atteste l'importance du rôle d'Alexandrie, fait l'objet du chapitre VI. Dans le chapitre VII sont passées en revue les diverses formes de la vie artistique, qui ne se manifeste guère que par l'habileté technique des artisans. Dans sa conclusion, M. Chapot oppose, à la domination des Ptolémées qui ont enrichi l'Égypte, tout en recevant d'elle plus qu'ils ne lui ont donné, celle des Romains: du fait que la province est traitée comme un domaine spécial interdit à la classe dirigeante et cultivée des sénateurs, elle demeure en réalité mal connue de Rome et sans influence sur elle. D'autre part, on se soucie peu à Rome d'imposer à l'Égypte une façade romaine; un seul but dirige la politique romaine: l'exploitation fructueuse du pays par le fisc. Ce sera toujours d'ailleurs la préoccupation dominante des maîtres de l'Égypte byzantine dont nous entretient M. Ch. Diehl; les *basileis* de Constantinople se substitueront seulement à Rome pour tirer des habitants de l'Égypte des ressources en argent et en blé; mais une profonde transformation s'est opérée dans le pays devenu chrétien. Non seulement la vie religieuse, mais la vie politique et toute la civilisation en sont modifiées.

Le chapitre I rappelle quelles furent en Égypte les origines de la pensée chrétienne au temps de Clément d'Alexandrie et d'Origène, les persécutions, l'apparition du monachisme et les résistances opposées au christianisme par le néoplatonisme. Le chapitre II est consacré aux crises et aux luttes traversées par l'Église victorieuse, à la lutte de saint Athanase contre l'arianisme, puis à la lutte contre le paganisme et à la querelle monophysite jusqu'à l'édit d'union promulgué par l'empereur Zénon, cependant que se poursuit l'insigne développement du monachisme, de l'ascétisme et du cénobitisme pacômien, dont les adeptes, recrutés dans les milieux indigènes, joueront un rôle immense dans la vie religieuse du pays et dans son opposition au gouvernement de Constantinople. Le chapitre III évoque les grosses difficultés avec lesquelles celui-ci se trouve aux prises en Égypte au VI<sup>e</sup> siècle par suite de la crise administrative; celle-ci est aggravée du fait des progrès de l'éle-

ment indigène non hellénisé et de l'accroissement des grands domaines, dont les puissants propriétaires sont en état de tenir en échec le pouvoir central. Sous l'empereur Justinien, la querelle monophysite suscite d'inquiétants désordres et, en 538/39, Justinien entreprend de réorganiser l'administration, laquelle est exposée dans le chapitre iv. L'activité sociale, économique, intellectuelle, artistique et religieuse d'Alexandrie revit dans le chapitre v ; la tradition hellénistique est demeurée brillante dans la riche cité où l'art commence à se pénétrer d'influences orientales. Mais c'est surtout en dehors d'Alexandrie que se marque le recul de l'hellénisme dans la littérature et l'art coptes, dans les progrès de la nation copte hostile à l'esprit grec et au gouvernement de Byzance. Ce progrès est encouragé par l'Eglise, devenue la grande puissance de l'Égypte, à côté des grands propriétaires fonciers qui dominent le pays au point de vue économique et social. On voit dans le chapitre vi quelles difficultés sont suscitées par ces riches indigènes, détenteurs des fonctions publiques, au pouvoir impérial détesté à cause de la tyrannie fiscale qu'il fait peser sur le pays, et surtout par sa politique religieuse. Il prétend éradiquer la restauration monophysite par la persécution sous Justinien et sous Héraclius. Il demeure faible devant une population turbulente et hostile et son armée est impuissante à défendre le pays contre l'invasion perse, puis contre les Arabes. C'est dans le chapitre vii que sont contées les étapes de la conquête de l'Égypte, au moment où les Coptes monophysites, persécutés par le patriarche Cyrus, représentant du pouvoir impérial, verront sans déplaisir le succès de l'Islam.

Telle est, résumée beaucoup trop succinctement, l'évolution de la nation égyptienne de la conquête grecque à la conquête arabe magistralement retracée dans le présent ouvrage, en même temps que l'histoire de l'hellénisme en Égypte. Pour chacune des trois périodes envisagées, les auteurs ont condensé le résultat des recherches effectuées dans maint domaine particulier, en s'attachant à informer le lecteur du caractère hypothétique de certaines solutions et de l'état des problèmes non encore résolus. Ils ont réalisé ainsi une forte et lumineuse synthèse. Ce bel ouvrage abonde en aperçus pénétrants, aussi en exposés vivants et typiques où sont évoqués les divers aspects de la vie et de la pensée dans l'Égypte gréco-romaine et byzantine. Dans l'illustration destinée à compléter les tableaux qui nous sont ainsi présentés, on remarquera spécialement les reproductions en couleurs de la mosaïque de Sophilos (musée d'Alexandrie), de pièces inédites d'un Horus-César et d'étoffes coptes (collection Bliss, musée du Louvre).

Germaine ROUILLARD.

---

David M. ROBINSON. *Excavations at Olynthus. Part VII : The Terra-cottas of Olynthus found in 1931* (The Johns Hopkins University studies in archaeology, n° 20). Baltimore, The Johns Hopkins Press ; Londres, H. Milford, Oxford University Press, 1933. In-4°, xii-111 pages, 64 planches dont 3 en couleurs. Prix : 10 dollars.

La seconde campagne des fouilles d'Olynthe, en 1931, a fait découvrir plus de 400 figurines de terre cuite, dont beaucoup gardent encore des traces notables de leur coloration originale et qui se répartissent sur toute la période qui s'étend du haut archaïsme à 348 ap. J. C., année où la ville fut détruite par Philippe de Macé-

doine. Le tome VII des *Excavations at Olynthus*, dû, comme la plupart des précédents, à M. D. M. Robinson, nous en apporte la description pièce par pièce; soixante planches en noir en donnent la reproduction intégrale; à trois statuettes particulièrement intéressantes ont été consacrées trois planches en couleurs<sup>1</sup>.

Ces terres cuites, pour une bonne partie, ont été fabriquées sur place, à en juger par l'argile dont elles sont faites; des moules avaient d'ailleurs été antérieurement recueillis; les recherches de 1931 en ont procuré trois nouveaux. Des exemplaires de choix ont été importés et surmoulés par les coroplastes indigènes. Olynthe apparaît ainsi comme un centre important de l'industrie de la terre cuite et c'est son site qui a fourni la meilleure série de statuettes d'argile qu'on ait rassemblées dans le nord de la Grèce. La période la plus importante pour l'épanouissement de cette industrie semble avoir été la première moitié du IV<sup>e</sup> siècle; alors les céramistes olynthiens ne se contentent pas, comme au VI<sup>e</sup> siècle, de reproduire mécaniquement masques et figurines; ils créent de nouveaux types, tel le satyre assis par terre, serrant contre lui une grande amphore de vin (nos 323-326), qui n'existe pas dans le recueil de types publié par Winter; la période la moins prospère correspond à l'intervalle entre 479, date de l'invasion perse et de la prise de la ville par Artabaze, et 432, date vers laquelle se constitua la ligue chalcidique dont Olynthe était le siège.

Les terres cuites d'Olynthe proviennent en majorité de maisons et de boutiques, mais 181 ont été exhumées dans deux cimetières; les types utilisés dans les tombes et les habitations étaient approximativement les mêmes; cependant, parmi les vases plastiques, trouvés en grand nombre (47), deux seulement proviennent de sépultures; de même quelques types de statuettes, ainsi les nègres, semblent avoir été réservés aux maisons. Les vases plastiques étaient faits par les mêmes artistes et avec les mêmes moules que les statuettes; il n'y a pas là une forme d'art spéciale.

M. Robinson voit dans quelques-unes des terres cuites qu'il publie l'influence de la grande sculpture. Il signale notamment des réminiscences du fronton est d'Olympie dans une femme debout en péplos, n° 158, et dans un jeune garçon à genoux, n° 286, ce qui ne paraît pas évident; à propos de la figure n° 388, qui exécute la danse asiatique dite des mains jointes, il invoque l'Héraclès du fronton d'Égine, rapprochement qui n'est fondé que sur une ressemblance d'attitude purement extérieure et du reste partielle. M. Robinson insiste, d'autre part, sur le fait qu'à Olynthe l'industrie céramique ne survécut pas à la catastrophe de 348; par suite quantité de statuettes anticipent des types plastiques postérieurs: Olynthe a connu la nudité longtemps avant Praxitèle, la caricature et le réalisme avant l'époque hellénistique.

Ce volume est le troisième des *Excavations at Olynthus*, qui porte le millésime 1933; on voit que nous avons pleinement raison de louer M. D. M. Robinson (*Rev. histor.*, t. CLXXII, juillet-août 1933, p. 133) de l'activité avec laquelle il expose les résultats des fouilles qu'il a dirigées; un volume nous est promis sur les cimetières qui ont été explorés: nous n'aurons sans doute pas beaucoup à l'attendre.

A. MERLIN.

1. Sur les terres cuites trouvées dans la première campagne, en 1928, cf. *Revue historique*, t. CLXVII, mai-juin 1931, p. 153 et suiv.



I. — Eugénie STRONG. *Rome antique*. Paris, Hachette, 1932, 344 pages.  
Prix : 50 fr.

II. — *Prosopographia Imperii Romani saeculorum I, II, III*. Editio altera, pars I, par Edmundus GROAG et Arturus STEIN. Berlin et Leipzig, W. de Gruyter, 1933. In-4<sup>o</sup>, 375 pages.

I. — Le premier de ces volumes, qui fait partie de la collection « Ars una, Species mille », est une condensation des deux volumes publiés par Mrs. Strong en 1929, sous le titre *Art in ancient Rome* (I, des origines à Néron ; II, des Flaviens à Justinien). Il a fallu, pour se tenir dans les limites qu'on s'imposait, résumer à l'extrême certaines parties ; le chapitre d'introduction, sur l'Italie préhistorique et protohistorique, est très sommaire ; ailleurs, les énumérations de monuments, avec un commentaire réduit au minimum, laissent parfois une impression de sécheresse.

Mais le livre bénéficie, et c'est l'essentiel, des connaissances très étendues que possède Mrs. Strong, de sa grande familiarité avec les musées de Rome, y compris les plus récents (Museo Mussolini, Museo Petriano). Le souci de la précision chronologique (noter que Mrs. Strong hésite à prendre parti sur la date de l'autel de Domitianus Ahenobarbus, p. 79 et 92), le soin avec lequel sont marqués les rapports de l'art avec la vie politique et la civilisation générale donnent à l'exposé beaucoup de solidité et d'intérêt. On appréciera particulièrement les chapitres sur la peinture et la sculpture du IV<sup>e</sup> au I<sup>er</sup> siècle avant J.-C., sur les terres cuites italiques, sur le portrait à l'époque des empereurs julio-claudiens.

Les thèses fondamentales de Mrs. Strong sur l'art romain sont bien connues. Elle affirme la valeur originale de cet art, « l'indestructibilité du type romain à travers l'histoire » (p. vi) ; elle n'admet pas qu'il y ait eu décadence artistique à partir du III<sup>e</sup> siècle, ni que, vers le même moment, l'art romain ait subi de fortes influences orientales. Il est permis de ne pas toujours la suivre et de trouver, par exemple, un peu courte cette phrase sur le palais de Spalato : « Les détails architecturaux démontraient, dit-on, l'influence orientale. »

C'est l'art romain à Rome et en Italie qui est le sujet de l'ouvrage ; l'art des provinces n'est évoqué qu'accessoirement (ainsi, un paragraphe de vingt-cinq lignes, à la fin du chap. xiv, sur l'art dans les provinces sous les Antonins). Il importe de signaler cette limitation du sujet, voulue par l'auteur ; dans le cadre adopté, l'ouvrage rendra beaucoup de services.

Ces services seraient d'ailleurs plus grands encore si les illustrations, très habilement choisies, n'étaient reproduites à une échelle vraiment bien petite, et si la traduction avait été mieux révisée. On est choqué de lire « stage » pour « stade », « excavations » pour « fouilles », « moulage » pour « modelé », et d'apprendre que la mosaïque « fut le médium artistique préféré du christianisme primitif » (p. 324), etc. P. 37, une faute de traduction est sans doute à l'origine de la confusion chronologique qui place la censure d'Ap. Claudius un siècle après celle de Flamininus.

II. — Il y a plus de trente-cinq ans, l'Académie de Berlin fournissait aux historiens de l'antiquité un admirable instrument de travail, en publiant (1897-1898) les trois volumes de la *Prosopographia Imperii Romani*. Mommsen, octogénaire,

saluait avec un légitime contentement l'apparition de cet ouvrage, dérivé et complément du *Corpus Inscriptionum Latinarum*. Les auteurs étaient, pour le vol. I, Klebs, qui signa la préface générale en décembre 1896 ; pour le vol. II, Dessau ; pour le vol. III, von Rohden et Dessau.

Depuis lors, beaucoup de données nouvelles ont été recueillies ; de nouveaux volumes du *Corpus* ont paru ; les papyri ont apporté en masse les renseignements prosopographiques. Pour mettre à jour la *Prosopographia*, l'Académie de Berlin s'est demandé s'il suffisait de publier des *Addenda et corrigenda*, ou s'il fallait donner une seconde édition, complètement refaite et fondant les documents nouveaux avec les anciens. Elle s'est décidée pour ce second parti. La tâche a été plus lourde, et l'éditeur s'est imposé un effort dont la réussite matérielle est d'ailleurs parfaite ; tous ceux qui auront à se servir de la *Prosopographia* se réjouiront de la solution adoptée ; elle leur épargne la peine qu'ils auraient eue à confronter sans cesse le volume primitif et le volume de supplément ; elle leur présente les matériaux tout élaborés.

Ce sont E. Groag et A. Stein, avec la collaboration de L. Wickert pour les articles concernant les écrivains, qui ont été chargés de la nouvelle édition de la *Prosopographia*. Ils avaient déjà fait leurs preuves et ils ont travaillé avec une méthode irréprochable. La préface (de Stein) rend justement hommage à Dessau, qui jusqu'à sa mort (avril 1931) mit au service de l'entreprise son expérience et son érudition.

Les principes directeurs n'ont naturellement point changé, ni les limites chronologiques (d'Actium à l'avènement de Dioclétien). On a été un peu plus large pour l'admission des noms : la *Prosopographia* comprend désormais tous les *virī egregii* et tous les *virī perfectissimi*, même quand il n'est pas fait mention dans nos documents des fonctions publiques qu'ils ont exercées ; elle accueille aussi les affranchis impériaux, quand ils ont occupé une procuratèle.

Le vol. I de la première édition contenait les lettres A, B et C. Celui-ci, en 375 pages, ne contient que les lettres A et B, qui faisaient 244 pages de la première édition. Si cette proportion se maintient, la nouvelle *Prosopographia* aura une fois et demie la longueur de l'ancienne. Le nombre des articles est passé de 1359 à 1673 pour la lettre A, de 157 à 178 pour la lettre B.

Un tel ouvrage n'est pas de ceux qu'un compte-rendu peut examiner dans le détail. Mais on peut dire sans crainte de se tromper que ceux qui le consulteront y trouveront bien rarement quelque chose à reprendre. Souhaitons, pour la commodité de nos études, que cette mise à jour de la *Prosopographia* se poursuive à un rythme aussi rapide que possible.

E. ALBERTINI

- 
- I. — A. M. DUFF. *Freedmen in the early Roman empire*. Oxford, Clarendon Press, 1928. vii-252 pages. Prix : 12 s.
  - II. — W. E. HEITLAND. *Last words on the roman municipalities*. Cambridge, at the University Press, 1928. 80 pages.
  - III. — E. H. WARMINGTON. *The commerce between the Roman empire and India*. Ibid., 1928. x-394 pages. Prix : 15 s.

IV. — Vasilie PARVAN. *Dacia; an outline of the early civilizations of the Carpatho-danubians countries*. Ibid., 1928. xii-216 pages. Prix : 7 s.

I. — L'ouvrage de M. A. M. Duff est une synthèse parfaitement équilibrée et une remarquable mise au point de tout ce que les documents aujourd'hui connus nous apprennent sur les affranchis dans le monde romain, aux premiers siècles de l'Empire. Le plan en est à la fois logique et historique ; logique parce que l'auteur suit l'affranchi depuis la période servile jusqu'au moment où il a acquis la plus grande somme de liberté à laquelle il puisse prétendre suivant les circonstances ; historique, parce que toutes les péripéties de sa vie souvent mouvementée sont replacées dans le milieu où elle s'est déroulée, parce que son statut social est mis en relations avec les autres classes et les principaux personnages du peuple romain.

Après un premier chapitre, où sont étudiées les origines ethniques des esclaves romains, en majorité de provenance grecque et orientale, M. Duff montre que l'affranchissement fut beaucoup plus répandu à Rome qu'en Grèce, parce que, dans la capitale de l'Italie, les esclaves étaient plus nombreux et que souvent ils l'emportaient sur leurs maîtres par la culture ou par le talent. Il détermine ensuite les causes multiples de cette fréquence de l'affranchissement romain ; il en explique et commente les diverses formes, officielles et officieuses ; il signale les mesures qui furent prises surtout par Auguste pour enrayer l'augmentation croissante des affranchissements, qui menaçait de submerger les vrais Romains sous un flot de Grecs et d'Orientaux.

Viennent ensuite des chapitres sobres et pleins sur les relations légales entre patron et affranchi, sur le statut social des affranchis, sur les diverses catégories entre lesquelles ils se trouvaient répartis depuis les *dediticii*, assimilés aux provinciaux les plus assujettis, jusqu'aux privilégiés devenus, par l'attribution de l'anneau d'or et la *restitutio natalium*, des citoyens romains de plein droit.

M. Duff consacre des pages documentées à la place que les affranchis tenaient dans la vie privée à Rome, en Italie, à travers toutes les provinces ; il examine en détail, avec une clarté et une précision vraiment dignes d'éloges, les fonctions publiques : fonctions municipales, magistratures d'État, sacerdoces, qu'ils pouvaient exercer ; il insiste avec raison sur les affranchis impériaux, tout-puissants à la tête de l'administration impériale jusqu'à la réforme d'Hadrien, qui leur substituait des chevaliers dans les postes les plus élevés.

Dans son dernier chapitre, reprenant et résumant quelques-uns des développements qu'il a présentés auparavant, il caractérise la politique que les empereurs du I<sup>er</sup> siècle et de la première moitié du II<sup>e</sup> ont suivie à l'égard des affranchis, politique tout à la fois défensive contre le danger d'une invasion orientale dans la société romaine et cependant favorable, en raison des services que les affranchis rendaient et de l'influence humanitaire exercée par le stoïcisme. Il essaie, pour conclure, de définir dans quelle mesure et sous quelle forme les affranchis ont agi sur les mœurs, sur l'activité économique, sur la vie intellectuelle, artistique et religieuse du Haut-Empire. Si les affranchissements ont eu à Rome des conséquences néfastes, la cause doit en être cherchée dans le manque de mesure et de discernement dont les propriétaires d'esclaves se sont rendus trop souvent coupables. S'ils n'avaient donné la liberté qu'à une élite, Rome et le monde romain n'y auraient trouvé que des avantages.

Cinq appendices traitent de problèmes spéciaux : la date de la *Lex Junia* ; — le

*Jus anuli aurei* ; — le tableau du service civil impérial ; — la bibliographie des sources anciennes et des autorités modernes ; — les affranchis dans le *Gnomon* de l'*Idios logos*.

II. — M. Heitland est déjà connu pour divers travaux consacrés à l'histoire ancienne, plus spécialement à celle de Rome. Dans le présent ouvrage, il insiste d'abord sur le caractère municipal de l'organisation du monde romain. Il remarque, après beaucoup d'autres, que l'Empire fut essentiellement un agrégat de cités, de constitutions différentes, dont la variété et la hiérarchie fournissaient au pouvoir central un instrument de contrôle et de domination. La partie principale de l'ouvrage traduit cette idée par son titre même : *Control by division*. Rome ne fit qu'étendre aux provinces le système municipal qu'elle avait d'abord imposé à l'Italie. Il en résulta dans maintes régions un remarquable développement de la vie urbaine.

Chacune des cités ne se composait pas uniquement d'une agglomération bâtie ; à cette agglomération un territoire plus ou moins vaste s'ajoutait, territoire dans les limites duquel se trouvaient épars des villages, des hameaux, des fermes et des villas rurales. M. Heitland pense qu'il y avait antagonisme entre la population urbaine et les habitants de la campagne ; que ces derniers étaient opprimés par les grands propriétaires, maîtres de l'administration municipale et abusant de leur autorité pour ne servir que leurs intérêts personnels ; que les inscriptions innombrables, attestant la prospérité, la richesse monumentale et l'éclat des villes, ne doivent pas nous faire illusion, même au <sup>II</sup><sup>e</sup> siècle de l'ère chrétienne, parce que seuls les habitants des centres bâtis bénéficiaient de la libéralité des riches bienfaiteurs. M. Heitland reconnaît lui-même qu'il ne peut apporter aucune preuve, aucun document à l'appui de sa thèse ; d'autre part, cette thèse est beaucoup trop générale. La situation économique et politique des villes variait de province à province. On ne saurait comparer, à ce point de vue, non seulement la Grèce en décadence à l'Afrique du Nord, mais même la Lugdunaise et la Belgique à la Narbonaise. M. Heitland paraît ignorer la fameuse *Inscription du Moissonneur* de Maetar, qui nous apprend qu'un simple ouvrier agricole pouvait, après de longues années de travail, s'élever au premier rang dans sa propre ville.

Pour justifier les doutes qu'il exprime sur la prospérité de l'Empire romain, M. Heitland discute, en un appendice de dix-sept pages, plusieurs anciens panégyriques, principalement ceux d'Appien, d'Aristide, des *Panegyrici Latini*, de Prudence, de Claudien, de Rutilius. Il essaie de montrer que ces panégyriques n'ont que peu de fondement, qu'on ne doit pas leur accorder une valeur vraiment historique, que ces hymnes à la gloire de Rome constituent au moins des anachronismes caractérisés.

M. Heitland nous semble avoir exagéré le criticisme que tout historien doit éprouver devant les documents antiques. Lorsque des cités ont laissé des traces de leur splendeur, comme celles qui ont survécu dans la plupart des provinces de l'Empire romain, il est difficile d'admettre, sans faire la distinction nécessaire entre les lieux et les temps, que de pareilles traces nous induisent en erreur, quand nous y reconnaissons les vestiges d'une réelle prospérité. Les paradoxes, auxquels se complaisent par goût d'une originalité facile certains historiens, sont plus dangereux qu'une confiance raisonnée dans les témoignages concrets et directs que l'antiquité

nous a laissés, édifices, œuvres d'art, inscriptions, monnaies, etc. Gardons-nous de deux tendances extrêmes : l'utilisation de documents sans critique sérieuse, la méfiance *a priori* et en quelque manière dogmatique.

III. — Le livre de M. Warmington est d'un puissant intérêt. Pendant longtemps, les érudits et les historiens ont cru que l'histoire du monde gréco-romain se limitait aux pays riverains de la Méditerranée, aux régions arrosées par des fleuves tributaires de cette mer et à quelques contrées immédiatement voisines, telles que le versant océanique de la péninsule ibérique, de la Gaule, de l'Afrique du Nord, ainsi que la Bretagne. C'est là une vue beaucoup trop étroite. Rome et son empire ont entretenu des relations, surtout économiques, avec l'Afrique centrale et orientale, avec l'Extrême-Orient asiatique. Ces relations ont exercé une influence indéniable sur les mœurs de la société romaine ; par leur caractère même, elles ont contribué à l'évolution de l'économie antique.

L'histoire du commerce entre l'Empire romain et l'Inde en est, semble-t-il, le chapitre le plus important. Pour traiter ce sujet, M. Warmington avait le grand avantage de connaître, en même temps que l'antiquité romaine, la géographie politique de l'Inde et les péripéties par lesquelles ses peuples ont passé pendant les siècles qui ont immédiatement précédé et suivi l'ère chrétienne. Son livre, solidement documenté, clairement construit, est divisé en deux grandes parties. Dans la première, il décrit les routes de terre et de mer, par lesquelles le monde méditerranéen entra en rapports avec l'Inde et l'Extrême-Orient ; il met en lumière le rôle qu'il convient d'attribuer, en ce qui concerne les routes de mer, à la découverte des moussons ; il mentionne les ambassades que les empereurs des deux premiers siècles reçurent de l'Inde ; il signale les découvertes de monnaies romaines dans le Dekkan ; il suit, pas à pas, sous la dynastie julio-claudienne, sous les Flaviens, sous les Antonins, les événements qui jalonnent l'histoire des rapports de l'Empire avec l'Inde et l'Extrême-Orient ; il insiste sur la valeur des renseignements qui sont fournis par Pline l'Ancien, par le Périple de la mer Érythrée, par Ptolémée ; il marque le déclin des relations entre Rome et l'Inde au III<sup>e</sup> siècle, puis leur reprise légère au IV<sup>e</sup> siècle, après la fondation de Constantinople. Cette première partie est surtout historique. Dans la seconde, M. Warmington énumère les marchandises très variées que l'Inde envoyait au monde méditerranéen, en particulier les animaux sauvages ou domestiques, les produits fournis par le règne animal, peaux, fourrures, laines et soies, ivoire, écailles, perles, etc. ; les nombreuses plantes, aromates, épices, les bois, teck, ébène, santal, les pierres précieuses de toutes espèces. Toutes ces marchandises trouvaient dans le monde romain, à Rome même et dans les provinces surtout orientales, des acheteurs que ne rebutait pas leur prix très élevé, conséquence des frais de transport considérables, des droits de douanes perçus à leur entrée dans l'Empire, des bénéfices que prélevaient certains intermédiaires, Arabes et Axomites.

Rome envoyait dans l'Inde beaucoup moins de produits soit naturels, soit manufacturés : on peut citer le corail, des métaux tels que le plomb, le cuivre, l'étain, des vins, des vêtements, des vases, des lampes, des bronzes, du verre.

La balance commerciale, comme on dit aujourd'hui, était donc tout à fait défavorable à l'économie romaine. Il en résulta que Rome dut laisser dans l'Inde une quantité considérable de monnaies d'or et d'argent ; cet exode devint inquiétant



et des mesures durent être prises pour en atténuer le danger. En revanche, l'importation de nombreux produits bruts de l'Inde donna l'élan à diverses industries dans l'Empire, industries textiles, industries de luxe, etc.

En conclusion, M. Warmington fait ressortir l'importance très grande, dans l'histoire économique du monde, des deux premiers siècles de l'ère chrétienne, de cette période pendant laquelle furent faites de véritables découvertes géographiques (*an age of great discoveries*) et pendant laquelle le commerce s'étendit de l'Espagne à la Chine (*trade flourished from Spain to China*).

IV. — M. Parvân, qui fut un des plus savants et des plus brillants archéologues roumains, fut appelé, en 1926, peu de temps avant sa mort, à donner à l'Université de Cambridge quelques conférences sur les plus anciennes civilisations des régions du Bas-Danube et des Carpathes. Il ne vécut pas assez longtemps pour en terminer lui-même la publication ; cette œuvre fut menée à bien et le livre traduit en anglais par MM. Evans et Charlesworth, de St. John's College.

Les pays étudiés par M. Parvân s'étendent des Alpes autrichiennes à l'ouest aux plateaux de la Galicie orientale et à la Dobrudja à l'est. L'histoire de la civilisation, dans ces vastes contrées groupées autour de la Transylvanie, a pu être reconstituée, grâce surtout aux découvertes archéologiques, depuis l'âge du bronze jusqu'à la fin de l'antiquité. La plus ancienne population, que l'on peut désigner par le nom de Gètes, et qui resta à travers les siècles le fond permanent de l'ethnographie dans cette partie de l'Europe centrale, subit de multiples et successives influences, qu'il est facile de préciser à partir de la fin du second millénaire avant J.-C. Les divisions du livre de V. Parvân correspondent aux périodes pendant lesquelles s'exercèrent ces influences.

Le premier chapitre montre les rapports qui existèrent, de l'an 1000 à l'an 700 environ, entre les régions carpatho-danubiennes d'une part, l'Italie septentrionale et l'Illyrie d'autre part ; des importations villanoviennes et étrusques se reconnaissent sans aucun doute dans le mobilier fourni par les dépôts et les sépultures aujourd'hui connus, qui appartiennent sans exception à l'âge du bronze.

Dans le second chapitre, nous assistons à l'invasion des Scythes d'origine sans doute iranienne. Ces nomades apportèrent avec eux, écrit V. Parvân, le fer, une civilisation qui leur était propre, et des formes d'art où se reconnaissent des éléments archaïques grecs ou asiatiques. Leurs traces ont été nettement constatées dans la plaine de Valachie, dans le sud de la Transylvanie et dans la Hongrie septentrionale. Il ne semble pas que ces envahisseurs aient occupé toute la Dacie ; ils formèrent seulement des enclaves de superficie médiocre au milieu des anciennes populations. Ils s'opposaient, d'ailleurs, à ces populations sédentaires et agricoles par leur caractère pastoral et nomade. Leurs invasions et les pillages qui les accompagnaient appauvrirent le pays.

La Dacie entra en contact avec les Grecs, par l'intermédiaire des colonies qui furent fondées à la fin du VII<sup>e</sup> et pendant le VI<sup>e</sup> siècle sur les côtes occidentales et septentrionales du Pont-Euxin. La pénétration de l'hellénisme dans les pays carpatho-danubiens eut pour points de départ principaux Istria et Olbia. V. Parvân y a consacré tout son chapitre III. Il a déterminé les voies principales qu'elle suivit, la vallée du Danube, celles du Sereth, de l'Argès, de la Dambovitzza, la passe de Bran qui conduit de Valachie en Transylvanie. C'est par ces voies que les marchands grecs s'avancèrent en Dacie ; les nombreuses monnaies grecques, isolées ou groupées en trésors, qui ont été trouvées dans le pays, permettent de jalonner leurs iti-

néraires. Ce fut surtout en Valachie et en Moldavie que les influences grecques se firent sentir ; elles furent moins profondes dans les Carpathes et le haut pays.

Pendant le III<sup>e</sup> siècle arrivèrent les Celtes, soit par le nord, c'est-à-dire par la Germanie du Sud et la Galicie, soit par le sud, c'est-à-dire par la Serbie et la Thrace. Leur action fut puissante. Elle est sensible dans les diverses formes de la vie des Gètes, chez qui l'on trouve non seulement des poteries et des objets de métal de caractère celtique, mais des murs construits d'après le type gaulois où le bois et les assises de pierre sont entremêlés. Ce sont les Celtes qui ont introduit en Dacie le tour du potier, qui ont enseigné aux Gètes à travailler le fer, à frapper des monnaies.

Cette étude des grandes périodes, entre lesquelles se répartit l'évolution de la civilisation carpatho-danubienne, aboutit à l'époque de la conquête romaine. M. Parvân a longuement traité cette partie de son sujet ; il a moins insisté sur les guerres de Trajan que sur les péripéties de l'occupation par les Romains de la vallée moyenne et inférieure du Danube. Il a suivi pas à pas les progrès de la romanisation depuis la Rétie et le Norique jusqu'à la Mésie inférieure. Il a montré que Rome a exercé sur la Dacie et sa civilisation une action très profonde, dont la répercussion s'est fait sentir jusqu'à l'époque contemporaine. Bien qu'encerclée de toutes parts par des Slaves, des Magyars et des Germains, la Roumanie n'en est pas moins un pays incontestablement latin.

Ce livre, en quelque manière posthume, de Vasile Parvân, est un touchant hommage rendu à l'antique Dacie. Solidement documenté, clair, précis, il jette une vive lumière sur l'histoire d'une région qui avait déjà un long passé lorsque les légions romaines y entrèrent. La colonisation romaine fut favorisée par ce passé. Son succès fut dû non seulement aux conditions physiques et économiques du bassin du Danube, mais aussi aux mouvements de peuples et aux strates diverses de civilisations qui s'étaient succédé pendant des siècles sur ce vaste territoire.

J. TOUTAIN.

E. HABEL, avec la collaboration de F. GRÖBEL. *Mittelateinisches Glossar*. Paderborn, Schöningh, 1931. In-8°, VIII-431 pages. Prix : 6 mk.

Depuis 1925, la littérature latine médiévale, sous forme d'extraits, figure au programme des gymnases prussiens. C'est en dépassant le classicisme que, là-bas, l'enseignement classique cherche à se rajeunir. Cette petite révolution va peut-être plus loin qu'on ne pense. Certes, les récits pittoresques ne manquent pas chez les prosateurs de la *media latinitas*, ni, surtout, chez les poètes, les pièces gracieuses ou émouvantes. Mais le climat intellectuel et moral y est, bien souvent, à l'opposé de cette « sagesse » antique que l'éducation humaniste, depuis la Renaissance, semblait s'être donné pour dessein de propager. Quoi qu'il en soit de ce gros problème, des anthologies déjà ont paru, qui ne sont point sans valeur<sup>1</sup>. Comment les utiliser, cependant, si l'on n'a sous la main que les anciens dictionnaires où sont systématiquement négligés tous les faits de langage postérieur à la chute de l'Empire ? En publiant leur glossaire, MM. Habel et Gröbel se sont proposé de parer à cette lacune. L'ouvrage est donc destiné, en principe, à l'enseignement secondaire. D'où,

1. Cf., sur le *Mittelateinisches Lesebuch* de H. Watenphul, mon compte-rendu dans le *Bulletin de la Faculté des lettres de Strasbourg*, janvier 1929, p. 105.

en particulier, l'absence de tout exemple, l'extrême rareté des références et leur imprécision : le nom de l'écrivain seul est donné, à l'exclusion de tout renvoi au passage visé. Les auteurs espèrent, en outre, que leur travail sera de quelque profit aux étudiants des universités. Non sans raison, assurément. Malheureusement, la conception même du recueil prête, de ce point de vue, à d'assez sérieuses critiques. Malgré la présence, parmi les textes les plus souvent cités, de la Règle de saint Benoît et de la *Vita Severini* d'Eugippius, la littérature antérieure à la renaissance carolingienne paraît avoir été presque complètement laissée de côté. Rien de plus légitime ; mais mieux eût valu le dire nettement. Le dépouillement, si j'en juge par cette même liste, a porté principalement sur des œuvres composées en Allemagne ; appliqué à la plus européenne de toutes les langues de culture, ce découpage par nations sent le paradoxe. La préface nous apprend qu'à côté des mots proprement médiévaux et de ceux dont la signification, depuis les classiques, avait varié, on a cru devoir faire place à des termes qui, « familiers naguère aux latinistes, ne peuvent plus aujourd'hui être supposés connus de la plupart des candidats à l'*Abitur* ». Cette sélection ne va naturellement pas sans beaucoup d'arbitraire et aboutit à quelque encombrement : *gleba*, *manumissio*, *omnino*, ces mots cicéroniens sont-ils donc, pour les *Abiturienten*, de si redoutables pierres d'achoppement ? En revanche, des sens aussi courants, au Moyen Age, que « comte » pour *consul*, « évêque » pour *sacerdos*, ont été passés sous silence ; un certain nombre de mots techniques importants (noms de monnaie, par exemple) ont été omis ; si *feudum* a été enregistré, *feodum* manque ; et, des articles *commendatio* et *commendare*, le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne laisseront pas d'étonner les historiens du droit. Sur tout, aucun effort n'a été fait pour classer chronologiquement les acceptions. Il fallait beaucoup de courage pour publier aujourd'hui un glossaire du latin médiéval : d'autant que cette notion même de « latin médiéval » se révèle, à l'analyse, singulièrement complexe. MM. Habel et Gröbel ont eu le mérite de ne pas reculer devant une tâche qu'ils estimaient nécessaire, sans s'en dissimuler, je suppose, les difficultés. Ils ont couru au plus pressé, qui était de mettre à la disposition des « gymnasiastes » un instrument d'usage pratique. Comme ils ont travaillé avec conscience et groupé un grand nombre de mots ou de sens dont aucun dictionnaire maniable ni même parfois le Du Cange — lexique d'antiquité, on le sait, plutôt que dictionnaire proprement dit — ne donnent l'équivalent, ils ont rendu service, du même coup, à un public plus large. Souhaitons cependant qu'ils aient un jour la possibilité de reprendre leur livre en sous-œuvre. Allégé par endroits, complété surtout et composé, dans le détail, avec plus de rigueur, il prendrait une valeur scientifique nouvelle, sans rien perdre de sa commodité.

MARC BLOCH.

---

Floris PRIMIS. *Geschiedenis van Antwerpen*. IV : *Onder Hertog Jan den Derde, 1312-1355*. Anvers, N. V. Standaardboekhandel, 1933. 3 vol. in-8°, xvii-213, ix-268, 150-43 pages.

L'infatigable archiviste d'Anvers, l'abbé Primis, vient de publier le tome IV de son *Histoire d'Anvers*, dont le premier volume a paru en 1927 : c'est là sans doute un record — et cette œuvre ne représente qu'une partie du labeur historique énorme,

et très divers, que s'impose l'auteur. Les trois derniers volumes renferment l'histoire de la ville sous le duc de Brabant Jean III (1312-1355).

C'est pour Anvers une période d'ascension décisive. Du point de vue politique, encore moins importante que Louvain et Bruxelles, elle résiste avec elles aux efforts vers la centralisation, mais se montre néanmoins fidèle au duc ; la prépondérance de quelques familles assure cette fidélité et aussi la stabilité intérieure. La vie d'Anvers est intimement mêlée aux conflits du Brabant et de la Flandre, de la France et de l'Angleterre : la fidélité de la ville impériale à l'Empire la tourne dès l'abord contre Philippe VI, qui a pris Cambrai, et dans la suite un parti important est tout disposé à suivre la politique de Van Artevelde.

Du point de vue économique, la ville prend un développement remarquable. Elle s'ouvre largement au commerce extérieur : les Vénitiens et autres Italiens prennent l'habitude d'y venir ; Anglais et Hanséates y sont des hôtes assidus ; le magistrat suit au dehors l'activité de ses propres marchands. De larges étendues de polders sont asséchées et l'agriculture fait de grands progrès. La richesse s'accroît, en particulier par le fait de quelques grands marchands. L'aspect de la ville se transforme : disparition des toits de chaume, construction d'églises neuves — en particulier de Notre-Dame (qui ne sera achevée qu'au xvi<sup>e</sup> siècle). L'organisation du travail est variée : quelques corporations sont très puissantes, spécialement celle de la draperie, mais le système corporatif n'est pas imposé à l'ensemble de l'activité urbaine.

Du point de vue spirituel, beaucoup d'abus dans le clergé, mais une vie religieuse intense parmi les laïcs et une floraison abondante de fondations pieuses et d'œuvres de charité. Une vie littéraire relativement active, des écrivains importants comme Lodewijk van Velthem et Jan Boendale. A travers leurs œuvres se perçoivent certains mouvements très intéressants de l'opinion — à l'égard de la politique « nationale », à l'égard de l'Eglise ; — on y suit la transformation d'une société où l'argent joue un rôle de plus en plus important, mais où reste très vif le souci de l'âme.

Cet ouvrage témoigne d'un véritable talent de présentation : cartes et plans, établis d'une façon extrêmement judicieuse, reproduction de sceaux et monnaies, découpage habituel de l'exposé en font un livre de consultation facile.

C'est un gros mérite, surtout à cause de l'extrême abondance des faits rapportés. A vrai dire, cette abondance paraît excessive. Le plus souvent, nous sommes en pleine histoire locale : de longues listes de personnages au moins secondaires, des extraits de registres d'archives sont intéressants pour les lecteurs anversois, sans aucun doute, mais pour eux seuls. Cette abondance encombre aussi la composition des chapitres : ils constituent une succession, très clairement divisée, de faits extrêmement variés, mais entre lesquels manquent les fils conducteurs d'idées générales. L'auteur, qui ne les ignore certes pas, est obligé de rejeter celles-ci dans de brèves conclusions superposées à ses exposés. Sous ce rapport, les volumes antérieurs, où les faits eux-mêmes provoquaient à la discussion de théories ou d'idées d'ensemble, offraient plus de vie et d'intérêt.

L'œuvre garde encore une facture très particulière d'un autre point de vue. M. Prims ne donne aucune référence. Il publie, comme « regestes », une liste, établie pour chaque année, des documents dont il s'est servi. Il donne ainsi, à la vérité, le moyen de contrôler son travail et la possibilité, s'il y a encore lieu, d'étendre les recherches qu'il a faites. La méthode présente néanmoins des dangers certains.

Cette histoire, par la masse considérable des faits nouveaux qu'elle met au jour, est incontestablement très précieuse ; mais le souci d'aller vite oblige l'auteur, rompu mieux que personne au maniement des idées générales, à morceler son travail et l'empêche ainsi d'en faire une œuvre synthétique où l'on sente passer le jaillement de la vie.

E. COORNAERT.

**Calendar of the manuscripts of the Most Hon. the Marquess of Salisbury, preserved at Hatfield House, Hertfordshire. Part XVI. Edited by M. S. GIUSEPPI. Londres, H. M's Stationery office, 1933. xxxi-530 pages. Prix : 10 s. 6 d.**

Les documents analysés dans ce volume commencent au début de l'année 1604 et s'arrêtent avec le mois de décembre. Ils se suivent selon l'ordre chronologique ; mais, à partir de la page 393, comme ils ne sont pas datés, ils sont placés un peu au hasard ; ils chevauchent ainsi sur la première année du règne de Jacques I<sup>er</sup>, qui a commencé le 24 mars 1603, et sur la plus grande partie de la seconde ; l'une et l'autre correspondant à la trente-sixième et à la trente-septième du règne de Jacques I<sup>er</sup> en Écosse. Le principal ministre du nouveau roi était Robert Cecil, qualifié d'abord seulement Lord Cecil, puis, à partir du 20 août 1604, « viscount » Cranborne. On sait qu'il s'employa très activement pour décider la reine Élisabeth mourante à reconnaître comme son héritier le fils de Marie Stuart, et Jacques I<sup>er</sup> ne fut pas ingrat : dans ses lettres, il le traite en termes affectueux et même caressants : mon « petit bigle » (basset), et ce surnom, qui désigne un petit chien pour la chasse aux lapins et aux lièvres, rappelle le sport favori du roi, qui termine une de ses lettres par ces mots : « Au petit bigle qui est couché à la maison devant le feu, tandis que les bons limiers courent à travers champs » (p. 395) ; une autre fois : « Le nombre de lettres que j'ai écrites depuis que j'ai quitté mon pays égale celui des lièvres que j'y ai tués » (p. vi).

Les documents publiés par M. Giuseppi se rapportent à toute sorte d'affaires. Une très longue relation sur les services rendus par Sir Antony Standen à la reine Marie Stuart et à son premier mari, jusqu'au 22 janvier 1604, où il fut mis à la Tour de Londres, contient tout un récit du meurtre de Riccio (p. 15-20), qu'il faut d'ailleurs lire avec précaution. Assez souvent, on trouve de menus faits sur la reine Anne, femme de Jacques I<sup>er</sup>, et sur son fils le duc d'York, alors un petit enfant qui « commence à marcher tout seul » (p. 163) et qu'on a bien fait de ramener d'Écosse en Angleterre, parce qu'il y « recevra une meilleure éducation ». Ailleurs, il est parlé d'une représentation d'une pièce de théâtre, *Love's labour lost*, jouée chez Lord Southampton et que la reine admira fort pour « la gaieté et le plaisir » qu'elle y avait trouvés ; mais on ne prononce pas le nom de Shakespeare. A côté de ces broutilles, on est renseigné sur de grandes affaires : les inquiétudes du roi de France Henri IV sur l'union de l'Écosse avec l'Angleterre, si contraire à la politique traditionnelle de la royauté française et, à l'inverse, sur les prétentions du roi de France à la couronne d'Angleterre. Il venait, en effet, de paraître à Paris un livre, imprimé en français et en anglais, où l'on offrait à Henri IV la couronne d'Angleterre (p. 7) ; le roi de France n'avait-il pas posé cette question : « Pourquoi son bâtard ne pourrait-il pas avoir la couronne aussi bien que le bâtard de Normandie ? » On revient au



sérieux en lisant des considérations concernant l'origine et l'organisation de la Hanse, ses rapports avec l'Angleterre. Pages 31-37, on lit des informations sur les catholiques romains, tirées des lettres interceptées par Bruxelles, etc. Parmi les grands noms qui ont jeté tant d'éclat sur le règne d'Élisabeth, on retrouve ici celui de Sir Walter Raleigh, prisonnier à la Tour. Une lettre du gouverneur de cette prison demande des instructions pour le traitement qu'il devait lui appliquer ; car, écrivait-il, on laissait aux prisonniers trop de facilités pour recevoir des visiteurs (p. 192-197). La brève préface de M. Giuseppi aurait pu être fortement nourrie par un plus grand nombre d'extraits de ce genre. — A l'Index, il y aura lieu de corriger *Chateauhervault* en *Châtellerauld*.

Ch. BÉMONT.

James Arthur MULLER. *The Letters of Stephen Gardiner*. Cambridge University Press, 1933. Gr. in-8°, xxxviii-573 pages.

Cette très belle publication des lettres de l'évêque de Winchester, Stephen Gardiner, chef des Henriens sous Henri VIII et Édouard VI, restaurateur de l'autorité pontificale et de l'unité au temps de Marie Tudor, est due à M. J. A. Muller, professeur d'histoire moderne au collège épiscopalien de Cambridge (Massachusetts), qui en avait déjà écrit la biographie (*Stephen Gardiner and the Tudor reaction*, S. P. C. K., 1926). Nul n'était mieux à même de donner cette édition qui, méthodique et scientifique, sera très appréciée des historiens de cette époque.

Une Introduction indique la méthode suivie, les manuscrits consultés, le choix des lettres, et une brève esquisse de dix pages résume la vie de Gardiner ; suivent 173 lettres ; 75 avaient été publiées, mais en des volumes séparés et avec plus ou moins d'exactitude, 90 ne l'ont jamais été en entier, et 7 ne le furent point depuis le XVI<sup>e</sup> siècle. Celles que Gardiner écrivit avec d'autres collègues, en des missions diplomatiques communes, sont exclues de cette publication, qui aurait fait double emploi avec les *State Papers of the reign of Henry VIII*. Ainsi on ne trouvera pas ici la plupart des dépêches qui concernent sa mission à Rome, lors du divorce royal.

M. Muller a divisé ces 173 lettres en treize groupes, précédés, chacun, d'une *Introductory note* assez courte (souvent une page, parfois moins), qui en indique l'objet, les circonstances, l'occasion, les caractères distinctifs.

Les sept premiers groupes concernent le règne d'Henri VIII. Secrétaire de Wolsey, Gardiner s'occupe activement, tant à Viterbe qu'à Rome, de l'affaire du divorce royal (1<sup>er</sup> groupe, nos 2-11). Puis, secrétaire principal d'Henri VIII, il sert de trait d'union entre le roi et Wolsey, dont Henri ne saurait se passer entièrement, bien qu'il lui ait retiré sa charge : c'est ainsi qu'il demande l'opinion du cardinal, quant aux rapports franco-anglais, sur les traités de Madrid et de Cambrai, sur ce qu'il convient de faire pour que le roi ne soit point cité en cour de Rome. On voit déjà la place qu'occupe Th. Cromwell dans les conseils du roi. Pour ne point perdre son reste d'influence, Gardiner s'excuse de s'être opposé au gouvernement, à la Convocation de 1532 (2<sup>e</sup> groupe, nos 12-40). Disgracié après son opposition en Parlement (1534) et retiré en son diocèse de Winchester, il s'efforce de rester en bons termes avec Cromwell, qu'il sent bien être son adversaire en politique comme en religion, mais dont il sait la puissance de jour en jour croissante. La lettre 51 permet de dater la *Vera obedientia* et la justification de l'exécution de Fisher (3<sup>e</sup> groupe,

n°s 41-51). Envoyé comme ambassadeur durant trois ans auprès de François I<sup>er</sup>, les quelques lettres qui nous restent de cette époque nous font regretter, par leur importance, celles qui sont perdues (4<sup>e</sup> groupe, n°s 52-60). Chargé, avec le comte de Hertford, le futur Protecteur, de négocier avec l'empereur la guerre contre la France, il s'efforce, après la paix séparée de Crépy (1544), d'obtenir de Charles-Quint ou la reprise des hostilités, ou une paix avec la France moins dure pour l'Angleterre (5<sup>e</sup> groupe, n°s 61-68). A son retour, on le voit se préoccuper des idées nouvelles dans son Université de Cambridge et s'y opposer [1545] (6<sup>e</sup> groupe, n°s 69-73). Durant son ambassade extraordinaire à la cour impériale (octobre 1545-mars 1546), où résident déjà l'évêque Thirlby et, pour les Flandres, Ed. Carne, il est surtout chargé d'obtenir la paix avec la France et de renouveler le traité du 11 février 1543, dont il était en grande partie l'auteur. Certaines de ces lettres tracent un portrait aussi exact que spirituel des ministres de Charles-Quint ; elles nous révèlent divers traits du caractère de leur auteur, ou des détails fort intéressants d'autobiographie, ainsi que l'aversion de Gardiner pour les doctrines protestantes, dont la diffusion lui cause une peine extrême. Il réfute alors George Joye<sup>1</sup>, qu'il a pris pour Henry Brinklow, lequel s'était caché sous le pseudonyme de Roderigo Mors, pour sa *Lamentacion of a Christian against the Citie of London* (7<sup>e</sup> groupe, n°s 74-109). Les derniers mois du règne, le clan Hertford-Lisle l'éloigne de la diplomatie et cherche à diminuer son influence dans les conseils du roi (8<sup>e</sup> groupe, n°s 110-114).

Sous Édouard VI, Gardiner croit pouvoir compter sur l'amitié de son ancien collègue d'ambassade, Hertford, devenu Lord-Protecteur. Il ne lui cache point ses vues en matières tant politiques que religieuses. Paget, son ami, est devenu le bras droit du Protecteur. Il pense que, grâce à eux deux, il pourra, bien qu'exclu de toute part officielle au gouvernement, avoir quelque influence sur la marche des affaires. Mais il s'aperçoit bientôt que Paget a pris le vent et qu'il l'abandonne ; à ce propos, il nous dit sa philosophie de la vie. Les innovations religieuses tentées par Cranmer, il les combat de toutes ses forces ; il en appelle au *King's Book* de 1543, approuvé par l'archevêque, le suppliant de n'être pas inconséquent avec lui-même. De fait, ses craintes se réalisent par la publication des *Homélies* de Cranmer, imposées aux églises du royaume, qui distillent la doctrine protestante, en particulier celle sur le salut. En l'absence du Protecteur, qui fait campagne contre l'Écosse (août-septembre 1547), il proteste auprès du Conseil privé contre un enseignement faux, dont l'effet sur l'empereur et son alliance sera désastreux ; il relève l'illégalité de l'acte décrété sans le Parlement (n° 127) à ce sujet, et il discute les rapports de la suprématie royale avec la *Statute Law* du royaume (n° 129). « Je n'ai jamais rien lu de plus chrétien ni de plus épiscopal », dit de cette lettre l'évêque-historien Gilbert Burnet (9<sup>e</sup> groupe, n°s 115-129). En guise de réponse, le Conseil l'enferme à Fleet Street (25 septembre 1547), sous prétexte qu'il refuse de se plier aux ordonnances, en réalité parce qu'on craint qu'il n'organise la résistance en Parlement contre les projets religieux de Cranmer. C'est en prison que le retrouve à son retour d'Écosse le Protecteur Somerset, à qui il explique son attitude, lui rappelant, par l'exemple de Cromwell, le danger qu'il y a de ne pas agir constitutionnellement. Il critique la traduction fautive des *Paraphrases* d'Érasme et l'ordre de les avoir dans chaque église. L'énergie de son caractère, à nul autre moment mieux mis en lumière, se

1. *A Declaration of such true articles as George Joye hath gone about to confute as false*, Londres, 1546.

règle pleinement en ces circonstances, où, abandonné de tous et privé de tout, il se dit heureux de souffrir et pour le *commonwealth* et pour l'Église (10<sup>e</sup> groupe, nos 130-139). Il est libéré le 7 janvier 1548 en vertu d'une amnistie générale. Mais le Parlement, qui s'est clos deux jours plus tôt, a précisément aboli les lois sur lesquelles Gardiner avait fondé son opposition au « Livre des Homélies ». Aussi le Conseil lui demande-t-il de souscrire aux articles sur la justification et le salut. Il refuse, s'appuyant cette fois sur le manque de sanction officielle ; mais il écrit à Somerset (n° 140) que, ces articles attribuant aux Pères ce qu'ils n'ont jamais dit, il ne saurait les approuver. On le consigne chez lui, à Southwark, d'où il envoie une seconde réponse que nous n'avons plus, mais dont le Conseil, grâce à Somerset, se contente, le renvoyant à Winchester. Là il termine son traité contre Bucer (11<sup>e</sup> groupe, nos 140-144). Le lendemain de son fameux sermon à la Saint-Pierre 1549, le Conseil l'envoie à la Tour de Londres. Warwick, en qui il avait mis son espoir pour la restauration de l'orthodoxie (n° 146), après avoir renversé Somerset, le soumettra à un long procès, le privera de son évêché de Winchester et le maintiendra prisonnier jusqu'à la fin du règne. Durant sa captivité, Gardiner écrit six traités de controverse théologique, en particulier son livre sur l'Eucharistie contre Cranmer (12<sup>e</sup> groupe, nos 145-154).

Le treizième et dernier groupe (nos 155-173) relatif au règne de Marie Tudor, durant lequel Gardiner fut Lord chancelier, est assez court. En dehors d'affaires universitaires dont il eut à s'occuper comme chancelier de Cambridge, il est question, dans cinq lettres, de la révolte de Wyatt, où il soupçonne la connivence de la France et d'Élisabeth. Pour ramener le royaume à l'unité, il conseille à Reginald Pole de laisser dans l'ombre et le vague la restauration du pouvoir papal et d'insister, au contraire, sur la pleine concession des biens monastiques à leurs détenteurs (n° 162). C'est la réponse à une lettre (Appendice, p. 496) où Pole caractérisait bien la situation des Henriens, dont Gardiner était le chef, en le félicitant d'avoir échappé à l'hérésie, bien qu'il fût tombé par faiblesse dans le schisme<sup>1</sup>.

Grâce à la réplique de William Turner (1545) à un livre de Gardiner, qu'il cite presque en entier pour le rétorquer point par point, M. Muller nous donne de ce livre totalement perdu un texte qui se suit et contient certainement l'essentiel (p. 480-493). Le traité de Turner est lui-même extrêmement rare ; on n'en connaît que cinq exemplaires. Le récit contemporain et fort détaillé des funérailles de Gardiner, dont le corps fut porté de Londres à Winchester, clôt l'Appendice.

Le livre se termine par quelques notes et remarques sur les manuscrits, la ponctuation et l'orthographe de Gardiner, et par un glossaire fort utile pour certaines expressions du xvi<sup>e</sup> siècle. On y constate que 300 mots environ sont de date plus ancienne que le dit le *New English Dictionary* (Oxford, 1888-1928). Le style de l'évêque, s'il a moins de grâce que celui de Thomas More, est peut-être plus viril et plus élégant. Il est, dans ces lettres écrites sans apprêt et au courant de la plume, un excellent exemple de la haute culture d'un lettré anglais durant le second quart du xvi<sup>e</sup> siècle.

G. CONSTANT.

1. Sur cette situation particulière des Henriens et leur influence en matière religieuse, voir le chapitre VII du tome I de ma *Réforme en Angleterre. Henri VIII* (Perrin, 1930).

- I. — Pierre TRAHARD. *Les maîtres de la sensibilité française au XVIII<sup>e</sup> siècle*. Paris, Boivin, 1931-1932. I. *Marivaux, abbé Prévost, Voltaire*. II. *Nicelle de la Chaussée, Vauvenargues, Diderot, Duclos*. 2 vol. in-8°, 289 et 336 pages. Prix : 36 fr. chaque.
- II. — Arsène SOREIL. *Introduction à l'histoire de l'esthétique française*. Bruxelles et Liège. In-8°, 157 pages.

I. — Sans insister peut-être assez sur les premières manifestations de la sensibilité à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, j'entends sur l'apparition de la passion malheureuse et funeste sur la scène et dans le roman, M. Trahard a entrepris l'étude de ses manifestations les plus éclatantes au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, et dans ces deux premiers volumes il l'a commencée de la façon la plus heureuse. Les chapitres sur les grands maîtres, Prévost et Diderot, présentent des études nouvelles et poussées qui témoignent d'une connaissance complète et attentive d'œuvres fort étendues. M. Trahard ne s'est pas contenté, comme plusieurs de ses devanciers, de lire les textes les plus communément connus ; il a su mettre en valeur et souligner l'intérêt d'ouvrages rarement mis à l'honneur. Il a tracé de l'abbé Prévost un portrait plein de justesse parce qu'il est plein d'intelligence et de sympathie ; il l'a montré inquiet, passionné, tourmenté, mais honnête, de bonne foi, digne d'indulgence, un faible sans doute, mais qui sent et qui regrette sa faiblesse, bien qu'il y trouve aussi une jouissance infinie, un tendre, un mélancolique porté vers la retraite et l'étude, mais parfois entraîné par la passion, « à la fois Tiberge et des Grieux ». J'aime moins les études sur des auteurs qui, dans un tel livre, doivent naturellement tenir une place secondaire. La division en trois parties de l'étude sur Marivaux, dramaturge, romancier et journaliste, me paraît bien factice, et le critique l'a dû sentir lui-même, qui n'a pas pu se tenir étroitement à son plan. Il a cependant bien dégagé le caractère particulier de la sensibilité de Marivaux, fine et profonde, mais qui tourne court souvent, sous l'effet d'un goût réaliste et de l'humour, deux choses qui s'accommodent fort mal des tendres exigences du cœur<sup>1</sup>. Dans l'étude sur Voltaire, qui tourne essentiellement autour de *Zaïre*, on ne montre pas assez à mon gré tout ce qu'il y a de racinien dans cette transposition de *Bajazet* (qu'on ne cite même pas) et l'on ne dit rien de l'attitude variable de Voltaire à l'égard du comique larmoyant. C'est faire beaucoup d'honneur à Duclos que de lui donner dans ce tableau une place presque égale à celle que, dans le même volume, on accorde à Vauvenargues ; c'est en faire beaucoup trop à La Chaussée, qui n'est pas lui-même véritablement sensible, et n'a « donné dans la sensibilité » que parce qu'elle était au goût du temps, et qu'un homme adroit comme lui sait donner au public ce qu'il attend. Mais l'étude sur Diderot est excellente et neuve. L'homme est peint avec vigueur, sympathie et probité. Le caractère quasi scientifique de son goût pour la sensibilité a été fort bien indiqué, ainsi que la valeur morale qu'il prête à la passion ; mais c'est la lecture de Richardson et l'effet si vif qu'elle produisit sur lui qui l'engagèrent à y faire place dans ses propres romans. Il y a dans cette étude quelques pages très bonnes et très justes sur le théâtre de Diderot que M. Trahard, après M. Gaiffe et par d'autres voies, tente de réhabiliter : théâtre curieux, nouveau et

1. Noter que *Pharsamon* n'est pas postérieur à *Marianne*, comme le laisse entendre la page 57. Il s'en faut de beaucoup.

plein de l'avenir, où le souci excessif de moralité n'empêche pas la vie de transparaître, plus heureux encore là où l'auteur a su se débarrasser de son parti pris de moraliste, comme dans : *Est-il bon, est-il méchant?*

Bref, deux volumes riches, pleins d'originalité et d'ingéniosité, et qui promettent beaucoup pour la suite de l'ouvrage et pour l'avenir.

II. — Le livre de M. Soreil est destiné à servir de préface à une histoire de l'esthétique en France. Il étudie l'époque (de la Pléiade au XVIII<sup>e</sup> siècle) où, aucune théorie esthétique concernant la littérature et les arts n'ayant été encore formulée, l'auteur devait tenter d'en dégager les premières ébauches chez des critiques, esthéticiens sans le savoir. Il a eu le très grand mérite de ne jamais forcer les textes, de ne pas vouloir découvrir chez ceux qu'il étudiait plus qu'il n'y avait en réalité chez eux. Très sagement il conclut que, s'il a trouvé chez certains des aperçus qui, plus tard dégagés et précisés, seront des éléments importants des théories esthétiques, il ne faut pas en savoir trop de gré à ces précurseurs, il ne faut même pas peut-être trop voir en eux des précurseurs : car une idée n'a vraiment de valeur que lorsqu'elle est clairement conçue, et tel, qui l'a exprimée par hasard ou sans bien voir tout ce qu'elle contenait, ne mérite pas sans doute qu'on lui en fasse honneur.

Une constatation précieuse, c'est l'assez étroite concordance de sentiments qui se manifeste entre les critiques littéraires (Nicole, le P. Rapin, La Rochefoucauld et Boileau) et les critiques d'art (Félibien ou Roger de Piles). De leurs analyses, M. Soreil conclut que, pendant ce siècle et demi, l'art a consisté surtout en une sorte d'évasion vers un « climat » antique, qui a été conçu d'abord comme une religion, toujours comme quelque chose de grave et de très respectable ; enfin que, tout en insistant, par intérêt prudent, sur l'utilité morale et sociale de leurs arts respectifs, tous les auteurs se sont accordés pour reconnaître que le but essentiel était de plaire. Leur conception du beau est généralement tirée de la « belle nature », belle moins par les exemples qu'elle donne que par l'idée qu'on se fait de sa perfection. Presque tous — à une époque où l'on réduit volontiers tout à la raison — reconnaissent que ce qui permet de produire le beau c'est une sorte d'inspiration spontanée qui prend ses sources dans les profondeurs de l'être ; de même, on admet que le beau, réalisé dans l'œuvre, est reconnu par les spectateurs ou les lecteurs, grâce à une sorte d'instinct qui juge sans réflexion et qui se rencontre même chez des ignorants. Enfin, on a déjà dégagé le pouvoir spécifique de l'art qui agit par sa forme autant que par son contenu sur l'individu sensible, plus que sur l'individu raisonneur.

A côté du « beau » proprement dit, dans la « beauté irrégulière », le « je ne sais quoi », la « grâce », le « sublime », auxquels il font place et qu'ils s'efforcent gauchement de définir, les critiques découvrent autant d'éléments qui s'adressent moins à la raison qu'au cœur. Du beau, les critiques ont vu et dit qu'il est fait surtout de variété, d'une variété réduite à l'unité, mais ils n'ont pas encore dégagé l'élément d'ordre dynamique que notre esthétique y a depuis découvert. Le beau est pour eux exceptionnel, rare, par suite nouveau et aussi difficile. Mais, lorsqu'ils aperçoivent ces vérités qui leur semblent en opposition avec la conviction qu'ils ont par ailleurs que la perfection est unique, aucun de ces critiques, qui n'affichent d'ailleurs aucune prétention philosophique, ne s'efforce de réduire les antinomies qu'il constate. Il se contente de formuler des préceptes, parfois contradictoires, sans se charger d'expliquer à ses lecteurs comment ils s'en tireront pour le mieux.

Georges ASCOLI.



Lucy Maynard SALMON. *Historical material*. New-York, Oxford University Press ; Londres, Humphrey Milford, 1933. 252 pages. Prix : 11 s.

Comment peut-on définir le mot *histoire*? En quoi consistent les matériaux mis en œuvre par les historiens? C'est par ces deux questions que débute le livre de Miss Salmon. Il n'est peut-être pas utile de chercher ici, après elle, une définition exacte du mot *histoire*; mais il importe de dire ce qu'elle entend par le mot *material*. Nous dirions en français les sources ou les témoignages. Miss Salmon se sert d'une locution qui, en anglais, est un terme technique, celui de *record* et, sous sa plume, l'historien devient un *recorder*. Soit. Il suffit qu'on soit d'accord sur les termes employés. — Le *record*, nous dit-elle, est « le portrait original des temps passés, tracé par une main consciente ou inconsciente. C'est le matériel employé par le metteur en œuvre; il la construit à l'aide de témoignages qui n'ont souvent, en apparence, aucun rapport les uns avec les autres ». Les sources où il puise sont très diverses, « qu'elles soient de nature physique, linguistique, sociale, monumentale, écrite »; c'est d'ailleurs « le témoignage écrit qui lui fournit le terrain le plus solide ». On n'y contredira point.

Voici maintenant comment se présente ce livre d'apparence aussi sèchement dogmatique. Il comprend deux parties. La première, et de beaucoup la plus importante, est, si je puis ainsi parler, la partie technique. Le plan primitif devait compter quatorze chapitres; la mort n'a permis à Miss Salmon d'en achever que neuf. En voici une rapide analyse. Les deux premiers traitent des questions, déjà indiquées plus haut, sur le sens et la portée de l'expression *historical material*. À partir du troisième, on aborde l'objet même du livre. Le chapitre III, intitulé *Nature*, montre quels témoignages on peut tirer de l'étude physique du sol, du climat, etc... Viennent ensuite le chapitre IV concernant les institutions et les coutumes locales; le chapitre V, les mythes, légendes et traditions; le chapitre VI, l'archéologie; le chapitre VII, le langage; le chapitre VIII, la littérature; le chapitre IX, les monuments. On comprendra mieux comment et à quel point ce livre peut être utile, en analysant plus en détail les deux derniers chapitres. Dans la « littérature », Miss Salmon fait entrer « toutes les formes dans lesquelles la pensée humaine s'est exprimée par le langage écrit », jusques et y compris la littérature contemporaine, celle des journaux, des ouvrages d'imagination pure et aussi les documents officiels : documents judiciaires, rapports présentés au gouvernement américain, etc. Miss Salmon pousse la minutie jusqu'à mentionner les livres scolaires où l'historien peut, en effet, trouver d'utiles constatations sur la mentalité à la fois des écoliers et des maîtres. Après les documents écrits, Miss Salmon parle, pour finir, des monuments : ceux de l'Égypte, de la Grèce et de Rome, qui fournissent tant de renseignements précieux sur les peuples anciens et modernes. Elle note aussi, à côté des créations récentes de l'urbanisme, l'étude des édifices religieux et du mobilier des églises : stalles de chœur, baptistères, etc. Ce n'est pas sans quelque étonnement qu'on trouve, à la fin, des indications sur les manuscrits et notamment sur les livres à peinture exécutés soit avant, soit après la découverte de l'imprimerie, laquelle a exercé une si grande influence sur la civilisation du monde entier. — Que restait-il donc encore à faire à l'auteur, sinon peut-être une meilleure distribution de ses fiches?

C'est sans doute pour donner plus de corps au volume qu'on y a joint trois mono-

graphies, dont deux traitent de localités plus ou moins imaginaires, où le *recorder* peut retrouver les types des *records* énumérés plus haut. La première, intitulée *History in a back yard*, nous mène dans le terrain libre que tout bon Américain se plait à voir derrière la maison qu'il habite. Le jardin, déterminé par des bornes ou entouré de murs, rappelle, à l'interprète des *records*, les temps lointains où la propriété privée n'existait pas encore. Le jardin, avec l'actuelle adduction d'eau, témoigne de l'époque où l'arrosage était dans l'enfance. Les plantes, les arbustes d'agrément que le sol américain ne connaissait pas jadis témoignent, écrit Miss Salmon, « des rapports de notre pays avec d'autres nations » ; et ce tout petit fait, qui, isolé, serait à peu près sans intérêt en soi, peut, au contraire, s'il est accompagné d'autres pareils, permettre à l'interprète de faire l'histoire du commerce international. 2° *Main street*. Voici maintenant tout un village, avec sa grand'rue. Miss Salmon en suit l'histoire depuis l'âge de pierre, dont les traces persistent encore dans la partie haute et dénudée, d'où les habitants ont tiré les matériaux pour construire leurs maisons depuis le type le plus primitif jusqu'aux confortables demeures de nos jours. La vie se continue tout en se transformant sans cesse. Transformations dans le langage, par exemple par l'établissement de métiers nouveaux, de professions « telles que celles de dentiste, de médecin, d'agents d'assurance », sans oublier ni les autos, ni de nombreuses survivances féodales. Les transformations dans le vêtement sont le signe (*record*) d'une importation étrangère qui amène à constater l'existence des colonies. Les termes employés dans l'exercice des fonctions administratives et politiques marquent les étapes qui ont peu à peu conduit au gouvernement de New-York, à la Fédération des États-Unis. En un mot, toutes ces nouveautés qui compliquent la vie contribuent à étendre à l'infini le champ de l'histoire. — Ingénieux, puéril, suggestif? Choisissez.

La troisième annexe dépasse singulièrement le cadre étroit où Miss Salmon se tenait jusqu'alors. Elle y trace un tableau rapide, mais précis, de la Compagnie hollandaise des Indes occidentales installant ses comptoirs sur les rives de l'Hudson, là où devait un peu plus tard se fonder ce qui est devenu l'immense ville de New-York.

Était-il bien utile d'ajouter encore un dernier article pour expliquer ce qu'on peut ou doit entendre par l'expression d'histoire moderne? Mais, en prenant congé d'un livre si plein de menus faits et si riche en observations générales, on peut regretter l'absence de tout index. Il faut s'imposer la tâche d'aller chercher les indications bibliographiques au bas des pages. Il est vrai qu'alors on est payé de sa peine.

Ch. BÉMONT.

---

Ladislav KONOPCZYNSKI. *Le « liberum veto »*. Paris, Champion, 1930. In-8°, 290 pages. (Bibliothèque polonaise de l'Institut d'études slaves de l'Université de Paris.)

Il est bien tard pour parler ici du livre de M. Konopczynski, qui date déjà de 1930. Mais il n'est jamais *trop* tard lorsqu'il s'agit d'un ouvrage de la valeur et de l'importance de celui-ci.

Il se compose de deux parties nettement distinctes : une étude d'histoire comparée sur les origines et le développement du principe majoritaire, dans tous les temps

et dans tous les pays ; une étude sur l'histoire du *liberum veto* en Pologne. Ces deux études, quoique distinctes, sont d'ailleurs liées l'une à l'autre. La première rend seule possibles les conclusions de la seconde, et particulièrement celle-ci : la question de l'origine du veto est beaucoup moins simple qu'on ne le croit généralement. « Tous les peuples », écrit M. Konopczynski, « ont commencé par des décisions unanimes, et c'est à l'histoire d'expliquer pourquoi les Polonais n'ont pas passé de cette forme au principe majoritaire commun à toute l'Europe moderne. »

Le passage du principe de l'unanimité au principe majoritaire et les modalités de ce passage, très différentes d'un pays à l'autre, sont étudiés dans l'antiquité grecque et romaine, dans les institutions de l'Eglise catholique, dans tous les pays d'Europe, parmi lesquels l'auteur a soin de distinguer les confédérations d'Etats, où la question s'est naturellement posée de façon particulière. Cette longue étude représente un dépouillement immense. Elle éveille à chaque pas les réflexions des historiens. Elle apparaît comme la préface indispensable de l'étude sur le *liberum veto* en Pologne.

C'est pourtant celle-ci qui intéressera le plus les historiens français, que leur ignorance, malheureusement très générale, de la langue polonaise empêche d'être suffisamment renseignés sur les résultats du travail historique en Pologne. Un volume d'un historien polonais de la valeur de M. Konopczynski, publié en français, est pour eux une véritable aubaine.

L'étude de M. Konopczynski n'est pas seulement une étude juridique, bien que la compétence juridique de l'auteur soit indiscutable. Pour lui, en effet, de même que « le droit de la majorité est une règle tirée des précédents », il n'existe pas un droit écrit qui ait légitimé le *liberum veto*, dans la forme qu'il a prise au xvii<sup>e</sup> siècle. Il faut donc en suivre le développement dans la succession des faits et partir de l'opposition des diètes, telle qu'elle s'est organisée sous Sigismond I<sup>er</sup>.

Le point de départ, c'est le mandat impératif. Encore prend-il à l'origine une forme d'abord assez souple et n'entre-t-il dans les mœurs que peu à peu ; dans les mœurs, et non dans le droit écrit, car aucune responsabilité pénale n'existe pour le député qui se libère de son mandat. Mais surtout le mandat impératif, même strict, n'aurait pas conduit jusqu'au *liberum veto*, si, en même temps, le principe d'unanimité ne l'avait pas emporté dans les Diètes. Il faut ici remonter aux origines. A l'origine, la Diète est conçue comme une assemblée composée de plusieurs partis, qui négocient pour prendre en commun des décisions ; on s'y efforce donc d'obtenir l'unanimité, ou tout au moins le renoncement des opposants à leur opposition. Cet effort même implique la reconnaissance du droit d'opposition. Aussi admet-on que les résolutions « discutées », c'est-à-dire, en fait, adoptées par les trois Etats, ne reçoivent force de loi qu'au moment où la clôture de la Diète est prononcée. A cette dernière minute, elles peuvent encore être « annulées » par la protestation d'un groupe ou même d'un individu mandaté. Dès lors il suffira de l'obstination d'un seul député pour rendre stérile tout le travail législatif et les conséquences du veto se développeront rapidement. En 1652, Ladislas Siciński, député d'Upita, s'oppose à une prolongation des débats qu'il estime illégale : c'est la première diète « rompue ». En 1669, une autre diète est rompue, mais cette fois huit jours avant la date légale de la clôture. En 1688, enfin, une autre l'est encore, mais avant l'élection du maréchal, c'est-à-dire sans qu'elle ait même pu se constituer. Ainsi, par étapes, la coutume du *liberum veto* a pris son plein développement. Dès lors, le principe même du veto est placé au-dessus du droit écrit, comme une

sorte de droit fondamental, antérieur et extérieur à toute constitution. « On vit des hommes placés à la tête de la nation regarder la liberté, ou plutôt l'arbitraire de l'individu, comme quelque chose de plus sacré que le salut de la patrie. »

Le *liberum veto*, sous cette forme pleinement évoluée, se définit ainsi : « Le droit, pour un membre isolé, de rompre les diètes et les diétines. » Il domine la vie politique de la Pologne de 1652 à 1764, un peu plus d'un siècle. « Depuis la fin des Jagellons, cinquante-trois diètes convoquées ont échoué, dont quinze rompues avant l'élection du maréchal. » Sous Auguste III, pas une diète n'a pu aboutir. M. Konopczynski analyse avec une juste sévérité les conséquences néfastes de l'institution. Il indique, en passant, le parallélisme qui se révèle entre le triomphe du veto et celui des magnats. « Le veto triomphait », dit-il, « grâce aux magnats et les magnats grâce au veto. » Enfin, le livre se termine par une étude des critiques adressées à l'institution du veto au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle et des efforts des juristes et des hommes d'État qui devaient aboutir enfin, mais trop tard, à sa suppression.

On voit que l'ouvrage de M. Konopczynski est indispensable à tous ceux qu'intéresse l'histoire de la Pologne avant les partages.

G. PAGES.

I. — Alfred MARTINEAU. *Le général Perron, généralissime des armées de Scindia et du Grand Mogol, 1753-1834*. Paris, Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, 1931. In-8°, 228 pages.

II. — Vice-amiral DE MAROLLES. *La dernière campagne du commandant Rivière, 1881-1886*. Paris, Plon. In-8°, 1930, 244 pages.

I. — On imaginerait difficilement une existence plus aventureuse que celle du général Perron, fils d'un tisserand de la Sarthe, soldat à l'île de France vraisemblablement en 1774, puis officier en 1785 dans l'armée de Scindia, une des plus redoutables de la confédération mahratte et le rempart du Mogol (qu'au vrai elle subjuguait grâce à ses 30,000 hommes de troupes régulières encadrées par des Européens). Perron lui-même commanda cette armée après le départ, en 1796, du comte de Boigne, son protecteur, et devint le maître de l'heure au moment où les circonstances favorisaient le plus un homme de sa trempe. Car Wellesley écrasait le Maïssour, puis disloquait la confédération mahratte en imposant au péchoua Bagi-Rao une garnison britannique pour prix de son appui contre Holkar ; contraint de choisir à son tour entre une lutte désespérée pour sa liberté et une alliance anglaise qui eût équivalu à un assujettissement, Scindia se remit à Perron du soin de préparer la guerre : celui-ci ébaucha une opération combinée avec le général Decaen, récemment débarqué aux Mascareignes (M. Martineau publie in-extenso une fort curieuse lettre de Decaen à Perron en date du 15 brumaire an XII. Quelles illusions n'entretenait-on pas sur la puissance de notre aventurier, à qui le Premier Consul transmettait un brevet de général de division ! « Vos succès... sont certains si, dans ce moment que l'Angleterre est tout entière occupée à se défendre en Europe et qu'elle ne peut pas faire passer de grands secours dans l'Inde, vous entrepreniez de porter les cipayes à quitter la bannière anglaise... et à faire reconnaître au peuple hindou qu'il est enfin arrivé à l'époque où il ne doit plus avoir de domination étrangère »). En

payant du Doab les services de la France à Scindia, Perron aurait rendu à notre pays une existence dans la péninsule.

Mais Wellesley veillait. Les émissaires de Decaen, Durhône, Courson, Dufayel, échouèrent dans les prisons anglaises après une odyssee pitoyable ; Perron lui-même, sourdement miné par Scindia qui le jalousait, fut en outre trahi par les siens (entre autres le trop fameux Bourquin) à la veille de la bataille ; il quitta l'armée, disparut de la scène politique sans, du reste, que les Anglais l'inquiétassent dans sa liberté, et finalement repassa en France en 1806. Il devait mourir en 1834 dans son luxueux château du Fresne-en-Vendômois, après trente ans d'une retraite assombrie par la mélancolie du souvenir.

Un Madec, un Boigne, qui n'ont guère été que des chefs de mercenaires, ont trouvé des biographes. Il faut remercier M. Martineau d'avoir sauvé de l'oubli le général Perron en lui consacrant ce volume, qui est presque autant un recueil de documents originaux qu'un livre d'histoire : cet homme fut à peu près le seul des aventuriers de notre nation qui traînèrent leurs guêtres dans l'Inde à s'être toujours souvenu de ses origines françaises et à avoir eu des velléités de grande politique.

II. — Longtemps différée par des scrupules délicats, la publication des souvenirs de l'amiral de Marolles, qui fut adjudant de division du commandant Rivière, et comme tel le confident de ses pensées les plus intimes, de ses espoirs et de ses désillusions, nous offre le plus précieux des documents originaux sur les débuts de notre conquête du Tonkin.

Faut-il le dire ? Notre impression première est d'étonnement, presque de malaise. Étonnement devant l'insouciance apparente avec laquelle une poignée d'hommes s'engagea dans un inconnu formidable et côtoya à plusieurs reprises la catastrophe, faute d'avoir estimé à sa valeur la capacité de résistance de ses adversaires : réguliers chinois, Pavillons Noirs, Annamites même qui, en relevant obstinément les barrages fluviaux détruits par nos canonnières, rendaient des plus précaires nos communications avec la haute mer... Malaise aussi, au spectacle des rancœurs soulevées chez Rivière par les hésitations de Le Myre de Vilers, qui, après l'avoir fait partir, se perdait à présent en réticences. Rivière lui-même, si remarquable par l'audace de ses initiatives et par l'espèce de détachement que le sentiment du devoir accompli lui donnait dans les pires traverses, ne méconnut-il pas les forces numériques et les vertus guerrières de l'ennemi lorsqu'il engagea le combat de Cau-Giay, où il devait trouver la mort ? (L'amiral de Marolles, son admirateur et son ami, le confesse avec la plus belle impartialité).

Ces réserves admises, il convient d'observer que ce petit livre, simple, courageux et loyal, est le premier à mentionner que cette épopée, abandonnée, croirait-on, à l'improvisation, avait été préparée, mais sur les lieux et spontanément, par des hommes trop souvent oubliés, dont la vigilante attention empêcha aussi un avortement aux heures tragiques. Tels furent Kergaradec, qui paraît bien avoir persuadé Rivière d'occuper la citadelle de Hanoï, puis Hongay (le « Tonkin-mines » après le « Tonkin-riz ») ; notre consul à Hué, Reinardt, de qui le sang-froid détourna l'empereur d'Annam de provoquer une rupture irréparable. Bourée aussi, dont on a dit tant de mal, sauva notre petite troupe en écartant d'elle au moins pour un temps le péril d'une offensive chinoise qui l'eût submergée.

Bref, au défaut de certaines autorités responsables (dont on justifiera Rivière de



s'être exagéré les tergiversations : il manquait des éléments d'appréciation qui l'eussent disposé à l'indulgence), au Tonkin comme dans le reste de notre empire, une équipe de bons serviteurs de l'idée coloniale savait, en somme, où elle voulait aller, jusqu'où elle pouvait aller, et elle y alla.

A. REUSSNER.

Hugh G. SOULSBY. *The right of search and the slave trade in Anglo-American relations 1841-1862*. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1933. In-8° raisin, 185 pages, index.

« Dans l'histoire des longs débats anglo-américains sur la liberté des mers », dit fort bien l'auteur, au début de sa courte mais substantielle Introduction (p. 7-11 de son livre), « les chapitres concernant l'abolition du trafic négrier sont curieusement instructifs. » Mais ils le sont également pour l'histoire des longs débats semblables entre l'Angleterre et les pays maritimes d'Europe. Aussi le sujet est-il de très grand intérêt. D'autant que la suppression du frère cadet de l'esclavage, le travail forcé, et celle du trafic par lequel il s'alimente partiellement en main-d'œuvre, sont à l'ordre du jour ; qu'à notre époque de nationalismes politico-économiques et sociaux exacerbés, dont plusieurs ont des visées impérialistes, la question liberté des mers peut revenir du domaine du rétrospectif sur le plan de l'actualité.

Passé la période de guerre napoléonienne, la traite noire n'avait cessé de croître par les soins intéressés de fournisseurs espagnols, portugais, brésiliens et (à degrés moindres et divers) anglais, américains des États-Unis, et Français ; « si profitable était ce genre d'affaire » (Soulbsy, p. 7). Cela malgré l'activité des croisières anglaises, la juridiction de la Grande-Bretagne ne s'étendant d'ailleurs qu'à sa propre marine marchande, à moins de traités formels avec tel autre pays. Aussi Londres faisait-il de constants efforts pour conclure de pareils traités. Mais, aux États-Unis au moins autant qu'ailleurs, la résistance était presque invincible. On y gardait le souvenir de l'inqualifiable sans-gêne avec lequel l'Angleterre, afin de se procurer des équipages supplémentaires durant ses guerres contre Napoléon, avait pratiqué la fameuse presse des matelots jusque sur des navires de l'Union. Autre facteur contraire à une entente antinégrière : les États sudistes de l'Union étaient fougueusement esclavagistes.

Enfin, ceci plus décisif encore, peut-être, et plus profond, aux États-Unis comme en Europe, le sentiment de la plus élémentaire dignité nationale, même chez les hommes très éloignés du patriotisme outrancier, se révoltait contre les prétentions d'hégémonie mondiale, en particulier maritime, de l'Angleterre. Or, comme l'exprime très heureusement M. Soulbsy, l'Angleterre avait fait surgir, des guerres (*had emerged from the wars*), « la plus grande puissance navale du monde et, dans n'importe quelles mesures concertées contre le trafic négrier, sa marine aurait infailliblement pris un rôle prédominant » (p. 8).

De tout cela ne pouvaient guère résulter que des échecs dans les pourparlers et dans les négociations positives d'ententes. Non seulement à l'époque de Palmerston, lequel trop souvent s'exprimait, même par écrit, « avec ce mélange d'esprit sardonique et d'insolence à froid qui caractérisent sa diplomatie » (Soulbsy, p. 59-60), mais encore avec Aberdeen, dont le « langage conciliateur et raisonnable » n'em-

péchait pas « la circonspecte habileté de ses arguments » ni leur similitude, quant au fond, avec ceux de son prédécesseur. De sorte que même Édouard Evenett, négociateur américain ayant à priori plus de chances de réussir que Stevenson auquel il succédait, ne put, en raison de son abolitionnisme déclaré, aboutir qu'à des satisfactions secondaires, mais non à résoudre le problème (p. 67-77). D'ailleurs, les États-Unis, en partie sous la pression des Sudistes, en partie par aigre défiance à l'égard de toute proposition ou réclamation venant d'Angleterre, laissaient, avec une extrême complaisance, le trafic négrier sous pavillon américain prendre une extension sans cesse croissante (p. 127-130, 152-154, 156-157). L'emploi de ce pavillon n'était certes pas toujours le fait d'un abus de négriers non américains (voir, par exemple, p. 144, 146). C'était d'autant plus regrettable que cela jetait des doutes sur l'action de négociants des États-Unis qui s'étaient mis à pratiquer exclusivement, aux côtes africaines, et à y développer beaucoup vers 1842 un grand commerce de produits très divers, surtout d'huile de palme (p. 119-121).

Finalement, c'est en 1862 seulement qu'une solution du problème, solution excellente, fut enfin décidée et ratifiée, l'Angleterre acceptant l'institution de *Cours de justice mixtes — et paritaires* — pour juger les cas d'accusation de trafic négrier et tous autres s'y rattachant. Vu la grosse importance de cet accord, trop peu connu, j'en donne ici tout l'essentiel, d'après le résumé de M. Soulsby (p. 173-175).

L'accord fut conclu à Washington le 7 avril 1862. « Les parties contractantes conviennent que leurs croiseurs respectifs peuvent visiter les bâtiments, de l'une et l'autre nation, raisonnablement suspects d'être engagés dans le trafic d'esclaves, les retenir et envoyer au jugement. Des Cours mixtes de justice, semblables à celles qui jadis furent établies par la Grande-Bretagne et l'Espagne, en ce siècle, seront instituées à Sierra Leone, Capetown et New-York, [cours] composées en nombre égal de juges des deux nations. Le droit réciproque de recherches sera exercé seulement au delà de 100 milles des côtes africaines, entre des latitudes déterminées [en commun], et au delà de trente lieues [lieues anglaises, d'environ 4 kilomètres 800] des côtes de Cuba ». — Un article additionnel, du 17 février 1863, étendit ces opérations « anti négrières » aux eaux de Madagascar, Porto-Rico et Saint-Domingue.

Ce traité — ratifié par un vote unanime du Sénat des États-Unis — était d'ailleurs, de la part du gouvernement de Lincoln, « une mesure de temps de guerre » destinée à « influencer la Grande-Bretagne et l'Europe en faveur de la cause du Nord ». Il eut deux autres conséquences rapides : d'une part, amélioration immédiate des rapports anglo-américains ; d'autre part, « la vigueur des agents et des juges américains contre la traite négrière » fut telle qu'« en 1870, époque où furent supprimées les Cours de justice mixtes », elles étaient devenues à peu près sans objet, car « l'abus du pavillon des États-Unis tirait à sa fin », après un déclin graduel.

M. Soulsby aurait pu ajouter une analyse un peu fouillée de la curieuse acceptation du traité de 1862 par les parlementaires sudistes, acceptation bizarre en apparence. Elle pourra figurer dans une nouvelle édition, que je souhaite, à son très intéressant volume<sup>1</sup>.

LÉON VIGNOLS.

1. Par contre, l'auteur (dont la documentation, par ailleurs, est très solide) fera bien de supprimer ses deux ou trois citations des *Mémoires* du prétendu capitaine « Canot ». Je n'ai de

André ROBERT. *L'idée nationale autrichienne et les guerres de Napoléon. L'apostolat du baron de Hormayr et le salon de Caroline Pichler*. Paris, Félix Alcan, 1933. In-8°, XIX-603 pages.

L'idée autrichienne, c'est l'idée de la collaboration nécessaire de tous les peuples que les migrations ou les guerres ont répartis, au centre de l'Europe, sur les deux rives du Danube. Cette idée a été ou a pu paraître *nationale* à certains moments de l'histoire dans la mesure où elle s'associait à la conviction qu'un sentiment national commun pouvait unir tous ces peuples. L'évolution du principe des *nationalités* a peu à peu condamné au XIX<sup>e</sup> siècle l'idée nationale autrichienne jusqu'à faire disparaître l'empire qui l'incarnait. La formule n'en avait pas moins eu une valeur historique certaine, que la thèse de doctorat de M. André Robert, la prenant au moment de sa plus complète réalisation, comme de ses premières chances d'avortement, contribue à fixer de la plus utile façon. Nous verrons, avec l'auteur et sans forcer aucune de ses propres conclusions, combien cette idée nationale autrichienne se distingue de l'idée *impériale habsbourgeoise* dont les dirigeants viennois du passé n'ont jamais bien su la distinguer, sauf en ce début du XIX<sup>e</sup> siècle où leur lucidité, faite peut-être du seul hasard des entreprises napoléoniennes, ne dura qu'une heure. Constatons en passant qu'un malentendu analogue paraît marquer le réveil dans la jeune république du « patriotisme autrichien » retrouvé, et que les vieux instincts pangermanistes associés aux souvenirs du premier Reich pourraient bien travailler de ce fait en faveur du troisième dans la Nouvelle-Autriche contre l'idée danubienne ; marquons, enfin, que l'idée *autrichienne séculaire*, si elle est celle de la collaboration indispensable des pays danubiens, s'accommoderait parfaitement, s'ils y tiennent, de la conservation de leurs prérogatives reconquises d'États souverains.

Le nom même d'Autriche apparaît, on le sait, dans un document de la fin du X<sup>e</sup> siècle. La « marche de l'Est » de l'Empire carolingien connaît une première floraison économique et artistique sous les Babenberg. La victoire de Rodolphe de Habsbourg sur le roi de Bohême Ottokar tranche pour des siècles l'avenir *autrichien* de la région danubienne en même temps qu'elle marque le point de départ de la fortune historique de cette maison qui prend précisément le nom d'Autriche. La date décisive pour « l'unification politique de l'Empire du Danube » est celle de 1526, qui assure à Ferdinand de Habsbourg les couronnes de Bohême et de Hongrie, union de fait à laquelle deux ordres d'événements donneront peu à peu tout son contenu moral, la Réforme et les invasions turques. La première, après tous les chocs des guerres de Religion, livre l'ensemble des pays des Habsbourgs à la Contre-Réforme, qui marquera l'idée autrichienne du sceau catholique et l'opposera dès lors à l'Allemagne luthérienne. Les secondes suscitent entre eux le sen-

très bonne source et directe qu'aux États-Unis cet ouvrage est généralement dédaigné, tenu pour non existant, dans les milieux où l'on s'occupe scientifiquement d'histoire négrière. J'ajoute un renseignement personnel : de minutieuses recherches faites, il y a quelque quarante années, à ma prière, par un ami qui était alors archiviste au ministère de la Guerre à Paris, il résulte que le nom de « Canot » est un pseudonyme (resté non dévoilé depuis), ce qui rendit impossible la vérification, en ces archives, des états de service militaire (réels ou non) de son père, états de service dont il est question en première page des susdits *Mémoires*.

timent instinctif de leur solidarité nécessaire devant l'envahisseur sans cesse menaçant et, d'autre part, fournit « ce patrimoine commun de souvenirs héroïques et douloureux sans lequel une conscience nationale ne saurait guère exister ». Vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'idée autrichienne apparaît nettement définie. Elle lance en quelque sorte son premier manifeste dans l'écrit de 1684 — dont le titre inspirera périodiquement le plus clair de la littérature du sujet, *Oesterreich über Alles wann es nur will* (l'Autriche au-dessus de tout dès qu'elle le voudra bien). L'auteur, P.W. de Hörnigk, précise ce qu'il entend par ce nom d'Autriche. Ce n'est pas seulement « le duché qui s'étend de chaque côté du Danube, mais tous les royaumes et pays héréditaires de la maison d'Autriche, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du Saint-Empire romain germanique, y compris par conséquent la Hongrie ». Car ces pays « sont tous soumis au même chef, tous immédiatement en contact, et ils forment, pour ainsi dire, un seul corps naturel. Les pénuries de l'un sont compensées par les excédents de l'autre. Ils peuvent se vanter à bon droit d'être à même, plus que tout autre État en Europe, de subsister par leurs seules ressources comme un petit monde fermé, car ils disposent, sans concours étrangers, de tout ce qui est nécessaire non seulement pour satisfaire les besoins, mais aussi pour assurer une certaine aisance ». Le sentiment de cette solidarité politique et économique des États autrichiens inspire, plus que son amour souvent invoqué pour ses filles (lesquelles n'étaient pas encore nées !), la fameuse *Pragmatique Sanction* de Charles VI, charte de l'indivisibilité de ces États, inspirée par la conviction que « leur union indissoluble pouvait seule assurer bien-être, salut et tranquillité ». En s'y ralliant eux-mêmes tour à tour, sans réserves quant à cette union, ils démontraient bientôt que l'idéal autrichien était « aussi précis » dans l'esprit des sujets que dans celui des princes.

« On se prend à penser », remarque excellemment M. Robert, « qu'il ne manquait à la Pragmatique qu'une dernière clause : la renonciation à l'Empire. » Entre temps, en effet, la dynastie de Habsbourg s'était identifiée — à partir de 1531 — avec la maison impériale. L'incontestable prestige de l'Empire, subsistant au début des temps modernes, avait servi « les plans des nouveaux maîtres de la grande Autriche, puisqu'il ne pouvait paraître humiliant aux peuples du Danube d'accepter l'autorité d'une maison appelée à dominer le monde » ; l'idée impériale avait facilité les débuts de l'idée autrichienne ; mais il était, depuis, devenu évident — quand les Habsbourg avaient étendu leurs possessions à l'Espagne, aux Pays-Bas et jusqu'au Nouveau monde — que ces deux idées devaient à la longue « se nuire et se détruire ». Au temps de la Pragmatique, « en coupant tous les liens prétentieux et vains qui les attachaient au grand corps sans vie du Saint-Empire romain germanique, en répudiant le mirage de la royauté universelle, pour se consacrer tout entiers à la grande œuvre de l'unification du monde danubien, les Habsbourg auraient achevé sans doute de proclamer leur mission et de la rendre sensible à leurs peuples », évité à temps le malentendu finalement fatal à l'idéal autrichien. Du moins, le règne de Marie-Thérèse, en qui il s'incarna le plus complètement, le consolida de la plus efficace façon, tandis que celui du philosophe « malheureux dans toutes ses entreprises », son fils Joseph II, le compromettait presque irrémédiablement. M. Robert nous l'assure, conformément aux thèses admises et enseignées à Vienne, fort différentes de la tradition historique de chez nous ; sans ratifier son panégyrique ou son réquisitoire, il faut bien signaler là quelques-unes des pages les plus nouvelles à retenir pour les lecteurs français.

Il fallut les formidables secousses de la Révolution française et des guerres de la République et de l'Empire pour rendre au sentiment national autrichien toute son intensité et lui donner en même temps son cadre politique naturel en décidant l'empereur François à se proclamer, en 1804, empereur héréditaire d'Autriche et à abandonner, en 1806, sa couronne impériale allemande, titre apparu vain quand les princes de la confédération du Rhin, le nouveau roi de Bavière en tête, avaient pris le vainqueur d'Austerlitz pour *Protecteur* contre Vienne ou Berlin ! Un homme, en ce moment fatidique, comprit quel rôle devait jouer, dans la grande crise européenne qui créait un monde nouveau, l'idée nationale autrichienne et entendit s'en faire l'apôtre, de toutes les forces d'un tempérament ambitieux, servi par une mémoire « monstrueuse », une confiance en soi aussi intrépide que son patriotisme, un courage civique et militaire indéniable, une facilité de travail et une fécondité littéraire égale à sa précocité, c'est le baron Joseph de Hormayr. M. Robert convient, par le sous-titre de sa thèse, qu'il fait de ce Tyrolien injustement oublié le personnage central de son étude. C'est peut-être un honneur excessif pour ce polygraphe, dont il nous montre l'influence littéraire et même politique fort grande en Autriche entre la campagne d'Austerlitz et celle de Wagram, mais dont l'échec du soulèvement du Tyrol commença vite, avec le fiasco de l'antinapoléonisme autrichien, la débâcle personnelle consommée par sa rupture éclatante avec Metternich. L'avantage du choix d'un personnage central — dans la période juste antérieure à ce qu'on peut appeler l'époque metternicienne — et si même ce choix peut paraître assez arbitraire malgré toutes les raisons, sagacement nuancées, qu'en donne dans sa thèse le jeune professeur de l'Institut français de Vienne, c'est de grouper dans un ordre plus ou moins apparent les mille indications, généralement intéressantes ou utiles pour le public cultivé français, recueillies par l'auteur sur le monde politique, littéraire et artistique autrichien du XVIII<sup>e</sup> siècle à Grillparzer.

Ce qu'il appelle l'influence de Hormayr, appuyée sur le premier salon viennois, celui de la poétesse bourgeoise Caroline Pichler (que M<sup>me</sup> de Staël, sévèrement jugée par elle d'ailleurs, appelait la « Muse du faubourg »), n'est en partie sans doute que celle des circonstances et de l'époque. M. Robert recule lui-même sagement devant la tentation d'associer, à la suite d'autres auteurs, les débuts du romantisme allemand avec le séjour viennois des Schlegel, de Kleist et de Körner, à l'apostolat « autrichien » du baron. Celui-ci n'en a pas moins déployé une activité remarquable, donnant, comme historien de combat, dans son *Plutarque autrichien*, un arsenal inépuisable à tous les poètes prosateurs et artistes appelés à chanter l'auguste mission de l'Autriche et de sa maison, fondant, comme publiciste, les premiers périodiques destinés à contrebattre la propagande de Napoléon, et dirigeant, comme représentant officiel de l'Empereur et de l'archiduc Jean — son fidèle protecteur et ami — l'insurrection tyrolienne de 1809. C'est que, d'une campagne à l'autre, le ministre Stadion et la jeune impératrice Maria-Ludovica avaient plaidé auprès de l'empereur François la cause du mouvement du renouveau national. Mais le souverain, méfiant et indolent, s'irritait de cette intrusion des intellectuels dans la politique et jugeait indiscret leur zèle en faveur de sa dynastie. Après Wagram, il renvoya Stadion, cessa d'écouter l'impératrice et les archiducs. Quant à Hormayr, qui méditait un nouveau soulèvement du Tyrol, il fut brutalement arrêté et jeté en prison, première victime du long malentendu qui devait dresser l'un contre l'autre Metternich et « l'intelligence » autrichienne.

La chute de l'écrivain qui, « à l'aurore du XIX<sup>e</sup> siècle, avait rêvé de conclure en



Autriche une grande alliance entre hommes de lettres et hommes d'État, de les réconcilier définitivement sous le signe du patriotisme autrichien », et qui, dans sa trop explicable rancune, devait se montrer durant la seconde partie de sa carrière un des ennemis les plus féroces de la « Cour de Vienne », marqua, en effet, avec « le premier triomphe du nouveau maître des destinées de l'Empire », le début du grand divorce caractéristique de l'ère metternicienne, à laquelle M. Robert, incité par la magistrale étude du professeur Srbik<sup>1</sup>, avait d'abord voulu consacrer ses travaux de doctorat, et pourra maintenant revenir avec toute l'expérience nécessaire. « Dès lors », conclut-il cette fois, « littérature et politique se combattront avec acharnement en Autriche ; dès lors, aussi, tous les peuples dont Hormayr avait voulu réaliser la fusion supporteront avec une impatience croissante la domination des Habsbourg, et de ce double antagonisme [favorisé par le retour à la politique allemande de l'Autriche] sortira la grande catastrophe de 1848, prodrome de celle de 1918. » Ainsi M. Robert trace-t-il lui-même le cadre d'un second volume où il pourra donner sa mesure en dehors des considérations spéciales qui ont pesé sur la composition de sa « thèse ». Non seulement il évitera les hors-d'œuvre de remplissage comme telle étude sur les salons italiens de la Renaissance à propos de celui de la bonne Caroline Pichler, dont il fait à tort par entraînement de biographe une « grande dame » (p. 302), il ramènera les citations qui gonflent à 600 pages son volume grand octavo à des proportions plus discrètes, mais — revenant à la tradition des thèses d'avant-guerre, où plus de loisir permettait plus de concision — il s'appliquera à éviter au lecteur la peine de dégager patiemment d'une forêt de textes les conclusions partielles ou générales qui en font l'intérêt très réel. Il a eu l'initiative méritoire de faire alterner, avec une compétence inégale qu'explique sa spécialisation d'agréé d'allemand, l'histoire pure avec l'histoire littéraire. Cette méthode le conduira à des constatations plus intéressantes encore au XIX<sup>e</sup> siècle que pour l'époque ingrate du « barde » Denis ou des *Chants de réservistes* de Collin. Germaniste et fixé à Vienne, il a pu s'attirer le reproche d'avoir envisagé son problème central sous l'angle de « l'Autriche allemande ». A cela encore il pourra remédier par la suite. En évoquant les lettres de noblesse de « l'idée autrichienne » et son héraut — qu'il appelle si volontiers « son héros » — il a, sans épuiser le sujet, mais en l'abordant dans un sincère esprit scientifique, posé et commencé de résoudre un des plus anciens... et des plus actuels problèmes européens.

Marcel DUNAN.

---

F. CHARLES-ROUX. *France et Afrique du Nord avant 1830 : les précurseurs de la conquête*. Paris, Félix Alcan, 1932. In-8°, 749 pages, 42 planches. Prix : 65 fr. (Collection du Centenaire de l'Algérie. Archéologie et histoire.)

A la collection du Centenaire, M. F. Charles-Roux a donné un volume agréable à lire, spirituel — trop spirituel peut-être au gré de l'historien. Son dessein étant de rechercher les origines du fait d'armes qui fut le commencement d'un empire, il remonte très loin dans le passé. On estimera que c'est bien loin, et lui-même ne dissimule pas le caractère fragile, factice, du lien qui semble unir la croisade de saint Louis avec ce que les ultras appelleront « la dernière croisade ».

1. Metternich. *Der Staatsmann und der Mensch*, 2 vol. 1925.

En réalité — réserve faite des relations commerciales — l'histoire française de l'Afrique du Nord ne remonte pas au delà du xvi<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. Ici, nous ferions plutôt à l'auteur le reproche de commencer trop tard. Si, en même temps qu'il utilisait, de M. Paul Masson, l'excellente *Histoire... des pays barbaresques* de 1903, il avait connu, du même auteur, *Les Compagnies du corail* de 1908, il n'aurait pas écrit (p. 62) que l'histoire des concessions françaises en Afrique est postérieure à la paix de Cateau-Cambrésis et que « les conditions dans lesquelles fut obtenue la première sont demeurées nébuleuses ». M. Masson a montré que les origines de la compagnie Lenche remontent au moins à 1553, et il n'est rien de plus clair que son exposé, appuyé sur une documentation irréprochable.

Passons condamnation sur cette lacune dans la bibliographie de M. Charles-Roux, très abondante dans l'ensemble et grossie par des recherches dans les Archives des Affaires étrangères, de la Guerre et de la rue des Francs-Bourgeois. On suivra avec plaisir tous ces projets de destruction de la piraterie algérienne, que compliquent parfois des plans de conquête et d'établissement, par exemple l'idée héroï-comique de constituer (p. 243-252), en 1748, un empire nord-africain pour le prétendant Charles-Édouard ; moyen infallible, au dire de ses naïfs promoteurs, pour réconcilier d'Angleterre et la France.

Parmi ces projets, beaucoup se mêlent, plus ou moins directement, à nos rêves égyptiens. Tantôt une géographie sommaire veut utiliser les forces que l'on acquerra sur le Nil pour résoudre la question barbaresque. Tantôt le mirage égyptien détourne notre attention des rives plus voisines. Inutile de dire que M. Charles-Roux se trouve là sur un terrain qui lui est depuis longtemps familier, ce qui donne un vif intérêt à cette partie de l'ouvrage.

Il note avec soin la première apparition des vues d'avenir, la substitution aux simples projets de vengeance et d'anéantissement de l'idée grandiose de la colonisation. C'est sous la plume d'un envoyé de Decrès, en 1808, que nous trouvons pour la première fois (p. 462 et suiv.) un vrai plan de domination, complété (p. 469) par un remarquable programme de politique indigène, disons déjà de politique musulmane. La date de 1808 explique pourquoi son rapport resta dans les cartons. De même furent sans lendemain les tentatives et les aventures merveilleuses de l'Espagnol Domingo Badia, qui sut prendre l'habit musulman sous le nom pompeux d'Ali-Bey-el-Abbassi et se parer même du titre de *hodji*.

La situation se précise avec la Restauration. On s'étonnera que M. Charles-Roux, jusqu'alors si incisif, fasse maintenant quelques concessions à la conception académique et diplomatique de l'histoire. Pour répondre aux accusations précises portées par M. Ch.-A. Julien contre le consul Deval, ce n'est pas assez, dans une note (p. 524), de rappeler que le rôle de Deval a été utile. De même, on aimerait trouver ailleurs que dans une note (p. 691), au bas d'une page plus édulcorée, le jugement de l'auteur sur Bourmont.

Dans l'ensemble, d'ailleurs, M. Charles-Roux montre ce qu'il y a en réalité sous la légende du « dernier bienfait » de la monarchie légitime : une politique d'hésitation et de tergiversation, l'affaire algérienne noyée dans les projets picrocholins de Polignac, les négociations folles avec Méhémet-Ali, le blocus coûteux et inefficace

1. Comment M. Charles-Roux peut-il écrire (p. 43) : « En janvier 1516, il [François I<sup>er</sup>] a une entrevue avec le pape à Marseille » ? Si les 21-22 janvier le roi est à Marseille, Léon X, de Bologne, est rentré à Rome. — P. 63 : « Soliman II », lire : « Sélim ».

au point de nous couvrir de ridicule. Seul peut-être Charles X, dont on n'a pas l'habitude de vanter l'intelligence, semble avoir trouvé dans son orgueil blessé une notion plus claire de l'avenir. Enfin, on se décida à compulser les vieux dossiers et on y trouva les données militaires du problème, la preuve maintes fois administrée qu'il fallait faire juste le contraire de ce qui avait mal réussi à Charles-Quint : à savoir débarquer à l'ouest d'Alger (la plupart des textes signalent de bonne heure Sidi-Ferruch) et prendre à revers les défenses d'une place inattaquable par mer. L'auteur nous mène ainsi jusqu'à la dernière péripétie, dont peu de gens comprenaient l'importance. Il n'y avait guère que les Marseillais (le *Sémaphore*) pour voir qu'une page venait de tourner au livre de l'histoire, et c'est seulement avec les instructions envoyées par Gérard à Clauzel, le 12 novembre 1830, que s'ouvre l'histoire de l'Algérie française.

Le livre de M. Charles-Roux est utilement orné de belles illustrations, dont plusieurs sont empruntées (par voie de réduction) à la monumentale *Iconographie* de M. Esquer.

Henri HAUSER.

Benedetto CROCE. *Storia d'Europa nel secolo decimonono*. Bari, Laterza, 1932. In-8°, 369 pages. Prix : 20 l. (T. XXVII des *Scritti di storia letteraria e politica*.)

Le nom de M. Croce est universellement connu. Philosophe, esthéticien, historien — historien de toutes les catégories de l'histoire — M. Croce a porté sa curiosité sur tous les cantons, sur tous les aspects, sur tous les âges de la pensée humaine. Sa belle sérénité, gardée en dépit des accidents que lui valut son attitude politique en présence de la transformation dictatoriale de son pays, n'a cessé de s'affirmer, dans ces dernières années, par des œuvres importantes et toujours personnelles. La présente, dédiée à Thomas Mann, mérite ce double qualificatif. Le XIX<sup>e</sup> siècle, en effet, quoi qu'en disent certains pamphlétaires brillants et creux, est rempli d'un riche contenu historique et, par là, la synthèse qu'en prétend donner le philosophe-historien s'affirme comme l'explication générale d'un grand moment humain. D'autre part, impénitent libéral, M. Croce s'y révèle — est-ce bien le mot qui convient quand on sait son rôle politique comme sénateur et ministre de l'Italie constitutionnelle? — comme le défenseur convaincu et obstiné du libéralisme. C'est dire que M. Croce n'est pas impartial : il est soumis à une idéologie, qui est peut-être une conclusion, mais dont on a l'impression qu'elle est aussi ou plutôt une anticipation, ou une condition. Mais il est partial à la façon dont un de ses compatriotes explique que l'historien l'est forcément et toujours — j'ai nommé Gaetano Salvemini —, je veux dire en restant honnête, en ne négligeant aucun des faits ou des textes qui, le cas échéant, aillent à l'encontre de l'hypothèse présentée.

À la fin de la période napoléonienne, s'affirme chez les nations, outre la religion de la liberté, le besoin de réaliser leur unité nationale, leur liberté morale, leur volonté constitutionnelle et juridique ; le XIX<sup>e</sup> siècle, à ses débuts, a pu opposer l'action de fois différentes : la tradition catholique, la mystique démocratique, l'imagination communiste, voire les rêveries romantiques. En fait, toute

L'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle est faite du bruit de ces grands mouvements idéologiques, et M. Croce montre comment l'absolutisme, étant définitivement vaincu en 1830, le libéralisme est entré en conflit avec les divers aspects de la démocratie sociale, entre 1830 et 1847. L'ère de 1848-1850 se trouve remplie de toutes les oppositions de théories et de doctrines qui donnent à ces années, si pleines d'événements et si creuses en résultats, un si singulier caractère d'anarchie humaine. De 1851 à 1871, en dépit de l'installation d'un empire en France, le mouvement libéral et national reprend sa marche, particulièrement en Italie, et les transformations politiques de l'Europe semblent s'affirmer magnifiquement dans l'Exposition universelle de 1867. La crise de 1870-1871, quelles qu'aient pu être ses conséquences propres pour la France, en permettant à l'Allemagne son unification, est, aux yeux de M. Croce, la cause même du libéralisme national. En fait, malgré tant d'incidents dans la vie individuelle des peuples, et dans la vie collective de l'Europe, la période de 1871 à 1914, n'ayant vu ni les vieilles monarchies absolues reprendre vie, ni surgir de nouveaux césarismes, a été essentiellement une période libérale. M. Croce, grand Italien, magnifiait tout à l'heure, à propos du *Risorgimento*, Cavour ; maintenant c'est Giolitti, l'homme du libéralisme souple, qu'il magnifie.

Mais à la morale libérale internationale qui s'était créée s'opposaient, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les dangereuses sentimentalités des « activistes » — pour reprendre l'expression même de M. Croce — suscitant dans les foules impressionnables des réactions psychologiques profondes et politiquement graves. L'auteur, à qui, plus d'une fois, on a, stupidement, fait grief de ses sympathies pour les grandes œuvres de l'intelligence allemande, ne craint pas, ici, de rappeler les moyens par lesquels fut suscitée en Allemagne, entre 1912 et 1914, une sorte de psychose de guerre. Par contre, il souligne, en quelques phrases simples et d'autant plus démonstratives, comment les libéraux ont cru que la guerre mondiale, qu'il fallait qu'ils fissent, serait la dernière, les rapports internationaux devant être, ensuite, réglés selon les lois de l'équité et en vue de la paix juste. Mais la paix de 1919 fut-elle cette paix juste qu'on attendait ? C'est ce que se demande, en terminant, l'auteur.

Il se demande bien autre chose dans son « épilogue ». Ni l'« activisme » — et sous ce mot M. Croce désigne toutes les formes actuelles de fascisme et d'impérialisme, — ni le catholicisme déformé à l'usage des âmes que la guerre anémia, ni le communisme étatique, donc antimarxiste, de Russie, ne peuvent donner satisfaction aux hommes. La liberté seule, qui représente pour la société humaine le point auquel, dans les oscillations continuelles de l'histoire, se réalise l'équilibre, la liberté, que des jeunes sceptiques et les hommes mûrs désabusés oublient et bafouent, reste l'idéal de quelques penseurs jetés à travers le monde, mais qui suffisent à en maintenir la tradition et le culte.

Il y aurait, bien sûr, à apporter à la synthèse de M. Croce de nombreuses critiques. Son « idéalisation » de l'histoire, où il ne voit dans les transformations politiques et les événements internationaux que l'action des idées et des sentiments, fait vraiment trop bon marché de l'« infrastructure » économique et sociale. Dans son interprétation de certaines histoires particulières — française, britannique, allemande — il y a certaines simplifications qui sont à coup sûr contestables.

Il n'en résulte pas moins que cette histoire de la liberté européenne est une belle tentative d'explication générale. L'auteur se serait-il trompé, un peu ou totalement, sur le sens de l'évolution humaine, il y a, dans son geste magnifique de pen-

seur attaché à la démonstration de « son » idée, une grandeur à laquelle il convient de rendre hommage<sup>1</sup>.

Georges BOURGIN.

**Jules ISAAC. Un débat historique. 1914. Le problème des origines de la guerre.**  
Paris, Rieder, 1933. In-8°, vii-270 pages.

Pour apprécier le livre de M. Jules Isaac, il faut d'abord définir l'état d'esprit de l'auteur. En reprenant, après tant d'autres, l'étude critique des événements de juillet 1914, il a voulu, nous dit-il, répondre « à une obligation de conscience ». Il espère aborder ce grand sujet « dans un esprit entièrement libre », effacer ce qu'il appelle ses « défaillances antérieures » par « un violent effort d'objectivité ». Il procède à une « mise au point », en prenant pour occasion les opinions émises par trois historiens américains — Barnes, Fay et Schmitt. Son but, ce n'est pas de donner un récit complet des faits, mais « de souligner les résultats acquis, circonscrire la lumière et l'ombre, confronter les thèses entre elles, et avec les faits et les textes » (p. 174). Par conséquent, il se pose en « arbitre » (p. 226).

Sur le principe même, tout le monde est d'accord. Il va de soi que ce « violent effort d'objectivité », difficile sur un pareil sujet, est le premier devoir de l'historien. Mais M. Isaac ajoute de singuliers commentaires : il déclare qu'en France, le travail historique sur la question des origines de la guerre n'a jamais été « entièrement libre ». Veut-il dire que personne avant lui n'a abordé ce sujet en dehors de toute doctrine officielle, et avec un état d'esprit suffisamment impartial? Je ne crois tout de même pas que ce soit sa pensée. Il se fonde sur un cas unique — celui de M. Demartial, traduit devant une Commission d'enquête de la Légion d'honneur pour avoir dénoncé dans une revue américaine les responsabilités de la France. Cet incident, tous les historiens, je crois, l'ont regretté. Mais, pour être juste, M. Isaac aurait dû ajouter que ni M. Demartial, ni tous ceux qui collaborent à la revue *Évolution* n'ont jamais été empêchés de publier, en France même, tout ce qu'ils pensaient. Établir un parallèle entre cette situation et celle de l'Allemagne, où ceux qui ne partagent pas la doctrine officielle osaient à peine élever la voix, c'est donner une idée fausse.

Cette liberté, qui, à en croire M. Isaac, n'existerait pas en France, elle existe, dit-il, dans un pays — un seul — les États-Unis. Voilà pourquoi il a pris pour point de départ de son travail les thèses de trois historiens américains. La méthode serait légitime, si la qualité de « citoyen américain » conférait, en l'espèce, une impartialité absolue. Mais nous savons bien qu'il n'en est rien. En fait, les historiens « neutres » ont tous des préférences instinctives. M. Sydney Fay, par exemple, a traversé, semble-t-il, lui aussi, une « crise de conscience » : après avoir subi, pendant la guerre, l'influence d'une « psychose », à laquelle il s'est ensuite reproché d'avoir cédé, il a voulu réagir. M. Bernadotte Schmitt, écrivant après M. Sydney Fay, avait une tendance naturelle à rectifier son prédécesseur. Quant à M. Barnes, je ne crois pas que personne, parmi les historiens américains même, l'ait considéré comme

1. Les premiers chapitres du livre avaient paru, dès 1931, sous le titre d'*Introduzione ad una storia d'Europa nel secolo decimonono* (Bari, Laterza, Biblioteca di cultura moderna, n° 205. In-16, 91 p.; prix : 7 l.)



un travailleur sérieux. M. Isaac lui fait beaucoup d'honneur en l'associant à ses deux collègues.

C'est en partant de ces principes, assez contestables, que M. Isaac exerce, entre les thèses américaines seulement, son « arbitrage ». A vrai dire, lorsqu'il avait publié dans la *Revue d'histoire moderne* les premiers chapitres de son livre, il avait intitulé son étude : « Les historiens américains et les origines de la guerre. » A mesure qu'il avançait dans son travail, il s'est rendu compte que la base était trop étroite, et il a fait allusion, mais presque toujours en note, aux ouvrages allemands et français. Ce procédé singulier dérouté un peu le lecteur et fausse la perspective, car Sydney Fay et Bernadotte Schmitt n'ont pas toujours apporté, loin de là, des vues originales : ils se sont largement inspirés de thèses exposées antérieurement, en Allemagne ou en France. Il aurait été plus clair de critiquer directement les unes et les autres.

Ces réserves faites sur la conception de l'ouvrage, abordons le fond. Une enquête « scrupuleuse », « libre et loyale », voilà ce que M. Isaac a cherché à faire. Il y apporte des qualités excellentes : finesse de l'analyse, lucidité d'esprit, vigueur du sens critique. Plusieurs passages contiennent des formules bien venues et frappantes ; quelques-uns sont des modèles de discussion serrée et ferme. Et pourtant la méthode prête à mon avis à certains reproches.

La méfiance est nécessaire à l'historien, certes. Encore faut-il ne pas la pousser jusqu'à jeter, de-ci de-là, des suspensions injustes ou gratuites. Il me semble que M. Isaac n'a pas toujours gardé la mesure nécessaire. « Nous avons », écrit-il par exemple, « les lettres, les annotations de Sir Eyre A. Crowe, Sir Arthur Nicolson, Sir Edward Grey ; nous n'avons pas (aurons-nous jamais) les lettres et les notes de MM. Philippe Berthelot, Paul Cambon, de Margerie ? » Cette insinuation est-elle une preuve d'objectivité ? Je ne le crois pas. M. Isaac sait que les documents français de juillet 1914 seront publiés par la Commission qui est chargée de ce travail : pourquoi laisse-t-il entendre que telle ou telle catégorie de pièces pourrait être négligée par cette Commission ? Sur quoi se fonde-t-il pour exprimer ce doute ? L'impartialité, dont il se fait, nous dit-il, une règle, aurait dû lui conseiller le silence.

Le désir d'apporter des points de vue nouveaux est légitime. Les occasions sont rares, dans un sujet qui a été, depuis plus de dix ans, si souvent étudié. Il arrive fréquemment (par exemple, p. 143 et p. 158) que M. Isaac se borne, au terme de certaines discussions, à prendre à son compte des démonstrations déjà faites avant lui. Mais voici un cas où il apporte du nouveau : il s'agit d'un point essentiel, je veux dire les engagements mutuels de la France et de la Russie, en vertu de l'alliance. M. Isaac cite l'article 2 de la convention militaire de 1892, qui définit les conditions dans lesquelles les deux pays, « sans qu'il soit besoin d'un concert préalable », mobiliseront simultanément leurs forces ; mais cet article, dit-il, avait été *modifié* d'un commun accord en 1913 : le texte nouveau distinguait le cas de la mobilisation *allemande*, qui obligeait la Russie et la France à mobiliser, même sans concert préalable — et le cas de la mobilisation de l'Autriche ou de l'Italie seules, où le « concert » était indispensable. Par conséquent, conclut M. Isaac, la Russie, en décidant sa mobilisation générale, le 30 juillet 1914, sur une simple mobilisation partielle de l'Autriche-Hongrie, a *violé* le pacte franco-russe ! Voilà une interprétation nouvelle et grave. Mais elle me paraît aventurée. Tout d'abord, l'article 2 de la convention militaire n'a jamais été *modifié* ; il a été *interprété* par une clause d'un des protocoles militaires ; c'est une nuance appréciable. D'autre part, si le texte de ce

protocole estime « indispensable » un « concert préalable » en cas de mobilisation de l'Autriche seule, est-ce à dire que la Russie *n'a pas le droit*, en pareil cas, de mobiliser, sans entente préalable avec la France? Le protocole ne dit rien de tel : il veut simplement préciser que, dans ce cas, la France n'est pas tenue à la mobilisation « simultanée et automatique », tandis qu'elle y est tenue dès la première nouvelle de la mobilisation allemande.

L'hypothèse, enfin, est un moyen dont l'historien ne peut pas manquer de se servir. Certes, M. Isaac a soin de marquer le moment où il franchit la limite des faits que l'on peut considérer comme certains, et où il entre dans le domaine des interprétations personnelles. Mais sa critique n'est pas toujours égale dans ses exigences. Il refuse, par exemple, d'admettre (p. 180) que la démarche faite le 29 juillet par le comte Pourtalès auprès de Sazonoff ait pu déterminer le ministre russe à l'idée de mobilisation générale. Soit, si sa conviction n'est pas faite. Mais il ajoute aussitôt : « Il est permis de croire que, même sans l'intervention de Pourtalès, la grave décision eût été prise. » Sur quels indices se fonde cette opinion? Il ne le dit pas ; il avoue même que cette seconde hypothèse est « invérifiable ». Alors pourquoi la formuler? La précédente, celle qu'il rejette, avait au moins le mérite de s'appuyer sur des présomptions assez sérieuses.

Ces exemples suffisent à montrer que la méthode de M. Isaac appelle des réserves. Elles montrent que l'auteur ne peut pas faire abstraction de ses inclinations et de ses préférences instinctives ; malgré son souci d'objectivité, il n'échappe pas à des idées préconçues.

Les résultats de ces recherches critiques ne ressortent pas avec une netteté parfaite. Au terme de son travail, M. Isaac, avec cette conscience qui est un des mérites de son œuvre, avoue son embarras. Le fait est que sa conclusion est singulière : les Empires centraux, dit-il, ont « offert délibérément, sinon imposé, la guerre » ; mais la Triple-Entente « l'a délibérément acceptée, avec une promptitude dont l'adversaire même fut surpris ». Formule étrange, pour qui vient de lire son livre.

Que nous a-t-il montré? Il a établi, après bien d'autres, que, du 5 au 28 juillet, les Puissances centrales avaient accumulé les actes et les initiatives les plus graves : l'importance du blanc-seing donné par l'Allemagne à l'Autriche-Hongrie le 5-6 juillet « saute aux yeux » (p. 76) ; l'ultimatum de l'Autriche-Hongrie à la Serbie mène l'historien à une conclusion « instinctive et logique » : ceux qui, de propos délibéré, avaient lancé cet ultimatum voulaient « la guerre européenne » (p. 104) ; l'Allemagne, dans la soirée du 27 juillet, avait encore « le choix entre la paix et la guerre » (p. 140) ; la déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Serbie, le 28 juillet, « était faite pour stimuler et déchaîner toutes les forces de guerre difficilement contenues jusque-là et, du même coup, réduire à néant tous les espoirs de paix » (p. 147) ; le 31 juillet encore, le gouvernement austro-hongrois ne voulait rien céder ; il ne devait pas de la ligne de conduite qu'il s'était fixée : guerre à la Serbie, quel que fût le risque de guerre européenne. Et M. Isaac de conclure, à juste raison : « C'eût été un miracle que la succession concertée de ces gestes brutaux ne mit pas le feu à l'Europe. » La formule est nette et vraie. A la lire, on est tenté de dire aussitôt : oui, ce sont bien les Puissances centrales qui ont imposé la guerre !

Mais M. Isaac recule devant cette conclusion logique. La Triple-Entente, dit-il, « n'a pas semblé très récalcitrante » à l'idée de guerre. Que reproche-t-il à la Russie et à la France? De n'avoir pas manifesté « une bien miraculeuse volonté de paix » !

Caricatures  
après le  
racle po  
Triple-  
Pouvai  
d'un «  
M. Isaac  
Pour  
deux f  
Petersb  
Sur  
Dans p  
léologu  
l'amba  
que la  
extrao  
nistre  
annon  
sures d  
d'être  
rer? L  
« ne p  
« disti  
Sur  
la mol  
la déci  
triche  
mobili  
mobili  
table  
allema  
aussit  
si le g  
huit h  
de car  
aurait  
soir p  
Puiss  
diplom  
C'e  
bilité  
timen  
légit  
ferme  
crise,

Curieuse formule. Si M. Isaac admet qu'il fallait un *miracle* pour éviter la guerre, après les provocations austro-allemandes, sous quelle forme imagine-t-il que ce miracle pouvait se produire? Il ne le dit pas. C'est par des allusions qu'il continue : la Triple-Entente n'a fait qu'« ébaucher » des gestes de paix, « sans la foi et l'espoir ». Pouvait-elle avoir « foi et espoir » dans une situation telle qu'il ne fallait pas moins d'un « miracle » pour maintenir la paix? Ce n'est plus une conclusion que donne M. Isaac, c'est un texte plein de réticences, où l'exégèse peut se donner libre cours.

Pourtant, outre ces critiques vagues, il met au passif de la politique franco-russe deux faits précis : l'attitude de M. Paléologue, ambassadeur de France à Saint-Petersbourg, et la décision russe de mobilisation générale.

Sur le premier point (p. 199-200, 208-210), je suis tout à fait d'accord avec lui. Dans plusieurs circonstances, entre le 23 et le 30 juillet 1914, il apparaît que M. Paléologue « n'a pas été un informateur diligent et véridique ». De son propre aveu, l'ambassadeur a négligé d'informer le gouvernement français, le 29 juillet au soir, que la mobilisation générale russe avait été ordonnée, puis contremandée. Il est extraordinaire qu'un agent diplomatique ait jugé inutile de transmettre à son ministre un renseignement d'une telle importance. Le 30 juillet, l'ambassadeur a annoncé à Paris que l'État-major russe procédait « secrètement aux premières mesures de mobilisation générale », alors que le télégramme de mobilisation venait d'être lancé dans tout le pays : l'ambassadeur l'ignorait-il? ou feignait-il de l'ignorer? Le gouvernement français, constate M. Isaac, a donc été mal renseigné ; il « ne paraît avoir eu aucune part de responsabilité ». Mais pourquoi ajouter que ce « distingué » est sans grande valeur? Il me semble au contraire qu'il est essentiel.

Sur le second point, la question que posent les historiens est toujours la même : la mobilisation générale russe a-t-elle provoqué la guerre? M. Isaac constate que la décision russe n'a pas compromis le sort des tentatives de médiation, car « l'Autriche n'avait pas cédé d'un pouce ». Il est « infiniment probable » que, sans la mobilisation russe, le résultat final n'aurait pas été différent. Pourtant cette mobilisation, en provoquant la mobilisation allemande, « rendait la guerre inévitable ». Inévitable? Pourquoi? « Parce que », dit encore M. Isaac, « le plan de guerre allemand obligeait, à juste raison, le gouvernement du Reich à déclarer la guerre aussitôt après la mobilisation. » La question — à mon sens — est justement de savoir si le gouvernement allemand aurait pu agir autrement : en retardant de quarante-huit heures la déclaration de guerre à la Russie, il n'aurait pas compromis son plan de campagne, puisque c'est contre la France qu'il comptait prendre l'offensive. Il aurait donc pu, sans rien changer à ses prévisions militaires, attendre le 2 août au soir pour lancer son double ultimatum. Et, pendant ces trois jours de répit, les Puissances centrales, si elles l'avaient voulu, auraient pu chercher une solution diplomatique : mais elles ne le voulaient pas.

C'est pourquoi, sans vouloir omettre le moins du monde la part de responsabilité qui incombe à la politique russe, pour avoir pris hâtivement, et sans l'assentiment du gouvernement français, la décision de mobilisation générale, je crois légitime de conclure plus nettement que ne veut le faire M. Isaac : sans la volonté ferme des Puissances centrales, sans leur action prolongée et concertée pendant la crise, la guerre, en 1914, n'aurait pas eu lieu.

Pierre RENOUVIN.

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

**Antiquités.** — J. Holland ROSE. *The Mediterranean in the ancient World* (Cambridge University Press, 1933, in-8°, 182 p.). — M. J. Holland Rose était connu jusqu'ici comme spécialiste de l'histoire napoléonienne et contemporaine. Mais il est professeur d'histoire navale à l'Université de Cambridge. C'est évidemment ce qui l'a conduit à pousser ses investigations dans le monde antique, car le monde antique c'est essentiellement la Méditerranée et ses côtes.

En ce petit volume, il ne se propose pas de faire l'histoire de la mer durant l'Antiquité ; il a préféré traiter en détail quelques-uns des faits qui mettent en lumière l'importance du facteur naval. Chapitres pittoresques et très vivants, pleins d'idées originales qui frappent d'autant plus que la plupart des historiens, à commencer par ceux de l'Antiquité, ont été des terriens et qu'ils n'ont peut-être pas toujours apporté aux choses de la mer l'attention qu'elles eussent méritée. C'est par la mer, au contraire, que M. Holland Rose nous explique la naissance de la civilisation ; c'est sur la mer qu'il en suit le développement ; la maîtrise de la mer, montre-t-il, permet de comprendre bien des faits qui, à défaut de cette considération, demeureraient un peu obscurs.

La préhistoire et la protohistoire trouvent leur compte dans les premiers chapitres (*The Mediterranean as the nursery for the navigation et Graeco-Phoenician rivalries*) ; mais le centre du livre est vraiment le chapitre III : *Punic-Roman Struggle for Sicily*. La Sicile, en effet, est le centre même de l'empire méditerranéen ; c'est en l'abandonnant aux Romains que les Carthaginois ont perdu la partie. Lorsque, plus tard, ils ne disposèrent plus des forêts de la Sardaigne ni de la Corse et ne purent plus recevoir le fer de l'île d'Elbe, ils se trouvèrent fort embarrassés pour construire de nouvelles flottes ; le bois leur manquait, nous dit M. Holland Rose. Et cependant n'avaient-ils pas celui des massifs de l'Aurès ? Mais, nous montre encore M. Holland Rose, ce ne sont pas seulement les ressources matérielles, c'est aussi le caractère du peuple et sa politique qui décident de l'empire de la mer. Très inférieurs aux Carthaginois à bien des points de vue, les Romains l'emportaient sur eux en ténacité et en patriotisme, c'est-à-dire en capacité de dévouement à la chose publique. Ils n'eurent jamais un plan arrêté de conquérir le monde, mais se trouvèrent peu à peu entraînés par les provocations des princes helléniques et par la nécessité de garantir leur sécurité sur mer. « Le secret de la grandeur romaine, ce n'est pas un arrêt du destin, mais bien l'habileté de Rome à se procurer les meilleurs alliés maritimes possible et à profiter de la position centrale de la péninsule italienne... » Le rôle de Rhodes et de sa flotte dans la conquête de la Grèce et de l'Asie est mis en lumière de façon toute nouvelle.

Après ces intéressantes études de politique et de stratégie navale, on s'arrêtera avec complaisance aux deux chapitres au cours desquels, la suprématie romaine

assurée sur mer, la Méditerranée est considérée comme la grande voie de communication entre les peuples établis sur ses bords : *Roman Supremacy in the western Mediterranean et in eastern Mediterranean*. Il y a là quelques pages remarquables sur Marseille et la Gaule, qui se trouva romanisée par la mer plus encore que par les routes de terre, par le commerce méditerranéen bien plus que par les fonctionnaires et les légions. Cette importance de la mer pour tout l'ensemble de la civilisation antique est brillamment et très justement exposée dans le chapitre de conclusion, *The mediterranean Empire and its influence*. Le voyage de saint Paul, ce petit Juif de Tarse qui, de Corinthe, se propose de gagner l'Espagne en passant par Rome, et qui arrive à Rome sur un transport alexandrin, est étudié en détail, comme un exemple et un symbole.

Solidement documentés, mais dépouillés de tout appareil d'érudition, ces chapitres doivent représenter une série de conférences à un large public s'intéressant à la fois à l'antiquité et à la mer. Ils suggèrent plus qu'ils n'enseignent. Il nous semble qu'ils sèment nombre d'idées nouvelles et justes.

A. GRENIER.

— Michele ROSTOVZEV. *Storia economica e sociale dell'impero romano* (Florence, « La Nuova Italia », [1933], in-8°, 722 p. ; prix : 125 lire). — M. Rostovtzeff (Rostovzev dans la transcription italienne) donne une version italienne de *The social and economic history of the Roman Empire*, publiée à Oxford en 1926 ; une version allemande (*Gesellschaft und Wirtschaft im römischen Kaiserreich*), en deux volumes, a paru à Leipzig en 1931. Il n'est pas étonnant que chaque pays s'efforce de rendre plus aisément accessible à ses travailleurs cet ouvrage capital, riche de faits et de rapprochements, d'idées personnelles et de solutions qui, si elles ne sont pas toutes convaincantes, sont toujours ingénieuses et suggestives. Il est bien désirable que nous en possédions un jour une version française.

La traduction italienne a été faite (par M. Sanna) sur le texte anglais ; elle a été revue et augmentée par l'auteur, qui avait déjà procédé de même pour la traduction allemande. Chaque traduction a donc la valeur d'une édition nouvelle et mise à jour. Il y a des retouches de détail dans le texte, dont l'ensemble est naturellement maintenu ; de nombreuses additions dans les notes, qui sont en bas de page et non plus en fin de volume ; un enrichissement de l'illustration, qui comprend 80 planches hors texte (60 dans l'édition anglaise, 64 dans l'édition allemande) : les fouilles récentes d'Ostie et d'Herculanum, de Tripolitaine et de Syrie y sont utilisées. Certaines nuances sont intéressantes à relever. M. Rostovtzeff avait écrit d'abord que le principat des successeurs d'Auguste était en réalité « a military tyranny » ; il a modéré ensuite l'expression : « dipendeva dalla volontà dell'esercito » (p. 85 ; déjà de même dans l'édition allemande).

M. De Sanctis, dans la courte « Presentazione » qui est en tête du livre, dit de l'ouvrage de M. Rostovtzeff que c'est « une des œuvres historiques les plus importantes et en même temps les plus significatives de ces vingt dernières années ». Tout le monde souscrira à ce jugement, comme aux lignes où M. De Sanctis souligne l'intérêt actuel, angoissant, du problème « qui est peut-être le plus grand de l'histoire de l'humanité », celui que posent la décadence de la civilisation antique et la chute de l'Empire qui en était le soutien. Le livre de M. Rostovtzeff, qui étudie ce problème avec un vif sentiment des réalités, fournit une inépuisable matière aux réflexions du lecteur.

E. ALBERTINI.



— J. F. D'ALTON. *Roman literary theory and criticism ; a study in tendencies* (Londres, Longmans, 1931, in-8°, 608 p. ; prix : 21 s.). — Le Révérend D'Alton est professeur de grec ; il était donc qualifié pour étudier l'histoire des théories littéraires et de la critique à Rome, puisque, comme il le dit dès sa Préface, « l'âge hellénistique donne la clef d'une grande partie de la critique romaine ». C'est de ce point de vue surtout, comme l'un des domaines où l'influence grecque s'est imposée à Rome avec le plus de force et de constance, que la critique littéraire intéresse l'histoire. M. D'Alton, dépouillant très consciencieusement les textes, retrace les grands événements de la vie littéraire sur lesquels nous sommes convenablement renseignés, depuis les polémiques autour de Térence et dans le cercle des Scipions jusqu'au mouvement archaïsant au temps de Fronton et d'Aulu-Gelle. Une grande place est naturellement donnée à Cicéron ; une place importante aussi à Horace, auquel M. D'Alton avait antérieurement consacré un livre. La « suprématie de la rhétorique » (chap. VII) est bien mise en lumière, avec les conséquences qu'elle entraîne pour tous les genres littéraires, et notamment pour l'histoire. E. A.

**France.** — Raoul BUSQUET. *Études sur l'ancienne Provence. Institutions et points d'histoire* (Paris, librairie Champion, 1930, in-8°, 338 p.). — On doit à M. Busquet deux ouvrages fondamentaux sur l'histoire provençale, une *Histoire des institutions de la Provence de 1482 à 1790*, publiée en 1920, et une histoire de la Provence médiévale écrite en collaboration avec M. V.-L. Bourrilly, qui a paru, en 1924, sous le titre *La Provence au Moyen Age* ; mais ces importantes publications n'ont pas suffi à absorber l'activité du savant archiviste qui, depuis vingt-cinq ans, dirige le vaste dépôt des Bouches-du-Rhône. C'est un animateur. Pour apprécier cette activité on aurait tort de négliger sa collaboration aux revues provençales et surtout aux *Mémoires* du si vivant Institut historique de Provence, qui est en grande partie son œuvre en même temps que celle de M. Duprat. Aussi est-ce une idée heureuse d'avoir réuni en un volume un certain nombre d'articles dispersés dans des organes historiques de Marseille et de Paris en les mettant au point, idée d'autant plus heureuse que le caractère provençal de tous les chapitres donne au livre une réelle unité et que le souci méritoire qu'a toujours eu M. Busquet de dégager l'intérêt général de ses découvertes même les plus particulières rend toujours attachante la lecture de ses études.

Il n'est guère possible d'analyser les vingt et un articles du volume qui concernent l'histoire provençale du v<sup>e</sup> à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle. La courte dissertation par laquelle s'ouvre l'ouvrage fixe à l'année 476 la date de la prise d'Arles et de Marseille par le roi Euric. Les pages pleines d'humour consacrées à la légende de Romée de Villeneuve offrent un nouvel exemple d'un processus de formation des légendes bien connu des folkloristes : « la confusion entre un nom propre et une qualification supposée ». Mais ce sont les institutions qui occupent la place principale : la justice à Marseille ; la « Chambre rigoureuse et le droit de latte » (terme dont M. Busquet a tâché de découvrir l'étymologie) ; la Communauté des Juifs de Provence, etc.

Les érudits qui ont utilisé cette mine féconde de renseignements sur la vie économique que sont les « cadastres » des pays d'État remercieront M. Busquet d'avoir cherché à déterminer avec une technique rigoureuse les systèmes employés successivement pour définir avec précision les unités cadastrales. Tâche rebutante, mais qu'il fallait avoir le courage d'aborder.

Le livre se termine par un chapitre moins austère sur l'état social et l'esprit public aux derniers siècles de l'Ancien Régime, qui contient d'utiles indications de statistique. En réunissant ces travaux si variés, M. Busquet s'est souvenu qu'il a jadis passé par Alger avant de venir se fixer à Marseille : il nous expose d'après un registre de contrats rédigés à la chancellerie du Consulat de la nation française à Alger<sup>1</sup> ce qu'ont été, de 1579 à 1582, les débuts du Consulat de la nation française à Alger, de « ce Consulat qui est lui-même la première origine de nos établissements dans l'Afrique du Nord ».

Robert LATOUCHE.

— L'édition du roman *Gui de Warevic*, édité par M. Alfred EWERT, se termine avec le tome II, qui contient les vers 6805-12926 (Champion, 1933, 221 p. ; prix : 18 fr.). En appendice, des notes critiques où sont relevées des leçons que l'éditeur a cru devoir écarter, ainsi que les vers omis, ajoutés ou intervertis, dans le principal manuscrit, ainsi que les variantes utiles pour l'intelligence du texte. Suivent un index des noms propres de personnes et de lieux ; enfin, un glossaire.

— Abbé J. SAUTEL. *Les découvertes archéologiques récentes de la colline de Puymartin à Vaison-la-Romaine, de 1907 à 1933* (Avignon, impr. Riilière, 28 pp. et XVI planches). — C'est un extrait, tiré à part, du *Bulletin* des « Amis de Vaison », n° 10. L'auteur, M. l'abbé Sautel, est bien connu des archéologues par les fouilles qu'il y dirige avec autant de persévérance que d'érudition ; à son nom, il convient d'ajouter celui d'un mécène alsacien, M. Maurice Burrus, dont l'inlassable générosité a permis de faire revivre la vieille capitale des Voconces du Sud. Dans cette élégante plaquette, on trouvera toutes les indications utiles sur le théâtre, les thermes, la maison dite des « Messi » (du nom de la famille romaine de Messius), sur le portique dit de Pompée, et autres fouilles. La pelle et la pioche continuent d'ailleurs leur travail, qui ne tardera pas à remettre au jour de nouveaux témoins d'une civilisation en si grande partie disparue.

Ch. B.

— Sous le titre : « L'établissement pour le commun profit au temps de saint Louis » (extrait de l'*Anuario de historia del derecho español*, 1933. Madrid, Tipografia de archivos, 8 p.), M. PETIT-DUTAILLIS a touché un point délicat des coutumes féodales, celui des pouvoirs de la royauté en matière de législation. En règle générale, le roi était tenu de respecter la coutume ; en France comme en Angleterre, il pouvait cependant, avec le consentement des grands du royaume, édicter des mesures ou « établissements » pour le « commun profit » de son peuple. Louis IX, sans consulter personne, inspiré seulement par l'esprit de sainteté qui l'animait si puissamment, surtout après les croisades, promulgua plusieurs ordonnances d'un caractère moral et religieux, notamment contre les blasphémateurs, les faux monnayeurs, les guerres privées (interdiction du port d'armes en plein Moyen Age féodal<sup>1</sup>), le droit de vengeance, ou pour l'extinction du péché et l'expulsion du diable. Là se manifeste clairement l'action directe du saint roi ; il ne tendait à rien de moins qu'à établir un régime de gouvernement théocratique, qui ne devait pas lui survivre, mais qui laissa du moins des traces favorables au bon renom de la royauté française, même au delà du Moyen Age.

Ch. B.

1. Ce registre, qui est venu échouer dans le fonds de l'Amirauté de Marseille, est analysé en détail dans le volume d'*Inventaire sommaire des archives des Bouches-du-Rhône*, qui est consacré à l'Amirauté de Marseille et des mers du Levant. Le volume a été publié en 1932 par M. Raoul Busquet.

— S. POSENER. *Adolphe Crémieux, 1796-1880*, t. I (Félix Alcan, 1933, 265 p.; prix : 30 fr.). — Le tome I<sup>er</sup> de cette biographie s'arrête à 1840. Il est surtout intéressant par ce qu'il nous apprend sur le rôle de Crémieux comme membre du Consistoire israélite de Paris et défenseur des Juifs de Damas impliqués dans les poursuites contre les meurtriers supposés du P. Thomas. Il faut louer les recherches étendues auxquelles M. Posener s'est livré dans les bibliothèques et aux archives. Les lettres des frères Rothschild à propos de l'affaire de Damas, publiées par le comte Corti, paraissent lui avoir échappé. Elles expliquent en partie l'attitude de Thiers, pour lequel il semble un peu sévère. On attend avec intérêt la suite de cette biographie détaillée et précise, qu'accompagne une excellente bibliographie.

R. G.

— B.-P. GHEUSI. *La vie et la mort singulières de Gambetta* (Albin Michel, [1933], in-16, 319 p.; prix : 15 fr.). — Le récit que nous donne M. B.-P. Gheusi de la vie de Gambetta est assez bref et ne renouvelle pas le sujet. Le rôle du grand tribun en 1870, par exemple, est résumé très rapidement et sans étude directe des documents. L'auteur emprunte souvent — en les citant toujours, du reste — à ses devanciers. Les papiers de Gambetta, dont il a eu au moins une partie entre les mains, ne lui ont pas fourni grand'chose ; on doit excepter cependant un long rapport sur les opinions et la valeur professionnelle des officiers de l'armée française en 1876, dont M. Gheusi donne des extraits assez étendus, et qui aurait eu pour auteur le général de Galliffet. Sur la mort de Gambetta, ce livre n'apporte pas de révélations ; il confirme la version la plus vraisemblable d'une maladie inflammatoire. Mais M. Gheusi ajoute que la santé du grand homme d'État était compromise depuis les premières années de son séjour à Paris, et qu'une inquiétude secrète a pu ainsi exercer une grande influence sur sa vie et sur son caractère.

R. G.

— Abel COMBARIEU. *Sept ans à l'Élysée avec le président Émile Loubet* (Paris, Hachette, s. d. [1932], in-8°, 338 p.; prix : 30 fr.). — Ces Mémoires de M. Abel Combarieu, qui fut secrétaire général de la Présidence de la République de 1899 à 1906, nous sont présentés sans aucune indication sur les conditions où ils ont été rédigés et sont publiés. La forme extérieure est celle d'une sorte de journal, où sont notés d'ailleurs des événements si connus qu'on est surpris de les y trouver relatés en détail. Outre un assez grand nombre de petits faits relatifs à la vie intérieure du palais de l'Élysée et au caractère personnel du Président (dont il est fait un grand éloge), l'auteur de ces Mémoires apporte quelques textes plus importants relatifs aux événements diplomatiques de l'époque, notamment à la crise de 1905 et à la démission de Delcassé. Au point de vue politique, les jugements exprimés sont parfois assez défavorables au personnel parlementaire en général et à la conduite personnelle de certains membres des deux assemblées, surtout à l'époque des ministères Combes et Rouvier.

R. G.

— *Documents diplomatiques français, 1871-1914*. 3<sup>e</sup> série : 1911-1914 ; t. VI : 15 mars-30 mai 1913 (Paris, Alfred Costes et « L'Europe nouvelle », 1933, XLII-798 p.). — Gros volume qui ne contient pas moins de 654 documents ; il est dominé par les pourparlers et négociations concernant la crise balkanique. Nous ne pouvons ici que donner un bref résumé d'après la table méthodique qui le précède. I : Affaires balkaniques : a) Médiation des Grandes Puissances entre les États balkaniques et l'Empire ottoman ; b) Délimitation de l'Albanie au Nord et au Nord-

Est, avant et après la reddition de Scutari ; c) Délimitation de l'Albanie au Sud ; question des Iles et différend italo-turc ; d) Différend bulgare-roumain ; e) Conflits bulgare-serbe et bulgare-grec ; f) Affaires financières : dette ottomane, chemins de fer de Bagdad et d'Anatolie ; g) Réformes à opérer en Asie Mineure au bénéfice des Arméniens. II : Triple-Entente et Triple-Alliance : France avec Russie, Angleterre, Allemagne, Espagne. III : Politique des Puissances de la Triple-Alliance. IV : Affaires de Chine et emprunt chinois. Une annexe est réservée à l'affaire du caïd Guellouli, que M. Paléologue a exposée en détail dans la *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> octobre 1933 ; on donne dans cette annexe les pièces principales du dossier.

**Allemagne.** — Heinrich MANN. *La haine ; histoire contemporaine de l'Allemagne* (Paris, Gallimard, 1933, in-16, 194 p.). — Ce volume du grand romancier allemand, qui a dû se réfugier à l'étranger, est un réquisitoire contre le gouvernement actuel de son pays ; à ce titre seul, c'est un intéressant document historique, dont l'idée essentielle est de montrer que la propagande nationale-socialiste a tendu à faire de l'Allemagne « le pays de la haine », de la haine totale, sans limitation. Il s'efforce d'expliquer les conditions dans lesquelles le gouvernement de la République s'est effondré, bien que disposant de la majorité des voix : « La République dut succomber », dit-il, « pour avoir laissé toutes les libertés à ses ennemis et n'en avoir pris aucune. » Un des chapitres les plus intéressants a trait à l'antisémitisme, qui, déclare M. Heinrich Mann, frappe les intellectuels et pas du tout les accapareurs. Il atteint non seulement un demi-million d'Israélites, mais, en fait, quatre millions et demi de personnes, « en y comprenant toutes les familles de sang mixte » (les « non-aryens ») ; car, pour être réproché, il suffit d'avoir un grand-père juif ou une grand-mère ; « pas un seul individu appartenant à cette masse d'hommes ne pourra plus entrer dans l'administration, ni au barreau, ni dans le commerce ou la finance ». Enfin, l'auteur estime que tout ce déploiement de haine et de persécutions peut être dangereux au point de vue extérieur, car « c'est déjà la guerre quand un régime d'un nationalisme intransigeant s'installe dans un pays. » M. Heinrich Mann estime qu'il « avait le devoir de commenter quelques heures de l'histoire contemporaine d'une nation à laquelle il appartient, pour la servir et pour en servir d'autres ». Il l'a fait dans une langue qui n'est pas la sienne, et cependant son petit volume est écrit en un français très pur.

Henri SÉE.

**Grande-Bretagne.** — *Curia regis rolls of the reign of Richard and John, preserved in the P. Record office. T. VI : 11-14 John* (Londres, H. M's Stationery Office, 1932, vii-547 p. ; prix : 1 £ 17 s. 6 d.). — Ce volume, dû aux soins de M. C. T. FLOWER, se rapporte à un temps où la *Curia regis* est encore la seule où le roi rende la justice, soit à Westminster, soit dans ses fréquents déplacements ; c'est un peu plus tard que l'on distinguera une cour *coram rege* (où la présence du souverain était d'ailleurs le plus souvent fictive) et celle du Banc (*de Banco*) ; mais l'organisme primitif fonctionne régulièrement et, dans le présent volume, c'est avec un vif intérêt qu'on en suit l'activité dans son infini détail. On peut s'en faire une idée exacte rien qu'en parcourant la table des matières où sont classées les différentes espèces d'actions relatives, par exemple, à la possession du sol, à l'avouerie ecclésiastique, aux tenures libres et non libres, au mariage et à la minorité des enfants, aux dettes, aux travaux des champs. Est-il nécessaire d'ajouter que les textes, édités avec les soins les plus scrupuleux, peuvent être utilisés avec une entière confiance ? La date de

chacun des rôles de la cour a été déterminée d'une façon certaine, quand elle ne se retrouve plus sur les rôles originaux.

Ch. B.

— *Close rolls of the reign of Henry III, 1256-1259*, publ. par M. L. LEDWARD (Ibid., 1932, VII-584 p. ; prix : 2 £ 2 s.). — Dans la préface, M. Stamp, « deputy keeper » du P. R. O., montre dans quel état nous sont parvenus ces rôles, à la suite soit de déplacements fâcheux, soit de l'emploi d'ingrédients employés jadis pour faire revivre des mots ou des phrases devenus illisibles. On ignorait alors l'existence et l'usage des rayons ultra-violet ; mais il a suffi d'interdire absolument le recours aux agents chimiques pour que le danger fût écarté. — Par l'expression de « lettres closes », on entend les mandements, lettres, écrits de toute espèce ayant un caractère privé, c'est-à-dire adressés au nom du roi à des particuliers et envoyés pliés, à la différence des lettres patentes qui étaient expédiées « ouvertes » et scellées du grand sceau. Elles intéressent plutôt les affaires intérieures du royaume ; mais il importe de signaler tout de suite les lettres relatives aux négociations entre l'Angleterre et la France au sujet de ce qui devait, en 1259, se terminer par le traité de Paris (décembre 1259). Ces textes avaient été déjà publiés dans les *Fœdera* de Rymer ; on les retrouvera ici dans un format plus maniable, et l'on se rendra peut-être mieux compte de l'importance morale de ce traité, si équitable, un de ceux qui font le plus d'honneur au gouvernement du pieux Louis IX et à l'influence médiatrice de la papauté.

Ch. B.

— *Calendar of the fine rolls. Vol. XIII : Henry IV, 1405-1413* (Ibid., 1933, VII-368 p. ; prix : 1 £ 5 s.). — Avec ce volume se termine le règne de Henri IV ; pour le précédent, voir *Revue historique*, t. CLXVII, p. 407. Contentons-nous, pour le présent, d'y mentionner plusieurs « alien priories », dépendances françaises de maisons religieuses en Angleterre. On sait qu'en temps de guerre entre les deux pays ces prieurés étaient séquestrés provisoirement, au profit surtout du Trésor britannique. C'est le sort que subirent, par exemple, le prieuré d'Almenèches, au diocèse de Sées (p. 75) et à celui de Noyon (= Charleval, Eure), et Neufmarché (Seine-Inférieure). Mais est-il possible d'admettre, comme il est dit à l'Index, que le prieuré de « Came in Normandy » (p. 145) soit identifié avec « la ville et diocèse de Caen » ?

Ch. B.

— *Calendar of the close rolls. Henry IV. T. IV : 1409-1413* (Ibid., 1932, 451 p. ; prix : 1 £ 10 s.). — Ce volume nous mène jusqu'à la fin du règne d'Henri IV (20 mars 1413). Le plus grande partie des actes qui le composent, ainsi que les trois précédents volumes, concernent l'histoire intérieure, la justice royale, notamment en matière successorale et économique. Quelques-uns sont relatifs aux rapports du duc de Bourgogne et des Armagnacs avec le roi d'Angleterre, leur allié, jusqu'à l'accord final conclu à Londres, le 13 mai 1412. D'autres nous renseignent sur les plaintes portées contre les écumeurs de mer, plus ou moins couverts par des lettres de marque, sur des actes de piraterie commis en Prusse, en Livonie, en Hollande et en Zélande, ou bien sur les déprédations commises au détriment des habitants de Santander en Espagne. Il n'est sans doute pas inutile de rappeler que le tome IV de la biographie d'Henri IV par M. J. H. Wylie (1898) peut, jusqu'à un certain point, servir de commentaire au présent *Calendar*.

Ch. B.

— *Calendar of the close rolls. Henry V. Vol. II : 1418-1422* (Ibid., 608 p. ; prix : 1 £ 17 s. 6 d.). — Ce volume, dû à M. J. R. CROMPTON, termine l'inventaire des lettres



choses d'Henri V. Il comprend d'abord l'inventaire détaillé de ces lettres (p. 1-165), puis un énorme index pour les deux tomes (p. 269-397) ; enfin, une liste alphabétique des manoirs mentionnés dans le *Calendar* (p. 591-608). Notons qu'outre les noms de personnes et de lieux, on y trouve aussi des noms de choses groupés de façon fort commode : tels que *futlity* (articles de ménage), *cloth* (étoffes), les termes techniques de la langue anglaise employée dans les documents. On appréciera surtout les articles consacrés au Conseil royal, à l'Église, à l'Échiquier, au commerce, aux métiers, etc. Dans l'index des noms de personnes, on peut relever une erreur commise (p. 118) concernant le Dauphin : « Dolphy or Ermynake party », qui devrait figurer sous son nom d'Armagnac ; et, p. 1205, le « Dolphyn of Vyennes », identifié à tort avec Vannes, dép. du Loiret ; car il s'agit ici du dauphin de Viennois, en Dauphiné.

Quant aux documents eux-mêmes, ils nous renseignent abondamment sur l'histoire intérieure du royaume, sur la correspondance administrative, sur les mesures prises afin d'obtenir les subsides requis par le roi pour la guerre de France, assurer l'envoi des volontaires et l'accomplissement des obligations contractées par eux. Le traité de Troyes y est analysé minutieusement avec renvoi à Rymer pour le texte, qui est en français. Des contrats passés entre le roi et des particuliers nous instruisent sur la fabrication des monnaies d'or et d'argent (p. 204, 231-234), sur la profession de changeur à Londres et à York (p. 234-235 et 263). La précision avec laquelle sont établis ces contrats sera fort appréciée des numismates. Ch. B.

— *Calendar of the close rolls. Henry VI. T. I : 1422-1429* (Ibid., 1933, préparé par W. B. BIRD, 703 p. ; prix : 2 £ 2 s.). — Voici maintenant un nouveau règne qui commence ; mais nombre d'actes se rapportent encore à ceux de Henry IV et V, aux trois premiers Édouard. Une lettre close adressée à l'Échiquier rappelle même un don fait par Guillaume le Bâtard à l'abbaye de Westminster, à des conditions onéreuses qui n'avaient jamais été remplies, malgré de nombreuses réclamations (p. 115-116). Peu de choses, naturellement, sur les affaires de France. On retiendra cependant ce qui concerne les « alien priories » énumérés aux pages 19-21 et leur situation juridique (p. 300). Une autre lettre adressée aux shériffs de Londres rappelle la jurisprudence sur la condition des sujets du roi d'Angleterre possédant des fiefs en France et spécialement en Normandie (p. 449-450) ; fiefs qui leur avaient été concédés (surtout en Normandie) pour assurer la défense des pays conquis. D'autres textes intéressent l'histoire de Calais, l'« honneur » de Boulogne (p. 281, 283) ; un autre (p. 49-50) rappelle l'organisation économique de la Hanse allemande. Dans l'Index, où les noms de choses sont confondus avec ceux des personnes et des lieux, on trouvera, par exemple, sous la rubrique (*law and administration*), de nombreux renseignements sur la monnaie, sur la nomination des *coroners*, sur les droits de gîte et de procuration (*corrodies*), sur les juges « de la paix » ou « d'oyer et terminer », sur la nomination des shériffs. Au mot *Parliament*, on relèvera le nom des personnages qui étaient convoqués au Parlement. — Les renvois à la ville et cité de Londres ne prennent pas moins de huit colonnes.

Le tome II, qui a suivi de près le tome I<sup>er</sup>, se rapporte aux années 1429-1435 (513 p. ; prix : 1 £ 10 s.). Ainsi que le précédent, il a été préparé par M. BIRD. Nulle part, dans ces deux volumes, on n'a l'impression qu'on se trouve à l'un des moments les plus critiques, les plus héroïques de la guerre de Cent ans, au temps de Jeanne d'Arc. Ils intéressent exclusivement les affaires intérieures de l'Angleterre.

— *Calendar of entries in the papal registers relating to Great Britain and Ireland. Papal letters. Vol. XII : 1458-1471.* Préparé par J. A. TWEMLOW (Ibid., 1933, XLV, 1,089 p. ; prix : 2 £ 5 s.). — Comme l'indique le titre, M. Twemlow devait borner sa tâche à extraire des lettres pontificales transcrites dans les *Registres* du Vatican ou du Latran, comme aussi dans les *Rubricelle* (où sont les sommaires des bulles), tout ce qui concerne l'histoire d'Angleterre, et rien d'autre. M. Twemlow connaît trop bien les archives pontificales et sa conscience d'érudit a été déjà mise assez à l'épreuve pour qu'on admette dès l'abord que toute la substance des actes est contenue dans ce nouveau tome et que l'analyse qu'il en donne est fidèle.

Le volume appartient au règne de deux papes : Pie II (*Æneas Sylvius Piccolomini*, 1458-1464), et Paul II (*Paulo Barbo*, 1464-1471) ; tous deux contemporains d'Henri VI et d'Edward IV, rois d'Angleterre. Il se termine par deux tables, qui ont été établies par M. J. C. RATCLIFF et qui occupent les pages 827-1,089. L'examen de la table des matières suggère quelques observations générales concernant l'histoire religieuse. Un simple coup d'œil suffit pour voir l'importance du clergé régulier et séculier en Angleterre et celle de l'épiscopat irlandais. La collation des bénéfices occupe quatre colonnes, les articles sur les naissances illégitimes, la confession et les confesseurs, les fêtes et les jours saints, les patronages et les patrons, la simonie, sont largement représentés. L'article « fornication » donne des chiffres intéressants ; la fornication chez les laïcs est signalée en cinq cas particuliers, chez les moines en douze, chez les séculiers bien près de soixante-cinq. M. Coulton trouverait là sans doute de quoi justifier quelques unes de ses critiques. Il n'est peut-être pas sans intérêt de signaler un cas particulier concernant l'hôpital de Saint-Thomas-le-Martyr-d'Acre à Londres (p. 32, à la date du 21 octobre 1458) ; on y lit à peu près toute l'histoire de cette fondation pieuse depuis Richard Cœur de Lion. De très rares mentions concernent la France ; notons la paroisse de Saint-Pierre de Marennes au diocèse de Saintes, qui est menacée par une invasion d'Anglais, « les mortels ennemis des habitants » (18 mai 1462, p. 153) ; l'archidiacre de Bordeaux et celui de Cernès ; Fontevrault (p. 135-136, 2 février 1462), dont l'abbé a sous sa juridiction ordinaire le prieuré anglais de Nunneton ; l'abbaye de Saint-Euvert, dont le nom est légèrement défiguré en *S<sup>e</sup> Evert* (p. 257). On trouve encore ça et là mention de l'archevêque d'Arles, Pierre de Foix, d'Alain de Coetivy, cardinal-évêque de Palestrina et cardinal ; mais c'est à cause de la situation qu'ils occupaient à Rome et de leurs missions en France. Le roi Henri VI est mentionné une fois avec tous ses titres : roi d'Angleterre et de France, maître d'Irlande (p. 261 ; avec, en outre, un renvoi faux à la table). Ch. B.

— *Letters and Papers, foreign and domestic, of the reign of Henry VIII.* Vol. I, 2<sup>e</sup> partie : *Addenda.* (Ibid., 1932, p. 443-778 ; prix : 1 £ 5 s.). — Ce volume contient d'abord l'analyse des lettres et documents allant du 3 janvier 1538 au 25 décembre 1546, c'est-à-dire à la veille de la mort du roi (28 janvier 1547) ; les nos 1782-1910, qui viennent à la suite, contiennent les papiers sans date ou pour lesquels l'éditeur, M. BIRD, n'a pas trouvé de place certaine ou vraisemblable dans son inventaire. Ces lettres et papiers sont, comme on sait, des écrits expédiés, sous forme non solennelle, par le roi, par ses bureaux ou par son Conseil, pour les affaires intérieures, surtout financières et économiques. Par exemple, le n° 1900 est un projet ayant pour but de développer l'exploitation de l'étain de Cornouailles, avec une note sur la valeur de la monnaie française payée en échange de l'étain ; d'autres articles

concernent la sécurité de la marine marchande, le monopole du sel, l'étable de Calais, les mesures de protection pour les comtés de Guines et d'Ardres, qui complétaient la défense de Calais. Les noms de lieu sont souvent défigurés dans les textes anglais ; ainsi Le Havre y devient, sous une plume anglaise, *New Havin* et, sous une plume espagnole, *Abra nueva* ; Middelbourg est défiguré en *Medialburque*, etc. L'éditeur du volume, M. Bird, a fait les corrections nécessaires à l'Index. — Ch. B.

— *Acts of the Privy Council in the reign of James I.* Vol. VI : 4 juin 1623-28 mars 1625 ; publié par J. V. LYLE (Ibid., 1933, 588 p. ; prix : 1 £ 15 s.). — Le Conseil privé était alors, comme on sait, le principal instrument de la politique royale, à l'intérieur et à l'extérieur. Le présent volume, avec lequel se termine le règne du premier des Stuarts, nous renseigne abondamment sur les affaires d'Irlande, toujours si difficiles à manier ; sur la Méditerranée, où les Barbaresques continuaient à faire leurs prises d'hommes et de marchandises ; sur l'esclavage en Berbérie et sur les cruels traitements infligés aux chrétiens captifs ; sur les efforts de la royauté pour protéger les marchands aventuriers dans le Levant et soutenir la Compagnie de Moscou. Dans l'Index, on pourrait suggérer quelques corrections. Ainsi, Monsieur de *Villaucclercs* était, en réalité, un seigneur de La Ville-aux-Clercs (Loir-et-Cher). Le maréchal de *Cadines* nommé p. 471 était Honoré Albert de Cadenet (Vaucluse), qui fut plus tard duc de Chaulnes. Ch. B.

— *Calendar of State papers and manuscripts relating to english affairs, existing in the archives and collections of Venice.* Vol. XXXIII : 1661-1664, et XXXIV : 1664-1666 (Ibid., 1933). — Ces deux volumes, dus à M. HINDS, se rapportent au début du règne de Charles II. A cette époque, et jusqu'à la fin de 1663, le résident vénitien en Angleterre fut Francesco Giavarina. Ses dépêches sont fort instructives, en un temps où le nouveau roi avouait lui-même que sa restauration était trop récente pour calmer les passions hostiles de l'armée et du Parlement. Deux événements surtout étaient de nature à tenir son attention très éveillée : d'abord son mariage avec Catherine de Bragance, princesse catholique, qui lui apportait en dot la ville et le port de Tanger, menaçants à la fois pour les Barbaresques et la Turquie ; ensuite, les négociations pour la vente de Dunkerque et de Mardic à Louis XIV. Sur ce dernier point, il est intéressant de voir (nos 199, 213) comment il fut procédé pour trouver, transporter et livrer les cinquante millions que la France devait payer cette précieuse acquisition. Le n° 218 constate la joie des gens de Dunkerque à l'entrée de la garnison française. Parmi les diplomates avec lesquels Giavarina entretenait les plus utiles rapports, il convient de citer le comte d'Estrades, ambassadeur de France, dont le rôle en partie mystérieux est désormais placé en bonne lumière, et le baron Watteville. Ce dernier était un seigneur franc-comtois ; M. Hinds l'appelle partout *Batteville*, qui est une forme espagnole et non française. Il ne paraît pas non plus exactement renseigné sur la personnalité de Colbert « de Taron », cousin du grand ministre Colbert ; il s'appelait Colbert du Terron, bien connu maintenant par les documents publiés dans la *Revue de Saintonge et d'Aunis*, t. XL-XLIII.

Le tome XXXIII nous renseigne encore sur les menus faits et la vie en Angleterre, surtout à Londres, sur l'extension du brigandage, les complots des Presbytériens et des soldats mal ralliés au nouveau régime, sur la vie chère, sur les tempêtes qui, selon la croyance populaire, éclatent fatalement soit au couronnement des rois, soit à leur mort, ce qui fut le cas pour Cromwell. Une dépêche (n° 130, p. 106)

décrit l'horrible supplice infligé à un régicide, le jour anniversaire de la sentence prononcée, treize ans auparavant, contre Charles I<sup>er</sup>. Ajoutons du moins que Charles II ordonna des adoucissements de peine en faveur de ceux qui promettaient de vivre désormais en loyaux sujets.

Les dépêches de Giavarina s'arrêtent à la fin de 1663. Il avait passé en Angleterre sept années des plus agitées, dans une situation pécuniaire des plus précaires et fatigué par un climat contraire à sa santé. Il quitta Londres en février 1663. C'est désormais Pietro Ricardo Neostad qui tient la plume ; mais il s'en faut de beaucoup que ses rapports aient le mérite de ceux de Giavarina. Le texte s'arrête enfin le 27 mars 1664. En appendice, on trouve un résumé de l'histoire d'Angleterre et un tableau de son organisation politique depuis l'avènement du premier Stuart, qui est l'œuvre de Giovanni Cornaro, ambassadeur en Espagne de 1661 à 1664.

Dans l'espace de temps compris entre le 1<sup>er</sup> avril 1664 et le 25 mai 1666, Venise n'a pas été officiellement représentée auprès de Charles II ; c'est donc aux ambassadeurs ou aux chargés d'affaires auprès des puissances continentales qu'il faut demander des renseignements sur la politique extérieure et intérieure de l'Angleterre. Ce sont : Alvise Sagredo, Giovanni Cornaro, Marin Zorzi, ambassadeur d'Espagne, Francesco Bianchi, chargé d'affaires à Florence, enfin Marc-Antoine Giustinian, successeur de Sagredo en France. On sait quelles calamités s'abattirent sur l'Angleterre en 1665 : peste de Londres, guerre avec la Hollande, rupture plus ou moins intermittente avec une France où commençait la politique du « prestige », affaire de l'évêché de Munster, qui semblait présager une reprise de la guerre de Trente ans. N'oublions pas non plus les conflits permanents dans la Méditerranée, toujours infestée par les pirates barbaresques. Là paraît le gouverneur d'Alger, Sagun aga Gayland (ou Gheiland), le « cruel ennemi des chrétiens », dont la mort fait espérer qu'il sera remplacé par « un chef moins barbare » (n° 5). On nous renseigne, enfin, sur les inquiétudes causées en Angleterre par la politique économique de Colbert. C'est en quelque sorte une chronique journalière de l'histoire européenne que nous donnent les analyses si substantielles des documents vénitiens étudiés par M. Hinds.

Ch. B.

— *Calendar of State papers. Domestic series*, 2 vol. Publ. par F. H. Blackburn DANIEL ; le premier allant de janvier à décembre 1682 (1932, viii-778 p. ; prix : 1 £ 17 s.) et le second du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 1683 (1933, Ibid., 447 p. ; prix : 1 £ 7 s. 6 d.). — En 1682, Charles II, délivré du chef des Whigs, Shaftesbury, gouverne en souverain absolu, c'est-à-dire sans Parlement. Ses principaux conseillers sont Laurence Hyde, récemment créé comte (*earl*) de Rochester, et le marquis de Halifax, lord du sceau privé. Le soulèvement conduit par le duc de Monmouth, fils bâtard de Charles II, fut réprimé par de hauts fonctionnaires, juges et lieutenants, chargés de la police dans les comtés ; on sait avec quelle rigueur le trop fameux Jeffreys fit punir les coupables (cf. *Rev. histor.*, t. CLXVIII, p. 147). Les affaires d'Écosse et d'Irlande tiennent aussi une place notable dans ce volume. Il y est même traité d'affaires extérieures : blocus du Luxembourg par Louis XIV (janvier-avril 1682) ; médiation pour une paix générale mise en avant par Charles II ; invasion de la Hongrie par les Turcs ; visite d'une ambassade du « roi de Fiez » en Angleterre (etc.). — Page 7 et à la table, il faut lire : le comte de Fiesque au lieu de *Feisque*.

Le tome II éclaire deux faits d'importance générale : l'un sur les suites du prétendu complot dit de Rye House, où figure en première ligne le duc de Monmouth, l'autre sur les préparatifs d'une expédition française en Irlande, au secours des catholiques opprimés, et dont le cardinal de Bouillon était le principal instrument. Dans le même temps, une flotte française menaçait les côtes de la « Barbarie », repaire de pirates et grand marché d'esclaves chrétiens. On pourrait çà et là signaler à l'éditeur, M. DARNIEL certaines imprécisions ou erreurs commises dans l'Index. Il se trompe (p. 62) sur l'endroit où devait avoir lieu une entrevue du cardinal de Bouillon avec les agents irlandais en France ; à « Trapp, for leagues from Versailles », qui est Trappes (Seine-et-Oise), et non la Trappe. M<sup>me</sup> la duchesse Mazarin [et non *Mazarine*, n° 290] est Hortense, fille du cardinal ; elle vivait alors à Londres d'une pension accordée par Louis XIV. Le joueur malheureux qui, en une nuit, perdit chez elle 6,000 l. à la bassette, était Louis Vasconcellos-Sousa, comte de Castelmelhor. Les *Mémoires* de Saint-Simon font connaître ce personnage. La duchesse de Portsmouth, maîtresse de Charles II, est appelée partout Louise de Querouaille ; l'orthographe de ce nom aurait fait frémir M. de Kerallain, qui, dans sa correspondance, le corrige (et il s'y connaissait) en Kerouazle.

A la même série *Domestic* appartient un autre volume (Ibid., 1933, xxx-602 p. ; prix : 1 £ 15 s.), qui occupe toute l'année 1698 et qui est publié par M. Edward BATESON. La paix de Ryswick venait d'être signée, mais il fallait de part et d'autre procéder au désarmement et rétablir des rapports réguliers entre Louis XIV et Guillaume III. Le principal négociateur fut, comme on sait, Willem Bentinck, devenu à cette époque Lord Portland. On n'a sans doute pas oublié qu'en 1926 et 1928 la correspondance de Guillaume d'Orange a été publiée par M. Japikse (cf. *Rev. histor.*, t. CLXII, p. 360), d'après les originaux conservés à l'abbaye sécularisée de Welbeck au comté de Nottingham, et dont ce lord était propriétaire. Or, le P. Record office possède aussi de nombreuses lettres du roi à son fidèle ambassadeur ; en conséquence, M. Bateson fut chargé de fondre les données dérivées de ces deux sources et, dans l'Introduction, il en a montré le très vif intérêt. Comme les négociations avaient lieu là où se trouvait Louis XIV (M<sup>me</sup> de Maintenon n'y paraît nulle part), Portland nous fait assister pour ainsi dire à ses entretiens avec le grand roi ; à l'occasion, il joint à ses dépêches des détails moins austères sur la cour de France, sur les chasses royales et aussi sur les rapports des Irlandais avec leur roi en exil.

La mission de Portland prit fin le 15 juin 1695. A partir de cette date, le *Calendar* cesse d'être comme une adaptation anglaise due à l'historien hollandais, et nous entrons sur un terrain nouveau. On y apprend beaucoup sur les affaires de France, sur le Maroc, sur Port-Mahon, « clé du commerce méditerranéen » (p. 381), sur la Compagnie anglaise d'Afrique (p. 169) ; ou bien encore sur les complots contre la vie de Guillaume d'Orange, sur les mesures prises contre l'athéisme, sur la création d'un service postal entre la France et l'Angleterre (p. 297-299), etc. Ch. B.

— *Calendar of Treasury books*. Publ. par William A. SHAW (Ibid., 4 vol. déjà parus : XI, avril 1696-mars 1697 ; XII, avril-septembre 1697 ; XIII, octobre 1697-septembre 1700 ; XV, août 1699-septembre 1700. Le tome XIV paraîtra plus tard. Une note en tête de chaque volume annonce qu'une introduction générale pour les tomes XI-XVII sera publiée à part). — Il n'est peut-être pas inutile de fournir quelques indications sommaires sur l'origine et l'organisation primitive du Trésor,



indications que nous empruntons d'ailleurs au *Guide to the public records* de M. Giuseppe (1923-1924). Le Trésor est issu de l'Échiquier, dont les comptes annuels étaient, au Moyen Age, transcrits sur des peaux de parchemin cousues bout à bout en forme de rouleaux et donc désignés par l'expression consacrée de *Rotuli pipae* ou *Pipe rolls*. Il s'en dégagea au cours du xvi<sup>e</sup> siècle, après la perturbation produite dans les finances royales par la rupture avec Rome et la confiscation des biens du clergé régulier. C'est le principal ministre d'Élisabeth, Lord Burghley, qui en fut le premier titulaire (1572) ; mais c'est seulement après la mort de Thomas Wriothesley, quatrième comte de Southampton (1667), que les livres du Trésor constituèrent des séries particulières avec des titres spéciaux correspondant aux bureaux où les actes étaient enregistrés (*entries*) et recopiés. De là, ce qu'on appela désormais les *Order books*, où étaient transcrites les ordonnances de paiement émanant soit du roi, soit du Conseil privé et expédiées sous le sceau de ce Conseil. Les transcriptions ou *Minutes* étaient ensuite adressées aux agents comptables (*tellers*) et recopiées de nouveau pour tenir lieu de garantie (de là l'expression *Warrants*) vis-à-vis soit des particuliers, soit des agents eux-mêmes. C'est seulement après ces manipulations que le payeur pouvait puiser à la caisse du Trésor et payer à son tour les ayants droit. On ne sera donc pas surpris de lire, au début de chacun des volumes mentionnés plus haut, que les documents sont extraits des *Order books*, ou des *Minutes*, ou des *Warrants*, sans compter d'autres fonds comme ceux d'Irlande et des colonies ou *Plantations*.

Inutile d'insister une fois de plus sur l'éminent service rendu par les tables des noms de personnes, de lieux et de choses. Elles portent sur les premières années de Guillaume d'Orange, d'ailleurs avec rappel sur des faits relatifs aux règnes antérieurs, notamment à Charles II et à sa malheureuse tentative pour remonter sur le trône en 1649 (XV, p. 110, 193) ; à Catherine de Bragance, femme du même Charles II, devenu roi (XII, p. 126, 128, 254, etc.) ; à Jacques II, le roi détrôné, et aux intrigues nouées pour sa restauration (XIII, p. 41, etc.). Il est intéressant de constater que Guillaume III assiste souvent au Conseil privé (XIII, p. 352, 371, 390, etc.). Nommons encore de simples particuliers, mais dont le nom appartient à la grande histoire : le célèbre architecte Chr. Wrenn, directeur des travaux publics (XIII, p. 126, 245, 383, etc.) ; Thomas Rymer, historiographe royal, inscrit « pour le travail fourni par lui afin de transcrire le texte des anciennes ligues ou traités conclus par la Couronne d'Angleterre et les autres nations » (XIII, p. 441) ; enfin, « last but not least », le trop fameux Titus Oates, pensionné pour le rôle qu'il avait joué dans le *Popish plot* en 1680. Le 15 juillet 1698, on lui rappelle que, « sur l'ordre de S. M., il recevra 500 £ pour payer ses dettes, plus 300 £ de rente annuelle pendant sa vie et celle de sa femme, sommes prises sur les recettes du *Post office* ; mais « il ne touchera plus rien des fonds secrets » (XIII, p. 103). — D'autre part, voici des paiements ou indemnités pour les huguenots français qui avaient pris du service sous Guillaume d'Orange (XII, p. 96, 131 ; XIII, p. 208, 225, 409, etc.). D'autres concernent les mines de cuivre et d'étain de Cornouailles (XII, p. 277 ; XIII, p. 36, 140), les Indiens des « Cinq nations » du Canada (XV, p. 337, 391). Nombreuses enfin sont les mentions relatives aux rapports avec l'« empereur » du Maroc (XV, p. 417) ; avec les deys d'Alger, de Tunis et de Tripoli (XII, p. 36, 198 ; XIII, p. 154, 159, 363 ; XV, p. 366, etc.) ; l'alcade de Tétouan (XV, p. 284) ; le rachat des chrétiens captifs, esclaves en Berbérie (XV, p. 33, 235, etc.). — Ch. B.

— *Calendar of State papers. Colonial Series : America and West Indies*. 2 vol., publ. par Cecil HEADLAM (le premier allant de janvier 1719 à février 1720 ; le second de mars 1720 à décembre 1721. Ibid., 1933, xli-435 et lxiii-588 p. ; prix : 1 £ 10 s. et 1 £ 15 s.). — Pour chacun de ces volumes, M. Headlam a écrit une introduction divisée en trois parties. La première présente un résumé des faits d'intérêt général, tels que les rapports avec la France et l'Espagne ; la seconde et la troisième sont réservées à la politique de l'Angleterre, d'une part avec ses colonies d'Amérique, de l'autre avec la vaste contrée à la fois continentale et maritime, alors appelée les Indes occidentales. Dans le texte imprimé, les documents suivent l'ordre chronologique. L'éditeur en donne la teneur originale, débarrassée seulement des indications de service. L'intérêt en est considérable. Notons, par exemple, ce qui concerne l'application du traité d'Utrecht, les limites contestées des territoires cédés par la France, la condition des colons français passés sous la domination anglaise, le rôle du chevalier d'Iberville, qui cherchait des compensations dans les vallées du Mississippi et de l'Ohio, ou bien dans les îles de la mer des Caraïbes : Montserrat et Nieves (en anglais : Niwis). Les rapports avec l'Espagne, pour les raisons économiques connues de tout le monde, tiennent aussi dans les deux volumes une place importante ; mais on s'attachera sans doute plus spécialement à l'histoire des colonies et provinces (on ne parlait pas encore d'États) d'Amérique possédées alors et gouvernées directement soit par des fonctionnaires royaux, soit par des « Lords propriétaires », dont la sévérité soulevait parfois des révoltes à main armée. Un long et très intéressant rapport, adressé au roi par le Conseil du commerce et des colonies (8 septembre 1721), dresse le cadre administratif des possessions de la Couronne (n° 654, p. 404-448). Il faut y joindre les instructions données au duc de Portland, gouverneur de la Jamaïque (10 décembre 1721, n° 744). N'oublions pas, d'autre part, le rôle joué soit par le chevalier d'Iberville et par le maréchal d'Estrées (dont le nom est à tort orthographié *Etree*s jusque dans l'index), soit par les Indiens restés fidèles à la France et l'activité de certains jésuites : deux d'entre eux, les PP. La Chaise et Raillé, sont qualifiés d'« incendiaires », ne cessant d'exciter les Indiens contre le gouvernement britannique (13 décembre 1721, n° 743).

Ch. B.

— *Journal of the Commissioners for trade and plantations*. Janvier 1749-1750 à décembre 1753 (2 vol., publ. par M. LEDWARD. Ibid., 1932, iv-503 p. et iv-473 p. ; chacun des deux au prix de 1 £ 12 s.). — Sur ces Journaux sont consignés les délibérations et autres actes des commissaires, dont le rôle avait pour objet de « favoriser le commerce du royaume, de surveiller et faire prospérer les colonies de S. M. en Amérique et ailleurs ». Quatre de ces journaux remplissent le premier des volumes marqués plus haut. On ne saurait tenter d'en indiquer ici, même sommairement, la multiple importance. La rivalité de l'Angleterre avec la France et l'Espagne s'y manifeste par une âpreté qui demeure cependant pacifique, dans l'Amérique du Nord, le Canada, les Bahamas, les Bermudes, la Jamaïque, ainsi que sur les côtes africaines : Berbérie du Nord, Alger et Tunis. La piraterie, le commerce et le rachat des esclaves sont souvent mentionnés. Le premier volume contient (p. 128-139) un tableau général des colonies. — Dans le suivant, la Nouvelle-Écosse (Acadie française) occupe une place considérable, ainsi que les Indiens des Cinquations ; mais les érudits français iront sans doute de préférence chercher les passages concernant ce qui est aujourd'hui l'Afrique française et l'île de Tabarca,

dont l'acquisition par les Anglais (lit-on p. 203) serait si utile pour la pêche au corail, enfin celle de la Corse, si importante pour le trafic avec Livourne (p. 203). Les négociations pour un traité de commerce avec le roi de Prusse, qui nous amènent au début de la guerre de Sept ans, sont analysées avec une grande minutie.

Ch. B.

— Basil WILLIAMS. *The Edinburgh source-book for British history 1603-1707* (Londres, Maclehose, 1933, in-12, vii-118 p. ; prix : 2 s. 6 d.). — Le titre de ce petit livre surprend à première vue ; il semble qu'il y ait contradiction entre ces deux termes : *Edinburgh* et *British history*. En fait, c'est un manuel destiné à faire connaître aux étudiants écossais les éléments essentiels de l'histoire et surtout des institutions de la Grande-Bretagne au temps des Stuarts, puisqu'il commence à l'avènement de Jacques VI d'Écosse au trône d'Angleterre (1603) et se termine à l'acceptation par la reine Anne du traité d'union entre les deux royaumes (1<sup>er</sup> mai 1707). Le texte de ce traité, du moins de ses plus importants articles, termine l'ouvrage. La bibliographie, réduite au strict nécessaire, indique uniquement les recueils imprimés d'où ils sont tirés. — Sur la couverture, une indication du libraire annonce *An historical survey of Scottish literature to 1714*, par Agnes Meere MACKENZIE (10 s. 6 d.).

Ch. B.

— Le n° XXII de l'*Annual Bulletin of historical literature*, publié par la *Historical Association* (Londres, Bell, 1933, 121 p. ; prix : 1 s. 6 d.), est composé comme suit : 1<sup>o</sup> Ouvrages d'un caractère général et d'orientation bibliographique, par R. G. D. LAFFAN. — 2<sup>o</sup> Antiquité distribuée en trois périodes : la première jusqu'en l'an 44 av. J.-C., par E. H. WARMINGTON ; la seconde, de l'an 44 à 500, par J. H. BAXTER. Une troisième période sur le pré-Moyen Âge, de 500 à 1200, n'a pas pu être terminée à temps pour occuper sa place dans le livre. — 4<sup>o</sup> Histoire du Moyen Âge, de 1200 à 1500, par C. H. WILLIAMS. — 5<sup>o</sup> Le xvi<sup>e</sup> siècle, par Anthony STEEL. — 6<sup>o</sup> Les xvii<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècles, de 1603 à 1789, par Andrew J. BROOWNING. — 7<sup>o</sup> Histoire des colonies et de l'Amérique, où sont classés à part l'Empire britannique, le Canada britannique, les colonies d'Amérique, l'Afrique et les Indes, enfin les États-Unis, à qui une place d'honneur est faite, par W. L. BURN. — 8<sup>o</sup> Le xix<sup>e</sup> siècle jusqu'en 1870, où sont classées à part la France et l'Allemagne, par E. L. WOODWARD. — 9<sup>o</sup> La « dernière phase » de 1870 à 1932, par Harold TEMPERLEY. — Puisque le livre commence par une liste, très courte d'ailleurs, d'erreurs relevées dans le n° XX du *Bulletin*, on pourra, dans le prochain, signaler quelques menues fautes commises ici dans l'Index : Dupont-Ferrier, *Le mécanisme des finances extraordinaires de la France* ; *Faidherbé* (exactement Faidherbe) ; Martin-Chabot, *Le chanson de la croisade albigeoise* ; si l'on admet parmi les livres français du xvi<sup>e</sup> siècle la *Chronique du règne de Charles IX*, par Mérimée, il faut bien indiquer que c'est un roman, non un livre d'histoire.

Ch. B.

— Robert Newton CUNNINGHAM. *Peter Anthony Motteux, 1668-1718. A biographical and critical study* (Oxford, Basil Blackwell, 1933, x-217 p. ; prix : 8 s. 6 d.). — Le travail de M. Cunningham est clair et solide. L'exposé suit à peu près l'ordre chronologique et n'a pas besoin de s'en écarter beaucoup pour présenter séparément Motteux sous ses aspects de journaliste-romancier, de traducteur, d'auteur comique, de librettiste et de poète. En isolant chacune de ces activités de polygraphe, l'auteur la situe dans l'époque par rapport à des tentatives semblables de

prédécesseurs, de contemporains et d'imitateurs; l'analyse en est méthodique, exhaustive, nourrie d'abondantes citations. L'attribution à Motteux de certaines œuvres est débattue de telle façon que l'on peut faire confiance à M. Cunningham; il donne, en effet, impartialement et à loisir les arguments en sens contraire et ne se prononce pas toujours. La même méthode, qui fait le principal mérite de l'exposé, se retrouve dans plusieurs jugements littéraires bien motivés, notamment sur les traductions faites par Motteux. La sagacité et l'industrie de l'auteur sont attestées au surplus par une bibliographie largement et minutieusement comprise, où sont utilisées entre autres les archives de la Seine-Inférieure, du British Museum, de la Bodléienne et du Public Record Office.

Par elle-même, l'histoire de ce huguenot poussé par sa conscience à s'exiler, contraint de s'ingénier pour vivre, auteur assez piètre et bon traducteur, passé de la littérature au négoce et finissant dans une aventure louche, ne manque pas d'intérêt anecdotique. Ses traductions de Rabelais, de Cervantès et de Malebranche, sa contribution au développement du journalisme anglais et la part prise par lui à l'introduction de l'opéra italien en Angleterre, le signalent en passant à l'attention des comparatistes, des historiens littéraires et sociaux de la Restauration et du temps de la reine Anne. Il fallait sans doute que ce livre fût fait. On est heureux qu'il le soit bien.

J. VALLETTE.

— R. H. MOTTRAM. *East Anglia. England's eastern province* (Londres, Chapman et Hall, 1933, XIII-357 p., 18 illustr.; prix : 8 s. 6 d.). — C'est une sorte de guide du touriste dans cette région de l'Angleterre intéressante surtout par son contact avec la mer. Dans le titre, l'auteur emploie le terme de province parce qu'elle appartient à plusieurs comtés qui en forment la ceinture; mais on n'en distingue pas nettement le caractère géographique et, comme il manque une carte, on s'y perd facilement. Beaucoup de faits sont notés le long des routes qui traversent le pays et sans autres relations entre elles que leur suite sur le terrain même. Le livre est divisé en sept chapitres et chacun d'eux est annoncé par un titre qui, trop souvent, ne permet pas de deviner ce qu'il contient; ainsi dans le chapitre IV, intitulé : Bateliers et régicides, on est renseigné abondamment et de plaisante façon sur les mœurs des bateliers qui font le service sur les eaux des estuaires et des ports; mais, en fait de régicides, on y trouve en quelques lignes une mention unique de Cromwell (p. 193). Le tout est à l'avenant. L'historien qui s'intéresse aux institutions locales, au commerce, à l'industrie, pourra faire une petite provision de renseignements utiles; mais il en voudra à l'auteur de ne mettre à sa disposition ni une bibliographie précise, ni un bon index.

Ch. B.

— Sir Charles R. PEERS. *Middleham castle* (Londres, H. M's Stationery Office, 1933, 11 p.). — Le château de Middleham, au comté d'York, fut, après la Conquête, attribué à Alan le Rouge, parent du duc de Bretagne; il passa ensuite en diverses mains, entre autres celles du comte de Warwick, le Faiseur de rois. Les ruines en sont encore aujourd'hui assez imposantes pour que le Comité pour la protection des monuments historiques ait accepté d'en assurer la protection. Dans la plaquette rédigée par Sir Charles R. Peers, inspecteur en chef des monuments anciens, on trouvera, outre une liste des différents propriétaires depuis le XI<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours, une description scientifique du château et un plan détaillé où se détachent nettement les constructions qui l'ont entouré du XIII<sup>e</sup> siècle au XV<sup>e</sup>. — Sir Charles a donné, dans la même collection, une brève description du château de Porchester

(*Porchester Castle, Hampshire*. Ibid., 10 pages). Ce château fut élevé vers le milieu du XII<sup>e</sup> siècle sur l'emplacement d'une ancienne forteresse romaine construite pour défendre l'entrée de la rivière de Portsmouth ; désaffectée à l'époque moderne et transformée en prison au temps de la guerre de Crimée, elle a été classée comme monument historique en 1926. Deux cartes, dont l'une sur grande échelle, permettent de suivre avec fruit la description de la forteresse faite par Sir Charles.

**Italie.** — Gioacchino VOLPE. *La storia degli Italiani e dell'Italia* (Milan, Treves, 1933, in-8°, 347 p. ; prix : 15 lire). — Livre de vulgarisation, à l'usage de la jeunesse, écrit de façon agréable. L'auteur se borne à exposer quatre grandes périodes : 1<sup>o</sup> l'enfance et la jeunesse de l'Italie, c'est-à-dire la Rome ancienne, le Moyen Age et la Renaissance ; 2<sup>o</sup> comment l'Italie conquiert son indépendance et son unité ; 3<sup>o</sup> croissance de l'Italie dans les arts de la paix ; 4<sup>o</sup> l'Italie, en marche vers la grandeur, depuis la guerre mondiale. Dans cette dernière partie, une large place est faite aux exploits des Italiens pendant cette guerre. Puis c'est la révolution fasciste, dont on décrit les bienfaits ; il s'agit de montrer que tout est pour le mieux, sous la meilleure des dictatures... De nombreuses illustrations embellissent le volume.

H. S.

— A l'occasion de son congrès de 1932, la *Società nazionale per la storia del Risorgimento italiano* a publié un opuscule intéressant sur son développement depuis 1906, sous le titre de *XXV anni di vita della S. N. per la storia del Risorgimento* (Roma, Consiglio centrale della Società [1933], in-8°, 78 p., nombreuses reproductions photographiques). On sait précisément que l'année 1932 semble avoir marqué une nouvelle orientation de la vie de la Société, désormais davantage contrôlée par le chef du gouvernement, dont une curieuse photographie suit immédiatement celle du roi en tête du volume. A la notice générale sur la Société ont été jointes de plus courtes notices, signées, celles-là, sur les différents comités régionaux, dont l'œuvre historique a été si remarquable au regard de l'histoire du Risorgimento.

G. B.

**Pays-Bas.** — Stanislaus VON DUNIN BORKOWSKI, S. J. *Spinoza*. T. II : *Aus den Tagen Spinozas ; Geschehnisse, Gestalten, Gedankenwelt*. I Teil : *Das Entscheidungsjahr 1657* (Münster i. W., Aschendorff, 1933, in-8°, 495 p. ; prix : 20 mk.). — Le présent volume est le second d'un grand ouvrage en quatre tomes que l'auteur veut consacrer au philosophe Spinoza. Le premier, intitulé *Der junge De Spinoza*, a été publié il y a déjà longtemps ; celui-ci est le fruit de longues et patientes recherches. Il est « centré » autour de l'année 1657, que le P. Dunin Borkowski considère comme « l'année décisive », Spinoza, en effet, vient d'être excommunié par la synagogue d'Amsterdam ; il doit s'exiler ; il va fréquenter de nouveaux cercles intellectuels ; il va parfaire son éducation politique et envisager de nouveaux points de vue philosophiques. L'auteur, servi par une grande érudition, nous donne d'abord beaucoup de renseignements sur l'éducation politique de Spinoza, sur l'influence qu'a pu exercer sur son esprit la politique de Jean de Witt. Il faut signaler encore des pages intéressantes et des vues suggestives sur les relations de la politique, de l'histoire et de la philosophie.

Une bonne partie du volume est consacrée aux ouvrages, surtout philosophiques, qui ont paru en 1657 ou aux environs de cette date, et qui ont pu agir d'une façon quelconque sur l'esprit de Spinoza. Mais, pour pas mal d'entre eux, l'auteur ne



parvient pas à préciser cette action, ni même à savoir d'une façon positive si Spinoza les a seulement lus ; on peut donc, à cet égard, lui reprocher trop peu de sobriété. Mais on trouvera des pages intéressantes sur la correspondance de Descartes — publiée précisément en 1657 — sur les œuvres de Paul Voët, d'Henri de Roy (Regius) et quelques autres contemporains, qui ont certainement attiré l'attention du grand philosophe. La dernière partie du volume est relative au *Korte Verhandelng* de Spinoza, qui fut longtemps inédit. Le P. Dunin Borkowski l'étudie à la lumière de la philosophie de l'époque et sous ses divers aspects ; il montre combien ses conceptions diffèrent de celles que l'on trouve dans l'*Éthique*. Certaines de ces pages témoignent d'une grande érudition philosophique, mais que l'on ne saurait apprécier ici. Un chapitre est intitulé *Spinoza als Barockphilosoph* ; l'auteur s'efforce de montrer que la philosophie spinoziste est en relation avec l'art et la littérature de l'époque de la Contre-Réforme, art et littérature dénommés *baroques* en Allemagne. Sa démonstration ne nous a pas semblé bien probante ; elle nous a fait involontairement penser un peu au sens français du mot « baroque ». Des notes nombreuses et fort savantes sont rejetées à la fin du volume. Henri SÉZ.

**Pologne.** — Dr Wacław SOBIESKI. *Der Kampf um die Ostsee, von den ältesten Zeiten bis zur Gegenwart* (Leipzig, 1933, in-8°, 268 p.). — La question de la Baltique a été, tout naturellement, très étudiée par les historiens polonais contemporains. Mais, parmi ceux qui y ont consacré une bonne part de leur activité, il faut mettre au premier plan le professeur Sobieski, de l'Université de Cracovie. Il a, récemment, publié un volume où l'on trouvera le meilleur exposé d'ensemble de la question, sous le titre : *Der Kampf um die Ostsee* (Le combat pour la Baltique). Il l'a, en effet, écrit en allemand et mis en dépôt chez un éditeur de Leipzig. Nous ne sommes pas très surpris que l'édition ait été saisie, après l'établissement du régime hitlérien, et interdite en Allemagne.

Le livre du professeur Sobieski n'est pourtant pas un ouvrage de polémique. Il est écrit par un historien, qui garde le ton impartial de l'histoire et qui permet, par des références précises, de contrôler toutes ses assertions. Il étudie, dans les divers chapitres de son livre, le peuplement de la Poméranie ; l'établissement des Teutooniques en Prusse et la lutte des rois de Pologne contre l'Ordre allemand ; les conflits entre la Pologne, les Hohenzollern et la Suède ; le régime prussien en Poméranie (Prusse royale ou Prusse occidentale des Allemands) sous Frédéric II et ses successeurs. Le livre se termine par un court chapitre, *Après la guerre mondiale*, où l'auteur indique la répartition des nationalités dans le territoire que le traité de paix a restitué à la Pologne.

Les études personnelles du professeur Sobieski ont porté tout particulièrement sur le xvii<sup>e</sup> siècle. On ne s'étonnera donc pas que les pages de son livre qu'il a consacrées au temps de Jean-Casimir et à celui de Jean Sobieski soient parmi les plus intéressantes.

Au récent Congrès international d'histoire de Varsovie, dans une communication remarquée sur *La politique baltique de Mazarin et l'opposition qu'elle a suscitée en France*, M. Sobieski a étudié de très près l'intervention de Mazarin dans la guerre du Nord, en 1655 et 1656. Il a montré à quel point cette politique était affranchie de toute préoccupation catholique, puisqu'elle visait à unir la Suède et le Brandebourg contre la Pologne, même au prix de la sécularisation de l'évêché de Warmie. Il est vrai que Mazarin, attaqué, comme autrefois Richelieu, par les catholiques,

et tout particulièrement par la sœur de la reine Louise-Marie, Anne de Gonzague, dut battre en retraite et recommander à d'Avaugour, son envoyé auprès de Charles-Gustave, de ne « faire aucune liaison contre le roi de Pologne » avant que la guerre fût terminée. Le roi de France, lui écrivit-il, doit penser avant tout, en raison de « sa conscience et de sa piété », à la protection des catholiques. Ce fut seulement quand la reine de Pologne eut conclu avec l'Empereur l'alliance étroite du 27 mai 1657 qu'il traita la Pologne en ennemie ; quitte, d'ailleurs, à ressaisir un peu plus tard Louise-Marie, en lui offrant de marier sa nièce avec un prince français. L'étude que M. Sobieski a résumée en quelques pages pour les actes du Congrès est une contribution aussi utile à la connaissance de la politique mazarine en Allemagne qu'à celle des rapports entre la Pologne et le Brandebourg. G. PAGES.

**Histoire économique.** — E. D. MAC CALLUM. *The Iron and Steel Industry in the United States* (Londres, King et fils, 1931, 333 p., nombreux tableaux ; prix : 12 s. 6 d.). — Ce livre a été écrit par l'auteur après un séjour d'un an aux États-Unis, en qualité de boursier (1927-1928). C'est une bonne étude de géographie économique et d'histoire sociale.

La première partie fournit tous les renseignements nécessaires sur la production générale et locale du minerai, de la fonte et de l'acier. Elle montre ainsi l'épuisement des gisements de l'Est (1 1/3 %), alors que le Sud et le bassin du lac Supérieur extraient respectivement 10 % et 85 % du total. Aussi voit-on s'accuser le lent déclin de la production en fonte de l'Est (8 %) de la région de Pittsburgh (aujourd'hui 39 %), les lents progrès des usines riveraines des Grands Lacs (38 %) et la stagnation relative du Sud (11 %). Parfois le lecteur désirerait voir plus clairement se dégager les causes géographiques et humaines de la répartition des industries. Par contre, le second chapitre (p. 58-88) explique fort clairement les procédés techniques de fabrication.

Les chapitres suivants constituent une instructive étude d'histoire économique et sociale. L'auteur insiste particulièrement sur la formation et l'évolution des cinq grands producteurs d'acier (70 % du total), mais aussi sur les limites de l'efficacité technique de la concentration, qui diminue quand les trusts dépassent certaines dimensions et comptent plusieurs années d'existence. « Il est improbable qu'une grande économie dans le prix de revient ait résulté de la concentration dans les industries de l'acier, surtout dans les cas d'amalgamations fédérales de grandes compagnies autarchiques. Toutes les économies réelles furent faites aussitôt après l'Union » (p. 159). Le livre se termine par une intéressante étude des débouchés intérieurs (automobiles, 18 % ; chemins de fer, 17 % ; construction, 16 1/2 %) et extérieurs (6/10 de l'exportation — d'ailleurs faible — sont dirigés vers les autres États américains, 1/4 vers l'Extrême-Orient, 1/8 vers l'Europe). M. Mac Callum explique le mécanisme des ventes intérieures, le rôle du marché d'Anvers (p. 203). Enfin, il se préoccupe des principaux aspects du problème du travail : du recrutement et de l'apprentissage des ouvriers (ici on souhaiterait plus de précisions), de la faiblesse des Unions syndicales, des rapports entre le niveau des salaires et le coût de la vie. Sur ce point, son témoignage s'oppose à celui de M. Dubreuil (Standards). M. Mac Callum croit « que la plupart des ouvriers de l'acier ne travaillent pas plus de quarante-cinq semaines l'an » (p. 240) « et que leur niveau de vie est bas » (un ouvrier non qualifié qui gagne 1,125 dollars en dépenserait au moins 1,800 pour faire vivre décemment une femme et trois enfants).

Le témoignage de M. Mac Callum, appuyé surtout par des documents officiels, est éclairé, clairvoyant et indépendant ; mais ne manque point d'indiquer discrètement les réserves qui s'imposent.

E. PRÉCLIN.

— Otto RÜHLE. *Karl Marx* (Paris, B. Grasset, 1933, in-16, 423 p. ; prix : 18 fr.). — Intéressante biographie de Karl Marx, fondée sur une sérieuse documentation (plus d'un texte important est même cité intégralement), mais malheureusement dépourvue de toute référence, comme de toute bibliographie. Dans une première partie, M. Otto Rühle insiste particulièrement sur la formation philosophique de Marx, sur son hégélianisme, son activité comme journaliste dans les pays rhénans, son séjour à Paris et à Bruxelles, l'élaboration du *Manifeste communiste*, son rôle pendant la Révolution de 1848, son exil à Londres. Puis, à partir de 1850, c'est la préparation de la grande œuvre, du *Capital*, et la fondation de l'Internationale. La lutte contre Karl Marx et Bakounine est bien exposée aussi, les causes en ont été judicieusement discernées.

Le volume est surtout une apologie de l'œuvre doctrinale du grand théoricien ; toute objection, toute critique qu'on peut lui adresser est passée sous silence. A lire M. Otto Rühle, il semble que la conception marxiste, expression de la vérité même, soit sortie tout armée de ce puissant cerveau, qu'il ne doive rien à d'autres théoriciens. Aussi ne parle-t-on que d'une façon assez méprisante des socialistes de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, taxés d'utopisme ; leur socialisme n'était qu'« un tissu de rêves et de désirs », « une œuvre d'humanité et de philanthropie, une création de leur bon cœur, de leur noble zèle, de leur conscience pure ».

En cela, l'auteur suit aveuglément son « héros », dont, d'autre part, il reconnaît les injustices, l'intransigeance et l'esprit autoritaire, le caractère jaloux et aigri. A Londres, on nous le montre se débattant contre la misère, « tapant » inlassablement ses amis et notamment le généreux Engels. Il se croit en possession de la « vérité » et ne peut supporter la moindre contradiction.

Appréciant le caractère de Marx, M. Rühle estime qu'il s'explique, tout à la fois, par sa mauvaise santé (maladies d'estomac et de foie, qui rendent grognon), par son origine juive « ressentie comme une tare sociale » et par « son rôle d'aîné », sur lequel ses parents fondaient de grandes espérances. Mais la faiblesse de Marx « est en même temps sa meilleure force ». Voulant réagir contre sa destinée, il a déployé une étonnante force de volonté, servie d'ailleurs par d'admirables dons intellectuels. Théorie, il faut l'avouer, qui paraît quelque peu bizarre. L'auteur voit plus juste lorsqu'il déclare que « la formidable importance » du marxisme ne tient pas surtout à l'homme, ni même à son œuvre ; elle résulte plutôt du fait que « Marx a donné sa doctrine au prolétariat » à un moment décisif pour lui. — Henri SÉE.

— Francis DELAISI. *La bataille de l'or* (Paris, Payot, 1933, in-8°, 170 p. ; prix : 15 fr.). — Ce petit volume, comme tous les ouvrages de M. Delaisi, est fort alerte et suggestif. Il traite d'une question tout à fait actuelle : le détraquement, en ces dernières années, de l'appareil monétaire, conséquence de la guerre mondiale et de tous les événements qu'elle a provoqués. « Avant la guerre, Londres était le grand marché financier du monde, car elle exerçait la fonction de *clearing* suprême. » En 1919, c'est Wall Street qui tend à prendre sa place. Malgré tous les sacrifices consentis par les Anglais à leur finance, voici qu'en septembre 1931 la livre sterling succombe. Mais M. Montagu Norman dressa un plan très ingénieux pour la redresser, en créant un appareil nouveau, l'*Equalization Fund*, qui va permettre à la City de

« redevenir un grand marché de devises ». Puis vient la crise bancaire, toute récente, des États-Unis. C'est alors que le gouvernement anglais propose la réunion de la grande Conférence économique et monétaire de Londres, de juillet 1932, dont on sait l'insuccès. C'est qu'il y a lutte entre le « bloc-or » et le « bloc-sterling ». D'où proviennent tous ces échecs? M. Delaisi en indique judicieusement la raison essentielle; c'est que le personnel technique et le personnel politique « visent à établir non une reprise générale des affaires, mais à modifier ou maintenir des rapports de forces entre les États ». En un mot, il y a trop peu d'esprit international pour résoudre des questions qui sont au premier chef internationales. — Sur ce, M. Delaisi se hasarde à proposer, lui aussi, un plan de restauration monétaire, qui semble fort ingénieux, mais qu'il ne nous appartient pas de discuter. Henri SÉE.

**Histoire religieuse.** — Alfred LOISY. *Mémoires pour servir à l'histoire religieuse de notre temps*. T. III : 1908-1927 (Paris, Nourry, 1931, 607 p.). — Nos lecteurs connaissent déjà le tome III des *Mémoires pour servir à l'histoire religieuse de notre temps* de M. Alfred Loisy. Il se rapporte à la période 1908-1927, c'est-à-dire au temps où M. Loisy enseigna l'histoire des religions au Collège de France et à l'École des Hautes-Études. Il apporte donc — et c'est à ce titre que nous en signalons ici l'utilité, en même temps que la sincérité minutieuse — des éléments non négligeables aux historiens futurs de l'enseignement supérieur au début du xx<sup>e</sup> siècle. Il y a, croyons-nous, peu d'exemples d'une confusion intellectuelle aussi détaillée et scrupuleuse que celle donnée ici par M. Loisy. Il importe de voir dans la *Revue historique* de janvier-février 1932 l'important article de M. Charles Guignebert. R. G.

— *Cahiers juifs*, n<sup>os</sup> 5 et 6, septembre-novembre 1933 (Alexandrie et Paris, in-8°, 388 p.). — Les *Cahiers juifs* de septembre-novembre 1933 sont consacrés à « L'apport des Juifs d'Allemagne à la civilisation allemande ». Une trentaine d'articles étudient cet apport dans les domaines les plus divers, depuis la politique et la vie sociale, la littérature, la philosophie, les sciences et les arts jusqu'aux finances, au journalisme, ou même aux sports. Quelques-uns sont des protestations indignées, mais d'une indignation toujours contenue et d'autant plus émouvante. D'autres sont des études objectives, où se trouvent réunies bien des indications qui seront utiles aux historiens. Un article signé « Observer » donne la conclusion du volume sous le titre : « Inventaire. » Dans cette conclusion, l'auteur ne résume pas seulement les traits essentiels de l'apport juif; il s'interroge aussi sur les raisons profondes de la « rupture » entre l'Allemagne et les Juifs. Il proteste une dernière fois contre l'accusation portée contre l'esprit juif d'être essentiellement désorganisateur et destructeur. Il montre que cet esprit tend vers l'unité de l'humanité entière. « C'est », écrit-il, « au nom de l'affranchissement de l'homme par l'humanité pure que ce peuple, en vertu de sa nature messianique, cherche sans cesse à subordonner le naturel à la raison policée, à écarter l'arbitraire et à conjurer l'injustice. A la libération de l'humanité est liée sa propre liberté. » G. P.

— Émile SCHREIBER. *Cette année à Jérusalem. A travers la Palestine juive* (Paris, Pion, 1933, in-16, 225 p.; prix : 12 fr.). — L'auteur a voyagé récemment en Palestine et s'est livré à une enquête sérieuse sur la colonisation juive; il nous dit en toute sincérité ce qu'il a vu et nous rapporte bien des conversations intéressantes de gens compétents. Il montre nettement que la colonisation est surtout l'œuvre

du sionisme, dont l'animateur a été Théodore Hertzl, un véritable apôtre. Elle avait déjà commencé avant la guerre mondiale, mais elle devint surtout active à partir de 1919, lorsque l'Angleterre eut reçu le mandat palestinien.

La colonisation juive s'est heurtée à un double obstacle : l'existence d'une population arabe relativement nombreuse et la stérilité du sol. Les Juifs, venus pour la plupart de l'Europe orientale et centrale, ne se découragèrent pas. Ils fondèrent un centre urbain important, aux portes de Jaffa, Tel-Aviv, et créèrent des colonies agricoles. C'est vraiment un phénomène curieux, et même « le côté grandiose du sionisme », comme le dit M. Schreiber, que ce retour à la terre d'hommes qui, pour la plupart, depuis des siècles, vivaient de la vie urbaine. Un fonds dit « national juif » (*Keren Kayemeth*) se chargea d'acheter et de mettre en valeur des terres ; une institution-sœur, le « Fonds de construction » (*Keren Hayessod*), procura aux colons l'argent nécessaire pour la construction des fermes et des habitations. Nombre d'écoles d'agriculture, fort bien organisées, ont été instituées. M. Schreiber décrit aussi de façon vivante les diverses sortes de colonies agricoles : capitalistes, coopératives, collectivistes. Les résultats de la colonisation ont été souvent remarquables et la situation économique de la Palestine juive est des plus satisfaisantes ; le pays est une des rares régions qui n'aient pas à souffrir de la crise économique. Le seul point noir, c'est l'hostilité de la population arabe, qui s'est manifestée d'une façon éclatante lors de l'insurrection de 1929.

L'un des grands dangers pour la Palestine juive, c'est la sorte de paradoxe qu'elle constitue, et que met en lumière un de ses ardents défenseurs, M. Edwin Samuel, fils de Sir Herbert Samuel (qui fut haut-commissaire anglais) ; c'est que les colons sont des Européens transplantés, hommes d'énergie et de foi, mais qui valent surtout parce qu'ils représentent la civilisation occidentale, et dans ce qu'elle a de meilleur. Il se sont dévoués à un idéal, national plus que religieux, car la plupart d'entre eux ne croient guère à la religion juive. Ils ne constituent même pas une race, car en réalité il n'existe pas de race juive (M. Schreiber a été frappé par la variété des types). Ils ont pris comme langue officielle l'hébreu, mais ils ne parlaient pas cet idiome, uniquement consacré aux cérémonies du culte. On peut se demander si cet idéal suffira pour maintenir la cohésion des colons juifs et si la mollesse de l'Orient n'aura pas raison finalement de l'énergie de ces Occidentaux. Il est vrai que les persécutions de l'Allemagne hitlérienne déterminent un nouvel afflux d'émigrants actifs et doués de qualités remarquables. M. Schreiber a écrit aussi des pages intéressantes sur la politique anglaise et sur les partis politiques juifs. On lira avec grand intérêt ce livre de bonne foi, impartial et humain.

Henri SÉE.



## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

### FRANCE

**Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.** — *Notices et extraits des manuscrits*, t. XLII. — Ce volume contient deux mémoires. Le premier, par Louis ROYER et Antoine THOMAS, contient le texte de la *Somme du code*, de Justinien, texte dauphinois de la région de Grenoble, publié d'après un manuscrit du XIII<sup>e</sup> siècle appartenant à la bibliothèque du château d'Uriage. Il y a été découvert par M. Royer, archiviste du département de l'Isère. Il fait partie d'un groupe de manuscrits rédigés en provençal, en français, en latin et en castillan. M. Fitting et Suchier en ont donné en 1891 le texte provençal ; M. Royer montre que le manuscrit d'Uriage a été composé non d'après le texte provençal, mais d'après une traduction latine représentée par un manuscrit de Tortose. Les versions française et castillane dérivent, au contraire, du texte provençal. La version dauphinoise apporte une nouvelle preuve de l'importance du Code pour la diffusion du droit romain dans le sud-est de la France. L'étude linguistique du texte est l'œuvre de M. Antoine Thomas. Un glossaire occupe les pages 100-137. — Le second des mémoires est l'œuvre de M. Arthur LANGFORS, intitulé : *Notice des manuscrits 535 de la Bibliothèque municipale de Metz et 10047 des Nouvelles acquisitions du fonds français de la Bibliothèque nationale*. Elle est suivie de cinq poèmes français sur la Parabole des quatre filles de Dieu. Cette Parabole a son point de départ dans le verset 11 du psaume LXXXIV. En appendice, un « Excursus bibliographicus » sur le *Château d'amour* de Robert Grossetête, le *Dialogus* d'un poète normand et la *Vie de Tobie*, attribuée à Guillaume, clerc normand, poème en vers octosyllabiques composé à la demande de Guillaume, prieur de Kenilworth. = Comptes-rendus des séances de l'année 1911. *Bulletin* de juillet-octobre. Alexandre MORET. La stèle de Napata ; nouvelles données des campagnes de Toutmès III contre les Mitanniens (d'après les fouilles dirigées de 1915 à 1920 par M. G. Reisner ; le plus beau morceau est une stèle inscrite dont M. Reisner a publié une traduction très soignée, mais sans commentaire. C'est ce commentaire que donne ici M. Moret. Les Mitanniens, dit-il, « étaient les principaux agents des coalitions en Nâharina et Canaan, qui ont eu pour conséquence l'invasion des Hyksôs en Égypte et la contre-attaque des Thoutmès en Canaan ». — Gabriel MILLET. La mission archéologique du P. Mécérien dans l'Antiochène (ces fouilles avaient pour objet de dégager les ruines de deux églises : celles de Saint-Thomas et de Saint-Syméon-le-Jeune sur la rive droite de l'Oronte, entre Antioche et la mer). — Id. L'église patriarcale du Péć ; recherches et travaux de conservation (par un archéologue bulgare, Georges Bošković ; son architecture et ses peintures, qui datent du XIII<sup>e</sup> siècle). — Paul COURTEAULT. Note sur une statue gallo-romaine trouvée devant Bordeaux, dans le lit de la Garonne. — Le R. P. POMBARD. Rapport sur le résultat de ses recherches sur le « limes » romain de Syrie

(elles font connaître une organisation militaire fondée sur une connaissance approfondie des conditions géographiques et politiques du pays ; elles suivent la trace de Rome dans le désert de Syrie). — A. BLANCHET. Deux trésors d'argenterie inédits découverts en Gaule (nous ne les connaissons que par la correspondance de Peiresc ; l'un d'eux était mêlé de bijoux d'or et de monnaies. Tous ont disparu). — Abel LEFRANC. La découverte des restes de Ronsard (ce sont bien eux qui ont été retrouvés dans le chœur de l'église prieurale de Saint-Cosme, près de Tours, en 1933). — LÉON LABANDE. Histoire de la fondation de la bourgade de Monaco. — J. CARCOPINO. Chronologie de Jules César (il naquit en 101 et fut élu consul en 59). — Émile ESPÉRANDIEU. Une plaque de bronze trouvée dans les fouilles d'Alésia (où sont figurées les divinités des jours de la semaine).

**Anjou historique.** 1933, juillet (avril ne nous est pas parvenu). — Le « Sacre » d'Angers (description de cette procession établie « pour détester publiquement l'hérésie de l'archidiacre Bérenger, lequel a le premier dogmatisé contre le saint sacrement » ; cet hérésiarque était l'élève de Fulbert de Chartres). — L'enseignement primaire à Angers, 1718 (mandement de Mgr Poncet de La Rivière destiné à exclure des fonctions d'enseignement les maîtres suspects de jansénisme). — La dernière abbesse de Fontevault (M<sup>me</sup> de Pardaillan d'Antin, désignée en 1765). — M. Delorme, député de Maine-et-Loire (1744-1822). — Trois chefs vendéens : Barbot, Cheton, Palierne (notes biographiques). — L'Université d'Angers en 1772. — Les prisonniers d'Angers transférés à Doué-la-Fontaine (29 novembre-5 décembre 1793 ; récit composé en 1821 par M. du Réau de La Gaignonnière, qui fut un des prisonniers). — Le département de Maine-et-Loire en 1833 (rapport du préfet Barthélemy en date du 29 juillet 1833). — M. Allereau, curé de Notre-Dame de Chemillé, 1830-1888. — Inauguration de l'hôpital de Chalonnes-sur-Loire, en 1852. — 20 octobre. Notre-Dame du Marillais (mention des auteurs qui, depuis le 1<sup>er</sup> siècle, ont parlé de ce pèlerinage, le plus ancien de l'Anjou). — Les médecins d'Angers au 18<sup>me</sup> siècle (extrait d'une pétition des douze médecins de la ville, adressée à la municipalité en 1750). — Pourquoi Beaupréau voulait avoir un tribunal en 1790. — Le clergé de Marans pendant la Révolution (notices biographiques). — La journée du 7 mars 1795 à Segré (fête de la réconciliation entre chouans et républicains). — Les trente-quatre sous-préfets de Baugé (courtes notices). — Le département de Maine-et-Loire en 1800 (procès-verbal de la situation politique du gouvernement, dressé le 27 août). — Le palais épiscopal et la bibliothèque d'Angers sous le Consulat (l'évêque concordataire a mis quatre ans pour obtenir que la bibliothèque municipale établie dans l'ancien palais épiscopal fût transférée et que la jouissance du palais lui fût rendue). — Le collège de Combrée, 1810-1913 (son histoire agitée pendant la monarchie de juillet). M. C.

**Annales de Bourgogne.** T. V, fasc. 3. — D<sup>r</sup> L. LAROCHE. Le bailliage comtal et le bailliage des cas royaux de Charolais. 3<sup>e</sup> partie : 1561-1765 (avec une liste des officiers royaux et comtaux, des baillis, etc.) ; 4<sup>e</sup> partie : 1765-1790 (publie un édit qui supprime les juridictions seigneuriales du comté de Charollois et de la baronnie du Mont-Saint-Vincent). — L. STOUFF. Marguerite de France, comtesse de Bourgogne, et sa ville d'Arbois (publie deux pièces inédites de 1368). — Maurice PRIQUARD. Charles de Neufchâtel, archevêque de Besançon, et la conquête de la Franche-Comté par Louis XI. — ROGGEN-DOMIEN. Klaas Sluter ; nouvelles notes sur ses origines et son caractère (la théorie de l'origine allemande de Sluter doit être

rejetée. Il n'a jamais séjourné à Tournai ni à Courtrai). — R. DURAND. Les avocats au Parlement de Dijon en 1789 (très longue liste et quelques détails biographiques). — **Comptes-rendus.** Gaston Roupnel. Histoire de la campagne française (très remarquable). — Henri Jassemmin. Un document financier du XIII<sup>e</sup> siècle : le mémorial de Robert II, duc de Bourgogne, 1273-1285 (bonne édition d'un précieux document). — Jacques Meurgey. Familles de Bourgogne : les Potot (très intéressant pour l'histoire de la société sous l'Ancien Régime). — Henri Houben. Finance et politique sous la Terreur ; la liquidation de la Compagnie des Indes, 1793-1794 (médiocre). — Marquis de Valous. Avec les Rouges aux îles du Vent ; souvenirs du chevalier de Valons, 1790-1793. — E. Nolin. Le personnel des bureaux de la première administration du département de la Côte-d'Or, 1790-an VIII. — J. Bonnerot. Autun et le Morvan. — Armand Veau. Notes et documents sur Auxey-Duresses, la baronnie de Meurvault, la baronnie de Saint-Romain et le comté de La Rochepot (beaucoup de renseignements nouveaux d'un intérêt d'ailleurs tout local).

**Annales d'histoire économique et sociale.** 1933, novembre. — Henri LABOURET. La communauté taissable au Soudan (la famille est l'élément principal de l'organisation sociale au Soudan ; parallèle entre la collectivité soudanaise et la communauté tacite ou « taissable », c'est-à-dire constituée sans convention écrite, qu'a connue notre Moyen Age, l'histoire de la collectivité soudanaise « éclaire les phases d'une évolution commencée en Afrique tropicale, il y a trente ans, et dont le terme n'est plus très éloigné »). — Pierre MONBEIG. La réforme agraire en Espagne. — Louis GERNET. Comment caractériser l'économie de la Grèce antique? (c'est la question des dettes qui a donné lieu à une lutte de classes ; mais, quand apparut une monnaie d'État favorisant la circulation des produits agricoles, le statut économique de la classe paysanne fut fortement modifié). — Albert GIRARD. Les étrangers dans la vie économique de l'Espagne aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles (intervention des Flamands, des Allemands, des Portugais, des Hollandais, des Anglais, des Français. « A la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, et de plus en plus, le monde espagnol tendait à n'être qu'une vaste colonie internationale où les étrangers faisaient la loi »). — La vie scientifique : archives et bibliothèques ; — périodiques et publications courantes ; — questions de fait et de méthode. — A travers les marchés financiers d'aujourd'hui. — **Comptes-rendus.** Pierre Benaerts. Origines de la grande industrie allemande. — André Morizet. Du vieux Paris au Paris moderne. — H. Schenkel. Die Bemühungen der helvetischen Regierung um die Ablösung der Gundlasten, 1798-1803 (bonne étude sur l'abolition de la dime et des droits féodaux dans la République helvétique). — R. A. R. Hartridge. A history of the vicarages in the middle ages (recueil de renseignements passablement discontinus). — R. E. Svarthout. The monastic craftsmen (intelligent, mais non assez fouillé encore). — Henri Laurent. La loi de Gresham au Moyen Age (érudit et soigneux). — Béatrice F. Hyslop. Répertoire critique des cahiers de doléances (excellent). — Georges Garrigues. Les districts parisiens pendant la Révolution française (travail documenté trop sommairement ; peut servir d'introduction à celui de Mellié sur les sections de Paris, 1798). — Monti. Ancora sulla feudalità e i grandi domini feudali del regno di Sicilia. — Roberto Lopez. Benedetto Zaccaria, ammiraglio e mercante (il s'intéressa surtout à l'extraction de l'alun, si recherché au Moyen Age pour la teinture). — Armando Saporì. Una compagnia di calimala ai primi del trecento (beaucoup de documents bien publiés sur l'importation à Florence de tissus français et leur vente

jusque dans le sud de l'Italie). — *Vincenzo Guli*. Il Piemonte e la politica economica di Cavour (important). — *Mario Baruchello*. Livorno et il suo porto (beau livre d'histoire commerciale). — *Gian Luigi Faa di Bruno*. Quelques aspects du développement économique de la Sardaigne sous le régime fasciste (très utile recueil de documents).

**Annales historiques de la Révolution française.** 1933, juillet-août. — Georges LEFEBVRE. L'idée du droit social d'après un ouvrage récent (remarques et objections très suggestives sur le livre de Georges Gurvitch). — Suzanne TASSIER. Les Sociétés des amis de la Liberté et de l'Égalité en Belgique en 1792-1793 (leur propagande exaltée effraya les conservateurs modérés et empêcha la formation d'un grand parti national qui aurait assuré l'indépendance). — M. BOURLOISEAU. Les comités de surveillance d'arrondissement de Paris sous la réaction thermidorienne (continué au numéro suivant. Étudie leur recrutement bourgeois, car les ouvriers furent écartés, et leur fonctionnement). — Lettres inédites de Barroux, publiées par VAILLANDET (onze lettres échelonnées du 10 août 1790 au 9 juin 1793). — **Comptes-rendus.** *Jean Théry*. Le Sénat de Napoléon ; son rôle dans l'organisation militaire de la France impériale (« le sujet, pourtant si mince, ne se trouve pas épuisé », dit Georges Lefebvre). — *Eugène Dubois*. Histoire de la Révolution dans l'Ain. T. II : Constitution civile du clergé. La Législative. — *Jean Régné*. Répertoire des plans cadastraux parcellaires de l'Ardèche. — *H. Depors*. Recherches sur l'état de l'industrie des cuirs en France pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle et le début du XIX<sup>e</sup> siècle. — *André Gain*. Liste des émigrés, déportés et condamnés pour cause révolutionnaire, du département de la Moselle. 6<sup>e</sup> partie : U-Z. — *Charles Poisson*. Les fournisseurs aux armées sous la Révolution française : le Directoire des achats, 1792-1793. — *R. Laurent*. L'agriculture en Côte-d'Or pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. — *J. Brelot*. La vie politique en Côte-d'Or sous le Directoire. — Chronique locale : Normandie. — *Albert Mathiez*. Le personnel gouvernemental du Directoire (installation des directeurs, les ministres, le secrétariat général et les bureaux du Directoire). — *Michel Evde*. La Commune robespierriste (montre quel organisme compliqué elle constituait et l'extrême diversité de ses attributions. Suite au numéro suivant). — *Edmond Soreau*. Note sur le prolétariat dans la région de Versailles pendant la Révolution. — *J. Thompson*. L'organisation du travail du Comité de Salut public (étude faite d'après les minutes des arrêtés du Comité et les signatures qui y sont annexées ; l'arrêté du 23 septembre 1793 a provoqué une tentative de spécialisation dans le travail du Comité). — *Lucien Leclerc*. Les Lameth et le club de Massiac (Alexandre de Lameth en était membre cotisant). — **Comptes-rendus.** *L. Schoumacker*. Erckmann-Chatrian. Étude biographique et critique. — *A.-Jacques Parés*. Ville de Toulon. Délibération du Conseil municipal, 1789-1804. — *Henri Lévy-Bruhl*. Un projet de code de commerce à la veille de la Révolution : le projet Miromesnil, 1778-1789. — *Beatrice F. Hyslop*. Répertoire critique des cahiers de doléances pour les États-Généraux de 1789 (des réserves à faire). — *Robert Schnerb*. Les contributions directes à l'époque de la Révolution dans le département du Puy-de-Dôme. Recueil de textes et de tableaux relatifs à la patente à l'époque de la Révolution dans le département du Puy-de-Dôme (long compte-rendu, intéressant et suggestif, par G. Lefebvre). — *Geoffroy de Grandmaison*. L'Espagne et Napoléon. T. III : 1812-1814.

M. C.

**Bulletin philologique et historique (jusqu'à 1715) du Comité des Travaux historiques et scientifiques.** Années 1930 et 1931 (1933). — 63<sup>e</sup> Congrès des Sociétés savantes de Paris et des départements à Alger, en 1930. Séances du Comité. — 64<sup>e</sup> Congrès des Sociétés savantes de Paris et des départements à Clermont-Ferrand en 1931. — Étienne DEVILLE. Les livres liturgiques de l'ancien diocèse de Lisieux. Essai de bibliographie. — Louis DAVILLÉ. L'emploi du mot « Sarrasin » dans les lieux-dits, surtout à l'est de la France (ce nom a survécu sur notre territoire, comme sur celui de la Belgique et du Luxembourg, parce qu'il hantait l'imagination des gens du Moyen Âge « pour qui il désignait le païen et l'infidèle, le peuple à qui l'on prêtait tous les vices, mais aussi toutes les puissances »). — Séverin CANAL et Antonin PERBOSC. La charte de coutumes de La Chapelle-Moissagaise, 18 novembre 1279 (dix-sept articles en langue vulgaire). — Paul THOMÉ DE MAISONNEUVE. Liste chronologique des consuls de Briançon, 1224-1768. — Auguste VIDAL. Les anciennes juridictions du département du Tarn (la judicature d'Albigois, la viguerie d'Albi, la justice royale en paréage avec l'abbaye de Candeil, la sénéchaussée de Castres, la juridiction de la vicomté de Lautrec, la judicature de Villelongue, les consuls de Lavaur, juges au civil et au criminel, la juridiction de Cordes, la prévôté de Réalmont, le scel mage de Beauvais, bastide située dans le canton actuel de Salvagnac, la gruerie, l'officialité, les cours d'appel). — Ernest COYECQUE. Les archives Doudeauville au château de Bonnetable, Sarthe (inventaire très détaillé). — Lucien AUVRAY. Martin Billet de Fanière, historien du Collège royal (né à Paris, 19 avril 1675, d'une famille champenoise, élève de l'Académie royale des Inscriptions et Belles-Lettres, 1712, et collectionneur. Ses papiers forment une série de trente-neuf volumes conservés actuellement à la Bibliothèque nationale; deux de ces manuscrits contiennent : l'un, des notes pour une *Histoire du Collège royal*; l'autre, une liste des *Professeurs royaux* depuis la fondation du Collège. On publie ici le plan de cette histoire et celui d'un discours « qui devait précéder son établissement »). — M<sup>lle</sup> Paule SALVAN. Les Savaron et le règlement d'administration municipale à Clermont, par l'intendant Thévin, 1616-1618. — Alfred GANDILHON. Un état des lieux à l'hôtel de Jacques Cœur à Bourges, dressé en 1636 (avec deux plans). — Gilbert ROUCHON. Le tiers état aux États provinciaux de Basse-Auvergne, aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Bonnes villes et plat pays. — Albert BOUDON-LASHERMES. Les « parsonniers » Vellaves, dynasties d'artistes et de lettrés (ces « parsonniers » ou « pariers domaniaux » étaient, dans le Velay, de riches agriculteurs vivant sur leurs terres; à côté de la culture et de l'élevage, ils étaient en outre charrons, savetiers, peintres, potiers, etc.; à la tête de la communauté était un maître qui avait la direction des travaux, administrait les biens communs, exerçait une sorte de juridiction patriarcale sur le personnel. Histoire de plusieurs de ces familles, avec une liste des « parsonniers » du Velay depuis 1286). — André PHILIPPE. Le premier obituaire connu de l'abbaye, puis chapitre noble de dames, Saint-Goéry d'Épinal (avec un index des noms propres et de choses). — Paul DUFIEUX. Lettres royales inédites concernant Étampes, 1456-1573 (avec vingt pièces justificatives). — Henri COURTEAULT. Sur une fausse hypothèse touchant la sépulture de Jeanne d'Albret (il est certain que le corps de cette reine ne quitta jamais Vendôme; les ossements d'une tombe découverts à Lescar ne sont donc pas d'elle). — Henri COURTEAULT. Chronique des Archives départementales : années 1930 et 1931.



**Carnet de la Sabretache.** 1933, juillet-août. — Général BRÉCARD. Un chef : le général Balfourier, 1852-1933. — Général-baron d'HASTREL. Mémoires ; suite (ses étapes de Landau à Kreutznach, du 15 novembre 1792 au 20 mars 1793) ; suite en septembre-octobre (du 27 mars au 5 avril 1793). — Général P.-G. BORDEAUX. Le duc de Nemours à Constantine (on publie une note du duc sur l'expédition de 1836). — Journal de voyage d'un officier de santé à Saint-Domingue ; suite (floréal et prairial de l'an XI) ; suite en septembre-octobre (du 8 prairial an XI au 13 vendémiaire an XII). — Charles NOUGUIER. Une formation improvisée de cavalerie en Espagne, 1809 : la compagnie des chasseurs à cheval du général Avril à Bilbao. — Dr Eugène LOMIER. Un interprète de l'armée d'Afrique, 1837-1846 (il s'appelait Léon Ayas, 1817-1846). — César REY. Journal de campagne d'un « diable bleu » en 1914 (en Alsace, dans la région de la Bourgonce). — Septembre-octobre. Geneviève LECOMTE. Un héros de vingt-deux ans : le sous-lieutenant Pol Lapeyre, 1903-1925 (tué en défendant le poste de Beni-Derkoul, le 26 mai 1925 ; plusieurs de ses lettres, parvenues à l'arrière pendant qu'il résistait dans le poste encerclé, sont publiées). — Général COLONNA DE GIOVELLINA. Un régiment d'infanterie corse et sa double histoire (publie deux ordonnances du roi : l'une portant création d'un régiment d'infanterie corse sous le nom de *Buttafoco*, 1<sup>er</sup> octobre 1769 ; l'autre « pour établir ce régiment sur le pied d'un *Régiment provincial* », 23 août 1772. En appendice, un état nominatif des officiers supérieurs de ce régiment, un brevet de commissaire de junte pour le sieur don Francesco Colonna, 22 février 1782, un état nominatif des officiers du *Régiment provincial* à l'époque de son licenciement en 1791). — Général ZÉDÉ. Souvenirs de ma vie, 1837-1908. Chap. 1<sup>er</sup> : 1857-1859 (à la Légion étrangère ; fondation de Sidi Abbès ; les bureaux arabes et leur fonctionnement). — R. ETCATS. Un document inédit sur le Royal-Cantabre (Gratian d'Etcats, lieutenant en second au Royal-Cantabre en 1746. On publie le décompte des paiements pour ses appointements et ses gratifications, de 1746 à 1748).

**Études.** 1933, 5 juillet. — Louis JALABERT. Gouvernés et contents. Au Djebel Druse (la France a donné aux habitants de l'eau et des routes). — Adhémar d'ALÈS. Genséric, roi des Vandales (d'après le livre de E.-F. Gauthier). — Yves DE LA BRIÈRE. L'histoire religieuse du temps présent. La cité du Vatican (mise au point de l'aménagement et du fonctionnement de l'État pontifical). — 20 juillet. Paul DUDON. Paul Bert, le laïcisateur, 1833-1933 (violente attaque contre un des fondateurs de l'école laïque). — Paul DONCEUR. Comprendre et juger l'art religieux contemporain. L'architecture (intelligente revue des édifices religieux récemment construits). — **Comptes-rendus.** Joseph Lecler. Histoire de la France moderne. — Gabriel Hanotaux et duc de La Force. Histoire du cardinal de Richelieu, t. III. — Hilaire Belloc. Richelieu. — Georges Slocombe. Henri IV. — Pierre Humbert. Un amateur, Peiresc, 1580-1637. — H. Busson. La pensée religieuse française, de Charbon à Pascal. — Pierre Gazotte. Le siècle de Louis XV. — Charles Seignobos. Histoire sincère de la nation française. — 5 août. Paul DONCEUR. Comprendre et juger l'art religieux contemporain. II : La sculpture. — Yves DE LA BRIÈRE. L'histoire religieuse du temps présent. De Bismarck à Hitler. Les destinées du Centre allemand. — 20 août. Paul DUDON. En Espagne. Loi agraire du dictateur rouge. — 5 septembre. La vraie légende du Mont-Saint-Michel. Première traduction intégrale du roman de Guillaume de Saint-Pair, moine du Mont, traduit par Malo REHAULT (continué au numéro suivant. Fragment de cette traduction romane rimée

d'après une vieille chronique latine sur les origines du Mont, vers le début de la seconde moitié du XII<sup>e</sup> siècle). — Yves DE LA BRIÈRE. L'histoire religieuse du temps présent. Saint-Siège et Allemagne. Le dispositif du Concordat (essai de justifier la politique actuelle de la papauté en le rapprochant du Concordat de 1801). = 20 septembre. Jacques DE BIVORT DE LA SAUDÉE. Après un siècle du mouvement d'Oxford, 1833-1933 (prolongé par le mouvement anglo-catholique, celui d'Oxford n'a pas gardé son homogénéité et est encore loin d'avoir atteint son but). — Yves DE LA BRIÈRE. L'histoire religieuse du temps présent. La question scolaire. Toujours la lutte des deux cités. = 5 octobre. André BREMOND. Henri Bremond (hommage rendu par son frère). — Louis JALABERT. Un peuple qui veut vivre : les Arméniens émigrés en Syrie et au Liban. — Paul DUDON. Concentration politique des Églises protestantes du Reich. — Yves DE LA BRIÈRE. L'histoire religieuse du temps présent. Comment évolue la mystique du droit des nationalités. = 20 octobre. Jules LEBRETON. Mani et son œuvre, d'après les papyrus récemment découverts (en 1930, dans le Fayoum ; le manichéisme s'apparente aux systèmes gnostiques qui l'ont précédé, en particulier à celui de Marcion. La forte organisation qu'il a donnée au manichéisme lui a permis d'être conquérant pendant dix siècles). = 5 novembre. Joseph LECLER. Histoire du Moyen Age et de la Renaissance. Quelques volumes récents (*G. Schnürer*. L'Église et la civilisation du Moyen Age, t. I ; *Stephen d'Irsay*. Histoire des Universités françaises et étrangères, t. I ; *P. Glorieux*. Répertoire des maîtres en théologie de Paris au XIII<sup>e</sup> siècle, t. I ; *Dante*. De la monarchie, introd. de *B. Landry* ; *Julien Luchaire*. Les sociétés italiennes du XIII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle ; *Jehanne d'Orliac*. Yolande d'Anjou, la reine des Quatre royaumes). — David LOTH. Philippe II. = 5 décembre. Jérôme D. SOUZA et Paul DONCEUR. La vie et l'œuvre de Rabindranath Tagore. L'œuvre profane (fin au numéro suivant par l'étude de l'œuvre religieuse). — La missiologie en Sorbonne. Une thèse sur « la conquête spirituelle du Mexique », par *Robert Ricard*. — Yves DE LA BRIÈRE. Le noble héritage du « Correspondant ». = 20 décembre. DE LANZAC DE LABORIE. Caulaincourt et ses Mémoires (d'après l'édition de Jean Hanoteau).

M. C.

**Mercury de France.** N° 851. — Dr René MARTIAL. Le mouvement flamboyant (ses origines et le bilinguisme. Récit de la grande manifestation organisée, en 1930, où des groupes nombreux étaient conduits par des prêtres, désavoués d'ailleurs par l'autorité épiscopale. Quel serait le résultat pour la Belgique, si le mouvement aboutissait à la séparation ? Mais l'union est nécessaire, « fortifiée par l'action réciproque et la richesse des deux cultures indépendantes »). — Florian DELHORRE. L'or sentimental, ou la superstition de l'or (à propos de la proposition faite à la Conférence monétaire et économique de Londres, en 1933, sur la couverture légale des banques d'émission). — Robert REY. François Pompon, sculpteur (son œuvre, depuis la guerre). — Dr Pierre MAURIAC. L'homéopathie, ou la médecine sensible au cœur (conteste les principes sur lesquels s'appuient les homéopathes. « L'homéopathie, c'est la confusion. La médecine est une déesse qui exige une adhésion raisonnée »). — Antonio ANIANTE. Gabriel d'Annunzio au sommet de sa gloire. = **Comptes-rendus.** *Christian Cornelissen*. Traité général de science économique. II : Théorie du salaire et du travail salarié. — *Edouard Schneider*. Assise. — *Anouar-Hatem*. Les poèmes épiques des Croisades. — *Pierre Montet*. Les nouvelles fouilles de Tanis, 1929-1932. — *B. Hrozný*. Essai de déchiffrement des inscriptions

hittites hiéroglyphiques (le Dr Contenau fait le plus grand cas de ce travail). — *Mehmed-Ali Aini*. Ismaïl Hakki, philosophe mystique, 1653-1725. — *P.-E. Le-grand*. Hérodote. Histoire, t. I (très belle introduction). — *Abel Lurkin*. Mœurs des Condruzes (habitants du Condroz, pays de culture situé au delà de la forêt d'Ardenne, à l'extrême nord de la Gaule). — *Jacques-Richard Grein*. Le principe d'Hitler. — *Daniel Guérin*. La peste brune a passé par là (impressions rapportées d'un voyage à bicyclette dans l'Allemagne socialiste et révolutionnaire, « aujourd'hui assassinée »). — *Joseph Noulens*. Mon ambassade en Russie soviétique. = Hors cadre : Le crime de M. de Cyrano (notes biographiques sur Cyrano et ses descendants, par Adrien HUGUET). = N° 853. Charles NICOLLE. Paroles biologiques sur la crise actuelle (« Dans un organisme sain, le travail remplace la graisse par les muscles ; dans une société saine, le capital se transforme sans cesse en industrie et, comme tel, il circule. Il est donc nécessaire de la conserver et d'éviter qu'il s'accumule monstrueusement chez certains individus, dans certains groupes... »). — J. GAUDFROY-DEMONBYNES. Stefan George, annonciateur du nouveau Reich. Le plus grand poète de l'Allemagne, Stefan George, vient de mourir à soixante-cinq ans ; cette mort « a plongé le monde littéraire dans une stupeur douloureuse ». Son œuvre « servira-t-elle d'évangile à l'Allemagne de Hitler » ? Car il avait rêvé d'une résurrection de l'Empire allemand, sous la forme du romantisme hitlérien, de caractère essentiellement antibourgeois et chevaleresque. Dans cet esprit, « la prochaine guerre contre la France sera représentée comme l'accomplissement d'un devoir religieux ». — Louise FAURE-FAVIER. Port-Royal d'aujourd'hui. — Romain COOLUS. Édouard Vuillard (peintre, « un des plus significatif de l'heure présente »). — Octave GALTIER. Les armes des saints contre la tentation (selon l'ermite saint Antoine, saint Bernard, saint François d'Assise, saint Pierre d'Alcantara, saint Louis de Gonzague, etc.). — Émile CARTERON. Fachoda : lointaine origine de la guerre de 1914 : la politique de Gabriel Hanotaux remplacée par celle de Delcassé. — Walter Frank. Neue Akten zur Affaire Dreyfus (publie des documents nouveaux qui complètent ceux de la *Grosse Politik*).

**Polybiblion.** 1933, mai-juin. — Rev. S. L. Ollard. History of the Oxford movement. — F. L. Cross. John Henry Newman. — J. Lewis May. Cardinal Newman. — J. Chevalier. Trois conférences d'Oxford. — H. Bremond. Newman, essai de biographie psychologique. — Jean Guitton. La philosophie de Newman. — L. Richard. Le dogme de la Rédemption. — G. Coolen. Histoire de l'Église d'Angleterre. — P. Darest. Traité de droit colonial, t. II, 2<sup>e</sup> fascicule. — Pierre Flavigny. Le régime agraire en Angleterre au XIX<sup>e</sup> siècle. — Joseph Laurent. Essai d'histoire sociale. La Grèce antique. — Ch. Seignobos. Histoire sincère de la nation française (« cet ouvrage d'observation pénétrante exclut tout sectarisme », dit Pocquet du Haut-Jussé). — L. Dechesne. Histoire économique et sociale de la Belgique. — Colonel A. Grasset. La guerre d'Espagne, 1807-1813. — La cour de Belgique et la cour de France de 1832 à 1850. Lettres intimes de Louise-Marie d'Orléans, première reine des Belges, au roi Louis-Philippe et à la reine Marie-Amélie. — Souvenirs de la princesse Marie de Croy, 1914-1918. — Marie-Louise Leblanc. Le musée de Lille. Peintures. — Henri Malo. Les Clouet de Chantilly. — P. D. Templier. Erik Satie. — Homère. L'Iliade, traduction par Eugène Lasserre (excellent). — Ricarda Huch. Les romantiques allemands. — Eugène Galopin. Essai de bibliographie chronologique sur Antoine-Frédéric Ozanam, 1813-1853. — Léo Crozet. Manuel pratique du

bibliothécaire. = Juillet. *G. Coolen*. L'anglicanisme d'aujourd'hui. — *Paul Fournier et Gabriel Le Bras*. Histoire des collections canoniques en Occident depuis les fausses décrétales jusqu'au décret de Gratien. — *Jacques Poisson*. Le romantisme social de Lamennais. — *Louis Salembier*. Le cardinal Pierre d'Ailly. — *Gabriel Hanotaux*. Histoire des colonies françaises et de l'expansion de la France dans le monde. Tome V : L'Inde, l'Indo-Chine. — *Jean Thiry*. Le Sénat de Napoléon. — *A. de Ridder*. Les projets d'union douanière franco-belge et les puissances européennes, 1836-1843. = Août-septembre. Abbé *D. Duret*. Mobilier, vases, objets et vêtements liturgiques. Étude historique. — *J. Brinktrine*. Das römische Brevier. — *Gerald Elliard*. Ordination anointments in the Western Church before 1000 A. D. — *Dom A. Wilmart*. Auteurs spirituels et textes dévots du Moyen Age latin. — *Charles Lebrun*. La spiritualité de saint Jean Eudes. — *Émile Georges*. La congrégation de Jésus et de Marie dite des Eudistes. — *Amintore Fanfani*. Le origini dello spirito capitalistico in Italia. — *Paul Sabatier*. Études inédites sur saint François d'Assise. — *Gustave Dupont-Ferrier*. Nouvelles études sur les institutions financières de la France à la fin du Moyen Age. — *L. Van der Essen*. Alexandre Farnèse, prince de Parme, gouverneur général des Pays-Bas, 1545-1592, t. I. — *Joseph Denais*. Une Maison-Dieu pendant cinq siècles : l'hôpital de Beaufort et les religieux qui le desservent. — *Pierre Coste, Charles Baussan et Georges Goyau*. Trois siècles d'histoire religieuse : les filles de la Charité. — *Albert Foucault*. La Société de Saint-Vincent-de-Paul (cinquantenaire de la Faculté des lettres d'Alger, 1881-1930). — *Georges Goyau et P. de Lallemand*. Lettres de Montalembert à Lamennais. — Une grande dame d'avant-guerre. Lettres de la princesse Radziwill au général de Robilant, 1889-1914, t. I. — *Louis Launay et Jean Sennac*. Les relations internationales des industries de guerre.

**Préhistoire.** T. II, fasc. 1 (1933). — *P. JACOBSTHAL et J. NEUFFER*. Gallia Graeca. Recherches sur l'hellénisation de la Provence (« Nous nous proposons de réunir quelques monuments et plus spécialement des poteries recueillies dans le midi de la France, mais encore inédites, ou qui se cachent dans des publications d'un accès difficile... » Conclusions de l'auteur : 1° Il existe des traces indéniables de relations commerciales avec la Grèce, sinon d'une véritable colonisation grecque antérieure à l'arrivée des Phocéens. 2° L'ensemble de la poterie de Marseille correspond parfaitement... à ce qu'on pourrait trouver dans une ville archaïque de la Grèce orientale. 3° La présence des Phocéens est attestée par deux catégories de poteries typiques. 4° La dispersion de la céramique grecque importée de Marseille, peut-être encore d'autres villes helléniques, dans l'intérieur du pays, est extrêmement considérable. 5° L'importation étrusque est très réduite... Aucun bronze étrusque n'a été recueilli. C'est là un argument très fort contre la thèse qui fait de Massilia, au début de l'époque de la Tène, l'intermédiaire entre les pays classiques et les contrées septentrionales de l'Europe. 6° La nécropole de Glanum nous donne des renseignements précieux sur la civilisation de la Provence au moment de l'occupation romaine, civilisation mi-hellénistique, mi-barbare... La civilisation du temps d'Auguste a ses racines profondes dans l'hellénisation des *oppida* commencée dès le Hallstatt D et poursuivie sans interruption pendant les trois périodes de la Tène). — *Françoise HENRY*. Émailliers d'Occident (publication d'un matériel archéologique abondant et très dispersé, d'où se dégagent des conclusions entièrement nouvelles touchant l'histoire de l'art de l'émaillerie antique. L'étude de la technique de

l'émaillerie fournit la base du classement ; elle dépend de la technique du verre. On ne voit pas encore clairement comment l'émaillerie, qui a ses origines en Asie, du côté du Caucase, s'est propagée en Gaule dès le début de la Tène au <sup>ve</sup> siècle avant notre ère. Il ne s'agit et il ne s'agira longtemps que d'émail rouge, antérieur à l'emploi du corail et qui n'en représente pas, comme on le croyait, le succédané. L'émail *millefiori* n'apparaît qu'au début de l'époque romaine. L'émaillerie gauloise reprend un nouvel essor dans la première moitié du <sup>iii</sup>e siècle de notre ère, particulièrement dans la région de Namur. C'est surtout en Angleterre que l'art de l'émail a été fécond durant les deux premiers siècles romains. Il y apparaît vers la fin du <sup>iii</sup>e siècle avant notre ère dans le Yorkshire et, au moment de l'invasion belge, au cours de la première moitié du <sup>i</sup>er siècle, dans le Sud. Tant dans le Nord que dans le Sud, l'émaillerie rouge se développe durant le <sup>i</sup>er siècle de notre ère. Au <sup>ii</sup>e, l'influence romaine se traduit par une fabrication industrielle plus banale. Influences orientales sur le continent, celtisme persistant en Angleterre, telle est l'impression pour le <sup>iii</sup>e siècle. Émailleurs mosans et émailleurs bretons, tels sont probablement les « barbares habitant l'océan », qui, selon Philostrate, s'entendent à coucher l'émail sur le cuivre venant rouge du feu. Étude de tout premier ordre, capitale pour l'histoire de l'art celtique).

A. GRENIER.

**Revue archéologique.** 6<sup>e</sup> série, t. I, mai-juin 1933. — Elly NIKI. Sur une « Potnia-Gorgone » d'Érétrie au Musée national d'Athènes (fragment d'une plaque de bronze sculptée où l'on peut reconnaître la déesse Gorgone entre deux animaux symétriquement disposés ; elle est dépourvue d'ailes). — Hubert PHILIPPART. Deux vases attiques inédits du Castello-Sforzesco à Milan. — Henri MARROU. Deux sarcophages romains relatifs à la vie intellectuelle. — N. VULIĆ. Nouveaux monuments mithriaques de la Serbie. — Alexandre HAGGERTY KRAPPE. Samson (c'est une épopée biographique pareille à la « saga » d'Héraclès ou à celle du Cuchulainn ; l'auteur montre à quelles sources elle a été puisée). — Édouard DHORME. Ce qu'on a trouvé à Jéricho (il est superflu de vouloir faire cadrer les résultats des fouilles avec les données du récit biblique ; « l'auteur sacré s'est mis résolument en dehors de l'horizon historique »). — Bronzes antiques découverts au temple des sources de la Seine (une déesse vêtue d'un chiton à manches à crevés est représentée debout sur un petit navire dont la poupe s'épanouit en éventail ; c'est une œuvre qui est en rapport direct avec le culte rendu aux sources de la Seine). = **Comptes-rendus.** Dr Henri JOLIAT. L'antéhistoire. Synthèse et critique du problème des origines et de la théorie de l'évolution. — A. MAURIZIO. Histoire de l'alimentation végétale depuis la préhistoire jusqu'à nos jours. — Georges GOURY. L'homme des cités lacustres (sévères critiques par R. Lantier). — E. BOURGUET. Fouilles de Delphes. T. III : Épigraphie ; fasc. V : Les comptes du <sup>iv</sup>e siècle (important). — Theodor WIEGAND. Palmyra (E. Pottier montre les remarquables résultats obtenus par l'auteur et ses collaborateurs dans leurs expéditions de 1902-1917, résultats contrôlés ensuite par la mission allemande de 1928). — Richard Mansfield HAYWOOD. Studies on Scipio Africanus (bonne étude sur l'activité religieuse et le rôle politique du personnage). — Françoise HENRY. La sculpture irlandaise pendant les douze premiers siècles de l'ère chrétienne (remarquable).

**Revue critique d'histoire et de littérature.** 1933, juin. — D. TOSTIVINT. Le problème des chronologies antiques. La Babylonie (solution fantaisiste). — Études



d'orientalisme (vingt-six études pour honorer la mémoire de Raymon de Linossier, du musée Guimet. Important). — *M. Honnorat*. Démonstration de la parenté des langues européennes et sémitiques (c'est de la haute fantaisie). — *P. Verrier*. Le vers français, t. I et II (considérations souvent contestables, mais « d'une haute tenue scientifique »). — Le même, t. III : Adaptations germaniques (montre l'influence française, directe et populaire, sur la poésie germanique. « C'est en France que des Germains, des clercs, des étudiants, apprirent à danser en chantant des caroles ; rentrés dans leur pays, ils y apportèrent, en même temps que ces danses, les mètres et les rythmes français »). — *Arthur G. Brodeur*. The riddle of the runes (l'énigme reste insoluble). — *Hans Kletschke*. Die Sprache der Mainzer Kanzlei nach den Namen der Fuldaer Urkunden (conscientieux et clair). — *Halldor Hermannsson*. Sæmund Sigfusson and the Oddaverjar (les Oddaverjar sont les gens d'Oddi, célèbres dans l'Islande du Moyen Age. Oddi fut d'ailleurs un important centre intellectuel). — *A. Rebillon*. Les États de Bretagne, de 1661 à 1789 — et Les sources de l'histoire des États de Bretagne, 1492-1791 (deux très bonnes thèses de doctorat). — *Marianne Beyer-Fröhlich*. Deutsche Literatur. V : Aus dem Zeitalter der Reformation und Gegenreformation (charmant recueil de récits autobiographiques au temps de la Réforme). — *Martin Schütze*. Goethe centenary papers (onze études en l'honneur du centenaire de Goethe à Chicago). — *Gottfried Bohneblust*. Goethe und die Schweiz.

**Revue de Paris.** 1933, 15 novembre. — \*\*\*. L'Italie et l'Europe (l'auteur expose ce qu'est en soi l'Italie nouvelle, ses institutions et ses mœurs, la vraie place qu'elle occupe aujourd'hui dans le monde, quel jeu elle entend y mener). — Ed. GISCARD D'ESTAING. Signification du déficit (le déficit ne cessera de croître tant que grandira le nombre des parties prenantes, alors que les parties versantes disparaîtront par épuisement ; il faut que l'État exerce son pouvoir, non pour consommer, mais pour protéger et créer). — Princesse FUGGER. Dans l'intimité de François-Joseph (la princesse, fille de Charles de Hohenlohe-Bartenstein, a entretenu d'étroits rapports avec la famille impériale. Elle a connu dans l'intimité la célèbre cantatrice, M<sup>lle</sup> Schratt, qui, mariée en 1879 à Antoine de Kiss, gentilhomme hongrois, fut désormais connue sous le double nom de Kiss-Schratt ; elle eut mainte occasion de se persuader que les rapports de la cantatrice avec l'Empereur furent ceux d'une amitié sans tache. « Elle possédait au même degré la confiance de l'Impératrice et de la famille impériale »). — René GILLOUIN. La politique du comte de Fels. — Edmond DELAGE. La guerre sous les mers ; suite (en 1916, quand les Allemands imaginèrent d'employer un sous-marin dit commercial pour briser le blocus britannique). — Paul VITRY. La collection des sculptures modernes au musée du Louvre. — C. BOUCLÉ. Psychologie et sociologie en France (à propos du *Nouveau traité de psychologie*, par le Dr Dumas, « ouvrage monumental qui permettra de faire le tour de la psychologie française moderne »). — Henri BIDOU. Le mouvement littéraire (à propos d'un nouveau livre de François Mauriac, *Dieu et Mammon*). — 1<sup>er</sup> décembre. Abel HERMANT. Madame de Krüdener, 1<sup>re</sup> partie (elle s'appelait Barbe-Julie de Wietinghoff ; née à Riga, le 21 novembre 1761, elle épousa à dix-huit ans le baron de Krüdener, deux fois divorcé. Ses études et son perpétuel recours à Dieu, à qui elle attribuait toutes ses passions. « Elle pratiquait pieusement le platonisme des grands amoureux romantiques »). — André SIEGFRIED. Deux ans après la crise de la livre sterling (l'organisme britannique qui a résisté à

la violente secousse de 1930 s'oriente maintenant vers un équilibre nouveau qui n'a aucune raison de n'être pas viable). — Edmond DELAGE. La guerre sous les mers ; suite (la décision qui devait entraîner l'entrée en guerre des États-Unis fut prise à Pless, le 9 janvier 1917, à onze heures quinze du matin, après une conférence entre Bethmann, Hindenbourg et Ludendorff ; alors Wilson « vit rouge » ; le 3 février, il fit remettre les passeports à l'ambassadeur allemand Bensdorf ; enfin, le 6 avril, il déclara la guerre à l'Allemagne). — Serge RAFFALOVITCH. Ivan Bounine, le premier écrivain russe lauréat du prix Nobel de la paix. = 15 décembre. C. BÉNÉDEK et O. ERNST. Talleyrand et les archives de Vienne (ces archives contenaient soixante-six millions de documents ; on trouve notamment dans les « Acta secreta » les lettres échangées entre Talleyrand et Metternich, lettres montrant que le prince « vendu à l'Empereur, par l'intermédiaire de Metternich, toute sa correspondance personnelle et celle de son successeur, le duc de Champagne. Cette correspondance, qui comprend douze lettres d'affaires, va de janvier à juin 1817, est publiée à la suite). — Abel HERMANT. Madame de Krüdener (sa première passion extra-légale pour le comte Alexandre de Stakieff, secrétaire du baron à son ambassade de Venise ; elle en fit l'objet de son roman *Valérie*, écrit à Venise. Elle se laissa ensuite enlever par le comte de Frégeville, qui finit par rentrer en France, tandis que Mme de Krüdener faisait retraite à Riga). — Wladimir D'ORMESSON. Les conversations franco-allemandes (novembre 1932). — Edmond DELAGE. La guerre sous les mers ; suite (grosses pertes d'abord pour les Anglais en 1917 ; mais l'Amirauté britannique put bientôt tenir tête à l'ennemi et, en septembre, le moral allemand commença de baisser). — Pierre FRANCASTEL. Influences françaises en Saxe sous le règne d'Auguste le Fort (à propos d'une exposition des beaux arts organisée en 1933 à Dresde pour célébrer le deuxième centenaire de sa mort. L'art français y occupa une grande place). — A. ALBERT-PETIT. L'histoire (publications récentes d'histoires provinciales sur le Berry, la Champagne ; sur la *Géographie générale des mers*, par Camille Vallaux). — Constantin PHOTIADÈS. La vie musicale à Paris. — ALBERT FLAMENT. Le salon de l'Europe (la vie à Paris au temps de l'Exposition universelle de 1889 et de « la rue des Nations »). = 1934, 1<sup>er</sup> janvier. Princesse RADZIWILL. Lettres sur la guerre russo-japonaise (adressées de Berlin au général de Robilant, du 5 décembre 1903 au 1<sup>er</sup> novembre 1904. Lettres où sont recueillis les bruits qui couraient alors à la cour de Berlin). — Julien BENDA. A Jean de La Bruyère (l'auteur des *Caractères* est « trop de notre temps » ; son avenir, qui « est intimement lié à celui de notre nation, se jouera dans une vingtaine d'années »). — Abel HERMANT. Madame de Krüdener ; suite (elle imagina d'envoyer au Premier Consul un exemplaire de sa *Valérie*. Bonaparte fit répondre qu'il n'aimait pas « ces romans par lettres », ni ces « extravagances sentimentales » ; depuis lors, elle devint son ennemie mortelle). — Jean MARIOTTI et Emma GYN. Images de Russie (après des visites récentes dans de nombreux magasins). — Edmond DELAGE. La guerre sous les mers ; fin. — Paul ALFASSA. Quelques livres d'histoire de l'art (œuvres de Marcel Aubert, Léon Deshairs, Royal Tyler, Henry David, Maurice Denis, Albert Besnard, etc.). — Henry BRIDOU. Le mouvement littéraire.

Revue des Deux Mondes. 1933, 15 novembre. — \*\*\*. Après le coup de théâtre allemand (la brusque rupture de l'Allemagne avec la Société des nations impose à la France une mission toute conforme à sa mission, qui est de « remettre de l'ordre dans ses affaires et dans celles de l'Europe »). — Louis BAUDIN. Psycho-

logie du peuple argentin. — Louis BARTHO. Leconte de Lisle et Jean Marras; documents inédits (une des lettres que Leconte de Lisle écrivit le 3 novembre 1871 à son ami et conseil Jean Marras, exprime l'horreur qu'il éprouvait pour le mouvement communal et ceux qui l'avaient dirigé, « bande d'imbéciles furieux »). — René CHAMBE. Ce qui ne s'oublie pas. En Alsace retrouvée (note extraite du journal de guerre tenu par le commandant Chambe, qui fut, le 18 novembre 1918, chargé de pénétrer dans une partie de l'Alsace où les troupes françaises ne devaient être accueillies que le surlendemain. Très émouvant). — Robert BOURGET-PAILLERON. La nouvelle équipe. I : Portraits de Jules Romains, Jacques de Lacretelle et Pierre Mac Orlan. — Edmond PILON. Le roman de Madame Poivre (tiré des papiers de Bernardin de Saint-Pierre. M<sup>me</sup> Poivre avait épousé l'intendant des îles de France et de Bourbon). — Émile SERGENT. L'avenir de la clinique française (sur la nécessité de créer un double enseignement médical : l'un pratique et l'autre scientifique). — J. LUCAS-DUBRETON. Une conspiration sous Louis XVIII ; suite (affaire Donnadieu). — Paul BOURGET. A Chantilly (rapport annuel sur le musée Condé). — Maurice PERNOT. Heures de Genève : II : 22-31 octobre. — Joseph BÉDIER. Pierre Villey (notice nécrologique). — 1<sup>er</sup> décembre. Robert d'HARCOURT. Jeunesse hitlérienne (contaminée par un orgueil d'abord contracté et souffrant, qui l'a menée au désespoir, elle se considère comme trahie par les choses et, depuis la République de Weimar, par les hommes. Les Intellectuels contre la Nation ; conception héroïque et tragique de la vie, qui mène au goût de la destruction et de la mort). — Octave AUBRY. Vers Saint-Hélène. I : L'abdication (de Waterloo à Malmaison ; adieux de Napoléon à tous les siens). — Raymond ESCHOLIER. Splendeurs et misères de Versailles (état lamentable du domaine « le plus beau de France, qui en est encore à attendre un conservateur digne de sa splendeur royale »). — Jacques LE BOURGEOIS. Images des Indes. I : De Bombay à Calcutta. — Robert DE ROQUEBRUNE. La littérature canadienne française. — Claude EYLAN. A Berlin. Semaine d'élections : 3-13 novembre. — Hippolyte PARIGOT. Au Conseil supérieur de l'Instruction publique (de Jules Ferry à Mario Roustan ; le 24 mars 1931, celui-ci voulut réparer « une omission » de la loi du 27 février 1880, ce qu'on appelle la loi de Camille Sée, relative à la création de l'enseignement secondaire des jeunes filles). — Général GOURAUD. Adieu à un patriote alsacien (Fritz Kieffer, qui vient de mourir). — François CANAC. Questions scientifiques. Un nouveau corps d'état : les chercheurs (pour l'organisation et le rendement de la recherche scientifique, dus à l'initiative de Jean Perrin. A la tête existe, depuis un décret publié le 16 avril 1933, un « Comité supérieur de la recherche ». La tâche du « chercheur » sera de préparer l'avenir). — René CHAMBE. L'exposition des souvenirs de l'aviation française. — René PINON. Le plébiscite allemand du 12 novembre et l'offensive contre les traités. — 15 décembre. \*\*\*. Histoire d'une crise politique. Le glissement de l'État. II : La défaillance des dirigeants. — Les carnets de Ludovic Halévy, 1862-1866 (c'est la vie parisienne à la cour et à la ville ; mort du duc de Morny). — PASTEUR-VALLÉRY-RADOT. Deux figures de savants. I : Monsieur Roux (sa collaboration avec Pasteur). — Octave AUBRY. Vers Saint-Hélène. II : Amérique ou Angleterre? (comment l'Empereur se rendit aux Anglais ; sa vie à bord du *Bellerophon*). — Henry DE MONTHERLANT. La vertu de prudence (causerie faite dans une réunion privée aux officiers de deux promotions d'une de nos grandes écoles militaires ; la prudence est une vertu quand le sacrifice est inutile ; elle a pour qualité complémentaire l'audace). — Jacques LE BOURGEOIS.

Images des Indes. II : Contrastes anglo-indiens (Delhi et New Delhi ; Kapourthala et Gijnahr). — André NICOLAS. Elections espagnoles, 16-28 novembre. — Marcel BOUTERON. Balzac et le prix Montyon (malgré de nombreuses démarches, Balzac ne put obtenir ce prix tant convoité). — René PINON. La cabinet Chautemps. = 1934, 1<sup>er</sup> janvier. Général NIESSEL. Les effectifs de l'armée allemande. — Ludovic HALÉVY. Mes cahiers ; suite (la convocation des Chambres, janvier 1866, et la « grande comédie » de l'Adresse. Prévost-Paradol à l'Académie, où il est reçu le 9 mars ; le beau discours de Thiers sur la guerre. Sadowa, année « funeste pour la France, qui a eu le Mexique et la Prusse »). — Paul HAZARD. Londres d'aujourd'hui. — Octave AUBRY. Vers Sainte-Hélène ; suite : La traversée et l'arrivée à Sainte-Hélène. — Pierre LYAUTEY. Enquête au pays du Danube (en Roumanie, en Yougoslavie et à Belgrade). — Émile DARD. Talleyrand et la correspondance de Napoléon (détails nouveaux qui viennent s'ajouter à ceux qu'ont publiés MM. Bénédek et Ernst. Le dossier des archives contient seulement 132 pièces. Napoléon savait que Talleyrand faisait argent de tout et qu'il vendait certaines pièces aux Anglais, « pas les choses essentielles, mais les lettres secondaires », envoyées à Pitt. On en publie ici une vingtaine réparties dans les années 1800-1807). — Abel BONNARD. Aux fêtes de Belgrade. Lamartine et les Yougoslaves. — Charles DIEHL. Camille Jullian. — René PINON. L'entrevue de Belgrade et la paix balkanique.

**Revue de Synthèse.** 1933, juin. — Jacques DELEVSKY. Nature et histoire (montre le caractère artificiel de la classification entre sciences historiques et sciences naturelles). — Augustin RENAUDET. L'Europe au XIX<sup>e</sup> siècle : une histoire des forces spirituelles (à propos du livre de B. Croce : *Storia di Europa nel secolo decimonono*, « livre fort, nourri d'une substance généreuse ; un de ceux qui permettent de ne pas désespérer de l'Europe »). = **Comptes-rendus critiques.** R. DAUVERGNE. Les aspects de l'histoire coloniale ; suite. — André PIGANIOI. L'empereur Constantin. — L'art populaire en France, 1932. — H. A. WOLFSON. Cresco's critique of Aristotle. — René MAUNIER. Sociologie coloniale. = Octobre. Numéro consacré aux sciences de la nature et à la synthèse générale. — J. PACOTTE. Esprit et technique. — R. RUYER. La psychologie, la « désubjectivation » et le parallélisme. — A. REY. La correspondance du Père Mersenne. — R. BOUVIER. Loi et hasard. — L. BOURDEL. La mentalité de l'enfant d'après J. Piaget. — Amelya HERTZ. De l'orientation théologique à l'orientation scientifique. M. C.

**Revue des Études anciennes.** 1933, juillet-septembre. — G. RADET. Notes sur l'histoire d'Alexandre. VIII : Alexandre à Troie ; étude complémentaire (discussion très serrée des arguments par lesquels M. Charles Vellay refuse d'admettre que l'Hisarlik d'aujourd'hui soit le site même de l'Ilios d'Homère. Il faut accepter les textes tels qu'ils sont ; or, ils sont d'accord au moins sur ce point de conduire Alexandre à Ilios, et l'on ne peut que s'incliner devant leur concordance. En *post-scriptum*, note sur les recherches de Georges Seure à la recherche d'Ithaque et de Troie). — Léon HERMANN. Horace adversaire de Properce (Volpi avait vu juste quand, dans son édition d'Horace, il avait déclaré que le « fâcheux » de la neuvième satire du premier livre n'était autre que Properce). — André BERTHELOT. La côte océanique de Gaule d'après Ptolémée (montre pourquoi le commandant Derancourt s'est trompé en admettant que la carte de Ptolémée avait été dessinée sur un canevas pareil au nôtre, les longitudes et latitudes étant calculées d'après des opérations géodésiques analogues). — Charles BRUNEAU. Chronique de toponymie. VII : Lorraine (biblio-

graphie très minutieuse). — Albert GRENIER. Notes d'archéologie gallo-romaine. — N. GIANNOPOULOS. D'Halmiros à Valo ; observations sur certains sites antiques (avec une carte). = **Comptes-rendus**. V. Bérard. Homère, les XXIV chants de l'Odyssée (cette traduction « efface toutes ses devancières »). — W. B. Dinsmoor. The archons of Athens in the hellenic age. — W. S. Ferguson. Athenian tribal cycles in the hellenic age (contradictions présentées par R. Flacelière). — Robert West. Römische Portratplastik. — W. S. Ferguson. The treasurers of Athena. — B. D. Meritt. Athenian financial documents of the fifth century (dialectique serrée, mais qui n'emporte pas toujours la conviction). — M. N. Tod. A selection of greek historical inscriptions to the end of the fifth century. — L. Deubner. Attische Feste (bien informé). — F. Thureau-Dangin, A. Barrois et M. Dunand. Arslan-Tash (résultat des fouilles de 1928 à Arslan-Tash, bourg kurde situé en Djézireh. Avec un bel album). — Miss Hetty Goldman. Excavations at Eutresis in Beotia (excellent commentaire des fouilles opérées en 1924 et 1927). — Hazel D. Hansen. Early civilization in Thessaly (ouvrage bien illustré et au courant). — Dr Amin Gemayel. L'hygiène et la médecine à travers la Bible. — Frank Burr Marsh. The reign of Tiberius (encore une réhabilitation de cet empereur, d'ailleurs bien présentée, modérée et vraisemblable). — Arnaldo Momigliano. L'opera dell'imperatore Claudio (« livre solide, vivant et clair »). — Wilhelm von Massow. Die Grabmäler von Neumagen (très bel ouvrage fondé sur de longues études). — Robert Fawtier. La chanson de Roland (objections présentées par A. Grenier sur ce livre, qui « s'imposera à l'attention des spécialistes et de ceux qui ne le sont pas »). — Johanna Schmidt. Minucius Felix oder Tertullian? (œuvre de jeunesse, mais qui promet). — G. J. D. Alders. Tertullianus' citation uit de Evangelien en de oudlatijnsche Bijbelvertalingen. — Joseph Laurent. Essais d'histoire sociale. I : Grèce antique. = Chronique des études anciennes (où il est parlé des études du commandant Lefebvre des Noëttes sur l'invention du gouvernail axial et sur ses conséquences historiques). = Octobre-décembre. Jean HATZFELD. Notes sur la chronologie des Helléniques (il faut accepter, en les précisant, les dates fournies par Xénophon). — Albert GRENIER. Notes d'archéologie gallo-romaine. — J. VANNÉRUS. Chronique de toponymie : Rhénanie, années 1930-1932. — André BERTHELOT. La carte de Gaule de Ptolémée. 1<sup>re</sup> partie : La cartographie (avec deux cartes : celle de Ptolémée en face de celle de l'ancienne Gaule). — Y. BÉQUIGNON. Une nouvelle édition d'Hérodote (celle qu'a donnée Ph.-E. Legrand à la librairie des Belles-Lettres ; discussion de certains points litigieux). — André AYMAR. Une hypothèse nouvelle sur les assemblées achaïennes (par Ulrich Kahrstedt, à l'article Συμπόλαια de la *Real-Encyclopädie*, article très mal présenté et qui contient de nombreuses affirmations téméraires ; à y regarder de près, on constate que son hypothèse, fondée sur un échafaudage trop hardi, s'écroule). — L.-A. CONSTANS. Gergovie (à propos d'un récent travail de deux érudits clermontois : Émile Desforges et Pierre-P. Fournier, sur la bataille de Gergovie ; il en résulte notamment qu'on ne saurait la placer sur les côtes de Clermont ; mais la nouvelle solution proposée ne peut se soutenir qu'en corrigeant le texte de César, ce qui est dangereux). = **Comptes-rendus**. Bessie E. Richardson. Old age among the ancient Greeks (ne peut être consulté qu'avec précaution). — Erik Ekman. Zu Xenophons Hipparchikos. — Gaston Colin. Xénophon, historien, d'après le livre II des Helléniques (l'œuvre de l'écrivain grec présente beaucoup de faiblesses ; elle est souvent superficielle et incomplète). — G. Méautis. L'âme hellénique d'après les vases grecs (livre bien écrit, intelligent, dit



Ch. Picard, et qui fait partout atteindre, en effet, l'âme hellénique). — *Allen Brown West*. Corinth. Latin inscriptions (résultat des fouilles opérées de 1896 à 1926 ; quelques documents nouveaux). — *Henri Joliat*. L'antéhistoire, synthèse du problème des origines et de la théorie de l'évolution (met en doute l'existence de l'espèce humaine pendant la période tertiaire et, plus encore, les hypothèses sociologiques sur les origines de la famille, de la religion, de la conscience morale ; les pygmoides sont les seuls représentants actuels d'une humanité primitive. Quatre stades se sont succédé : celui de la cueillette ; celui des civilisations primaires où les individus cherchent à trouver des ressources nouvelles s'ajoutant à celles qu'offre spontanément la nature ; celui des civilisations secondaires résultant du mélange de divers types primaires ; enfin, celui des civilisations tertiaires englobant les hautes civilisations historiques). — *Chronique des études anciennes* (A. Piganiol résume l'état actuel des travaux sur les remparts et le plan de Pompéi).

**Revue des Études historiques.** 1933, mai-juin. — H. BORDEAUX. Joseph Michaud, fondateur de l'Institut historique. — L. MADELIN. Le mouvement historique en France depuis 1871 (à relever dans ce tableau un certain nombre d'erreurs et de lacunes singulières ; il est inexact, par exemple, que la *Revue historique* ait été fondée par Fagniez. Quant à la liste des principaux historiens français, on est surpris de trouver certains noms, alors que manquent ceux de Seignobos, de Hauser, d'Halphen, de Mathiez ou d'André Michel). — B. COMBES DE PATRIS. La Société et la Revue des Études historiques au cours d'un siècle, 1833-1933. — P. DESLANDRES. L'Institut historique de 1845 à 1872. — EM. DÉBORDE DE MONTCORNIN. La Société des Études historiques, de 1872 à 1932. — P. RAIN. A propos du centenaire : la France dans l'Europe de 1933 et aujourd'hui. = Juillet-septembre. CH. GAILLY DE TAURINES. La question de Gergovie (les récentes découvertes de Maurice Busset sur le plateau des côtes de Clermont ne vont-elles pas renouveler la question ? En tout cas, il faut faire des fouilles importantes sur cet emplacement). — D<sup>r</sup> LOMIER. Le géolier de Jeanne d'Arc au château de Crotot : le bailli de Rouen (ce n'est pas l'Anglais Ralph Butler, bailli de Rouen, mais son lieutenant, Gauthier Cressonier). — Comte MARESCHAL DE BIÈVRE. Les tribulations de M. de Beaumarchais, exploitant forestier, 1766-1781 (étant officier des chasses royales, Beaumarchais se fit attribuer l'adjudication d'une énorme exploitation dans la forêt de Chignon sous le nom de son laquais, César Lesueur ; n'ayant aucune expérience forestière, il se fia d'abord à un certain Groult qu'il dut bientôt chasser, et celui-ci lui créa mille difficultés en s'entendant avec le prête-nom. L'exploitation, mal dirigée, donna d'ailleurs lieu à plusieurs procès et ne rapporta aucun bénéfice). — M. MARIOT. A propos du catéchisme de 1806 (explique l'introduction, par Napoléon, de la célèbre suite au quatrième commandement ; il voulait briser la résistance populaire au service militaire et employer l'influence du clergé sur les populations pour faire appliquer la loi). — P. CHANTECAILLE. Lettres inédites de la duchesse de Berry (cinq lettres à M. de Meyer, consul de Naples à Bordeaux, datées de 1835 à 1850). — J. DES ROCHES. Les relations de nos chefs d'État avec les chanoines de Saint-Jean-de-Latran (Henri IV leur accorda les revenus de l'abbaye de Clairac en Agenais, qui, en 1789, représentaient 40,000 livres ; ils furent payés jusqu'à la Révolution ; Charles X leur donna annuellement 24,000 francs ; interrompu de 1830 à 1863, le paiement de la pension fut rétabli de 1863 à 1870. Les chanoines célèbrent encore chaque année un service solennel auquel assiste la colonie française). = **Comptes-**

**rendus.** *Maximin Deloche.* Richelieu et les femmes. — *Henri de Jouvenel.* Huit cents ans de révolution française. — *Georges Goyau* et *P. de Lallemand.* Lettres de Montalembert à Lamennais. — *Comte de Chambord.* Voyage en Italie, 1839-1840. — *Albert Foucault.* La Société de Saint-Vincent-de-Paul et le Livre du centenaire, t. I. = Octobre-décembre. *L. MIROT.* La politique française en Italie sous le règne de Charles VI, 1380-1422. Les préliminaires de l'alliance florentine. — *H.-M. LAGROS* et *E. KERCHNER.* Lettres d'indulgences de la cour de Rome au xv<sup>e</sup> siècle (en faveur de l'église de Saint-Paterne au Maine, en 1470, et de la chapelle des Mûriers à Batz, Loire-Inférieure, en 1496). — *E. SOREAU.* La résurrection religieuse après la Terreur (combat la théorie d'Aulard ; la France n'était pas du tout décaatholicisée). = **Comptes-rendus critiques.** *Marcel Langlois.* Madame de Maintenon. — *Armand Praviel.* M. du Barri et sa famille. — *André Vovard.* L'amiral de Chaffault, 1708-1794. — *Louis Allard.* La comédie de mœurs en France au xix<sup>e</sup> siècle, t. II. — *Wegerer.* Réfutation de la thèse de Versailles sur les responsabilités de la guerre. — *M. Garçon.* La justice contemporaine, 1870-1932. — Supplément à ce numéro : Table de la *Revue des Études historiques*, 1833-1933. M. C.

**Revue des Études napoléoniennes.** 1933, mai. — *Pier Desiderio PASOLINI.* Bonaparte et l'archevêque de Ravenne, février 1797 (l'archevêque Antonio Codronchi facilita par son zèle la conclusion du traité de Tolentino). — *H. MORAND.* Comment le général Miollis honora la mémoire de Virgile à Mantoue, 1797-1801. — *M. DELL' ISOLA.* La mort de Napoléon (l'ode de Manzoni : *Il 5 Maggio*). — *P. HOLZHAUSEN.* La poésie allemande au tombeau de Napoléon. — *Georges MAUGUIN.* Autour de Joséphine ; suite (sa générosité et sa bonté). — *J. DECHAMPS.* Un hommage de Joseph Joubert à Napoléon. A l'ambassade de Londres en 1821 (grande sensation produite par la nouvelle de la mort de Napoléon). — Documents sur le retour des cendres (lettres de Thiers à Guizot et de Lord John Russell). = Chronique napoléonienne d'Italie : *G. CASI.* Il cardinal Consalvi ed i primi anni della Restaurazione pontificia, 1815-1819. — *Lynn M. CASE.* Franco-Italian relations, 1860-1865. — The roman question and the convention of September. — *Tomaso SILLANI.* L'État mussolinien et les réalisations du fascisme en Italie (c'est une expérience contre-révolutionnaire). = Analyse des revues italiennes consacrées à la Corse : l'*Archivio di Corsica* et *Corsica antica e moderna* (œuvre tendancieuse de propagande fasciste). = Nécrologie : *Marcel DUNAN.* La vie et l'œuvre de Kirchheim. = Juin. *Albert DELACOURT.* De quoi dépendit la victoire à Waterloo (attribue la défaite à la trahison d'un capitaine français de carabiniers qui informa les Anglais de l'imminente attaque de la garde). — *Général EGROU.* Waterloo. Magie et tactique (considérations sur la tactique alors et aujourd'hui). — *Lucien LAUDY.* Le butin de Waterloo (les objets pris à Genappe, le soir de Waterloo, par les Prussiens dans la voiture de l'Empereur, et conservés au Zeughaus de Berlin, ont été pillés en juin 1919 par la foule pour éviter leur restitution à la France et n'ont jamais été restitués. On publie la liste de ceux qui ont figuré à l'exposition du centenaire de 1813 à Breslau). = **Comptes-rendus.** *Cavalié Mercer.* Journal de la campagne de Waterloo. — *W. Sérieyx.* Cambonne. — *Marcel Dupont.* La garde meurt... 1815. = Juillet-août. *Albert MEYNIER.* Pour et contre Napoléon. Le procès historique de l'Empereur (présente, en un réquisitoire suivi d'une plaidoirie, les opinions des historiens sur l'œuvre et la personne de Napoléon. Termine par une « sentence » favorable). = Septembre. Numéro consacré à l'Égypte et Napoléon : *Édouard DRIAULT.* L'« aventure » de Bonaparte en Égypte (la Commission des Sciences et des Arts ; l'Institut d'Égypte,

sa composition, ses travaux. La description de l'Égypte est un travail capital). — L'Institut égyptien et la renaissance de l'Institut d'Égypte. — Le musée Bonaparte au Caire. = **Comptes-rendus.** Lieutenant-colonel P. G. *Elgood*. Bonaparte's adventure in Egypt. — *Jean-Marie Carré*. Voyageurs et écrivains français en Égypte. — *F. Charles-Roux*. Le projet français de conquête de l'Égypte sous Louis XVI. France et Afrique du Nord avant 1830. = Octobre-novembre. Alphonse AULARD. Les Corses et Napoléon. — Général P.-E. BORDEAUX. Un général français en Allemagne (prétend montrer, à l'aide d'attestations et de lettres des autorités adressées au général-comte Dessaix, que l'occupation française en Allemagne fut respectueuse des biens et de l'amour-propre des populations). — P.-E. KIFFER. Le souvenir de Napoléon en Poméranie. — F. CAMP. Les troupes italiennes en Catalogne (elles ont été d'excellents défenseurs de l'Empire). — Louis BIGARD. La Malmaison avant Joséphine. — G. MAUGUIN. Une impératrice botaniste (c'est l'impératrice Joséphine. Le trésor de Malte). — Lucien MOREL d'ARLEUX. Les drapeaux des Invalides (origine de la décoration des drapeaux dans la chapelle des Invalides, d'après le Journal inédit de Fontaine). — Les tribulations des Chevaux de Venise. — Lettres de la reine Hortense aux d'Effinger de Wildegg, publiées et annotées par Jacob HUGENTOBLE (voisins du château d'Arenenberg où la reine était venue se fixer et liés d'amitié avec elle, les deux d'Effinger ont entretenu avec elle une active correspondance. On publie ici trente-deux lettres datées de 1821 à 1837).  
M. C.

**Revue des Questions historiques.** 1933, septembre. — André BELLESSERT. Les cavernes de la préhistoire (fantaisie au sujet du livre de Norbert Casteret, *Dix ans sous terre*). — Marcel MARION. Le brigandage dans les débuts de la Révolution (il s'agit des jacqueries nombreuses et des troubles pendant les années 1789 et 1790). — Joseph AYNARD. La bourgeoisie au XVIII<sup>e</sup> siècle (ce sont les petits et moyens bourgeois qui, profitant le moins de la prospérité générale, formèrent la classe mécontente et déchaînée des paysans. Chapitre détaché d'un livre consacré à l'histoire de la bourgeoisie). — J. DE LASSUS. Autour du débarquement de la duchesse de Berry (publie quelques documents qui montrent bien l'inquiétude du gouvernement et des autorités maritimes de Toulon). — Lettres de Versailles sur les États-Généraux (treize lettres, dont huit de M<sup>me</sup> de Molènes, épouse du propriétaire de la salle du Jeu de Paume, et quatre d'Antoine Durand, député de la sénéchaussée de Gourdon). = **Comptes-rendus.** *Charles Seignobos*. Histoire sincère de la nation française (fait réfléchir et discuter). — Abbé *Pierre Espeut*. Une seigneurie ecclésiastique, Allauch. — *Pierre Montet*. Les nouvelles fouilles de Tanis. — *Émile Linckeheld*. Les limites de la Belgica et de la Germania en Lorraine. — *Gerardi Magni Epistolae*. — *Pierre de Nolhac*. Portraits du XVIII<sup>e</sup> siècle. La douceur de vivre. — Études sur les mouvements libéraux et nationaux de 1830. — *Marie-Jeanne Dury*. La vieillesse de Chateaubriand. — *E. Fleury*. Saint Grégoire de Nazianze et son temps. — Général *Camon*. Condé et Turenne. = Novembre. Augustin COCHIN. La politique économique du gouvernement révolutionnaire (singulier article où l'on apprend que la démocratie a abrogé « l'honneur, l'éducation » et mis « la passion, le pot-de-vin et l'incapacité aux places où il fallait des spécialistes et presque des saints »). — Marquis DE SAINT-PIERRE. Les Normands en Amérique avant Christophe Colomb. — Jean COLLAT. La franc-maçonnerie en 1848 (théorie simpliste du complot maçonnique à tendances communistes contre le gouvernement de Louis-Philippe). = Documents. Le livre vert d'un page de Monsieur (extraits

du journal du marquis de Royère). — **Comptes-rendus.** *Laurent Dechesne.* Histoire économique et sociale de la Belgique. — *R. Lemoine.* De la méthode en science économique. — *Gabrielle Van den Haute.* Les relations anglo-hollandaises au début du XVIII<sup>e</sup> siècle. — *Maurice de Tascher.* Le Journal de campagne d'un cousin de l'im-pératrice, 1806-1813.

**Revue d'histoire de l'Église de France.** 1933, juillet-septembre. — Michel FRANÇOIS. Les sources de l'histoire religieuse de la France au Vatican (précieux tableau des principaux fonds catalogués aux archives et à la bibliothèque du Vatican, leur état présent, leur composition et les derniers inventaires qui en ont été dressés). — Jean VINOT-PRÉFONTAINE. La fondation du séminaire de Beauvais et le jansénisme dans le diocèse au XVII<sup>e</sup> siècle (Augustin Potier, évêque de Beauvais, en avait décidé la fondation avant sa mort en 1647 ; un des premiers supérieurs, Nicolas Levesque, y introduisit le jansénisme, qui se propagea sous l'épiscopat de Choart de Buzanval : c'est le successeur de celui-ci, Toussains de Janson-Forbin, qui, pour combattre le jansénisme, y appela des prêtres de la Mission en 1680). — **Comptes-rendus.** *R. Crozet.* L'art roman en Berry. L'abbaye de Noirlac et l'architecture cistercienne en Berry. — *René Planchenault.* La « Chronique de la Pucelle. » — *Georges Coolen.* Histoire de l'Église d'Angleterre. L'anglicanisme d'aujourd'hui (nombreuses critiques par G. Constant). — *Louis Dedoures.* Le Père Joseph de Paris, capucin, l'Éminence Grise. — *P. Fournier.* Voyages et découvertes scientifiques des missionnaires naturalistes français à travers le monde, du XV<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle. — *Raymond Postal.* Explication de l'Alsace (compte-rendu important et documenté de J. Joachim, qui fait de nombreuses réserves). — *Paul Lesourd.* Le missionnaire catholique des temps modernes. — Abbé C.-A. Maurin. Les saluts d'amour. II : La Vierge dans la littérature allemande. T. I : Temps primitifs. Moyen Age. — *Jean Burchard.* Le Journal de Jean Burchard, évêque et cérémoniaire au Vatican. — Chanoine L. Detrez. La fin tragique du cardinal Caraffa, mars 1561, d'après un document inédit des archives du Nord. — *Léon Van der Essen.* Correspondance d'Ottavio Mirto Frangipani, premier nonce de Flandre, 1596-1606. T. I : 1596-1598. — *Armand Louant.* Correspondance d'Ottavio Mirto Frangipani. T. II : Lettres, 1597-1598, et annexes. — *Émile Baumann.* Bossuet moraliste. — *Charles Seignobos.* Histoire sincère de la nation française (« étude lumineuse et très instructive »). — Chanoine Félix Vernet. L'église de Saint-Restitut. — *P. Piëtresson de Saint-Aubin.* La fourniture de la pierre sur les grands chantiers troyens du Moyen Age et de la Renaissance. — *Jean Tricon et D. L. Galbreath.* Les documents héraldiques du musée des Tissus de Lyon. — *Yvonne Bézard.* Fonctionnaires maritimes et coloniaux sous Louis XIV. Les Bégon. — *Jean Godefroy.* La vie de Dom Simplicien Gody, poète et écrivain mystique. — *Ernest Sevrin.* Dom Guéranger et Lamennais. — *Christian Scheffer.* L'Algérie et l'évolution de la colonisation française. — *Léon-E. Halkin.* Les conflits de juridiction entre Érard de La Marck et le chapitre cathédral de Chartres. — *A. Villien.* Les sacrements, histoire et liturgie. — *Chronique d'histoire régionale :* Berri, Limousin, Marche, Auvergne, Bourbonnais, Nivernais, Lyonnais, Dauphiné, Savoie, Provence, Corse. M. C.

**Revue d'histoire économique et sociale.** 1933, nos 2 et 3. — Robert Mossé. L'enseignement historique en économie politique. Histoire des faits et histoire de la pensée ; théories, doctrines, auteurs. — Henri SÉZ. Un document sur l'assistance par le travail en 1769. — Paul-M. BONDOIS. L'organisation industrielle et commet-

ciale sous l'Ancien Régime. Le « privilège exclusif » au XVIII<sup>e</sup> siècle (le système mercantiliste organisé par Colbert est resté le dogme officiel de la vie économique de la France presque jusqu'aux derniers jours de l'Ancien Régime. Il a pour base le « privilège exclusif » destiné à favoriser certaines industries ; il est responsable du marasme économique sans cesse grandissant au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'auteur en étudie le fonctionnement et les résultats dans des chapitres particuliers sur les manufactures royales, les industries métallurgiques, minières et chimiques, vestiaires, alimentaires, l'industrie papetière et ses annexes, etc. ; la pêche, les moyens de circulation et de transport, le commerce. Le tout avec une riche bibliographie). — Jacques LAMBERT. Les conséquences politiques de la naissance du machinisme aux États-Unis (aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles). = **Comptes-rendus. B. Alivisatos.** La réforme agraire en Grèce au point de vue économique et social. — *Pierre Benaerts.* Les origines de la grande industrie allemande. — *R. Carré de Malberg.* Étude sur le concept de la loi dans la constitution de 1875. — *Clive Day.* Economic development in modern Europe. — *M. Defourny.* Études sur la Politique d'Aristote (important). — *Albert Girard.* Le commerce français à Séville et à Cadix au temps des Habsbourg (excellente thèse). — *Paul Harsin.* Crédit public et banque d'État en France du XVI<sup>e</sup> siècle au XVIII<sup>e</sup>. — *René Hoffherr.* L'économie marocaine (qui s'est développée et transformée rapidement depuis vingt ans). — *Henri Lévy-Bruhl.* Un projet de code de commerce à la veille de la Révolution (celui de Miromesnil, 1778-1789). — *Paul Mauchaussé.* L'évolution du régime minier au Maroc français. — *Jacopo Tivaroni.* Compendio di storia delle istituzioni e delle dottrine economiche (simple précis, qui intéresse surtout l'histoire économique de l'Italie). — *Xénophon Zolotas.* L'étalon d'or en théorie et en pratique. — Nuova collana di economisti stranieri e italiani (quatre volumes de cette collection sont déjà publiés). — *Jean Streichenberger.* Les sociétés anonymes de France et d'Angleterre.

**Société de l'histoire du protestantisme français. Bulletin.** 1933, avril-juin. — *Henri de PEYSTER.* Une famille de financiers huguenots : les De Peyster, 1280-1930 (originaire des Pays-Bas, émigrée après 1584 en France, a essaimé en Amérique ; ses membres se sont toujours occupés de questions financières). — *Harcourt BROWN.* Un cosmopolite du grand siècle : Henri Justel (il a été un des plus importants propagateurs des idées anglaises en France avant le XVIII<sup>e</sup> siècle). — *Émile PIQUET.* Les dénombrements généraux de réfugiés au pays de Vaud et à Rome à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (utile document). — Une vieille Bible du pays castrais. — La manufacture d'Oberkampf à Saint-Jean, près Corbeil. — Encore un temple conservé après la Révocation : Le Carla. — Jacques PANNIER. Une famille noyonnaise (des D'Artois. Calvin serait-il né dans leur maison?). — A. GALLAND. Les pasteurs Gourjon et les Mollet de la Prairie. — A propos du « Pantagruel » de 1532. — Comment certains catholiques défigurent encore l'histoire de la Réforme. — Jacques PANNIER. Le baptême et la sainte Cène au XVI<sup>e</sup> siècle, d'après trois représentations contemporaines. = **Comptes-rendus critiques. Saint Jean Chrysostome.** Dialogues sur le sacerdoce. — *W. Niesel.* Calvins Lehre vom Abendmahl-Christi. — *H. Hug.* Ulrich Zwingli, 1484-1531. Glanures d'histoire de la réformation en Suisse orientale. — *Jacques Courvoisier.* La notion d'Église chez Bucer dans son développement historique. — *Güvenar Westin.* Negotiations about Church unity, 1628-1634. — *John Durie.* Gustavus Adolphus, Axel Oxenstierna. — *P. Humbert.* Peiresc. — *Abbé Gaquère.* Pierre de Marca, 1594-1662. Sa vie, son œuvre, son gallica-



nisme. — *J. Jalla*. Les Vaudois et la guerre de la Ligue d'Augsbourg, 1690-1697. — *J. de Mestral-Combremont*. Un grand serviteur : J.-F. Oberlin. — *J. Régéné*. Jeanas en Vivarais et la psychologie du peuple ardéchois. — *Roger Mazauric*. Une église huguenote lorraine : Courcelles-Chaussy. = Nécrologie. *J. PANNIER*. Christian Pfister. = Juillet-septembre. *Émile LÉONARD*. L'institution du Mérite militaire (décoration instituée en 1759 pour les officiers protestants étrangers à qui leur religion interdisait l'entrée dans l'ordre royal de Saint-Louis. Cite le cas d'officiers français qui refusèrent cette dernière décoration ou sollicitèrent la croix du Mérite. C'est dans l'armée de l'émigration que cette croix fut donnée pour la première fois à des officiers protestants français. A suivre). — *Gabrielle BERTHOUD*. L'arrestation d'Antoine Saunier, février 1530 (publie une lettre inédite de Pierre Lizet à François I<sup>er</sup>, qui donne de précieux renseignements sur sa vie et sur les procédés employés pour obtenir de lui des aveux compromettants). — *P. BEUZART*. Informations et procès devant le Parlement de Paris de 1543 à 1547 (montre la persécution croissante à la fin du règne de François I<sup>er</sup>). — Les dénombrements généraux de réfugiés au pays de Vaud et à Berne, à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle ; suite. — *Daniel BOURCHEMIN*. Béarnais à Londres : les Datournou (émigrés au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle). — *L. MERLE*. Trois documents poitevins (1732-1761, relatifs à un pasteur de Mouilleron : Louis Bernardeau, et aux baptêmes successifs d'un enfant protestant). = Variétés. *J. PANNIER*. Une famille protestante d'Auteuil et Passy : les Massicot. Aurait-elle reçu Calvin fugitif en 1533? — *L. BASTIDE*. Résidences bretonnes de la famille de La Moussaye. — Une médaille protestante. = *Comptes-rendus*. *Johann Stumpf*. Chronica vom Leben und Wirken des Ulrich Zwingli. — *David Lasserre*. A propos de l'Édit de Nantes et de sa révocation. Un exemple d'historiographie catholique. — *Maria Lucker*. Die französische Psalmenübersetzungen des XVIII<sup>e</sup> Jahrhunderts, als Ausdruck der geistigen Strömungen der Zeit. — *G. Tournier*. Les galériens de Mazamet, 1745-1762. Correspondance inédite des forçats pour la foi condamnés à la suite de l'Assemblée religieuse de la Tourette. — *Albert Rey*. Joannas dans ses origines, son passé ; aux temps modernes. Hier et aujourd'hui. — *C. Chante*. Un coin des Cévennes : le Vigan et ses environs. — *G.-J. Heering*. Dieu et César. — *A. C. M. Duinker*. Claude de Sainte-Marthe, prêtre et confesseur de Port-Royal. — *Marg. Charageat*. L'art des jardins. — *R. Casalis*. Un siècle de vie protestante : le consistoire de Saint-Voy, 1805-1905. — *S. Rocheblave*. Christian Pfister et l'Alsace.

M. C.

## BELGIQUE

*Analecta Bollandiana*. T. XLI, fasc. 3-4. — *Paul PEETERS*. Une vie grecque du pape S. Martin I<sup>er</sup> (l'existence d'une vie de saint Martin I<sup>er</sup>, qui est notée dans le synaxaire de Sirmond, est attestée par le témoignage positif d'une vie de S. Maxime le Confesseur, connue aujourd'hui d'après une traduction en géorgien). — *Hippolyte DELEHAYE*. Constantini Acropolitae, hagiographi-byzantini, epistularum manipulus (description du manuscrit de l'Ambrosienne H. 81. sup. et publication partielle des lettres). — *A. WILMART*. Les reliques de saint Ouen à Cantorbéry. — *Baudouin DE GAIFFIER*. La controverse au sujet de la patrie de S. Émilien de la Cogolla (saint Émilien, mort en 574, vécut au monastère de San Millán de la Cogolla, situé dans la Rioja en vieille Castille. On peut considérer comme prouvée l'opinion des historiens qui placent le saint en Castille et non en Aragon). — *Paul GEOSJEAN*. La prophétie de S. Malachie sur l'Irlande (c'est l'œuvre d'un faussaire ;

elle est trop précise et a été démentie par l'événement). — Plac. LEFÈVRE. Le miracle eucharistique de Bruxelles en 1370. — *Catalogus codicum hagiographicorum latinorum bibliothecae capituli ecclesiae cathedralis Beneventanae* (en appendice est publiée la « Passio s. Modesti, levitae et martyris », avec une table des saints mentionnés dans le Catalogue). = *Comptes-rendus*. L.-H. Vincent et F.-M. Abel. Emmaüs, sa basilique et son histoire. — *Gustave Bardy*. Origène (extraits encadrés de commentaires). — *Otto Bardenhever*. Geschichte der altkirchlichen Literatur, t. V (on note un assez grand nombre d'omissions). — *Gerhard Rauschen*. Patrologie, 10<sup>e</sup>-11<sup>e</sup> éditions (revues par le savant médiéviste de Breslau, M. B. Altaner). — *Studi bizantini e neoellenici*, t. III. — *Carl Schmidt et H. J. Polotzey*. Ein Mani-Fund in Ägypten (une heureuse trouvaille de papyrus au Fayoum, appartenant à la bibliothèque d'un manichéen de la Haute-Égypte, fournit le dernier mot sur Mani, ses disciples et sa doctrine). — *Edvardus Schwartz*. Concilium universale Chalcedonense. I<sup>a</sup> : Epistularum collectiones (édition vraiment scientifique des actes promulgués dans la première session de ce concile). — *Chrysostomos Papadopoulos*. 'Η Ἐκκλησία Ἀθηνῶν. — *G. Théry*. Hilduin traducteur de Denys (début d'un ouvrage qui comprendra trois volumes sur Hilduin, traducteur du *Corpus* attribué à Denys l'Aréopagite). — *Claudius Vaillat*. Le culte des sources de la Gaule antique. — *Zacarias Garcia Villada*. Historia eclesiastica de España, t. II<sup>a</sup>. — *Adalbert Hämel*. Handbuch der Spanienkunde. — *Josep Gudiol i Cunill*. Notions d'arqueologia sagrada catalana, t. I. — *John A. Duke*. The Columban Church (très médiocre). — *Anselmo M. Tommasini*. I Santi irlandesi in Italia (« à beaucoup de bonne volonté et de patience, l'auteur ne joint pas toujours assez de critique »). — *Karl Christ*. Die Bibliothek des Klosters Fulda im 16 Jahrhundert. — *Cunibert Mohlberg*. Katalog der Handschriften der Zentralbibliothek Zürich. — *Anouar Hatem*. Les poèmes épiques des Croisades. Genèse, historicité, localisation (information consciencieuse et de première main ; mais qu'est-ce que la genèse de l'idée de croisade?). — *R. E. Swartwout*. The monastic craftsman (l'auteur appartient à l'école antimonastique qui travaille à diminuer le rôle du travail chez les moines en ce qui concerne les arts ; sa méthode est toute tendancieuse). — *L. M. Smith*. Cluny in the XI and XII centuries. — *Joan Evans*. Monastic life at Cluny, 910-1157. — *Z. N. Brooke*. The english Church and the Papacy, from the conquest to the reign of John (remarquable). — *E. Margaret Thompson*. The Carthusian order in England. — *G. Dal-Gal*. Il santo di Padova nella storia (excellente chronologie de la vie du saint). — *Hilarion Felder*. Die Antoniuswunder (conclut que saint Antoine, comme la plupart des saints, n'a fait aucun miracle avant sa mort). — *A. Huonder*. Ignatius (beaucoup de recherches utilisées, après la mort de l'auteur, par le P. Wilhelm). — *Gilbert Sheldon*. The transition from Roman Britain to christian England, 368-664 (ouvrage de seconde main). — *F. A. Mullin*. A history of the work of the Cistercians in Yorkshire, 1131-1300 (insuffisant).

**Analecta Praemonstratensia.** T. IX, fasc. I, janvier 1933. — J. BORREMANS. Un trésor méconnu du chant géorgien : les mélodies présentent un chromatisme fictif. — H. Th. HEIJMAN. De verspreiding der Norbertijner Orde in Nederland. — N. BACKMUND. Briefe von Layruehl und Longpré an Abt Andreas Vögele von Windberg, anlässlich eines Exemptionstreites mit dem Regensburgener Bischof (du 25 juillet 1602). — A. STARA. Additamenta ad monasteriologium O. Praem. — Pl. LEFÈVRE. Les chants de la procession du IV<sup>e</sup> dimanche de l'Avent dans la litur-

gie de Prémontré. — *Id.* Trois manuscrits liturgiques norbertins inconnus, conservés à la Bibliothèque royale de Belgique (bréviaire plénier et missel fragmentaire du XIV<sup>e</sup> siècle, missel plénier du XV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècle). — *Kan. STEENACKERS.* Aanteekeningen nopens honoraria bij gelegenheid van abtelijke wijdingen te Mechelen. — *A. ERENS.* Supplicatio pro subsidio ad recuperanda monasteria Hungarica, 1688. — *Id.* Relatio visitationis apostolicæ monasterii Knechtstedensis 1617. — *Id.* Petio in favorem abbatiæ de Osterhoven incendio deletæ, 1775. — *Ben. BRANDL.* Goethes Beziehungen zum Stift Tepl. — *Editio Textuum.* Formularium Præmonstratense, II, publié par *J. J. EVERS.* — *Beschlüsse der Kölner Provinzialkapitel für die Westfälische Zirkarie O. Praem. 1628-1659.* Zweiter Teil, publié par *Th. PAAS.* = *Avril. E. VALVEKENS.* De laatste Kloosterlingen der Abdij van Middelburg (vaines tentatives des religieux, chassés de Middelburg en 1574, pour obtenir une indemnité en 1609 quand la paix fut rétablie). — *Pl. LEFEBVRE.* A propos des broderies historiées exécutées pour l'abbaye d'Averbode au XVI<sup>e</sup> siècle (redresse les erreurs contenues dans un article de *Th. Van de Plas* sur ce sujet, paru dans la même revue, t. VIII, 1932). — *G. v. d. VELDEN.* De Voorlezing van den Regel van St. Augustinus. — *Norbert BACKMUND.* Die Propstei St. Barbara im Haag. — *Dom Th. RÉJALOT.* Lettres du P. Charles-Louis Hugo, abbé d'Étival, à Dom Augustin Calmet, abbé de Senones (pour l'engager à accepter la dignité épiscopale que Benoît XIII voulait lui imposer). — *Plac. LEFÈVRE.* La nouvelle édition du « Processionale Praemonstratense » de 1932 (on n'a pas tenu assez compte des plus anciennes traditions et on a préféré « emboîter le pas à des correcteurs inintelligents d'une époque de décadence liturgique »). — *J. KLEIJNTJENS.* Verkiezing van Nicolas van den Braak tot prelaat van Berne, 1837. Over de Benëming van een proost in het Norbertinessenklooster te Oosterhout. = *Comptes-rendus. Hans Bernhöft.* Das Prämonstratenser Domstift Ratzeburg im Mittelalter. — *Hans Trelmel.* Die säkularisierten Klosterwaldungen in Bayern. — *Dom Thierry Réjalot.* Le jansénisme à l'abbaye d'Orval, 1674-1764.

## ÉTATS-UNIS

**The Journal of modern history.** Vol. V, décembre 1933. — *Conyers READ.* Queen Elizabeth's seizure of the duke of Alba's pay-ships (en novembre 1568, quatre caboteurs convoyés par un vaisseau de guerre quittaient les ports espagnols avec une licence pour Anvers. Ils transportaient 85 livres sterling en 155 caisses d'argent espagnol pour le paiement des troupes du duc d'Albe aux Pays-Bas, et 40,000 £ expédiées en contrebande par des banquiers genevois. Ces caboteurs, arrêtés par la tempête dans le golfe de Gascogne, tombèrent aux mains des Anglais, juste au moment où la reine Élisabeth avait le plus besoin d'argent. Mais comment expliquer d'une part la conduite de la reine et de son principal conseiller William Cecil, dont la politique alors était toute à la paix, d'autre part l'inaction d'Albe, du roi d'Espagne, des Gênois? C'est ce faisceau d'énigmes que l'auteur s'est efforcé d'expliquer). — *Franklin D. SCOTT.* Bernadotte et le trône de France en 1816 (d'après des documents inédits). — *Holden FURBER.* The East-India directors in 1784 (d'après des lettres privées, qui font mieux connaître la « John Company »). — *Ralph Haswell LUTZ.* Studies of world war propaganda, 1914-1933 (revue des ouvrages publiés sur cette grosse question). = *Comptes-rendus. Marc Bloch.* Les caractères originaux de l'histoire rurale française. — *Wacław Sobieski.* Der Kampf

um die Ostsee, von den ältesten Zeiten bis zur Gegenwart (étude sur la situation politique de la Poméranie, l'embouchure de la Vistule, la Prusse orientale jusqu'à la Grande Guerre et la création du Corridor). — *Morris Bishop*. The odyssey of Cabeza de Vaca (très intéressante biographie d'un explorateur espagnol, un des survivants de la désastreuse expédition de Narvaez en Floride, devenu plus tard gouverneur de la région de Rio de la Plata. Fournit beaucoup de détails sur la vie des Indiens). — Acts of the Privy council of England 1621-1623. — *Edward Raymond Turner*. The Cabinet council of England, 1622-1786. — *Ghislaine de Boom*. Les ministres plénipotentiaires dans les Pays-Bas autrichiens (étude approfondie sur la politique de Cobenzl de 1753 à 1770). — *G. Eland*. Purefoy letters 1735-1753 (beaucoup de menus détails sur la vie privée à la campagne dans l'Angleterre au XVIII<sup>e</sup> siècle). — *Holden Furber*. The correspondence of Sir John Shore, governor-general of India, with Henry Dundas, president of the board of control, 1793-1798. — *Frederick L. Nussbaum*. An introduction to « Der moderne Kapitalismus » of Werner Sombart (remarquable). — *Henry Hamilton*. The industrial revolution in Scotland (important). — *H. A. Innes et A. R. McLower*. Select documents in Canadian economic history, 1783-1885, t. II. — *Georges Lefebvre*. La Grande Peur de 1789. — *Charles Poisson*. Les fournisseurs aux armées sous la Révolution française. Le Directoire d'achat, 1792-1793. — *Charles Marion Thomas*. American neutrality in 1793 (bonne étude sur le « Cabinet government »). — *Hildegard Angell*. Simón Bolívar, South America liberator. — *Eduard Heller*. Mitteleuropas Vorkämpfer, Fürst Felix zu Schwarzenberg (d'après les documents des archives de Vienne et des archives de famille; on n'a pas encore dit le dernier mot sur ce prince). — *Epiceramo Corbino*. Annali dell'economia italiana. T. III : 1881-1890. — *Prince A. Lobanov-Rostovsky*. Russia and Asia (superficiel). — *Lady Victoria Hicks-Beach*. Life of Sir Michael Hicks-Beach (bonne biographie de Sir Michael par sa fille). — *Joseph Ward Swain*. Beginning the twentieth century (érudit et objectif). — *Ebba Dahlin*. French and german public opinion on declared war aims 1914-1918. — *Helen May Cory*. Compulsory arbitration of international disputes. — *George Stewart*. The white armies of Russia, 1918-1920. — *Bernhard Häft*. Rankes Stellungnahme zur französischen Revolution. = Bibliographie des ouvrages parus.

**Medium Aevum.** Vol. II, n° 3, octobre 1933. — *E. V. Gordon et C. T. Onions*. Notes on the text and interpretation of *Pearl*; suite et fin (corrections au texte et commentaire). — *A. McI. Trounce*. The english tail-rhyme romances; suite. — *F. Whitehead*. On certain episodes in the fourth book of Malory's *Morte d'Arthur* (1<sup>o</sup> histoire du chevalier Pelleas, amoureux de la fière Ettard; 2<sup>o</sup> dans les derniers chapitres, Malory invente les épisodes où paraissent Morholt, Gauvain et Uwayne). — *P. G. C. Campbell*. Notes on the book of *jayttes of armes and of chyvalrye* (propose plusieurs modifications au texte établi par A. T. P. Byles, en 1932). = **Comptes-rendus.** *A. Tabachovitz*. Étude sur la langue de la version française des serments de Strasbourg (importante thèse pour le doctorat à Upsal; elle soulève de nombreuses objections). — *Henri F. Muller et Pauline Taylor*. A chrestomathy of vulgar latin (le latin vulgaire a persisté intact pendant la seconde moitié du VI<sup>e</sup> siècle, ainsi qu'au VII<sup>e</sup> et au VIII<sup>e</sup>; c'est donc sur les documents écrits à cette époque qu'on doit se baser pour établir la formation du « roman ». L'auteur ne paraît pas avoir connu l'article de F. Lot dans le *Bulletin Du Cange*). — *Alfred Ewert*. The french language (Louis Brandin fait grand cas de cet ouvrage). — *Miss Kathleen*

*Chesney*. Guillaume Crétin : œuvres poétiques (admirable édition, avec des documents nouveaux pour la biographie de l'auteur, qui fut trésorier de la Sainte-Chapelle de Vincennes et chapelain de la Sainte-Chapelle de Paris). — *Samuel Singer*. Die religiöse Lyrik des Mittelalters. — *John Edwin Wells*. Fifth supplement to a Manual of writings in the middle english, 1050-1400.

**The national geographic Magazine**. 1933, novembre. — William-Joseph SNOW-WALTER. New-York, an Empire within a Republic (rapide histoire de la ville et de l'État de New-York depuis le début du XVII<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours ; sa situation actuelle au point de vue économique. Cette vaste agglomération, comprise entre le canal d'Erie, qui est le « ditch » construit par De Witt Clinton, est actuellement peuplée de douze millions et demi d'habitants, plus que le Canada, l'Australie, l'Afrique anglaise. Ce prodigieux développement est esquissé par l'auteur comme un miracle d'activité économique et représenté matériellement dans une carte établie par le service officiel de l'Armée de l'air et avec l'appoint de nombreuses photographies). — Ernest G. HOLT. A journal by jungle rivers to the home of Cock-of-the-Rock (notes prises dans un voyage d'exploration scientifique accompli en 1929-1930 par une mission de naturalistes dans la région, en partie désertique, de l'Amazonie et de l'Orénoque, au pays du « Coq-des-Rochers »). — George M. HANSON. « As the Tuan had said » (rapporte les récits d'un chef de pirates dont l'autorité s'étend sur de nombreuses îles ou îlots non loin de la Bornéo britannique. Décrit cette région, où règne le typhon, et les mœurs des Jolo ou Soulou de cet archipel).

**Speculum**. Vol. VIII, n° 4, octobre 1933. — R. S. LOOMIS. The Irish origin of the Grail legend. — Richard McKEON. Utility and philosophy in the Middle Ages. — George VERNARDSKY. The heresy of the Judaizers, and the policies of Ivan III of Moscow (cette hérésie, née d'abord à Kiev, gagna ensuite Novgorod-la-Grande, où elle fut propagée par un savant juif appelé Zacharie ben Aaron. Novgorod ayant été occupée par le grand-duc de Moscou, Ivan III, 1462-1505, Zacharie suivit à Moscou le vainqueur ; mais Basile, le successeur d'Ivan, reprit la lutte contre l'hérésie et tous les judaïsants furent condamnés à la prison perpétuelle. Quant à Ivan III, sa politique n'eut jamais qu'un objet, celui de réaliser l'unité du peuple russe en le soumettant à Moscou). — J. S. P. TATLOCK. The English journey of the Laon canons (le voyage de neuf chanoines de Laon dans l'Angleterre du Sud-Ouest au début du XII<sup>e</sup> siècle a fortement contribué au développement de la légende arthurienne). — J. M. CAMPBELL. Patristic studies and the literature of mediaeval England (riche bibliographie). — C. Grant LOOMIS. King Arthur and the Saints. — H. C. GREENE. « Orientis partibus » and the Le Cat's *Histoire des évêques de Beauvais* (« orientis partibus » sont les premiers mots d'une chanson sur la fête de l'âne, recueillie par Augustin Le Cat, chanoine de Beauvais, auteur d'une *Histoire des évêques de Beauvais*, qui contient de curieux détails sur cette fête ; elle ne fut d'abord connue que par un ms. du Musée britannique où la chanson ne se trouve pas ; on peut la lire dans un autre ms. récemment découvert et qui se trouve à Beauvais). — Herbert H. COULSON. Twelfth-century land transfers in the Saracen quarter of Aquinum (liste d'une vingtaine de ces documents qui vont de 1138 à 1171). — Thomas P. OAKLEY. Cultural affiliations of early Ireland in the penitentials. — Josuah STARR. An iconodulic legend and its historical basis (au temps de Léon l'Isaurien). — I. H. STEIN. An unpublished fragment of Wiclif's *Confessio* (d'après un manuscrit de Vienne, avec variantes). — André BOUTEMY. The manuscript



tradition of the *Speculum stultorum*. — Cecil Roth. The feast of Purim and the origins of the blood accusation (histoire du prétendu meurtre rituel depuis l'an 1144 ; il a pour origine le fait que les Juifs, au temps de Purim, brûlaient l'effigie d'Aman condamné au gibet qu'Assuérus avait fait préparer pour Mardochée. Cette coutume fut par la suite interprétée comme un outrage contre le christianisme). — George L. Frost. The music of the *Kinges note* (dans les *Canterbury tales*. A. 3217). = **Comptes-rendus**. *Sidney Painter*. William Marshal, knight errant, baron, and Regent of England. — Three Chaucer studies (par *Russell Kraus*, *Haldeen Braddy* et *C. Robert Kase* ; longue analyse de ces études par B. J. Whiting).

## GRANDE-BRETAGNE

**Bulletin of the Institute of historical Research**. Vol. XI, n° 32, novembre 1933. — F. M. Powicke. The limits of effective co-operation in the synthesis of history (brève dissertation sur le sens et l'intérêt des deux expressions : *effective* et *synthesis*). — A. F. Pollard. Tudor bibliography (signale un assez grand nombre d'erreurs dans la *Bibliography* de Conyers Read). — H. Hale Bellot. Parliamentary printing, 1660-1837 (les textes publiés par les deux Chambres du Parlement forment deux séries distinctes : les actes ou *Records* et les documents imprimés dont elles sont entrées en possession. Ceux de la deuxième série sont désignées de puis 1837 sous la rubrique de « sessional papers » et se classent en trois groupes : *notes*, *journals* et *divisions*. On en donne ici la bibliographie). — David B. Quinn. Irish records, 1920-1933 (ce qui a échappé à l'incendie et aux explosions de 1922). — Graham Pollard. Account of the expense of printing the *Paston letters* (on a retrouvé et l'on publie un document inédit qui fait connaître les dépenses faites pour l'édition des lettres des Paston en 1787 et 1789. Combien coûterait aujourd'hui l'édition annoncée du supplément aux lettres?). = **Comptes-rendus**. J. D. Cowley. A bibliography of abridgements, digests, dictionaries and indexes of english law to the year 1800. — G. M. Trevelyan. Bolingbroke's defence of the treaty of Utrecht (ce document doit être lu et utilisé avec précaution ; M. Trevelyan ne paraît pas s'en être aperçu). — W. G. Bassett. English naval policy in the Caribbean, 1698-1703 (on donne ici l'analyse de cet ouvrage, qui a obtenu le prix Julian-Corbet en 1932). = Sommaires des thèses : The administration of the system of transportation of British convicts, 1763-1793. — P. Chandra. The relations between the directors and the board of Commissioners for the affairs of India, 1784-1813 (avec l'indication des sources). — G. H. Bolsover. Great Britain, Russia and the Eastern question, 1832-1841 (utilise des pièces d'archives et des documents russes). — Edwin Benson. A history of education in York, 1780-1902 (avec deux tableaux montrant la répartition des étudiants entre les divers sectes religieuses). = **Le Dictionary of national biography**. Corrections et additions. = Entrées et sorties des manuscrits historiques dans les bibliothèques du P. R. Office, du Musée britannique, etc. = Supplément au n° 4. Guy Parsloe et Zirphie Parsloe. Guide pour les publications historiques des Sociétés savantes d'Angleterre et de Galles. 4<sup>e</sup> supplément.

**The English historical Review**. 1933, octobre. — Miss Kathleen Major. The « familia » of archbishop Stephen Langton (la « familia », c'est-à-dire tous les agents, grands et subalternes, qui assuraient les services variés de la « maison » du prélat).

— F. M. POWICKE. Bibliographical note on recent works upon Stephen Langton (travaux récents de Miss Smalley, de Mgr Lacombe, de MM. Landgraf, O. Lottin, Miss A. L. Gregory). — N. DENHOLM-YOUNG. Documents of the Barons' war (ajoute beaucoup de faits nouveaux à la biographie de Simon de Monfort ; plusieurs documents inédits en appendice). — Miss M. V. CLARKE. The manuscripts of the Irish « *Modus tenendi parliamentum* » (le plus ancien de ces manuscrits paraît avoir pour auteur l'archevêque de Cashel, Richard O'Hedigan, 1406-1440, qui eut sans doute à sa disposition la rédaction française du « *Modus* »). — Harold TEMPERLEY. Stratford de Redcliffe and the origins of the Crimean war (d'après des documents nouveaux). — T. S. R. BOASE. Boniface VIII and Bologna (selon le témoignage de Boniface VIII lui-même, il séjourna dans sa jeunesse à Bologne et y fit ses études, sans doute entre 1260 et 1264). — Dorothy H. SOMERVILLE. The dates of Vernon correspondence (James Vernon était sous-secrétaire d'État sous les ordres du secrétaire, duc de Shrewsbury. A la suite de diverses circonstances, Shrewsbury fut obligé de rester loin de son poste de 1696 à 1706 et, pendant ce temps, Vernon le tint au courant des affaires. Cette correspondance a été très mal éditée en 1844 ; on dresse ici une longue liste des principales erreurs). — R. W. GREAVES. « A scheme for the counties » (publie un document qui donne une idée des attaques dirigées par les Tories contre le scandale des mœurs politiques après la chute de Walpole. C'est un plan destiné à rendre effective l'opposition torie ; il est sans doute l'œuvre de Thomas Carte). — **Comptes-rendus.** Aloysius K. Ziegler. Church and State in wisigothic Spain (bon résumé des résultats obtenus par l'érudition contemporaine). — P. Milioukov. Histoire de Russie, t. I (utile traduction d'un très bon livre). — Carl Stephenson. Borough and town ; a study of urban origins in England (longue analyse de ce bon livre par James Tait). — Ephraïm Emerton. The correspondence of pope Gregor VII ; selected letters from the Registrum. — A. J. Macdonald. Hildebrand ; a life of Gregor VII (la traduction des lettres du pape laisse à désirer). — Erica Schirmer. Die Persönlichkeit Kaiser Heinrichs IV im Urteil der deutschen Geschichtschreibung. — Close rolls of the reign of Henry III, 1256-1259. — Alfred Hübner. Vorstudien zur Ausgabe des Buches der Könige in der Deutschenspiegel-fassung (importante étude sur le Livre des rois allemands). — Pietro Guidi. Rationes decimarum Italiae nei secoli XIII e XIV. Tuscia I (excellente production de la Biblioteca apostolica Vaticana). — Richard Stolz. Marsili de Padua *Defensor pacis*. — Howard L. Gray. The influence of the Commons on early legislation (important pour l'histoire du Parlement aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles). — T. S. Jansma. Raad en rekenhamer in Holland en Zeeland tijdens hertog Philipps van Bourgondië (bon travail, bien que l'auteur n'ait pas consulté les archives de Bruxelles ni de Lille). — Willy Andreas. Deutschland vor der Reformation ; eine Zeitenwende (vaste tableau de la civilisation allemande avant la Réforme). — Robert W. Ramsey. Henry Cromwell (bonne biographie, et qui restera). — Gabryelle van den Haute. Les relations anglo-hollandaises au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, d'après la correspondance d'Alexandre Stanhope. — C. S. B. Buckland. Metternich and the British government, 1809-1813 (instructif ; à noter une étude détaillée sur le système des communications entre l'Angleterre et l'Autriche à cette époque). — G. F. H. Berkeley. Italy in the making, 1845-1846. — Laurence D. Steefel. The Schleswig-Holstein question (bon résumé). — G. P. Gooch et Harold Temperley. British documents on the origins of the war 1894-1914, vol. VIII. — Élie Halévy. Histoire du peuple anglais au XIX<sup>e</sup> siècle. Épilogue, vol. II (très remarquable). — G. N. Cross. Epirus ; a study

in greek constitutional development. — *C. H. McIlwain*. The growth of political thought in the West (histoire des idées depuis les Grecs jusqu'à la fin du Moyen Age). — *T. R. Glover*. Greek byways (sans valeur). — *S. Krishnaswami Aiyangar*. Evolution of Hindu administrative institutions in South India (bon résumé). — *Wilhelm Erben*. Kriegsgeschichte des Mittelalters. — *Jacob Braude*. Die Familiengemeinschaften der Angelsachsen (connaît mal les textes sur lesquels il s'appuie). — *Miss Muriel Curtis*. Some disputes between the city and cathedral authorities of Exeter. — *A. H. Thomas*. Calendar of select pleas and memoranda of the city of London, 1381-1412. — *A. Lohmann*. Zur geistigen Entwicklung Thomas Müntzers. — *F. C. Church*. The italian reformers, 1534-1564. — *J. E. Kelly*. Pedro de Alvarado, conquistador (médiocre). — *Karl Brandi*. Gegenreformation and Religionskriege. — *Dragonetti de Torres*. La lega di Lepanto, nel carteggio diplomatico inedito di don Luys de Torres, nunzio straordinario di s. Pio V, a Filippo II. — *A. Pasture*. La restauration religieuse aux Pays-Bas catholiques, 1596-1633 (utilise un grand nombre de documents; précieuse bibliographie). — *Miss Helen Darbishire*. The early lives of Milton (admirable publication). — *M. V. Hay*. The Blairs papers (importants documents sur les catholiques écossais au xvii<sup>e</sup> siècle). — *Philip. P. Argenti*. The massacres of Chios described in contemporary diplomatic reports. — *K. N. Venkatasubba Sastri*. The administration of Mysore under Sir Mark Cubbon. — *John D. Cowley*. A bibliography of abridgments, digests, dictionaries and indexes of English law to the year 1800. — *E. M. Meijers et A. S. de Blécourt*. Le droit coutumier de Cambrai. — *Sir Lewis Dibdin*. Establishment in England (contient beaucoup d'utiles informations sur les rapports de l'État et de l'Église).

**History.** 1933, octobre. — *V. Gordon Childe*. Races, peoples and cultures in prehistoric Europe (résumé, sans aucune indication bibliographique). — *Reginald Lennard*. The character of anglo-saxon conquests. A disputed point (conteste l'opinion de Ferdinand Lot qui, se fondant sur le témoignage de Gildas, affirme que la conquête a été réalisée non par des invasions successives, mais tout d'un coup : « Dès 441-442, tout est accompli », dit-il ; mais il s'est trompé sur le caractère de la Chronique anglo-saxonne. De même s'est trompé M. Jolliffe quand il prétend que l'établissement des Jutes dans le Hampshire s'est opéré avant l'arrivée des Saxons). — *Miss Constantia Maxwell*. The life and work of Turgot. — L'enseignement de l'histoire dans les écoles secondaires en Angleterre, d'après le rapport présenté au nom du Conseil de l'Association et communiqué au Congrès international de Varsovie. — *G. B. Henderson*. The Seymour conversations, 1853 (ces documents, récemment publiés par Zaionchkovskii, prouvent que les entretiens de Sir Hamilton Seymour avec le tsar Nicolas II ont été interprétés tout de travers). — **Comptes rendus.** International bibliography of historical sciences (analyse rapide des quatre volumes déjà publiés). — *James Mackinnon*. The Gospel in the early Church (l'auteur se place au point de vue d'un libéralisme tempéré, qui, sans doute, peut être modifié par de nouvelles études). — *Christopher Dawson*. The making of Europe ; an introduction to the history of european unity (du iv<sup>e</sup> au xi<sup>e</sup> siècle ; avec une bonne bibliographie). — *Steven Runciman*. Byzantine civilisation (bon manuel). — *Gaston [et non Gastin] Zeller*. La France et l'Allemagne depuis six siècles (guide bien informé et exempt de parti pris). — *Carl Stephenson*. Borough and town (savante étude sur les origines des villes en Angleterre, mais qui prête le flanc à de sérieuses

objections). — *Martin Weinbaum*. Verfassungsgeschichte Londons, 1066-1288 (remarquable). — *G. G. Coulton*. Scottish abbeys and social life (estime qu'il y aurait encore beaucoup de recherches à faire sur un tel sujet). — *H. L. Gray*. The influence of Commons on early legislation (minutieuse étude des documents d'archives concernant les bills et pétitions présentés au Parlement aux <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècles). — *Marjorie Peers Howden*. The register of Richard Fox, Lord bishop of Durham 1494-1501. — *Léon Lemonnier*. Sir Francis Drake (l'auteur n'a pas encore dit le dernier mot sur Drake). — *Gabryelle van den Haute*. Les relations anglo-hollandaises au début du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, d'après la correspondance d'Alexandre Stanhope, 1700-1706. — *R. E. Pinkerton*. Hudson's Bay company (présente sous un jour nouveau l'histoire ou plutôt la légende de cette Compagnie; l'auteur manque trop souvent de critique). — *Denis Gwynn*. A hundred years of catholic emancipation, 1829-1929. — *W. J. Sparrow Simpson*. The history of anglo-catholic revival from 1843. — *Amos A. Ettinger*. The mission to Spain of Pierre Soulé, 1853-1855 (étude fortement documentée sur la diplomatie des États-Unis à l'égard de Cuba). — *Hurault de Maisse*. Journal (la traduction qu'en viennent de donner MM. Harrison et Jones nous fait connaître pour la première fois en entier le journal de Maisse sur son ambassade auprès de la reine Élisabeth, fin 1597). — *E. S. Bradley*. Henry Charles Lea (instructive biographie de cet historien qui a su pénétrer les mystères de la vie cléricale au Moyen Age, 1825-1909).

**The Times. Literary Supplement.** N° 1658. — Art. de tête : George Savile, marquis of Halifax, 11 novembre 1633-5 avril 1695 (étude sur la carrière politique de ce personnage, auteur d'une *Letter to a dissenter*, qui déconseillait aux « Dissenters » d'accepter le régime de l'« Indulgence » qu'on leur proposait, lettre qui eut un prodigieux retentissement). — **Comptes-rendus.** *Ion S. Munro*. Through fascism to world power; a history of the Revolution in Italy. — *Martin Weinbaum*. London under Eduard I (important recueil de documents). — Sir *John Marriott*. Queen Victoria and her ministers (intéressant, mais le plan est contestable et sans aucun ordre chronologique). — *Allan Monkhouse*. Moscow, 1911-1933. — *Alice Werner*. Myths and legends of the Bantu. — *Conyers Read*. Bibliography of British history, 1485-1603. — *Emily Pearson*. Elizabethan love conventions (très curieux). — *William Abel Pantin*. Documents illustrating the activities of the general and provincial chapters of the English black monks, 1215-1540, vol. II. — N° 1659. The Oxford English dictionary (2<sup>e</sup> édition, revue de près, avec un supplément et une bibliographie). — *Ph. Guedalla*. The Queen and Mr. Gladstone, vol. II (très important : sur les 856 lettres comprises dans ce volume, 620 voient le jour pour la première fois). — *H. E. D. Don Francisco de Reynoso*. Reminiscences of a spanish diplomat (souvenirs riches en anecdotes sur les hommes et les choses du monde européen depuis un demi-siècle). — Lord Riddel's intimate diary of the peace conference and after, 1918-1923. — *James Arthur Muller*. The letters of Stephen Gardiner. — Lady *Burghclere*. A great lady's friendships. Letters to Mary, marchioness of Salisbury, countess of Derby, 1862-1890. — *John Bartlett Brebner*. The explorers of North America, 1492-1806. — *Herbert Thurston*, S. J. Superstition. — Sir *Frederick Pollock*. For my grandson; remembrances of an ancient Victorian (fort intéressants souvenirs d'un grand seigneur, et très notable historien, qui vient d'atteindre l'âge de quatre-vingt-neuf ans). — *L. Earldley-Simpson*. Derby and the Forty five (bonne étude technique sur la malheureuse tentative du prince Charles

en 1745 pour reconquérir le trône de son père ; notamment sur le rôle qu'y joua le comte Derby). — *Edward Herbert Thompson*. People of the Serpent ; life and adventure among the Mayas. — *C. P. Fendal* et *E. A. Cruchley*. The diary of Benjamin Newton, 1816-1818. — *G. K. Lukomski*. I maestri della architettura classica da Vitruvio allo Scamozzi ; trad. par *Lino Cappuccio* (importante étude sur l'architecture classique en Italie au xvi<sup>e</sup> siècle). = N° 1660. *André Maurois*. King Edward and his times (remarquable ; la traduction française est excellente. Certaines erreurs de fait devront être corrigées dans les éditions futures). — *Mrs. Stuart Erskine*. King Faisal of Iraq (bon portrait). — *R. H. Mottram*. East Anglia (superficiel mais intéressant). — *R. E. Dickinson* et *O. J. R. Howarth*. The making of geography (la géographie, c'est « l'histoire du travail humain qui se manifeste par les voyages de découverte, l'astronomie, la géologie, la climatologie, l'océanographie, l'ethnographie et autres sciences ». Les auteurs en ont tracé les résultats en ce qui concerne surtout l'Angleterre et l'Europe). — *Cyril Hall*. Round the great world (pour cet auteur, la géographie est tout bonnement la connaissance de la terre). — *G. K. Brown*. Italy and the Reformation to 1550. — *Colonel Robert J. Blackham*. The Crown and the Kingdom : England's royal family. — *R. McNair Wilson*. Napoleon's love story : Napoleon and Marie Walewska. — *Surendranath Dasgupta*. Indian idealism. — *Grant R. Francis*. Romance of the White Rose ; a jacobite portrait gallery (les planches sont admirables). — *H. Frank Wallace*. A Stuart sketch book 1542-1746. — *A. J. B. Wace*. Chamber tombs at Mycenae (rapport très détaillé sur les vingt-quatre tombes de Mycènes qui ont été étudiées en 1920-1924 par l'École anglaise d'Athènes). — *Marjorie* et *C. H. B. Quennett*. A history of everyday things in England, 3<sup>e</sup> partie (concernant le développement industriel de 1733 à 1851), = N° 1662. *Claude G. Bowers*. The Revolution after Lincoln (l'Amérique du Nord, de l'assassinat de Lincoln à l'élection de Hayes ; époque digne d'être appelée « tragic » ou « sordid era »). — *Bernard M. Allen*. Gordon in China (expose la carrière du général en Chine d'après des correspondances privées). — *C. A. Anderson Scott*. Living issues in the New Testament (le symbole de Nicée, au lieu d'être considéré comme une confession, devrait être chanté comme un hymne). — *Colonel Sir Arnold T. Wilson*. The Suez canal ; its past, present and futur (histoire complète du canal et de ses affaires ; abondante bibliographie). — *The Houston-Mount Everest expedition 1933* (beaucoup de belles photographies). — *Harry Batsford* et *Charles Fry*. The face of Scotland (admirablement illustré). — *Mabell*, countess of Airlie. A guardsman's letters in the Crimea, 1854-1855 (récit très vivant). — The reminiscences of *J. J. Jusserand* (intéressants souvenirs écrits en anglais par l'auteur ; on n'y trouvera ni indiscretions, ni bavardages). — *Piers Compton*. Camille Desmoulins ; a revolutionary study. — *Harold Chunn*. The face of Paris. — *Marlow*. The works and life of Christopher Marlow : Edward II ; publ. par *H. B. Charlton* et *R. D. Waller*. — *Stephen Leacock*. Charles Dickens. = N° 1663. *Roy Chapman Andrews*. The new conquest of Central Asia (récit des explorations en Mongolie et en Chine en 1921-1930). — *C. P. Fitzgerald*. Son of heaven (biographie de Li Shihmin, le fondateur de la dynastie des Tang). — *Margaret Blundell*. Cavalier. Letters of William Blundell to his friends, 1620-1698 (la correspondance de W. Blundell est intéressante par les renseignements qu'elle contient sur les troubles du xvi<sup>e</sup> siècle ; Blundell, attaché au parti des Cavaliers, fut persécuté comme étant catholique et royaliste, et aussi à propos du prétendu complot de Titus Oates). — *Robert MaGregor Dawson*. Constitutional issues in Canada, 1900-1932. — *Colonel E. W. C.*



*Sandes*. The military engineer in India, vol. I. — *Michael H. Mason*. Where tempests blow (récit d'un voyage entrepris par un simple particulier et dans une intention d'un intérêt tout personnel, dans le détroit de Magellan. Il en a vu de belles). — *A. H. J. Knight*. Some aspects of the life and work of Nietzsche, and particularly of his connection with greek literature and thought. — *Laurence E. Browne*. The eclipse of christianity in Asia, from the time of Muhammad to the xivth century. — *W. D. Taylor*. Jonathan Swift (insuffisant). — *Edgar J. Goodspeed*, *Donald W. Riddle* et *Harold R. Willoughby*. The Rockefeller McCormik New Testament, I (ce volume est composé de fac-similés de manuscrits en couleur). — *C. Wilfred Scott-Giles*. Civil heraldry of England and Wales. = N° 1664. *E. O. James*. Christian myth and ritual. — *Charles Grey*. Pirates of the eastern seas, 1638-1723 (ces pirates n'avaient d'autre but que de faire des affaires lucratives dans les mers des Indes et de la Chine ; c'étaient pour la plupart des Anglais et des Américains). — *C. E. Harler*. The culture and marketing of tea. — *Crane Brinton*. English political thought in the xixth. cent. — *James Theodor Inskip*. Evangelical influence in English life. — *Edgar Prestage*. The Portuguese pioneers. — *Miss St. Kramrisch*. Indian sculpture (116 illustrations et une carte). — *George Saintsbury*. Prefaces and essays. — *Douglas Knoop* et *G. P. Jones*. The mediaeval mason (remarquable étude sur l'histoire économique des maçons et tailleurs de pierre en Angleterre au Moyen Age et aux temps modernes). — *J. R. S. Young*. Edinburgh institution, 1832-1932 (sur la réforme scolaire en Ecosse). — *Le P. Jacobo Fenicio*, S. J. The « libro dos Indios orientais » ; publ. par *Jarl Charpentier* (manuscrit dont l'éditeur, Charpentier, a prouvé qu'il avait été écrit par un jésuite bien oublié ; arrivé en Inde en 1584, il vécut le plus souvent à Cochin et à Calicut). — *Gurmukh Nihal Singh*. Landmarks in Indian constitutional and national development, 1600-1919. = N° 1665. Art. de tête : *Johnson's England* (biographie de cet éminent publiciste, 1709-1784, auteur d'un livre célèbre sur la vie et les mœurs de l'Angleterre au xviii<sup>e</sup> siècle ; l'ouvrage vient d'être réédité par les soins de M. Turberville et d'éminents collaborateurs). = **Comptes-rendus**. *Pierre Crabitès*. Ismail the maligned khedive (l'auteur entreprend de réhabiliter le « méchant khédive », si mal traité par Lord Cromer). — *Sidney Rogerson*. Twelve days (remarquable récit de l'offensive sur la Somme en novembre 1916). — *Helen Elizabeth Muhlfeld*. A survey of the manor of Wye. — *Thomas Whittemore*. The mosaics of St. Sophia at Istanbul. The mosaics of the narthex (précieuse découverte de la décoration primitive).

**Transactions of the Royal historical Society**. 4<sup>e</sup> série, vol. XVI, 1933. — *Sir Richard Lodge*. The treaty of Seville, 1729 (utilise les papiers de Benjamin Keene, consul d'Angleterre à Madrid depuis 1724, mais secrètement autorisé à prendre part aux négociations amorcées par les préliminaires du 31 mai 1727 ; c'est à Stanhope que revint l'honneur de signer le traité). — *F. M. Powicke*. A discussion on of the modern methods for the study of medieval history and their requirements (montre comment les méthodes modernes doivent être appliquées à l'étude et à l'enseignement du Moyen Age). — *Hubert Hall*. A discussion on the exploration anglo-american archives. — *M. L. W. Laistner*. Bede, a classical and patristic scholar (Bede n'a connu les Pères grecs que par des traductions ; en aucun cas, il n'a lu les homélies dans le texte grec et il l'a reconnu lui-même). — *R. W. Southern*. Ranulf Flambard and early anglo-norman administration (il est excessif et injuste de dire, par exemple avec Round, qu'on ne peut attribuer à Ranulf aucune

importance dans le développement de la féodalité en Angleterre ; il fut en vérité un des principaux agents de Guillaume le Roux). — Miss Gladys Scott THOMSON. Woburn abbey and the dissolution of the monasteries (l'examen de ce cas particulier est très difficile parce que les documents essentiels ont disparu au moment du procès et du supplice du dernier abbé de Woburn, mai 1538). — Miss Betty BEHRENS. The office of the English resident ambassador ; its evolution as illustrated by the career of Sir Thomas Spinelly, 1509-1522 (en appendice, liste des ambassadeurs anglais employés au service des cours de Bourgogne, d'Espagne et de l'Empire, en même temps que Spinelly). — Sybil CAMPBELL. The economic and social effect of the usury laws in the XVIIIth. cent. — Sir Richard LODGE. The English factory at Lisbon (histoire des accords commerciaux conclus à Lisbonne avec l'Angleterre, depuis la révolte des Portugais secouant le joug espagnol en 1640 ; étude sur les traités passés, depuis celui de 1642, entre Charles I<sup>er</sup> d'Angleterre et Jean IV de Portugal jusqu'à ceux que signa John Methuen les 16 mai et 27 décembre 1703. En appendice est reproduite la clause du traité du 16 mai, qui ordonnait l'expulsion du roi d'Espagne Philippe V. Quant au traité du 27 décembre, c'est un fait qu'il a été signé par Methuen de son propre chef et sans avoir reçu aucune instruction écrite. Une seconde note fournit des détails inédits sur Benjamin Keene, d'après la biographie de son principal correspondant, Abraham Castres ; il fut consul général à Lisbonne de 1742 à 1749, puis envoyé extraordinaire auprès de la cour de Portugal jusqu'à sa mort, le 2 mai 1757).

## ITALIE

Archivio della R. Società romana di storia patria. Vol. LIII-LV, fasc. 1-12. Rome, 1930-1932. — Mario BATTISTINI. I patri Bollandisti Henschenio e Papebrochio a Roma nel 1660-1661 (bonne analyse d'un manuscrit où est raconté le voyage des deux célèbres Bollandistes, mais seulement jusqu'à Rome ; pour la suite, on a un recueil de lettres originales adressées par Henschen au P. Bolland). — A. SALIMELI. Serie cronologica dei senatori di Roma, dal 1431 al 1447 (d'après les archives de la Cité du Vatican, si riche en documents concernant l'histoire municipale de Rome. Long article suivi d'un appendice contenant 214 documents analysés ou en partie publiés. Additions et corrections à la fin du volume). — P. PASCHINI. La flotta di Callisto III, 1455-1458 (dès son élection, 8 avril 1455, le pape Calixte III avait fait vœu d'employer tous ses moyens pour chasser les Turcs de l'Europe, réprimer leur audace et délivrer Constantinople, qui était tombée sous leur pouvoir le 29 mai 1453. Après une pénible préparation, la flotte put partir vers la fin de 1456 ; elle remporta sur les Mahométans une victoire, qui ne tarda pas à exciter la jalousie des Génois menacés dans leurs intérêts commerciaux dans la mer Égée et la mer Noire. Puis Calixte III mourut, 6 août 1458, sans avoir pu trouver les moyens suffisants pour financer une entreprise aussi hasardeuse). — Camillo SCACCIA-SCARAFONI. Il territorio di Veroli nell'alto medio evo (appendice de documents inédits datés de 1166 à 1347). — E. ROSSI. Una vertenza cavalleresca di Virginio Orsini (querelles à main armée soulevées par Virginio Orsini, marquis de Mentana, pour des contestations d'héritages, de 1589 au 30 septembre 1597, où il fut tué dans une rencontre avec un parti ennemi). — Armando LODOVILI. Un'inchiesta agraria e un referendum sul lusso agli albori del '700 (deux enquêtes administratives, l'une sur la situation agraire et la nécessité de rendre à l'Agro romano son importance éco-

nomique ; l'autre pour combattre le luxe, surtout chez les femmes, ce qui avait pour conséquence de soulever des inimitiés entre les différentes classes de la société. Le referendum de 1704, soumis à la juridiction du Camerlingue, aboutit à plusieurs édits importants, surtout à celui de 1775, qui condamne les excès de la mode chez les hommes comme chez les femmes ; il ordonne la modestie dans les vêtements, un maintien grave, la dévotion à l'Église, etc.). — Angelo DE SANTIS. Lo statuto di Troetto dell'anno 1751 (texte, récemment trouvé, d'un arrêté sur la police municipale de Minturnes). — Luigi BERRA. Cinque lettere inedite di Lello Capilupi (ces lettres, datées de 1546 à 1557, sont adressées à Éléonore de Gonzague, duchesse d'Urbino. On connaissait Capilupi comme poète, auteur des *Centoni virgiliani*, non comme informateur politique). — Filippo GAUTTIERI. La revisione del processo Carafa sotto il pontificato di S. Pio V (le cardinal Carafa, neveu et secrétaire d'État de Pie IV, fut accusé de complicité dans l'assassinat de la duchesse de Paliano et de son amant prétendu, le comte d'Alife, avec la complicité du duc de Paliano, frère du cardinal, 1560. Le procès fut révisé en 1567 sous le pontificat de Pie V. Une copie contemporaine de la sentence, récemment découverte dans les archives du Capitole, permet de corriger sur ce lugubre épisode le récit de Pastor). — Tomaso GNOLI. Scrittori contemporanei di cose romane : Domenico Gnoli e la sua opera su Leone X e la Roma del Rinascimento. — A. SALIMEI. Note di topografia romana : torre del rione Pigna ; torre di Boccamazzi ; case e torre dei Leni, 1286 e 1442 (d'après des archives notariales). — V. FEDERICI. Una sottoscrizione di Melozzo da Forlì? (il s'agit d'une souscription, peinte en caractères très compliqués, au bas d'une fresque de l'église S. Giovanni à Tivoli. M. Pacifici avait cru pouvoir y lire les initiales du nom de Melozzo. M. Federici, publiant à son tour un fac-similé agrandi de la souscription, reste sceptique). — VALENTINI. Article nécrologique sur le baron suédois Carlo de Bildt, 1850-1931, auteur de nombreux ouvrages sur la Suède, notamment sur la reine Christine et ses idées philosophiques. = **Comptes-rendus.** *Nicolas Jung*. Un franciscain, théologien du pouvoir pontifical au XIV<sup>e</sup> siècle : Alvaro Pelayo, évêque et pénitencier de Jean XXII. — *Gellio Cassi*. Il cardinal Consalvi ed i primi anni della restaurazione pontificia, 1815-1819 (pourquoi n'a-t-on pas encore une édition du texte original des Mémoires du cardinal?). — *Jan A. Richmond*. The city wall of imperial Rome (ouvrage d'un grand prix). — *P. Tacchi-Venturi*. Storia della Compagnia di Gesù in Italia, t. I (2<sup>e</sup> édition, fortement remaniée). — *Emma Amadei*. Le torri di Roma. — *J. Peter Kirsch*. Die Kirche in der antiken griechisch-römischen Kulturwelt, t. I (remarquable). — *B. L. Ullman*. Classical authors in mediaeval « Florilegia ». — *G. Lugli*. La villa d'Orazio ; curiosità italiane di storia, arte e folklore. — *A. Salimei*. Gli Italiani a Lepanto, auspice la Lega navale italiana. — *G. B. Picotti*. Il senato romano e il processo di Severino Boezio (important). — *P. Perali*. Le origini artigiane industriali e mercantili di Roma. — *Paul Styger*. Die römischen Katakomben. — Le piante maggiori di Roma dei sec. XVI, XVII e XVIII sec. — *W. Erben*. Rombilder auf kaiserlichen und päpstlichen Siegeln des Mittelalters. = A noter vers la fin une Bibliographie d'histoire pontificale depuis 1920, dressée par G. B. BORINO et qui occupe les pages 453-480.

**Archivio storico lombardo.** 1933, fasc. 3. — Silvio VIGEZZI. Catalogo descrittivo, ragionato e critico delle sculture esistenti nella basilica di S. Eustorgio in Milano (tombe des grands personnages). — Ginevra ZANETTI. Il comune di Milano, dalla

genesis del consolato fino all'inizio del periodo podestarile, 2<sup>e</sup> partie (genèse de la magistrature consulaire, jusqu'à l'introduction du premier podestat en 1186). — Paolo GUERRINI. Il monumento della vittoria di Maclodio (publie quelques documents inédits sur la victoire remportée par le comte de Carmagnola, le 15 octobre 1427, à Maclodio, et sur la mort du comte, qui fut décapité le 5 mars 1432 pour crime de trahison, crime sur lequel on discute encore. Filippo Maria avait proposé d'élever un monument à l'illustre victime). — Carlo VOLPATI. La polizia dei costumi in Como nel secolo xv (mesures de police prises contre les femmes de mauvaise vie à Come, en 1463). — **Comptes-rendus.** Konrad Schrod. Reichsstrassen und Reichsverwaltung im Königreich Italien 754-1197. — Caterina Santoro. I registri dell'ufficio di provizione e dell'ufficio dei sindaci sotto la dominazione Viscontea (registres des xiv<sup>e</sup> et xv<sup>e</sup> siècles). = Bulletin bibliographique de l'histoire lombarde.

**Rivista storica italiana.** 1933, fasc. III. — C. PASSAMONTI. La questione tunisina. Il domani del trattato del Bardo et la politica europea contemporanea (le traité du Bardo, 12 mai 1881, avait été conclu malgré l'hostilité des grandes puissances. Les représentants de la Troisième République française sentaient le vide se faire autour d'eux ; dix années d'efforts auraient croulé s'il y avait eu alors en Italie un chef à la forte main). — Arturo PASCAL. De Lucca a Ginevra ; suite : La colonie des émigrés lucquois à Genève (dans les dernières années du xvi<sup>e</sup> siècle. Francesco Cattani à Genève, 1555-1578, et ses fils ; leur activité politique, religieuse et intellectuelle). — Alberto PINCHERLE. Christianesimo a Impero romano (communication faite au Congrès international de Varsovie). — Francesco DE STEFANO. G. R. Carli e il consiglio supremo dell'economia a Milano (d'après la correspondance de Carli et de Kaunitz, 1765-1769). = **Comptes-rendus.** E. Rodocanachi. Histoire de Rome : le pontificat de Léon X, 1513-1521 (livre bien présenté, luxueux, intéressant ; aurait gagné à être écrit avec plus de précision et plus longuement médité). — Pietro Castagnoli. Il cardinale Giulio Alberoni. Vol. III : Il legato ponteficio (fin de cette remarquable biographie, si richement documentée). — Mario Puccioni. L'unità d'Italia nel pensiero e nell'azione del barone Bettino Ricasoli (les lettres publiées dans cet ouvrage n'apportent pas de résultats nouveaux à l'histoire ; mais elles contribuent à mieux faire connaître l'homme). — G. Mollat. La question romaine de Pie VI à Pie XI. — Hans Pirchegger. Geschichte und Kulturleben Deutschösterreichs von 1526 bis 1792 (fait suite à l'*Histoire d'Autriche* de Franz Martin Mayer : livre sérieux et honnête, mais qui finit par devenir simplement une histoire des provinces germaniques possédées par les Habsbourg). — Rudolf Sieghart. Die letzten Jahrzehnte einer Grossmacht : Menschen, Völker, Probleme des Habsburger Reichs (remarquable histoire des dernières années de l'Empire d'Autriche). — Henri Sée. Origini ed evoluzione del capitalismo moderno. — A. Birnie. Storia economica dell'Europa occidentale, 1760-1933 (n'étudie en réalité que trois pays : l'Angleterre, l'Allemagne et la France). — Ad Alessandro Luzio, gli archivi di Stato italiano (deux volumes de mélanges en l'honneur d'Alessandro Luzio par une soixantaine d'archivistes italiens). — Anna Franchi. Caterina de' Medici, regina di Francia (peu original ; fait surtout d'après Mariéjol). — Michele Barbi. Gli studi Danteschi. — Léon Homo. Le Haut-Empire (remarquable). — Fernando Morales Guinezu. Genealogia de los conquistadores de Cuyo, y fundadores de Mendoza. — Ettore Palandri. La « Via crucis » del Puiati e le sue ripercussioni polemiche nel

mondo giansenistico e in quello franciscano, al tempo di Mgr. Scipione de' Ricci (contient beaucoup de documents sur les controverses religieuses). — *J. de Szilassy*. Le procès de la Hongrie. Les relations austro-hongroises devant l'histoire. — *José Torres Revello*. El gremio de plateros en las Indias occidentales (belle étude sur les corporations des orfèvres en Amérique au temps de la domination espagnole).

## HISTOIRE GÉNÉRALE

Le n° 2 du *Bulletin trimestriel de la Conférence internationale pour l'enseignement de l'histoire* (1933), dont nous avons annoncé la publication (cf. t. CLXXI, p. 707), contient les articles suivants : J. ISAAC et G. LAPIERRE. Une enquête (questionnaire en vue du Congrès de 1934, relatif aux buts et caractères essentiels de l'enseignement de l'histoire, et à l'opportunité de publier un manuel international d'histoire générale). — J. PIAGET. Psychologie de l'enfant et enseignement de l'histoire (résultat d'une expérience menée à Genève). — Jules ISAAC. Les programmes d'histoire dans l'enseignement secondaire (une comparaison entre les programmes de France, Allemagne, Angleterre et Italie, prouve que c'est la France qui donne la plus grande part à l'histoire générale). — Frans VAN KALKEN. L'enseignement de l'histoire en Belgique et le développement de l'esprit de compréhension entre les peuples. — Frederick J. GOULD. The question of the revision of school history books (il faut non seulement éliminer les passages tendancieux, mais encore exprimer l'interdépendance et la coopération humaines dans le monde). — Miss Helen CORK. The ideal content of school history books (intéressant). — L. EMERY. L'histoire internationale à l'école primaire (il est possible de l'enseigner). — M. BELLIO. Un programme d'enseignement de l'histoire pour enfants de neuf à dix ans. — Andrée JOUVE. L'enseignement de l'histoire et l'esprit international. — Aldo MIÉLI. L'enseignement de l'histoire des sciences (il faut l'introduire dans les écoles primaires et secondaires). — Hugo D. BARBAGELATA. L'enseignement de l'histoire en Amérique du Sud. — Jean DE PANGE et Fritz KERN. Un manuel des relations franco-allemandes (plan de ce projet, dont l'exécution est malheureusement ajournée). — Manuels d'histoire en usage dans les différents pays (Belgique, France, Lettonie, Norvège, Pays-Bas, Suède, Tchécoslovaquie, États-Unis).

*L'Esprit international. The international mind*. 1934, janvier. — Nicolas POLITIS. Le problème du désarmement. — Alfred ROSENBERG. Le mouvement national socialiste (expose la doctrine générale dont s'inspirent les nationaux socialistes allemands, ce qu'ils appellent « leur vision du monde »). — Carlo SFORZA. Particularisme et universalisme du peuple italien (le peuple italien sent au fond de son âme que ce sont les nationalismes qui ont porté l'Europe au bord de l'abîme ; ce n'est donc pas la recrudescence des nationalismes qui pourra la guérir. L'auteur est de plus en plus convaincu que son peuple est, dans notre continent, « un de ceux dont la tendance européenne est la plus mûre »). — Karrel R. PUSTA. Le statut de la Baltique (la Baltique est en droit une mer libre, en temps de paix comme en temps de guerre ; une Union baltique, comprenant l'Estonie, la Lettonie et la Lithuanie, est déjà en voie de formation ; il serait opportun et rassurant pour l'avenir qu'un acte général vint affirmer leur intention de maintenir la paix dans leurs parages. L'idée d'un semblable *statu quo* dans les régions de la Baltique a déjà été mise en avant en 1907). — J.-M. MINIFIE. La politique financière américaine et ses réper-



cussions internationales. — Maurice PERNOT. La politique du Saint-Siège en Europe centrale (le concordat allemand a bouleversé la politique du Vatican. « La destruction d'un organisme catholique sur lequel le Vatican avait fondé de grands espoirs a mis le comble au désarroi général »). — André TIBAL. L'Italie dans l'économie danubienne. = *Chronique* (la quatorzième assemblée de la Société des Nations, le retrait de l'Allemagne et la Conférence du désarmement). — L'évolution des relations internationales : la politique des États-Unis, le problème danubien, la question de Dantzig, la Conférence balkanique tenue à Salonique le 5 décembre 1933. = *Documents*. Discours de MM. Hitler, von Neurath (6 novembre), Mussolini (14 octobre, 14 novembre), Mac Donald (13 novembre). — Discours du président Nicholas Murray Butley sur la coopération internationale, 11 novembre. = *Comptes-rendus*. Maurice PERNOT. L'Allemagne de Hitler. — François de Tressan. Franklin Roosevelt (très intéressant). — Étienne Fournol. Manuel de politique française (devrait être lu par tous les étrangers « qui ignorent la solidité et la permanence de la politique étrangère de la France »). — Henri de Montfort. Les nouveaux États de la Baltique. — La nationalité dans la science sociale et dans le droit contemporain (recueil de treize études particulières provoquées par l'Institut de droit comparé de l'Université de Paris). = *Revue des Revues*.

## LISTE ALPHABÉTIQUE DES AUTEURS

dont les ouvrages sont l'objet des comptes-rendus dans les revues analysées.

Les numéros renvoient aux pages de la présente livraison.

Aalders (G. J. D.), 230. Abel (F.-M.), 237. Aïni (Mehemmed-Ali), 223. Aiyngar (S. Krishnaswami), 243. Alivisatos (B.), 235. Allen (Bernard M.), 245. Amadei (Emma), 248. Andreas (Willy), 242. Andrews (Roy Chapman), 245. Angell (Hildegard), 239. Argenti (Philip P.), 243.

Barbi (Michele), 249. Bardenhever (Otto), 237. Bardy (Gustave), 237. Barrois (A.), 230. Baruchello (Mario), 219. Basrett (W. G.), 241. Batsford (Harry), 245. Baumann (Émile), 234. Baussan (Charles), 224. Belloc (Hilaire), 221. Benaerts (Pierre), 218, 235. Benson (Edwin), 241. Bérard (V.), 230. Berkeley (G. F. H.), 242. Bernhöft (Hans), 238. Beyer-Fröhlich (Marianne), 226. Bézard (Yvonne), 234. Birnie (A.), 249. Bishop (Morris), 239. Blécourt (A.-S. de), 243. Bloch (Marc), 238. Blockham (colonel Robert J.), 245. Blundell (Margaret), 245. Bohnenblust (Gottfried), 226. Bolsover (G. H.), 241. Bonnerot (J.), 218. Boom (Ghislaine de), 239. Bourguet (E.), 225. Bowers (Claude G.), 245. Braddy (Haldeen), 241. Bradley (E. S.), 244. Brandi (Karl), 243. Braude (Jacob), 243. Brehner (John Bartlett), 244. Brelot (J.), 219. Bremond (H.), 223. Brinktrine (J.), 224. Brinton (Crane), 246. Brodeur (Arthur-G.), 226. Brooke (Z. N.), 237. Brown (G. K.), 245. Browns (Laurence E.), 246. Buckland (C. S. B.), 242. Burchard (Jean), 234. Burghclere (Lady), 244. Busson (H.), 221.

Canon (général), 233. Cappuccio (Lino), 245. Casalis (R.), 236. Cassi (Gellio), 248. Castagnoli (Pietro), 249. Casteret (Norbert), 233. Chambord (comte de), 232. Chandra (P.), 241. Chanle (C.), 236. Charageat (Marg.), 236. Charles-Roux (F.), 233. Charlton (H. B.), 245. Charpentier (Jarl), 246. Chesney (Miss Kathleen), 260. Chevalier (J.), 223. Christ (Karl), 237. Church (F. C.), 243. Clunn (Harold), 245. Colin (Gaston), 230. Compton (Piers), 245. Coolen (G.), 223, 224, 234. Corbino (Epicarmo), 239. Cornelissen (Christian), 222. Cory (Helen May), 239. Coste (Pierre), 224. Coulton (G. G.), 244. Courvoisier (Jacques), 235. Cowley (J. D.), 241, 243. Crabitès (Pierre), 246. Cross (G. N.), 242. Cross (F. L.), 223. Croy (Marie de), 223. Crozet (R.), 234. Crozet (Léo), 223. Crutchley (E. A.), 245. Curtis (Miss Muriel), 243.

Dahlin (Ebba), 239. Dal-Gal (G.), 237. Darbshire (Miss Helen), 243. Dareste (P.), 222. Dasgupta (Surendranath), 245. Dawson (Christopher), 243. Dawson (Robert MacGregor), 245. Day (Clive), 235. Dechesne (L.), 223, 234. Dedouvres (Louis), 234. Defourny (M.), 235. Deloche (Maximin), 232. Denais (Joseph), 224. Depors (H.), 219. Deubner (L.), 230. Dibdin (Sir Lewis), 243. Dickinson (R. E.), 245. Dinsmoor (W. B.), 230. Dubois (Eugène), 219. Duinker (A. C. M.), 236. Duke (John A.), 237. Dunand (M.), 230. Dupont (Marcel), 232. Dupont-Ferrier (Gustave), 224. Duret (D.), 224. Durier (John), 235. Durry (Marie-Jeanne), 233.

Eardley-Simpson (L.), 244. Ekman (Erik), 230. Eland (G.), 239. Elgood (lieutenant-colonel P. G.), 233. Elliard (Gerald), 224. Emerton (Ephraïm), 242. Erben (Wilhelm), 243, 244. Erskine (Mrs Stevart), 245. Espeut (abbé Pierre), 233. Ettinger (Amos A.), 244. Evans (Joan), 237. Ewert (Alfred), 239.

Faa di Bruno (Gian Luigi), 219. Fanfani (Amintore), 224. Fawtier (Robert), 230. Felder (Hilarion), 237. Feudal (C. P.), 245. Fenicio (P. Jacobo), 246. Ferguson (W. S.), 230. Fitzgerald (C. P.), 245. Flavigny (Pierre), 223. Fleury (E.), 233. Foucault (Albert), 224, 232. Fournier (Paul), 224, 234. Fournol (Étienne), 251. Franchi (Anna), 249. Francis (Grant R.), 245. Fry (Charles), 245. Furber (Holden), 239.

Gain (André), 219. Galbreath (D. L.), 234. Galopin (Eugène), 223. Gaquère (abbé), 235. Garçon (M.), 232. Garrigues (Georges), 218. Gaxotte (Pierre), 221. Gemayel (D<sup>r</sup> Amin), 230. Georges (Émile), 224. Girard (Albert), 235. Glorieux (P.), 222. Glover (T. R.), 243. Godefroy (Jean), 234. Goldman (Miss Hetty), 230. Gooch (G. P.), 242. Goodspeed (Edgar J.), 246. Goury (Georges), 225. Goyau (Georges), 224, 232. Grandmaison (Geoffroy de), 219. Grassot (colonel A.), 223. Gray (Howard L.), 242, 244. Grein (Jacques-Richard), 223. Grey (Charles), 246. Gudiol i Cunill (Josep), 237. Guedalla (Ph.), 244. Guérin (Daniel), 223. Guidi (Pietro), 242. Guinazú (Fernando Morales), 249. Guittou (Jean), 223. Guli (Vincenzo), 219. Gwynn (Denis), 244.

Halévy (Élie), 242. Halkin (Léon-E.), 234. Hall (Cyril), 245. Hämel (Adalbert), 237. Hamilton (Henry), 239. Hanotiaux (Gabriel), 221, 224. Hansen (Hazel D.), 230. Harler (C. E.), 246. Harsin (Paul), 235. Hartridge (R. A. R.), 218. Hatem (Anouar), 222, 237. Hay (M. V.), 243. Haywood (Richard Mansfield), 225. Heering (G.-J.), 236. Heller (Eduard), 239. Henry (Françoise), 225. Hermannsson (Halldor), 226. Hicks-Beach (Lady Victoria), 239. Hoelt (Bernhard), 239. Hoffherr (René), 235. Honnorat (M.), 226. Houben (Henri), 218. Howarth (O. J. R.), 245. Howden (Marjorie Peers), 244. Hrozny (B.), 222. Hübner (Alfred), 242. Huch (Ricarda), 223. Hug (H.), 235. Humbert (Pierre), 221, 235. Huonder (A.), 237. Hyslop (Beatrice F.), 218, 219.

Innes (H. A.), 239. Inskip (James Theodor), 246. Irsay (Stephen d'), 222.

Jalla (J.), 236. James (E. O.), 246. Jansma (T. S.), 242. Jassemmin (Henri), 218. Joliet (D<sup>r</sup> Henri), 225, 231. Jones (G. P.), 246. Jouvenel (Henri de), 232. Jung (Nicolas), 248. Juserand (J.-J.), 245.

Kase (C. Robert), 241. Kirsch (J. Peter), 248. Kletschke (Hans), 226. Knight (A. H. J.), 246. Knoop (Douglas), 246. Kramrisch (Miss St.), 246. Kraus (Russell), 241.

La Force (duc de), 221. Lallemand (P. de), 224, 232. Landry (B.), 222. Långfors (Arthur), 216. Langlois (Marcel), 232. Lasserre (David), 236. Lasserre (Eugène), 223. Launay (Louis), 224. Laurent (Joseph), 223, 230. Laurent (R.), 219. Laurent (Henri), 218. Leacock (Stephen), 245. Leblanc (Marie-Louise), 223. Le Bras (Gabriel), 224. Lebrun (Charles), 224. Lefebvre (Georges), 239. Legrand (P.-E.), 223. Lemonnier (Léon), 244. Lesourd (Paul), 234. Lévy-Bruhl (Henry), 219, 235. Linckenheld (Émile), 233. Lobanov-Rostovsky (prince A.), 239. Lohmann (A.), 243. Lopez (Roberto), 218. Louant (Armand), 234. Lucker (Maria), 236. Lugli (G.), 248. Lurkin (Abel), 223.

Mabel, 245. Macdonald (A. J.), 242. Mackinnon (James), 243. Maisse (Hurault de), 244. Malberg (R. Carré de), 235. Marriott (Sir John), 244. Marsh (Frank Burr), 230. Mason (Michael H.), 246. Massow (Wilhelm von), 230. Mauchaussé (Paul), 235. Maunier (René), 223. Maurizio (A.), 225. Maurois (André), 245. May (J. Lewis), 223. Mazauric (Roger), 236. McIlwain (C. H.), 243. McLower (A. R.), 239. McNair Wilson (R.), 245. Méautis (G.), 230. Meijers (E. M.), 243. Mercer (Cavalié), 232. Meritt (B. D.), 230. Mestral-Combremont (J. de), 236. Meurgey (Jacques), 218. Milioukov (P.), 242. Mohlberg (Cunibert), 237. Mollat (G.), 249. Momigliano (Arnaldo), 230. Monkhouse (Allan), 244. Montet (Pierre), 222, 233. Montfort

(Henri de), 251. Monti, 218. Morizet (André), 218. Mottram (R. H.), 245. Muhlfeld (Helen Elizabeth), 246. Muller (Henri F.), 239. Muller (James Arthur), 244. Mullin (F. A.), 237. Munro (Ion S.), 244.

Niesel (W.), 235. Nolhac (Pierre de), 233. Nolin (E.), 218. Noulens (Joseph), 223. Nussbaum (Frederick L.), 239.

Ollard (R. S. L.), 223. Orliac (Jehanne d'), 222.

Painter (Sidney), 241. Palandri (Eletto), 249. Pantin (William Abel), 244. Papadopoulos (Chrysostome), 237. Parès (A.-Jacques), 219. Pasture (A.), 243. Perali (P.), 248. Pernot (Maurice), 251. Picotti (G. B.), 248. Piganiol (André), 229. Pinkerton (R. E.), 244. Pirchegger (Hans), 249. Planchenault (René), 234. Poisson (Jacques), 224, 239. Poisson (Charles), 219. Pollock (Sir Frederick), 244. Polotzey (H. J.), 237. Postal (Raymond), 234. Praviel (Armand), 232. Prestage (Edgar), 246. Puccioni (Mario), 249.

Quennett (Marjorie et C. H. B.), 245.

Ramsey (Robert W.), 242. Rauschen (Gerhard), 237. Read (Conyers), 244. Rebillon (A.), 226. Régne (Jean), 219, 236. Réjalot (Dom Thierry), 238. Revello (José Torre), 250. Rey (Albert), 236. Reynoso (H. E. D. Don Francisco de), 244. Ricard (Robert), 222. Richard (L.), 223. Richardson (Bessie E.), 230. Richmond (Jan A.), 248. Ridder (A. de), 224. Riddle (Donald W.), 246. Rocheblave (S.), 236. Rodocanachi (E.), 249. Rogerson (Sidney), 246. Roupnel (Gaston), 218. Runciman (Steven), 243.

Sabatier (Paul), 224. Saint-Aubin (P. Piétresson de), 234. Saintsbury (George), 246. Salembier (Louis), 224. Salimei (A.), 248. Sandes (colonel E. W. C.), 246. Santoro (Caterina), 249. Sapori (Armando), 218. Sastri (K. N. Venkatasulba), 243. Scheffer (Christian), 234. Schenkel (H.), 218. Schirmer (Erica), 242. Schmidt (Carl), 237. Schmidt (Johanna), 230. Schneider (Edouard), 222. Schnerb (Robert), 219. Schnürer (G.), 222. Schoumacker (L.), 219. Schrod (Konrad), 249. Schutze (Martin), 226. Schwartz (Edvardus), 237. Scott (C. A. Anderson), 245. Scott-Giles (C. Willfred), 246. Sée (Henri), 249. Seignobos (Charles), 221, 223, 233, 234. Sennac (Jean), 224. Serieyx (W.), 232. Sevrin (Ernest), 234. Sheldon (Gilbert), 237. Simpson (W. J. Sparrow), 244. Singer (Samuel), 240. Singh (Gurmukh Nihal), 246. Slocombe (Georges), 221. Smith (L. M.), 237. Sobieski (Waclaw), 238. Steefel (Laurence D.), 242. Stephenson (Carl), 242, 243. Stewart (George), 239. Stieghart (Rudolf), 249. Stolz (Richard), 242. Streichenberger (Jean), 235. Stumpf (Johann), 236. Styger (Paul), 248. Swain (Joseph Ward), 239. Swarthout (R. E.), 218, 237. Szilassy (J. de), 250.

Tabachovitz (A.), 239. Tacchi-Venturi (P.), 248. Tascher (Maurice de), 234. Taylor (Pauline), 239. Taylor (W. D.), 246. Temperley (Harold), 242. Théry (G.), 237. Thiry (Jean), 219, 224. Thomas (A. H.), 243. Thomas (Charles Marion), 239. Thompson (E. Margaret), 237. Thompson (Edward Herbert), 245. Thureau-Dangin (F.), 230. Thurston (Herbert), 244. Tivaroni (Jacopo), 235. Tod (M. N.), 230. Tommasini (Anselmo M.), 237. Torres (Dragonetti de), 243. Tostivint (D.), 225. Tournier (G.), 236. Tremel (Hans), 238. Tesson (François de), 251. Trevelyan (G. M.), 241. Tricon (Jean), 234. Turner (Edward Raymond), 239.

Ullman (B. L.), 248.

Vaillat (Claudius), 237. Vallaux (Camille), 227. Valous (de), 218. Van den Haute (Gabryelle), 234, 242, 244. Van der Essen (L.), 224, 234. Veau (Armand), 218. Vernet (chanoine Félix), 234. Verrier (P.), 226. Villada (Zacarias Garcia), 237. Villien (A.), 234. Vincent (L.-H.), 237. Vovard (André), 232.

Wace (A. J. B.), 245. Wallace (H. Frank), 245. Waller (R. D.), 245. Wegerer (de), 232. Weinbaum (Martin), 244. Wells (John Edwin), 240. Werner (Alice), 244. West (Allen Brown), 231. West (Robert), 230. Westin (Guvénar), 235. Whittamore (Thomas), 246. Wiegand (Theodor), 225. Willoughby (Harold R.), 246. Wilmart (Dom A.), 224. Wilson (colonel Sir Arnold T.), 245. Wolfson (H. A.), 229.

Young (J. R. S.), 246.

Zeller (Gaston), 243. Ziegler (Aloysius K.), 242. Zolotas (Xénophon), 235.

## CHRONIQUE

CAMILLE JULLIAN

(1859-1933).

Avec une grande œuvre, Camille Jullian nous laisse l'exemple d'une belle carrière scientifique, toute droite et cependant originale. Parti de l'histoire ancienne, il a abouti aux Antiquités nationales, en passant par l'histoire régionale. Son activité occupe plus d'un demi-siècle. Savant éminent, écrivain remarquable, professeur passionné, il a exercé sur la science historique française une influence profonde.

*L'historien de l'Antiquité.* — Né à Marseille le 15 mars 1859, Jullian, par une première originalité, entre à l'École normale supérieure en 1877, directement de son lycée provincial, sans être passé par une rhétorique parisienne. C'est de Marseille, où il avait été l'élève d'Ammann, qu'il apportait sa vocation d'historien. A l'École, il trouvait comme maîtres Ernest Desjardins et Gaston Boissier; ce dernier, un peu son compatriote et à qui il devait succéder, plus tard, à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Ses camarades de promotion étaient Michel Clerc, de La Ville de Mirmont, Thamin, Rébelliau. L'année suivante, Pfister et Diehl devaient venir le retrouver. Agrégé d'histoire en 1880, il était envoyé à l'École française de Rome, dirigée alors par G. Geffroy. Ses deux années de Rome terminées, il faisait à nouveau preuve d'originalité en prenant le chemin de Berlin où, pendant un an, il allait suivre l'enseignement de Mommsen. « Je tiens à honneur », écrivait-il plus tard, « d'avoir été à la fois l'élève de Fustel de Coulanges et celui de Mommsen. » Mais, en face du dictateur de l'histoire romaine, Jullian avait su conserver l'indépendance de sa pensée. Lorsque mourut Mommsen, il eut l'occasion d'exprimer ici même, dans cette *Revue*, son opinion sur lui<sup>1</sup>. Il dit toute l'admiration que lui inspirait la science et l'infatigable activité du grand savant, mais sans craindre de formuler quelques réserves sur le caractère trop abstrait qu'il donnait à l'histoire, ni de protester contre certaines tendances outrancières de ses théories : « Il a trop sacrifié l'étude du sol, de ses routes, de sa structure, de son degré de culture... ; sur ce point, Michelet l'emporte... Il a trop parlé de races : race italique, race celtique, race germanique, mots qui reviennent incessamment sous sa plume. J'aurais aimé, ne fût-ce que dans l'intérêt de l'histoire, qu'il eût sur ce point devancé son temps. »

Ceci est écrit, il est vrai, en 1904, alors que Jullian se trouve dans la pleine maturité de son talent. Il n'en est que plus frappant de voir rappeler ici la nécessité de l'étude du sol et l'exemple de Michelet. En abusant du mot « race », Mommsen n'avait, hélas, que trop devancé son temps !

1. *Revue historique*, 1904, t. LXXXIV, p. 113-123

A Rome, Jullian ne cherche pas sa voie. Il poursuit simplement avec une ardeur renouvelée celle où il s'est engagé dès l'École normale. Il achève ses thèses de doctorat. La thèse secondaire : *De protectoribus et domesticis Augustorum*, n'est que le développement d'une leçon faite dès 1880 à l'École normale sur les gardes du corps impériaux. La thèse principale traite des *Transformations politiques de l'Italie sous les empereurs romains : 43 av. J.-C.-330 après J.-C.* C'est à cette thèse que se rattachent au moins deux des articles qu'il a donnés aux *Mélanges* de l'École de Rome, sur un manuscrit de la *Notitia Dignitatum* (1881, p. 284-292) et sur le *Breviarium totius imperii* de l'empereur Auguste (1883, p. 149-182). Un autre, *Le diptyque de Stilicon au trésor de Monza* (1882, p. 5-35), témoigne de l'attrait qu'exercent sur Jullian, d'une part, l'archéologie figurée et, d'autre part, l'histoire du monde romain finissant. La révélation de l'importance et de la signification des monuments figurés était le bénéfice direct du séjour à Rome et de la visite des musées italiens. Elle complétait l'enseignement de Fustel aussi bien que celui de Mommsen.

Dès son retour en France, en 1883, Jullian pouvait soutenir ses thèses en Sorbonne. Il avait vingt-quatre ans. Ses juges admirèrent sa « compétence précoce ». « La thèse française », remarque Desjardins en présentant le volume à l'Académie des Inscriptions (*C.-R.*, 1884, p. 180), « est plus historique que géographique. C'est que l'étude géographique parallèle a fait partie du mémoire envoyé de Rome dont il a été rendu compte très favorablement aux séances du 1<sup>er</sup> et du 8 décembre 1882 ». — C'est donc à la géographie historique aussi bien qu'à l'histoire que Jullian avait appliqué ses soins en Italie. Dès ce moment, il aimait « regarder le sol ». En histoire, il a toujours possédé, à un degré éminent, le sens des réalités. Il voyait les hommes derrière les institutions et, les hommes, il les replaçait sur la terre où ils avaient vécu. La thèse elle-même était une étude de droit administratif autant que d'histoire. Nouveauté pour l'époque, il y était fait un large usage de textes épigraphiques, alors que le *Corpus* des inscriptions latines n'en était encore qu'à ses débuts. Ce « savant travail », comme dit encore Desjardins, n'était pas seulement l'œuvre d'un élève distingué des deux plus grands maîtres de l'histoire ancienne au XIX<sup>e</sup> siècle, il marquait une maîtrise nouvelle se dirigeant vers des voies encore peu frayées.

Dès la rentrée de 1883, Camille Jullian était chargé d'un cours d'histoire ancienne à la Faculté des lettres de Bordeaux ; en 1885, il suppléait Maxime Collignon, professeur d'antiquités grecques et latines à la même Faculté ; en 1886, il devenait chargé de cours d'histoire romaine et d'antiquités latines. La même année, la municipalité de Bordeaux créait à son intention un cours de l'histoire de Bordeaux et du sud-ouest de la France, qui devint chaire magistrale en 1891. Tant qu'il resta à Bordeaux, jusqu'en 1905, Jullian continua d'enseigner l'histoire romaine et les antiquités latines en même temps que l'histoire générale du sud-ouest de la France. Jusqu'à cette date, on trouvera dans le *Bulletin de la Revue historique* ses chroniques sur l'histoire et l'antiquité romaines.

Une connaissance approfondie de l'Antiquité, en particulier latine, des textes non seulement littéraires, mais juridiques, de l'épigraphie, de l'archéologie, de la religion, telle fut la base solide de tous les travaux de Jullian. On la retrouve avec admiration dans les notes de son *Histoire de la Gaule*. C'est elle qui fait de ces volumes peut-être la meilleure histoire que nous possédions de l'Empire romain, du moins pour l'Occident. Les articles que, de 1927 à 1929, il a consacrés, dans la *Re-*



que des *Études anciennes*, au *Champ magique de Glozel*, constituent toute une histoire étonnamment documentée de la magie antique. L'ancien Romain qu'il était a largement payé sa dette à la Cité antique.

*Archéologie et histoire régionales.* — Ce grand érudit est aussi un sentimental. A ses recherches, il donne non seulement sa pénétrante intelligence, mais tout son cœur. L'espèce de passion qu'il apporte à toutes ses études est la marque propre, on pourrait presque dire la source, de son talent. Il faut qu'il voie, il faut qu'il sente ; il s'attache avant tout à ce qui, par quelque côté, émeut sa sensibilité. Rentré en France, c'est aux antiquités de la France qu'il va appliquer sa curiosité scientifique et, avant tout, aux antiquités des régions qui le touchent de plus près.

Dès 1883, nous le trouvons en rapport avec le *Bulletin épigraphique de la Gaule*, fondé peu auparavant par Florian Vallentin et continué par Ludovic Vallentin et Robert Mowat. Il est en relations également avec Allmer, le grand épigraphiste de Lyon dont la *Revue épigraphique* recueillera l'héritage du *Bulletin*. C'est au *Bulletin* qu'en 1885 et 1886 C. Jullian donne une série d'articles d'une érudition toute romaine, mais animés d'un esprit complètement nouveau : *Les inscriptions de la vallée de l'Huveaune*.

Là, entre Marseille et la Sainte-Baume, sans doute au cours d'une période de vacances dans sa ville natale, Jullian a rencontré les *Matres Ubelnae* : les « mères » de l'Huveaune, les divinités antiques du pays, et il a été conquis. Dans l'éclatante lumière, il est parti vers les montagnes blanches tachetées de quelques restes de forêts ; il en a exploré les flancs et les vallées, scruté les villages et les mas, comme son camarade romain La Blanchère avait naguère exploré les environs de Terracine. Sous l'état moderne, il s'est donné pour tâche de retrouver l'état ancien, celui des temps romains et, au-dessous encore, l'état primitif, la figure éternelle et permanente de la terre qui était la sienne. « L'archéologie et l'épigraphie », dit-il, « sont des sciences minutieuses et dangereuses ; elles demandent plus de patience que d'imagination » (*Rev. épigr.*, 1885, p. 21). Il a la patience, il est imbu de la sévère méthode que lui ont enseignée ses maîtres. Mais il possède aussi l'imagination qui donne couleur et relief aux trouvailles du savant. Ne refusons pas au savant le droit de vivifier ce qu'il touche. L'imagination réaliste de Jullian qui cherche à voir, a plus de prix à nos yeux que l'imagination abstraite qui construit des théories et transpose dans le nuage le reflet de la terre. C'est Camille Jullian tout entier que l'on trouve dans cette étude de la vallée de l'Huveaune. Ajoutons que, malgré la publication du *Corpus*, elle a gardé toute sa valeur et qu'on ne saurait, même aujourd'hui, se dispenser d'y recourir.

Des éléments divers contribuaient à entraîner Camille Jullian vers cette étude des antiquités provençales. Il les formule lui-même dans la brochure que, vers le même temps, il consacrait à *Fréjus romain* (1886). Le patriotisme s'y unissait à la curiosité scientifique. « Si l'étude des cités romaines de la Gaule ajoute à l'intelligence de l'antiquité latine, elle présente, d'autre part, le puissant et patriotique intérêt qui s'attache aux origines de notre chère patrie... » L'attrait principal de la période gallo-romaine, c'est qu'elle est, à la fois, « la période la plus compréhensible de l'histoire générale et le commencement de notre histoire nationale ». Il souhaiterait que tout nouveau membre de l'École française de Rome fût tenu de s'arrêter quelques semaines en deçà des Alpes, dans la vallée du Rhône en particulier. « Avant d'étudier l'histoire romaine à Rome, il commencerait par l'aimer en

Gaule. » Il avait, enfin, l'exemple de son maître Fustel de Coulanges, « un maître entre tous », qui avait prélué « par l'étude de la civilisation antique à celle des institutions de la France ».

C'était à Bordeaux que désormais l'attachaient ses fonctions — Bordeaux, d'ailleurs, allait bientôt devenir pour lui une nouvelle patrie, puisque c'était celle de M<sup>me</sup> Jullian. Ce sont les origines gallo-romaines de Bordeaux que, dès 1885, il s'efforçait d'éclairer. Un fragment d'inscription découvert une vingtaine d'années auparavant lui fournissait l'occasion de sonner dans la patrie d'Ausone le réveil des études d'archéologie locale. « Bordeaux renferme dans son sol les documents de sa première histoire : je n'hésite pas à dire son acte de naissance, ou tout au moins un extrait conforme. Il n'en coûterait pas beaucoup, si on y tenait, d'en prendre connaissance. Y tiendra-t-on ? »

Chargé du cours de l'histoire de Bordeaux et du sud-ouest de la France, il animait de son ardeur le Musée, la Bibliothèque, la Municipalité même. Ses cours publics à la Faculté révélaient aux Bordelais toute l'histoire de leur ville, et lui-même, avec l'enthousiasme qu'il apportait à toute chose, découvrait peu à peu la vie ancienne d'une vieille capitale maritime entre deux grandes provinces, l'Aquitaine et la Gascogne. De cet enseignement sont issues deux œuvres capitales. Tout d'abord, en 1887 et en 1890, les deux gros volumes des *Inscriptions romaines de Bordeaux*, dans lesquels, après le *Manuel d'épigraphie* de R. Cagnat, plus d'un étudiant chez nous a complété son éducation d'épigraphiste. Presque en même temps, mais cependant avec un petit retard, paraissaient les *Inscriptions latines du musée de Lyon* d'Allmer et Dissard (1888-1893). C'étaient là des ensembles d'autant plus précieux que le *Corpus* des inscriptions de la Gaule n'existait pas encore. On sait l'ampleur que Jullian avait donnée à son étude. Aux inscriptions de Bordeaux, il avait joint celles du département de la Gironde, accompagnées d'une étude historique et archéologique des différents peuples dont elles relevaient. Le dernier chapitre du tome II présente vraiment la conclusion de tout l'ouvrage : Histoire et examen des inscriptions romaines ; Bordeaux romain d'après les inscriptions. C'était, en somme, la première application méthodique de la science nouvelle qu'était alors l'épigraphie à l'histoire ancienne d'une région française. *Diligo Burdigalam, Romam colo*, répétait Jullian après Ausone. Il traduisait modestement : « Les membres de la Commission municipale m'ont appris qu'on pouvait aimer Bordeaux et l'épigraphie romaine. » — En réalité, seul un connaisseur de toute l'Antiquité tel que l'était Jullian pouvait, à ce moment, traiter ainsi les documents antiques d'une ville de Gaule.

L'autre volume, l'*Histoire de Bordeaux* (1895), semble une gageure plus étonnante. Cette histoire embrasse, en effet, toute l'histoire depuis les origines jusqu'en 1895. Sur toutes les périodes, Jullian apparaît également documenté, aussi sûr et déployant largement cette originalité que permet seule la maîtrise parfaite de l'histoire générale. Les périodes celtique et romaine sont la base de toute l'histoire française ; dès ce moment, les diverses régions ont manifesté comme le schéma de leurs possibilités futures. Le Moyen Age plonge ses racines dans le sol romain et, depuis, l'évolution a suivi un cours continu. Pour comprendre à fond l'époque mo-

1. Caius Srenus proconsul Galliae Transalpinæ, dans *Mélanges École franç. Rome*, V, 1885, p. 338-357.

derne, il faut remonter jusqu'à la Gaule, et qui connaît la Gaule est bien préparé à saisir le vrai des périodes subséquentes. C'est la leçon que donne le très beau livre de Jullian.

L'exemple de Bordeaux n'a pas manqué de susciter heureusement l'émulation d'autres grandes villes. C'est ainsi que Nancy a confié au bon historien Christian Pfister le soin d'écrire son histoire. C'est de sa propre initiative qu'un autre ami de Jullian, Michel Clerc, a entrepris d'étudier l'histoire ancienne de Marseille. Commencé dès le moment où parurent les *Inscriptions romaines* de Bordeaux, le livre *Massalia* n'a paru que tout dernièrement (1927 et 1929). Il y a là, dû en grande partie, croyons-nous, à C. Jullian, un réveil de l'histoire des provinces de France, renouveau sous une forme moderne de la grande entreprise des Bénédictins au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Nous ne pouvons songer ici à analyser cette histoire de Bordeaux, ni même à signaler les plus séduisantes des idées nouvelles qu'on y rencontre à chacun des chapitres. Mentionnons seulement une hypothèse qui fut chère à Jullian et qui reçut plus tard de brillants et savants développements. C'est dans l'*Histoire de Bordeaux*, à propos de l'église Saint-Seurin et des reliques de Blaye, que Jullian esquisse la théorie de l'origine des épopées françaises qu'il devait reprendre dans son article de la *Romania* en 1896 : *La tombe de Roland à Blaye* : « Tout peuple intelligent est comme un homme d'études ; le repos absolu est impossible à son cerveau. Quand il n'écrit point, ce n'est pas à dire qu'il cesse de produire. Mais alors l'œuvre littéraire se nomme légende et, pour être vague et flottante, n'en est pas moins une création de l'esprit... Nous percevons ainsi la manière dont se sont formés quelques-uns de ces vastes cycles épiques que produisit alors le monde chrétien. Ils résultent de la combinaison des noms et des cultes locaux avec une lointaine tradition historique, les guerres de Charlemagne ou la conversion des Gaules... Remarquons encore à quels endroits cette combinaison s'est faite. On peut suivre Charlemagne à Belin, à Saint-Seurin, à Blaye, c'est-à-dire aux stations de repos et de prière sur la grande route suivie par les pèlerins de Saint-Jacques. Qui sait si les pèlerins n'ont pas été les artisans principaux de ces légendes, les vrais rhapsodes de ces épopées, les attachant pour ainsi dire, le long de la voie qu'ils parcouraient, aux sanctuaires où ils s'arrêtaient... » — Et ici même apparaît le souvenir antique qui inspire à C. Jullian cette explication d'un fait littéraire médiéval : « De la même façon, l'épopée de l'Énéide unissait par la chaîne continue du voyage d'Énée les différents temples où les voyageurs maritimes allaient adorer sa mère, Aphrodite<sup>1</sup>. »

Qu'on lise les chapitres brillants dans lesquels Jullian retrace la vie commerciale, la vie intellectuelle et artistique de Bordeaux au XVIII<sup>e</sup> siècle, on y saisira l'origine de divers petits travaux de caractère élémentaire, mais qui méritent cependant d'être signalés. Montesquieu est le type même du magistrat bordelais et ses *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence* représentent le meilleur de ses ouvrages. C'est pourquoi il appartenait à l'historien de Bordeaux, en même temps qu'historien de Rome, d'en donner une édition classique. Il y ajouta peu après, toujours à l'usage des classes secondaires ou même des étudiants des Facultés des Lettres, des *Extraits de l'Esprit des Loix et des œuvres diverses*. L'œuvre de Montesquieu lui apparaissait un témoignage insigne de la décentralisation intellectuelle au XVIII<sup>e</sup> siècle.

1. *Hist. de Bordeaux*, p. 115 et 116.

A cette même série appartient un autre petit livre qui est un chef-d'œuvre d'histoire littéraire : les *Extraits des historiens français du XIX<sup>e</sup> siècle, précédés d'une Introduction sur l'Histoire en France*. C'est évidemment en préparant l'histoire de Bordeaux que Jullian avait retrouvé, dans les grands historiens français du XIX<sup>e</sup> siècle, toute sa parenté intellectuelle : Augustin Thierry, Guizot, Thiers et Mignet, Tocqueville, Albert Sorel, à qui il devait dédier son *Histoire de la Gaule*, Taine et Renan, Michelet surtout que sous certains rapports il préférait à Mommsen, Michelet qui voulait que l'histoire fût une résurrection de la vie intégrale du passé, qui avait commencé son histoire par un tableau des différentes terres de la France, Michelet dont l'imagination colorée et le style vibrant devaient l'enchanter. Lorsqu'on mettra quelques pages choisies de Jullian à côté des meilleures de Michelet, on reconnaîtra un talent de même famille.

*Les Antiquités nationales.* — La première édition de *Gallia*, le petit livre bien connu de Jullian, est de 1892. « Il s'adresse d'abord et surtout aux étudiants des lycées et des facultés. On a pensé aussi, en le faisant, aux archéologues de province ; on voudrait qu'il pût les encourager à explorer notre sol et à accroître les richesses de nos musées et les monuments de notre histoire. Enfin, il a été écrit en vue de tous ceux qui aiment le passé de notre chère France. » — Ici, Jullian ne peut retenir un aveu qu'il est essentiel de noter au début de ce paragraphe qui va grouper les études consacrées par lui à nos Antiquités nationales : « On ne nous en voudra pas d'ajouter qu'il a été fait avec amour. On ne s'est pas défendu, toutes les fois que la vérité historique n'en souffrait pas, de parler avec sympathie de nos ancêtres et des fondateurs de notre patrie. En racontant les destinées de la Gaule, on s'est attaché à montrer en quoi elles annonçaient celles de la France. » — Il se départit ici de la froideur de son maître Fustel : « Pour connaître la vérité sur les peuples anciens, il est sage de les étudier sans songer à nous, comme s'ils nous étaient tout à fait étrangers, avec le même désintéressement et l'esprit aussi libre que nous étudierions l'Inde ancienne ou l'Arabie. » — Cette maxime fait partie de l'introduction de la *Cité Antique* qui est de 1864. Après 1870, Fustel de Coulanges lui-même avait reporté toute son âme à l'étude des origines françaises.

Au moment où il venait de terminer les *Inscriptions romaines de Bordeaux* et où il préparait *Gallia*, Jullian avait été appelé à recueillir les papiers de son illustre maître et chargé par M<sup>me</sup> Fustel de Coulanges de mettre au point pour une publication les manuscrits préparés. C'était une lourde tâche, une tâche toute d'abnégation, dans laquelle, me dit-on, Jullian acheva d'abîmer sa vue, qui avait toujours été mauvaise.

Ardemment comme toujours et, ici encore, « avec amour », Jullian s'était mis à l'ouvrage. Le premier volume de l'*Histoire des institutions politiques de l'ancienne France*, comprenant la *Gaule romaine et les invasions germaniques*, avait paru dès 1875. Fustel lui-même avait épuisé ses dernières forces à publier les deux suivants : *La monarchie franque* et *L'alleu et le domaine rural pendant l'époque carolingienne*. Il avait préparé une nouvelle édition de son premier volume, beaucoup plus ample et fournie de notes, « suivant la nouvelle mode ». Jullian la publia en deux volumes « revus et complétés sur le manuscrit et d'après les notes de l'auteur ». Les adjonctions de l'éditeur, assez considérables, sont marquées dans le texte par des crochets. Ainsi parurent ensuite deux autres volumes à peu près entièrement rédigés par Fustel lui-même, mais qui exigeaient cependant une révision attentive : *Les origines*

du système féodal. Le bénéfice et le patronat pendant l'époque mérovingienne, et, enfin, Les transformations de la royauté pendant l'époque carolingienne. En plusieurs points, Jullian avertit le lecteur que sa pensée n'est pas exactement celle de son maître, mais qu'il s'applique néanmoins à rendre celle-ci aussi exactement que possible.

Cette publication de l'œuvre de Fustel fait la transition entre l'*Histoire de Bordeaux* et ce qui allait être la grande œuvre de Jullian, l'*Histoire de la Gaule*. Elle le ramenait, en effet, de l'histoire locale à l'histoire générale. Il ne semble pas cependant que, dès le temps de *Gallia*, C. Jullian ait conçu l'idée d'une grande histoire de la Gaule ; il dut y être amené par Vercingétorix.

Le livre *Vercingétorix* parut en 1901. Il obtint immédiatement un éclatant succès et valut à son auteur le grand prix Gobert, décerné de nouveau huit ans plus tard aux deux premiers volumes de l'*Histoire de la Gaule*. Vercingétorix, c'est le héros qui a tenté de rallier son peuple au nom d'une idée, idée de liberté et d'indépendance nationale. L'indication se trouve nettement dans César. C'est aussi le martyr sacrifié à la vengeance de Rome. Mais le livre, c'est déjà toute la Gaule, ce sont les montagnes d'Auvergne et les plateaux des Cévennes, c'est Paris, Sens et Melun, c'est le pays des Lingons et celui des Séquanes, l'oppidum des Mandubiens, aux confins de la Bourgogne et du Morvan ; c'est Alésia, où l'héroïsme succomba devant la science militaire. Certes, le fond du tableau l'emporte sur le héros dont on sait, en somme, peu de chose. C'est une œuvre de science historique, bien qu'elle soit dénuée de l'appareil de l'érudition. Si ancienne que fût cette histoire, elle apparaissait aussi vivante que si elle eût daté d'hier. C'est que, comme Michelet, Jullian savait ressusciter la vie intégrale.

*Vercingétorix* était dédié *Conjugi optima*. Pour le préparer, Jullian avait, en effet, avec M<sup>me</sup> Jullian, parcouru à peu près tous les lieux où le conduisait son héros. C'est au cours de ces voyages sans doute, où, dans la France actuelle, il cherchait les traces de Vercingétorix et de César, qu'il eut la révélation de la Gaule<sup>1</sup>. Un moment d'enthousiasme et trente ans de travail.

A partir de 1906, les volumes de l'*Histoire de la Gaule* se succèdent régulièrement : t. I. *Les invasions gauloises et la colonisation grecque* ; t. II. *La Gaule indépendante*. En 1909, t. III. *La conquête romaine et les premières invasions germaniques* ; 1913, t. IV. *Le gouvernement de Rome*. En 1920, t. V. *La civilisation gallo-romaine. État matériel* ; t. VI. *La civilisation romaine. État moral*. En 1926, t. VII. *Les empereurs de Trèves. Les chefs*, et t. VIII. *Les empereurs de Trèves. La terre et les hommes*.

« Si les Augustes romains, fils ou héritiers de Théodose », concluait le t. VIII, « avaient compris ces sentiments humains [qui se groupaient autour du nom de la Gaule], ces leçons de l'histoire, ces lois de la nature, s'ils avaient laissé grandir la patrie gauloise à l'ombre de l'Empire, ils auraient peut-être procuré à cet Empire

1. C'est à partir de 1901 que l'on voit sa *Chronique* de la *Revue historique* se dédoubler : *Antiquités latines* d'une part, *Antiquités nationales gauloises et gallo-romaines* d'autre part. C'est en 1903 que paraissent ses importantes *Notes sur la religion gauloise*. En 1899 commence sa collaboration régulière, très abondante, pleine de science et de vie, à la *Revue des Études anciennes* (Annales de la Faculté des lettres de Bordeaux), dirigée par son très cher ami G. Radet. On trouvera, dans les *Tables* de cette *Revue* que publie en ce moment G. Radet, l'indication de tous les articles qu'y donna C. Jullian.



de nouveaux siècles de durée. Ils ne l'ont point fait ; ils ont méconnu l'existence ou la vitalité de la nation, ils ont refusé de s'appuyer sur elle, et ils ont ainsi rapproché le jour de la chute suprême. Mais la Gaule échappera à la ruine du monde impérial ; elle trouvera son salut dans les Francs de sa frontière et c'est à eux que reviendra la tâche de reprendre et de continuer son unité nationale. Quand les empereurs de Rome n'écouteront plus les voix de la Gaule, un roi des Francs sera près d'elle pour répondre à son appel. »

L'histoire de la Gaule celtique et romaine est finie, ou à peu près, vers l'an 400. Mais sa civilisation se prolonge pendant deux cents ans au moins. Si ce n'est plus tout à fait la Gaule, ce n'est pas encore la France. Jullian se demandait si sa conclusion en était vraiment une et si son œuvre était terminée avec son tome VIII. Son ardeur, en tout cas, n'était pas épuisée, et il s'était mis à étudier ce roi des Francs « prêt à répondre à l'appel de la Gaule ». Il a professé au Collège de France son cours sur Clovis. J'en ai vu les notes. Le livre était fait ; il n'avait plus qu'à l'écrire<sup>1</sup>. Nous aurions eu là, probablement, le pendant de son *Vercingétorix*. Mais le sort avait fixé avant ce terme la fin de son travail. Il l'a frappé au printemps de 1930, peu de temps après la cérémonie où Jullian avait célébré, à la Sorbonne, le souvenir de Fustel de Coulanges.

On peut ne pas partager toutes les opinions exprimées dans les huit gros volumes de l'*Histoire de la Gaule*. Les unes paraîtront trop chargées de sentiment, d'autres ne s'appuient que sur des faits encore mal assurés ou des relations de faits en partie hypothétiques. Mais, dans l'ensemble, l'œuvre s'impose même à ceux qui ont pris le parti d'en contredire les détails. Quiconque l'a pratiquée ne peut lui refuser une profonde admiration. Elle a apporté, en effet, à l'histoire de nos origines gallo-romaines une méthode nouvelle. C'est Jullian qui nous a appris à étudier la Gaule en Gaule, dans ses hommes, dans son sol, dans ses monuments et non plus seulement depuis Rome. On lui a reproché d'avoir déprécié Rome et surestimé la Gaule. Mais qui a mieux connu que lui Rome, les choses et les hommes de Rome ? Qui a mieux parlé de la grandeur de la paix et de l'unité romaine ? Il est exact qu'en son cœur il est demeuré pour le vaincu contre le vainqueur, qu'il n'a pas fait fi de tout ce que l'unité romaine a sacrifié d'original et, probablement, de viable, ni méconnu que la grandeur romaine fut faite en partie d'éléments pris aux peuples conquis. Il a cherché avant tout à voir juste ; il a la véritable impartialité qui est la complète indépendance à l'égard des jugements tout faits : ne jamais rien avancer de faux, mais oser dire tout ce que l'on croit vrai. Il a cherché surtout à voir les faits dans leur réalité. Son exposé a du relief et de la couleur ; il a voulu que la couleur fût aussi exacte que possible ; il a atteint le relief à force de soins, attentif à ne rien sacrifier de ce qui, dans le passé, comme aujourd'hui, constitue la vie d'un pays : les chefs et leur politique, l'organisation sociale et la pensée religieuse, et aussi le travail obscur des hommes sans histoire dont l'effort journalier fait la puissance des chefs et leur gloire. A cet ensemble complexe, son talent donne le mouvement. L'idée domine et entraîne les détails. Quand il n'y a pas d'indication contraire et qu'il s'agit de personnages qu'il aime ou de ce peuple de Gaule qui est le sien, Jullian préfère voir beau et grand. Lui reprochera-t-on d'avoir fait une œuvre généreuse en même temps que puissante ?

1. Il en a cependant publié deux chapitres dans la *Revue de Paris* de 1928 : *Les précurseurs de Clovis*, le 15 août, p. 752-775 ; — *Les ascendants de Clovis*, le 15 septembre, p. 261-287.

Laissons le talent littéraire qui anime le texte et penchons-nous vers ces notes en petit caractère qui le soutiennent au bas des pages. La documentation y apparaît d'une invraisemblable richesse et d'une solidité qui, presque toujours, défie la critique. Bien souvent, étonné d'un jugement nouveau, j'ai refait grâce à ces notes le chemin qu'avait suivi mon cher maître, avec le désir, je l'avoue, de ne pas aboutir au même point. Quatre-vingt-quinze fois sur cent, il faut lui donner raison, et les cinq autres fois la solution reste seulement douteuse. En mainte occasion d'ailleurs, ce qui permet à Jullian de dépasser les données immédiates des documents qu'il cite, c'est la connaissance approfondie qu'il possède de l'antiquité en général et du milieu gaulois, ce sont des analogies, des rapprochements, mille impondérables qu'il n'a pu noter. Nombreuses, ses hypothèses ne sont jamais sans fondement. Son *Histoire de la Gaule* restera, sans doute, une des grandes œuvres historiques de notre temps ; il est certain que les générations futures continueront à admirer son érudition, comme nous admirons celle d'un Tillemont ou d'un Godefroy, l'éditeur du *Code Théodosien*.

Dès son apparition, cette *Histoire* a exercé une heureuse influence sur les études de détail et les recherches archéologiques dans les diverses provinces. Tous ceux qui étudient notre passé celtique ou gallo-romain sont, par elle, plus ou moins, les élèves de Jullian. Le niveau des études d'archéologie locale s'en est trouvé relevé.

Depuis 1905, C. Jullian avait quitté Bordeaux pour le Collège de France, qui, presque à l'unanimité, avait créé pour lui une chaire d'Antiquités nationales. C'est là qu'il professa, tout en écrivant, son *Histoire de la Gaule*. Qu'il parlât ou qu'il écrivît, le style chez lui c'était vraiment l'homme. Son enthousiasme, sa fougue, la netteté et l'éclat de sa parole, entraînaient son auditoire vers un passé lointain qui, à l'entendre, semblait présent. Comme il était simple et sans aucune affectation, il était aimé autant qu'admiré.

La leçon qu'il préférait, cependant, était la conférence de recherches, placée à une heure matinale qui décourageait le grand public. Il y apportait des cartes, des documents de toute sorte ; il exposait le détail de ses investigations dans les nombreuses disciplines qui touchent à l'archéologie et à l'histoire. Aucun esprit n'était plus ouvert que le sien, il connaissait tout ; il jugeait avec une critique très avertie, mais ne dédaignait aucun effort. On ne saurait le ranger parmi les sociologues et, cependant, il était au courant de leurs recherches. « Quand on revoit Tite-Live à la lueur des faits généraux des civilisations primitives », écrivait-il dès 1902, « bien des choses qui choquaient d'abord cessent de surprendre ; les étrangetés du récit viennent presque d'elles-mêmes prendre leur place dans les lois universelles, et il semble que peu à peu on soit invité à conserver ce que MM. Mommsen et Pais ont voulu détruire<sup>1</sup>. » — De toutes les sciences et de toutes les techniques, il s'efforçait de tirer des enseignements. Le sol surtout était l'objet de sa constante attention. « Faire l'histoire de la Gaule », déclare-t-il au début de son *Histoire*, « c'est raconter et expliquer les changements qui se sont produits dans l'aspect de son sol et dans la manière de vivre et de penser de ses habitants... Ne séparons pas de l'étude de l'humanité celle du terrain qui la nourrit. » — *Regardons le sol* est le titre d'un article — le résumé d'une leçon — qu'il a donné à la *Revue de France* en 1928.

1. *Rev. histor.*, 1902, t. LXXIX, p. 338.

Faut-il rappeler ici l'espèce de profession de foi qu'il a insérée au début de l'un de ses derniers ouvrages ?

Fidèle à ses habitudes, à Paris, comme en Provence, comme à Bordeaux, C. Jullian faisait du sol qu'il avait sous les yeux l'objet de ses recherches. Dès avant la guerre, il avait été l'instigateur du beau livre de F. de Pachtere sur *Paris gallo-romain*. Depuis la guerre, il étudiait la banlieue parisienne. Ses conférences du Collège de France sur ce sujet étaient diffusées par T. S. F. Il se réjouissait des renseignements nombreux que lui adressaient des auditeurs inconnus. Un petit livre sur Paris<sup>2</sup> et divers articles, notamment dans la *Revue des Études anciennes*, conservent quelques échos de ces cours. En trois volumes intitulés *Au seuil de notre histoire*, C. Jullian a pris soin de réunir ses leçons d'ouverture, en y joignant les titres de toutes les autres : l'ensemble de son enseignement en vingt-cinq années et mille leçons. Les élèves de l'École des chartes qui ont passé leur thèse alors que Jullian faisait partie du Conseil de perfectionnement garderont, eux aussi, un impérissable souvenir de ses critiques éclairées par la craie au tableau noir.

La guerre n'est pas sans avoir marqué ses traces dans l'activité intellectuelle de Jullian. C'est d'abord un volume : *Aimons la France*, paru en 1920, conférences faites à Paris et à Bordeaux au cours des années de guerre 1914-1919. Ce sont aussi les cinq premières leçons du second volume *Au seuil de notre histoire*. « Je n'ai rien à regretter ou à effacer de ce que j'ai dit alors ; je n'ai fait qu'exprimer ma pensée et je crois encore que cette pensée demeure juste... Je me suis efforcé de montrer les liens qui existent entre les faits contemporains et ceux de toute notre histoire, même les plus lointains ; et cela est non plus de la polémique, mais de l'enseignement. »

Un autre livre paru en 1922 : *De la Gaule à la France. Nos origines historiques*, donne la mesure de son insatiable curiosité. Il incorpore la préhistoire tout entière, depuis l'époque paléolithique, aux antiquités nationales. Le volume est dédié à Alfred Rébelliau, « qui m'a donné l'idée et la volonté de ce livre ». Et nous y retrouvons, dès le début, le souvenir de Fustel de Coulanges : « Je voudrais montrer tout ce que nous devons à ces vieux âges, tout ce que ces vieux âges ont mis en nous. » — Ainsi, dans les dernières floraisons d'une carrière extraordinairement riche et originale, se retrouve l'influence d'un maître.

Un maître, Jullian l'a été à son tour et par tout ce qu'il a enseigné, et par tout ce qu'il a suggéré d'apprendre. Il n'a pas créé, sans doute, les Antiquités nationales,

1. *De la Gaule à la France*, p. 9 : « Je ne séparerai pas l'étude du sol ou de la matière et celle de l'âme ou de la société.

« L'historien ne fera jamais qu'une œuvre incomplète ou mutilée ; s'il analyse les institutions ou les mœurs humaines à l'écart ou en dehors de la terre sur laquelle elles se sont développées et qui, pour une part, les a déterminées.

« Tâches de l'esprit et de la culture, besoins du cœur et du corps, révolutions politiques et transformations matérielles, toute l'histoire nous parle aujourd'hui, comme il y a dix mille ans, d'une intimité irrésistible entre la terre et l'être humain...

« Et le jour où la science historique arrivera enfin, à force d'analyses et d'analogies, à comprendre comment est née notre nation, elle s'apercevra peut-être de ce que l'intuition des âmes les plus simples a déjà deviné : que la France résulte d'abord d'une certaine nature de sa terre et des milliers d'habitudes que les hommes ont peu à peu reçues de cette terre. »

2. *Le Paris des Romains et Ne touchez pas aux noms de rues*. Hachette, 1926 et 1927.

mais il a donné à leur étude un splendide développement ; il a intégré dans leurs méthodes les disciplines nouvelles de son temps. Il a dirigé depuis de longues années les recherches archéologiques dans l'ensemble de la France. Par une correspondance de tous les jours, par ses nombreux articles que nous n'avons guère pu mentionner ici, surtout par sa direction de la section Antiquités nationales de la *Revue des Études anciennes* et par les *Notes* et *Chroniques gallo-romaines* données régulièrement, pendant plus de trente ans, à chaque numéro de cette *Revue*, il a exercé un contrôle incessant sur toutes les entreprises et toutes les publications qui ont eu pour objet les périodes anciennes de notre histoire. Son influence, très profonde, a toujours été bienfaisante, parce qu'il n'a jamais pensé qu'à sa science, jamais à lui, et aussi parce que, en même temps que très savant, il était très bon, respectueux de tout travail sincère. Capable de sévérité et même de colères, il ne connaissait pas la rancune et redoutait de faire de la peine. Son caractère avait la même générosité que son esprit.

L'Académie des Inscriptions l'avait élu en 1908. Assidu aux séances, intervenant dans les discussions, actif aux Commissions, il y tenait une place importante. En 1924, il avait été élu à l'Académie française au fauteuil de Jean Aicard. Il avait été dernièrement fait grand officier de la Légion d'honneur et, en 1933, l'Académie lui avait attribué sa plus importante récompense, le prix Osiris, pour l'ensemble de son œuvre.

La réalisation de cette œuvre, le succès de son enseignement, l'affection qu'il inspirait et à laquelle il était très sensible, avaient été sa meilleure récompense et sa plus grande joie. Il aimait passionnément son travail et l'objet de son travail, la France. Son dernier souci avait été la continuation des études qui avaient rempli sa vie.

L'élan qu'il leur a imprimé est loin, certes, d'être amorti. Comme Fustel de Coulanges, il a exercé sur la recherche historique, dans notre pays, une influence que n'atténueront pas les années.

Albert GRENIER.

---

**France.** — Nous apprenons avec le plus vif regret la mort subite de M. Jean EBERSOLT, enlevé à l'âge de cinquante-quatre ans, laissant une œuvre historique et archéologique considérable, qu'il semblait devoir poursuivre encore longtemps. Né à Montbéliard en 1879, élève de MM. Diehl et Millet, il se laissa inspirer par eux le goût de l'histoire et de l'archéologie byzantines, qui devait remplir son existence. Après avoir été pensionnaire de la fondation Thiers, il obtint en 1907 une mission archéologique à Constantinople, où il passa plusieurs années et qui décida de son orientation. Avec la collaboration d'un architecte distingué, M. Ad. Thiers, et non sans difficulté, il put explorer tous les monuments du passé byzantin encore debout. A son retour à Paris, en 1910, il fut reçu docteur ès lettres ; depuis cette époque, il n'a cessé de publier des ouvrages et des études de grande importance, qui ont augmenté singulièrement notre connaissance de l'empire byzantin.

Cette œuvre scientifique, qui s'étend sur une période de trente ans, a une unité remarquable, car elle se restreint toujours au cadre de Byzance, mais étudiée sous ses différents aspects. Les travaux de Jean Ebersolt sont un exemple des services que l'archéologie peut rendre à l'histoire, dont la connaissance a toujours été son

but essentiel. Sans disperser ses efforts, il a travaillé surtout dans quatre directions bien nettes.

Ce qui l'a attiré d'abord, c'est la restitution aussi exacte que possible du Grand-Palais de Constantinople, principal théâtre de l'histoire impériale jusqu'au XI<sup>e</sup> siècle. Il lui a consacré sa thèse principale, *Le Grand-Palais de Constantinople et le livre des Cérémonies* (1910), livre fondamental, où il a rectifié bien des erreurs de Labarte et où, par une interprétation sagace des textes et la connaissance de la topographie, il a pu ressusciter en quelque sorte, avec le plan de l'édifice, la vie qu'on y menait. Sa thèse complémentaire, *Sainte-Sophie de Constantinople, étude de topographie d'après les Cérémonies* (1910), achève de nous montrer les rites compliqués de la vie impériale. Il est revenu à plusieurs reprises sur ces questions, notamment dans ses *Mélanges d'histoire et d'archéologie byzantine* (1917), où il décrit la vie publique et privée de la cour byzantine.

Non moins importants sont ses travaux sur la topographie et les églises de Constantinople, où il est allé plusieurs fois en mission, de 1907 à 1912, puis en 1921. Il a résumé les résultats de ses découvertes dans des rapports brefs, mais précis, qui ont été suivis de la publication d'un livre d'une grande portée : *Les églises de Constantinople (Monuments de l'Art byzantin, III)* (1913), là, grâce aux relevés de M. Ad. Thiers, il a pu établir avec précision les caractères de l'architecture byzantine à sa naissance et en suivre le développement jusqu'au XV<sup>e</sup> siècle. Deux excellents livres sur *Constantinople byzantine et les voyageurs du Levant* (1919) et sur les *Sanctuaires de Byzance* (1921) constituent comme les pièces justificatives de ce grand ouvrage.

Un autre problème important l'avait attiré, celui des importations d'art byzantin en Occident, et particulièrement en France. Mettant à profit ses voyages et ses lectures, il a rassemblé un grand nombre de faits de ce genre dans deux volumes d'une magnifique présentation : *Orient et Byzance* (1928-1929), où il étudie les influences byzantines en France avant et pendant les croisades. Plusieurs articles sur les *Manuscrits à miniatures de Saint-Gall* (*Revue archéologique*, 1919), sur l'*Aiguère de Saint-Maurice-en-Valais* (Syria, 1928), etc..., sont comme le complément de cet ouvrage.

Enfin, il s'est intéressé tout spécialement aux arts somptuaires de Byzance et nous ne pouvons citer ici les nombreux articles de revues qu'il leur a consacrés. Un de ses premiers travaux avait été une étude des *Miniatures byzantines de Berlin* (*Revue archéologique*, 1905), mais ce sont avant tout deux livres qui ont apporté la contribution la plus utile à l'exploration de ce domaine : *Arts somptuaires de Byzance*, 1923, et *La miniature byzantine*, 1926.

Quel que soit d'ailleurs le sujet qu'il traite, on retrouve dans tous ses écrits les qualités qui sont celles d'un véritable historien : recherche consciencieuse des faits, qu'il s'agisse d'interpréter des textes ou des monuments, ordonnance claire, précise et sobre de la composition, sûreté et impartialité des conclusions. La disparition d'un savant tel que Jean Ebersolt est pour l'érudition française une grande perte.

Louis BRÉHIER.

— M. John VIÉNOT est mort le 28 décembre 1933. Il était né en 1859. Pasteur d'abord à Montbéliard, puis à l'Oratoire du Louvre, où il resta en fonction jusqu'en 1932. Docteur en théologie, il fut président de la Société d'histoire du protestantisme français en 1922. On lui doit une *Histoire du pays de Montbéliard*, une *His-*



toire de la Réforme française, des origines à l'Édit de Nantes. Il était directeur de la *Revue chrétienne*.

— On sait le terrible accident de chemin de fer où, le 24 octobre 1933, Pierre VILLEY, professeur à la Faculté des lettres de Caen, trouva la mort. On sait aussi qu'il était aveugle, presque de naissance, et l'on se demande, non sans émoi, comment il a pu continuer ses études jusqu'à l'École normale de la rue d'Ulm, où il entra en 1900, et conquérir tous ses grades universitaires jusqu'à l'agrégation d'histoire et au doctorat. Ceux qui l'ont bien connu : M. Prentout, qui fut son collègue à la Faculté des lettres de Caen, M. Bédier, qui lui a consacré une si touchante notice dans la *Revue des Deux Mondes* (15 novembre 1933), sont d'accord pour attester que ce fut à force d'intelligence et de ténacité. Dans une des notes que M. Prentout avait rédigées pour l'article nécrologique de son ami destinée à la *Revue historique*, on lit qu'il fut « l'homme clairvoyant », qu'il fut aussi « professeur d'énergie », énergie que, dès l'enfance, « il avait développée par une lutte contre son infirmité à tel point qu'on a pu dire : il savait qu'il était aveugle, mais il ne voulait pas y croire et il agissait en conséquence. C'est son amour du prochain qui animait à la fois sa pensée et son action ». Sa méthode de travail est indiquée par M. Bédier. Il se faisait lire les livres dont il avait besoin (aidé en cela par l'inlassable dévouement de sa noble femme) ; doué d'une mémoire excellente, il transcrivait aussitôt en « Braille » ce qu'il avait entendu. C'est ainsi qu'il nota de sa main toute l'œuvre de Montaigne. C'est ainsi qu'il a pu, par un prodigieux tour de force, donner une édition critique « presque parfaite » des *Essais* en quatre volumes, à quoi sont venues s'ajouter *Les sources italiennes du Discours de la défense* et *illustration de la langue française*, des études sur *Marot* et *Rabelais*, sur d'Aubigné et Monluc, qui ont placé Pierre Villey au premier rang parmi les historiens de la littérature française au xvi<sup>e</sup> siècle. Mais il n'oublia jamais les infortunés qui avaient, comme lui, perdu la vue. C'est pour les reconforter par son exemple qu'il a écrit *Le monde des aveugles*, *La pédagogie des aveugles* ; par « ses bienfaits », écrit M. Bédier, d'accord sur ce point encore avec M. Prentout, « il a bien mérité que sa mémoire leur reste sacrée ».

— M. PRENTOUT, a-t-on dit plus haut, nous avait promis une notice nécrologique sur Pierre Villey. Voici qu'à son tour il a disparu presque subitement en novembre 1933. Il était né au Havre le 15 septembre 1867, mais c'est à Caen qu'il passa la plus grande partie de sa vie comme professeur d'histoire de Normandie ; là qu'il composa et publia ses principaux ouvrages : *Essai sur les origines et la fondation du duché de Normandie* (1911), *Étude critique sur Dudo de Saint-Quentin* (1916), nombreux articles publiés à propos du millénaire de sa province (1911-1912), dont il devait publier les *Comptes-rendus* ; trois volumes considérables sur les *États provinciaux de Normandie* (1925-1927), qui ont été couronnés par l'Académie des inscriptions et belles-lettres ; de nombreux articles sur l'Université de Caen, à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, même sur l'histoire de l'art et de l'industrie à Caen. Il ne lui fut qu'une fois infidèle dans son premier gros travail : *L'Ile-de-France sous Decaen, 1803-1815*, ouvrage de plus de mille pages, riche en documents inédits (1910), qui était un essai sur la politique coloniale du Premier Empire ; mais son *Histoire d'Angleterre* (1920) ne le détournait pas de son pays natal. Il avait bien voulu nous autoriser à publier dans notre *Revue* le texte d'une communication faite à l'Académie des inscriptions sur l'identification des principaux compagnons du Conquérant qui

figurent dans la *Tapiserie de Bayeux* ; nous ne pouvions pas nous douter alors que le terme de son activité scientifique était si prochain.

— Le 2 décembre 1933 est mort, à Paris, à l'âge de soixante-quatorze ans, un grand philosophe, M. Émile MEYERSON, dont M. Lévy-Bruhl a pu dire qu'il était « un des penseurs les plus originaux et les plus profonds de notre temps ». Il a consacré sa vie à la philosophie des sciences, mais après avoir pratiqué lui-même les sciences, la chimie surtout, et avoir longuement travaillé dans les laboratoires. Son premier grand ouvrage, *Identité et réalité* (1906), était le fruit de plus de vingt années de recherches. *De l'explication dans les sciences* (1921) a grandement contribué à rendre son nom illustre. Ce sont encore de grandes œuvres que la *Déduction relativiste* (1925) et surtout *Du cheminement de la pensée* (1931), où il s'est proposé « d'étendre à la pensée commune les résultats acquis sur la marche de la pensée scientifique ». On se convainc aisément que la belle œuvre épistémologique de Meyerson s'applique non seulement aux sciences de la nature, mais aux sciences de l'homme. A ce titre, elle intéresse les historiens ; elle les intéresse aussi à cause des aperçus si nombreux et si suggestifs qu'elle ouvre sur l'histoire des sciences, comme sur celle de la philosophie.

Henri SÉE.

— Un décret vient de modifier l'article 4 du règlement à l'Académie des sciences morales et politiques. Il sera désormais ainsi conçu : « Pour être académicien titulaire, il faut être Français et résider à Paris. Toutefois, il peut y avoir, dans chaque section, un membre pour lequel la condition de la résidence n'est pas exigée. Dans toute section où il n'y a pas de membre non résidant à Paris, tout candidat est admis à se présenter sans condition de résidence. La qualité de Français est seule obligatoire pour les académiciens titulaires. »

— École nationale des chartes. *Positions des thèses soutenues par les élèves de la promotion de 1934* (Les Presses universitaires de France, 172 p.). — Voici, par ordre alphabétique, la liste des thèses : Madeleine d'AUTUME. Histoire de Cherbourg, de 1354 à 1450 (au temps de la domination anglaise). — L.-Carolus BARRÉ. Le comté de Valois jusqu'à l'avènement de Philippe de Valois au trône de France, x<sup>e</sup> siècle-1328 (3<sup>e</sup> partie : Les institutions ; 4<sup>e</sup> partie : Recherches pour servir à l'histoire sociale et économique). — Henri BLAQUIÈRE. La commanderie des Hospitaliers de Rayssac, 1108-1789. — Marguerite-Marie BOMMIER. Les finances communales de Lille, de 1297 à 1369 (durant l'occupation française). — Pierre COURCELLE. La *Consolation* de Boèce ; ses sources et son interprétation par les commentateurs latins du ix<sup>e</sup> au xiii<sup>e</sup> siècle. — Raymond DELATOCHE. Le droit familial de quelques grandes maisons féodales de l'ouest de la France, du xiii<sup>e</sup> au xvi<sup>e</sup> siècle (maisons de Laval, de Craon, de Retz et de La Trémoille). — Françoise GOINEAU. Histoire de la ville de Gisors, x<sup>e</sup>-xv<sup>e</sup> siècle. — Marie-Antoinette HOSOTTE. Philippe le Bon et les institutions judiciaires, financières et militaires en Franche-Comté. — Françoise JEAN-LEHOUX. Le bourg Saint-Germain-des-Prés (à Paris), des origines au xv<sup>e</sup> siècle. — Madeleine LENOIR. La deuxième ambassade à Rome de Philippe de Béthune, 1624-1630 (la question de la Valteline ; les négociations relatives à la dispense nécessaire au mariage de Henriette de France avec Charles Stuart et la succession de Mantoue). — Pierre NEYRAND. Le gouvernement temporel des archevêques de Lyon et leurs luttes avec le pouvoir royal, de 1320 à la fin du xiv<sup>e</sup> siècle. — Elisabeth PELLEGRIN. La vie municipale de Riez au xvi<sup>e</sup> siècle. —

Edmond POGNON. Jacques de Revigny, jurisconsulte à Orléans entre 1260 et 1289. — René PRAT. Étude historique sur la vallée de la Somme, du XII<sup>e</sup> siècle au milieu du XVII<sup>e</sup>. — Gabrielle REGNARD. La condition des personnes et des terres dans l'archidiaconé de Paris, du XII<sup>e</sup> siècle à 1350. — Gabrielle THIBOUT. L'architecture religieuse flamboyante dans l'ancien diocèse de Coutances. — Aloysius K. ZIEGLER. Histoire de la géomancie latine, du milieu du XII<sup>e</sup> siècle au milieu du XVII<sup>e</sup> (auteurs des traités de géomancie : Hugues de Santalla, Platon de Tivoli, Gérard de Crémone, Salio de Padoue, etc.).

Après les soutenances a été établie la liste, par ordre de mérite, des élèves reçus : M. Barré, M. Courcelle, M. Pognon, M<sup>lle</sup> Lehoux, M<sup>lle</sup> Bommier, M<sup>lle</sup> Pellegrin, M<sup>me</sup> Regnard, M<sup>me</sup> Thibout, M. Neyrand, M. Blaquièrre, M<sup>lle</sup> Hosotte, M<sup>lle</sup> Goineau, M<sup>lle</sup> d'Autume, M. Prat. — Hors rang, comme appartenant à une promotion antérieure : M. Delatouche et M<sup>lle</sup> Lenoir. — Étranger : M. Ziegler.

— Vient de paraître le fascicule 12 du *Corpus vasorum antiquorum* ; il contient une partie importante des vases corinthiens, dont les séries montrent l'importance du commerce d'exportation dès le VII<sup>e</sup> et le VI<sup>e</sup> siècle de notre ère. Le nombre des figures dans ce fascicule est de 673 et celui des vases publiés est de 292.

— Le fascicule III de la *Carte archéologique de la Gaule romaine*, dressée sous la direction de M. Adrien Blanchet, membre de l'Institut, contient la carte et le texte du département de la *Corse*, préparée par M. Ambroise AMBROSI, conservateur du Musée corse de Bastia et professeur au lycée Louis-le-Grand. La carte est en vente à la librairie Ernest Leroux.

— Un Comité s'est constitué pour ériger un monument à Chrétien de Troyes. Il a pour président M. Francis Doë, conservateur honoraire des eaux et forêts à Troyes, et pour trésorier M. L. Dumont, secrétaire général du syndicat d'initiative de l'Aube. M. Gustave Cohen, professeur à la Sorbonne, est délégué parisien du Comité.

— On lit dans la *Revue d'histoire moderne*, 1933, p. 395 : « Le ministre de la Guerre, président du Conseil, a décidé que les dossiers des Conseils de guerre pour les journées de juin 1848 et le coup d'État du 2 décembre 1851 pourraient être mis à la disposition des travailleurs et publiés éventuellement. La question est réservée en ce qui touche les dossiers des Conseils de guerre de la Commune. »

**Belgique.** — On trouvera tout au long dans la *Revue belge de philologie et d'histoire*, octobre-décembre 1933, le rapport concernant le prix Franqui attribué à Henri Pirenne (p. 1399-1404). On fait remarquer que le jury, écartant toute autre considération, s'est placé, pour apprécier le tome VII de l'*Histoire de la Belgique*, à un point de vue exclusivement scientifique, alors que les « parrains » de l'éminent historien avaient invoqué « les mérites exceptionnels des travaux d'Henri Pirenne, de son œuvre à la fois scientifique et nationale ».

— On annonce la très prochaine mise en vente du tome I d'un Catalogue des manuscrits conservés à Namur. C'est le tome I d'une collection dirigée par le R. P. Delehay, M. Bidez, François Cumont, H. Pirenne et P. Thomas. Le prix de souscription au tome I est fixé à 125 francs belges. Dès l'apparition de l'ouvrage en librairie, un prix de vente, très supérieur au prix de souscription, sera établi. (Adresse : Paul Faider, à Gand).

**Espagne.** — Un des plus célèbres archéologues espagnols, M. José Ramon MÉRIDA, est décédé à Madrid à l'âge de soixante-dix-sept ans. Il dirigea pendant plusieurs années les fouilles de la ville romaine de Numance, puis celles de Mérida. La *Revue historique* lui consacrera prochainement une notice nécrologique.

**États-Unis.** — M. Arthur Kingsley PORTER, bien connu en France par les travaux qu'il obtint de faire exécuter à Cluny, est mort dans sa résidence en Irlande le 8 juillet 1933. Il était né à Stamford, Connecticut, le 6 février 1883. On lui doit des ouvrages très estimés sur l'archéologie et l'art du Moyen Âge : *Lombard architecture* (1915-1917), de nombreux articles insérés dans *Art studies* (1923-1931), *Spanish romanesque sculpture* (1928), *The crosses and culture of Ireland* (1931). Une notice bibliographique lui a été consacrée par son principal collaborateur en France, M. Kenneth J. Conant, dans *Speculum*, janvier 1934.

— Nous apprenons que les éditeurs du *Speculum* ont dû, faute de recueillir un nombre suffisant de souscripteurs, renoncer au projet qu'ils avaient annoncé de publier un volume supplémentaire dont le titre eût été *Essays in medieval civilization*. Nous formons des vœux pour que l'idée puisse être reprise et menée à bien.

**Grande-Bretagne.** — M. Robert Seymour CONWAY, professeur de langue et littérature latines à l'Université de Manchester, est mort le 28 septembre 1933, à l'âge de soixante-neuf ans. Il était un des plus fervents commentateurs de Virgile ; mais son œuvre principale est intitulée : *The italic dialects* (1897) ; il laisse inachevée une autre étude : *The pré-italic dialects*, dont le tome I a été publié l'an dernier.

— Le Rév. Henry Palmer CHAPMAN, quatrième abbé de Downside, est mort le 7 novembre 1933, à l'âge de soixante-huit ans. On lui doit des *Notes on the early history of the Vulgate Gospels* (1908) ; *John the Presbyter and the fourth Gospel* (1911), etc.

— Dans notre dernière livraison (t. CLXX, p. 169), nous avons annoncé la publication prochaine d'une bibliographie des œuvres de Sir James FRASER, l'illustre auteur du *Rameau d'or* et d'autres beaux livres sur les civilisations antiques et le folklore. Elle vient de paraître à la librairie Macmillan (xxi-100 p.) peu après le 1<sup>er</sup> janvier 1934, date qui marquait à la fois le quatre-vingtième anniversaire de la naissance de l'auteur et le cinquantième de l'apparition de son premier ouvrage. Belles étrennes à la fois pour Sir James et pour sa dévouée collaboratrice, Lady Fraser. Tous leurs amis remercieront M. Théodore BESTERMAN d'avoir su et pu mettre au point, si vite et si bien, un travail ingrat où il fallait mentionner avec rigoureuse exactitude tous les livres et articles publiés depuis un demi-siècle par Sir James. Le volume, orné de deux portraits, dont l'un est l'œuvre d'un des premiers sculpteurs français, est enrichi d'un curieux fac-similé reproduisant une grande page manuscrite de l'auteur, page surchargée de ratures et de renvois bibliographiques et qui fera la joie des graphologues, s'il en est encore de clairvoyants. Les érudits le garderont précieusement comme un excellent instrument de travail.

Ch. B.

**Italie.** — Les procès-verbaux du vingtième Congrès de la « Società nazionale per la storia del Risorgimento » (29-31 mai 1932) viennent de paraître (*XX Congresso sociale*. Roma, Proja, 1933, in-8°, 454 p.). En dehors des rapports administratifs, on y trouve d'importantes contributions d'histoire italienne contemporaine, tant sur la méthode générale et les sources que sur certaines catégories générales ou régio-

nales de faits. On notera, en particulier, l'étude de M. B. Peroni sur les sources parisiennes pour l'histoire italienne de 1789 à 1815, celle de M. Gallavresi sur les sources anglaises. MM. Ricciardi, Del Siano, Arcuno ont collaboré à ce volume, ainsi que MM. Monti, Ferrari, Morfandi, Solmi, Foà, Menghini, Paladino, Colomba, pour ne citer que ceux des historiens dont nous nous sommes occupés à la *Revue historique*.  
G. Bn.

**Pologne.** — Par raison ou sous prétexte d'économies, le gouvernement polonais a supprimé six chaires d'histoire dans les Universités et, comme par hasard, il se rencontre que certains au moins des professeurs ainsi révoqués — mieux vaut nommer les choses par leur nom — étaient connus comme adversaires du régime actuellement au pouvoir. Leur notoriété scientifique n'a pas suffi à les faire épargner. Ainsi se réduit peu à peu en Europe le domaine où la liberté de la pensée scientifique est hors des atteintes de la politique. A la trentaine de professeurs italiens chassés des Universités pour refus de serment au pouvoir de l'heure, au groupe des historiens russes emprisonnés ou déportés sous prétexte de complot — le plus grand nombre ont d'ailleurs été réhabilités ou ont bénéficié d'un adoucissement de peine — à la longue série des professeurs allemands destitués pour insuffisance d'aryanisme ou de nationalisme — une liste incomplète, où manquent, par exemple, des Universités comme Munich et Tübingen ou une École polytechnique comme Darmstadt, donne déjà pour les seuls établissements d'enseignement supérieur de ces deux catégories 185 noms — s'ajoutent maintenant les noms des six professeurs polonais. A voir se généraliser de pareilles méthodes, qui ne considéreraient avec inquiétude l'avenir des sciences historiques et, plus généralement, celui de ces foyers de liberté intellectuelle que les Universités s'honoraient d'être et que jusqu'ici avaient respectés les gouvernements les plus autoritaires?

**Russie.** — Josef KULISCHER est décédé à Léninegrad le 17 novembre 1933, après une longue et cruelle maladie. Né en 1878, fils aîné d'un écrivain de talent, il fit ses études à l'Université de Léninegrad et les continua ensuite en Allemagne, où il étudia notamment les problèmes d'histoire économique et publia dans les *Jahrb. für Nationalökonomie* et le *Schmollers Jahrbuch* ses premières études en cette matière.

De retour à Léninegrad, il fut reçu agrégé à l'Université, où il inaugura un cours d'histoire économique de l'Europe occidentale. Ce cours fut publié pour la première fois en 1909 et, depuis lors, élargi, remanié et réédité à maintes reprises (la huitième édition a paru en 1931). Cet ouvrage, « vade-mecum indispensable du médiéviste et de l'historien de l'économie », d'après l'expression de M. Marc Bloch, fut traduit en polonais, en japonais et en allemand. L'édition allemande, parue sous le titre *Wirtschaftsgeschichte des Mittelalters und der Neuzeit*, fait partie du *Handbuch der mittelalterlichen und neueren Geschichte*, édité par Below et Meinecke.

En 1903, Kulischer publia des études sur « l'histoire de la politique commerciale », puis des études sur « Le développement des formes de l'industrie du xiv<sup>e</sup> jusqu'au xviii<sup>e</sup> siècle ».

En 1906, il fit paraître son remarquable ouvrage sur « L'évolution du profit » (*Zur Entwicklungs-Geschichte des Kapitalismus*) en deux volumes. Il consacra ensuite plusieurs années à l'étude approfondie des finances communales et des impôts, étude d'où sortirent son « Imposition communale en Europe occidentale », vol. I-II (1911-1913), et « L'imposition communale en Allemagne dans son évolution historique, essai d'une analyse des tendances du développement des finances



communales » — œuvre monumentale retraçant l'histoire des impôts dans les villes d'Allemagne du XIII<sup>e</sup> jusqu'au commencement du XX<sup>e</sup> siècle. L'auteur a non seulement étudié de la façon la plus judicieuse l'énorme littérature relative à l'histoire des villes, il a aussi dépouillé la multitude des comptes-rendus parlementaires et quantité d'autres publications officielles.

Pendant la guerre, Kulischer étudia à fond la question — si actuelle alors — du commerce extérieur. Après la Révolution, le cercle de ses travaux scientifiques s'élargit encore : il enseigna les finances, d'où résulta, en 1919, la publication d'un manuel, en deux volumes, où la théorie et la technique des impôts directs sont traitées d'une manière neuve et originale, au point de vue économique comme au point de vue sociologique. Vinrent ensuite des ouvrages sur « L'industrie et la classe ouvrière en Europe occidentale aux XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles », « Les conventions de commerce internationales », « L'industrie et la condition de la classe ouvrière en Europe occidentale au XIX<sup>e</sup> siècle », « L'histoire du commerce russe », « Les problèmes fondamentaux de la politique du commerce extérieur », qui sont exposés d'une manière lumineuse. Puis il revint à son domaine par excellence, l'histoire économique, et publia une « Histoire économique de la Russie » (parue en allemand, sous le titre de *Russische Wirtschaftsgeschichte*) et des « Études sur l'histoire économique de l'ancienne Grèce ».

Plus récemment encore, lors de sa maladie, Kulischer étudia d'une façon approfondie l'histoire de la technique. Son dernier travail, un article sur « L'histoire des machines agricoles au XIX<sup>e</sup> siècle », a paru, en automne 1933, dans ces mêmes *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, où il avait publié, en 1899, ses premières études. Cet article fut le dernier don apporté par l'infatigable travailleur à cette science occidentale, à laquelle il se sentait si fortement lié.

Il est impossible d'énumérer dans cette brève notice toutes les manifestations de l'activité scientifique déployée par Kulischer. Il était collaborateur de plusieurs encyclopédies, tant en Russie qu'à l'étranger ; en Allemagne, de l'*Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik* ; en France, des *Annales d'histoire économique et sociale*, de la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*. Depuis 1923, il enseignait, tout en continuant son enseignement à l'Université, à l'École polytechnique, dans plusieurs autres établissements d'enseignement supérieur, dans les nombreuses commissions, dans des instituts de recherches scientifiques où étaient agitées des questions financières et douanières. Avant la Révolution, il avait été membre, puis vice-président de la III<sup>e</sup> section de la « Société libre économique » ; après, il fut élu président de l'Institut de recherches économiques de l'Université de Léninegrad. Ses collègues éprouvaient une admiration profonde pour son dévouement, la haute valeur de son œuvre scientifique, son érudition universelle ; aucun domaine de l'histoire économique, de l'économie politique ne lui était étranger. Kulischer était, dans toute l'acception du terme, un enthousiaste de la science, à laquelle il avait consacré son existence tout entière. Défaillant, exténué de faiblesse, dans les tout derniers jours de sa vie il travaillait encore à une « Histoire des armes à feu », dont l'idée lui était venue quand il écrivait son histoire de la technique. Ses nombreux élèves, devenus maîtres à leur tour grâce à ses conseils, ses collègues, ses amis garderont de lui un souvenir reconnaissant et le regret de sa mort prématurée.

Vladimir TVERDOKHLEBOV.

## ERRATA

Par suite d'un concours de circonstances fâcheuses, il s'est produit, à l'impression de la notice de M. Henry Salomon sur la vie de Pfister (*Revue historique*, t. CLXXII) un certain nombre d'inexactitudes ou d'omissions dont il importe de redresser ou de réparer les principales :

Page 556 (9 du tirage à part), ligne 7 et suivantes, lire : « Il eut aussi à cœur d'assister à une séance d'élection à l'Institut, non que sa voix fût indispensable ; — l'unanimité était assurée à Mgr Ruch, le successeur de saint Arbogast sur le siège épiscopal de Strasbourg ; — mais Pfister tenait à donner sa voix à son ancien étudiant de l'Université de Nancy. » — Ligne 20, lire : « Wulflin ».

Page 557 (10), ligne 28, supprimer le dernier mot : « d'eux ».

Page 558 (11), ligne 12, lire : « une très ancienne Académie ». — Ligne 16, lire : « Lavisse » au lieu de « Liard ».

Page 559 (12), ligne 14 et suivantes, après « Hohkoenigsbourg », lire : « mais Zorn de Bulach, qui était Alsacien, fut remplacé par un Allemand de Prusse ».

Page 560 (13), ligne 14, après « 11 novembre 1918 », lire : « Qui ne revoit cette heure bénie où les Parisiens découvrirent la statue de Strasbourg, voilée de crêpe depuis le 30 septembre 1870 ? » — Ligne 19, après « Près d'un demi-siècle », reporter la dernière phrase en tête du paragraphe suivant. — Ligne 22, à « juridique et diplomatique » substituer « politique et administrative ». — Ligne 29, après « Lors de la constitution définitive de l'Université », ajouter : « Il conseilla d'y donner pour collègues aux professeurs venus des différentes Facultés françaises les quelques autochtones que les Allemands avaient autorisés à enseigner à Strasbourg après leur avoir imposé un long stage dans les Universités allemandes d'outre-Rhin. Lui-même reprit les innombrables études... »

Page 561 (14), ligne 7, après « Arnold », lire : « Le recteur occupe un hôtel ». — Ligne 19, après « Sur ces hauts lieux », lire : « il se sentait et ceux qui... » — Lignes 35 et 36, lire : « sont, avec celle du 11 novembre 1918, celles du 20 janvier et du 22 novembre 1919 ».

Page 562 (15), ligne 31, après « docteur Bucher », lire : « et qui, comme lui, ayant pu en juillet 1914 échapper aux autorités allemandes, avait pendant la guerre servi la France au centre de propagande de Berne ». — Ligne 37, après « absents », lire : « Parmi les orateurs qui lui rendaient hommage, il entendit avec attendrissement deux de ses anciens élèves, devenus des maîtres à leur tour, Laurent, doyen de la Faculté des lettres de Nancy, et M. Perrin, professeur à la Faculté des lettres de Strasbourg. »

*Le gérant : R. LISBONNE.*

